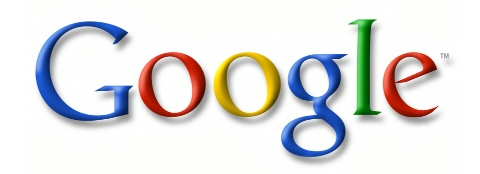
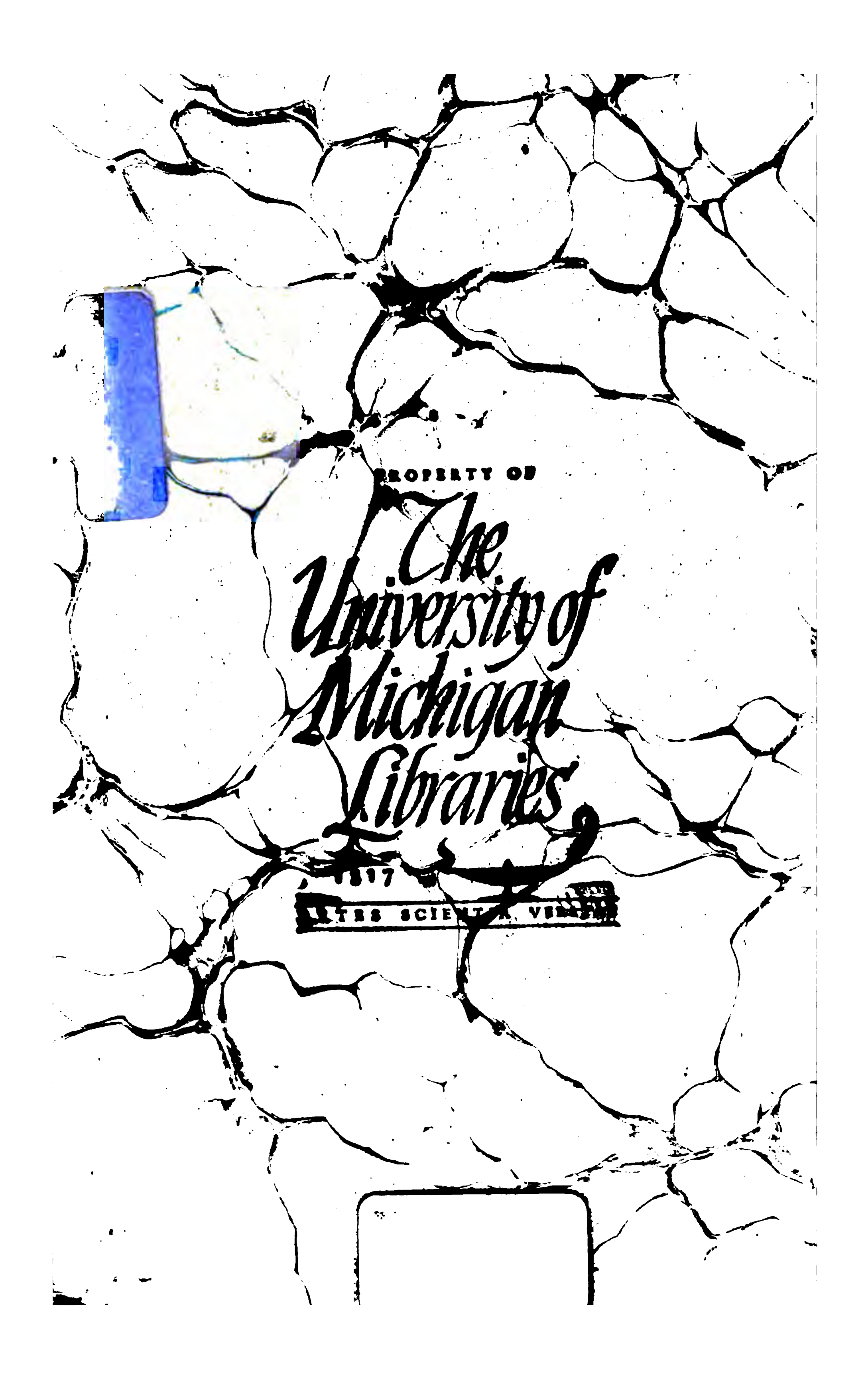



A 473303



PROPERTY OF
The University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS



LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

(1740-1748)

CAMPAGNE DE SILÉSIE (1740-1741)

PARIS. — IMPRIMERIE L. BAUDOIN, 2, RUE CHRISTINE.

LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

(1740-1748)

CAMPAGNE DE SILÉSIE (1740-1741)

Par le Major Z***



PARIS
LIBRAIRIE MILITAIRE DE L. BAUDOIN
IMPRIMEUR-ÉDITEUR
30, Rue et Passage Dauphine, 30

1897

LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

(1740-1748).

CAMPAGNE DE SILÉSIE (1740-1741)[1].

On travaille bien et l'on produit beaucoup à la Section historique des Archives impériales et royales de la Guerre, à Vienne, parce que l'on a eu depuis longtemps à cœur d'y rester fidèle à un grand principe dont on n'a pas toujours tenu suffisamment compte dans d'autres pays. Quelles qu'aient pu être les vues, les préférences personnelles des officiers généraux ou supérieurs qui se sont succédé à la direction des Archives de la Guerre, à Vienne, dans les vingt dernières années, on n'a jamais cessé un seul instant d'y procéder avec une admirable méthode, de s'y attacher à la réalisation d'un programme nettement déterminé et longuement étudié, d'y travailler avec un remarquable esprit de suite sans lequel les plus grands efforts ne mènent qu'à des résultats insignifiants. D'ailleurs, s'il restait encore quelque doute à ce propos, il suffira, pour convaincre les incrédules, de les inviter à jeter un coup d'œil sur la liste même des ouvrages

---

[1] Oesterreichischer Erbfolge Krieg nach den Feld-Acten und anderen authentischen Quellen, bearbeitet in der Kriegsgeschichtlichen Abtheilung des *K. und K. Kriegs Archiv.*, tome II avec atlas, Vienne, Seidel, 1896.

publiés pendant ce laps de temps par la Section historique. On s'expliquera aisément alors comment il se fait que, moins d'un an après l'apparition des deux parties dont se compose le premier volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche*, cette Section ait pu publier un deuxième volume, tout aussi considérable et aussi intéressant que le premier, tout aussi rempli de faits, tout aussi riche de documents que son aîné. On sera bien forcé de reconnaître que, sans cet ordre méthodique sur lequel on ne saurait trop insister, il eût été assurément impossible d'accomplir un pareil tour de force en un an et de terminer en si peu de temps un travail de ce genre qui, visant par-dessus tout et arrivant d'ailleurs à l'impartialité et à l'exactitude absolue, a dû nécessiter tant de si longues et de si minutieuses recherches, et a eu, plus qu'aucun autre, besoin d'être présenté avec l'ordre et la clarté qui sont assurément les principaux mérites d'une œuvre, dont la publication ne peut manquer de produire un effet considérable dans tout le monde militaire et politique, mais plus particulièrement en Allemagne où l'on s'efforcera vraisemblablement et vainement de chercher à réfuter les faits si curieux et si graves que le colonel de Duncker a d'autant moins hésité à mettre en lumière qu'il s'est partout appuyé sur des documents d'une incontestable authenticité.

Les deux parties du premier volume publié l'an dernier n'étaient et ne pouvaient être, en raison même du plan général, de l'importance et du caractère même de l'œuvre, qu'une introduction à l'histoire de la *Guerre de la Succession d'Autriche*. « *Frédéric voulait la guerre parce qu'il lui fallait la Silésie.* » Telles sont les paroles qu'on lit dans les dernières pages de ce premier volume qui s'arrêtait au moment où le roi de Prusse, profitant de l'avènement et des embarras de celle qu'il appelle lui-même *une insignifiante princesse sans expérience*, se disposait à envahir la Silésie en pleine paix.

C'est dans le plus grand silence, dans le mystère le plus absolu que les préparatifs se sont faits et que le Ier corps prussien, fort de 27,159 hommes, 12,900 chevaux et 34 bouches à feu, à la tête duquel se trouvait le feld-maréchal Schwerin a reçu l'ordre de commencer son mouvement dans les derniers jours du mois de novembre 1740. Le roi s'est réservé le commandement suprême de son armée, dans la composition de laquelle entrera, en outre,

un deuxième corps qui, conduit par le duc de Holstein et le prince héritier d'Anhalt-Dessau, se mettra en route du 10 au 15 décembre et sera, dans le principe, plus particulièrement chargé de l'investissement et du siège de Glogau.

Mettant en pratique des procédés que ses successeurs se sont bien gardés de négliger, Frédéric a, depuis quelque temps déjà, envoyé des officiers en Silésie[1]. Il a eu le soin d'y faire sonder et travailler les populations, de chercher surtout à gagner à sa cause les protestants, fort nombreux du reste, dans cette province. Enfin, le 13 décembre, lorsque le roi eut quitté Berlin, il fit remettre à chacun des ambassadeurs accrédités auprès de lui, à l'exception toutefois de l'ambassadeur d'Autriche, une déclaration par laquelle il cherchait à justifier l'invasion de la Silésie en affirmant qu'il ne nourrissait aucun projet hostile contre la cour de Vienne.

L'occasion, il faut bien le reconnaître, était d'autant plus tentante que l'ensemble des circonstances favorisait au delà de toute espérance, les projets ambitieux du roi de Prusse. Malgré les dangers de toute sorte qui menaçaient la monarchie autrichienne au moment de la mort de l'empereur Charles VI, on n'avait pas songé à mettre la Silésie à l'abri d'un coup de main : le trésor était épuisé ou peu s'en faut et, faute des crédits nécessaires, les places fortes tombaient en ruine, les arsenaux étaient vides. Un régiment d'infanterie, dont l'effectif normal eût dû être de 2,300 hommes, mais que l'on avait laissé tomber à 1719, était, à lui seul, chargé de la garde et de la défense de la province, et ce ne fut qu'après de longues négociations avec les États de Breslau que l'on parvint à faire entrer en Silésie, vers le 20 novembre, les trois premiers régiments d'infanterie venant de Hongrie, dont l'effectif total ne s'élevait guère qu'à 4,000 hommes et se composait d'une proportion considérable de jeunes soldats.

Les mouvements et les préparatifs des Prussiens n'avaient pas échappé à l'attention du commandant militaire de Silésie, le feld-maréchal-lieutenant comte Wallis. En présence des réclamations incessantes du feld-maréchal-lieutenant, on crut avoir beau-

---

[1] Le colonel Lestwitz, entre autres, séjourna longtemps en Silésie et s'y fit passer pour un marchand de fourrages.

coup fait en refusant à la Prusse l'autorisation d'acheter des céréales en Silésie, et cependant quelques jours plus tard un officier autrichien, que des affaires personnelles avaient appelé à Berlin et qui retournait à Vienne, remettait au comte Wallis une lettre par laquelle le représentant de Marie-Thérèse auprès de Frédéric faisait connaître au feld-maréchal-lieutenant que l'entrée des Prussiens était chose décidée. C'était à peine si l'on disposait de quelques jours pour réunir à Brieg, Neisse et Glogau les quelques milliers d'hommes disséminés jusque-là dans toute la Silésie. La situation était d'autant plus grave que, pour la première fois, le ministre de Prusse à Vienne, Borcke, avait, lors de la conférence du 13 décembre, laissé entrevoir à la cour de Vienne les intentions de son souverain; d'autre part l'assistance promise par l'électeur de Saxe devenait de plus en plus problématique, et quant aux régiments qu'on avait cantonnés en Moravie, ils se trouvaient dans un tel état de détresse et de dénuement qu'il était presque impossible de songer à les faire entrer en campagne avant de les avoir pourvus du nécessaire et de leur avoir payé une partie au moins de leur arriéré. C'est dans ces conditions qne le feld-maréchal-lieutenant comte Browne reçut l'ordre de prendre par intérim le commandement en chef en Silésie. Se conformant aux instructions qu'on lui avait communiquées avant son départ de Vienne, Browne s'attacha avant tout à amener les autorités de Breslau à renoncer, momentanément et en raison de la gravité des circonstances, à un privilège que l'on avait eu le tort et la faiblesse de respecter jusque-là et à consentir à recevoir dans leur ville une garnison autrichienne. Le 13 décembre au soir, le feld-maréchal-lieutenant croyait si bien avoir obtenu gain de cause, qu'il écrivait au grand duc de Toscane-Lorraine pour lui annoncer que le lendemain il ferait entrer dans Breslau trois bataillons d'infanterie et trois compagnies de grenadiers. Mais l'intervention d'un agent de Frédéric allait tout changer. La scène est si peu connue, si grave, si caractéristique, elle présente tant de similitude avec des faits de même genre, non moins tristes et non moins désastreux, qui se sont produits de nos jours lors de l'envahissement de l'Hôtel-de-Ville de Paris, à la fin d'octobre 1870, qu'il est indispensable d'insister quelque peu sur le récit du colonel de Duncker.

Le 14 décembre au matin, les *jeunes* envahirent la salle de

délibération des *anciens* de Breslau, sous la conduite d'un cordonnier brandebourgeois Jean-Christian Döblin. Intimidés par les déclamations de Döblin, par les acclamations de la foule dont cet obscur cordonnier est en quelques instants devenu le chef[1], les anciens reviennent sur leur décision de la veille et, le 18 décembre, Browne, voyant qu'il est impossible de faire entendre aux autorités la voix du devoir et de la raison, se résigne à abandonner Breslau à son sort et à se rendre à Brieg pour essayer de défendre, avec ses faibles troupes, la partie de la Silésie qu'il espère encore parvenir à conserver à sa souveraine.

Pendant que ces événements se déroulaient à Breslau, le gros du Ier corps prussien avait franchi, le 16 décembre, la frontière de Silésie. Six jours plus tard, le roi investissait Glogau. Comme il l'écrit lui-même dans l'*Histoire de mon temps*, Frédéric II savait parfaitement à quoi s'en tenir sur le genre de résistance qu'il allait y rencontrer. « Wenzel Wallis, qui en était gouverneur, avait des ordres précis[2] de ne point commettre les premières hostilités. Il ne crut pas qu'un blocus en fût une et il se laissa paisiblement enfermer dans ses remparts. »

Rassuré de ce côté, mais craignant toujours un revirement de l'opinion à Breslau, sachant que le IIe corps prussien allait paraître devant Glogau, le 29 décembre, le roi s'était, dès le 28, empressé de se porter, à la tête de quelques troupes, sur Breslau, et, après avoir rallié en route une partie du corps de Schwerin, il arrivait en vue de cette ville le 31. Ses mesures étaient tellement bien prises, tout avait été si bien préparé à l'avance, qu'avant de quitter Neumarkt il adressait, à son ministre Podewils, le billet suivant : « Je me porte en avant et je compte bien entrer à Breslau demain, 1er janvier[3]. » Cette ville qui, à l'insti-

---

[1] Le cordonnier Döblin n'avait à Breslau qu'une infime échoppe. Il était presque sans ressources et ne frayait qu'avec les plus basses classes de la population. Une lettre adressée plus tard, en juillet 1741, par Frédéric au feld-maréchal Schwerin ne laisse d'ailleurs aucun doute sur le rôle de Döblin et sur les sacrifices pécuniaires faits par le roi pour arriver à ce résultat. « Vous savez mieux que personne, écrit-il à Schwerin, ce qu'il nous a coûté de peines pour empêcher l'entrée d'une garnison autrichienne à Breslau » (*Correspondance politique*).

[2] Ordre de Marie-Thérèse au feld-maréchal-lieutenant comte Wallis en date du 15 décembre, parvenu au feld-maréchal-lieutenant à Glogau le 21.

[3] *Correspondance politique*, tome I, p. 236. Voici du reste ce qu'on lit à ce

gation de Döblin, venait de déclarer pompeusement qu'elle saurait assurer sa défense par ses propres moyens, allait donner un spectacle heureusement unique dans l'histoire. Dès que les troupes prussiennes eurent pris position en vue des remparts, on s'empressa de leur apporter, de Breslau même, de la bière, du vin, du pain, du poisson, du gibier, de la viande et toutes sortes de victuailles, et si Frédéric ne put y faire son entrée le 1er janvier, ses soldats, du moins, occupèrent les faubourgs, s'établirent aux portes mêmes de la ville et installèrent leurs postes dans les bâtiments mêmes qui servaient à l'octroi. Pendant ce temps, les colonels von Posadowsky et von Borcke négocièrent avec les magistrats et leur déclaraient au nom du roi que, venant en ami, il entendait respecter les droits et les privilèges de la ville, ne songeait pas à y mettre garnison et désirait y pénétrer de sa personne, escorté seulement par trente ou quarante de ses gens d'armes.

Le 3 janvier, on signait le traité qui consacrait la neutralité de Breslau, mais qui n'était, en réalité, autre chose qu'une capitulation, et le roi de Prusse faisait son entrée dans la ville. Parmi les personnes auxquelles il donna audience, se trouvait tout naturellement le fameux Döblin. Le roi s'entretint quelque temps avec lui et lui accorda, en témoignage de satisfaction et à titre de récompense pour « le courage dont il avait fait preuve le 14 décembre », une gratification de 2000 thalers en or [1]. Frédéric

propos dans les *Lettres d'un officier prussien* (*Beiheft zum Militär Wochenblatt*, 1876) : « Si vous êtes curieux de savoir la raison de cette marche forcée, il faut vous dire que les généraux de la reine de Bohême avaient fortement sollicité la ville de Breslau de recevoir garnison, ce qui est contre ses privilèges. Quelques magistrats étaient sur le point d'y donner les mains, mais la bourgeoisie s'y opposa. Il fallait donc se presser d'y arriver avant que le parti de la cour pût prendre le dessus. »

[1] Frédéric II chargea à ce moment Döblin de continuer à travailler pour lui à Breslau et à le renseigner sur l'état des esprits. C'est ainsi que lorsqu'au mois de février 1741 on put constater à Breslau quelques symptômes d'hostilité contre les Prussiens, Döblin se rendit immédiatement en poste auprès du roi à Berlin en compagnie de son ami le perruquier Nehrkorn et n'en revint que le 4 mars chargé par le roi de remettre son portrait au colonel von Rampusch, commandant de Breslau. Döblin resta longtemps en faveur auprès du roi auquel il demanda en janvier 1742 de vouloir bien servir de parrain au fils qui venait de lui naître. En mars 1742 il obtint le titre de : cordonnier privilégié de la cour royale de Prusse ». En 1748 il sollicita à la fois l'auto-

avait tout lieu de se réjouir du grand résultat qu'il avait si facilement obtenu et de laisser éclater sa joie en écrivant à Podewils, le 4 janvier : « Breslau m'appartient. »

Il n'avait pas cru nécessaire, du reste, d'attendre le fait accompli pour annoncer à l'avance à ses intimes un événement qui lui semblait certain. Dès le 23 décembre, il n'avait pas hésité à écrire à sa sœur préférée, la margrave de Bayreuth : « Nous avancerons bientôt vers Breslau. Je compte d'y être vers le 10 de janvier. *Les portes m'y seront ouvertes.* » Le 29 décembre, il avait été encore plus affirmatif avec le prince Léopold d'Anhalt-Dessau : « Après-demain, lui mandait-il, j'entrerai à Breslau. »

Grâce à l'influence pernicieuse qu'exerçaient encore sur la jeune reine de Bohême des conseillers timorés, grâce à la faiblesse des autorités locales, grâce au parti qu'on sut tirer des croyances religieuses des populations de la Silésie, grâce aux menées subversives de Döblin et de la populace excitée par ses déclamations, Frédéric avait réussi à s'emparer sans coup férir de Breslau, à se rendre moralement maître de la Silésie, à réaliser le programme et les vœux de ses ancêtres.

Bien que nous ayons peut-être trop longuement insisté sur les événements qui ont marqué l'entrée en campagne de Frédéric, sur un acte dont l'histoire a fait justice depuis longtemps, il nous semble indispensable de mettre en lumière les procédés que le roi de Prusse a mis en œuvre pour absorber complètement et rapidement la Silésie.

Non content de violer le soi-disant traité de neutralité, en faisant ouvertement enrôler à Breslau des soldats qui, au nombre de 600, vinrent grossir en moins de quinze jours l'effectif de ses régiments, Frédéric s'empressa d'y envoyer douze prêtres évangéliques et de leur indiquer lui-même le texte qui devait servir à leur premier prêche, et que le roi avait tiré du quin-

---

risation d'établir à Breslau une fabrique et un dépôt de cuirs, et les avances dont il a besoin à cet effet. Mais le roi, qui n'aimait pas à délier les cordons de sa bourse, lui refusa cette autorisation.

Du reste, malgré les nombreux subsides qu'il tira de la Prusse, le cordonnier tribun n'en mourut pas moins dans la misère à Breslau en 1752. (Grünhagen, Zwei Demagogen im Dienste Friedrich des Grossen et Zeitschrift für Geschichte und Alterthum Schlesiens, tome XXI. Aus dem Jahrbuche der Breslauer Schuster.)

zième chapitre des *Machabées* : « Le pays que nous avons conquis fait partie de l'héritage de nos pères et n'appartient à nul autre qu'à nous. Nos ennemis ont dû à la force et à l'injustice d'en rester maîtres pendant quelque temps. C'est pour cela que nous avons fait rentrer en notre possession ce qui nous appartenait *et nous n'avons, par conséquent, rien pris à personne.* »

Comme on le voit, ce n'est pas de nos jours seulement que la Prusse a su mettre le mysticisme et la religion au service de sa politique et de ses visées ambitieuses.

Au point de vue particulier de la campagne de 1741, il est certain que la chute de Breslau portait un coup irréparable à la cause de l'Autriche et lui enlevait toute chance d'appui réel de la part des puissances étrangères. On peut donc dire qu'à partir de ce jour, la partie, qui venait à peine de s'engager entre Marie-Thérèse et Frédéric, était perdue pour la jeune souveraine.

Bien que cette première campagne de Frédéric soit loin d'être aussi instructive et aussi remarquable que celles qui lui ont valu sa grande et légitime renommée militaire, on trouve cependant, dans le volume du colonel von Duncker, une quantité de données curieuses, pour la plupart peu connues, qu'à notre grand regret il nous est impossible d'enregistrer faute de place. Nous devrons donc nous borner à signaler, dans le chapitre consacré à l'état et à la composition de l'armée autrichienne, l'exposé des motifs pour lesquels on confia le commandement en chef à Neipperg et ou le préfera à Khevenhüller. Nous ferons ensuite remarquer que, en janvier 1741, les Autrichiens ne pouvaient opposer que 7000 hommes aux 26,000 ou 27,000 Prussiens qui avaient pénétré en Silésie; que cette petite armée ne disposait pas même d'une seule pièce de campagne, et que les fonds à la disposition du général en chef intérimaire s'élevaient à la somme dérisoire de 10,000 florins

Hors d'état de résister, avec si peu de monde, aux Prussiens qui s'avançaient, d'une part, par Breslau, de l'autre, par Schweidnitz, Browne dut prendre le parti d'évacuer la Basse-Silésie, à l'exception des deux petites places de Brieg et d'Ohlau, et de se replier sur Neisse.

Si l'on veut se faire une idée de l'inexplicable aveuglement de la cour de Vienne, de la confusion qui régnait dans les conseils de la jeune reine, il suffira de remarquer que, même après l'ou-

verture des hostilités, le roi de Prusse reçut, le 9 janvier, un courrier expédié de Vienne par son ambassadeur et qui, muni d'un passeport autrichien, vint rejoindre son souverain en traversant les lignes de Browne. Enfin, lorsque les deux ministres de Frédéric, Gotter et Borcke, quittèrent Vienne, dans la deuxième quinzaine de janvier, au lieu de les obliger à prendre la route de Dresde, on les laissa se rendre auprès de Frédéric par Olmütz, et passer de la sorte par les points de concentration et par les lignes de marche des troupes autrichiennes.

Les événements militaires du mois de janvier, tels que les petits combats livrés autour d'Ottmachau, la capitulation de ce château, l'attaque tentée sur Neisse, que les Prussiens bombardèrent pendant trois jours, les préparatifs faits en Moravie pour assurer la défense de cette province, l'occupation de Troppau par Schwerin, l'escarmouche de Grätz, la retraite de Browne sur Leipnick, présentent d'autant moins d'intérêt que l'armée prussienne ne tarda pas à prendre ses quartiers d'hiver sous Glogau et devant Neisse, d'une part, aux environs de Troppau et de Jägerndorf, de l'autre.

Pendant tout le mois de février, Browne se borna à tenter des coups de main en Moravie. Un de ses partis parvint entre autres à pénétrer jusque dans Jägerndorf, mais sans réussir, toutefois, à enlever le feld-maréchal Schwerin.

Dans le comté de Glatz, les choses avaient été bien près de prendre une tournure qui aurait pu modifier la situation du tout au tout. Le 26 février, le général Lentulus avait appris que le roi de Prusse, parti de Berlin le 19, allait venir s'installer à Schweidnitz, et, le lendemain 27, on l'avait informé que Frédéric II se proposait de reconnaître le jour même Wartha.

Le roi de Prusse était, en effet, arrivé la veille à Frankenstein; il y avait eu vent de la présence de partis de cavalerie autrichienne aux environs, et avait fait reconnaître la route de Wartha par quelques escadrons qui n'avaient relevé aucune trace de l'ennemi. Le roi était parvenu sans encombre à Wartha, où il déjeunait tranquillement lorsque le lieutenant-colonel von der Asseburg lui fit savoir que de forts partis de hussards autrichiens avaient passé la Neisse et semblaient se diriger sur les villages de Baumgarten et de Frankenberg. Escorté par un demi-escadron de gens d'armes, par 40 hussards et 50 fantassins, le

roi, que les cavaliers autrichiens avaient manqué de quelques minutes seulement lorsqu'il se dirigeait par Briesnitz sur Wartha, remonta aussitôt à cheval; mais comme il l'écrivait lui-même au prince Léopold d'Anhalt : « Les hussards autrichiens se sont montrés dès que je suis sorti de Wartha; j'ai dû les faire charger par mes hussards, qui finirent par les repousser et les obliger à repasser la Neisse. »

Il n'en est pas moins probable que l'embuscade projetée par Lentulus aurait eu de grandes chances de réussir si ses hussards étaient arrivés un quart d'heure plus tôt à Briesnitz[1], et il est hors de doute que l'enlèvement de Frédéric aurait eu des conséquences incalculables. Frédéric s'était si bien rendu compte des conséquences qu'aurait eues la réussite de ce coup de main, qu'il avait presque immédiatement envoyé à Podewils des instructions formelles qu'on retrouve dans la *Correspondance politique*. (I., nº 259.)

Parlant en roi et en soldat, dans un langage d'autant plus remarquable que ces instructions, absolument confidentielles, devaient n'être connues que de Podewils, le roi, envisageant avec un admirable sang-froid les événements qui pourraient se produire dans le cas où il viendrait à être enlevé, lui traçait en ces termes sa ligne de conduite : « Par parenthèse, j'ai échappé deux fois aux desseins des hussards d'Autriche. Si malheur m'arrivait d'être pris vif, je vous ordonne absolument, et vous m'en répondrez de votre tête, qu'en mon absence, vous ne respecterez point mes ordres, que vous servirez de conseil à mon

---

[1] Dans une lettre écrite en français et qu'il adresse à Jordan le 3 mars d'un village dont il ne sait pas le nom, Frédéric s'exprime en ces termes : « Je viens de l'échapper belle d'un gros parti de hussards qui a pensé nous envelopper et nous prendre. Sans vanité, ma petite habileté m'a tiré d'affaire. Je n'ai pas perdu un chat de mon monde; mais le malheur en a voulu à un escadron de Schulenbourg sur lequel quatre cents de ces hussards sont tombés et leur ont tué quarante maîtres » (Frédéric II, *Œuvres*, XVII, 90). Quelques années plus tard en écrivant l'*Histoire de mon temps*, le roi revenait encore sur cette affaire de Baumgarten : « C'était, dit-il, une étourderie de la part d'un souverain de s'aventurer si mal accompagné. Si le roi avait été fait prisonnier dans cette occasion, la guerre était terminée, les Autrichens auraient triomphé sans coup férir, la bonne infanterie prussienne serait devenue inutile, ainsi que tous les projets d'agrandissement que le roi se proposait d'exécuter » (t. I, p. 149-150).

frère et que l'État ne fera aucune action indigne pour ma liberté. Au contraire, en ce cas, je veux et j'ordonne qu'on agisse plus vivement que jamais. *Je ne suis roi que lorsque je suis libre...* »

A l'exception des coups de main, généralement assez heureux, des hussards autrichiens dans le comté de Glatz et sur les frontières de la Moravie et de la Silésie, le mois de mars ne fut marqué que par la prise de Glogau, que le prince Léopold d'Anhalt enleva par surprise dans la nuit du 8 au 9 mars et qu'il laissa ensuite piller par ses soldats.

Le 20 mars, au moment où Neipperg, arrivé à Olmütz, se prépare à pousser en avant et va chercher à dégager Neisse, l'armée prussienne forme deux groupes principaux, dont l'un, sous les ordres du roi, occupe l'espace compris entre Schweidnitz et Neustadt, le long des montagnes, et qui est borné plus en arrière par l'Oder, entre Krappitz et Ohlau, tandis que l'autre, composé des troupes du feld-maréchal Schwerin, est établi dans le secteur Jägerndorf—Troppau—Ratibor—Leobschüstz.

Du côté des Autrichiens, où Neipperg, se conformant à ce qui avait été décidé à Vienne, réunit, le 25 mars, ses principaux lieutenants à Olmütz pour leur faire part de son intention de se porter en avant vers l'Oder, dans la direction de Brieg et d'Ohlau, afin d'empêcher la réunion des deux groupes principaux de l'armée prussienne, le secret avait été si singulièrement gardé que, dès le 21 mars, le roi de Prusse apprenait, par l'intermédiaire de son agent, von Graeve, que Neipperg comptait se porter avec le gros de ses forces sur la Silésie, en passant par Jägerndorf, pendant que le général-major Lentulus ferait, de Glatz, une diversion sur Breslau. Le personnage qui avait dévoilé ses plans à Graeve n'était autre que le feldzeugmeister Schmettau, l'un des favoris et des protégés du grand-duc de Toscane, un Silésien qui n'allait pas tarder à embrasser ouvertement le parti de Frédéric et à passer au service de la Prusse.

Le mouvement offensif de Neipperg sur la Silésie allait amener la seule rencontre sérieuse de la campagne. L'armée autrichienne, qui avait commencé ses marches le 29 mars, n'opéra sa jonction à Neisse avec les troupes du général Lentulus que le 5 avril, trois jours plus tard qu'on ne l'avait prévu lors de la conférence tenue à Olmütz le 25 mars.

Pendant que l'armée de Neipperg exécutait, dans la montagne,

cette marche de flanc si pénible et si dure, Frédéric avait reconnu les dangers que lui faisaient courir la dissémination de ses forces et la distance considérable qui séparait ses troupes de celles de Schwerin posté du côté de Ratibor et de Troppau. Parti d'Ottmachau le 28 mars, il se rejoignait le 30 à Neustadt avec Schwerin, qui ne pouvait lui donner sur la position et les mouvements de Neipperg que des renseignements vagues et pour la plupart inexacts. Ce fut seulement le 2 avril, au moment où Frédéric se disposait à quitter Jägerndorf pour aller, avec Schwerin, assiéger Neisse, que quelques déserteurs des dragons de Liechtenstein, venant des cantonnements de Freudenthal, lui apprirent, à sa grande surprise, que toute la cavalerie autrichienne était concentrée sur ce point et n'attendait que l'arrivée de l'infanterie et de l'artillerie pour en partir et se porter soit sur Jägerndorf, soit sur Neisse, dont Neipperg se proposait de faire lever le siège.

Pendant que le roi faisait interroger ces déserteurs, dont les renseignements allaient lui être si précieux, on tiraillait, en avant de Jägerndorf même, avec les éclaireurs du général Baranyai [1]. On crut un moment qu'on allait avoir sur les bras toute l'avant-garde de Neipperg. Il n'en fut rien. Mais la situation du roi n'en était pas moins grave et moins critique pour cela, puisque, malgré les retards résultant des difficultés du terrain, l'armée autrichienne avait réussi à défiler sans être remarquée entre les deux groupes formés par l'armée prussienne et était sur le point d'atteindre Neisse, alors que les troupes du roi se trouvaient disséminées sur une vaste étendue de terrain de près de 150 kilomètres de long, limitée sur son front par la ligne Troppau—Schweidnitz, en arrière par l'Oder, de Ratibor à Ohlau.

La position du roi était d'autant plus dangereuse que sa situation politique était encore fort incertaine. Il n'avait pas encore réussi à décider la France à s'entendre avec lui, et, d'autre part, un courant favorable à l'Autriche paraissait devoir l'emporter à Saint-Pétersbourg. Le roi n'avait encore qu'un seul allié, l'Élec-

---

[1] « Nous n'avions pour nous défendre que cinq bataillons, quarante coups pour chaque fantassin et cinq petits canons. Cette situation était affreuse et j'aurais fait du mauvais sang si je n'eusse été averti que ce n'étaient que quelques coureurs des ennemis qui faisaient le coup de pistolet avec nos vedettes » (*Histoire de mon temps*).

teur de Bavière, qui ne disposait que de ressources insignifiantes. Il résolut donc de concentrer au plus vite ses troupes sur le cours central de la Neisse, en aval de la place de Neisse. Le 5 avril, des déserteurs lui apportaient, à Steinau, la nouvelle positive de l'arrivée de Neipperg à Neisse, où il avait fait sa jonction avec Lentulus, alors que l'armée du roi, forte de vingt-neuf bataillons et de trente-six escadrons, débouchait à Steinau (20 kilomètres est de Neisse), et que les troupes du duc de Holstein étaient encore sur la rive gauche de la Neisse, entre Frankenstein et Ottmachau, à l'ouest de cette place.

Séparé et coupé du roi, ce général ne put recevoir l'ordre par lequel le roi lui prescrivait, à la date du 4 avril, de venir se joindre à lui. Le lendemain, 6 avril, Frédéric, convaincu que le duc de Holstein avait dû exécuter son mouvement, essaya de passer la Neisse, à Sorge; mais, après deux affaires assez vives, le 6 et le 7, le roi renonça à son projet. Le 8, l'armée autrichienne, descendant la Neisse par la rive gauche, se portait vers Grottkau, pendant que Frédéric passait cette rivière à Löwen et Michelau, où il était rejoint par le détachement du général von Kleist, auquel il avait envoyé l'ordre de renoncer au blocus de Brieg. Les rencontres incessantes qu'on avait eues avec les hussards autrichiens ne permettaient plus de douter de la présence de l'armée autrichienne. Le roi, craignant de voir Neipperg, déjà arrivé à Grottkau, pousser sur Ohlau, où il avait établi ses dépôts et ses magasins, résolut d'attaquer son adversaire le 9. Mais la neige et le mauvais temps l'obligèrent à renoncer à ce projet et il dut se borner à concentrer son armée et à la porter, en quatre colonnes, sur Pogarell. De son côté, Neipperg transférait son quartier général à Mollwitz, qu'occupaient 6 régiments de cavalerie du général Römer; mais, pour laisser un peu reposer ses troupes fort éprouvées par les marches des derniers jours, il cantonnait son infanterie et son artillerie à Laugwitz (3 kilomètres environ de Mollwitz), les 5 régiments de cavalerie du général Berlichingen à Bärzdorf (4 kilomètres de Mollwitz) et les hussards à Grüningen (3 kilomètres de Mollwitz). Ce fut de Mollwitz que, le 9 au soir, bien que sa cavalerie d'avant-garde eût eu affaire, le 8 et le 9, avec les hussards prussiens, bien qu'on eût fait, de part et d'autre, quelques prisonniers, Neipperg écrivit au grand-duc de Toscane pour lui mander que le gros de l'armée

prussienne se trouvait à Michelau et Löwen, et qu'un groupe moins important se tenait du côté d'Ohlau, alors qu'en réalité le roi avait massé les forces qu'il conduisait en personne entre Pogarell et Alzenau, à 7 kilomètres de Brieg et à 9 kilomètres seulement des quartiers de Neipperg.

L'ignorance singulière dans laquelle se trouvait Neipperg, cette ignorance qui allait lui devenir fatale, ne peut s'expliquer que par le mauvais temps qui règna pendant les journées des 8 et 9 avril et par l'intensité et la violence des ouragans de neige. Neipperg se décida par suite à envoyer, le 10 au matin, des reconnaissances de hussards, d'un côté sur Ohlau, de l'autre sur Michelau, et résolut d'attendre les événements sur la position de Mollwitz, où il comptait faire reposer ses troupes et qui lui paraissait avantageusement située pour empêcher les Prussiens d'opérer leur jonction, d'arriver à Ohlau, d'y passer la rivière et pour se porter ensuite sur Schweidnitz ou sur Breslau. En agissant de la sorte, Neipperg qui, grâce à des marches habilement conçues, avait réussi à interdire à Frédéric la route d'Ohlau et à couper ses communications avec ce point, renonçait, au moment critique, à l'initiative qu'il avait su s'assurer jusque-là. On aura beau alléguer, pour son excuse, qu'il n'avait que des données vagues et incertaines sur la position du roi, qu'il croyait à la présence à Ohlau de forces ennemies considérables, qu'il se refusait, par suite, à admettre la possibilité de la concentration de l'armée du roi, il n'en est pas moins certain qu'il lui eût suffi de faire entreprendre, par un général quelque peu expérimenté, une reconnaissance sérieuse des positions prussiennes, pour dissiper les doutes qui lui restaient. Le roi de Prusse, au contraire, était, dès le 8 avril, bien décidé à se battre. L'ensemble de la situation politique et militaire l'obligeait à livrer cette bataille, qu'il avait d'autant moins recherchée qu'il s'était rendu nettement compte de la gravité de la partie qu'il allait jouer. En cas d'échec, il risquait de se voir acculé entre l'Oder et la Basse-Neisse, et exposé à une épouvantable catastrophe.

La bataille de Mollwitz, la seule rencontre sérieuse de cette campagne, est trop connue pour qu'il soit nécessaire de la décrire en détail. Elle présente d'ailleurs, si on la compare aux autres batailles de cette grande époque, d'autant moins d'intérêt qu'elle n'a pas été livrée par Frédéric en personne. Nous nous

bornerons donc à dire que, comme Mélas, cinquante-neuf ans plus tard, Neipperg ne s'est vu arracher la victoire que dans les dernières heures de la journée. La supériorité numérique des Prussiens (21,600 hommes contre 15,788) n'entre pour rien dans le résultat final de la lutte. L'impatience, d'ailleurs fort naturelle et fort explicable, du général Römer, le désarroi causé par la mort de ce brillant officier, qui venait de culbuter toute l'aile droite du roi, ne suffisent pas pour disculper Neipperg des fautes qu'il a commises et qui eurent de si tristes conséquences pour l'Autriche. Un général en chef habile et véritablement à la hauteur des fonctions si graves et si importantes qu'il ne devait, il est vrai, qu'à la protection du grand-duc de Toscane, aurait su tirer parti des avantages considérables remportés par les 4,000 cavaliers du général baron Römer. Les escadrons du général Römer avaient réussi à mettre en pleine déroute toute l'aile droite prussienne[1], au point que, comme le dit l'auteur anonyme de la *Relation de la bataille de Mollwitz*, relation écrite en français par un officier autrichien[2], l'infanterie prussienne tirait sur sa propre cavalerie. Malheureusement pour Marie-Thérèse, Neipperg était à ce moment à l'autre extrémité de ses lignes et hors d'état de remédier à la faute irréparable commise par le général Göldy, qui, au lieu de se porter droit devant lui

---

[1] Le vieux feldmaréchal Khevenhüller, après avoir pris connaissance de la relation de la bataille de Mollwitz, appréciait comme suit le rôle de la cavalerie autrichienne, dans une lettre de Vienne, datée du 19 avril 1741 et adressée à Neipperg : « Au sujet de l'action que vous avez eue avec les ennemis, j'ai vu par votre relation que notre cavalerie a fait le véritable devoir et manœuvre sous la conduite du général Römer, mais il fallait qu'elle fût secondée et soutenue par l'infanterie sans quoi une pareille manœuvre est très dangereuse. Qu'on veuille prétendre qu'une cavalerie reprenne une seconde fois une pareille attaque est contre nature, car les chevaux mêmes ne sont pas en état de le faire. Je voudrais que votre infanterie aurait été telle comme autrefois, cette cavalerie vous fournissait l'occasion de défaire entièrement l'armée prussienne ». Et le même feldmaréchal ajoutait plus loin : « Enfin nous n'avons pas d'infanterie sur laquelle on puisse conter, de sorte *qu'il faut faire la petite guerre et point prétendre de gagner batailles* » (Original en français, archives des comtes de Neipperg).

[2] La relation française de l'officier autrichien contient à ce propos les phrases suivantes qu'il est intéressant de reproduire même aujourd'hui : « Les Prussiens, dit-il, ne sont redoutables que de loin en raison du feu de leur infanterie et de leur artillerie ; mais dès qu'on les aborde il n'y a pas d'ennemi plus facile à vaincre qu'eux ». On attribue généralement cette relation au baron Jean-Lothaire de Raigersfeld, tué le 14 octobre 1758 à Hochkirch.

pour joindre au plus vite les Prussiens, crut devoir obliquer à gauche, afin de se conformer aux ordres qu'il avait reçus et qui lui prescrivaient de rester lié à la cavalerie de Römer. Ce faux mouvement, qui avait de plus l'inconvénient de laisser le général Browne en l'air, amena un certain flottement dans les bataillons autrichiens de l'aile droite et donna à l'infanterie prussienne le temps de se reformer et de reprendre contenance, pendant que les cavaliers de Römer, après avoir culbuté les deux lignes prussiennes de l'aile gauche, poussaient sur les derrières du centre et de l'aile gauche, mais y arrivaient naturellement rompus, brisés et incapables d'agir par eux-mêmes. La charge de la cavalerie de Römer avait duré de 1 h. 1/2 à 3 h. 1/2.

A ce moment, le feld-maréchal Schwerin, inquiet de la tournure que prenaient les affaires et des dangers que le roi venait de courir, le forçait de quitter le champ de bataille et de se rendre à Oppeln. Frédéric, qui ne devait pas pardonner à Schwerin le parti auquel il s'était résigné sur les instances de ses aides-de-camp qui avaient secondé les efforts du feld-maréchal, croyait, lui aussi, à ce moment, que la bataille était perdue. Rien ne le prouve mieux que la communication verbale dont il chargea un de ses officiers qu'il envoya au prince Léopold d'Anhalt, au camp de Göttin, près de Brandenburg. Cet officier avait ordre d'annoncer au prince que « tout était perdu et que le roi l'invitait à prendre ses mesures en conséquence ». La correspondance de Frédéric avec Voltaire reflète du reste la trace manifeste des idées et des craintes du roi, puisque, à la date du 16, six jours après la bataille, il se bornait, dans une lettre datée d'Ohlau, à s'exprimer, en termes plus que réservés : « *On dit les Autrichiens battus et je crois que c'est vrai*[1]. »

Schwerin avait en effet battu Neipperg. Lorsqu'après le départ du roi, ses généraux, croyant tout perdu, étaient venus lui

---

[1] CLAUSEWITZ, t. X, p. 32, apprécie de la façon suivante la bataille de Mollwitz : « Neipperg avait donc, à proprement parler, surpris le roi dans ses quartiers et l'avait coupé de sa ligne de retraite la plus directe, si bien que le roi dut combattre en faisant face en arrière. Si Neipperg avait gagné la bataille, la campagne eût été une des plus brillantes qu'on pût imaginer. Le roi remporte la victoire, mais il n'en profite pas. Au lieu de courir une fois de plus sus à Neipperg à Neisse, où il a pris position, il se contente de prendre Brieg ».

demander de leur désigner le point sur lequel ils devaient battre en retraite, il leur avait donné, pour toute réponse : *Sur le ventre de l'ennemi.* L'infanterie prussienne, soutenue par son artillerie, s'avança dans un ordre merveilleux, serrant ses rangs dès qu'il s'y produisait quelques vides, marchant aussi régulièrement que sur le terrain de manœuvre et renversant tout sur son passage. Schwerin, qui, quoique blessé, n'avait pas voulu s'éloigner du champ de bataille, acheva la défaite des Autrichiens en faisant déborder leur droite.

A 7 heures 1/4 du soir Neipperg dut se résigner à donner l'ordre de battre en retraite d'abord sur Grottkau, puis sur Neisse.

Les pertes des deux armées étaient considérables. Elles s'élevaient, pour les Autrichiens, à 4,551 hommes ; pour les Prussiens, à 4,659. Dans ces chiffres figuraient, du côté des Autrichiens, 2 généraux tués et 8 blessés ; du côté des Prussiens, un général tué et 3 blessés, dont le feld-maréchal Schwerin.

Frédéric II avait, une fois encore, été favorisé par la fortune et failli, une fois de plus, se faire enlever par les Autrichiens. La route qu'il lui fallait suivre était battue par les hussards autrichiens qui s'étaient jetés sur les bagages des Prussiens, et par des partis appartenant à la cavalerie de Römer. Le roi avait, pour cette raison, emmené avec lui une assez grosse escorte qui l'accompagna jusqu'à Löwen où il passa la Neisse pour se diriger de là, avec quelques cavaliers et les officiers attachés à sa personne, sur Oppeln (23 kilomètres de Löwen). Il ignorait que les hussards de Czaky, formant l'avant-garde du petit corps du général Baranyay, venant de Moravie, avaient occupé Oppeln le jour même. Arrivé pendant la nuit devant les portes fermées de la ville, le roi de Prusse, qui s'était fait reconnaître, y fut accueilli à coups de fusil ; forcé de reprendre le chemin de Löwen, il fut assez chaudement poursuivi par un détachement de hussards sous les ordres du lieutenant Werner[1]. Il réussit cependant à

[1] Le roi avait été bien près d'être pris. Le général Baranyay rend compte de cet épisode en ces termes : « Rex ipse fuit ad Oppolium, sed se salvavit, « alter, si totum meum commando ibi potuisset esse, ex omnibus mihi jam « notis circumstantiis Rex ad manus nostras venisset ». Il suffit d'ailleurs de jeter un coup d'œil sur la liste des personnages de la suite de Frédéric enlevés par les hussards dans la nuit du 10 au 11 avril, pour voir que le général Baranyay n'exagérait guère. Les hussards de Czaky s'emparèrent en effet du

leur échapper, et arriva le 11 au matin à Löwen, où il se retrouva avec le major von Bülow qui lui apportait la nouvelle de la victoire de Mollwitz.

Le lendemain, 11 avril, le roi rejoignait son armée à Mollwitz. L'armée autrichienne se retira sans être inquiétée sur la Neisse : Frédéric, obligé de donner quelques jours de repos à ses troupes exténuées de fatigue, résolut de tourner tous ses efforts contre Brieg et resta à Ohlau jusqu'au 20 avril.

Mais si la bataille de Mollwitz n'eut pas de conséquences au point de vue militaire, elle exerça, au contraire, une action considérable sur le groupement des puissances européennes, et modifia du tout au tout l'attitude des cabinets. Breslau et le camp du roi de Prusse devinrent, à proprement parler, le siège d'un Congrès auquel les diplomates et les ambassadeurs se hâtèrent d'accourir pour faire leur cour à l'heureux vainqueur.

A partir de ce moment, la campagne est pour ainsi dire terminée. Tout se borne à des opérations secondaires, à des coups de main sans importance, et le roi de Prusse va désormais consacrer tous ses soins à la direction des affaires politiques. Nul n'était mieux que lui préparé à ce rôle; nul n'avait mieux compris la situation de l'Europe et le parti qu'il pouvait en tirer. Dès le 6 novembre 1740 il avait nettement formulé, dans la *Correspondance politique*, ses idées sur les combinaisons qu'il y avait lieu de former au sujet de la mort de l'empereur, et reconnu l'avantage qu'il trouverait à entretenir l'hostilité entre la France et l'Angleterre.

---

lieutenant-colonel von Buggenhagen, aide de camp du roi, du mathématicien français de Maupertuis, du commissaire supérieur des guerres von Reinhard, du secrétaire du roi Colbert, de l'auditeur André, de deux lieutenants et du valet de chambre du roi.

Quant au lieutenant Werner qui commandait le peloton qui donna la chasse au roi, d'Oppeln jusque vers Löwen, on raconte que Frédéric, se sentant serré de près par lui, lui aurait crié : « Laisse-moi, hussard, je saurai t'en récompenser », et que Werner lui aurait répondu : « Tope-là et au revoir après la guerre ». Ce qu'il y a de certain, c'est que Werner, né à Raab en 1707 et fils d'un officier des hussards de Czaky, entré au service en 1722, quitta l'armée autrichienne en 1750. Il était à ce moment capitaine de hussards. Passé au service de Frédéric II, il figure avec le grade de lieutenant-colonel sur les états militaires prussiens de 1751. Promu colonel en 1757 et nommé général-lieutenant en 1761, il mourut en 1785, à l'âge de 78 ans, dans sa terre de Pitschin (Haute-Silésie).

A l'égard de l'Angleterre, la position de Frédéric était d'autant plus délicate que le roi Georges II, en sa qualité d'électeur de Hanovre, avait, dès le premier moment, aperçu le danger que les accroissements de la Prusse et l'ambition de son roi pouvaient faire courir à ses possessions continentales, et s'était empressé de reconnaître les droits de Marie-Thérèse. Les ministres anglais, désireux de s'assurer l'alliance autrichienne qu'ils considéraient comme nécessaire, dans le cas probable d'un conflit avec la France, avaient cherché à écarter la possibilité d'une lutte qui mettrait l'Autriche aux prises avec la Prusse. En exerçant une pression diplomatique à Vienne et à Berlin, en essayant d'amener Marie-Thérèse à consentir, en faveur de Frédéric, à quelques concessions en Silésie, ils s'étaient bercés de l'espoir de pouvoir conclure, avec l'Autriche et la Prusse, un traité d'alliance offensive et défensive contre la France.

Frédéric avait, d'un coup d'œil, envisagé les avantages qu'il pouvait tirer de ces divergences de vue entre le roi d'Angleterre et ses ministres. Pendant que le cabinet de Saint-James travaillait à faire partager ses idées aux États-Généraux de Hollande et à la Russie, Frédéric, dont les caisses étaient pleines, dont l'armée était prête à entrer en campagne, se hâtait d'agir et de poursuivre, par tous les moyens en son pouvoir, la réalisation du programme qui devait transformer son petit royaume et lui faire prendre en peu de temps une place prédominante dans le concert européen. Admirablement secondé par des agents actifs et intelligents, il ne perdait pas un seul instant de vue les démarches des ambassadeurs d'Autriche, d'Angleterre et de France, et parvenait à se créer, partout où le besoin pouvait s'en faire sentir, des intelligences et des partisans gagnés à sa cause à l'aide de promesses et de libéralités.

Les efforts diplomatiques de Frédéric devaient, par une singulière coïncidence, être couronnés de succès le jour même où Schwerin remportait la victoire de Mollwitz et obligeait l'armée autrichienne, arrivée à quelques kilomètres de Breslau, à évacuer définitivement la Silésie presque tout entière.

Le 10 avril, en effet, vers la fin de la conférence tenue à Dresde, l'envoyé d'Angleterre, Villiers déclarait inopinément et confidentiellement que, cédant aux instances pressantes du roi de Prusse, son souverain avait consenti « à interposer ses bons

offices par manière d'intercession à Vienne, pour tâcher de porter la reine de Hongrie et de Bohême à un accommodement convenable avec le roi de Prusse, dans la vue d'attirer ce prince au grand concert en faveur de la bonne cause commune et de prévenir par là les desseins pernicieux de la France d'allumer insensiblement une guerre intestine dans l'empire en soutenant l'Électeur de Bavière et en s'attachant le roi de Prusse ». Villiers avait ajouté, il est vrai, que la cour de Vienne ne paraissait pas bien disposée à cet accommodement et que, son souverain voulant dans ce cas agir vigoureusement en faveur de Marie-Thérèse, il fallait « délibérer sans délai, mais en secret, sur un double plan d'opérations à dresser, l'un si l'accommodement avec le roi de Prusse et son accession au grand concert pouvaient encore avoir lieu, et l'autre s'il fallait absolument en venir à agir de concert par les armes combinées contre ce prince ». Le projet de traité, immédiatement communiqué à la cour d'Autriche, accepté dès le 24 avril par Marie-Thérèse qui consentit, quoique à regret, aux sacrifices qu'on lui imposait, ne fut jamais ratifié par la Saxe. Ce grave changement était dû, d'une part, aux efforts des diplomates français, de l'autre, à l'effet produit par la nouvelle de la défaite de Neipperg, à Mollwitz, mais par-dessus tout à l'attitude singulière et à la duplicité de l'Angleterre.

Le maréchal de Belle-Isle venait, en effet, d'arriver le 15 avril à Dresde, d'y conférer avec le roi Auguste, Brühl et le père Guarini, avant de rejoindre, à Breslau, le roi de Prusse auprès duquel il resta jusqu'au 2 mai. La mission de Belle-Isle, facilitée elle aussi par la journée de Mollwitz, détacha la Saxe de l'alliance autrichienne et décida le roi Auguste à passer dans le camp des ennemis de Marie-Thérèse.

Pendant que Frédéric réussissait à lancer contre l'Autriche, la France, la Bavière et la Saxe, Neipperg, établi au camp de Neisse, cherchait à reformer son armée, à réparer les pertes en matériel et en personnel que lui avait coûtées la journée de Mollwitz et se bornait à faire inquiéter par des corps volants les communications de l'armée prussienne, sans parvenir toutefois à retarder la chute de Brieg, qui capitulait le 4 mai, et à la suite de laquelle l'armée prussienne se porta sur Grottkau, prête à continuer son mouvement sur Neisse, où Neipperg n'avait encore à

ce moment (fin mai) que 18,000 hommes, dont près de 10,000 de cavalerie.

C'était surtout sur le cabinet de Saint-James que la journée de Mollwitz avait produit une impression désastreuse pour la cause de Marie-Thérèse. Georges II avait bien déclaré, le 19 avril, dans le discours du trône qu'il avait adressé à son Parlement, qu'il était décidé à fournir à Marie-Thérèse les 12,000 hommes qu'il s'était engagé par traité à mettre à sa disposition. Mais le ministère, tenant par-dessus tout à empêcher le roi de Prusse à s'allier avec la France, décida le roi à envoyer auprès de Frédéric le comte Hyndford, qui arriva le 2 mai à Breslau, avec l'ordre de chercher à retarder, par des offres renouvelées de la médiation de l'Angleterre, la conclusion de l'alliance entre la France et la Prusse, alliance qui, malgré les efforts d'Hyndford et la duplicité de l'Angleterre, n'en fut pas moins signée par Frédéric. Il faut, il est vrai, remarquer que, tout en s'engageant avec la France et la Bavière, le roi de Prusse eut, avant tout, le soin de cacher à ses nouveaux alliés les négociations secrètes qu'il venait de nouer avec l'envoyé de Georges II.

Au mois de juin, du reste, les opérations militaires deviennent de plus en plus insignifiantes. Il en sera de même par la suite, tandis que l'importance de l'action diplomatique grandira au contraire de jour en jour.

Toujours prudent, toujours prêt à se ménager le moyen de se dérober aussitôt que son intérêt le lui commandera, Frédéric, quoique exactement renseigné par ses agents sur la véritable situation financière et militaire de la France, qui n'est déjà plus la France du roi Soleil, écrivait le 30 mai de son camp de Grottkau à son ministre Podewils, à Breslau, en lui prescrivant de s'entendre avec le marquis de Valory, ambassadeur de France[1]. Mais il a bien soin de lui recommander le plus grand secret. Il prévient Podewils qu'il y va de sa tête si l'on parvient à remarquer ce qui se passe, à apprendre ce qui se fait. Podewils a ordre d'amuser lord Hyndford et les autres diplomates, de redoubler de prévenances, surtout à l'égard de lord Hyndford et

---

[1] « L'alliance avec la France a donné le principal mouvement à la machine prête à s'ébranler. » (Valory, *Mémoires*, t. I, p. 109.)

de Ginckel, l'envoyé de la Hollande, et de continuer à leur faire croire que, après tout, il se contenterait peut-être de la cession de quelques duchés, de Schweidnitz, Liegnitz et Jauer, par exemple[1].

La lettre que Frédéric adressa à Podewils, le lendemain 1er juin, et que l'auteur du 2e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche* cite tout entière est trop curieuse pour que nous résistions au désir de la reproduire en entier.

« Eh bien! mon cher Podewils, vous voyez maintenant lequel de nous deux s'est trompé, et vous avouerez que j'avais raison de vous mettre en garde contre la perfidie des Anglais! Mais, pour le moment, il s'agit, non pas de leur montrer que nous avons vu clair dans leur jeu, mais bien de le leur cacher soigneusement. Dites à Valory que je lui recommande par-dessus tout le secret le plus absolu.

« Faites croire à votre mylord J... F... que je ne suis nullement froissé de la réponse de Vienne. Leurrez-le, endormez-le en ce qui a trait à l'armée d'observation (celle du prince d'Anhalt). Dites-lui que je vais la cantonner pour éviter par là la jalousie qu'il paraissait qu'elle donnait contre moi. Enfin, remuez le vert et le sec pour duper et tromper l'Anglais. Je lui ferai très bon accueil et j'espère de le duper.

« Arrangez-vous de façon à gagner du temps. Notre salut dépend uniquement de la possibilité de tenir tout secret pendant trois semaines.

« Je ne veux pas que Schuhmacher (secrétaire du Cabinet) soit mis au courant de quoi que ce soit, et je vous défends, sous peine de mort, d'en parler à un autre qu'à Valory.

« Adieu, j'attends avec impatience la signature du traité.

« *P.-S.* — Que Valory fasse le mécontent, qu'il affecte d'être intrigué de la paix qu'il croit faite entre le Lorrain et moi, et, qu'enfin, il paraisse tout différent de ce qu'il est. Parlez-lui pour mettre la dernière main à l'alliance avec la Suède[2]. »

---

[1] Frédéric à Podewils, 30 mai 1741 (*Correspondance politique*, I, n° 381).
[2] *Correspondance politique*, I, n° 384.

Le 5 juin, Valory signait avec Podewils le traité, qui fut ratifié le 5 juillet.

Pour peu que l'on examine avec quelque attention les procédés mystérieux du roi, on ne pourra s'empêcher d'établir un parallèle entre les agissements de la Cour de Berlin en 1741 et les révélations qui viennent de faire tant de bruit en Allemagne.

Le prince de Bismarck n'a, d'ailleurs, été qu'un pâle imitateur des traditions transmises par Frédéric II à ses successeurs, et, si l'on se donne la peine d'étudier la politique, dénuée de préjugés et de scrupules du grand roi de Prusse, on devra reconnaître que, dans sa longue carrière, le Chancelier de fer s'est borné à mettre en pratique les principes favoris de l'ami de Voltaire et s'est surtout inspiré de son exemple le jour où il n'hésitait pas à déclarer que : « *Les traités n'obligent qu'autant qu'on n'a pas d'intérêt à les rompre.* »

C'est bien là ce que Frédéric II n'hésita pas à faire, lui aussi, en 1741. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer la lettre que nous venons de reproduire avec le langage qu'il tint quelques mois plus tard, de se rendre compte du contraste qui existe entre ses instructions du 31 mai et celles que, de son camp sur la Neisse, il allait adresser, vers la fin du mois de septembre de la même année, au même Podewils à l'égard du maréchal de Belle-Isle et du même Valory.

Il faut croire, du reste, que, malgré toute son habileté et toutes ses précautions, il avait quelque peu laissé passer le bout de l'oreille et entrevoir le fond de sa pensée, ou, du moins, que Valory avait réussi à voir clair dans son jeu, puisque dans les *Mémoires* de ses négociations, en parlant des conférences qui précédèrent la signature du traité du 5 juin, il ne se gêne pas pour dire que « le plan de Frédéric consiste à lancer contre la reine de Hongrie l'Électeur de Bavière, soutenu par la France, à paralyser l'Électeur de Hanovre (le roi Georges II), à se dégager entièrement et à s'assurer, par suite, la possibilité de se tourner du côté qui paraîtra lui convenir le mieux ».

Du reste, dès que le traité est signé, Frédéric jette le masque. Il se montre à Valory tel qu'il est en réalité, impatient, despote, égoïste, ambitieux, cassant, autoritaire, poursuivant sans trêve

et sans relâche le but auquel il tend. Il déclare carrément que son intérêt lui commande d'anéantir la maison d'Autriche, qu'avant six mois il veut en avoir fini avec elle et que, du reste, une longue guerre ne saurait lui convenir[1].

Le secret, recommandé par Frédéric et demandé, d'autre part, par le cardinal de Fleury, avait été si bien gardé que ce fut le 30 juin seulement que la Cour de Vienne reçut les premières indications sérieuses relatives à l'alliance de la Prusse et de la France, au traité conclu entre la Bavière et l'Espagne, et aux conventions spéciales entre la France et la Bavière, signées en mai au château de Nymphenburg. La Saxe seule continuait encore à négocier avec la France dans l'espoir d'obtenir du maréchal de Belle-Isle, revenu à Francfort vers la fin de juillet, la promesse de se faire attribuer, pour prix de son concours, une partie de la Silésie, la Moravie tout entière et les deux tiers de la Bohême avec Prague. Belle-Isle envoya, du reste, l'envoyé saxon à Versailles, après lui avoir déclaré que, d'après lui, on devrait consentir, tout au plus, à abandonner au roi Auguste la haute Silésie, la Moravie et une bande étroite de terrain en Bohême strictement nécessaire pour assurer au roi les communications entre ses possessions de Saxe et de Pologne.

A partir de la signature du traité d'alliance avec la France, Frédéric, décidé à éviter à tout prix tout engagement sérieux avec les Autrichiens, dont les troupes légères inquiétaient son

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 412. *Note*. — Rapport du marquis de Valory, de Breslau, 1er juin, et Mémoires des négociations du marquis de Valory, I, 117-119.

Frédéric, répondant le 30 juin au cardinal Fleury, insistait sur la nécessité d'une action immédiate des armées françaises en Allemagne, dans une note jointe à cette lettre et qu'il intitulait : Examen détaillé des causes qui obligent le roi de France à faire agir de suite une partie de ses armées en Allemagne (*Correspondance politique*, I, n° 415). Le roi revient, du reste, sur ce sujet dans une lettre adressée de Strehlen le 4 juillet au maréchal de Belle-Isle en ce moment encore à Versailles. C'était en réalité le résumé d'un plan de campagne qui laissait dans les trois cas examinés par le roi, tout le poids de la guerre aux Français et aux Bavarois, mais qui présente en outre un point intéressant. Frédéric s'offre uniquement à faire le siège de Glatz et de Neisse, dont la possession lui est nécessaire pour s'assurer la Silésie, et dès ce moment il prévoit déjà que le siège de Neisse ne lui prendra pas plus de quinze jours. Nous verrons plus loin, en parlant de la convention de Klein-Schnellendorf, les singuliers moyens employés par le roi pour se faire ouvrir les portes de cette place.

camp, donna, le 12 juin, à son armée l'ordre d'aller s'établir à Strehlen. Posté ainsi à égale distance de Brieg et de Schweidnitz, il couvrait complètement Breslau. Tenant avant tout à demeurer désormais spectateur passif et désintéressé des événements, il ne cherchait par là qu'à faire perdre aux partis autrichiens et à leurs colonnes volantes le contact avec son armée.

Le 19 juin, l'armée du roi, forte de 40 bataillons et de 70 escadrons, s'installait au camp de Strehlen, couverte sur son front par le cours de l'Ohlau, appuyant sa droite à la ville de Strehlen et protégée sur ses derrières par des retranchements qui devaient la mettre à l'abri des coups de main de la cavalerie autrichienne. Il convient du reste de reconnaître que Frédéric avait de bonnes raisons pour tenir par-dessus tout à ne rien compromettre. Les déserteurs et les maladies éclaircissaient de jour en jour les rangs de ses troupes, et comme il savait que Neipperg disposait en somme de plus de 25,000 hommes parfaitement en état de reprendre la campagne, on saurait d'autant moins critiquer le mouvement du roi sur Strehlen qu'à ce moment même le général en chef autrichien, dont l'extrême prudence ne peut être mise en doute, écrivait au grand-duc à la date du 23 juin pour lui demander l'autorisation de reprendre l'offensive et d'obliger le roi de Prusse à accepter la bataille qu'il croyait pouvoir lui livrer dans des conditions favorables et avantageuses.

Neipperg, il est vrai, n'envisageait la situation qu'au point de vue spécial et particulier des opérations en Silésie. Mais la question s'était élargie et aggravée depuis la signature du traité d'alliance entre la Prusse et la France, depuis l'entrée de la Bavière et de l'Espagne dans la coalition formée contre Marie-Thérèse. Il ne s'agissait plus d'une lutte circonscrite à la Prusse et à l'Autriche, d'une lutte dont la Silésie était l'enjeu. La querelle avait pris des proportions autrement considérables; il n'y avait désormais plus moyen de se faire d'illusions. La coalition avait uniquement pour objet de trancher la question de la Succession d'Autriche.

C'était pour Frédéric une raison de plus de continuer, à l'égard de l'Angleterre et de lord Hyndford, la partie qu'il avait si habilement engagée et dont il se proposait de tirer un si bon parti.

Il avait eu d'ailleurs le plus grand soin de ne rien laisser transpirer, lors de l'audience qu'il accorda le 7 juin à Hyndford et à

Ginckel à Grottkau, des engagements qu'il venait de contracter avec la France, si bien que, quelques jours plus tard, les deux diplomates demandaient à Podewils, si le roi ne se contenterait pas d'acheter une partie de la Silésie au moyen d'un prêt hypothécaire, que Marie-Thérèse s'engagerait de son côté à ne jamais rembourser. Rien ne pouvait être plus agréable à Frédéric, rien ne servait mieux ses desseins, rien ne lui permettait mieux de cacher les traités qu'il venait de signer qu'une pareille proposition. Aussi, dès le 14 juin, il répondait du camp de Hermsdorf à Podewils : « Parfait. Vous allez les amuser le plus longtemps possible sans toutefois rien conclure sans mon ordre »[1]. Le cabinet de Saint-James donna dans le piège et envoya de nouvelles instructions à Vienne à Robinson.

L'ambassadeur devait, après avoir fait accepter à Marie-Thérèse les sacrifices qu'on lui demandait, se rendre en personne auprès de Frédéric en Silésie et signer avec lui un traité d'alliance et de paix.

Mais entre temps on avait eu connaissance des engagements que le roi de Prusse avait pris envers la France, et Marie-Thérèse, dont ce nouveau coup n'avait pu abattre l'indomptable énergie, réussit à jeter dans les premiers jours de juillet les bases d'une convention avec l'Angleterre, convention grâce à laquelle elle espérait, d'une part obliger Frédéric à affaiblir son armée de Silésie en le contraignant à s'opposer à la marche des troupes auxiliaires que Georges II devait envoyer contre lui, de l'autre s'assurer la possibilité de porter le gros de ses forces à l'ouest de la monarchie pour arrêter les Bavarois et les Français.

Les espérances de la jeune reine ne devaient pas tarder à être déçues, et l'Angleterre allait une fois de plus trouver le moyen de tirer son épingle du jeu, bien que Marie-Thérèse, confiante dans la parole et la signature de Georges II, eût annoncé dès le 3 juillet à Neipperg que le 22 juillet au plus tard les troupes auxiliaires seraient en mesure d'entrer en ligne de leur côté, et que le roi Georges eût cependant, à la nouvelle du refus opposé par Frédéric aux propositions qui lui avaient été faites par Hyndford et Ginckel, donné le 27 juin, de Hanovre, l'ordre à ses troupes de se tenir prêtes à marcher au premier signal.

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 401.

La Saxe, tout en continuant de négocier secrètement avec Frédéric, avait, elle aussi, fait savoir qu'elle n'attendait pour entrer en ligne que la conclusion d'une convention militaire et d'un accord avec le Hanovre.

Seule la Russie avait déclaré catégoriquement à l'ambassadeur anglais Finch et aux envoyés de Marie-Thérèse qu'elle était absolument décidée à sauvegarder et à garantir l'intégrité des possessions héréditaires de la maison d'Autriche.

Les choses en étaient à ce point lorsque le feld-maréchal-lieutenant comte Browne reçut, le 18 juillet, à Neisse, l'ordre de Marie-Thérèse lui prescrivant de se rendre de suite et en secret à Dresde pour y arrêter un plan d'opérations avec le général hanovrien von Ilten, envoyé par le roi Georges II, et les généraux saxons.

Mais Frédéric était si bien servi et si bien renseigné que, huit jours après l'arrivée de Browne à Dresde [1], il avait non seulement connaissance de la présence du général, mais qu'on l'avait en outre informé du but de son voyage et de la nature de sa mission. D'autre part, le roi Auguste, obligé de reconnaître que ses troupes étaient prêtes à marcher, n'en subordonnait pas moins leur mise en route à l'approbation préalable du plan d'opérations qu'on avait envoyé au roi Georges II à Hanovre. Mais les événements qui venaient de se produire dans l'Amérique du sud, l'échec éprouvé par l'amiral Vernon devant Carthagène, les mauvaises nouvelles reçues de France, l'annonce des mouvements des armées française et bavaroise jointe à la présence à Göttin de l'armée d'observation du prince d'Anhalt, ne pouvaient manquer de refroidir les sentiments que le roi d'Angleterre, Électeur de Hanovre, avait affichés à l'égard de Marie-Thérèse, de le rendre encore plus hésitant et plus réservé. A partir de ce moment le cabinet de Saint-James va s'obstiner à poursuivre sans relâche ses tentatives de médiation et travailler de tout son pouvoir à amener entre Frédéric et Marie-Thérèse une entente, dont la durée et la solidité lui importent peu d'ailleurs. L'Angleterre, on doit le reconnaître, avait avant tout intérêt à reconstituer la flotte qu'elle venait de perdre et à chercher les moyens de continuer la guerre avec l'Espagne. Elle était momentanément hors d'état de fournir à la Russie l'appui maritime qu'elle lui

[1] *Correspondance politique*, I, n° 448.

avait promis, et, le 25 juillet, l'envoyé autrichien à Hanovre, le comte Ostein, pouvait à bon droit annoncer à Neipperg qu'il fallait renoncer désormais à compter sur le concours des troupes hanovriennes.

Browne s'était du reste rendu un compte exact de la situation et, quand il rejoignit Neipperg le 6 août, il lui déclara que la Saxe était, elle aussi, décidée à ne rien faire en faveur de la reine, bien qu'on ne voulut point en convenir à Dresde et qu'on y affectât toujours d'être résolu à se conformer à la ligne de conduite qu'adopterait l'Électeur de Hanovre. Browne ne s'était pas trompé. Le roi Auguste avait pris son parti et c'était maintenant à la France qu'il allait s'adresser pour essayer d'obtenir les territoires qu'il convoitait.

Rien d'ailleurs ne servait mieux les intérêts et les desseins de Frédéric que la politique hésitante et incolore de la Saxe et du Hanovre, que les projets de médiation de l'Angleterre. Il avait du reste profité des conférences tenues entre le général autrichien Lentulus et le prince Dietrich d'Anhalt et relatives à des échanges de prisonniers, pour sonder le terrain, lancer un ballon d'essai, faire montre des sentiments qu'il affectait de professer à l'égard de Marie-Thérèse, laisser entrevoir qu'il devait être possible d'arriver à une entente entre les deux puissances et jeter ainsi les premières bases des négociations plus sérieuses qui allaient s'engager deux mois plus tard.

Aussi, si l'on excepte quelques coups de main insignifiants tentés par quelques partis de cavalerie autrichienne, le mois de juillet 1741 se passa tout entier dans le calme le plus absolu. Cette sorte de trêve tacite dura en réalité jusqu'au 1er août, jusqu'au moment où Neipperg, quittant son camp de Neisse, se prolongea vers sa gauche en remontant le cours de la Neisse qu'il se proposait de passer aux environs de Pils, afin de pousser de là sur Frankenstein.

Partageant en réalité la manière de voir de la plupart des conseillers de Marie-Thérèse, Neipperg, tout en affectant de reprendre l'offensive, ne se souciait guère de tenter à nouveau la fortune et de s'engager à fond contre le roi. S'il n'ose le reconnaître dans les dépêches qu'il adresse à la reine, il est en revanche plus net dans les rapports qu'il envoie au grand-duc; il va même jusqu'à lui dire qu'une bataille gagnée ne suffirait pas pour rétablir les

affaires de la reine, qui ne pourrait, même dans ce cas, sortir avec avantage de la lutte qu'elle va avoir à soutenir contre deux adversaires aussi redoutables, aussi forts, aussi riches que les rois de France et de Prusse.

Ce dernier avait, entre temps, refusé d'accepter les propositions d'entente qui lui avaient été soumises, d'abord par lord Hyndford, puis par Robinson, venu à cet effet de Vienne au camp de Strehlen. Malgré tous les efforts tentés par les diplomates anglais, Frédéric avait fait la sourde oreille et il leur avait, en fin de compte, nettement déclaré qu'il fallait, avant tout, consentir à lui céder toute la basse Silésie et Breslau [1]. Du reste, pour mieux montrer qu'il était absolument décidé à ne rien rabattre de ses exigences ou de ses prétentions, pour mettre fin, d'autre part, aux coups de main tentés par les hussards autrichiens sur la rive droite de l'Oder, le roi résolut de faire entrer, le 10 août au matin, ses troupes à Breslau. A l'exception de lord Hyndford, de Robinson et de l'envoyé hanovrien Schwicheldt, il avait eu préalablement le soin d'inviter tous les ministres étrangers à se rendre auprès de lui. Ce petit coup de main, fort habilement préparé et lestement exécuté, réussit à merveille et sans bruit. Les troupes prussiennes, au lieu de traverser la ville, comme on l'avait annoncé au magistrat, s'y arrêtèrent, occupèrent les portes, désarmèrent si bien et si vite les postes qui les gardaient, que le major de la place qui, selon l'habitude, avait pris, avec un détachement de la milice bourgeoise, la tête de la colonne prussienne pour la conduire jusqu'à la sortie de la ville, ne s'aperçut de rien. Quand il revint de son erreur et remarqua le piège dans lequel il était tombé, tout était fini : le feld-maréchal Schwerin avait notifié au Conseil les volontés de Frédéric et obligé les membres de ce Conseil à prêter entre ses mains serment de fidélité et d'obéissance au roi de Prusse. Enfin, pour mieux affirmer son intention bien arrêtée de garder et d'annexer la basse Silésie, le roi obligea, au même moment, les fonctionnaires, le clergé et les notables d'Ohlau, de Liegnitz et de Schweidnitz à le reconnaître pour souverain.

---

[1] Précis des propositions du sieur Robinson qui ont été faites au Roi dans l'audience qu'il eut de Sa Majesté au camp de Strehlen, le 7 d'août 1741, et de la réponse que le roi lui fit. (*Correspondance politique*, I, n° 454.)

Ce petit coup de main, qui contribua peut-être à décider Neipperg à rester immobile du 14 au 21 août dans le camp qu'il venait d'occuper entre Frankenstein et Peterwitz, le lendemain du jour où il avait déjà donné à son armée l'ordre de se porter sur Reichenbach, permit en outre à Frédéric d'affirmer à l'Électeur de Bavière, qui venait d'enlever Passau, le 11, que l'occupation de Breslau avait eu surtout pour but de mettre son allié à l'abri d'une diversion que Neipperg aurait pu entreprendre sans cela. Mais, tandis qu'il faisait part à l'Électeur de son intention de se porter en avant, d'opérer, soit contre Neisse, soit contre Glatz, qu'il lui déclarait qu'il allait s'efforcer de débarrasser son allié de leurs ennemis communs[1], il écrivait, quelques jours plus tard, au vieux prince Léopold d'Anhalt, « qu'il ne songeait, en aucune façon, à s'engager avec l'ennemi, et qu'il ne ferait que quelques mouvements absolument indispensables ; qu'il resterait, par suite, encore quelque temps dans son camp de Strehlen à moins que les manœuvres de Neipperg ne l'obligent à prendre d'autres mesures ».

Frédéric, pensant en effet que Neipperg allait de Baumgarten se porter contre lui, avait pris la résolution d'attendre son attaque de pied ferme. Il ne se décida que le 21 août à pousser jusqu'à Reichenbach, pendant que Neipperg, informé par ses troupes légères des mouvements du roi, allait s'établir le même jour un peu au sud de Frankenstein. Le général autrichien y déploya son armée, qu'il fit camper et qu'il maintint jusqu'au 25 *en ordre de bataille*[2] à la suite de l'affaire, insignifiante d'ailleurs, à laquelle avait donné lieu la reconnaissance que le roi de Prusse avait esquissée le 23, dans la direction de Reichenbach. Quatre jours plus tard, Neipperg recevait du grand-duc l'ordre « de ne rien hasarder ».

Il ne s'était du reste rien passé pendant ces journées où les deux armées étaient pour ainsi dire en présence. Frédéric s'était borné à faire occuper, le 28, la petite ville de Nimptsch, que les

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 455.

[2] Dans une lettre en date du 16 août, que Neipperg chargea le feld-maréchal-lieutenant comte de Mercy d'Argenteau de remettre au grand-duc, il demandait des ordres précis. « On doit savoir à Vienne, disait-il, si l'on doit tout risquer en Silésie ou au contraire temporiser. » (*K. A, Silésie*, 1741, VIII, n° 46.)

Autrichiens évacuèrent à son approche et dont la possession lui était nécessaire pour assurer et couvrir la marche des convois qui lui venaient de Breslau.

Le roi avait cependant sérieusement songé à attaquer l'armée autrichienne. Non seulement il avait chargé Schwerin de lui soumettre un plan d'opération, mais il avait fait part de ses intentions à l'Électeur de Bavière et au cardinal de Fleury. C'est, tout semble l'indiquer, une lettre du cardinal qui le décida à modifier ses projets. Le cardinal lui mandait, en effet, qu'il lui paraissait plus sage de ne pas risquer une bataille et de se contenter de suivre son adversaire qui, en présence de la marche des Bavarois et des Français sur la Bohême, ne manquera pas d'abandonner la Silésie. Aussi, au lieu d'offrir la bataille aux Autrichiens, Frédéric, voulant les obliger à s'engager, résolut de chercher par un mouvement débordant à s'établir entre la place de Neisse et l'armée de Neipperg.

Ce fut à ce moment que Robinson arriva à Breslau porteur de nouvelles propositions et de quelques concessions qu'il avait arrachées à Marie-Thérèse, grâce à l'intervention de ses ministres, épouvantés par les nouveaux dangers que l'approche des troupes franco-bavaroises faisait courir à la monarchie. Le diplomate anglais avait fait encore une fois ce long voyage pour rien. Il ne put parvenir à voir le roi, qui chargea Podewils de l'inviter à retourner à Presbourg[1].

Le roi de Prusse avait, d'ailleurs, de fort bonnes raisons pour

---

[1] Les deux lettres que Frédéric adressa à ce sujet à Podewils, de Reichenbach le 31 août, sont trop curieuses pour être entièrement passées sous silence, mais malheureusement trop longues pour pouvoir être reproduites en entier. Nous nous bornerons donc à en citer les passages principaux : « Dites-lui que moins il restera près de vous, plus cela me sera agréable. Arrangez-vous de façon à lui faire une réponse sèche et concise..... J'aimerais assez à ce que le marquis de Valory pût être là quand vous parlerez à Robinson. Expédiez au plus vite ce *faquin* d'Anglais. Dites-lui que j'ai tout lieu de croire qu'il se moque de de moi, que je ne veux pas lui parler et que je vous ai défendu de traiter avec lui. Prenez un ton courroucé et invitez-le à quitter Breslau dans les vingt-quatre heures ». (*Correspondance politique*, I, n° 480.)

Un peu plus loin il ajoute : « Faites-moi partir ce coquin de négociateur que je ne puis souffrir. Chassez-moi ce coquin de Robinson et comptez que, s'il reste plus de vingt-quatre heures à Breslau, je prends l'apoplexie. Envoyez-moi un courrier quand vous l'aurez chassé, que je le sache dehors. Si je le rencontre, ou si je le trouve dans mon chemin, je le dévisagerai..... » (*Correspondance politique*, I, n° 482.)

refuser de recevoir Robinson et éviter d'avoir à se prononcer sur les propositions qu'il était chargé de lui soumettre. Ses affaires allaient à merveille : les Bavarois avaient commencé leur mouvement vers les frontières de l'Autriche, et les Français, après avoir passé le Rhin, du 15 au 22 août, à Fort-Louis et à Rheinzabern, étaient en marche sur Donauwörth, où ils arrivèrent, du 5 au 12 septembre. Il était, en somme, maître de la situation ; il ne lui fallait plus qu'un peu de patience et d'habileté pour se faire céder les territoires qu'il convoitait. Du reste, son programme tout entier est contenu dans les quelques lignes qui, adressées à Podewils le 1er septembre, devaient régler la conduite de son ministre : « *Rassurez les Français, fortifiez les Bavarois, intimidez les Saxons, flattez les Hollandais, donnez l'encens aux Danois, jouez-vous des Hanovriens et f.....-vous des Autrichiens.* »

Les journées qui suivirent s'écoulèrent, par suite, sans qu'aucune des deux armées entreprît quoi que ce soit ; l'armée autrichienne, parce que son chef en avait reçu l'ordre du grand-duc, l'armée prussienne, parce que ce fut le 7 septembre seulement que le roi fit partir son avant garde pour Nimptsch. Le gros de l'armée la suivit le lendemain, se dirigeant sur la Neisse.

Neipperg, en présence des mouvements que les Prussiens exécutaient à 60 kilomètres à peine de ses positions, avait cru d'abord que le roi se disposait à l'attaquer. Mais dès qu'il vit, dans la nuit du 8 au 9, que les Prussiens continuaient leur marche dans la direction de l'Ohlau et de Heinrichau, il devina les intentions de son adversaire, comprit que le roi cherchait à le prévenir sur la Neisse, à le tourner et à le couper de la place. Le feld-maréchal leva le camp au plus vite, pressa la marche de son armée et réussit à s'établir, le 11 septembre, à Grünau, sur la rive droite de la Neisse. Frédéric avait déjà fait jeter des ponts à Woitz, son avant-garde avait même poussé quatre bataillons sur la rive droite de la Neisse; mais, dès qu'il vit l'armée de Neipperg déployée et prête à accepter la bataille, il donna l'ordre de replier ses ponts et fit camper ses troupes au Nord de Woitz[1].

---

[1] « Vous faites des merveilles, poussez, poussez votre pointe en avant. J'ai

Bien que Neipperg eût, grâce à la rapidité de sa marche, réussi à contrecarrer les projets du roi de Prusse, la situation de Marie-Thérèse n'en était pas moins des plus graves et des plus critiques. L'insuccès de la deuxième mission de Robinson et des tentatives faites pour arriver à un accommodement avec la France et la Bavière, la marche en avant de l'armée française, dont la jonction avec l'armée de l'Électeur de Bavière n'était plus qu'une question de jours, l'annonce de l'apparition prochaine d'une autre des armées de Louis XV sur le cours inférieur du Rhin, l'impossibilité de compter sur l'appui de la Russie, dont l'action se trouvait paralysée par la déclaration de guerre des Suédois, l'immobilité des troupes hanovriennes, que la crainte d'une invasion française retenait dans l'Électorat, la certitude que le roi Auguste attendrait l'arrivée des Hanovriens pour mettre ses Saxons en mouvement, avaient considérablement augmenté la détresse de Marie-Thérèse. Et cependant, celle qui, au dire de Frédéric II, n'était qu'une jeune princesse sans expérience, était la seule que les revers n'avaient pas abattue. Confiante malgré tout dans le triomphe de ses droits et la justice de sa cause, c'était elle, elle seule, qui avait voulu et qui voulait encore défendre à tout prix ses États héréditaires, que les différents princes allemands avaient décidé de se partager et qui leur paraissaient une proie facile. Mais les conseillers de la jeune reine étaient loin d'être doués d'autant d'énergie et d'autant de courage. Leurs plaintes, leurs gémissements, leurs craintes devaient finir par venir à bout de la résistance de Marie-Thérèse, et l'amener, dans la conférence tenue le 7 septembre à Pressburg, à consentir, à son corps défendant, aux exigences de Frédéric II, à la cession de la basse Silésie et de Breslau.

Cette fois encore, on allait avoir recours à la médiation anglaise; mais on avait, en outre, décidé d'envoyer au quartier général de l'armée, en qualité de plénipotentiaires, le prince Liechtenstein et les comtes Uhlefeld et Colloredo. Toutefois, afin

---

voulu gagner le vieux camp de la Neisse, où était Neipperg avant-hier. Kalkstein a eu l'avant-garde, mais sa lenteur a fait manquer le coup et le b..... autrichien m'a prévenu. Je veux passer la Neisse et chasser ces gueux d'Autrichiens en Hongrie. » (Frédéric à Schmettau. *Correspondance politique*, I, n° 509.)

de presser la solution, on autorisa, le 13 septembre, le feld-maréchal Neipperg à entamer des négociations avec le roi de Prusse. Obligée de céder à la force, de se rendre aux instances de ses ministres, d'abandonner à son adversaire des territoires sur lesquels il n'avait, en réalité, aucun droit, la pauvre reine, se rendant compte de l'importance de la place de Neisse, avait recommandé à Neipperg et à Browne, qu'elle avait désigné pour remplacer le feld-maréchal comme négociateur, de conserver à tout prix cette ville à l'Autriche.

Pendant ce temps, lord Hyndford, auquel Robinson avait fait tenir les propositions qu'on avait eu tant de peine à arracher à Marie-Thérèse, avait vainement essayé d'obtenir une audience du roi. Devant les réponses évasives de Podewils, lord Hyndford dut se résigner à envoyer à Frédéric un courrier pour lui annoncer qu'il avait reçu plein pouvoir du gouvernement autrichien et qu'il était autorisé à traiter avec lui sur les bases qu'il lui indiquait dans sa dépêche. Ce courrier rejoignit Frédéric au moment où il se trouvait à cheval à la tête de ses troupes, en compagnie du marquis de Valory. Après avoir pris connaissance de ces dépêches, il se tourna vers l'ambassadeur de France et lui dit : « Tenez, monsieur de Valory, lisez cela, je crois que ces gens deviennent fous. » (*Duc de Broglie*, Frédéric II et Marie-Thérèse.)

Le roi répondit à lord Hyndford en traitant ce projet d'alliance de chimérique, en affirmant la solidité et l'indissolubilité des liens qui l'unissaient à la France et à la Bavière, et en l'invitant à s'abstenir de lui transmettre, à l'avenir, de pareilles propositions [1].

Si l'on considère les événements qui suivirent de bien près cette déclaration, si l'on prend la peine de remarquer que pendant ce temps, Prussiens et Autrichiens s'amusèrent à faire des simulacres de manœuvres sur les deux rives de la Neisse, on pourra, non sans raison, se permettre de douter de la sincérité du roi, croire au contraire que les belles déclarations qu'il faisait à Valory, ne tendaient qu'à endormir ses soupçons, et ne

---

[1] Du camp sur la Neisse, 14 septembre 1741 (*Correspondance politique*, I, n° 503), et Frédéric à l'Électeur de Bavière, du camp sur la Neisse, 15 septembre 1741 (*ibid.*, I, n° 504).

voir dans la réponse sèche et cassante, adressée à lord Hyndford, qu'une manœuvre politique, aussi habile que peu scrupuleuse.

Frédéric II était, en effet, trop bien renseigné pour n'avoir pas eu connaissance des menées et des agissements de lord Hyndford à Breslau. Il est impossible d'admettre que, dans la ville même où résidait le ministre d'État du roi, Podewils, surtout dans une ville que l'on venait seulement d'occuper et dans laquelle la surveillance devait être extrêmement active, lord Hyndford ait pu réussir à s'entendre et à conférer, à l'insu de tout le monde, avec un personnage qui jouissait de la confiance particulière du roi. Ce personnage, qui paraît avoir été le général-lieutenant von der Marwitz, gouverneur de Breslau, avait d'autant moins de raisons d'agir sans ordres et mystérieusement, de risquer un désaveu certain, une disgrâce retentissante, qu'il avait de plus l'habitude de s'entendre en toutes choses avec un de ses amis intimes, fort avant dans la faveur et la confiance de son souverain, le colonel baron von der Goltz, aide de camp de Frédéric II.

Les faits mêmes se chargent d'ailleurs de prouver que le diplomate le plus consommé n'aurait plus rien eu à apprendre au jeune roi de Prusse.

D'autre part, il est impossible d'admettre qu'il se fût trouvé, en septembre 1741, un général ou un haut fonctionnaire prussien qui, sans y être autorisé, tout au moins tacitement, par son roi, eût osé tenir à lord Hyndford un langage semblable à celui qui, d'après Carlyle, a servi de thème à la première conférence. Aucun d'entre eux ne se serait permis de laisser entrevoir au ministre d'Angleterre que, si on lui abandonnait la basse Silésie, Frédéric consentirait peut-être à cesser les hostilités contre Marie-Thérèse, et l'on aurait cherché en vain à rencontrer le personnage qui se serait aventuré à transmettre de pareilles propositions à l'homme de confiance qui se trouvait au camp avec le roi.

Une deuxième entrevue, encore plus significative que la première, eut lieu le 9 septembre[1]. Lord Hyndford, convoqué à

---

[1] Lettre de mylord Hyndford à M. Robinson, Breslau, le 9 septembre 1741 (*Haus, Hof und Staats-Archiv*).

nouveau par le personnage en question, est invité à garder sur tout ce qui se passe entre eux le secret le plus absolu. On ne se gêne pas pour lui signifier que, « en cas d'indiscrétion, le roi et son interlocuteur lui-même déclareraient solennellement qu'ils ne savent ce qu'on veut dire, qu'ils ignorent absolument les faits qu'on veut leur reprocher et que, du reste, si cette négociation doit aboutir, il importe qu'elle se fasse à l'insu de tout le monde et dans les délais indiqués dans la note » suivante, que nous reproduisons textuellement et qui ne contient rien moins que les conditions posées par le roi de Prusse[1] et transmises immédiatement par lord Hyndford à Robinson :

« Toute la basse Silésie. La rivière de Neisse pour limite. La ville de Neisse aussi bien que Glatz. De l'autre côté de l'Oder, les anciennes limites entre les duchés de Brieg et d'Oppeln. Namslau à nous. Les affaires de religion *in statu quo*. Point de dépendance de la Bohême. Cession éternelle.

« En échange, nous n'irons pas plus loin. Nous assiégerons Neisse *pro formâ*. Le commandant se rendra et sortira. Nous prendrons les quartiers tranquillement et ils pourront mener leur armée où ils voudront. *Que tout cela soit fini en douze jours.* »

Il est d'autant plus inutile d'insister sur la portée de cette conférence, sur le caractère même de ces conditions, qu'il est aisé de découvrir les mobiles qui avaient présidé à la rédaction de ces instructions. Nul mieux que Frédéric ne connaissait les dangers qui menaçaient Marie-Thérèse d'un autre côté. Il devait donc en conclure que, malgré toute l'énergie dont la jeune reine de Bohême et de Hongrie avait donné tant de preuves depuis le jour où les troupes prussiennes avaient envahi la Silésie, le moment était on ne peut mieux choisi pour obtenir du cabinet de Vienne des concessions qui permettraient à l'Autriche de disposer de la seule armée capable de sauver la Bohême. Frédéric, d'autre part, avait besoin de se rendre maître, d'abord, de Neisse, puis de Glatz. Mais il savait aussi que pour s'emparer de Neisse il lui faudrait, avant tout, tant que l'armée de Neipperg resterait sur ses positions, lui livrer une bataille dont

[1] *Correspondance politique*, I, n° 336, *note* 1.

l'issue était incertaine et dont la perte pouvait lui coûter la Silésie. La saison commençait à s'avancer, l'armée prussienne tenait déjà la campagne depuis longtemps, et les rapports du feld-maréchal Schmettau[1] avaient permis à Frédéric de se rendre un compte exact des opérations et des intentions de ses alliés. Enfin, le roi de Prusse, en chargeant les diplomates anglais de transmettre les conditions léonines qu'il posait, savait bien que le cabinet de Saint-James, désireux avant tout de rompre son alliance avec la France, s'emploierait activement en sa faveur auprès de la cour de Vienne.

Frédéric avait encore d'autres motifs pour désirer en finir au plus vite et sans bruit. Ses alliés élevaient tous les jours de nouvelles prétentions en prévision du partage des États de Marie-Thérèse.

Le maréchal de Belle-Isle, de son côté, écrivait à Valory pour lui signaler les exigences du roi de Prusse qui, en dépit de ce qui avait été convenu dans les articles secrets du traité du 5 juin 1741, réclamait Neisse et Glatz, dont il n'avait pas été question. Le maréchal, qui ne pouvait connaître à ce moment (12 septembre) les négociations secrètes entamées entre lord Hyndford et le général von der Marwitz, avait cependant deviné les intentions de Frédéric. Il chargeait Valory d'insister auprès du roi pour le décider à s'attacher à Neipperg; il importe, écrivait-il, qu'en le suivant, il le mette dans l'impossibilité de se retourner contre les Bavarois; il faut l'empêcher de faire prendre à son armée ses quartiers d'hiver, et l'amener à retenir Neipperg devant lui jusqu'à la fin de novembre, jusqu'au moment où l'on aura pris Prague[2].

---

[1] Le feld-maréchal Schmettau, jusque-là au service de l'Autriche, avait abandonné la cause de Marie-Thérèse sous le fallacieux prétexte qu'il était né en Silésie. Il avait embrassé le parti de Frédéric, qui l'avait envoyé à l'armée de l'Electeur de Bavière.

[2] Frédéric répondit à Belle-Isle, le 16 septembre : « Ce n'est point que je forme de nouvelles prétentions; je me contente des bords de la Neisse, cette ville et Glatz y comprises; mais j'écris principalement pour l'Electeur de Bavière et je suis du sentiment que la Moravie doit au moins le dédommager de la cession qu'il doit faire à la Saxe d'une partie de la Bohême et de la haute Silésie ». (*Correspondance politique*, I, n° 510.)

L'exposé des péripéties et des phases successives de ces curieuses négociations, exposées de main de maître par l'auteur du deuxième volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche*, nécessiterait de tels développements, qu'il faut, quoique à regret, se borner à en enregistrer uniquement les épisodes les plus saillantes et les moments les plus intéressants.

On ne saurait, par exemple, s'empêcher de signaler le passage de la lettre de Neipperg au grand-duc de Toscane, en date du 17 septembre, lettre dans laquelle, après avoir fait remarquer que les Prussiens refusent de recevoir les courriers porteurs de dépêches destinées à lord Hyndford, le feld-maréchal, craignant que ce dernier « ne se laisse mener », ajoute que, somme toute, les Prussiens ne cherchent qu'à gagner du temps afin de laisser le champ libre aux opérations des autres ennemis de la reine.

Il est également assez curieux de constater que le, 16 septembre, Frédéric, qui jusque-là avait refusé de voir lord Hyndford, le faisait inviter, et par une lettre adressée à Podewils[1], par le secrétaire de cabinet Eichel, et par un billet que le colonel von der Goltz[2] envoyait directement au diplomate anglais, à venir lui rendre visite au camp de Neuendorf.

Les choses, on ne saurait le nier, avaient singulièrement changé d'aspect en quelques semaines.

Mais lord Hyndford était précisément tombé malade, et Neipperg, invité par Schwerin à ouvrir, pour cette raison, les dépêches adressées à Robinson par son collègue, s'y était refusé[3]. Ce contretemps imprévu contrariait les projets de Frédéric. Le roi de Prusse désirait tellement hâter la marche des négociations

[1] *Correspondance politique*, n° 508.

[2] Goltz à lord Hyndford, au camp de Neuendorf, 16 septembre à 9 heures du soir : « Mylord, vous savez que je suis porté pour la bonne cause. Sur ce pied je prends la liberté de vous conseiller en ami et serviteur de venir ici incessamment, et de pousser votre voyage de sorte que vous puissiez paraître publiquement lundi (18) vers midi. Vous trouverez six chevaux de poste, à Ohlau et à Grottkau, tout prêts. Hâtez-vous, Mylord, tout ce que vous pourrez au monde ». (Carlyle, III, chap. IV, p. 396.)

[3] Goltz à lord Hyndford, le 18 septembre, à 3 heures après-midi : « Je suis au désespoir, Mylord, de votre maladie. Voici le courrier que vous attendiez. Venez le plus tôt que vous pourrez; sinon, dites au général Marwitz de quoi il s'agit, afin qu'il puisse le faire savoir. Le courrier serait arrivé quatre heures plus tôt si nous ne l'avions renvoyé au comte Neipperg à cause de votre maladie ». (Carlyle, III, chap. IV, p. 396.)

qu'il chargea le général-major prince Dietrich d'Anhalt-Dessau d'écrire au général baron Lentulus et de lui demander pour le jour même, près de Neisse, une entrevue dans laquelle il pourrait lui transmettre une communication dont il était chargé par son souverain. Autorisé par Neipperg, le général Lentulus se rendit à l'endroit désigné et le prince d'Anhalt, après lui avoir présenté le colonel von der Goltz, se retira aussitôt. Peu de temps après, Lentulus envoyait au feld-maréchal son aide de camp, Lutsch, qui a consigné ces faits dans son *Journal*. Neipperg ne tarda pas à les rejoindre dans le jardin du couvent des Capucins, et conféra pendant plus d'une heure avec l'aide de camp du roi de Prusse.

C'était la première fois depuis le début de la campagne que des officiers prussiens et autrichiens se rencontraient pour discuter les conditions d'une entente éventuelle, et ce fut la seule fois, du reste, que pareille conférence eut lieu hors de la présence du médiateur anglais.

Bien qu'il soit impossible de déterminer si le colonel von der Goltz a su bien rendre et bien présenter les idées de son souverain, il n'en ressort pas moins du rapport que Neipperg adressa à la reine, au sortir de la conférence, que Frédéric maintint intégralement ses prétentions sur Neisse et Glatz; que, tout en refusant, même dans ce cas, de prêter son concours à Marie-Thérèse, il lui promettait sa neutralité et s'engageait à s'opposer à ce que la France et la Bavière fissent à la reine tout le mal que le roi Louis XV et l'Électeur projetaient de lui causer; enfin, que dans le cas où l'on arriverait à s'entendre, Frédéric conseillait à l'Autriche de ramener de suite l'armée du feld-maréchal sur Vienne, qu'il fallait à tout prix couvrir et sauver[1].

---

[1] Il est assez curieux de comparer les conseils que Frédéric faisait donner à Marie-Thérèse, le 18 au soir, avec les vers qu'il avait adressés à Jordan trois jours auparavant et qu'on retrouve dans ses *Œuvres*, XVII, p. 133 :

Neipperg avec nos ennemis
Ont prévenu l'instant d'être surpris.
Malgré ce contre-temps funeste
Je poursuis mes premiers desseins.
Vienne, dans peu, doit jouer de son reste;
J'en ai mêlé les cartes de mes mains.

Comme toujours, le roi de Prusse avait insisté sur la nécessité de garder le secret le plus absolu sur cette entrevue, qui ne devait être connue de nul autre que de la reine et du grand-duc, ainsi que des trois officiers qui, y ayant pris part, s'engageaient à n'en rien répéter. Et cependant, en dépit des affirmations de Goltz, Frédéric ne paraissait nullement disposé à se séparer de la France et de la Bavière. Les instructions qu'il adressait le jour même à Schmettau et à son représentant auprès de l'Électeur de Bavière [1], les communications qu'il fit le 21 septembre à Valory et dans lesquelles il déclara que « dans les conjonctures présentes il regarde l'accession de la Saxe comme le coup de partie qui détermine tout », la lettre qu'il écrivit le 22 septembre à l'Électeur de Bavière [2] ne répondaient guère au langage que Goltz venait de tenir en son nom au couvent des Capucins

Un moment, en effet, pendant les journées des 19 et 20 septembre, on put croire que Frédéric renonçait à continuer les négociations. Neipperg n'avait reçu aucune nouvelle du camp prussien à la suite de son entrevue avec Goltz. Les avant-postes des deux armées avaient échangé quelques coups de fusil, et Frédéric, lui-même, en faisant une reconnaissance des positions autrichiennes, avait essuyé le feu des Croates embusqués sur les rives de la Neisse. Le margrave Charles qui l'accompagnait avait été légèrement blessé à la main, et le margrave Guillaume avait eu son habit percé par une balle.

Mais, tout allait prendre, dès le 21, une nouvelle tournure. Un courrier, porteur des dépêches que lord Hyndford envoyait à Robinson, remettait au feld-maréchal une lettre dans laquelle il lui annonçait qu'il se rendait, le jour même, au « camp prussien où il attendrait avec impatience le retour de ce même courrier ».

---

[1] *Correspondance politique*, I, nos 518 et 519.

[2] Après avoir parlé à l'Electeur des préliminaires du traité que Belle-Isle venait de négocier entre la Bavière et la Saxe et lui avoir dit que cet accord lui paraît conforme à leurs intérêts communs, « depuis la malheureuse bataille (Wilmanstrand) que les Suédois ont perdue contre les Russes », il ajoute : « Les Autrichiens ne se rebutent pas de négocier ici, mais V. A. E. peut être sûre qu'ils n'avanceront pas plus qu'ils n'ont fait jusqu'à présent. Neipperg a grande envie de copier en Silésie ses négociations de Hongrie. Il s'en est avisé trop tard et *mes engagements sont trop sacrés pour que je les rompe de ma vie* ». (*Correspondance politique*, I, n° 523.)

Hyndford ajoutait qu'il « se flattait que Neipperg recevrait, au premier jour, de sa cour, d'autres instructions touchant une autre espèce d'accommodement, qu'il s'estimerait fort heureux et très honoré s'il peut être d'aucune utilité à la reine de Hongrie ».

Il convient d'ajouter, toutefois, que, « pour ne pas donner d'ombrage à l'ambassadeur de France, Valory », Frédéric refusa d'accorder, ce jour-là, une audience à Hyndford. Mais ce n'était là qu'un stratagème et, dès le lendemain, grâce à la connivence de Goltz, qui n'avait vraisemblablement agi que conformément aux ordres de son souverain, Hyndford réussit à se trouver sur le passage du roi, au moment où il revenait de la parade, et à conférer avec lui.

Après le dîner, auquel Hyndford avait été convié, Frédéric ne manqua pas de se plaindre à Valory de l'insistance et de l'entêtement du roi d'Angleterre, de lui dire qu'on l'importunait sans cesse avec les instances et les démarches qu'on tentait afin de l'amener à une entente avec la Reine, et d'ajouter qu'il lui avait pourtant bien fait connaître dans ses lettres sa manière de voir à ce sujet[1].

Le lendemain 23, Hyndford arrivait au camp de Neipperg. Si le feld-maréchal n'était qu'un général médiocre, très inférieur, en tout cas, au grand capitaine auquel on l'avait opposé, c'était en revanche un excellent diplomate. L'entretien qu'il eut avec lord Hyndford lui avait suffi pour se rendre bien nettement compte de la situation. Frédéric introduisait un nouvel élément dans ses prétentions; il réclamait des quartiers d'hiver pour 10,000 hommes, soit dans la haute Silésie, soit en Bohême ou en Moravie; mais le langage de l'envoyé anglais avait permis à Neipperg de conclure à l'existence encore latente de certaines difficultés entre le roi de Prusse et ses alliés de France et de

---

[1] Valory à Amelot, Gross-Neundorf, 23 septembre 1741 (*Archives des Affaires étrangères*). Si l'on consulte la *Correspondance politique*, n[os] 511 et 523, on verra que les lettres de Frédéric au roi Georges ne contenaient en réalité rien qui fût de nature à satisfaire et à rassurer la France. Le roi de Prusse après avoir pris acte de l'intention manifestée par Georges II de rester neutre, ajoute « qu'il s'emploiera près de la couronne de France pour dissiper les craintes que causent à l'Électeur de Hanovre les mouvements des troupes françaises et pour que rien ne soit changé à l'état de choses existant dans les cercles de Westphalie et de la basse Saxe ».

Bavière et de constater qu'il n'était plus question qu'à peu près incidemment de la cession de Glatz.

Comme il le dit, du reste, dans sa lettre à la reine, en date de Neunz, le 23 septembre [1], Neipperg n'avait pas hésité à déclarer à lord Hyndford que « lui et son roi lui paraissaient agir avec une certaine partialité, que leur but réel et unique consistait à rompre l'alliance de la Prusse avec la France et la Bavière, et que pour arriver à ce résultat, ils trouvaient tout naturels les sacrifices, quelque grands qu'ils pussent être, auxquels il s'agissait d'amener la Reine. »

Pendant que lord Hyndford allait s'installer à Neisse, Neipperg recevait, le 24 septembre, de nouvelles instructions envoyées de Pressburg, instructions dans lesquelles on consentait en somme, s'il le fallait, à céder Neisse, à condition, toutefois, que l'armée de Neipperg pût partir dans le plus bref délai possible et venir couvrir Vienne [2].

Neipperg communiqua en personne ses dépêches à lord Hyndford et, afin de ne pas perdre une minute, on résolut de prescrire au général Lentulus d'écrire le lendemain matin au prince d'Anhalt au sujet d'un échange de prisonniers. Lord Hyndford devait profiter de ce prétexte pour mettre le colonel von der Goltz au courant de la situation et lui demander une nouvelle entrevue au couvent des Capucins. Ce fut Frédéric II, lui-même, qui ouvrit la lettre et fixa au 25 septembre, à cinq heures, l'entrevue à laquelle Neipperg et lord Hyndford ne manquèrent pas de se rendre, entrevue qui dura une demi-heure et dans laquelle Hyndford remit à Goltz le projet d'une *convention secrète* entre S. M. le roi de la Grande-Bretagne, S. M. la reine de Hongrie et

---

[1] *Haus, Hof und Staats Archiv*, fasc. 231.

[2] Dans cette dépêche, tout entière de la main du grand-duc, on voit clairement apparaître les sentiments si dignes et si élevés de Marie-Thérèse. Parlant au nom de la reine, le grand-duc écrit à Neipperg : « Qu'il faut en finir à tout prix et qu'on se flatte encore de croire que le roi de Prusse se lassera d'être un malhonnête homme ». Et il ajoute dans le post-scriptum : « Sa conduite est si extraordinaire que je ne sais plus que penser de lui. Il faut cependant s'entendre avec lui ». Il termine enfin sa dépêche par cette phrase : « Avant tout n'oubliez pas qu'il vous donne quelque chose de signé, même s'il ne s'agit que de sa neutralité; car il faut prendre ses précautions avec lui et être sûr qu'il ne fera pas quelque algarade ». (*Archives* des comtes de Neipperg.)

de Bohême et S. M. le roi de Prusse. Marie-Thérèse, « sans demander autre chose de S. M. le roi de Prusse que son amitié, une paix et une réconciliation solide avec lui », offrait de lui céder tous ses droits sur la basse Silésie. La place de Neisse devait être rasée. Quant à la Prusse, elle s'engageait à ne pas aller plus loin et « à observer une exacte neutralité à l'égard de la Reine [1] ».

Neipperg avait immédiatement rendu compte au grand-duc de cette conférence du 25 et lui avait fait connaître surtout que, d'après les paroles échappées tant à Hyndford qu'à Goltz, l'élection de l'Électeur de Bavière lui paraissait chose certaine [2].

Dans la nuit du 25 au 26, une réponse, sans date et sans signature, expédiée du quartier général prussien, parvenait à Hyndford, qui s'empressait de la faire tenir à Neipperg. Le feld-maréchal avait vu clair et deviné juste. Frédéric n'était pas homme à accepter, dans de pareilles circonstances, la moindre restriction aux prétentions qu'il avait élevées. Voici, du reste, le texte original de cette réponse bien caractéristique :

« Lundi au soir. Je suis bien fâché, mylord, de vous dire qu'il n'y a rien à faire. Pour Glatz je crois qu'on n'en parlera plus, mais la ville de Neisse nous tient à cœur. Je puis vous assurer que, si le Roi jouait seul, nous aurions bientôt fait, puisqu'il ne demandera certainement jamais que ce que vous offrez, excepté la ville. Mais *nos alliés méritent des égards*. Tout ce que nous pourrions faire pour le bien de la Reine, qui ne nous est nullement indifférent, c'est de laisser aller son armée d'ici, sans faire aucun traité; de nous amuser ici en Silésie et de n'agir autre part contre qui que ce soit au monde. Si cela vous convient, M. le maréchal Neipperg peut partir demain s'il

---

[1] *Haus, Hof und Staats Archiv*, fasc. 23.

[2] Le même soir Neipperg adressait au grand-duc la lettre suivante, écrite comme toujours en français : « Monseigneur, en ce cas et comme on pourrait nonobstant dire à Vienne avoir outrepassé mes instructions dans ce projet, et me rendre responsable, quoique Dieu sait qu'il n'a été couché que dans une bonne intention, pour faire sortir la reine au moins plus tôt d'un embarras, s'il est possible, envoyez quelqu'un, et des plus habiles que vous avez à Vienne, pour conclure une paix avec ce roi qui hésite, tantôt pour la reine ou Vous, tantôt pour la France et *veut pourtant toujours gagner au milieu de ces embarras qui me surpassent comme bien d'autres choses* ». (*Kriegs-Archiv*, Silésie, fasc. IX, 52 et ad. 52.)

veut; ma tête lui sera garant de ce que j'ai l'honneur de vous dire. [1] »

Le roi de Prusse était trop habile pour ne pas tirer pleinement parti des atouts qu'il avait dans son jeu. Il avait employé son temps à préparer et à faire accepter l'évolution à laquelle il était bien décidé. C'est ainsi que Valory, évidemment sous l'impression des confidences voulues de Frédéric, écrivait dès le 23 septembre à Amelot [2] qu' « il ne comprenait pas l'entêtement de Neipperg à s'accrocher à un territoire perdu, au lieu de songer à aller défendre la Bohême ».

La lettre du roi à Podewils [3], en date du 21 septembre, est, du reste, là pour montrer la justessse de nos déductions : « Neipperg est encore ici; mais il va être forcé de courir au secours de Vienne, et alors je pourrai tranquillement *assiéger Neisse et Glatz* ». Enfin, Frédéric a tout si bien préparé et si bien mis en train, qu'il écrit à Belle-Isle, le 23 : « M. de Valory a dû vous parler de mes opérations et de la façon honteuse dont les Autrichiens perdent leur temps dans leur camp près de Neisse » [4].

Et, en effet, comme les diversions exécutées dans la vallée du Danube n'ont pas réussi à lui laisser l'entière liberté d'action qu'il veut avoir en Silésie, le roi n'a entamé des négociations que pour amener le départ de l'armée de Neipperg et pour s'emparer de Neisse sans combat.

Le 26 septembre, l'armée prussienne tout entière passait sans encombre sur la rive droite de la Neisse, s'installait au camp entre Biélitz et Lammsdorf. Le quartier général du roi venait à Kaltecke. Il est évident que, comme Valory le faisait remarquer dans sa lettre du 30 septembre à Belle-Isle, les Autrichiens auraient pu contrarier cette opération, peut-être même réussir à culbuter l'avant-garde conduite par le prince Léopold d'Anhalt et obliger Frédéric à renoncer à cette entreprise. L'attitude passive de Neipperg résulte donc de l'ensemble de la situation politique, de l'entrevue qu'il eut dans la nuit du 25 au 26 septembre avec lord Hyndford, entrevue à laquelle le général Browne avait assisté et

---

[1] *Haus, Hof und Staats Archiv*, fasc. 23.
[2] *Archives des Affaires étrangères.*
[3] *Correspondance politique*, I, n° 520.
[4] *Ibid.*, I, n° 527.

dans laquelle on résolut de laisser momentanément les négociations dans le *statu quo* et de rester provisoirement sur la défensive la plus absolue, au moins jusqu'au moment où il serait possible de voir clair dans les intentions du roi. Lord Hyndford se proposait de quitter Neisse le 28 pour retourner à Breslau, et Browne, que le feld-maréchal avait mis au courant de tout, allait partir pour Presbourg.

Neipperg n'avait d'ailleurs pas attendu le résultat de son entrevue nocturne avec Hyndford pour renseigner la reine et lui démontrer une fois de plus l'inutilité des propositions qu'il avait été chargé de transmettre[1]. Neipperg ne se trompait pas. Le mouvement que Frédéric venait de faire exécuter à son armée répondait à des considérations politiques et militaires. Depuis le 23 septembre, il caressait l'idée de couper la retraite aux Autri-

[1] Extraits de la lettre de Neipperg au grand-duc : « Monseigneur, je ne sais plus où j'en suis avec ce roi de Prusse qui en veut à la ville de Neisse et qui ne s'en contentera pas, même si je la lui offre. Il veut la prendre par la force pour assurer la France et ses alliés qu'il tient bon avec eux, et veut avancer dans la haute Silésie pour en jouir, et sous espèce d'hostilité pour mieux confirmer la chose, et s'en emparer ensuite en cas que les affaires de la reine tournassent plus mal, et que ses alliés ne lui disputassent pas cette partie, ou pour en jouir en attendant, comme je l'ai déjà dit, et y faire subsister une bonne partie de son armée, et y lever du monde de gré ou par force... ...Car il est sûr que si jamais je quitte cette contrée avec l'armée, que le roi en profitera pour exécuter non seulement son dessein contre la ville de Neisse, dont il n'est plus question, mais pour occuper les quartiers dans la haute Silésie aussi, et se transporter plus loin, et jusque dans le cœur de la Moravie; il n'attend que mon départ et s'en flatte que j'y serai obligé pour aller au secours de Vienne... Monseigneur, croyez-moi, il faut un autre homme que je suis pour tenir tête à ce roi dans ce labyrinthe de traités, et envoyez-le de grâce de chez vous, si la reine doit être servie dignement et à proportion des difficultés chicaneuses qui augmentent de la part prussienne d'un instant à l'autre. Un militaire, tel qu'il soit de nous autres ici, n'en viendra certainement pas à bout, entêté comme le roi l'est, fourbe comme il veut l'être, ou trop lié avec ses alliés qu'il veut ménager pour faire bonne mine..... C'est à la reine et à vous, Monseigneur, qu'il convient de décider; mais ne vous flattez de rien, la chose est trop clairement marquée dans la réponse de Goltz, sans parler de ce qui y est obscur et qu'on développera plus aisément à la cour qu'ici, qui a une connaissance de toutes les intrigues et vues étrangères..... Si j'avais, dans la personne de mylord Hyndford qui voulut, à ce qui me paraît, parler plus cordialement, je parviendrais plus au fait; mais il ne me dit que ce qu'il y a à craindre, et est mauvais et me laisse là sans vouloir me bien développer le mystère..... La réponse de Goltz que je connais et sa façon de s'annoncer n'est pas de lui, mais bien du roi lui-même, de qui je connais la méthode d'écrire par plusieurs écrits qui ont été interceptés et couchés de sa main propre... ». (*Kriegs Archiv.*, Silésie, fasc. IX. 53 et 54.)

chiens [1] et, de plus, en menaçant leurs derrières, il espérait amener Neipperg à céder plus facilement à ses exigences. Mais Neipperg avait deviné les intentions du roi; après avoir fait décamper son armée le 28 au matin il l'avait établie à Oppersdorf. Il restait de la sorte encore à portée de Neisse, mais se trouvait de plus sur la route de Jägerndorf et de Troppau, qu'il lui fallait suivre dans le cas où, par suite des circonstances ou d'une entente, il se verrait dans l'obligation ou recevrait l'ordre d'évacuer la Silésie.

Il serait malheureusement trop long de retracer en détail les différentes alternatives par lesquelles passèrent les négociations qui devaient aboutir, le 9 octobre, à la signature de ce que l'on est convenu d'appeler l'acte de Klein-Schnellendorf. A partir de ce moment, dès le départ du feld-maréchal-lieutenant comte Browne pour Pressburg, il n'était plus possible de douter de l'issue de ces singulières conférences, tenues aux avant-postes, entre les lignes des deux armées belligérantes et conduites presque exclusivement, si l'on en excepte lord Hyndford, par des militaires. Au point où en étaient les choses, la nécessité d'un arrangement s'imposait, d'ailleurs, aux deux partis.

Hyndford avait d'autant moins de raisons de refuser ses bons offices, que son roi, Georges II, désormais rassuré sur le sort de ses possessions continentales, depuis que son envoyé à Paris, Hardenberg, avait arraché au cardinal Fleury la promesse de respecter la neutralité du Hanovre, pouvait suivre en toute sécurité une ligne politique tout à l'avantage de l'Angleterre. Quelle que pût être l'issue des négociations, le rôle de médiateur, qu'il s'était offert volontairement à jouer, lui permettait d'en retirer quelque profit et de faire valoir en temps voulu et à l'heure d'un règlement définitif, les services désintéressés que l'Angleterre se vantait d'avoir rendus aux deux adversaires.

L'insistance incessante et de plus en plus pressante de ses

---

[1] Le roi avait en effet écrit le 23 septembre à Schmettau : « Le grand article serait à présent de disposer l'Electeur, puisqu'il veut entrer en Bohême, qu'il dirige ses marches de façon qu'il recogne avec moi Neipperg; je crois même qu'on pourrait le bloquer et le réduire lui et son armée à se rendre prisonniers de guerre ». (*Correspondance politique*, I, n° 525.)

conseillers, éperdus et épouvantés, avait fini par triompher des résistances de Marie-Thérèse. Seule, la jeune reine avait conservé son énergie et son sang-froid au milieu d'une cour affolée; seule, elle avait nettement aperçu les graves conséquences de concessions dont l'importance semblait échapper à des hommes d'État rompus aux finesses des chancelleries, mais paralysés et aveuglés par la peur. Il était donc facile de prévoir que, dès l'arrivée de Browne à Pressburg, elle finirait par céder sur les points sur lesquels Frédéric était plus que jamais décidé à obtenir à tout prix gain de cause.

Pour ce qui est du roi de Prusse, un arrangement de cette nature lui convenait d'autant mieux qu'il n'entraînait, en réalité, aucun engagement de sa part, qu'il était bien décidé à ne pas signer un acte dont il laisserait toute la responsabilité à l'Angleterre, un acte qui lui vaudrait cependant la possession de la basse Silésie et lui ouvrirait, sans coup férir, les portes des places qu'il convoitait. De plus, grâce au secret qui devait entourer cette convention, il avait tout le temps de préparer les prétextes qui lui sembleraient de nature à calmer les justes susceptibilités et les légitimes soupçons de ses alliés. Enfin il se ménageait même, jusqu'à un certain point, la possibilité de nier la portée réelle et jusqu'à l'existence de cet acte puisque, d'accord avec l'Autriche, il se proposait d'assiéger Neisse et de continuer des opérations simulées et convenues d'avance.

Aussi, pendant les nombreuses conférences de lord Hyndford et de Goltz, pendant l'échange constant de correspondances qui remplirent toute cette période, Frédéric s'amusa à faire exécuter à ses troupes des mouvements insignifiants, des reconnaissances sans grand objet, évitant soigneusement tout engagement[1] et cherchant par-dessus tout à cacher à Valory ce qui se passait. L'accession définitive de la Saxe à la coalition contre l'Autriche mettait un atout de plus dans son jeu, mais l'obligeait, d'autre part, à surveiller les agissements du roi Auguste, qui allait

[1] Dans sa dépêche du 30 septembre, six heures du soir, Goltz écrit textuellement à lord Hyndford : « .....Nous ferons quelques mouvements, mais que le maréchal ne s'en inquiète pas. Il verra bien que tout cela ne tire pas à conséquence. Il suffit de vous dire que nous attendrons le retour de vos courriers ». (*Haus, Hof und Staats Archiv.*, fasc. 23.)

évidemment chercher à se tailler une part, aussi grande et aussi belle que possible, dans le partage éventuel, mais certain aux yeux des alliés, des États héréditaires de Marie-Thérèse.

Pendant que Frédéric commençait à modifier peu à peu son attitude vis-à-vis de Valory, Neipperg recevait enfin, le 4 octobre, les instructions de sa souveraine et l'autorisation de céder Neisse au roi de Prusse[1]. Il était, il est vrai, encore question de restrictions et de conditions qu'on avait cru inutile de faire connaître à Goltz, qui ne répondit, du reste à lord Hyndford que deux jours après, le 6 octobre au matin.

Quelques heures plus tard, Neipperg recevait de Browne[2] l'avis « qu'on consentait aux propositions du roi de Prusse, aussi pour les quartiers dans la basse Silésie, aussi qu'on espère cette affaire finie et que l'armée pourra ensuite se mettre en marche pour la Bohême, Moravie ou Autriche, où les conjonctures exigeront. » La Reine y avait ajouté ces mots de sa main : « le danger approche toujours de plus, tâchez de vous presser ou de finir ou de pouvoir vous retirer sans cela, c'est qu'en effet, je souhaiterais plus; mais il faut toujours flatter le Roi, même si on ne conclut.[3] »

Cette fois, Goltz répondit de suite et, le 8 au matin, Neipperg et lord Hyndford se rencontraient avec le colonel prussien en vue même du camp des Autrichiens, au château de Klein-Schnellendorf situé au nord de la petite ville de Steinau, appartenant au comte de Starhemberg et choisi par Goltz.

Il fallait plus que jamais donner le change à Valory que le Roi

---

[1] Marie-Thérèse avait ajouté de sa main, aux instructions données à Neipperg, le post-scriptum suivant : « Comme je crains que l'expédition ne vous donnera pas assez de clarté, ayant notre style confus, je vous dirai donc que le grand but est d'avoir l'armée ou en Autriche, ou en Bohême, ou en Moravie, selon le besoin et qu'on a cru pour ça Znaim le plus convenable et que vous vous pressiez autant que cela se pourra et les préparatifs le permettront. On vous accorde de donner Neisse et comment le roi le voudra d'abord, ou le bloquer, mais rien de plus et s'engager de n'aller pas plus loin. Je souhaiterais bien que vous aurez sa signée du roi, sans que nous signions quelque chose de notre part, car ça je voudrais l'éviter tant que je pourrais; de lui céder la basse Silésie; cela me fait trop mal au cœur. Mais l'armée presse devant tout... » (*Haus, Hof und Staats Archiv.*, fasc. 23.)

[2] (*Haus, Hof und Staats Archiv*, fasc. 23.)

[3] *Ibid.*

avait déjà malmené quelques jours plutôt, lors de la reconnaissance du 4, à propos de certaines observations que l'ambassadeur de France avait cru pouvoir lui faire. Aussi, le 7 au soir, après le dîner, lorsque le roi eut connaissance des nouvelles transmises par lord Hyndford, Frédéric jugea qu'il était utile de se plaindre amèrement à Valory des lenteurs de l'Électeur de Bavière. Il le chargea d'informer Belle-Isle de son intention bien arrêtée de faire prendre dans dix jours, de l'autre côté de l'Oder, des quartiers d'hiver à ses troupes, dans le cas où Belle-Isle ne se déciderait pas à quitter Francfort pour se rendre de suite à l'armée bavaroise. Frédéric déclara, du reste, qu'il était décidé à se tirer d'affaire pour son compte au mieux de ses intérêts et qu'il était, du reste, habitué à voir conduire les affaires comme il l'entendait. Comme Valory protestait et s'efforçait de faire entendre raison au roi, Frédéric s'emporta et répondit sèchement à l'ambassadeur qui essayait de lui présenter quelques observations à propos de Glatz. Enfin, lorsque Valory se permit de lui faire quelques remarques au sujet du séjour anormal et prolongé, à Neisse, de lord Hyndford, qui était cependant accrédité par son gouvernement auprès du roi, Frédéric mit fin à l'entretien en s'écriant « qu'il était au-dessus de pareilles irrégularités et que, du reste, tout cela n'avait aucune signification, aucune importance [1] ».

La première séance de la conférence de Klein-Schnellendorf n'avait pu donner aucun résultat, bien que Neipperg fût muni des pleins pouvoirs les plus illimités, mais parce qu'en présence de la résistance de Frédéric, qui se refusait à signer un traité, on n'avait pu arriver à s'entendre sur la forme même de la convention. On proposa par suite au roi, soit d'assister en personne à la séance du lendemain 9 [2], soit de s'y faire représenter par un plénipotentiaire spécial.

Le 9 octobre, à trois heures de l'après-midi, Frédéric, accom-

---

[1] Valory à Belle-Isle, camp de Friedland, 1741 (*Archives des affaires étrangères*).

[2] Frédéric II assista en personne à la conférence du 9 (voir billet de Goltz à Hyndford, 8 octobre (*Record Office* de Londres et *Correspondance politique*, I, n° 549).

pagné du colonel von der Goltz, rejoignit, au château de Klein-Schnellendorf, Neipperg qui avait amené avec lui le général Lentulus et lord Hyndford.

La *Correspondance politique* et les *Souvenirs* du feld-maréchal comte Neipperg, conservés aux Archives impériales et royales de la guerre de Vienne, permettent de reconstituer, presque dans ses moindres détails, l'entretien si curieux et si intéressant du roi et du général en chef autrichien, cet entretien que, faute de place, il est impossible de reproduire ici. Rien cependant ne servirait mieux à mettre en relief le caractère et l'incomparable habileté de Frédéric, que cette conversation de quelques heures. Sans céder sur aucun point, le roi de Prusse sut se donner l'apparence de la générosité en indiquant à Neipperg la part que lui réservaient ses alliés dans le partage projeté des États de la couronne d'Autriche.

Tout en se reconnaissant l'allié de la Bavière et de la France, il avait eu le talent d'insinuer qu'il n'attendait qu'une occasion favorable pour se dégager. Il avait eu le soin d'insister sur ses sentiments personnels à l'égard de Marie-Thérèse et du grand-duc, et de faire savoir à Neipperg qu'il n'avait pas encore adhéré pour sa part au traité d'alliance conclu entre la Bavière et la Saxe. Il se garda bien, il est vrai, de faire allusion aux véritables motifs pour lesquels il avait cru utile et avantageux, pour lui, de traîner les choses en longueur. Enfin, après avoir déclaré à Neipperg qu'il avait fait établir par Goltz un texte définitif au lieu et place du projet qu'on lui avait soumis, il lui déclara nettement qu'il ne signerait rien, que le protocole serait signé uniquement par lord Hyndford, qu'il exigeait le secret le plus absolu, qu'il considérerait tout comme nul et non avenu dans le cas contraire et qu'il importait de persuader au monde entier qu'il continuait, comme par le passé, à faire la guerre à l'Autriche [1].

---

[1] *L'acte de Klein-Schnellendorf soussigné par mylord Hyndford sur la parole du roi de Prusse le 9 d'octobre 1741.*

« Je, le soussigné, comte de Hyndford, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi de la Grande-Bretagne, ayant été témoin de ce que Sa Majesté le roi de Prusse a eu la bonté de déclarer de sa propre bouche et sur sa parole royale au maréchal comte de Neipperg, en présence du major-général de Len-

Ce fut encore le Roi lui-même qui désigna les personnages de confiance auxquels devaient être adressées, par la suite, la correspondance des deux cours ainsi que les dépêches des deux ambassadeurs d'Angleterre, le lieutenant-colonel marquis de Varenne pour la Prusse et le lieutenant-colonel de Levrier pour l'Autriche.

---

tulus et de ce que ledit maréchal comte de Neipperg a déclaré au nom de Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême, atteste par ces présentes sur la foi publique et les devoirs de mon ministère que de part et d'autre on est convenu :

1. Qu'il est libre au roi de Prusse de prendre la ville de Neisse par manière de siège.

2. Que le commandant de la ville de Neisse aura ordre de soutenir un siège de quinze jours et de remettre alors ladite place aux troupes de Sa Majesté prussienne.

3. Que la garnison de Neisse et tout ce qui lui appartient, sortira avec tous les honneurs militaires ; qu'on lui fournira tous les charrois nécessaires jusqu'aux frontières de la Moravie ; qu'on ne persuadera ni ne forcera personne de la garnison à prendre service dans les troupes de Sa Majesté prussienne, et qu'il sera permis aux personnes civiles qui voudront se retirer de suivre ladite garnison en toute sûreté.

4. L'artillerie de fonte, qui se trouve dans la ville de Neisse et sur les remparts, restera à Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême et lui sera fidèlement rendue au traité ou à la paix future.

5. Qu'après la prise de la ville de Neisse, Sa Majesté le roi de Prusse n'agira plus offensivement, ni contre Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême, ni contre le roi d'Angleterre comme Electeur de Hanovre, ni contre aucun des alliés de la reine jusqu'à la paix générale.

6. Que le roi de Prusse ne demandera jamais plus de Sa Majesté hongroise que la basse Silésie avec la ville de Neisse.

7. Qu'on tâchera de faire un traité définitif vers la fin du mois de décembre qui vient.

8. Le maréchal comte de Neipperg a déclaré au nom de Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême que Sa Majesté hongroise cédera sans aucune difficulté à Sa Majesté le roi de Prusse, par le traité à faire vers la fin du mois de décembre prochain, toute la basse Silésie jusqu'à la rivière de Neisse, la ville de Neisse inclusivement, et de l'autre côté de l'Oder jusqu'aux limites ordinaires du duché d'Oppeln, avec toute souveraineté et indépendance de qui que ce soit.

9. Que le 16 de ce mois courant, ledit maréchal comte de Neipperg se retirera avec toute son armée vers la Moravie, et de là où il voudra.

10. Que le château d'Ottmachau sera vidé en même temps que l'armée de la reine se retirera.

11. Qu'il sera permis au maréchal de Neipperg de retirer en Moravie ou ailleurs les magasins qu'il a établis au pied des montagnes jusqu'au 26 du mois d'octobre courant.

12. Qu'une partie de l'armée du roi de Prusse prendra les quartiers d'hiver dans la haute Silésie jusqu'à la fin du mois d'avril 1742.

13. Que la principauté de Teschen, la ville de Troppau et ce qui est au delà de la rivière d'Oppau, ni les hautes montagnes ailleurs dans la haute Silésie, aussi bien que la seigneurie de Hennersdorf ne seront point comprises dans

Puis, après avoir réglé, de concert avec Neipperg, le programme des marches de l'armée autrichienne et des mouvements de sa propre armée [1], après avoir donné à Neipperg son avis sur

---

ces quartiers. Et que le maréchal comte de Neipperg laissera un bataillon et quelques hussards pour garnison dans ladite ville de Troppau.

14. Que les troupes de Sa Majesté ne demanderont des habitants du pays que le couvert et les fourrages.

15. Que les troupes du roi de Prusse ne tireront point de contributions ni argent d'aucun des Etats de la reine de Hongrie.

16. Qu'on n'enrôlera personne contre son gré sous quelque prétexte que ce soit.

17. Que de part et d'autre on fera sortir quelques petits partis pour continuer les hostilités *pro formâ* et qu'on conviendra pendant l'hiver de quelle manière s'y prendre le printemps futur en cas que le traité ou la paix générale n'aient pu se faire avant ce temps-là.

18. Que ces présents articles, dont on est convenu, seront gardés comme un secret inviolable, que je, le soussigné, comte de Hyndford, le maréchal comte de Neipperg et le général-major de Lentulus, avons promis sur notre parole d'honneur au roi de Prusse, sur la demande de Sa Majesté.

En foi de quoi, j'ai signé ces dix-huit articles présents et j'ai apposé le cachet de mes armes à la réquisition de Sa Majesté le roi de Prusse et dudit maréchal comte de Neipperg.

Au château de Klein-Schnelleudorf, ce neuvième d'octobre 1741.

(L.-S.) Hyndford.

(*K. und K. Haus, Hof und Staats Archiv*, 1741.)

[1] *K. und K. Kriegs Archiv* et *Archives des comtes de Neipperg* (*Neipperg's Erinnerungen*).

Note de la main du feld-maréchal, écrite d'abord au crayon et repassée ensuite à l'encre :

« 13. Vers Strelitz, l'armée prussienne.

14. Je marche à Neustadt.

15. Le roy fera reconnaître mon camp et préparer des chemins.

16. Je marche à Jägerndorf.

17. Il paraîtra un corps de dix escadrons, quelques bataillons, canons et hussards.

17. L'avant-garde prussienne marche de son camp pour investir Neisse.

Et arrivera le 18 à Neisse.

Le roy la suit le 18 avec l'armée.

Et arrivera le 19 à Neisse.

Les lettres par enveloppe au marquis de Varenne, lieutenant-colonel de Truchsess à Jägerndorf adressées à Hyndford ou ailleurs pour la cour de Vienne, ou pour moy ou pour Lentulus ».

Cette note, comme la plupart des lettres et rapports de Neipperg est rédigée en français.

Sauf sur quelques points de détails on se conforma de part et d'autre aux indications qu'elle contenait.

la manière la plus avantageuse de s'opposer aux opérations des Bavarois, des Français et des Saxons, il appela lord Hyndford auprès de lui : « Je veux, lui dit-il, que vous sachiez tout et que vous disiez à Sa Majesté Britannique que je n'ai jamais eu d'intentions hostiles à son égard, que j'ai uniquement veillé à mes intérêts et que j'ai donné ordre à mon armée de Brandebourg de se cantonner. »

« Réunissez-vous à Lobkowitz et aux troupes qu'il a en Bohême, ajouta-t-il en s'adressant à Neipperg, tombez sur vos adversaires avant qu'ils aient pu opérer leur jonction. *Si la Reine remporte quelque succès, peut-être me rapprocherai-je d'elle. Si ses armées sont battues, dans ce cas chacun pour soi.* »

Avant de terminer l'entretien, il chargea, en présence de Neipperg, lord Hyndford d'inviter la cour de Vienne à lui soumettre un traité définitif qui devait être signé avant le 24 décembre; puis, insistant par-dessus tout sur la nécessité de garder le secret et de tromper Valory, il prescrivit à lord Hyndford de lui adresser une lettre dans laquelle le diplomate anglais lui annoncerait l'*insuccès définitif de ses tentatives de rapprochement et de médiation*. Cette lettre devait être apportée au camp par un trompette, à l'heure du dîner du roi, qui s'arrangerait de façon à avoir Valory à sa table et lui communiquerait aussitôt le billet de lord Hyndford.

A cinq heures du soir, après une conférence de deux heures, Frédéric II retournait à son camp.

Le 10 octobre, Hyndford, en envoyant au quartier général du roi le protocole de cet acte singulier, à peu près unique dans son genre, avait fait demander à Frédéric s'il pouvait retourner à Breslau ou si le roi avait encore besoin de ses services. Un billet du colonel von der Goltz lui fit connaître le jour même qu'on était d'accord sur tout, sauf sur une bagatelle, et qu'on le priait de se retrouver avec le feld-maréchal, le lendemain 11 octobre, à trois heures de l'après-midi, au château de Klein-Schnellendorf. Le colonel se bornait à dire au ministre d'Angleterre qu'on avait quelque chose à leur dire « sur la manière d'agir ».

Il est malheureusement impossible de savoir ce qui se passa lors de cette nouvelle conférence dont il n'est fait mention ni dans les *Souvenirs* du feld-maréchal comte de Neipperg, ni

dans ses rapports, ni dans les dépêches adressées par Hyndford à son gouvernement. Toutefois, il est certain qu'elle eut lieu, et il résulte d'un billet de Goltz au feld-maréchal, en date du 12 octobre, qu'on y régla les détails de la petite guerre simulée qui devait donner le change à la France et aux autres alliés de Frédéric [1].

On a, depuis lors, vivement reproché à Neipperg, comme à lord Hyndford, de n'avoir pas suffisamment instruit la cour de Vienne des déclarations verbales du roi de Prusse, de ne lui avoir pas fait connaître exactement les véritables intentions de Frédéric. On a cherché à les rendre responsables d'une négligence, d'un oubli qui n'aurait pas été sans influence sur la marche ultérieure des choses. S'il est certain qu'il ne se trouve, à ce sujet, aucun renseignement écrit dans les papiers du feld-maréchal, il est toutefois utile de se rappeler que le général-major de Lentulus assista aux deux conférences et que, se rendant à Pressburg aussitôt après les entrevues de Klein-Schnellendorf, il a dû forcément en rendre un compte exact et détaillé. Il est possible cependant que Neipperg et lui aient attribué à l'acte même plus de valeur qu'au langage tenu par le roi; mais, en tout cas, il est presque impossible d'admettre que lord Hyndford, qui mit le cabinet de Saint-James au courant de tout ce qui s'était passé, ait gardé le silence à l'égard de son collègue de Vienne, Robin-

---

[1] Voici le texte exact de ce billet conservé aux archives particulières des comtes de Neipperg :

« Le colonel de Goltz au F.-M. comte Neipperg.

Le 12 octobre 1741.

J'ai oublié de vous dire que l'officier, qui reconnaîtra, le 15, le camp de Votre Excellence, détachera un capitaine et cinquante hussards chargés de refouler vos postes avancés.

Je prie Votre Excellence de donner des ordres pour que de son côté on détache un nombre égal d'hommes, afin que ces deux petites troupes puissent se cogner aussi longtemps que cela leur plaira. On ne devra les renforcer ni de votre côté, ni du nôtre, afin que l'affaire ne devienne pas sérieuse.....

P.-S. On me charge à l'instant de compliments pour Votre Excellence et l'on vous invite à donner les ordres nécessaires pour que le baron von Reisewitz et le baron von Frankenberg soient mis en liberté de suite, ou bien qu'ils nous soient rendus par le commandant de Neisse lors de la capitulation. »

son, surtout si l'on veut bien considérer qu'avant de quitter le château de Klein-Schnellendorf, Frédéric l'avait, en présence même de Neipperg, formellement chargé de correspondre avec la cour de Vienne et de l'inviter à préparer un traité de paix définitif que le roi voulait signer avant Noël.

Le mouvement de retraite de l'armée autrichienne commença dès le 10 par la mise en route sur la Bohême de deux régiments de hussards dirigés sur le corps du prince Lobkowitz, et, le 11, le feld-maréchal dut, à son corps défendant, rédiger les instructions qui allaient régler la mise en scène de la défense simulée de cette ville de Neisse qui avait si vaillamment et si énergiquement résisté l'hiver précédent aux attaques de l'armée prussienne.

Le 13 au matin, Lentulus, porteur du texte même de l'acte de Klein-Schnellendorf, de documents de toute espèce et d'une lettre adressée par le feld-maréchal au grand-duc, quittait le quartier général pour se rendre à Pressburg. De part et d'autre, on continuait à exécuter les mouvements combinés à l'avance et à donner les représentations dont on était convenu.

Jouant à merveille un rôle qui le servait si bien, Frédéric n'avait pas manqué d'écrire, le 14, de son quartier général de Lonczník à l'Electeur Charles-Albert de Bavière, une lettre dont les deux derniers paragraphes [1] sont un véritable chef-d'œuvre de machiavélisme.

Le même jour Neipperg recevait à Neustadt deux rescrits de la Reine qui, s'ils lui étaient parvenus avant le 9 octobre, auraient peut-être mis en question l'arrangement avec la Prusse et assurément exercé une influence considérable sur les conditions mêmes de cet accord, et dans lesquels il n'est pas difficile de retrouver la trace de l'effet produit par les renseignements apportés à Pressburg par le feld-maréchal-lieutenant comte

[1] « V. A. Electorale, lui disait-il, comprendra donc que mes opérations dépendent des mouvements que fera mon adversaire, que la nature du pays a une grande influence sur mes projets, que la question des subsistances m'arrête souvent, enfin qu'une campagne de onze mois est presque suffisante pour une armée qu'on vient d'arracher à l'oisiveté d'une longue période de paix. J'espère avoir avant peu à féliciter V. A. Electorale à l'occasion de la prise de Vienne et de Prague et des succès de ses armes auxquels je m'intéresse toujours vivement, et pouvoir lui exprimer la joie que me causera le choix unanime qu'on fera en sa personne de l'empereur le plus digne que notre patrie aura eu depuis Charlemagne. » (*Correspondance politique*, I, n° 557.)

Browne. Marie-Thérèse se méfiant, à bon droit, de la sincérité des intentions amicales et pacifiques de Frédéric, prescrivait à Neipperg, en tout état de cause, et tout en continuant de négocier avec Goltz, de ramener son armée sur Olmütz, d'y effectuer sa jonction avec le corps de Lobkowitz, soit pour opérer en Bohême, soit pour revenir ensuite sur Vienne [1].

Il n'y avait malheureusement plus rien à faire pour Neipperg, qui arriva le 24 à Olmütz avec son armée après avoir laissé le lieutenant-colonel de Levrier à Troppau et quelques petits détachements sur la frontière de Moravie.

Frédéric avait fait suivre la retraite des Autrichiens, d'abord par 2 bataillons, 11 régiments de dragons et 1 de uhlans, sous les ordres du général Truchsess qu'il fit rejoindre, le 18 et le 19, par le détachement du général Posadowsky, fort de 4 bataillons et de 2 régiments de cavalerie, pendant que le prince héritier, Léopold d'Anhalt-Dessau, se portait sur Neisse avec 13 bataillons, 12 escadrons, 20 canons de 12 livres et 2 de 24. Le roi en personne, après avoir fait prendre des quartiers d'hiver au reste de ses troupes, rejoignit, le 20 octobre, le corps de siège arrivé le 18 devant Neisse et établit son quartier général à Neunz.

Douze jours plus tard, Neisse ouvrait ses portes à Frédéric. Le siège *pro formd* et la défense simulée de cette forteresse avaient toutefois donné lieu à de tristes incidents, qu'il paraît difficile d'attribuer à l'inexpérience des artilleurs prussiens, à leur ignorance des qualités balistiques des pièces qu'ils servaient. Sans

---

[1] Marie-Thérèse avait ajouté de sa main à ce rescrit les phrases prophétiques suivantes : « Comme la situation violente où je me trouve n'a point d'autres ressources que dans les armes et que le seul corps que vous avez est capable de décider de mon sort et ça même encore ce mois, ainsi je vous recommande devant tout de presser votre départ et marche, mais de laisser autant pour amuser l'ennemi, *car ses intentions ne sont que tromperies et lenteurs exprès pour nous amuser*. Je souhaiterais même qu'avec la meilleure grâce du monde et dehors de confiance, vous pourriez partir sans rien conclure et le traîner, sans faire le marquer que c'est l'intention, au contraire, montrant du regret de ne l'avoir pu faire; mais je crains que tout sera déjà fini. Je ne sais que vous répéter toujours de vous point arrêter, car de la promptitude tout dépend. Et je me flatte qu'en trois semaines vous serez où le besoin le demandera. Browne est assez informé de tout, vous dira le reste et je suis toujours la même, me confiant toute en vous ». (*Archives particulières des comtes de Neipperg*, cf *Arneth*, IV,140.)

tenir le moindre compte des stipulations acceptées de part et d'autre, dès le 29 au matin les batteries prussiennes ne s'étaient pas bornées à battre les portes et les remparts de la place. On n'avait pu résister à la tentation de bombarder les églises et les maisons de la ville. Et, cependant, le même jour, le général prussien Walrave, chargé de la direction du siège, ne craignait pas de demander au lieutenant-colonel baron Krottendorf, commandant la place de Neisse « de ne pas faire tirer sur les quelques officiers prussiens qu'on apercevait de temps à autre, lorsqu'ils allaient visiter les batteries et parmi lesquels se trouvaient souvent le roi et les princes de Prusse ». Il s'engageait, en retour, « à épargner les maisons de la ville et à jeter beaucoup moins de bombes ». Malgré les belles promesses de Walrave, l'artillerie prussienne ne modifia pas son tir, et Krottendorf, voyant que, « comme si on l'eût fait de propos délibéré, presque toutes les bombes tombaient à l'intérieur de la ville et sur les maisons des rues les plus éloignées des remparts, écrivit à Walrave qu' « il n'y avait plus dans la ville une seule maison, une seule église qui fût à l'abri des bombes ». Il ajoutait qu' « on pouvait comprendre que pareil accident puisse arriver à des maisons situées tout près des remparts, mais que ce n'était pas, même en détruisant une ville de fond en comble, qu'on avait chance de hâter la capitulation d'une place ».

Un peu après deux heures, Frédéric, qui s'était trouvé chez le général Walrave, au moment où ce dernier recevait le billet de Krottendorf, faisait savoir au commandant de Neisse qu'il avait fait immédiatement porter à la batterie l'ordre « de ménager la ville autant que possible ». Le feu cessa en effet pendant près d'une heure; mais lorsque la batterie recommença à tirer à des intervalles, un peu plus espacés il est vrai, elle n'en continua pas moins à envoyer tous ses projectiles sur les édifices et les maisons de la ville.

Le lendemain 30, le colonel von Borcke, aide de camp du roi, somma la place de se rendre. En présence du refus motivé de Krottendorf, les batteries prussiennes se remirent à tirer de midi à cinq heures et bombardèrent, tout comme la veille, les maisons de la ville[1]. A sept heures du soir, l'artillerie du roi ouvrait

[1] Relation du siège de Neisse (*Archives particulières des comtes de Neip-*

encore une fois le feu et couvrait de ses projectiles les maisons situées au centre même de la ville. Grâce à ces procédés, qu'il nous semble inutile de qualifier, le roi de Prusse réussit à se faire remettre Neisse deux jours avant l'expiration du délai prévu par l'acte de Klein-Schnellendorf.

Le 2 novembre, la garnison autrichienne sortait de la place, se dirigeant sur Olmütz et de là sur Fratting.

L'Autriche avait scrupuleusement et fidèlement exécuté l'acte de Klein-Schnellendorf, tandis que Frédéric n'avait pas attendu la capitulation de Neisse pour enfreindre la convention, qu'il avait solennellement promis de respecter, en donnant, dès le 22 octobre, au prince héritier Léopold d'Anhalt-Dessau l'ordre d'entrer en Bohême à la tête d'un corps composé de 10 bataillons, 38 escadrons et 20 bouches à feu.

Le deuxième volume que vient de publier *la Section historique des Archives impériales et royales* s'arrête au moment où Frédéric II quitte son armée, le 23 novembre, pour se rendre à Breslau. Après avoir mis sous les yeux de ses lecteurs le prologue du grand drame qui venait de commencer, cette espèce de lever de rideau plus rempli d'événements politiques d'une incontestable gravité que d'opérations militaires d'une réelle portée, l'auteur s'est abstenu de tout commentaire et de toute appréciation, et a cru devoir réserver, pour l'un des volumes qui ne tarderont pas à paraître, l'exposé des faits qui ont permis à Frédéric d'occuper, presque sans brûler une amorce depuis la bataille de Mollwitz, les territoires si importants au point de vue stratégique, dont il poursuivait l'annexion, et l'examen des incidents qui lui ont fourni, avant la fin de l'année 1741, moins de trois mois après la signature de l'acte de Klein-Schnellendorf, les prétextes plus ou moins plausibles dont il avait besoin pour reprendre sa liberté d'action.

---

perg). Dans sa lettre à l'Electeur de Bavière, de Neisse le 2 novembre, le roi de Prusse lui disait : « A mon grand regret, les bombes ont fait des dégâts effrayants dans la ville ».

Il convient d'ajouter que le roi de Prusse avait aussitôt divisé la Silésie en deux districts : la basse Silésie qu'il avait confiée au gouverneur de Breslau, le général-lieutenant von der Marwitz, et la haute Silésie, placée sous le commandement du feld-maréchal comte Schwerin.

Si l'on a eu de bonnes raisons à Vienne pour nous faire attendre, jusqu'à l'achèvement total du grand travail qu'on y a entrepris, et qu'on saura y mener rapidement à bonne fin, les conclusions générales que les auteurs ne manqueront pas de tirer de l'ensemble des faits principaux de la *Guerre de la Succession d'Autriche*, nous n'avons, de notre côté, aucun motif pour adopter, nous aussi, une ligne de conduite dont nous comprenons les motifs et pour imiter la discrétion momentanée des officiers autrichiens. Nous aurions peut-être même hésité à retracer dès maintenant les événements qui se sont déroulés en Silésie pendant les derniers mois de l'année 1741 ; nous aurions probablement reculé devant la tâche délicate qui consiste à résumer et à caractériser l'attitude de Frédéric II pendant ce laps de temps, si nous n'avions pas eu à notre disposition le 6e volume de la nouvelle série des *Mittheilungen des K. und K. Kriegs Archivs*.

Aussi, au lieu d'attendre la suite de la publication de l'histoire de la *Guerre de la Succession d'Autriche*, afin d'assurer jusqu'au bout à notre aperçu le caractère d'impartialité absolue que nous recherchons par-dessus tout en des matières aussi délicates, nous avons cru bien faire en empruntant à ce travail quelques données déjà recueillies par le colonel von Duncker, données que la Section historique ne manquera pas d'utiliser et grâce auxquelles nous pourrons terminer d'une façon utile et intéressante l'examen de la première campagne du grand capitaine que Joseph de Maistre a si justement appelé *le Grand Prussien*.

L'acte de Klein-Schnellendorf n'avait, en réalité, satisfait aucun des deux adversaires et n'était pas en effet de nature à les satisfaire. Marie-Thérèse n'y avait donné son adhésion qu'à contre-cœur, après avoir vainement essayé de résister à la pression et aux supplications des vieux conseillers de la Couronne. Mais elle n'était pas femme à violer la parole donnée, à renier sa signature, et, quelques grands et légitimes que fussent ses regrets, elle s'empressa, non seulement d'assurer l'exécution complète de l'acte de Klein-Schnellendorf[1], mais de rompre les

[1] C'est à ces faits que se rapporte la lettre suivante de Neipperg à Goltz en date du 23 octobre : « Il m'arrive un courrier de Pressburg avec un paquet de lettres et un autre par adresse à M. de Levrier, lieutenant-colonel du régi-

négociations qu'elle venait d'entamer avec la France et la Bavière et de charger le général Lentulus, qui devait quitter Pressburg, le 24 ou le 25 octobre, de se rendre à Troppau et de discuter avec le colonel von der Goltz les conditions du traité de paix définitif.

Dès ce moment cependant, le roi de Prusse cherchait les moyens de se dégager. En effet, le même jour (23 octobre), Hyndford envoyait de son côté à Neipperg une lettre de Goltz dans laquelle le colonel se plaignait au nom du roi des indiscrétions commises par le comte Khevenhüller qui, de Prague, avait révélé au comte Wratislaw, ministre d'Autriche à Dresde, l'existence de l'acte de Klein-Schnellendorf[1]. En même temps, Neipperg recevait de Goltz un billet du même jour et dans lequel on relève la phrase suivante : « M. R (obinson) est dans le même cas que le comte K (hevenhüller) puisqu'il a mandé la même chose à M. Villers (ministre d'Angleterre à Dresde) qui n'en a pas fait de mystère. Jugez si nous pouvons être de bonne humeur[2]. »

---

ment de François-Lorraine à Troppau, sans doute de M. de Robinson pour mylord Hyndford qui sera chez vous ou à Breslau.

« *Sa Majesté la reine ne demande que de se réconcilier véritablement avec Sa Majesté le roi de Prusse pour l'avenir et à perpétuité, je vous le jure.*

« Le second et le troisième point de l'extrait tiré de mon paquet et que je joins ici pour le communiquer au roi en doit donner des preuves à Sa Majesté prussienne, et le paquet que je suppose pour mylord Hyndford, comme il est marqué ci-devant, en dira beaucoup plus et l'en convaincra davantage. On s'explique même touchant le secret qui sera gardé inviolablement de notre part et de ceux qui sont en place pour autant que Sa Majesté le roi le demande..... » (*Archives particulières des comtes de Neipperg.*)

[1] Dans sa lettre à lord Hyndford, Goltz, après avoir insisté sur la colère du roi, lui disait d'écrire à Neipperg et à la cour de Vienne pour obliger Khevenhüller à rétracter son indiscrétion et obtenir de la reine l'envoi à tous ses ministres à l'étranger d'une circulaire démentant péremptoirement les bruits relatifs à l'acte de Klein-Schnellendorf. Goltz ajoutait, il est vrai, qu'il importait de pousser la signature du traité de paix définitif : *Aut nunc, aut nunquam.* Il y avait à cela d'autant plus d'urgence que les alliés du roi lui faisaient tous les jours des offres plus avantageuses. Le colonel terminait sa lettre par cette phrase : « Vous voyez, milord, à quoi je m'expose pour l'amour de la bonne cause. J'espère que vous ne ferez pas mauvais usage de la confiance que je vous témoigne et je vous prie de me faire un mot de réponse au plus tôt. *Vous pouvez la donner à M. de Podewils en disant que je vous ai prié de me faire venir une montre d'Angleterre. Il ne faut rien dire à M. de Marwitz.* » (*Haus, Hof und Staats Archiv, Friedens acten*, p. 23 et *Correspondance politique*, I, 382.)

[2] *K. K. Kriegs Archiv*, Silésie, fasc. X, ad. 83 et *Archives particulières des comtes de Neipperg.*

Goltz se gardait, il est vrai, de dire à Neipperg ou à lord Hyndford que, comme le prouve un billet adressé par Sinzendorf à Bartenstein (*Haus, Hof und Staats Archiv, Friedens Acten*, fasc. 23), le roi s'était empressé d'adresser à tous ses ministres plénipotentiaires une circulaire dans laquelle il déclarait « qu'il n'était intervenu aucun arrangement entre la reine et lui ».

Le gouvernement autrichien parvint sans peine à ramener les faits à leurs justes proportions et à prouver, dans une dépêche du 29 octobre, que Khevenhüller n'avait fait part au comte Wratislaw que des bruits qui couraient à Prague et qu'il n'avait rencontré dans cette ville aucun des rares personnages qui avaient été mêlés aux négociations[1].

C'étaient, au contraire, les Autrichiens qui avaient de graves et sérieux sujets de se plaindre de la façon quelque peu cavalière dont les Prussiens enfreignaient les conventions de Klein-Schnellendorf. Des troupes prussiennes avait, en effet, poussé, le 21 octobre, vers Würbenthal et Lichtenwerden sur la route d'Engelsberg et de Freudenthal, et se rapprochaient insensiblement des frontières de la Moravie. La violation était tellement flagrante que Goltz fut forcé de reconnaître l'exactitude des faits, de les attribuer à un malentendu et d'affirmer qu'on avait donné des ordres sévères pour les empêcher de se reproduire à l'avenir[2].

Neipperg avait à peine obtenu gain de cause sur ce point, que des faits, bien autrement significatifs, lui étaient signalés d'autre part. Le lieutenant-colonel von Fontanelli, commandant la place de Glatz, lui mandait en effet par estafette que des hussards et des dragons prussiens commençaient à se montrer dans le comté de Glatz et que les cavaliers prussiens avaient ouvertement déclaré que leurs généraux avaient l'ordre de pénétrer en Bohême, en passant par le comté de Glatz. Neipperg ne voulant rien prendre sur lui, dans une occurrence aussi sérieuse, demanda le jour même (27 octobre) des instructions à Vienne[3].

---

[1] Marie-Thérèse à Neipperg (à Brünn), de Pressburg le 29 octobre 1741 (*Haus, Hof und Staats Archiv, Friedens-Acten*, fasc. 23).

[2] *Archives particulières des comtes de Neipperg.*

[3] Neipperg à la reine, Olmütz, 27 octobre 1741, *Archives particulières* des comtes de Neipperg.

Le prince héritier Léopold d'Anhalt-Dessau, dont le corps entra dans le comté de Glatz, le 25 octobre, avait cru, de son côté, utile de violer lui aussi le secret inviolable exigé par Frédéric, puisque les autorités de Glatz mandaient à Neipperg que « les troupes prussiennes, invoquant une convention qui allait être passée entre le feld-maréchal et la Prusse, réclamaient des quartiers et des vivres, et demandaient à être traitées en auxiliaires » *(preussische Truppen als auxiliar Völker ansehen)* [1].

En présence de ces faits, qui devaient forcément provoquer de légitimes réclamations de la part des Autrichiens, de l'envoi de la réponse de la reine, de l'annonce de l'arrivée imminente à Troppau du baron de Gillern, chargé par Marie-Thérèse de négocier le traité de paix définitif, il importait avant tout pour Frédéric de trouver le moyen de gagner du temps et de retarder l'échange et la transmission des correspondances.

Pareille chose n'était pas de nature à embarrasser le roi, et, le jour même, Goltz adressait à Neipperg le billet suivant :

« Ce 29 octobre 1741. — J'ai reçu la lettre dont Votre Excellence m'a honoré, avec l'extrait des trois articles. Le gros paquet à part a été envoyé par un exprès à M. Hyndford, auquel on parlera sur le tout. Je supplie Votre Excellence de lui adresser, à l'avenir, toutes les dépêches sans autre enveloppe que celle que je lui ai indiquée à Jägerndorf, puisque je ne serai pas présent à la Cour pendant l'hiver. »

Ce que Goltz se gardait bien de dire dans ce billet et ce que Neipperg n'apprenait que deux jours plus tard [2], c'est que le colonel avait été détaché par le roi auprès du prince Léopold d'Anhalt, en marche sur Glatz et la Bohême.

Les nouvelles relatives à l'apparition des troupes prussiennes dans le comté de Glatz avaient, comme de juste, causé à Pressburg autant de surprise que d'ennui. Cette violation flagrante des engagements pris au château de Klein-Schnellendorf, que la reine ne manque pas de relever dans ses lettres du 31 octobre [3] et contre laquelle elle ordonne à Neipperg de protester, tout en démontrant à Marie-Thérèse le peu de valeur que Frédéric

---

[1] *K. und K. Kriegs Archiv*, Silésie, 1741, X, ad. 101, *b, c, d, e.*
[2] *Haus, Hof und Staats Archiv, Friedens-Acten*, fasc. 23.
[3] *Haus, Hof und Staats Archiv, Friedens-Acten*, fasc. 23.

attachait à l'acte du 9 octobre, la décida à mettre tout en œuvre pour presser la conclusion d'un traité définitif et en règle destiné à remplacer une convention dont le roi ne Prusse affectait de ne plus tenir aucun compte.

Si nous nous bornions à reproduire ici le jugement si juste et si remarquable porté par M. le duc de Broglie sur le roi « qui trafiquait de son génie et de ses armées comme un commerçant de ses capitaux », on pourrait peut-être nous taxer avec lui de partialité; aussi, pour couper court à tout reproche de ce genre, nous avons cru bien faire en nous couvrant de l'autorité d'un des plus grands écrivains militaires de ce siècle, d'un des plus fervents admirateurs de Frédéric II, de Jomini[1] qui, parlant précisément de l'acte de Klein-Schnellendorf et glissant ensuite sur les faits que nous venons de citer, s'exprime en ces termes : « Il est évident qu'en rendant un service aussi signalé à Marie-Thérèse, Frédéric comptait surtout acquérir des titres à sa reconnaissance et en obtenir la cession qu'il désirait si ardemment ».

Mais les avantages immédiats que le roi avait retirés de l'acte de Klein-Schnellendorf ne lui paraissaient déjà plus suffisants. Pour être réellement maître de la Silésie, afin de pouvoir efficacement menacer à l'avenir la Bohême et l'Autriche, il lui fallait, non seulement être en possession de Neisse, mais mettre en même temps la main sur Glatz. Le roi avait évidemment de bonnes raisons pour oublier à ce moment que, dans la nuit du 26 au 27 septembre, il avait lui-même formellement déclaré à lord Hyndford « qu'il ne serait plus question de Glatz ». On fit donc la sourde oreille aux représentations que Neipperg[2] adressa à lord Hyndford et le feld-maréchal eut beau rappeler au diplomate anglais que la marche des Prussiens sur le comté de Glatz et sur la Bohême constituait une violation flagrante des engagements formels pris par le roi en leur présence. Ce fut en vain qu'il lui demanda d'amener Frédéric à rappeler en Silésie le corps du prince d'Anhalt.

Quelques jours plus tard, le 8 novembre, Neipperg adressait,

---

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, Introduction.
[2] Neipperg à lord Hyndford. Eybenschütz, 2 novembre 1741, *Haus, Hof und Staats Archiv Friedens-Acten*, fasc. 23.

au sujet de ces événements, une dernière réclamation à Goltz. Le colonel se contenta de lui répondre qu'il ferait parvenir sa lettre au roi dès le lendemain et lui répéta à nouveau que, éloigné de la Cour, il conseillait au feld-maréchal de tout faire passer désormais par l'intermédiaire de lord Hyndford[1].

Il s'était, du reste, passé pendant ce temps des événements autrement graves et qui, en prouvant manifestement le revirement qui s'était produit dans les idées de Frédéric depuis la conférence de Klein-Schnellendorf, mettent en pleine lumière le scepticisme politique et la mobilité calculée des résolutions du roi.

Le 1er novembre, au moment où Neisse allait ouvrir ses portes, la Prusse adhérait au traité de partage des États autrichiens, que la Bavière et la Saxe avaient conclu, le 19 septembre, à Francfort-sur-le-Mein, et signait, le 4 novembre, à Breslau, un traité d'alliance avec l'Électeur Charles-Albert, auquel Frédéric promettait d'accorder sa voix. Du reste, Frédéric ne s'était engagé qu'à bon escient et qu'après s'être fait préalablement donner des gages et des garanties: « Je dois aussi remercier Votre Altesse Électorale écrivait-il de Neunz, le 28 *octobre*, à l'Électeur de Bavière, des facilités qu'Elle a voulu porter à l'affaire de Glatz. Elle me rend, par cette seigneurie, la clef de ma maison, qui ne lui était d'aucun usage et dont je lui conserverai à jamais une éternelle reconnaissance ».

Il est, en tout cas, curieux de remarquer que la date de cette lettre à l'Électeur de Bavière coïncide précisément avec le commencement du bombardement de Neisse, avec les premières démarches tentées par le roi afin de décider le lieutenant-colonel

---

[1] Neipperg à Goltz, Fratting, 8 novembre et Goltz à Neipperg. Jung-bunzlau, 11 novembre, *Archives particulières* des comtes de Neipperg. A ce propos il est utile de faire remarquer que, pendant que Goltz rompait pour ainsi dire toutes relations avec les Autrichiens, les Prussiens continuaient à tirer parti de l'espèce de trêve tacite dont ils se servaient si habilement. Le 19 novembre, un lieutenant prussien accompagné d'un trompette et porteur d'une lettre du feld-maréchal comte Schwerin, en date du 12, était venu de Neisse jusqu'au quartier général du prince Lobkowitz à Kardasch-Retschitz pour demander la mise en liberté du comte Arco. Cet officier avait traversé toute la Moravie et avait eu tout le loisir de recuillir toutes sortes de renseignements topographiques et militaires. (*K. und K. Kriegs Archiv.* Silésie, 1741, fasc. 69 et 72.)

von Krottendorf à lui livrer la place avant l'expiration du délai convenu à Klein-Schnellendorf.

Pendant ce temps, on continuait encore à croire, à Vienne, à la possibilité d'une entente définitive avec Frédéric; on y croyait même d'autant plus, que l'on savait que lord Hyndford avait reçu de son gouvernement l'ordre de hâter la signature du traité de paix entre l'Autriche et la Prusse. Il est juste d'ajouter que, malgré tous ses efforts, lord Hyndford n'avait pu obtenir une réponse catégorique de Frédéric. Le roi avait d'ailleurs manœuvré avec tant d'habileté que ce fut seulement le 28 novembre, et à Berlin même, après avoir reçu quelques heures auparavant la nouvelle de la prise de Prague, qu'il autorisa Hyndford à lui soumettre toutes les pièces, tous les mémoires que ce diplomate avait vainement essayé de lui communiquer depuis plus d'un mois[1]. Le roi s'était, du reste, hâté de déclarer à Hyndford qu'il ne lui ferait connaître son avis et ses résolutions que le 25 décembre.

Il faut reconnaître toutefois que l'on aurait pu sans trop de peine découvrir les véritables intentions du roi. La mise en route du corps du prince d'Anhalt, l'attitude prise par la Prusse dès le lendemain de la capitulation de Neisse et du consentement donné par la Bavière à la cession du comté de Glatz, les exigences croissantes et les actes mêmes des officiers et des soldats de Frédéric dans leurs quartiers[1] n'auraient dû laisser subsister aucun doute et prouver aux généraux et aux diplomates autrichiens que le roi était de plus en plus décidé à ne tenir aucun compte de l'acte de Klein-Schnellendorf.

Mais cet acte de Klein-Schnellendorf, que Marie-Thérèse s'était efforcée de tenir secret et dont elle avait assuré l'exécution avec une rigoureuse exactitude, avec le sentiment si élevé, ridicule peut-être aux yeux d'un adversaire aussi peu scrupuleux, qu'elle avait de la justice de sa cause et de la valeur incontestable de ses droits, n'était pas encore dénoncé. Esclave de sa parole, la reine de Bohême et de Hongrie se croit donc, à bon droit, liée à l'égard de Frédéric. Pour elle, l'acte de Klein-Schnellendorf n'est pas un armistice momentané, une simple suspension d'armes.

---

[1] Note de Robinson. Pressburg, 9 décembre 1741 (*Haus, Hof und Staats Archiv*).

Marie-Thérèse qui, pour nous servir des termes mêmes que M. le duc de Broglie a employés pour la dépeindre, « ne voulait qu'une chose à la fois, mais ne la perdait jamais de vue », n'avait consenti au sacrifice qu'on avait eu tant de peine à lui arracher, que parce qu'en autorisant Neipperg à donner Neisse et la Silésie en pâture à l'ambition de son adversaire, elle croyait fermement signer les préliminaires d'un traité de paix définitif, dont la conclusion lui paraissait d'autant plus certaine, qu'elle était pour le moment encore loyalement secondée par l'Angleterre, par Georges II, qui, préoccupé de ses possessions continentales du Hanovre, voulait à tout prix mettre fin à la lutte sur le point de s'envenimer entre la Prusse et l'Autriche.

Le cabinet de Saint-James n'avait pas encore entrevu la possibilité du renversement des alliances qui ne germera, d'ailleurs, que quinze ans plus tard dans l'esprit inventif et intéressé de Frédéric et qui aboutira alors au traité de White-Hall. Puissance protestante, l'Angleterre ne pouvait d'ailleurs témoigner à la Prusse qu'une hostilité apparente, passagère, toute de circonstance, et, pour l'instant du moins, elle prêtait à Marie-Thérèse un concours d'autant plus réel, qu'elle avait un double intérêt à voir son intervention couronnée de succès. Si sa médiation aboutit, comme Walpole, lord Hyndford et Robinson se flattent de le croire pendant la deuxième quinzaine d'octobre et le mois de novembre 1741 ; comme Marie-Thérèse, le grand-duc de Toscane, Bartenstein, Sinzendorff et les autres conseillers de la cour d'Autriche l'espèrent et le désirent, l'Angleterre en bénéficiera d'autant plus qu'elle n'aura ni subsides, ni troupes auxiliaires à fournir, et qu'elle pourra tourner librement ses efforts et son attention contre la France et l'Espagne.

Frédéric était trop habile et trop fin pour négliger de tirer profit d'une situation aussi avantageuse pour lui. N'osant pas toutefois jeter prématurément le masque, certain d'autre part de voir ses adversaires de la veille et du lendemain faire preuve d'une condescendance et d'une mansuétude dont les conséquences leur paraissent d'autant moins dangereuses qu'ils se croient à la veille d'une entente durable, il encourage, ou du moins il tolère, les excès dont ses généraux et ses officiers sont les auteurs ou les complices.

Trois rapports adressés au feld-maréchal comte Neipperg, par le lieutenant-colonel de Levrier, qui commande à Troppau, sont là pour en faire foi.

La première lettre est du 27 novembre : « Ils (les Prussiens) recrutent considérablement partout et vont jusque dans le duché de Teschen. Il est vrai que ce n'est pas ouvertement et qu'ils ne paraissent pas y employer la violence. Mais l'argent, l'adresse et les ruses les font parvenir aux mêmes fins. Ils maltraitent leurs hôtes dans leurs quartiers et c'est sans doute pour obtenir leur nourriture particulière, que je sais qu'ils se font donner dans plusieurs endroits. Ils ne sont pas autorisés à le faire, mais cela paraît leur être bien toléré...

« ... Comme ces *messieurs* (*les Prussiens*) *continuent toujours à parler de l'intelligence qu'il y a entre les cours*, ils agissent en conséquence. »

Le 10 décembre, Levrier signale des faits encore plus graves, mais il est vrai que le temps a marché, qu'on approche de plus en plus du moment où le roi va faire connaître ouvertement les intentions qu'il a essayé de cacher jusque-là : « Les Prussiens, écrit-il, ne gardent plus de mesure dans leur façon de recruter, ils n'ont égard à rien, pas même au duché de Teschen qui, cependant, n'est pas compris dans les contributions de la haute Silésie ». Enfin, huit jours plus tard, Levrier constate, à la date du 18 décembre, qu'ils en arrivent à la violence et qu'on ne doute plus guère de leurs projets ultérieurs. Il mande à Neipperg qu' « ils enlèvent aussi partout de force tous les jeunes gens du pays et en prennent même de douze à treize ans. Ils présument qu'ils vont s'emparer de cet endroit et qu'ils pourraient passer en Moravie [1] ».

C'était là, on doit le reconnaître, une singulière façon de respecter les engagements stipulés à Klein-Schnellendorf et l'on peut, à bon droit, supposer qu'en agissant de la sorte le roi de Prusse espérait lasser la patience de l'Autriche, amener Marie-Thérèse à un éclat et à une rupture. Jusqu'au 3 décembre, il avait en effet si bien réussi à éconduire lord Hyndford, que le diplomate anglais n'avait même pas pu, pendant tout ce temps, parvenir à

---

[1] *Archives particulières* des comtes de Neipperg.

nformer officiellement Frédéric de la mission confiée à Gillern [1].

Le roi comprenait bien d'ailleurs qu'un pareil état de choses ne pouvait plus se prolonger. Le 8 décembre il donna au prince héritier Léopold d'Anhalt l'ordre de pousser son infanterie en Bohême et de se relier avec le feld-maréchal Schwerin auquel il prescrivit en même temps d'occuper Troppau et les districts de Moravie les plus rapprochés de la frontière.

Le 13, Frédéric jetait complètement le masque. Raesfeld, son ministre à La Haye, l'ayant informé que le baron von Burmania, ministre de Hollande à Vienne, parlait à son gouvernement de l'existence d'un armistice et de la conclusion probable et prochaine d'un traité de paix entre l'Autriche et la Prusse, le roi fit aussitôt annoncer dans tous les journaux, qu'il venait d'envoyer aux 25 escadrons qu'il avait en Bohême, l'ordre de marcher contre l'ennemi, de concert avec les troupes françaises, bavaroises et saxonnes [2]. Dès le 19 décembre, Schwerin somma Levrier d'évacuer Troppau. Les troupes prussiennes y entrèrent le 20, pendant que le lieutenant-colonel de Levrier et ses 403 hommes se retiraient par Gräz et Fulneck sur Meseritsch.

Gillern avait, sur les conseils de Levrier, quitté Troppau le 18. Arrivé le 20 à Olmütz, où il était encore exposé à être enlevé par les Prussiens, il se rendit presque aussitôt à Brünn. Ce fut de cette ville que Gillern, qui venait de recevoir, le 28 décembre, le courrier envoyé à Vienne par lord Hyndford, fit connaître à Neipperg l'insuccès définitif des démarches du médiateur anglais et la capitulation d'Olmütz, qui avait ouvert ses portes aux Prussiens le 27 décembre. Le roi de Prusse avait poussé la prudence et la ruse jusqu'au bout, et comme Gillern le fait remarquer dans sa lettre, afin d'être plus sûr que les Autrichiens ne seraient pas mis officiellement et formellement au courant des opérations de ses troupes, Frédéric n'avait pas hésité à faire intercepter les deux lettres que lord Hyndford avait adressées à Gillern, à la date des 15 et 19 décembre [3].

---

[1] Lord Hyndford au baron de Gillern, Berlin, 3 décembre (*Archives particulières* des comtes de Neipperg) et Gillern à la reine et à Neipperg, Troppau, le 18 décembre (*Archives particulières* des comtes de Neipperg).

[2] *Correspondance politique*, I, n° 628.

[3] Gillern à Neipperg, Brünn, 28 décembre 1741 (*Archives particulières* des comtes de Neipperg) et lord Hyndford au baron de Gillern :

C'était là, de la part du roi de Prusse, une singulière façon de respecter la parole donnée, d'entendre la reconnaissance envers la fille de celui qui l'avait sauvé des fureurs de son père, et d'observer la recommandation suprême de Frédéric-Guillaume Ier. Mais tout disparaissait devant les résolutions raisonnées, quoique rapides, de cette ambition calculatrice et froide, au service de laquelle il sut mettre, dès la première année de son règne, les combinaisons subtiles et audacieuses de la politique sans scrupule qui, au moins autant que les ressources de son génie militaire, devait assurer la grandeur et le triomphe de celui que Marie-Thérèse appelait, non sans raison, « *le méchant homme de Berlin* ».

Si l'on recherche, et la chose en vaut assurément la peine, les raisons pour lesquelles Frédéric s'est décidé à rompre et à déchirer l'acte de Klein-Schnellendorf, on ne tardera pas à reconnaître qu'il serait puéril d'attribuer la cause de ce revirement aux indiscrétions plus ou moins graves, réelles ou supposées, que le roi affecte de reprocher aux Autrichiens.

La principale de ces accusations frappe la veuve même de Joseph Ier, l'impératrice Amélie [1]. Mais la belle-mère des Electeurs de Bavière et de Saxe ne jouait plus aucun rôle, était même prudemment tenue à l'écart à la cour de Vienne. Il est actuellement manifestement établi par des documents plus incontestables les uns que les autres, que le bruit d'un arrangement prochain et probable entre Frédéric et Marie-Thérèse, s'était répandu dans les capitales de l'Europe. Les diplomates prussiens eux-mêmes en avaient parlé. On avait connaissance de cette

---

« Berlin, 24 décembre 1741.

« Je me suis donné l'honneur de vous écrire le 15 et le 19 du courant ; dans la première du 15 je ne vous ai donné que fort peu d'espérance de la réussite de notre négociation, et dans la dernière je vous ai dit qu'elle était entièrement rompue, dont je vous ai prié d'avertir M. le comte de Neipperg, afin qu'il sut prendre ses mesures là dessus. Celle-ci vous sera rendue par mon courrier et je vous prie, Monsieur, d'avoir la bonté de m'informer si les deux autres du 15 et du 19 vous ont trouvé à Troppau. J'envoie la réponse du roi de Prusse à la lettre du comte de Nesselrode par ce courrier, à M. Robinson, afin qu'il la rende au comte. Si je vous suis utile en quelque chose ici, j'espère que vous me ferez l'honneur de commander ». (*Archives particulières* des comtes de Neipperg.)

[1] Voir UNZER, la *Convention de Klein-Schnellendorf*, p. 93.

rumeur en Silésie et dans les différents camps de l'armée prussienne. Toute l'argumentation invoquée par Frédéric repose uniquement sur deux communications, en réalité bien vagues en présence d'un fait si important, faites par l'impératrice Amélie à sa fille et consignées dans le journal de l'Electeur de Bavière, du futur empereur Charles VII[1]. Du reste, comme le fait si justement remarquer le colonel von Duncker, comment admettre que, si l'impératrice Amélie a commis, à l'égard de l'Electeur de Bavière, les indiscrétions qu'on lui reproche, Bünau, le ministre, de son autre gendre, l'Electeur de Saxe, qu'elle voyait et recevait souvent, n'ait obtenu de l'impératrice aucune confidence et n'ait pu parvenir à lui arracher la confirmation des rumeurs qui circulaient. Et cependant l'impératrice n'ignorait pas que la

---

[1] On trouve dans le *journal* de l'empereur Charles VII, relatif à la guerre de la Succession d'Autriche, publié en 1883 par Heigel, p. 24 et 25, d'après le manuscrit original existant à Munich, ces deux seules phrases, bien insignifiantes en vérité : J'ouvre les lettres de la poste de Vienne et j'y ai trouvé, même dans une de l'impératrice, que le roi de Prusse devait avoir fait sa paix avec la grande-duchesse », puis « l'impératrice écrivit à sa fille que la paix avec ce roi était faite, et toutes les lettres de Vienne et de Silésie confirmèrent la même chose ». Mais il est juste de faire remarquer que Seckendorf, écrivant le 15 novembre 1741, sa relation au duc de Saxe-Cobourg-Gotha, lui disait : « Il est certain que la plus grande partie *des ministres d'ici* ne savent pas où l'on en est avec la Prusse et, si jamais chose a été tenue secrète, c'est assurément la convention passée entre cette cour et celle de Prusse ». (*Haus, Hof und Staats Archiv*, fasc. 17.)

La reine n'a pas manqué d'ailleurs de protester plus vivement et plus officiellement encore contre l'indiscrétion qu'on lui reprochait. Voici textuellement ce qu'elle déclarait le 21 janvier 1742 dans le document qui a pour titre : *Mémoire ostensible* pour lord Hyndford :

« On a surpris le roi de Prusse en lui donnant à connaître que la cour de Vienne n'avait pas gardé le secret stipulé au sujet de l'acte du 9e d'octobre. passé. Il était très naturel qu'après les circonstances qui ne pouvaient être cachées au public, le bruit d'un accommodement amiable se répandit partout Mais ni la reine de Hongrie, ni ses ministres, n'y ont assurément donné aucune occasion. Ils ne connaissent pas les finesses qu'on leur attribue. *Et on pourrait aisément démontrer que les ministres prussiens en ont fait les premiers et plus de mention que ceux de la reine*, qui, bien loin d'en être avertis par leur cour, en reçurent l'ordre très exprès de s'abstenir de tout commerce avec ceux du roi de Prusse, conformément au désir que ce prince avait donné à connaître. Et même, après tout ce qui s'est passé depuis, la cour de Vienne fait encore le plus grand mystère de l'acte susdit, dans l'espérance que Sa Majesté prussienne voudra non seulement mettre fin aux exactions immenses que ses troupes tirent des pays de la reine et à tout ce qui est contraire à l'acte souvent mentionné, mais de plus devenir le généreux libérateur de sa patrie du joug étranger ». (*Haus, Hof und Staats Archiv*, Z. III, 23, K. 2.)

conclusion de l'entente, entre Frédéric et Marie-Thérèse, était une question d'autant plus vitale pour la Saxe qu'il importait au roi Auguste de savoir à quoi s'en tenir à ce propos, afin de pouvoir régler sa conduite en connaissance de cause. De plus, si l'on n'avait pas été décidé à Vienne à garder le secret le plus absolu, on aurait cédé aux instances réitérées de Neipperg et l'on n'aurait pas défendu à Ignace von Koch, membre du conseil aulique de la guerre, envoyé à Francfort-sur-le-Mein, pour s'y aboucher avec Belle-Isle, de faire la moindre allusion aux négociations entamées avec la Prusse [1].

Il suffit, du reste, de laisser la parole à Frédéric lui-même, pour voir que le roi n'avait jamais songé sérieusement à tenir ses engagements. On lit, en effet, à la page 240 de l'*Histoire de mon temps* (édition Posner, 1746), cette phrase bien significative : « C'est pourquoi je consentis à cette suspension d'armes, prévoyant d'avance que l'indiscrétion des ministres autrichiens me fournirait *un prétexte légitime pour rompre cette trêve lorsque je le trouverais à propos.* »

On trouva évidemment cet aveu trop compromettant puisqu'on lui substitua, en 1775, la rédaction suivante, qui ne fait, du reste, qu'atténuer le rôle de Frédéric sans fournir d'autre explication de sa conduite : « La reine de Hongrie, y lit-on, était au bord du précipice; une trêve lui donnait le moyen de respirer et *le roi était sûr de la rompre quand il le jugerait à propos*, parce que la politique de la cour de Vienne la pressait de divulguer ce mystère » (page 199).

On voit donc que l'intérêt seul a dicté au roi ce revirement subit, mais parfaitement explicable. L'acte de Klein-Schnellendorf, comme nous l'avons dit, ne concédait à Frédéric que la basse Silésie et Neisse; et il s'en contentait à ce moment parce qu'aux termes du traité signé à Francfort, le 19 septembre, entre la Bavière et la Saxe, Glatz devait, lors du démembrement des

---

[1] Marie-Thérèse à Koch, Pressburg, 14 octobre 1741 : « Défense de parler de la paix avec la Prusse parce que le roi veut la tenir secrète et continuer une guerre simulée. Bien que ce ne soit pas chose facile, il faut veiller soigneusement à ce que rien ne transpire de notre côté. Pendant ce temps tu devras t'abstenir de rien conclure avec Belle-Isle et tu t'arrangeras de façon à trouver un prétexte plausible pour rompre les négociations et revenir ici ». (*Haus, Hof und Staats Archiv, Kriegs-Acten*, fasc. 134).

États autrichiens, devenir la propriété de la Bavière. Mais, à la date du 31 octobre, la situation avait changé du tout au tout. L'Electeur abandonnait Glatz à Frédéric. Aussi la ligne de conduite que suivra Frédéric est désormais toute tracée. Maintenant que ses alliés lui reconnaissaient la possession de territoires que Marie-Thérèse avait refusé de lui abandonner, son choix ne pouvait être douteux et son intérêt même s'opposait à la conclusion, sur les bases posées à Klein-Schnellendorf, d'un traité définitif avec l'Autriche.

Pendant cette première campagne, comme pendant toute la durée de son règne, si long et si glorieux, Frédéric n'a jamais eu qu'un seul guide, son intérêt; et c'est cet intérêt qui, en 1741, l'a poussé d'abord à accepter l'acte de Klein-Schnellendorf, puis à s'en dégager. Son programme consiste, comme il l'écrit du camp de Strehlen, le 15 août, au prince Léopold d'Anhalt-Dessau, à déloger l'ennemi au plus vite de la Silésie et à s'emparer de Neisse; le 4 septembre, il se croit déjà en mesure de déterminer le temps qu'il lui faudra pour faire tomber Neisse « dont il pense venir à bout en quatorze jours » et d'annoncer à Valory qu'il se rendra ensuite maître de Glatz. Mais le roi de Prusse ne tarde pas à s'apercevoir que la réalisation de son programme sera plus difficile et plus longue qu'il ne se l'était figuré. Il se rappelle alors que la place de Neisse a déjà tenu bon contre l'attaque de vive force tentée au début de la campagne et, pour être plus sûr d'en venir à bout avant l'approche de la mauvaise saison, le 8 septembre, pendant que le général-lieutenant von Kalckstein exécute son mouvement vers Neisse, Frédéric, qui a moins que jamais abandonné l'idée de se rendre « maître de cette place en quatorze jours » se décide tout à coup à entamer, avec lord Hyndford, des négociations qu'il tient par-dessus tout à cacher à tout le monde et qu'il ne confie, pour cette raison, qu'à son aide de camp Goltz. Il est, par suite, facile de s'expliquer les causes de l'attitude et les motifs secrets de la conduite du roi de Prusse. En tenant soigneusement Podewils et les diplomates à l'écart de ces négociations, Frédéric veut en réalité donner à ces pourparlers un caractère spécial, l'apparence de conférences militaires.

Si ces entrevues n'amènent aucun résultat, il pourra toujours prétendre qu'il n'y avait en tout cela qu'une ruse de guerre. Si elles aboutissent, elles lui vaudront, en tous cas, la possession de la Silésie et de ses places, entraînant sans coup férir, sans effusion de sang et sans risque aucun pour lui, la retraite de l'armée de Neipperg. Il lui semble, non sans raison, qu'en procédant de la sorte il se débarrassera de l'armée autrichienne, qui se tient devant lui et qui s'est reformée et renforcée depuis Mollwitz, beaucoup plus sûrement et beaucoup plus rapidement que s'il lui faut attendre, pour réaliser sans trop de peine son programme et son plan, le moment où les progrès des Franco-Bavarois et leur marche sur Vienne obligeront Marie-Thérèse à lui laisser le champ libre et à rappeler son armée au secours de sa capitale.

Ces pourparlers et la convention même de Klein-Schnellendorf étaient tout à l'avantage du roi. On ignorait et en tout cas on pouvait expliquer ou nier des conférences conduites exclusivement par des militaires, on exigeait le secret absolu sur l'acte de Klein-Schnellendorf, on empêchait Neipperg de renforcer Neisse, on s'épargnait la peine d'en faire le siège, on s'installait tranquillement en Silésie sans avoir besoin de se garder, sans avoir désormais rien à craindre des coups de main de la cavalerie autrichienne.

Mais si Frédéric n'avait éprouvé aucun scrupule à traiter d'abord avec la reine de Hongrie à l'insu de ses alliés, puis à violer la parole qu'il avait engagée, il faut croire cependant que, malgré toutes les ressources et toutes les subtilités de son esprit, il ne parvint pas à découvrir un seul argument plausible, justifiant ou expliquant seulement l'évolution qu'il venait d'exécuter, puisque, parlant dans l'*Histoire de mon temps* de l'acte de Klein-Schnellendorf et de ses conséquences, il se borne à en dire : « Cette matière est délicate. La démarche du roi était scabreuse ».

L'histoire sera probablement moins indulgente et tout porte à croire qu'elle donnera la préférence aux arguments et aux remarques que Marie-Thérèse fit consigner dans le *Mémoire secret* envoyé de Vienne, en chiffres, à lord Hyndford, le 21 janvier 1742 :

« La Reine a payé bien cher la confiance qu'elle a mise dans les engagements énoncés par l'acte du 9 octobre passé. Ses inté-

rêts et ses sujets en ont extrêmement souffert. Si la ville de Neisse n'avait pas été rendue, si la montagne de la haute Silésie et les avenues de la Moravie avaient été gardées, comme il aurait été possible de le faire sans trop diminuer l'armée qui marchait vers la Bohême, on ne serait pas dans le cas où l'on est à présent.

« On le remarque, non pour se plaindre mais pour fonder le soin extrême qu'on doit avoir d'éviter de semblables inconvénients dans l'avenir.

« Cette confiance a, du moins, beaucoup avancé et facilité l'extension des troupes prussiennes dans les Etats de la Reine, extension qui entraîne la ruine totale de ses Etats et de leurs habitans. Il n'y a sortes d'excès que ces troupes n'y commettent. Elles tirent des cercles seuls qu'elles occupent, autant que la Reine tirait de tout le royaume et le double ou même triple de ce que les terres y rapportent par an. Il en est de même de la partie de la Moravie où elles sont entrées, et on enlève même par force en Bohême les hommes les plus propres à porter les armes. [1] »

Marie-Thérèse, malgré sa jeunesse et son inexpérience, avait mieux jugé la situation que les diplomates les plus rompus aux finesses de leur métier, que les Bartenstein et les Sinzendorf. Elle avait compris qu'une parole donnée, qu'un engagement solennellement accepté ne pouvaient guère gêner un roi qui ne connaissait que son intérêt. Elle avait eu le pressentiment des événements qui allaient se produire, elle n'avait jamais cru que ces concessions, qu'on ne lui avait arrachées qu'après une si longue résistance, que les sacrifices qui faisaient saigner son cœur, n'assureraient à ses sujets ni la paix, ni même la neutralité bienveillante de la Prusse.

Seule, sans appui, sans argent, presque sans armée, sans autre guide que le sentiment des droits qu'elle est chargée de défendre et des devoirs que son rang lui impose, inaccessible aux découragements et aux défaillances dont son entourage donne le lamentable spectacle, elle oppose une admirable énergie au torrent qui fond sur elle, et trouve dans la confiance qu'elle fait passer dans l'âme de ses peuples, dans l'enthousiasme qu'elle

---

[1] *Haus, Hof und Staats Archiv*, Z. 23, K. 2.

leur inspire, le moyen de sortir victorieuse d'une lutte désespérée, d'une lutte dont elle soutient presque seule le poids pendant près de huit années jusqu'au jour où, comme le dit Jomini[1], « la paix d'Aix-la-Chapelle met un terme à cette guerre, si pompeusement entreprise, si sottement conduite et si singulièrement terminée ».

Ce ne sera pas d'ailleurs un des moindres titres de gloire de Marie-Thérèse d'avoir su apprécier et comprendre nettement, dès le début de cette première campagne, l'importance et la gravité de cette grande querelle, point de départ de la rivalité des Hohenzollern et des Habsbourg.

Du reste, la Reine, avec cet instinct particulier aux femmes supérieures, n'avait pas eu besoin d'autant de temps que ses ministres pour juger le caractère de Frédéric et pour deviner ses véritables projets. La lettre qu'elle écrivait à Neipperg, le 11 octobre, avant d'être informée de la signature de l'acte de Klein-Schnellendorf, en fournit la preuve la plus irréfutable. « *Ses intentions, disait Marie-Thérèse, ne sont que tromperies et lenteurs exprès pour nous amuser*. Je souhaiterais même qu'avec la meilleure grâce du monde et dehors de confiance, vous pourriez partir sans rien conclure[2]. »

Et cependant il est bien évident que Marie-Thérèse n'avait pas encore reçu à ce moment le rapport, envoyé par Neipperg, d'Olmütz, le 24 octobre 1741, au grand-duc de Toscane-Lorraine, et auquel était jointe la fameuse lettre trouvée sur un postillon prussien, enlevé le 18 mai, près de Grottkau, par des hussards autrichiens. Cette lettre, datée du camp de Mollwitz, le 12 mai, adressée par Frédéric à Podewils, était accompagnée d'un exposé de Schmettau sur la situation en Europe et se terminait par cette phrase caractéristique : S'IL Y A À GAGNER A ÊTRE HONNÊTE HOMME, NOUS LE SERONS, ET S'IL FAUT DUPER, SOYONS DONC FOURBES[3].

Malgré tous nos efforts nous craignons de n'être pas parvenus à mettre suffisamment en relief les renseignements si nouveaux, si intéressants, si curieux, contenus dans le deuxième volume de l'œuvre magistrale à laquelle on travaille à Vienne avec autant

---

[1] Jomini, Introduction au *Traité des grandes opérations militaires*.
[2] *Haus, Hof und Staats Archiv, Friedens-Acten*, fasc., 23.
[3] *K. und K. Kriegs Archiv*, Silésie, 1741, fasc. X. n° 79.

d'ardeur que d'intelligence, sous la direction d'un homme aussi éminent que le feld-maréchal-lieutenant de Wetzer. Grâce à l'impulsion que le général a réussi à donner aux travaux des officiers placés sous ses ordres, on doit s'attendre à voir la Section historique des Archives Impériales et Royales achever, dans un temps relativement court, la publication des volumes consacrés à la guerre de la Succession d'Autriche. Aussi, pour peu qu'on songe au remarquable esprit de suite et de méthode, qui n'est pas l'une des moindres qualités de cette Section historique à laquelle la littérature militaire doit déjà tant de remarquables publications, il est permis d'espérer que le feld-maréchal-lieutenant de Wetzer ne s'arrêtera pas en si bon chemin et qu'il tiendra à compléter, par une étude approfondie de la guerre de Sept ans, la grande œuvre de réparation historique à laquelle il aura la gloire d'avoir attaché son nom.

Plus que personne au monde, nous sommes directement intéressés à voir la lumière se faire, aussi complète que possible, sur cette période dont l'étude s'impose à nous d'une façon d'autant plus impérieuse qu'on peut en déduire une quantité d'enseignements précieux qu'il nous importe de méditer, si nous voulons éviter de commettre à nouveau les fautes dont les conséquences pèsent encore si lourdement et si cruellement sur nous.

Tous nos malheurs, tous nos désastres, toutes les blessures dont nous souffrons aujourd'hui et qui peut-être seront bien longues à se fermer complètement, datent de cette triste époque et ne sont que les conséquences de nos erreurs politiques et militaires.

Vers le milieu du siècle dernier, nous nous sommes acheminés vers Rossbach avec la même insouciance, avec le même aveuglement qui devaient, un peu plus de cent ans après, nous conduire à Sedan et nous coûter l'Alsace et la Lorraine.

Louis XV, ses ministres, ses favorites, ses courtisans, n'ont-ils pas été les premiers artisans de la grandeur de la Prusse! N'est-ce pas à eux que l'on devrait à bon droit faire porter, au moins en grande partie, la responsabilité des luttes sanglantes et néfastes que nous avons eu à soutenir. N'est-ce pas leur politique insouciante, funeste, aveugle, qui a aidé la Prusse à forger les armes qu'elle devait tourner contre nous, encouragé et soutenu ses premiers pas, facilité sa formation, favorisé ses agrandissements.

N'est-ce pas cette politique qui, non contente de ces erreurs que le cours des ans devait rendre irréparables, nous a épuisés dans des guerres sans raison et sans issue, a laissé le champ libre à l'Angleterre et lui a permis de nous arracher cet empire colonial qui fait aujourd'hui sa richesse et sa force. Ne sont-ce pas enfin, les fautes et les erreurs de cette politique incohérente, qui nous valent de trouver, toujours et partout, prêtes à profiter à tout instant de nos faiblesses, de nos embarras, de nos dissensions, de nos revers, deux puissances redoutables, dont l'hostilité séculaire ne s'est jamais démentie depuis lors : l'Angleterre et la Prusse.

Un siècle s'est écoulé, depuis lors, mais sans modifier la situation à notre avantage. Nous avons moins que jamais le droit de commettre des fautes et, plus qu'à aucune autre époque, il nous faut à tout prix profiter des grands enseignements de l'histoire, méditer attentivement le programme du grand Frédéric, ce programme dont ses successeurs ont poursuivi le développement et la réalisation avec tant de persévérance et d'acharnement, ce programme qui, dès le premier jour, a tendu, plus encore qu'à l'abaissement de l'Autriche, à l'affaiblissement et à l'humiliation de la France.

PARIS — IMPRIMERIE L. BAUDOIN, 2, RUE CHRISTINE.

LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

(1740-1748)

CAMPAGNE DE SILÉSIE

(1741-1742)

PARIS. — IMPRIMERIE E. CHAPELOT ET Cᵉ, 2, RUE CHRISTINE.

LA GUERRE

DE LA

SUCCESSION D'AUTRICHE

(1740-1748)

CAMPAGNE DE SILÉSIE

(1741-1742)

Par le Major Z***



PARIS
LIBRAIRIE MILITAIRE R. CHAPELOT ET Ce
IMPRIMEURS-ÉDITEURS
SUCCESSEURS DE L. BAUDOIN
30, Rue et Passage Dauphine, 30

1901

LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

(1740-1748).

CAMPAGNE DE SILÉSIE (1741-1742).

La diète de Pressburg. — Campagne de Moravie et de Bohême (1741-1742). — Bataille de Czaslau. — Préliminaires de Breslau. — Traité de Berlin[1].

I.

LA DIÈTE DE PRESSBURG.

S'il s'est écoulé un laps de temps un peu plus long entre la publication du 2e et du 3e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche,* si la Section historique des Archives de la guerre autrichienne nous a fait quelque peu attendre le beau travail dont peuvent s'enorgueillir à bon droit les capitaines von Hœn et Kienast, il suffira, pour s'expliquer ce léger retard, de jeter un coup d'œil sur l'importance même du livre qu'ils viennent de publier et surtout de tenir compte des sujets qu'ils avaient à traiter.

La tâche qui leur incombait était à la fois plus délicate et

[1] *Oesterreichischer Erbfolge-Krieg*, nach den Feld Acten und anderen authentischen Quellen bearbeitet in der Kriegsgeschichtlichen, Abtheilung des *K. und K. Kriegs Archivs,* par les capitaines von Hoen et Kienast, T. III, avec atlas. — Vienne, Seidel, 1898.

plus complexe que celle dont avait été chargé et dont s'était si magistralement acquitté l'auteur du 2e volume.

Sans vouloir en rien diminuer les mérites du colonel von Duncker, il est juste de considérer que, lorsqu'il s'est agi pour lui de mettre en scène le premier acte de la première guerre de Silésie, de retracer les préparatifs de Frédéric, les événements militaires de la campagne de 1740-1741, de présenter au lecteur la série si curieuse d'épisodes et de négociations qui ont précédé et amené la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf, il n'a eu qu'à reprendre les beaux travaux dont il avait déjà enrichi les *Mittheilungen des K. und K. Kriegs Archivs*, qu'à en modifier quelque peu la forme et à faire un choix parmi les précieux documents qu'il avait recueillis au cours de ses longues et consciencieuses recherches. De plus, en raison même de l'admirable méthode à laquelle on attache, à juste titre, tant de prix, à la *Section historique* de Vienne, en raison même du remarquable esprit de suite avec lequel on y poursuit la réalisation d'un programme rationnellement établi, l'homme éminent qui a su imprimer une impulsion, si rare aujourd'hui, aux travaux des officiers placés sous ses ordres, le feld-maréchal-lieutenant de Wetzer, avait, comme nous l'avons fait remarquer[1], tenu à ce que le 2e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche*, afin de former un tout homogène, s'arrêtât au moment où, après la capitulation de Neisse, conséquence de l'Acte de Klein-Schnellendorf, Frédéric II quitta son armée pour se rendre à Breslau (23 novembre 1741). On se rappelle peut-être, et il nous semble, en tout cas, nécessaire de le redire ici, que nous avions cru bien faire en ajoutant à ce premier aperçu quelques données déjà recueillies et publiées précédemment par le colonel von Duncker, données que la Section historique n'a pas manqué d'utiliser dans le volume qu'elle vient de publier, et grâce auxquelles il nous avait été possible de résumer les événements qui se sont déroulés en Silésie, en Bohême et en Moravie, jusqu'à la fin de l'année 1741, de caractériser l'attitude de Frédéric et de terminer de notre mieux l'examen de la première campagne du grand roi de Prusse.

---

[1] Voir la *Guerre de la Succession d'Autriche* (1740-1748), *Campagne de Silésie* (1740-1741), par le major Z... — Paris, Baudoin, 1897.

Pendant que Frédéric profitait de l'avènement et des embarras de celle qu'il appelait à tort *une insignifiante princesse sans expérience*, pour envahir la Silésie en pleine paix, pendant que Neipperg se faisait battre à Mollwitz, et que la France, la Bavière et la Saxe, se lançant elles aussi contre l'Autriche, se décidaient à faire le jeu de la Prusse, l'indomptable énergie de Marie-Thérèse, croissant à mesure qu'un nouveau coup la frappait, avait su trouver un point d'appui inespéré à son trône à moitié renversé, faire naître des dévouements inattendus et provoquer une série d'événements que l'habileté de Frédéric n'avait pu prévenir et qui, en raison même de leur caractère particulier, n'avaient pu trouver, dans les volumes publiés jusqu'à ce jour par la Section historique de l'état-major autrichien, la place qui leur appartient dans l'ordre chronologique des faits. Aussi, avant de s'occuper de la campagne de 1741-1742, des opérations de Frédéric contre le prince Charles de Lorraine, toute la première partie du 3e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche* est consacrée à l'étude approfondie de la diète de Pressburg, à l'examen de ses conséquences au point de vue militaire, à l'exposé des armements de l'Autriche pendant l'espèce d'armistice, pendant la trêve singulière qui suspendit les hostilités entre la Prusse et l'Autriche, depuis la reddition de Neisse jusqu'à l'ouverture de la campagne de Moravie.

Dès le lendemain de son avènement, à un moment où elle était peut-être la seule à prévoir et à redouter les dangers qui allaient fondre sur elle, Marie-Thérèse, sans tenir compte des observations et des objurgations de ses ministres, avait pris la détermination de se jeter dans les bras des Hongrois. Quoique jeune et sans expérience, elle avait compris qu'en présence de l'épuisement presque total des ressources des anciennes provinces de la monarchie, il lui fallait oublier les griefs qu'on pouvait avoir contre les Magyars. Malgré la conférence secrète du 24 octobre 1740, à laquelle avaient assisté, à côté du grand-duc François-Étienne de Lorraine, les vieux conseillers de l'empereur Charles VI, conférence dans laquelle on avait jeté les premières bases de l'entente avec la Hongrie et arrêté les mesures les plus propres à faciliter et à accélérer l'accord si ardemment désiré par Marie-Thérèse, cet accord, dont elle avait si grandement besoin, était encore loin d'être fait, en

dépit de l'intervention, du dévouement et de la popularité du vieux feld-maréchal comte Palffy, l'ancien *Judex Curiæ*, que la jeune reine avait eu l'heureuse idée d'appeler au commandement en chef des forces militaires de la Hongrie. Ce que Palffy put obtenir de ses compatriotes, qui ne voulaient s'engager qu'à bon escient, était encore bien peu de chose. On avait consenti à le laisser organiser et mettre en route les premiers renforts qui rejoignirent l'armée de Neipperg au commencement de l'été de 1741.

Braves, belliqueux, ardents, enthousiastes, chevaleresques, animés de sentiments généreux, dévoués à leurs souverains, les Hongrois étaient, il y a 150 ans, ce qu'ils sont encore de nos jours. Les progrès de la civilisation ont assurément modifié les institutions, transformé du tout au tout l'aspect du pays, mais le fond et les traits essentiels du caractère de la race magyare n'ont point changé. Aujourd'hui, comme au temps de Marie-Thérèse, l'idée de la patrie et de la nationalité hongroise guide et inspire tous les actes de ce peuple, qui, malgré toutes les vicissitudes du sort, a toujours, et en toute circonstance, cherché à affirmer son existence, et n'a pas, un seul instant, cessé de revendiquer et de proclamer des droits qu'il n'a réussi à faire reconnaître qu'à force d'énergie, de luttes et de patriotisme. Avec un peuple imbu de pareilles idées, décidé à sauvegarder avant tout son existence comme nation, l'entente que recherchait Marie-Thérèse ne pouvait s'établir du jour au lendemain. La jeune reine avait, heureusement pour elle, autant d'esprit politique que de volonté et de force d'âme. Sans se laisser abattre par la terreur que répandit partout l'entrée inopinée des Prussiens en Silésie, sans se laisser décourager par les obstacles qui se dressaient de tous côtés devant elle, elle suivit, avec une admirable persévérance, la ligne de conduite que, dès les premiers jours de son règne, elle avait cru nécessaire et sage d'adopter à l'égard de la Hongrie. La patience, la résignation, la clairvoyance de Marie-Thérèse, jointes aux sacrifices qu'elle consentit, aux concessions qu'elle dut accorder pour triompher des résistances et des exigences de la diète de Pressburg, lui permirent seules d'aplanir les difficultés, d'obtenir enfin ces concours dont il lui était impossible de se passer, cet appui matériel dont dépendait le salut de la monarchie.

Mais qu'il y a loin de la réalité des faits à l'émouvante scène

imaginée par Voltaire, à ce cri sublime de « *Moriamur pro rege nostro Maria-Theresa* », à ce cri qui n'a d'ailleurs jamais été poussé [1], comme l'a si justement fait remarquer M. Pingaud (*Histoire générale,* de MM. Lavisse et Rambaud, t. VII, p. 172), et qui a donné la couleur d'une légende rapide et dramatique à un épisode compliqué de l'histoire. Grâce à ce cri, on a trop réduit, dans cette affaire, la part de la politique et fait trop grande celle de l'enthousiasme.....

« Les Hongrois ne se livrèrent et ne se dévouèrent qu'à bon escient : leurs garanties prises, ils donnèrent carrière à leur pitié généreuse comme à leur belliqueuse ardeur. »

Au lieu d'entrer dans l'exposé plus ou moins détaillé de faits assurément intéressants, mais qui auraient le grave inconvénient de nous entraîner trop loin, une phrase et surtout un fait suffiront pour faire saisir toute l'étendue des sacrifices matériels, des concessions d'ordre moral et politique consentis par Marie-Thérèse. « Ce que la Maison d'Autriche nous avait refusé depuis près de trois siècles, notre gracieuse reine a daigné nous l'accorder en six petites heures », ne peut s'empêcher de s'écrier le nouveau *Judex Curiæ,* l'ancien ban de Croatie, le général de cavalerie comte Joseph Esterhazy, la veille du couronnement, au sortir de la séance que la diète avait tenue le 24 juin.

Quant au fait auquel nous faisons allusion, il est encore plus caractéristique. Malgré le bon vouloir dont elle venait de faire preuve à l'égard de la Hongrie, Marie-Thérèse n'avait pu amener la diète à accorder la co-régence au grand-duc de Toscane, son mari, et François-Étienne avait dû assister, *incognito,* en simple spectateur, presque perdu dans la foule, aux fêtes du couronnement. Les acclamations frénétiques, les cris enthousiastes du peuple, en caressant agréablement les oreilles de la souveraine, parvinrent tout au plus à adoucir le chagrin, la douleur de la femme à laquelle on venait de refuser, sans raison plausible, sans motif sérieux, une satisfaction à laquelle elle tenait tant, et qu'on lui accorda quelques mois plus tard.

---

[1] Sur un signe fait par le palatin de Hongrie, le vieux feld-maréchal comte Palffy, la foule salua, le 25 juin 1741, Marie-Thérèse, qui venait de placer sur sa tête la couronne de Saint-Etienne, de ce simple cri : *Vivat Domina et Rex noster.*

Mais si le peuple avait laissé éclater un enthousiasme dont il eût été aisé de profiter de suite, les membres de la diète, au contraire, ne paraissaient nullement pressés d'en finir, nullement disposés à s'engager avant d'avoir assuré le triomphe définitif de leurs revendications. Les scènes émouvantes et grandioses du 25 juin 1741 n'eurent pas de lendemain. Comme Marie-Thérèse l'avait senti et deviné, elles n'avaient servi qu'à lui faire entrevoir, à travers un rêve, l'aube encore lointaine de jours meilleurs, à mettre un peu de baume sur les plaies qui faisaient saigner son cœur. Au milieu de cette crise terrible, où les événements se précipitaient avec une désespérante rapidité, où chaque jour de retard pouvait amener de nouveaux désastres, peut-être même la catastrophe finale, il fallut à Marie-Thérèse près de trois mois de longues et pénibles négociations pour arracher à ses sujets hongrois un effort qui risquait fort d'être stérile, parce qu'il se produisait trop tardivement.

Malgré les résistances acharnées de ses ministres épouvantés par les résolutions audacieuses de celle qui pouvait dire à bon droit : « Je suis une pauvre reine, mais j'ai le cœur d'un roi », Marie-Thérèse, pressée par la nécessité, résolut d'en finir, de jouer le tout pour le tout. Le 11 septembre, elle réunit au château de Pressburg les membres des deux Tables[1]. Après un court exposé de la situation fait par le comte Louis Batthyany, chancelier de la couronne hongroise, Marie-Thérèse se borna à peindre sa détresse en quelques mots entrecoupés de larmes et de sanglots, à confier à la Hongrie la défense de ses enfants, de sa couronne, de son empire. Ce fut à peine si les membres de la Diète laissèrent au Palatin le temps d'ajouter quelques paroles ; profondément émus par l'allocution de la reine, ils répondirent à ses larmes par le cri unanime : *Vitam nostram et sanguinem consecramus!* Quelques heures après, le jour même, dans l'après-midi du 11 septembre, la diète rejetait les propositions de l'Électeur de Bavière, et le surlendemain, 13 septembre, les délégués de la diète votaient enfin la levée de 30,000 fantassins

---

[1] La Diète, dont faisaient partie les quatre États du royaume de Hongrie, se composait à ce moment de 67 évêques et prélats, de 187 magnats, comtes et barons, membres de la Table des magnats, puis de 235 propriétaires fonciers et représentants des bailliages, et de 75 délégués des villes libres royales, membres de la Table Basse ou Table des États.

hongrois et imposaient à chaque membre de la noblesse l'obligation de monter lui-même à cheval (*insurgere*) ou de fournir un remplaçant.

Il s'était du reste produit, pendant ces quelques jours, un revirement complet en faveur de Marie-Thérèse. Six jours plus tard, le 19 septembre, la diète consentait, presque à l'unanimité, à accorder la co-régence au grand-duc, qui prêtait, le 21, le serment d'usage.

Marie-Thérèse était trop habile pour ne pas reconnaître par des distinctions les services que lui avaient rendus certains magnats. Les comtes Joseph Esterhazy, Alexandre Karolyi et Georges Czaky furent promus feld-maréchaux, tandis que plusieurs généraux, tels que Jean Baranyay, André Kohary, Joseph Festetics et Jean Ghilanyi étaient nommés feld-maréchaux-lieutenants.

Les concessions, que la nécessité avait amené Marie-Thérèse à accorder à la Hongrie, allaient avoir des conséquences bien autrement importantes que celle prévues par la reine. Sans parler de l'enthousiasme général, qui s'empara des Hongrois, c'est à partir de ce moment que l'idée de nationalité reprit corps, que la Hongrie commença à poursuivre la réalisation de ce qu'elle avait jusque-là considéré comme un rêve, à travailler à la reconstitution de son autonomie, et à jeter les premières bases de ce dualisme qu'elle allait mettre plus d'un siècle à conquérir.

Les événements de Pressburg ne tardèrent guère à amener le premier de ces revirements si inattendus, si surprenants, et cependant tous dus à des causes sérieuses, qu'on remarqua si fréquemment dans l'attitude de Frédéric II. Dès le 18 septembre au soir, le roi de Prusse, sachant que la Hongrie allait se lever, ne perdait pas une minute. Voulant à tout prix hâter la marche des négociations secrètes qu'il avait entamées depuis quinze jours avec lord Hyndford, il n'hésita pas à charger le général-major prince Thierry d'Anhalt-Dessau, de s'aboucher avec le général Lentulus, afin de discuter avec lui les conditions d'une entente éventuelle.

Tandis que Frédéric multipliait les conférences et pressait la marche des négociations qui devaient aboutir, le 9 octobre, à la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf, Marie-Thérèse se heurtait encore à des difficultés de toute sorte qui retardaient

la levée et l'organisation de l'insurrection hongroise. Ce fut seulement le 29 octobre, après une session qui avait duré près de cinq mois, après 90 séances, que Marie-Thérèse put prononcer la clôture de cette mémorable diète.

Dans l'intervalle, le 7 septembre 1741, les États de Hongrie avaient cependant décrété l'organisation d'une armée de 40,000 hommes. Quatre jours plus tard, la députation chargée de prendre les mesures les plus propres à assurer le salut de la reine et du pays, avait proposé à la diète la levée de 30,000 fantassins et l'appel aux armes de l'insurrection à cheval.

Ces 30,000 fantassins devaient servir à former 13 régiments forts chacun de 2,300 hommes, c'est à-dire de régiments présentant l'effectif normal sur pied de guerre, et comme on comptait, en outre, sur 15,000 cavaliers fournis par l'insurrection, la Hongrie allait, d'après ce calcul, mettre à la disposition de la reine un renfort total de 45,000 hommes. A ces chiffres, il fallait encore ajouter : 14,000 hommes qu'on comptait tirer de la Croatie et de l'Esclavonie, 6,000 de la Transylvanie et 35,000 hommes qu'on espérait lever dans les confins militaires. Comme l'armée autrichienne ne se composait à ce moment que de 107,892 hommes, le concours promis par les pays transleithans aurait doublé l'effectif des forces militaires de la monarchie. Malheureusement pour Marie-Thérèse, les chiffres, que nous venons d'aligner, étaient sensiblement exagérés et n'existaient que sur le papier. D'autre part, l'enthousiasme du premier moment fut de courte durée. On ne tarda pas à réfléchir et à trouver des raisons concluantes pour démontrer à la reine qu'il serait impossible de lui fournir plus de 21,622 fantassins, chiffre qui fut d'ailleurs définitivement admis par la loi organique du 29 octobre 1741 (*De generali insurrectione infrascripto declarata*). Les 21,622 conscrits devaient être fournis par les 5,405 et 1/2 *portes* existant alors en Hongrie et répartis entre six régiments à quatre bataillons forts chacun de 5 compagnies dont l'effectif était fixé à 150 hommes. L'excédent en hommes était destiné à compléter les effectifs de trois anciens régiments hongrois qu'on venait précisément de rappeler d'Italie pour les affecter au corps de Khevenhüller.

Il serait malheureusement trop long d'entrer dans les détails d'organisation, d'armement et de formation des cadres des six

nouveaux régiments d'infanterie hongroise. Mais, en revanche, il est indispensable d'exposer, aussi sommairement que possible et à grands traits, l'organisation de ce qu'on a appelé, de ce qui s'appelait, en effet, l'insurrection à cheval, de ces *banderia* dont parle la loi organique de 1715 et qui, depuis ce moment, ne différèrent guère que par le nom des formations fournies par la *milice portale à cheval*. Avant d'aller plus loin, avant de parler du rôle joué par les troupes que la Hongrie allait fournir à Marie-Thérèse, il nous a, pour cette raison, semblé nécessaire de refaire, en quelques lignes, l'historique de cette organisation peu connue et d'une nature toute particulière.

On avait d'abord désigné sous le nom de « *militia* », qu'on retrouve dans tous les documents, l'ensemble des dispositions qui réglaient les obligations militaires de la noblesse hongroise. Mais, dans le langage habituel, on ne tarda pas à remplacer le mot *militia* par celui d'« *insurrectio* ».

Aux termes des dispositions en vigueur, tout noble, quel que fût son rang, devait le service personnel (*personalis insurrectio*), toutes les fois que son tour arrivait. Il en résultait que tout homme libre était et restait soldat, à partir du moment où il était en état de porter les armes, et tant qu'il pouvait les porter. La valeur de la propriété foncière servait de base pour l'établissement des prestations personnelles, des charges militaires que chaque homme libre, que chaque noble devait supporter.

Seuls, le serf et l'homme affranchi sous certaines conditions (*conditionarius*), étaient exempts du service militaire, parce qu'ils n'étaient pas considérés comme des *individus*, comme des *personnes* dans l'État.

A côté de l'*insurrectio personalis*, c'est-à-dire du service personnel dû par les nobles et par les hommes libres, on trouvait une autre catégorie de gens astreints au service militaire, l'*insurrectio portalis* ou *militia portalis*, qui ne tarda pas à devenir bien autrement considérable et importante que l'insurrection personnelle de la noblesse.

Lorsque les Magyars, cessant d'être nomades, commencèrent à devenir sédentaires et à cultiver le sol, les nobles, dans l'impossibilité de mettre en valeur et d'administrer les vastes étendues de terrain qui leur appartenaient, se virent amenés à céder, sous certaines conditions, une partie de leurs fiefs, soit à leurs

affranchis, soit à des immigrés. Telle fut l'origine de ce que l'on appela *subfeuda*, l'origine d'une classe moyenne qui s'intercala entre les nobles et les serfs et s'occupa exclusivement de l'agriculture et de l'élevage des bestiaux.

C'est ainsi que se forma en Hongrie un troisième état, une troisième classe, celle des paysans, qui vint se juxtaposer à la noblesse et au clergé, et le paysan, appelé *rusticus* ou *colonus*, s'établit d'une façon sédentaire sur les lopins de terre qu'on lui avait concédés.

Ces différentes agglomérations de paysans établis sur des points déterminés furent désignées sous le nom de *mansus* ou de *mansiones*. Plus tard, lorsque les paysans, afin de mieux assurer leur sécurité personnelle, se réunirent et se groupèrent en communes, lorsqu'ils se construisirent des maisons, on désigna sous le nom de *hoba* ou *huba*, les espèces de centres qui se formèrent peu à peu. Plus tard encore, lorsque les différentes fermes et maisons de paysans devinrent des villages, on prit l'habitude de déterminer l'étendue et l'importance des différentes exploitations concédées aux paysans sous le nom de *portæ* et ce fut d'après le nombre de ces portes de fermes (*portæ*) qu'on fixa l'échelle des charges que les propriétés foncières devaient supporter. Une *porta* était donc l'équivalent absolu de ce que l'on appela plus tard « *sessio jobagionalis integra* ».

Au point de vue militaire spécial, de l'*insurrectio*, la *militia portalis* représentait l'ensemble des obligations militaires imposées à la noblesse qui devait, en raison même et en proportion des terres qu'elle avait concédées aux paysans, fournir, lever et entretenir à ses frais un certain nombre d'hommes.

Le roi Koloman, qui régnait à la fin du XIIe siècle, avait, le premier, rendu deux décrets qui fixaient d'une manière formelle le nombre des guerriers que chacun des fiefs devait fournir en cas de besoin.

Sous le règne de Sigismond, on détermina le nombre des troupes que la noblesse devait lever et entretenir à ses frais, en tenant compte de l'étendue des fiefs et du nombre des sujets. Il en fut de même sous les rois successeurs de Sigismond. Ferdinand Ier avait organisé, tant pour assurer la défense permanente du pays que pour être prêt à parer à tout en cas de guerre, une troupe de cavalerie qui devait être entretenue par la noblesse et

dont les subsistances devaient être fournies par les fiefs en se réglant sur le nombre des individus établis sur ces terres.

Même pendant toute la durée de la domination des Turcs, pendant les troubles causés par Becksay, Bethlen et Rakoczy, les rois légitimes de Hongrie maintinrent dans la limite du possible les lois qui régissaient les prestations militaires du pays.

Il va de soi que des temps aussi troublés n'avaient pas été sans porter de sérieuses atteintes aux *portæ* et, par suite, à l'organisation de la *militia portalis*. Aussi, afin de sauver au moins quelque chose, on crut nécessaire de modifier en 1609 l'organisation de l'*insurrectio portalis* en décidant qu'on procéderait à un nouveau recensement des « portes » et qu'à l'avenir quatre fermes, ou douze maisons de paysans de moindre importance, compteraient pour une « porte ».

Mais cette modification ne fut que provisoire et temporaire et l'ancienne organisation *personalis* et *portalis* rentra en vigueur, dès que la Hongrie eut réussi à s'affranchir de la domination des Osmanlis.

En 1715, la diète hongroise, tout en maintenant les anciennes institutions militaires de caractère purement défensif, décréta la création d'une armée régulière et permanente, composée en partie d'indigènes, en partie d'étrangers. Au moment où l'on promulgua cette loi, il existait en Hongrie un régiment d'infanterie (Haiduques) créé en 1702, treize régiments de hussards datant de 1688, 1696 et 1702. En 1734 et 1735, on forma les régiments d'infanterie Palffy et Kökenyesdy de Vettes et les régiments de hussards Havor, Karolyi, Splenyi, Pestvàrmegyei et Ghilanyi.

A partir de ce moment, on désigna sous le nom de *banderium* (bandière ou bannière) les différentes unités fournies par l'insurrection, et, par suite, on appela *bona banderiata* les fiefs appartenant à ceux des magnats hongrois qui se trouvaient en mesure de fournir à la *militia portalis* un nombre d'hommes suffisant pour former à eux seuls des fractions constituées qui équivalaient à ce que sont maintenant nos compagnies et nos escadrons. Aux termes de la loi de 1498[1], la force minimum d'une *bannière* était fixée à 50 cavaliers. Ceux des membres de la noblesse, qui ne

[1] Louis II, Décret VII, art. XXVII (Piringer. Ungarns Banderien).

pouvaient pas lever une ***bannière***, ne comptaient pas parmi les seigneurs et devaient consentir à ce que leur ***contingent portal***, tout comme celui fourni par ceux qu'on appelait les ***petits nobles***, fût incorporé dans la bannière (***banderium***) du comitat.

Bien qu'afin d'accélérer la levée de l'insurrection, l'on eût, placé, dès le 7 octobre à la tête de chacun des quatre districts de la Hongrie, un général chargé de s'entendre avec les comitats, l'organisation des troupes hongroises ne marcha que fort lentement. Il y avait, il est vrai, vers la mi-octobre, un assez grand nombre d'hommes réunis dans les comitats, mais on n'avait pas de quoi les armer et les équiper. Aussi, quand Marie-Thérèse quitta Pressburg pour retourner à Vienne, au chagrin qu'elle avait ressenti à la nouvelle de la chute de Prague, vint s'ajouter la douleur que lui causaient la lenteur des armements en Hongrie, le bruit des querelles et des dissensions qui remplissaient les pays au delà de la Leitha.

Marie-Thérèse, quoique désillusionnée, n'était pas femme à s'abandonner au découragement. A peine revenue à Vienne, elle avait envoyé à Pressburg le feld-maréchal prince Joseph-Frédéric de Saxe-Hildburghausen, qui, malgré son habileté, son dévouement et ses efforts, ne parvint guère qu'à envoyer quelques cavaliers et environ 800 ***portalistes*** à Khevenhüller, qu'à rendre compte de la mise sur pied de 2 bataillons, dont les effectifs étaient d'ailleurs encore fort incomplets. On était bien loin, on le voit, dans les derniers jours de l'année 1741, des résultats qu'avait paru promettre le grand enthousiasme des journées de juin et de septembre.

Si la levée s'était effectuée avec une lenteur telle qu'il n'y avait, en somme, d'à peu près organisées, à la fin de décembre 1741, que 9 compagnies (1350 hommes) de chacun des régiments d'infanterie Ujvary, Forgach, Andrassy, Szirmay et Bethlen, que quatre squelettes de compagnies du régiment Haller[1], il était, d'autre part, impossible de se dissimuler que, comme cela s'est toujours produit pour des troupes de nouvelle formation, pour des soldats improvisés, les quelques régiments hongrois, qui venaient de faire campagne avec Neipperg, laissaient, sous bien

---

[1] ALEXICH, *Die freiwilligen Aufgebote aus Ungarn*, 1741 *und* 1742 (Mittheilungen des *K. und K. Kriegs Archivs*).

des rapports, beaucoup à désirer. La bravoure, le courage individuel ne suffisent pas pour faire des soldats. Surtout, avec des hommes du caractère des Croates et des Hongrois, il fallait et il faut encore aujourd'hui un certain temps pour les instruire et les plier à la discipline. Aussi les quelques escadrons, dont Neipperg avait disposé pendant la campagne de Silésie de 1740-1741, n'avaient guère pu lui servir que pour l'exécution de quelques coups de main. « Je crois », écrivait Neipperg au grand-duc, le 23 mai 1741, « les Croates et les hussards qui doivent venir beaux et bons, et qu'on pourra s'en servir selon le goût de chaque nation, mais ce ne sera jamais dans une occasion où le canon et la mousqueterie se font sentir très sérieusement et avant que les troupes allemandes et réglées ayant percé, mis la confusion parmi l'ennemi et pour le moins à demi déjà battu. On sera même obligé de les placer où ils n'auront pas de grand feu à essuyer, qui les dégoûterait et leur ferait prendre la fuite[1]..... »

Quelques mois plus tard, en octobre, aussitôt après la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf, Neipperg, au moment de se mettre en retraite sur Olmütz, renvoyait les milices nationales hongroises en Hongrie, en les faisant passer par Jablunkau, et faisait partir pour Pressburg le général Ghilanyi, chargé par lui de rendre compte au grand-duc du peu de service que lui avaient rendu ces milices et d'insister, en revanche, sur l'intérêt qu'il y aurait à renforcer les effectifs des régiments de hussards (cavalerie régulière). Rien, du reste, ne caractérise mieux la valeur presque négative de ces premières levées que les extraits de cette lettre de Neipperg[2] : « Le général Ghilanyi, porteur de cette lettre, part par les ordres de V. A. R. Il n'incline pas trop à aller commander une troupe comme il s'imagine de trouver et qui sera à peu près la même que celle dont s'est plaint M. Menzell[3]. Nous savons ici ce qui en est à peu près par les trois régiments nouveaux qu'on m'avait envoyés et que j'ai

---

[1] *Kriegs Archiv.*, 1741, V, 79.

[2] Lettre de Neipperg au grand duc de Lorraine (en français), *Kriegs Archiv.*, 1741, X, 94; citée par ALEXICH, *Die freiwilligen Aufgebote in Ungarn im ersten Schlesischen Kriege* (Mittheilungen des *K. und K. Kriegs Archivs.*, t. IV, p. 162.

[3] Le major Menzell, dont il est question ici, commandait par intérim les volontaires de la levée d'Esclavonie (pandours de Trenk).

renvoyés avec une joie *imanuable* (*sic*), *et devaient qu'on ne prit pas plus tard* (*sic*) les régiments hussards à 1000, 1200 ou jusqu'à 1500 chacun ; on en tirerait au moins quelque service que vous n'aurez jamais de cette multitude inexperte qui n'est bonne qu'à désoler les pays où elle se trouve ».

La grande levée, la levée en masse, proclamée par la diète de Pressburg, avait produit si peu de résultats que, le 31 décembre 1741, Marie-Thérèse ne pouvait s'empêcher de manifester au prince de Saxe-Hildburghausen la profonde tristesse que lui causaient la confusion et le désordre qui retardaient si désastreusement l'organisation de l'insurrection hongroise.

Si Khevenhüller avait réussi à faire évacuer la haute Autriche aux Français et aux Bavarois, à pénétrer à leur suite en Bavière, Frédéric II venait de dénoncer ou plutôt de déchirer l'Acte de Klein-Schnellendorf et, donnant la main aux Français et aux Saxons, il avait franchi les frontières de la Moravie. Cette nouvelle entrée en ligne de l'armée prussienne, en augmentant les embarras de Marie-Thérèse, ne rendait que plus nécessaire, que plus urgente la mise en route des contingents hongrois. Le 4 janvier 1742, au sortir d'une conférence tenue chez le comte Gundacker Starhemberg, on avait, en envisageant la situation, non sans un certain optimisme, annoncé à la reine qu'on pourrait envoyer en Moravie, le 6 janvier, le 1er bataillon ; le 8, le 2e bataillon ; vers la mi-janvier, 3 autres bataillons, enfin, du 31 janvier au 10 février, 9 autres bataillons, qui seraient suivis de près par 3,000 à 4,000 *portalistes*. On avait, en même temps, pris les mesures nécessaires pour ramener à l'effectif normal les régiments de hussards Beleznay et Esterhazy.

Malgré ces belles promesses, le mois de janvier s'avançait sans que l'on eût réussi à se procurer des indications précises sur les résultats donnés par la levée dans plus de la moitié des comitats.

En présence des mouvements de Frédéric sur la Moravie, Marie-Thérèse adressa de nouveaux appels au Palatin et à la Hongrie. Mais, en dépit des efforts de Palffy, Khevenhüller n'avait, vers la fin de janvier, été rejoint que par quelques insurgés amenés par le lieutenant-colonel comte Rodolphe Palffy.

Les résultats ne tardèrent pas cependant à donner quelque satisfaction à Marie-Thérèse, puisque 27 comitats et 7 villes

libres fournirent, pendant le mois de janvier 1742, 1425 *insurgés* et 2,374 *portalistes*, soit en tout 3,779 cavaliers. Au mois de février, les 16 autres comitats et les 3 autres villes libres mirent sur pied 1733 *insurgés* et 1086 *portalistes*, en tout 2,819 cavaliers. De la fin de février à la fin d'octobre 1742, la Hongrie fournit encore aux armées de Marie-Thérèse 7,250 cavaliers, et si l'on y ajoute les 56 *insurgés* et les 485 *portalistes* qui avaient rejoint, en 1741, le chiffre total des cavaliers irréguliers, levés en Hongrie en 1741 et 1742, s'éleva à 1543 *personalistes*, à 4,722 remplaçants partis à la place des nobles qui n'avaient pas voulu marcher en personne, et à 7,434 *portalistes*, soit en tout 14,240 hommes.

Quoi qu'il en soit, et quelles qu'aient pu être les causes qui avaient retardé, dans certains comitats, l'organisation des contingents d'*insurgés* et de *portalistes*, il n'en est pas moins certain qu'à la fin de mars 1742 l'insurrection, qui aurait dû donner normalement 15,000 cavaliers, n'en avait guère fourni qu'un peu plus de la moitié (8,255), et que, à la fin de juin, l'effectif total dépassait à peine les trois quarts du chiffre total (11,946 hommes).

La formation des six nouveaux régiments d'infanterie hongroise ne présenta pas moins de difficultés que la levée de l'insurrection. Des 21,622 conscrits, dont devaient se composer ces régiments, 14,644 seulement étaient présents au corps au commencement de mai 1742, c'est-à-dire quatre mois après l'époque où ces régiments auraient dû être au complet. Du reste, à la fin de l'année 1742, il manquait encore 3,690 hommes à l'effectif normal décrété par la Diète en novembre 1741.

Mais s'il avait été difficile de rassembler les hommes appartenant tant à l'insurrection qu'aux régiments d'infanterie, il fut encore plus difficile de les maintenir aux corps. La désertion commença à produire ses ravages, même avant la mise en route des régiments, malgré les peines sévères qu'on édicta, et prit de telles proportions que 3,055 hommes abandonnèrent le drapeau pendant le courant de l'année 1742 et que l'effectif des six régiments d'infanterie se trouva, de ce fait, réduit à 14,877 hommes.

Bien qu'aux termes de la loi organique du 29 octobre 1741, Marie-Thérèse eût pris l'engagement de se charger de l'entretien de l'insurrection à partir du moment où ces formations seraient

employées hors du pays, elle eut, dès les mois de janvier et de février 1742, plus d'une lutte à soutenir à ce sujet. Parmi les adversaires les plus opiniâtres de cette mesure absolument légale, on remarqua, à la surprise générale, le feld-maréchal comte Esterhazy, dont le fils avait été cependant l'un des premiers à rejoindre, avec 84 portalistes du comitat de Komorn, les hussards hongrois attachés à l'armée de Neipperg. L'opposition se propagea, se développa surtout dans la partie nord-ouest de la Hongrie, où ce mouvement trouva un terrain habilement préparé depuis longtemps, depuis l'époque de la guerre de Trente Ans, par les Électeurs de Brandebourg, puis par les rois de Prusse, qui avaient su travailler les centres habités par les protestants hongrois. Frédéric II s'était naturellement empressé de marcher dans la voie que lui avaient tracée ses prédécesseurs. Il s'y était engagé avec d'autant plus d'ardeur que, aussitôt après son avènement, il avait prêté la plus grande attention à la situation politique de la Hongrie.

La première intervention de la Prusse dans les affaires intérieures et religieuses de la Hongrie, intervention qui porte dans les documents officiels le nom d' « intercession », date de 1672[1]. A la suite de la conspiration de Wesselenyi et des persécutions contre les protestants, le grand Électeur crut nécessaire d'adresser une première protestation à l'empereur Léopold. En 1678, il intervient de nouveau en faveur de ses coreligionnaires de Hongrie, lors de la signature du traité de Nimègue. En 1685, à l'occasion des négociations engagées entre l'Autriche et le Brandebourg au sujet du cercle de Schwiebus, l'envoyé du grand Électeur était, une fois de plus, revenu à la charge. La réponse de l'empereur prouve que l'on avait vu clair dans le jeu de ce voisin, trop petit encore pour qu'on s'alarmât de ses menées et de sa turbulence, dans les visées de ce nouveau venu sur la scène politique, qui profitait des moindres circonstances pour élever la voix et manifester bruyamment son existence. Léopold Ier, remettant les choses au point, se contenta de répliquer sèchement que les querelles religieuses, auxquelles on faisait allusion, ne servaient en réalité qu'à masquer les velléités de rébellion des

[1] Kienast, *König Friedrich II von Preussen und die Ungarn* (Mittheilungen des *K. und K. Kriegs Archivs*, 1896, p. 221 et suiv.).

magnats hongrois et, en particulier, les menées de Thököly. L'intervention constante de l'Électeur de Brandebourg et par-dessus tout l'édit de Potsdam du 6 novembre 1685, dans lequel ce prince se proclame le ***protecteur des protestants,*** cet édit qui n'était en somme qu'une réponse à la révocation de l'édit de Nantes (23 octobre 1685), avaient eu, comme on devait s'y attendre, un retentissement considérable parmi les protestants établis de l'autre côté des Karpathes.

Malgré les relations amicales qui n'avaient cessé d'exister entre Léopold Ier et Frédéric III, le fils du grand Électeur, bien que ce fût aux Habsburg que ce prince dût la couronne royale qu'on ne lui octroya, en 1701, que grâce à la protection de la maison d'Autriche, le nouveau roi de Prusse n'hésita pourtant pas à correspondre et à s'entendre avec Rakoczy. La cour de Berlin, loin de se désintéresser des mouvements insurrectionnels de Hongrie, s'y était si fortement engagée en 1708 que les rapports entre les deux puissances en furent singulièrement refroidis. Le roi de Prusse avait, en effet, favorablement accueilli les ouvertures que la France lui avait faites et paraissait tout disposé à laisser placer la couronne de Saint-Étienne sur la tête d'un prince prussien. Frédéric Ier n'attendait plus, pour s'engager plus à fond, pour se joindre ouvertement à la Hongrie, qu'un succès de Rakoczy, qui se disposait à entrer en Silésie. Mais la bataille de Trencsin (4 août 1708) donna le coup de grâce à la fortune de Rakoczy, et Frédéric Ier lui conseilla de faire sa soumission à l'empereur auprès duquel il lui promit d'intercéder en sa faveur.

Frédéric-Guillaume Ier plaida comme son père la cause de Rakoczy lorsque, avec l'appui de la Prusse et des Saxons, ce dernier chercha, en 1729, à se réconcilier avec la cour de Vienne. A l'instar de son grand-père, le grand Électeur, Frédéric-Guillaume Ier, non content de montrer aux protestants d'Allemagne que le jeune royaume de Prusse était pour eux un appui autrement solide que celui qu'avait pu, à un moment donné, leur offrir la Suède au temps de Gustave-Adolphe, s'était, lui aussi, proposé par l'***énonciation*** du 2 février 1732 d'agir sur l'esprit de ses coreligionnaires de Hongrie[1]. L'effet produit par ces manifes-

[1] ZWIEDINECK-SUDENHORST, *Geschichte der religiösen Bewegung in Inner-*

tations fut tel qu'en 1734 il ne fallut rien moins qu'un rescrit impérial pour calmer les craintes des hommes des confins militaires qu'on voulait envoyer en Italie et auxquels les agents prussiens avaient fait croire qu'on ne les emmenait de l'autre côté des Alpes que pour les vendre.

Frédéric II, en montant sur le trône, trouva le terrain si bien préparé par ses prédécesseurs qu'il n'eut plus qu'à suivre leur exemple. Pour mieux prouver aux protestants de Hongrie qu'il entendait continuer à leur égard la politique traditionnelle de la Prusse, il s'empressa d'attirer et d'accueillir dans les rangs de son armée un assez grand nombre de Hongrois.

Si, fidèle aux traditions et à la politique de ses pères, Frédéric II n'hésitait pas à s'immiscer dans les affaires intérieures des pays voisins et des puissances rivales, il n'entendait pas permettre qu'on en fît autant à son égard. Rien ne prouve mieux l'absence de scrupules de Frédéric que les instructions qu'il donna à son ministre Podewils chargé par lui de défendre les intérêts de la Prusse, aux conférences qui devaient aboutir à la signature des préliminaires de Breslau. Le souverain qui s'élevait si vivement contre l'ingérence éventuelle de l'Autriche dans les questions religieuses qui intéressaient les populations catholiques de Silésie, n'avait cependant pas hésité à multiplier, à l'instar de ses prédécesseurs, ses *intercessions* en faveur des protestants établis dans les États des Habsburg, à entretenir des intelligences avec les mécontents de tous pays, en Pologne, en Russie, en Suède, en France, à faire agir des émissaires et des agents secrets dans les États des princes auprès desquels il n'avait pas de représentant diplomatique officiellement accrédité.

Toujours prudent, toujours préoccupé de ne rien compromettre, n'en poursuivant pas moins ses desseins, voulant, à tout prix, éviter et prévenir des manifestations imprudentes ou prématurées, craignant, dès le mois de janvier 1742, que sa présence en Moravie, à proximité des frontières de Hongrie, n'y provoquât une agitation dont la cour de Vienne aurait pu tirer parti pour agir sur l'esprit de la noblesse et du peuple, il avait chargé Schwerin d'adresser, en son nom, d'Olmütz, une lettre

---

Oesterreich, im 18ten Jahrhundert (*Archiv für oesterreichische Geschichte*, T. 53); cité par Kienast, *König Friedrich II von Preussen und die Ungarn*.

ouverte au palatin. Dans cette lettre, en date du 2 février, il invitait les Hongrois à rester chez eux, leur faisait savoir qu'il avait donné ordre de les laisser en paix, qu'il favoriserait leur commerce, ne lèverait aucune contribution, mais qu au contraire ils s'exposeraient à de terribles représailles s'ils prenaient une attitude hostile à l'égard de la Prusse. Deux jours plus tard, il faisait paraphraser cette première lettre. Schwerin annonçait en effet à Palffy que si son roi se décidait à entrer en Moravie, pour empêcher d'autres puissances de s'en emparer, il ne comptait nullement garder ce pays, mais que si l'insurrection hongroise faisait mine de s'y opposer, lui, Schwerin, avait l'ordre de porter la guerre en Hongrie.

Frédéric savait fort bien ce qu'il faisait lorsqu'il chargeait Schwerin de ces communications. Il pensait bien que Palffy ne manquerait pas de transmettre ces lettres à Vienne, et le conseil aulique de la guerre répondit immédiatement en informant le palatin de ne tenir, jusqu'à nouvel ordre, aucun compte de ces missives. Mais il est bien certain, d'autre part, que si Frédéric n'était pas fâché d'exercer de cette façon une pression indirecte sur l'esprit de Marie-Thérèse, il voulait surtout, par sa deuxième lettre, laisser entendre qu'il ne se refuserait nullement à discuter les conditions d'une paix dont il croyait avoir besoin. Frédéric venait, en effet, d'apprendre la prise de Linz et l'entrée des Autrichiens en Bavière. Son voyage à Dresde et à Prague l'avait, nous le démontrerons plus loin, fortement désillusionné sur le compte des Français et des Saxons. Les tentatives d'intervention pacifique des ambassadeurs anglais Robinson et Hyndford n'avaient pas, à la fin de janvier, l'air de devoir aboutir au résultat qu'il espérait. Dès lors, il ne risquait rien en tentant un coup qui pouvait impressionner à la fois les Hongrois et Marie-Thérèse. La *Correspondance politique* et les incidents relatifs à la mission confiée au baron Pfütschner[1] sont d'ailleurs là pour nous révéler quels étaient, à ce moment, les désirs plus

[1] « Pendant que le roi était à Olmütz, il y arriva un certain Fitzner (Pfütschner), conseiller du grand-duc de Toscane; il était chargé de quelques propositions de la cour de Vienne. Le roi, qui se livrait trop à sa vivacité, sans entendre ce que Fitzner avait à lui dire, lui parla sans mettre de point ni de virgule à son discours : faute impardonnable en négociation, où la prudence veut qu'on entende patiemment les autres et qu'on ne réponde qu'avec

ou moins sérieux de Frédéric. Marie-Thérèse pénétra les desseins et les vues secrètes de son adversaire, en prescrivant à Palffy de renvoyer à Schwerin son aide de camp, le capitaine Lõpel, qui était venu lui remettre la deuxième lettre, et de le faire accompagner par un officier sûr et habile, chargé de le surveiller de près en route. Comme Schwerin le mandait au roi son maître, le 14 février, Palffy s'était borné à remercier poliment le feld-maréchal des communications qu'il leur avait faites.

Mais les lettres de Schwerin et la marche des troupes prussiennes vers le Danube avaient eu, en revanche, des conséquences auxquelles le roi ne s'attendait pas. Marie-Thérèse en profita pour adresser un nouvel appel aux Hongrois. Cette fois, la Hongrie ne resta pas tout à fait sourde à la voix de la reine, et, s'il n'a pas été possible de déterminer l'effectif des troupes qui se réunirent aux environs de Holitsch, il n'en est pas moins certain qu'en dépit des efforts qu'on fit à ce moment, le feld-maréchal-lieutenant Ghilanyi n'avait malgré tout que 6,000 hommes, dont 4,000 insurgés[1], à opposer aux 8,000 vieux soldats, aguerris et disciplinés, à la tête desquels le prince d'Anhalt vint occuper, le 13 mars, Ungarisch-Brod et devant lesquels Ghilanyi se replia.

Bien que l'on ne disposât à la fin de mars que de 8,255 insurgés et portalistes, en comprenant dans ces chiffres la cavalerie irrégulière hongroise des armées de Moravie et de Bavière; bien que Frédéric II n'ait jamais cru à l'existence des grands rassemblements de troupes hongroises dont il parlait, entre autres,

---

poids et mesure. Il lui rappela toutes les infractions que sa cour avait faites à la trêve d'Ober-Schnellendorf et il exhorta la reine à s'accommoder promptement avec ses ennemis. Fitzner apprit au roi la capitulation flétrissante que M. de Ségur venait de signer à Linz, d'où le roi prit occasion de tirer de nouvelles raisons pour hâter la paix, en lui insinuant que les Anglais n'avaient que leur propre intérêt en vue et sacrifieraient enfin la reine aux avantages qu'ils tâcheraient d'obtenir pour leur commerce. Fitzner ravala ainsi les choses qu'il était chargé de dire et l'on convint de part et d'autre d'entretenir une correspondance secrète par le canal d'un certain chanoine Ianini (Gianini). » (*Histoire de mon Temps*, œuvres posthumes de Frédéric. Edition de 1788, t. I, p. 229.)

[1] Il y a loin de ces chiffres à ceux donnés par Frédéric. La reine, dit-il, leva en Hongrie 18,000 hommes de troupes régulières; elle convoqua dans ce royaume le ban et l'arrière-ban, qui devaient lui valoir 40,000 hommes à peu près. (*Histoire de mon Temps*, t. I.)

dans sa lettre au cardinal de Fleury (*Correspondance politique*, II, n° 773), malgré les craintes que la pointe faite par le prince d'Anhalt avait causées à Vienne, le roi, désireux de connaître au juste l'importance des rassemblements qui se faisaient de l'autre côté des Karpathes, n'en avait pas moins décidé de placer sous les ordres du prince héritier Léopold d'Anhalt un petit corps de 10 bataillons et de 20 escadrons, qui devait prendre position entre Troppau et Ratibor. Le roi ne tarda pas, du reste, à renoncer au mouvement projeté de ce corps sur Tyrnau.

Au commencement du mois de mai il y avait, en Hongrie, d'après les états de situation, 4,600 insurgés et portalistes, dont la plus grande partie, qui formait le cordon établi sur la frontière occidentale de Hongrie et à l'est de la March, fut attribuée au prince Charles de Lorraine.

L'indiscipline et la mauvaise tenue des unités fournies par l'insurrection et placées sous les ordres du feld-maréchal-lieutenant Ghilanyi avaient tellement désappointé ce général que le conseil aulique de la guerre, cédant à ses requêtes réitérées, se décida à confier ce commandement au général Festetics. Les insurgés hongrois ne s'étaient pas mieux comportés à l'armée de Khevenhüller, et ce fut encore l'infortuné feld-maréchal-lieutenant Ghilanyi que l'on chargea, en sa qualité de Hongrois, de la tâche ingrate et difficile qui consistait à remettre un peu d'ordre dans les rangs de ses compatriotes, qui, non contents d'élever toutes sortes de prétentions, commettaient partout excès sur excès et qui, surtout à partir du mois d'avril 1742, se mirent à déserter, si ce n'est en masse, du moins par groupes.

Les *portalistes*, bien loin de suivre le déplorable exemple des *insurgés*, donnèrent, au contraire, pleine satisfaction à leurs chefs. Ces 7,300 cavaliers, bien équipés, étaient, pour la plupart, des fils de bourgeois et de paysans hongrois. 2,400 d'entre eux, versés, en décembre et en janvier, dans les régiments réguliers de hussards, afin de combler les vides qui s'étaient produits dans leurs rangs, ne tardèrent pas à y devenir d'excellents soldats.

Aussi, au lendemain de la paix de Berlin, Marie-Thérèse crut utile d'adresser à ses peuples de Hongrie l'expression de sa gratitude et de s'exprimer en des termes qui, allant droit au cœur des Magyars, les décidèrent à déclarer que les *insurgés* et *portalistes*, loin d'être libérés de leurs obligations militaires,

devraient continuer leur service jusqu'à la fin du mois d'octobre 1743. Mais, au moment où l'on publia cette décision, une bonne partie des *portalistes* et des *insurgés*, surtout ceux d'entre eux qu'on n'avait pas versés dans les régiments de hussards, avaient déjà, à l'expiration de l'année de service qu'ils avaient juré d'accomplir, repris le chemin de leurs foyers. Afin d'éviter des conflits et des difficultés dont les conséquences auraient pu être fatales, Marie-Thérèse, se rangeant à l'avis de ses ministres, dégagea les comitats et prit, d'autre part, les mesures nécessaires pour porter de 800 à 1000 chevaux l'effectif des régiments de hussards.

Si l'on ne peut arriver à déterminer exactement le chiffre total des *insurgés* que le feld maréchal-lieutenant Festetics avait à l'armée de Bohême, on sait, en revanche, qu'au commencement de juin il disposait encore de 4,070 chevaux. Mais il paraît que le siège de Prague ne leur plaisait guère, puisque, le 27 septembre, Festetics rendait compte, dans l'un de ses rapports, de ce qui venait de se passer : « Les insurgés ont presque tous pris la poudre d'escampette, parce que la nuit dernière il est tombé une pluie un peu froide[1] ». Au commencement de novembre, tous les insurgés de Festetics, à l'exception de ceux appartenant à une seule bannière (banderium), avaient abandonné leur général pour rentrer chez eux.

De tout ce qui précède et des données qu'on trouve dans les documents officiels, il résulte qu'à la fin de l'année 1742, il restait en fait de présents dans les six régiments d'infanterie de nouvelle création 14,877 hommes ; 3,055 hommes avaient déserté, et ce ne fut que près de deux ans plus tard, en 1744, qu'on arriva au chiffre total de 21,622 conscrits voté par la diète. L'effectif total de cavaliers, *insurgés* et *portalistes* réunis, jusqu'à la fin de 1742, s'élevait à 14,409. Le chiffre total des hommes que la Hongrie fournit à Marie-Thérèse en 1742, en exécution des engagements pris par la diète de Pressburg, s'éleva donc à 29,286 hommes. Si l'on ajoute à ces chiffres les hommes fournis aux trois anciens régiments d'infanterie hongroise (2,300 hommes par régiment) et aux sept anciens régi-

[1] ALEXICH, *Die friewilligen Aufgebote aus Ungarn, 1741 und 1742* (Mittheilungen des *K. und K. Kriegs Archivs*, t. V, 1891).

ments de hussards (800 hommes par régiment), 2,000 hussards pour trois autres régiments, les 2,000 fantassins et les 1000 cavaliers tirés de Transylvanie, on voit que, sans parler des contingents des confins militaires, les pays de la couronne de Saint-Étienne mirent, pendant le cours de l'année 1742, 46,766 hommes, dont 22,989 cavaliers, à la disposition de la reine.

Sans entrer dans des détails qui nous entraîneraient trop loin, nous nous bornerons à dire que la Hongrie fournit, en 1742, 8.500 hommes à l'armée de Bohême, 6,700 hommes au corps Khevenhüller, qu'elle envoya 4,000 hommes à Skalitz, et chargea 1400 insurgés et portalistes de la garde des postes les plus importants de la frontière. En somme, 9,600 fantassins et 11,000 cavaliers irréguliers provenant de la levée, soit en tout 20,600 hommes, furent seuls employés activement en 1742.

Si nous avons insisté si longuement sur ces données, qui ont pu paraître fastidieuses au lecteur, c'est surtout parce que ces chiffres seuls pouvaient fournir l'explication des principaux événements de l'année 1742. Il était nécessaire d'établir qu'au lieu des 100,000 Magyars qui devaient renforcer et soutenir les vieux régiments de l'armée impériale, la Hongrie ne put en envoyer que le cinquième à peine sous les drapeaux de Marie-Thérèse.

La réalité, on le voit, met à néant une belle et poétique légende, mais elle ne fait que mieux ressortir le dévouement et la bravoure de ces insurgés hongrois qui ne tardèrent pas à s'aguerrir, à faire preuve d'autant de solidité que les soldats de métier des vieux régiments, et contribuèrent puissamment à reconquérir à côté d'eux la Moravie, à délivrer la Bohême et la haute Autriche, et à porter la guerre en territoire ennemi.

On avait eu le tort de régler insuffisamment, ou, tout au moins, d'une façon par trop ambiguë, la question si grave et si délicate des subsistances, des prestations en nature et en argent, dues à partir de certains moments et dans certains cas aux troupes de l'insurrection. Ce manque de prévoyance et de clairvoyance fut assurément la cause première et déterminante d'abord des excès de toute sorte commis par les insurgés, puis des désertions. Enfin, par suite des difficultés réelles contre lesquelles Khevenhüller et le prince Charles de Lorraine eurent à lutter, de ces difficultés qui vinrent plus d'une fois paralyser,

ou, tout au moins, contrarier gravement l'action du commandement, ces deux généraux en chef se virent réduits à soumettre au conseil aulique de la guerre ces questions d'une importance capitale, et qu'ils ne pouvaient, ni n'osaient trancher. Comme toujours, la solution n'intervint que trop tard et la réponse n'arriva que lorsque le mal était fait.

Sans aller jusqu'à prétendre, comme on l'a dit pendant si longtemps en fondant cette argumentation sur le fameux cri de *Moriamur pro rege nostra*, que la monarchie autrichienne a dû son salut à l'insurrection hongroise, il faut, pour bien et justement apprécier la portée des résolutions de la diète de Pressburg, jeter un coup d'œil sur la nature des rapports existant à ce moment entre la cour de Vienne et la Hongrie. Lors de l'avènement de Marie-Thérèse, la Hongrie était encore frémissante. L'agitation provoquée par Emerich Thököly et François Rakoczy, cette agitation, dont les subsides et les encouragements des ennemis de l'empire avaient prolongé la durée, n'était pas encore complètement apaisée. Il est, par suite, aisé de s'expliquer l'effet considérable produit, la surprise générale causée par l'attitude inattendue de la Hongrie, par l'enthousiasme et le dévouement des magnats et du peuple. Au point de vue exclusivement militaire, on retrouve aujourd'hui encore des traces manifestes et incontestables des résolutions prises par la diète de Pressburg Les nouveaux régiments, créés et organisés lors de cette grande manitestation nationale, loin d'avoir une existence éphémère, subsistent encore de nos jours. Par un singulier hasard, l'un d'entre eux, le régiment de hussards de Beleznay (aujourd'hui 10e régiment de hussards), portera désormais à tout jamais le nom du petit-neveu de Frédéric II, devenu son chef honoraire et son propriétaire en 1814. Créé en 1741, pour protéger la monarchie autrichienne contre les Prussiens, ce régiment, par une singulière bizarrerie du sort, s'appellera aussi longtemps qu'il durera, régiment du roi Frédéric-Guillaume III de Prusse.

II.

LES ARMEMENTS DE L'AUTRICHE.

Se méfiant à bon droit de la sincérité des protestations amicales et pacifiques de Frédéric, Marie-Thérèse, aussitôt après la signature de la convention de Klein-Schnellendorf, avait ordonné à Neipperg d'abord de ramener son armée sur Olmütz, puis de continuer sa marche vers le Sud, soit pour opérer en Bohême, soit pour revenir sur Vienne. Bien que le mouvement des Bavarois, qui obliquèrent vers la gauche et quittèrent les bords du Danube pour marcher de Saint-Pölten sur Prague, eût momentanément écarté tout danger de la capitale, on n'en prescrivit pas moins, le 20 et le 22 octobre, à Neipperg d'effectuer sa jonction avec l'armée du feld-maréchal prince Lobkowitz qui, rappelé des environs de Pilsen, avait ordre de serrer sur Neipperg en se reportant vers l'Est.

Le 31 octobre, en même temps qu'on décidait de confier le commandement de l'armée de Bohême au grand-duc François-Étienne, on faisait partir de Pressburg et de Pesth le régiment d'infanterie Schulenburg[1], et de Vienne, où leur présence était désormais inutile, les régiments d'infanterie Moltke et Waldeck.

Le 17 novembre, les armées de Lobkowitz et de Neipperg opéraient leur jonction à Neuhaus. Forte à ce moment de 40,000 hommes, cette armée, après s'être inutilement portée en avant afin de couvrir Prague, qui avait été enlevée d'assaut le 25 et le 26 novembre, prit ses quartiers d'hiver et s'établit sur une longue ligne entre Tabor et Strakonitz, d'où elle devait couvrir le déploiement de l'armée de Khevenhüller et ses opérations en Bavière. En décembre 1741, l'armée autrichienne de Bohême se composait de 18 régiments d'infanterie, 13 de cuirassiers, 6 de

---

[1] Un bataillon du régiment Schulenburg resta à Vienne et les deux autres, attribués par le grand-duc au corps de Khevenhüller, furent dirigés sur Freistadt (haute Autriche).

dragons et 6 de hussards. Mais en janvier 1742, Marie-Thérèse lui enleva 1 régiment d'infanterie et 2 régiments de cuirassiers, qui rejoignirent l'armée de Khevenhüller, le 17 du même mois, à Gallneukirchen, quelques jours après la rentrée à Vienne du grand-duc, qui venait de remettre le commandement de son armée à son frère le prince Charles de Lorraine.

Pendant que cette armée, établie dans la partie sud de la Bohême, faisait face aux Français, aux Bavarois et aux Saxons, que Khevenhüller opérait sa concentration sur les limites occidentales de la basse Autriche, que l'on procédait en Hongrie à la formation de nouveaux régiments (6 d'infanterie et 2 de hussards), Frédéric II avait jeté le masque vers la mi-décembre et envoyé aux 25 escadrons qu'il avait en Bohême l'ordre de marcher contre les Autrichiens de concert avec les troupes françaises, bavaroises et saxonnes[1].

Aussi, dès les premiers jours de janvier 1742, on s'empressa de diriger sur Brünn et Ungarisch-Hradisch 5 bataillons d'infanterie, dont l'organisation était à peu près achevée, et d'établir sur la frontière de Hongrie un cordon de troupes allant de Jablunka au Danube. Un peu plus tard, au mois de mars, afin de mettre l'armée du prince Charles à même de se maintenir en Bohême et de reprendre l'offensive, on tira de l'armée de Khevenhüller 4 régiments d'infanterie et 300 hommes des confins militaires, qui arrivèrent à Budweis à la fin du mois. En avril, 2 régiments de cuirassiers, venant de Hongrie et de Transylvanie, furent attribués au prince Charles, tandis qu'on renforçait le corps Lobkowitz d'un régiment d'infanterie tiré de l'armée de Khevenhüller.

D'après un état général établi par le commissariat général des guerres en date du 2 juin 1742, la principale armée autrichienne, au moment de l'ouverture des préliminaires de Breslau, se composait en fait de troupes régulières, en y comprenant le corps Lobkowitz, de 22 régiments d'infanterie au complet, de 4 bataillons et de 4 compagnies de grenadiers des régiments Wurmbrand, Wolfenbüttel et Kheul, de 5 bataillons appartenant aux nouveaux régiments hongrois, de 12 régiments de cuirassiers,

[1] *Correspondance politique*, I, n° 628.

7 de dragons et 8 de hussards. L'état-major général de cette armée ne comprenait pas moins de 4 feld maréchaux, 1 feldzeugmeister, 3 généraux de cavalerie, 17 feld-maréchaux-lieutenants et 25 généraux-majors (appelés alors quartiers-maîtres généraux — *General-Feldwachtmeister*).

Mais il importe de se rappeler que les régiments dirigés sur la Bohême à partir des derniers mois de 1740, et surtout les régiments d'infanterie, avaient été mis en marche avec des effectifs tellement faibles qu'on avait donné l'ordre de recruter du monde en route et qu'on avait même reconnu la nécessité de porter de 25 à 27, et même à 30 florins. la prime d'engagement. Les États de Bohême et la Moravie s'étaient, il est vrai, volontairement engagés à fournir, les premiers, 3,000 hommes, la seconde 1000. Leur exemple avait été suivi par quelques-uns des autres États et par quelques évêques et magnats hongrois, enfin par quelques-uns des pays de l'empire qui, jusqu'à ce moment, n'avaient jamais fourni d'hommes à l'armée impériale.

Grâce à certaines mesures terriblement onéreuses, puisqu'elles élevèrent la prime de recrutement jusqu'à 40 florins par tête, l'armée de Neipperg avait pu recevoir quelques renforts pendant les premiers mois de 1741. Un peu plus tard, le 20 juillet 1741, on avait décrété la levée dans les pays autrichiens de 15,000 conscrits, qu'on réussit, du reste, à se procurer sans trop de peine.

Aux pertes éprouvées par l'armée autrichienne pendant la campagne d'hiver 1741-1742 vinrent s'ajouter les nombreuses désertions qui firent fondre les effectifs dans des proportions inquiétantes. Au mois de janvier 1742, il manquait, rien qu'aux régiments de cavalerie allemande des armées autrichiennes de Bohême et de Bavière, 1380 hommes. En juin 1742, malgré les résultats très satisfaisants donnés par les enrôlements d'hommes s'engageant dans la cavalerie, il manquait aux 19 régiments de cuirassiers, à 8 de dragons et à 6 de hussards, 1909 hommes et 2,624 chevaux. Quant aux 30 régiments allemands et aux 2 régiments italiens qui se trouvaient en Bavière, en Autriche et en Hongrie, leur insuffisance d'effectif ne s'élevait pas à moins de 18,000 hommes.

Pour combler ces vides on avait, en janvier 1742, demandé aux pays allemands et à la Bohême 8,000 conscrits et 2,600 che-

vaux à titre de prélèvement anticipé sur les levées de 1743. Les événements de guerre portèrent, comme de juste, une sérieuse atteinte aux résultats qu'on en avait espérés.

Au mois de juin, au moment où l'on se préparait à faire la paix avec la Prusse et à marcher sur Prague, on prit toute une série de mesures tendant à répartir entre les différents États la levée des 15,121 hommes qui manquaient encore à l'infanterie, puisque les enrôlements, auxquels avaient procédé les recruteurs des régiments, n'avaient fourni que 2,879 hommes. On eut recours en même temps à de nouveaux enrôlements en Hongrie.

Pour ce qui est de la remonte en chevaux de selle et en chevaux de trait destinés à la cavalerie et à l'artillerie, elle fut exclusivement assurée par les contrats passés par la Couronne. Le manque de fonds empêchait d'ailleurs les régiments de cavalerie de procéder par la voie des achats directs. Enfin, au commencement de 1742, on jugea nécessaire, en augmentant la sévérité des dispositions, déjà en vigueur depuis un an, de porter à nouveau à la connaissance du peuple l'édit qui interdisait d'une façon absolue l'exportation des chevaux.

Pendant cette première période, ce fut des confins militaires qu'on tira plus particulièrement les renforts dont avaient si grand besoin les troupes régulières. Dès la fin de mai de 1741, l'armée de Neipperg avait été rejointe par 3,000 hommes de Warasdin, qui, destinés primitivement à la haute Autriche et répartis en 20 compagnies de 150 hommes, formaient en réalité un véritable régiment possédant son état-major. Mais, conformément aux lois qui les régissaient à cette époque, ces 3,000 hommes étaient rentrés chez eux au moment où l'armée prit ses quartiers d'hiver.

Vers le 15 janvier, ils passèrent par Vienne, et, bien qu'il leur eût fallu encore vingt jours pour regagner leurs foyers, dès la fin de février ils se remirent de nouveau en route. Transportés cette fois en voiture, par Kanisza et Oedenburg, ils arrivèrent à Vienne vers la fin de mars, et en avril en Moravie. Malmenés par leurs officiers, par trop irrégulièrement payés, privés enfin du butin qui devait leur appartenir et qu'on refusait de leur accorder, ils abandonnèrent de nouveau l'armée en octobre 1742. Mais, d'autre part, comme nous l'avons dit plus haut, l'armée de Bohême comptait dans ses rangs, à partir de mars 1742,

3,000 hommes des confins militaires de Carlstadt, passés de l'armée de Bavière à celle du prince Charles.

Bien qu'en 1741 on eût envoyé en Italie 2,400 hommes des confins militaires de la Save, on demanda, en 1742, de nouveaux sacrifices à l'Esclavonie et, en juin 1742, le prince Charles de Lorraine avait déjà reçu 1314 fantassins et 100 cavaliers tirés de ces districts, auxquels il convient encore d'ajouter environ 500 hommes provenant des confins militaires du Danube, et 900 fantassins, ainsi que 500 cavaliers, tirés des pays baignés par la Theiss et la Maros.

En décembre 1742, tous ces hommes réclamèrent et obtinrent l'autorisation de rentrer dans leurs foyers.

Moins solides et moins aguerries que les formations provenant des confins militaires, les milices n'en fournirent pas moins aux troupes régulières un appoint qui n'était pas à dédaigner. Nous avons insisté précédemment sur le concours promis et donné à Marie-Thérèse par la Hongrie. La Bohême, occupée presque en totalité par les adversaires de la reine pendant une bonne partie de l'année 1742, se trouvait par la force même des choses dans l'impossibilité de participer à la défense de la monarchie. Aussi Marie-Thérèse s'empressa de profiter des sentiments que les sévices des Prussiens avaient fait naître en Moravie pour appeler aux armes les populations de ce pays et pour accorder, le 13 février 1742, à la Moravie, des grâces et des faveurs qui répondaient aux vœux les plus chers et les plus ardents des habitants. L'effet produit par cet appel aux armes fut considérable. Si les insurgés de Moravie n'osèrent pas s'attaquer aux troupes prussiennes, ils n'en furent pas moins fort nuisibles à Frédéric II en coupant les communications, en enlevant les convois de son armée. Le roi de Prusse le reconnaît lui-même. On retrouve plus d'une fois dans sa correspondance et dans ses ordres des traces de sa colère, des signes de l'embarras que lui causa « toute cette racaille de paysans de Moravie ». Ce fut en grande partie à cause d'eux, à cause du mal qu'ils faisaient à ses troupes, qu'il fit exécuter, en mars 1742, au prince Thierry d'Anhalt, sa marche d'Ungarisch-Brod sur Walachisch-Meseritsch.

Pour se rendre compte des résultats obtenus en Moravie, il suffira d'indiquer que le baron Seldnitzky, auquel la reine accorda une commission de lieutenant-colonel et une somme de

2,000 ducats, se chargea de rassembler et de prendre à sa charge 4,000 Valaques. Relevant directement du palatin et du feld-maréchal-lieutenant Ghilanyi, Seldnitzky communiqua le 29 mars, à Ghilanyi, le plan des opérations qu'il voulait entreprendre avec ses Valaques. Partant de Trentschin, il comptait chasser les Prussiens de Prerau ou de Neutitschein, puis après avoir fait mine de se porter sur Oderberg, se diriger en réalité sur Olmütz. Seldnitzky mit à exécution une bonne partie de son programme, puisque nous le trouvons à la fin de mai en Silésie à la tête de son corps franc qui, surtout après les actes de vandalisme et les ravages accomplis au commencement d'avril dans la partie nord de la Moravie par les troupes du prince Thierry d'Anhalt, s'était grossi d'une foule de paysans exaspérés par la misère et les mauvais traitements, et devait avoir, à bien peu de chose près, atteint l'effectif de 4,000 hommes. Mais, comme toutes les troupes irrégulières, comme tous les corps francs, les Valaques eux aussi commirent tant d'excès qu'on profita de la signature des préliminaires de Breslau pour procéder, à partir du 4 juillet, à leur licenciement et à leur désarmement.

L'artillerie avait beaucoup souffert à Mollwitz où elle avait perdu la plus grande partie de son matériel. On déploya une si grande activité qu'elle fut bientôt en état de rentrer en campagne. A la fin d'octobre 1741, Neipperg disposait de nouveau de 21 pièces abondamment approvisionnées de munitions et d'un parc fortement constitué. En novembre, lorsque l'armée de Neipperg eut opéré sa jonction avec le corps Lobkowitz, son artillerie se composait de 46 bouches à feu et devait, d'après les décisions prises par le Conseil aulique de la guerre, recevoir à bref délai un renfort de 16 pièces.

Après la bataille de Czaslau (Chotusitz), on fit partir de Vienne, dans les premiers jours de juin de 1742, seize canons qu'on envoya en Bohême. Le personnel de l'artillerie de l'armée de Bohême présentait à ce moment un effectif total de 1246 hommes.

Pour ce qui est du service des subsistances qu'il était impossible d'assurer avec les 250 voitures à 4 chevaux attribuées à l'armée de Neipperg, on dut forcément avoir recours à des contrats passés avec les charretiers de Vienne, qui s'engagèrent à fournir 200 chariots à 4 chevaux, puis avec les États de la basse Autriche et de Moravie auxquels on demanda d'abord 1800, puis

8,000 voitures du pays, dont une partie, il est vrai, devait être réunie par les États de Bohême. Plus tard, en avril 1742, on demanda à la Hongrie 1000 voitures traînées par six bœufs, qui auraient dû être toutes rendues à Vienne fin juin. Mais, le 3 juillet, on n'avait encore vu arriver à Vienne que trente-trois de ces voitures, qui furent suivies de près par trois cent dix autres. Il est vrai de dire qu'un certain nombre de ces véhicules avaient été dirigés tout droit de Skalitz à Brünn.

La détresse du trésor, l'arriéré considérable dû aux régiments lors de l'avènement de Marie-Thérèse, la pénurie des ressources de la monarchie, le manque absolu de crédit, aggravaient encore la situation, retardaient la mobilisation, rendaient presque impossibles l'enrôlement des hommes et l'achat des chevaux dont on avait besoin. Heureusement pour Marie-Thérèse, la Bohême se chargea de constituer, à l'aide de ses propres moyens, les magasins d'où l'armée de Silésie devait tirer ses subsistances de janvier à octobre 1741. On avait, d'autre part, résolu d'allouer à la caisse de campagne de Neipperg une somme d'un peu plus d'un million de florins qui devait être envoyée en Silésie vers la mi-avril. La solde des troupes avait été si irrégulièrement et si incomplètement payée que, en avril 1741, on songea assez sérieusement à réduire d'un kreuzer la solde journalière du soldat.

A l'entrée de l'hiver 1741-1742, on avait décidé d'allouer à chacun des régiments de l'armée de Bohême, une masse fixée pour l'infanterie à 3,000 florins, pour la cavalerie à 5,000, masse destinée à l'acquisition d'effets de grand équipement et d'outils et d'ustensiles de campagne. Au mois d'avril, ces corps n'avaient reçu que des sommes variant entre 1000 et 2,000 florins, et comme les régiments s'étaient vus dans l'impossibilité d'entretenir sur place leur petit équipement, on fut obligé, à la fin de l'hiver, de commander à Vienne 10,000 chemises, 10,000 paires de souliers et 60,000 paires de chaussettes.

En 1742, le Trésor impérial eut à supporter de nouvelles charges du chef de l'insurrection hongroise. Les quantités considérables de céréales et d'avoine sur lesquelles le gouvernement comptait n'ayant pas été fournies en temps utile, force fut de se procurer à tout prix les denrées indispensables. Sans entrer dans le détail, nous nous bornerons à signaler ici qu'un an à peine après leur formation, l'arriéré dû aux régiments hongrois de

nouvelle création s'élevait déjà à 450,000 florins et que, d'après un état fourni par le commissariat général des guerres à la date du 2 juin 1742, les dépenses mensuelles prévues pour le mois courant, rien que pour les prestations en argent dues à l'armée de Bohême et de Moravie, étaient évaluées à 504,428 florins, et que la valeur représentative des rations de pain et d'avoine arrivait au chiffre de 176,109 florins.

L'organisation du service de santé et des hôpitaux était encore tellement embryonnaire qu'il nous semble inutile d'en parler.

On avait si peu envisagé la probabilité, la possibilité même d'une guerre sérieuse avec la Prusse, que, se conformant à l'avis émis par les généraux les plus marquants de l'époque, on ne s'était guère occupé que de celles des places fortes qui pouvaient jouer un rôle dans une campagne contre les Français ou les Turcs, ou rendre des services en Italie en cas d'attaque des Espagnols. C'est ainsi que Seckendorff, dans son mémoire du 30 octobre 1739, néglige intentionnellement les places de Silésie et de la haute Hongrie « parce que l'on n'a rien à craindre de la Pologne à cause de sa faiblesse, que la Prusse et la Saxe ne peuvent rien entreprendre contre la capitale de l'empire, qu'il en est de même pour la Saxe et la Bavière relativement à la Bohême ». Palffy, dans sa note du 9 novembre 1740, recommande d'attacher une certaine importance à Pressburg, parce qu'on y garde les insignes de la royauté; à Raab et à Komorn, parce que ces places commandent le cours du Danube, mais Trentschin et Leopoldstadt lui paraissent des points absolument insignifiants. On s'explique par suite le peu de résistance qu'offrirent, en 1741, les places de Silésie. Sans parler de Neisse, la plus forte de ces places, dont le siège *pro formâ*, la défense simulée et la capitulation à terme fixe avaient été réglés lors de la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf, Glatz, malgré son importance capitale, était dans un état lamentable au moment où les Prussiens se présentèrent la première fois sous ses murs en janvier 1741, moment où le colonel de Camas échoua dans la tentative qu'il fit pour l'enlever par surprise. Mis en éveil par ce coup de main manqué, le commandant de Glatz travailla à partir de ce moment avec tant d'activité et d'intelligence à la réfection des ouvrages, que cette place était, en janvier 1742, en état de résister vigoureusement à un siège en règle et qu'en fin de compte ce ne fut pas la force

qui la fit tomber au pouvoir du prince héritier Léopold d'Anhalt-Dessau.

A Brünn, grâce aux sacrifices pécuniaires consentis par la Moravie lorsque, pendant le cours de l'année 1741, le Trésor ne put plus subvenir aux dépenses, on parvint à renforcer à ce point les défenses de la ville que l'ennemi ne put y entrer que lorsque les Autrichiens eurent reçu l'ordre de l'évacuer. Il n'en avait pas été de même à Olmütz et à Ungarisch-Hradisch où, faute de ressources, on avait suspendu les travaux peu de temps après les avoir commencés. Le 27 décembre 1741, Olmütz tombait entre les mains des Prussiens avant que la garnison ait pu se conformer à l'ordre de l'évacuer et de se replier sur Brünn. On avait tout juste eu le temps de faire filer sur Vienne quinze canons et deux mortiers. Quant à Ungarisch-Hradisch, on l'évacua en février 1742. Son commandant se retira par ordre sur Pressburg avec sa compagnie franche qui y fut licenciée quelques mois plus tard.

On s'empressa alors de renforcer les ouvrages, l'artillerie et les garnisons des deux places fortes de la vallée de la Waag, Trentschin et Leopoldstadt, mais les travaux qu'on y entreprit étaient si sommaires, si hâtifs, que Palffy lui-même ne les croyait guère en état de tenir sérieusement.

La présence des Prussiens en Moravie, leurs pointes poussées jusque sur les bords du Danube avaient inspiré de sérieuses inquiétudes pour Vienne et pour Pressburg. Les ouvrages de Vienne avaient été cependant renforcés en 1741, lors de la marche des Bavarois sur St-Pölten. Bien qu'il eût été impossible de les attaquer sans disposer d'un grand parc de siège et que la ville eût pu même dans ce cas opposer une longue et énergique résistance, afin d'interdire aux postes prussiens l'accès des pays au nord du Danube, de couvrir et de protéger les quantités considérables de vivres qu'on y avait amenées en se servant des voies fluviales, on fit revenir en toute hâte de Linz, sur des bateaux réquisitionnés, deux bataillons qui reçurent l'ordre d'occuper le pont fixe de Krems et de rassembler toutes les barques sur la rive droite du fleuve. On confia de plus la défense active au feld-maréchal-lieutenant Saint-Ignon, qui s'établit avec quatre régiments de cavalerie et quatre de hussards à Waidhofen sur la Thaya, et au quartier-maître général Baranyay qui prit position, avec la cavalerie hongroise régulière et irrégulière, aux environs du Man-

nhartsberg[1]. Les insurgés hongrois, sous les ordres du feld-maréchal-lieutenant Ghilanyi se tenaient du côté de Skalitz, tandis qu'on postait, à proximité de Pressburg, les cuirassiers de Lobkowitz, que le Palatin comptait faire soutenir à bref délai par les dragons de Kohary et par deux bataillons et deux compagnies de grenadiers des régiments d'infanterie Kheul et Wolfenbüttel.

---

[1] Les hauteurs du Mannhartsberg dirigées du nord au sud, forment au nord de Vienne un obstacle continu entre le Danube et la Thaya.

III.

LA PREMIÈRE GUERRE DE SILÉSIE
CAMPAGNE DE 1741-1742.

DE LA CAPITULATION DE NEISSE (NOVEMBRE 1741) A LA REPRISE DES HOSTILITÉS (JANVIER 1742).

III. — A.

1. Attitude de l'Autriche pendant la durée de l'armistice avec la Prusse.

Le 13 octobre 1741 au soir, on avait reçu à Pressburg la première nouvelle de la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf. Quarante-huit heures plus tard, le général Lentulus, porteur du texte même de la convention, de documents de toute espèce et d'une lettre adressée par Neipperg au grand-duc, y arrivait à son tour. Aussitôt après la fin d'une audience accordée au général le 16 au matin et qui dura de 8 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, le grand-duc informait Neipperg que Marie-Thérèse ratifiait tout ce qu'il avait fait. Il lui communiquait l'ordre envoyé à Lobkowitz de faire sa jonction avec lui et lui annonçait que lui-même allait rejoindre l'armée et en prendre le commandement.

Les nouvelles apportées par Lentulus, le rapport verbal qu'il fit à la reine et au grand-duc, avaient eu pour effet immédiat de jeter la consternation à Pressburg. Plus que jamais Marie-Thérèse regretta amèrement d'avoir cédé à la pression, aux prières des vieux conseillers de la couronne, d'avoir consenti à donner à contre-cœur son adhésion à la signature d'une convention qui ne pouvait satisfaire aucune des parties contractantes. Mais loin de récriminer contre le fait accompli, de songer à violer sa parole, à renier sa signature, malgré ses grands et légitimes regrets, elle s'empressa d'assurer l'exécution complète de l'acte

de Klein-Schnellendorf et de rompre des négociations qu'elle venait d'entamer avec la France et la Bavière [1].

Tout en approuvant les actes de Neipperg, en le rassurant complètement par ces mots qu'elle ajouta en français au-dessous de cette lettre rédigée par Bartenstein : « N'ayez point de scrupule, on est content de tout », Marie-Thérèse avait jugé nécessaire d'envoyer au feld-maréchal des instructions relatives à certains points qui n'avaient pas été réglés par l'acte établi par lord Hyndford et qui devaient l'être lors de la signature du traité de paix définitif. Il s'agissait de questions ayant trait aux dettes des territoires cédés à la Prusse, au libre exercice du culte catholique, à la sécurité publique, à l'amnistie, à la faculté d'option qu'elle réclamait en faveur de ses anciens sujets, questions qu'elle chargeait Lentulus, qui devait quitter sous peu Pressburg pour se rendre à Troppau, de discuter avec le colonel de Goltz et le prince Thierry d'Anhalt-Dessau. Elle avait eu de plus le soin d'exposer tous ces points dans un mémoire adressé à Robinson, puisque, d'après le désir exprimé par Frédéric, les deux diplomates anglais accrédités à Vienne et à Berlin, Robinson et Hyndford, devaient être chargés de la transmission des correspondances entre les deux cours. La reine, avec sa franchise et sa loyauté ordinaires, n'avait pas oublié que la Russie était son alliée. Elle exigeait par suite qu'on la comprît dans le traité à intervenir. Après avoir exprimé le désir de voir le roi de Prusse s'engager à donner sa voix au grand-duc, lors de l'élection à laquelle on allait procéder sous peu, elle avait catégoriquement déclaré à Neipperg qu'il lui était impossible d'accorder, comme le désirait Frédéric, même à quelques corps de troupes de l'armée du roi, le droit de prendre leurs quartiers d'hiver en Bohême.

Le 23 octobre, aussitôt après la réception de ces instructions, Neipperg, en envoyant à Goltz le paquet de lettres destiné, croyait-il, à lord Hyndford, ajoutait : « *Sa Majesté la reine ne demande que de se réconcilier véritablement avec Sa Majesté le roi de Prusse pour l'avenir et à perpétuité, je vous le jure* ». Et comme s'il eût eu dès ce moment le pressentiment des prétextes que le

---

[1] *Haus, Hof und Staats Archiv, Friedens Acten*, fasc. 23, la reine au feld-maréchal comte Neipperg, Pressburg, 21 octobre 1741 (Minute de Bartenstein).

roi de Prusse invoqua plus tard pour essayer de justifier les causes pour lesquelles il déchira l'Acte de Klein-Schnellendorf, Neipperg avait soin de déclarer à Goltz qu' « *on s'explique même touchant le secret qui sera gardé inviolablement de notre part et de ceux qui sont en place autant que Sa Majesté le demande* [1] ».

Neipperg venait à peine d'expédier cette lettre, dans laquelle il insistait par ordre sur les intentions si nettement pacifiques de sa souveraine, que les difficultés commencèrent à surgir. Dès ce moment il est visible que le roi de Prusse cherche les moyens de se dégager : les avantages qu'il a obtenus lui semblent déjà trop maigres. Quinze jours ont suffi pour amener un revirement complet dans l'esprit de Frédéric, pour ouvrir des horizons nouveaux à son ambition froide et calculatrice. C'est à cette époque, si proche pourtant de la signature de la convention de Klein-Schnellendorf, que s'ouvre cette ère de chicanes que nous avons essayé de résumer à la fin de l'étude que nous avons consacrée au deuxième volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche*. La lettre que Goltz écrivait à Neipperg le 23 octobre [2], apportée à Olmütz avec les dépêches de lord Hyndford à Robinson, cette lettre, déjà bien différente comme ton, des communications amicales qu'il avait échangées jusque-là avec le feld-maréchal, marque le point de départ d'une interminable série de difficultés préméditées, de réclamations perfides et d'inadmissibles prétentions.

Se plaignant d'une part à lord Hyndford des indiscrétions que le comte Khevenhüller aurait commises en révélant à son collègue de Dresde, le comte Wratislaw, l'existence de l'Acte de Klein-Schnellendorf, exigeant au nom du roi qu'on désavouât ce diplomate, déclarant dès ce moment que, si l'on se refusait de le faire, son maître se considérerait comme dégagé de toute obligation, l'habile confident de Frédéric, après avoir signalé au feld-maréchal la conduite répréhensible de Robinson, qui avait, lui aussi, tout raconté à M. Villers, le ministre d'Angleterre à Dresde, terminait sa dépêche par ces mots : « Jugez si nous pouvons être de bonne humeur ».

On recommençait déjà à jouer au plus fin à la cour de Prusse.

---

[1] *Archives particulières des comtes de Neipperg.*

[2] Voir Major Z..., *La Guerre de la Succession d'Autriche, Campagne de 1740-1741*, p. 60. — Paris, Baudoin, 1897.

Goltz, qui s'était bien gardé de parler à Neipperg de la conclusion du traité de paix définitif, avait jugé à propos de donner à ce sujet son avis à lord Hyndford. « N'attendez pas jusqu'au 25 décembre pour signer un traité en règle, lui écrivait-il le 21 octobre. Tâchez d'en finir au plus vite, demain même, si faire se peut, avant que le diable s'en mêle. *Aut nunc, aut nunquam*[1]. » Il allait même jusqu'à lui conseiller de se procurer les pleins pouvoirs nécessaires, jusqu'au 3 ou 4 novembre au plus tard, époque du retour du roi à Breslau.

Mais le même Goltz, qui blâmait si vivement les indiscrétions des diplomates anglais et autrichiens, se gardait bien de constater que Valory avait été mis au courant de tout ce qui s'était passé. Dans un rapport que Valory adressait à sa cour du camp de Züll, le 17 octobre, il mandait au roi que, d'après ce qu'on avait affirmé dans une réunion de généraux, le roi de Prusse venait de faire sa paix avec Marie-Thérèse. On avait même fait part à Valory des conférences secrètes qui avaient été conduites par Goltz.

Le gouvernement autrichien n'eut aucune peine à ramener les faits à leurs justes proportions. Afin de mieux prouver combien elle respectait la parole donnée, combien elle tenait à conclure définitivement la paix, Marie-Thérèse chargea le baron de Gillern, qu'elle savait être *persona grata* auprès de Frédéric, de se rendre à Troppau et d'y prendre la direction des négociations. « Ce ne sera donc pas ma faute, disait-elle dans le rescrit qu'elle adressait à Neipperg le 29 octobre, si la paix n'est pas chose conclue d'ici peu de jours. »

On poussait même la condescendance si loin que l'on affectait de ne rien savoir du sans-façon avec lequel les Prussiens enfreignaient les conventions de Klein-Schnellendorf. Le 29 octobre 1741, Neipperg prescrivait au lieutenant-colonel de Levrier, qui commandait à Troppau, de fermer les yeux sur les agissements des Prussiens s'ils faisaient mine de cantonner quelques troupes dans la principauté de Troppau ou d'y faire des fourrages[2], et de se borner à le tenir au courant de ce qui se passait.

---

[1] Le colonel von der Goltz à lord Hyndford, de l'Armée, 21 octobre 1741 (*Haus, Hof und Staats Archiv*, fasc. 23).

[2] *Archives particulières des comtes de Neipperg.*

En répondant, le 1er novembre, au rescrit de la reine, Neipperg, auquel Goltz venait d'écrire pour le prier d'adresser à l'avenir toutes les dépêches destinées à lord Hyndford « sans autre adresse que celle que j'ai indiquée à Jägerndorf, puisque je ne serai pas présent à la cour pendant l'hiver[1] », avait demandé à être déchargé du fardeau des négociations diplomatiques. Le feld-maréchal allait, bien au contraire, avoir à intervenir d'autant plus sérieusement que l'on venait de recevoir à Pressburg la première nouvelle de l'entrée et de l'apparition des Prussiens dans le comté de Glatz.

Ce que Goltz s'était bien gardé de dire dans son billet et ce que Neipperg n'apprit que deux jours plus tard, c'est que le colonel avait été détaché par le roi auprès du prince Léopold d'Anhalt en marche sur Glatz et la Bohême.

Les nouvelles relatives à l'apparition des troupes prussiennes dans le comté de Glatz avaient, comme de juste, causé à Pressburg autant de stupéfaction que d'ennui. Cette violation flagrante des engagements pris à Klein-Schnellendorf, que la reine ne manqua pas de relever dans ses lettres du 31 octobre[2], et contre laquelle elle ordonna à Neipperg de protester, démontra à Marie-Thérèse le peu de valeur que Frédéric attachait à l'acte du 9 octobre. En même temps qu'elle prescrivait à Neipperg de faire prendre à Glatz les mesures de précaution nécessaires, Marie-Thérèse avait décidé de mettre tout en œuvre pour presser la conclusion d'un traité définitif et en règle destiné à remplacer une convention dont le roi de Prusse semblait disposé à ne plus tenir aucun compte.

En attendant la réponse de la reine, Neipperg, se conformant aux ordres de son gouvernement, avait exposé à lord Hyndford les griefs de la cour de Vienne. Il insistait à nouveau sur les indiscrétions commises par les hussards prussiens qui précédaient leur armée et, envoyés en avant pour fourrager, annonçaient partout que *la paix était faite*. Il lui signalait la présence de Goltz au quartier général du prince Léopold de Dessau dont le corps se

---

[1] Colonel von der Goltz au feld-maréchal comte Neipperg, 29 septembre 1741 (*Haus, Hof und Staats Archiv*, fasc. 23, original en français).

[2] Marie-Thérèse au feld-maréchal comte Bartenstein, Pressburg, 31 octobre 1741 (*Haus, Hof und Staats Archiv*. fasc. 23).

portait sur Glatz et sur la Bohême, lui rappelait les déclarations que le roi de Prusse avait faites en leur présence, lorsqu'il s'engageait solennellement à cesser les hostilités aussitôt après la reddition de Neisse, à se borner jusque-là à une petite guerre simulée, à une guerre *pro formâ*. Il y avait loin, disait le feld-maréchal, de ces déclarations à la marche que les troupes prussiennes, au lieu de se cantonner dans la haute Silésie, exécutaient, sous le prétexte de chercher des quartiers d'hiver, à travers le comté de Glatz, à cette marche qui devait en réalité les conduire en Bohême. Neipperg comptait sur Hyndford pour décider Frédéric à rappeler ses troupes en Silésie, pour lui représenter qu'il ne diminuerait en rien sa gloire et son prestige en écartant cette nouvelle cause de conflit[1].

Le jour même où Neipperg adressait cette lettre à lord Hyndford, la reine se rendait aux prières de Neipperg et l'informait de la décision qu'elle venait de prendre en donnant au baron de Gillern l'ordre de se charger des négociations. Quelques jours après, aussitôt après l'arrivée du grand-duc François-Étienne à l'armée, Neipperg informa lord Hyndford des résolutions prises à Vienne, par le curieux billet que nous reproduisons textuellement :

« Jaispitz, 16 novembre 1741.

« Le feld-maréchal comte Neipperg a lord Hyndford.

« L'on envoie de Vienne le baron de Gillern à Troppau pour entrer non seulement en correspondance avec vous sur le traité à faire avec S. M. Prussienne et sur toutes choses qui y auraient le moindre rapport, mais aussi pour se transporter à Breslau si vous le trouvez bon, comme il vous en fera l'ouverture, et conférer avec vous, Mylord, sur tout ce qui concerne les affaires. Vous en serez content, Mylord, s'il peut arriver à cet honneur, je vous en donne ma parole. Vous savez que je ne vous dirai jamais une chose pour l'autre, donc vous pouvez compter entièrement sur l'avance que je vous en fais et sur sa discrétion. Vous pourriez même en prévenir S. M. le roi de Prusse[2]. »

---

[1] Feld-maréchal comte Neipperg à lord Hyndford, Eibenschütz, 2 novembre (*Haus. Hof und Staats Archiv*, fasc. 23).
[2] *Archives particulières des comtes de Neipperg* (Minute en français).

2. Retraite de l'armée autrichienne à travers la Moravie.

« Réunissez-vous à Lobkowitz et aux troupes qu'il a en Bohême, tombez sur vos adversaires avant qu'ils aient pu opérer leur jonction[1] » : tel avait été le conseil que Frédéric avait donné à Neipperg à l'issue de la fameuse conversation qu'il venait d'avoir le 9 octobre 1741 avec le feld-maréchal et avec lord Hyndford au château de Klein-Schnellendorf. Obligée de couvrir Vienne menacée par les Franco-Bavarois, Marie-Thérèse s'était uniquement résignée à céder Neisse et la plus grande partie de la Silésie afin de pouvoir opposer à l'Électeur l'armée de Neipperg, forte à ce moment de 20,000 hommes. Malgré la lenteur des mouvements des Franco-Bavarois, malgré les mesures défensives prises par Khevenhüller, Marie-Thérèse n'en continuait pas moins à redouter la prise possible de sa capitale et les conséquences considérables d'un pareil événement. On résolut donc de presser le retour de Neipperg dont l'armée devait opérer sa jonction en Bohême avec le corps de cavalerie du prince Lobkowitz[2]. On était tellement inquiet qu'on demanda même à Neipperg de pousser sur Vienne un corps volant de cavalerie formé de quelques régiments de hussards et d'un peu de cavalerie allemande. Il ne fallut rien moins qu'un mémoire de Neipperg pour amener le grand-duc à renoncer à ce projet, dangereux et nuisible sous tous les rapports, et inspiré par la terreur exagérée qui régnait à Vienne[3].

Neipperg, après avoir envoyé à Olmütz le feld-maréchal-lieutenant Browne, chargé d'y préparer tout en vue du séjour que ses troupes devaient y faire, fit aussitôt commencer le mouvement. Afin de diminuer dans la limite du possible les difficultés d'éta-

---

[1] Rapport de lord Hyndford de Breslau, 14 octobre 1741, cité par CARLYLE, t. III, p. 407-408.

[2] Le corps de cavalerie du feld-maréchal Lobkowitz se composait de cinq régiments de cuirassiers, qui avaient été renforcés peu de temps auparavant par deux régiments de hussards, détachés de l'armée de Neipperg.

[3] Feld-maréchal comte Neipperg au grand-duc François-Etienne de Toscane, Troppau, 19 octobre (*K. K. Kriegs Archiv*, t. X, p. 59).

blissement des troupes dans les cantonnements et d'assurer leurs subsistances, il forma son armée en deux colonnes. La situation se compliquait à tout instant. Les États de Moravie refusaient de se charger de fournir à l'armée les vivres et les effets dont elle avait besoin; les caisses de l'armée étaient presque vides. Il y restait tout au plus les sommes suffisantes pour payer les soldats; quant aux officiers, depuis six mois déjà, ils ne touchaient plus que la demi-solde. La misère augmenta le nombre des déserteurs et le chiffre des malades. Près de 500 hommes abandonnèrent l'armée pendant sa marche sur Olmütz, et près de 2,500 hommes entrèrent au même moment dans les hôpitaux. Arrivé à Olmütz, le 25 octobre, Neipperg comptait y donner à son armée le repos dont elle avait besoin pour se refaire avant d'aller opérer sa jonction avec Lobkowitz entre Znaym et Zlabings. Mais le 27, à l'arrivée de Lentulus qui, venant de Pressburg, lui annonçait que le grand-duc comptait rejoindre l'armée le 7 novembre, Neipperg fractionna son armée en cinq colonnes, qu'il fit partir d'Olmütz du 28 octobre au 1er novembre, et à chacune desquelles il attribua une ligne de marche spéciale. Le 7 novembre, l'armée était arrivée sur la ligne Zlabings—Fratting—Znaym et ne tardait pas à y être rejointe par le corps d'artillerie stationné jusque-là à Leitomischl.

3. Marche de l'armée sur la Bohême.

Entre temps, la situation s'était singulièrement modifiée. Cédant aux sollicitations de Frédéric et malgré l'opposition des généraux français, l'Électeur de Bavière s'était avancé lentement et à son corps défendant jusqu'à deux marches de Vienne. Mais il abandonna ce grand projet par l'appréhension puérile, nous dit Frédéric [1], que les Saxons, étant seuls en Bohême, pourraient conquérir ce royaume et le garder. Mais ce que le roi ne dit pas lorsqu'il déclare un peu plus loin que, pour l'éloigner de Vienne, les Français fortifièrent la méfiance de Charles-Albert contre les Saxons, c'est que les rumeurs relatives à la suspension d'armes conclue entre la Prusse et l'Au-

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. IV.

triche, l'intention prêtée au roi de faire prendre des quartiers d'hiver [1] à son armée aussitôt après la prise de Neisse, enfin la nouvelle du mouvement de l'armée de Neipperg sur Olmütz et la Moravie triomphèrent des dernières hésitations de l'Électeur et le décidèrent à donner l'ordre de mouvement sur la Bohême. Les Bavarois passèrent par suite le Danube à Krems, l'Électeur et les Français à Mauthausen. Les deux colonnes se réunirent peu de jours après à Budweis, le 4 novembre. Le général baron von Minucci, venant d'Amberg et de Waidhaus, était entré en Bohême à la tête d'un corps franco-bavarois et avait atteint Pilsen dès le 26 octobre.

Le sacrifice consenti par Marie-Thérèse avait sauvé Vienne; mais il lui fallait maintenant assurer au plus vite la défense de la Bohême, presque entièrement dégarnie de troupes. Du reste, quand la cour d'Autriche informa Neipperg du passage du Danube par les Bavarois, l'avance prise par l'armée de l'Électeur était déjà trop considérable pour qu'il fût possible à Neipperg de lui barrer la route, même en modifiant les directions données à ses colonnes.

L'armée de Neipperg, jointe au corps de Lobkowitz, renforcée de deux régiments d'infanterie et placée sous les ordres du grand-duc de Toscane, devait chasser l'ennemi de la Bohême, pendant que le reste des forces disponibles, confiées au feld-maréchal comte Khevenhüller, avait pour mission de reprendre la haute Autriche et d'entrer en Bavière.

Le 13 novembre, l'armée autrichienne commença son mouvement sur Neuhaus; elle avait été précédée par son avant-garde

---

[1] L'Electeur de Bavière aurait probablement agi tout autrement s'il avait connu la réponse que Frédéric avait faite à une lettre de Podewils, datée de Breslau le 18 octobre. « Comme l'envie, disait Podewils au roi, jette son venin sur tous les objets qui peuvent l'exciter, il y en a qui prétendent savoir de source et de science certaines que la retraite du maréchal comte de Neipperg est une affaire concertée par la négociation de milord Hyndford, malgré les discours que ce dernier a tenus d'avoir échoué entièrement, et qu'on est convenu de laisser faire tranquillement à Votre Majesté la conquête de Neisse, à condition qu'elle s'est engagée de ne rien entreprendre contre la Moravie et la Bohême et de faire rentrer ses troupes en quartiers d'hiver, après la prise de Neisse. »

Frédéric répondit à Podewils, de son quartier général de Neuns, le 21 octobre 1741 : « On verra bientôt le contraire. Patience. » (*Correspondance politique*, I, n° 563.)

(4 régiments de hussards, sous les ordres du général comte Nadasdy), qui s'était mise en route le 10 et le 11. Le 17 novembre, le grand-duc était rejoint à Neuhaus par le corps Lobkowitz, renforcé par cinq bataillons tirés de la garnison de Prague. L'armée du grand-duc se composait dès lors de 37 bataillons et de 34 compagnies de grenadiers, représentant un total de 20,084 combattants; de 19 régiments de cavalerie (11,683 cavaliers), de 6 régiments de hussards (2923 chevaux), et de 1750 hommes des confins militaires de Warasdin; en tout 36,440 hommes, avec 35 canons régimentaires, 6 obusiers, 2 mortiers et 5 fauconneaux.

Mais, pour arriver à réunir ces forces, destinées à opérer en Bohême et en Bavière, la reine, confiante dans les engagements pris par Frédéric, avait entièrement dégarni la Moravie et les frontières de la Silésie. Cette mesure lui paraissait présenter d'autant moins de dangers qu'elle croyait fermement à la conclusion prochaine d'un traité de paix définitif. Elle n'avait, par suite, laissé dans ces parages que 500 hommes et 100 hussards avec le lieutenant-colonel de Levrier, à Troppau; 1200 hommes, pour la plupart malades et invalides, à Olmütz; 400 hommes à Brünn; 200 hommes à Ungarisch-Hradisch; enfin, à Glatz, sur les frontières de Bohême et de Silésie, 1700 à 1800 hommes, sous les ordres du lieutenant-colonel de Fontanella.

4. Position des armées autrichiennes à la fin de l'année 1741.

La grande armée autrichienne ne put, malheureusement pour Marie-Thérèse, parvenir à obtenir les résultats qui devaient, dans l'esprit de la reine, être la conséquence de son mouvement sur la Bohême.

Au commencement de novembre, la Saxe, entrée dans la coalition contre Marie-Thérèse, avait poussé vers Prague une armée de 20,000 hommes, commandée par Ratowski, pendant que, d'un autre côté, Charles-Albert se portait vers cette ville, où il comptait ramasser la couronne de saint Wenceslaw.

La garnison de Prague était si peu nombreuse, l'enceinte de la place si vaste, que, pour empêcher sa chute, il eût fallu marcher

à grandes journées et offrir aux alliés, sous ses murs mêmes, la bataille dont le gain seul pouvait la conserver à la reine. Le mauvais temps, la pénurie des vivres ralentirent la marche de l'armée autrichienne. Son chef, le grand-duc, n'était pas un homme de guerre, et Neipperg, dont il écoutait les conseils, intimidé par les échecs qu'il avait éprouvés pendant la campagne précédente, sachant de plus que l'armée n'avait plus confiance en lui, n'osait lui recommander les résolutions énergiques qu'il importait de prendre.

Le 27 novembre, à son arrivée à Beneschau, le grand-duc apprit que Prague était depuis deux jours au pouvoir des alliés. Ce fut pour lui comme un coup de foudre; il retourna avec précipitation sur ses pas, et ce fut, ajoute Frédéric, moins une retraite qu'une fuite[1]. Son armée vint prendre ses quartiers d'hiver sur la ligne Deutsch-Brod—Tabor—Pisek, d'où elle devait couvrir le flanc droit de Khevenhüller. La plus grande partie de la cavalerie s'établit, avec Lobkowitz, dans les cercles de Czaslau et de Chrudim.

Un peu plus tard, à la nouvelle du mouvement d'un corps allié, dirigé de Prague sur Budweis pour rétablir la communication avec Linz, le grand-duc donna à son armée l'ordre de se concentrer à Budweis. Le 28 décembre, il se porta de Budweis sur Protivin, et rencontra, ce même jour, les Franco-Bavarois, dont il s'exagérait la force. N'osant pas s'engager sérieusement, il ramena son armée à Budweis.

A la fin de 1741, l'armée principale forme dans ses cantonnements deux groupes distincts et séparés : l'un, à Budweis, a devant lui un corps ennemi qui occupe Pisek; l'autre, le corps Lobkowitz, s'est retiré sur Deutsch-Brod devant les Saxons et les Français de Polastron[2].

Dans la basse Autriche, Khevenhüller a passé l'Enns, le 30 décembre, et commencé la série d'opérations qui devaient réparer les insuccès de Bohême et rétablir un peu les affaires de Marie-Thérèse.

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. IV.
[2] Jean-Baptiste, comte de Polastron, lieutenant général des armées du roi, mort en 1742.

III. — B.

1. Les quartiers d'hiver des Prussiens.

La mise en route de l'armée de Neipperg pour la Moravie permettait d'autant mieux à Frédéric de cantonner ses troupes à leur aise en Silésie, que la place forte de Neisse allait, aux termes mêmes de l'Acte de Klein-Schnellendorf, lui être remise avant peu.

Le roi avait atteint le but qu'il s'était proposé en entreprenant la guerre : la Silésie était à lui.

Mais il lui restait à justifier aux yeux de ses alliés la convention qu'il venait de signer, convention assurément avantageuse pour lui, mais qui devait d'autant plus inquiéter les Bavarois, les Saxons et les Français, qu'elle donnait à Marie-Thérèse la possibilité d'employer contre eux les forces opposées jusque-là aux troupes prussiennes de Silésie.

Dès le 23 octobre, Frédéric chargea Schmettau[1] de faire connaître à l'Électeur de Bavière les motifs qui lui avaient dicté sa conduite. L'exposé qu'il lui fit est un mélange d'autant plus curieux de faits réels et de données exagérées, pour ne pas dire absolument fictives, que Frédéric ne voulait pas laisser Schmettau voir tout à fait clair dans son jeu. A cette époque, il n'avait pas encore dit toute la vérité à Valori. Il s'était contenté d'affirmer à l'ambassadeur de France, fort étonné de cette communication inattendue, que Neisse, cette place forte au siège de laquelle il devait assister, allait sous peu lui ouvrir ses portes.

Cinq jours après l'Acte de Klein-Schnellendorf, Frédéric, jouant à merveille un rôle qui servait si bien ses intérêts, avait commencé, avec un admirable machiavélisme, à préparer l'Électeur de Bavière aux graves communications qu'il aurait dû lui faire dès ce moment. Ses opérations, écrivait-il (*Correspondance politique*, I, n° 557), sont subordonnées au parti que prendra l'ennemi; la nature du pays gêne ses desseins, la rareté des

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 568.

vivres l'arrête très souvent; enfin, une campagne de onze mois est suffisante pour une armée qui, sortie de la mollesse et de l'inaction d'une longue paix, débute par là. Huit jours après, le 22 octobre, 24 heures avant de faire porter sa lettre à Schmettau, il écrivait une fois de plus à l'Électeur pour insister sur la nécessité de plus en plus urgente pour lui de s'assurer des quartiers d'hiver tranquilles « dont son armée a un besoin indispensable ». (*Correspondance politique*, I, nº 565.)

A vrai dire, en signant la convention de Klein-Schnellendorf et en dehors des avantages matériels qu'il en retirait, le roi n'était pas fâché de voir retomber le poids de la guerre sur ses alliés qui, jusqu'à ce moment, n'avaient eu personne devant eux, n'avaient guère fait que des fautes et n'avaient rien entrepris de sérieux. Il allait du même coup pouvoir tirer vengeance des difficultés opposées par la France à la cession du comté de Glatz que le roi réclamait avec une insistance croissante.

D'autre part, le roi de Prusse ne croyait pas à ce moment que l'Autriche pouvait opposer une résistance sérieuse à ses alliés. Il pensait que, après quelques succès remportés au début par les Autrichiens, les alliés finiraient par reprendre le dessus; mais il croyait utile et conforme à ses intérêts de semer pas mal d'obstacles sur leur route, de les obliger par suite à avoir besoin de l'intervention de son armée et de leur faire payer son concours le plus cher possible. Dès ce moment, il avait jeté son dévolu sur certaines parties de la Bohême qui, dans le partage éventuel, mais certain aux yeux des alliés, des États héréditaires de Marie-Thérèse, devait échoir à l'Électeur Charles-Albert, le comté de Glatz et un ou deux cercles au nord de l'Elbe.

Dans l'idée de Frédéric, ce devait être l'armée de Neipperg qui allait se charger de lui assurer la réalisation de ses désirs en obligeant les Français et les Bavarois à employer toutes leurs forces pour venir à bout des Autrichiens. Frédéric voyait tout bénéfice pour lui à affaiblir de cette façon l'Électeur de Bavière, toujours à court d'argent et qui consentirait alors à lui vendre ou à lui donner en gage les provinces qu'il convoitait, l'Électeur de Saxe, qu'il se proposait de laisser crier et s'agiter dans le vide, et le roi de France, auquel, dans le cas où la cour de Versailles ne se résignerait pas à faire bonne mine à mauvais jeu, il se réservait de susciter d'autres embarras.

Fidèle au principe qu'il était plus que jamais décidé à appliquer, convaincu que rien ne valait mieux, en vue des négociations ultérieures, qu'une prise de possession effective, Frédéric se prépara, sans plus tarder, à mettre à exécution les résolutions auxquelles il s'était arrêté, à occuper les territoires qu'il comptait bien garder.

Sans attendre la capitulation de Neisse, Frédéric, qui venait de faire prendre des quartiers d'hiver en Silésie à Schwerin et à la plus grande partie de son armée, donna, le 22 octobre, au prince héritier Léopold d'Anhalt-Dessau, l'ordre d'entrer en Bohême à la tête d'un corps composé de 10 bataillons, 38 escadrons et 20 bouches à feu, et de se cantonner dans la partie nord de ce royaume.

Informé de la marche du prince Léopold sur Glatz, sachant que ce prince comptait ensuite pénétrer de là en Bohême, Neipperg, n'osant cependant rien prendre sur lui dans une occurrence aussi grave, demanda des instructions à Vienne, après avoir mis Lobkowitz au courant de ce qui se passait.

En entrant en Bohême, Frédéric, sans revenir ici sur les avantages qu'il comptait tirer ultérieurement du fait même de l'occupation, poursuivait un double but : il voulait, d'une part, faire supporter à un pays ennemi les charges résultant de la présence de ses troupes et donner le change à ses alliés; de l'autre, détourner les soupçons qu'auraient pu, malgré ses dénégations, faire naître dans leur esprit les rumeurs relatives à l'accord intervenu entre lui et l'Autriche, en ayant l'air de reprendre de ce côté les opérations contre Marie-Thérèse.

L'entrée en Bohême répondait de plus à son intention bien nettement arrêtée de ne plus porter à lui tout seul le poids de la guerre, comme c'eût été le cas s'il eût consenti à se conformer jusqu'au bout au plan d'opération élaboré par Belle-Isle; elle lui permettait, en outre, de rester maître absolu de régler ses opérations militaires en tenant uniquement compte de ses intérêts, tout en lui épargnant le danger de se brouiller avec ses alliés.

Cette entrée en Bohême lui permettait enfin d'imposer silence à leurs récriminations et pouvait aisément leur être présentée comme une diversion ayant pour objet de couvrir l'entrée en ligne des Saxons.

Tous ces arguments plus ou moins plausibles, plus ou moins

spécieux, Frédéric les avait exposés, du reste, à Schmettau, dans sa fameuse lettre du 23 octobre [1], en y ajoutant quelques recommandations caractéristiques.

Le roi chargeait Schmettau de s'arranger de façon qu'on le laissât en paix jusqu'à la fin de l'année. C'était, d'après lui, au tour des autres, des Saxons en particulier, de se battre et de faire des sacrifices.

Malgré toute son habileté, malgré toutes les combinaisons que lui avait suggérées le talent particulier qu'il possédait pour transfigurer les faits, Frédéric n'avait pas réussi à donner le change à Valori. Dans son rapport de Breslau, 22 octobre, Valori résume en ces termes les réponses que le roi lui avait faites, lorsqu'il le pria de lui faire connaître ce qu'il y avait lieu de mander à Belle-Isle : « Dites-lui, répondit le roi, que je vais prendre mes quartiers d'hiver. Comme vous l'avez vu, une partie de mon armée s'établit dans la haute Silésie, ma cavalerie se cantonne le long de l'Oder jusqu'à Ratibor. Le corps de siège de Neisse ira à Schweidnitz, Münsterberg et Frankenstein. Quant au prince Léopold, il entre en Bohême avec les troupes que j'avais sous mes ordres directs. Si je ne prends pas Glatz cet hiver, j'en ferai le blocus. »

Attribuant les causes et l'origine du mécontentement du roi à son impatience de finir la guerre, Valori, après avoir enregistré, sans vouloir encore y ajouter foi, les bruits qui courent à Breslau et indiqué qu'il pourrait bien y avoir un lien entre la présence et les négociations de lord Hyndford à Neisse et le mouvement rétrograde de Neipperg, n'hésite pas à déclarer qu'il n'y a plus lieu de compter pour le moment sur la coopération effective de l'armée de Frédéric; mais il ne va cependant pas jusqu'à croire que le roi de Prusse songe à renoncer à l'alliance avec la France.

Valori n'était, du reste, pas le seul à se défier de Frédéric. La Saxe et la Bavière, qui avaient toutes deux des visées sur la Bohême, ne s'expliquaient que trop clairement les raisons pour lesquelles, au lieu de suivre Neipperg, il avait préféré diriger une partie de ses troupes sur ce royaume. Elles protestèrent vivement contre l'entrée en scène de ce troisième larron. Le roi

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 568.

ne daigna même pas prendre leurs réclamations au sérieux et se contenta de leur répondre ironiquement qu'il y aurait bien assez de quartiers en Moravie et en Bohême pour toutes les troupes des alliés « pour peu que les Saxons et les Bavarois commencent par prendre Prague ».

Quant aux réclamations de Marie-Thérèse, le roi s'en préoccupait d'autant moins qu'il savait bien que la reine, tout en protestant contre l'entrée de ses troupes en Bohême, se garderait bien de considérer, au moins pendant quelque temps, ce fait, quelque grave qu'il pût être, comme une violation flagrante des engagements pris à Klein-Schnellendorf. Marie-Thérèse, cédant à la force des choses, dut, en effet, faire bonne mine à mauvais jeu et laisser les Prussiens entrer à leur guise en Bohême.

Le 25 octobre, le corps du prince héritier d'Anhalt-Dessau était à Frankenstein ; le 26, il pénétrait dans le comté de Glatz. Le 27, pendant que ses troupes se reposaient, le prince reconnaissait Glatz. Le lendemain, les Prussiens s'établissaient, en décrivant un arc de cercle assez étendu, sur les faces nord, est et ouest de la place, à laquelle on laissa cependant du côté du sud la liberté de communiquer avec l'Autriche. Toute cette opération s'était faite sous le masque de dehors pacifiques[1]. On fut assez naïf à Vienne pour croire, pendant quelque temps, que le prince d'Anhalt n'avait pas été mis par son roi au courant de ce qui s'était passé à Klein-Schnellendorf.

Le 28 octobre, le reste du corps se porta vers Skalitz, où il arriva le 13 novembre. Un petit piquet autrichien, fourni par la garnison de Glatz et établi à Trautenau, se retira, conformément aux ordres donnés à son chef, sur Dobruska, où se trouvait un petit magasin de vivres. Ne recevant pas d'instructions, le lieutenant, qui commandait ce peloton, s'entêta à y rester, malgré les avis qui lui signalaient l'approche des Prussiens, et il fut fait prisonnier par les deux escadrons de hussards Bronikowski, qui formaient l'avant-garde du prince héritier.

---

[1] Les autorités de Glatz mandaient à Neipperg que « le prince d'Anhalt-Dessau, invoquant une convention militaire qui allait être passée entre le feld-maréchal et la Prusse, désirait s'entendre au sujet des cantonnements et des vivres, et demandait que ses troupes fussent traitées en auxiliaires ». (*Preussische Truppen als auxiliar-Völker ansehen.*) [*K. und K. Kriegs Archiv, Silésie*, 1741, X, ad. 101, *b*, *c*, *d*, *e*.]

Le 3 novembre, le prince Léopold était à Königgrätz; le 4, à Jung-Bunzlau où il faisait connaître aux autorités des cercles voisins, qu'il avait convoquées sur ce point, la composition des rations journalières que chaque habitant aurait à fournir gratuitement aux soldats qu'il logeait.

A partir du 6, les troupes occupaient leurs quartiers, qui s'étendaient au sud et à l'ouest jusqu'à la rive droite de l'Elbe. Königgrätz avait été désigné comme point de ralliement et de rassemblement en cas d'attaque.

Frédéric qui, moins d'un mois auparavant, avait déclaré à Neipperg que, dans le cas où la nécessité le contraindrait à cantonner quelques troupes en Bohême, elles y payeraient à beaux deniers ce qu'elles consommeraient, semble avoir intentionnellement oublié ce qu'il avait dit au feld-maréchal. Il ne lui suffit plus d'approuver le mode établi par le prince héritier d'Anhalt, et il trouve tout simple de terminer sa lettre par ces mots : « A bientôt, espérons-le, le résultat définitif[1] ». Le roi de Prusse, on le voit, ne daigne même plus se rappeler qu'il a signé à Klein-Schnellendorf une convention qu'il a, du reste, violée aussitôt. Il affecte, il est vrai, de considérer la Bohême comme un territoire qui n'appartient déjà plus à Marie-Thérèse, et sans se préoccuper des réclamations de l'Électeur de Bavière, qu'il fera mine de regarder comme le légitime possesseur du pays, puisqu'en lui écrivant le 28 décembre 1741 et le 4 janvier 1742 il adressera ses lettres au roi de Bohême[2], il laisse ses troupes y commettre toutes sortes d'excès, ruiner totalement les habitants, « tirer des cercles qu'elles occupent autant que la reine tirait de tout le royaume, et le double ou même le triple de ce que les terres rapportent par an[3] ». Non contents d'épuiser le pays par leurs réquisitions, les Prussiens, qui avaient commencé « par recruter considérablement, mais sans employer la violence[4] », ne tardèrent pas à changer de manière. « Les Prussiens, écrit Levrier à

---

[1] Frédéric II au prince héritier d'Anhalt-Dessau, 8 décembre 1741.
[2] *Correspondance politique*, I, n° 648 et n° 654.
[3] La reine à lord Hyndford (mémoire chiffré), Vienne, 21 janvier 1742. (*Haus, Hof und Staats Archiv*, Z. t. III, fasc. 23, K. 2.)
[4] Lieutenant-colonel de Levrier au feld-maréchal comte Neipperg, Troppau, 27 novembre 1741. (*Archives particulières des comtes de Neipperg.*)

Neipperg, le 10 décembre, ne gardent plus de mesures dans leurs façons de recruter », et, huit jours plus tard, le 18 décembre, il ajoute : « Ils enlèvent aussi partout de force tous les jeunes gens du pays et en prennent même de 12 et 13 ans[1] ».

Rien, du reste, n'est plus édifiant que la lettre que le roi de Prusse adressa à ce propos et à la suite des réclamations de l'Électeur de Bavière, devenu roi de Bohême, au prince d'Anhalt-Dessau, le 30 décembre 1741. Loin de se laisser émouvoir par les prières et les supplications des victimes, loin de tenir le moindre compte des notes du Bavarois, Frédéric ne s'inquiète plus que d'une seule chose : les généraux français l'ont prévenu qu'en continuant à procéder de cette façon, les affaires prendraient une fort mauvaise tournure pour lui. Ce qu'il redoute, c'est que les habitants abandonnent le pays, émigrent en masse et que ses soldats soient « en peine » pour y trouver leurs subsistances. Il n'entre cependant pas dans sa pensée d'adresser le moindre reproche au prince héritier. Il ne fait aucune difficulté pour reconnaître qu'il lui a donné l'ordre de recruter le plus de monde possible ; « mais, dit-il, ce que je demande, c'est qu'on procède avec méthode et qu'on plume le coq sans le faire piailler ». Ces recommandations, froidement cyniques, ne suffisent pas au philosophe de Sans-Souci, et il ajoute : « Il est encore trop tôt pour que mes officiers en viennent à de pareilles violences. Nous ne savons pas encore combien de temps nous aurons à rester dans ces quartiers et pendant combien de temps le pays devra nous faire vivre[2] ».

Il est vrai qu'au même moment il déclare à l'Électeur, après avoir justifié ses officiers, qui, ayant perdu leurs bagages, avaient voulu compléter leurs compagnies à bon compte, que d'après les nouvelles reçues de Bohême on a mis fin à tous ces excès, qui ne se reproduiront plus à l'avenir. En réalité, rien n'était changé. Les exactions, les violences des troupes prussiennes continuaient comme par le passé.

---

[1] Lieutenant-colonel de Levrier au feld-maréchal comte Neipperg, Troppau, 10 et 18 décembre 1741. (*Archives particulières des comtes de Neipperg.*)

[2] Frédéric II au prince héritier d'Anhalt-Dessau, 30 octobre 1741, *Orlich Geschichte des Schlesischen Krieges*, t. I, p. 409. (Cette lettre ne figure pas dans la *Correspondance politique.*)

Les excès commis en Bohême, le pillage auquel les Prussiens se livrèrent dans ces pays, qu'ils occupaient en violation des clauses de l'armistice, valent bien, ce me semble, les incendies du Palatinat.

2. Les Prussiens modifient l'assiette de leurs quartiers d'hiver.

Vers le 15 novembre, toute l'armée prussienne, répartie dans ses quartiers d'hiver, formait trois groupes bien distincts : dans la basse Silésie, le général-lieutenant von der Marwitz avec 20 bataillons, 8 compagnies de grenadiers et 30 escadrons; dans la haute Silésie, le feld-maréchal comte Schwerin avec 10 bataillons et 27 escadrons; enfin, en Bohême, dans les cercles, au sud de l'Elbe, le corps du prince héritier Léopold d'Anhalt-Dessau.

Le roi de Prusse n'avait à ce moment aucune raison pour souhaiter de voir les événements se précipiter. Décidé plus que jamais à n'être l'instrument d'aucune politique, à ne s'inspirer que de ses seuls intérêts, Frédéric se félicitait encore à ce moment de la « démarche scabreuse » qui avait eu pour conséquence « cette espèce de suspension d'armes entre la Prusse et l'Autriche[1] ». Ce qu'il voulait, c'était, avant tout, refaire son armée, gagner du temps et attendre les événements avant de se décider, avant d'être contraint à prendre un parti définitif. Évitant avec une merveilleuse adresse les obstacles qui se rencontraient sur sa route, il avait trouvé le moyen d'avoir réponse à tout, de se mêler de tout, sans jamais se compromettre. Son absence totale de scrupules l'avait considérablement aidé dans cette tâche, qui eût présenté des difficultés insurmontables pour tout autre que lui.

A Klein-Schnellendorf même, il avait conseillé à Neipperg de se réunir à Lobkowitz et de tomber sur ses adversaires avant qu'ils aient eu le temps d'opérer leur jonction, et il avait même ajouté ces mots, qui rendaient bien sa pensée tout entière, la pensée qui allait inspirer tous ses actes pendant les trois der-

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. IV.

niers mois de l'année 1741 : « *Si la reine remporte quelque succès, peut-être me rapprocherai-je d'elle. Si ses armées sont battues, dans ce cas, chacun pour soi* ».

Presque au même moment, du reste, il ne se gênait pas pour donner à l'Électeur de Bavière, arrivé à Saint-Pölten, le conseil de pousser sur Vienne sans perdre un instant.

Vers la fin d'octobre, il chargeait Goltz d'attribuer à un malentendu les premières incursions de ses troupes du côté de Würbenthal et de Lichtenwerden, de déclarer à Neipperg que pareille chose ne se reproduirait plus. Or, ces mouvements qu'il avait ordonnés, il était dès lors bien décidé à les continuer et à les accentuer.

Pendant que le même Goltz écrivait par ordre à lord Hyndford pour lui conseiller de presser la signature d'un traité définitif et de faire savoir à la reine de Hongrie qu'il n'y avait plus un moment à perdre, le roi exprimait, le lendemain 22 octobre, des sentiments diamétralement opposés dans la lettre qu'il écrivait à Belle-Isle. Félicitant le maréchal des services qu'il avait rendus à la cause des alliés, de l'appui qu'il donnait à la candidature de l'Électeur de Bavière, de la signature du traité avec la Saxe, irrité de la mauvaise volonté des Saxons, qui paraissaient décidés à lui contester la possession d'une partie de la haute Silésie et de Neisse, Frédéric lui disait : « En un mot, les Saxons devront se trouver très heureux dès qu'ils obtiendront une portion du démembrement de la maison d'Autriche, et, s'ils deviennent nos alliés, ce n'est point à eux à nous prescrire la loi, mais à recevoir avec reconnaissance ce que l'on veut bien leur accorder[1] ».

Presque au même moment, il renonçait à ses prétentions sur le comté de Ravenstein et chargeait Podewils, en le pressant de conclure l'affaire, d'acheter, moyennant 400,000 écus, la renonciation de l'Électeur de Bavière à ses droits sur Glatz[2].

Le 28 octobre l'affaire était conclue. Frédéric donnait de nouveau des conseils à l'Électeur, toujours établi à Saint-Pölten, lui annonçait qu'il allait assiéger Glatz et rétablir la communication

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 566.
[2] *Ibid.*, I, n° 569.

avec les Français, qui, de concert avec les Saxons, ne tarderont pas à s'emparer de Prague. « Je dois aussi remercier Votre Altesse Électorale des facilités qu'elle a voulu porter à l'affaire de Glatz. Elle me rend, par cette seigneurie, la clef de ma maison, qui ne lui était d'aucun usage, et dont je lui conserverai à jamais une éternelle reconnaissance[1] ».

Le 1er novembre, au moment où Neisse allait ouvrir ses portes, la Prusse adhérait au traité de partage des États autrichiens que la Bavière et la Saxe avaient conclu, le 19 septembre, à Francfort-sur-le-Mein. Le 4 novembre, Frédéric, satisfait des gages et des garanties qu'il s'était fait donner, signait, à Breslau, un traité d'alliance avec l'Électeur de Bavière, Charles-Albert, et lui promettait sa voix.

Presque au même moment, du reste, du 4 au 9 novembre, les Saxons du général comte Rutowsky franchissaient la frontière de Bohême.

La capitulation de Neisse, obtenue par Frédéric le 2 novembre, deux jours avant le délai fixé, permettait au roi d'user déjà d'un peu moins de ménagements vis-à-vis de l'Autriche. Aussitôt après avoir signé avec la Bavière le traité de Breslau, qui lui reconnaissait la propriété du comté de Glatz, Frédéric n'avait pas hésité à démentir de la façon la plus catégorique, dans une note-circulaire adressée à ses représentants à l'étranger, l'existence d'une convention passée entre la Prusse et l'Autriche[2]. Et cependant, au moment même où il faisait rédiger cette note, Frédéric continuait à traiter avec l'Autriche et ne songeait encore en aucune façon à rompre les négociations avec la cour de Vienne. Cela ne l'empêchait pas d'assurer sur l'honneur à l'Électeur de Bavière qu'il n'avait pas fait et ne ferait pas de paix avec les Autrichiens et qu'il ne la ferait que « lorsque l'Électeur sera satisfait[3] », et au roi de Pologne « qu'il considérait les intérêts de la Saxe et de la Pologne comme inséparables avec les siens[4] ».

Non content de ces manifestations, craignant que ses lettres

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 571.
[2] *Ibid.*, I, n° 578.
[3] *Ibid.*, I, n° 581.
[4] *Ibid.*, I, n° 580.

n'aient pu parvenir à dissiper les soupçons d'Auguste III, il envoya Podewils à Dresde, écrivit à l'Électeur de Mayence pour lui demander de donner sa voix au Bavarois et terminait une nouvelle lettre adressée, le 8 novembre, à Belle-Isle, en protestant à nouveau contre les rumeurs venant de Vienne[1].

Malgré toutes ces belles paroles, Frédéric ne trouvait pourtant pas que le moment fût venu pour lui de jeter le masque et d'entreprendre quoi que ce soit en faveur de ses alliés. Avant de se déclarer, le roi, auquel la Bavière avait cédé le comté de Glatz, mais qui n'était pas encore à la veille d'être maître de la ville même de Glatz, toujours occupée par les Autrichiens, tenait plus que jamais à ne rien compromettre par une précipitation inutile et maladroite. « La prudence, comme il le dit (*Histoire de mon Temps*, t. I, p. 198), semblait exiger une conduite mitigée par laquelle il établît une espèce d'équilibre entre les maisons d'Autriche et de Bourbon ». Et de plus, en raison même d'une foule de circonstances que le roi avait envisagées sous tous leurs aspects, il lui fallait attendre de voir quelle tournure prendraient les opérations en Bohême. Il se demandait à lui-même ce qui arriverait dans le cas où l'armée de Neipperg, après avoir opéré sa jonction avec Lobkowitz, y infligerait un échec sérieux aux alliés, et obligerait l'Électeur à faire la paix. Ce qui l'arrête en

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 585. — Breslau, 8 novembre 1741, au maréchal comte de Belle-Isle, à Francfort-sur-le-Mein : « J'ai été charmé de voir, par la vôtre du 2 de ce mois, que l'affaire de mon accession au traité d'alliance entre la Bavière et la Saxe vient d'être réglée à mon entière satisfaction. Je vous rends bien des grâces de tous ces soins et peines que vous y avez pris, et je vous prie de croire que je vous en conserverai une reconnaissance infinie et que vous n'aurez pas travaillé pour un ingrat.

« Sur ce que vous venez, Monsieur, de me proposer, que par mes troupes qui sont entrées en Bohême je désire former une diversion efficace en faveur de l'Electeur, je vous prie de considérer que dans la situation où mes troupes sont actuellement, elles sont trop séparées pour qu'elles puissent agir efficacement dans les contrées de la Bohême, et, comme je n'y saurai faire de changement, je crois que tout ce que je puis faire est de vous assurer la Moravie en cas que l'envie prenne à Neipperg d'en sortir avec ses troupes.

« Quoique je sois attentionné aux artifices malicieux de la cour de Vienne, néanmoins les faussetés qu'elle tâche de répandre depuis sur mon sujet m'ont extrêmement indigné contre elle, et M. de Valory vous apprendra de quelle façon je m'en suis expliqué. Le temps m'en justifiera, et vous verrez par ma conduite que je sais observer les engagements que j'ai pris avec mes fidèles alliés et amis. »

ce moment, ce qui l'empêche de prendre une résolution, c'est Glatz, qu'il veut à tout prix être sûr de voir tomber entre ses mains.

Aussi, dès qu'il apprend que les Saxons se préparent à entrer en Bohême et se proposent de pousser ensuite sur la Moravie, sans perdre une minute, dès le 31 octobre, il mande au prince héritier Léopold d'Anhalt, qu'il devra profiter du moment où les Saxons le masqueront et se trouveront entre lui et l'armée autrichienne pour tenter un coup de main sur Glatz[1].

Mais s'il veut et s'il désire cette place, dont il a reconnu l'importance capitale, il n'en reste pas moins le calculateur froid et prudent, qui prévoit toutes les éventualités, entre autres celle d'une rencontre entre les alliés et les Autrichiens du côté de Prague. Dans ce cas, le prince Léopold devra rester immobile dans ses quartiers, même si les alliés éprouvaient un échec sérieux. Il ne se retirera sur la Silésie que si Neipperg se porte contre lui. Enfin, si les alliés lui demandent de leur venir en aide, le prince leur répondra d'une manière vague et évasive, mais dans les termes les plus polis[2].

Frédéric est d'autant plus prudent, son attitude est d'autant plus réservée et expectante, qu'il n'est pas éloigné de croire à la possibilité pour les Autrichiens de battre les alliés en Bohême. Il lui fallait donc à tout prix éviter de commettre des actes qui l'auraient empêché de se rejeter en temps utile du côté de l'Autriche et de se faire payer par elle son inaction égoïste et intéressée. Il est d'autant moins permis d'en douter que, à la fin de décembre 1741, le roi disait cyniquement à lord Hyndford qu'il ne savait guère ce qu'il aurait fait « si les Autrichiens n'avaient pas été assez bêtes pour se laisser enlever Prague sous leur nez ». La fortune souriait, d'ailleurs, toujours au roi de Prusse. La dissolution vers la fin d'octobre du corps hanovrien, danois et hessois, réuni en Hanovre, faisait disparaître toute crainte d'une attaque dirigée contre ses derrières et lui laissait plus que jamais son entière liberté d'action.

Du reste, les affaires prenaient, à partir de la mi-novembre,

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 579.
[2] *Ibid.*, I, n° 594.

une tournure de plus en plus défavorable pour l'Autriche. L'Électeur de Bavière avait amené le gros de ses forces presque sous Prague et venait d'opérer sa jonction avec les Saxons de Rutowski. « L'Espagne, pour nous servir des termes mêmes employés par Frédéric[1], ne voulut pas demeurer oisive tandis que tout le monde pensait à son agrandissement. 20,000 Espagnols reçurent l'ordre de s'embarquer à Barcelone pour passer en Italie, où 21,000 Napolitains n'attendaient que leur arrivée pour commencer les hostilités. » Malgré ces faits, auxquels il attribua leur réelle importance lorsqu'il fixa ses souvenirs dans l'*Histoire de mon Temps*, le roi ne jugea pas encore le moment venu de céder aux prières de l'Électeur. Loin de donner au prince Léopold l'ordre d'aller rejoindre les Franco-Bavarois à Prague, il se contenta, afin de témoigner son bon vouloir à Belle-Isle, de mettre à la disposition des alliés cinq escadrons de hussards Bronikowski ; mais il eut soin de munir leur chef d'instructions qui rendaient inutile l'envoi de ces quelques cavaliers[2].

Toutefois, le 28 novembre, dès qu'il a reçu la nouvelle de la prise de Prague (26 novembre), l'avis de la retraite précipitée du grand-duc et de l'arrivée d'un corps franco-saxon sur les bords de la Sazawa, il se montre déjà plus disposé à accentuer ses bonnes intentions à l'égard des alliés. Cédant à la demande de Belle-Isle, il prescrit au prince Léopold d'envoyer au maréchal, non plus cinq, mais vingt-trois escadrons. Il est vrai que cette cavalerie ne devra être employée qu'à l'aile gauche de l'armée afin de pouvoir à tout moment revenir sur la Silésie[3].

En même temps, d'ailleurs, il s'empresse d'écrire au cardinal de Fleury pour protester contre l'accusation ridicule portée contre lui. Loin de traiter avec l'Autriche, il a adressé à l'Élec-

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. IV, p. 206. — « La reine d'Espagne, ajoute-t-il, qui était de Parme, forma des prétentions sur cette principauté et sur celle de Plaisance, qu'elle appelait son *cotillon*, pour y établir son second fils, don Philippe. Elle fit passer 20,000 Espagnols, sous les ordres de M. de Montemar, par le royaume de Naples, en même temps que don Philippe, avec un autre corps, passait par le Dauphiné et la Savoie pour passer en Lombardie. Ainsi un feu qui, dans son origine, ne parut qu'une étincelle en Silésie, se communiqua de proche en proche et causa bientôt en Europe un embrasement universel. »

[2] *Correspondance politique*, I, n° 597.

[3] *Ibid.*, I, n°s 604, 605, 607.

teur de Mayence une lettre pressante et pathétique pour le décider à donner sa voix à l'Électeur[1].

Pour la première fois aussi, depuis l'Acte de Klein-Schnellendorf, Frédéric change de ton vis-à-vis de l'Angleterre. Non content de déclarer nuls et non avenus les engagements qu'il avait affecté de respecter jusque-là, il va tout à coup jusqu'à menacer le cabinet de Saint-James de faire entrer ses troupes dans le Hanovre, si l'Angleterre continue à prêter à Marie-Thérèse son appui politique ou à lui fournir des subsides. De jour en jour son attitude devient de plus en plus défavorable à l'Autriche. Aussitôt après avoir versé à l'Électeur de Bavière la moitié du prix convenu pour la cession de ses droits sur Glatz, Frédéric chargeait à deux reprises son représentant à Munich, Klinggräffen, de s'entendre avec Schmettau et de voir si l'on aurait quelque chance de faire accepter par l'Électeur, « qui ne pourra jamais les rembourser », des avances gagées par le cercle de Königgrätz[2].

Le 7 décembre, la solution définitive n'était plus qu'une question de jours. Le prince Léopold d'Anhalt conférait à Prague avec Belle-Isle et Schmettau et s'engageait, sous réserve de l'approbation du roi, d'établir ses 25 escadrons sur la ligne Smrdow—Willimow—Bojanow (à mi-chemin entre Czaslau et Deutsch-Brod). Le lendemain, 8, Frédéric donna, d'ailleurs, au prince l'ordre de faire prendre à l'infanterie prussienne des quartiers situés plus au sud, tout en lui recommandant d'éviter toute rencontre avec l'ennemi et de s'arranger de façon à avoir devant lui les quartiers des Saxons. Il critiquait l'envoi projeté de la cavalerie dont Belle-Isle n'avait plus besoin « puisque la campagne était finie ». Mais Frédéric ne tarda pas, d'ailleurs, à approuver

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 610. — Berlin, 3 décembre 1741, au cardinal de Fleury : «... Pour démentir d'une façon authentique et sans équivoque les bruits que les Autrichiens avaient répandus dans le monde de notre accommodement, j'ai écrit à l'Electeur de Mayence une lettre pathétique et pressante pour accélérer l'élection de l'Electeur de Bavière. »

[2] *Correspondance politique*, I, n°s 606 et 618. — Dans cette deuxième dépêche, du 9 décembre 1741, Frédéric dit à Klinggräffen : « Quant à l'emprunt d'argent que le confident autorise de presser..., comme une hypothèque de Neumark ne serait pas de ma convenance, vous aurez alors votre seul point de vue sur le cercle de Königgrätz, seul objet qui me pourrait disposer à des emprunts d'argent .. »

la marche en avant de la cavalerie, qui occupa, le 13 décembre, Pardubitz, et le 16, Chrudim.

Trois semaines plus tard, le 8 janvier, lorsque les Français de Polastron et les Saxons eurent occupé Deutsch-Brod, l'infanterie prussienne poussa, elle aussi, jusqu'à Pardubitz et s'établit en arrière des Français et des Saxons sur la ligne Hohenmauth—Leitomischl—Landskron.

3. Schwerin en Moravie.

Le 8 décembre, Frédéric envoie, comme nous venons de le voir, ses ordres et ses instructions au prince Léopold. Les troupes pousseront en avant en Bohême, établiront leurs quartiers à Chrudim, Brandeis, Wildenschwert, Lititz, Wamberg, Oertitz, Landskron, Grulich, Mittelwalde et Wilhelmsthal. Il conseille même au prince de faire occuper, en Moravie, les villes d'Altstadt, Goldenstein, Römerstadt et Ullersdorf, afin de mieux se relier avec Schwerin, auquel le roi va prescrire de s'emparer d'Oppau, de Brunisch, d'Engelsberg, de Freudenthal et, si faire se peut, de Friedland[1]. Pour ce qui est des Saxons, le roi désire les voir occuper certaines localités situées à proximité de la frontière de Moravie, telles que Deutsch-Brod, Biela, Przibslaw, Gimrawow, Polna.

Comme il le fit dans toutes les circonstances un peu graves, et surtout toutes les fois qu'il jugea à propos de jeter le masque, Frédéric n'a pas manqué de chercher à expliquer à la postérité les motifs de sa conduite. « Les partis mitigés, lit-on à ce propos dans l'*Histoire de mon Temps*[2], n'étaient plus de saison. Ou il fallait s'en tenir à la *trêve verbale* (?) qui n'assurait de rien et que les Autrichiens avaient si ouvertement enfreinte, ou il fallait détromper les alliés de la Prusse de leurs soupçons par quelque coup d'éclat. L'expédition en Moravie était la seule que les circonstances permissent d'entreprendre, parce qu'elle *rendait le roi plus nécessaire et le mettait en situation d'être également recherché des deux partis*. Le prince s'y détermina, en même

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 615.
[2] T. I, chap. V, p. 221.

temps, bien résolu pourtant de *n'y employer que le moins de ses troupes qu'il pourrait et le plus de celles que ses alliés voudraient lui donner*. »

Le 9 décembre, le roi a légèrement modifié ses projets primitifs : au lieu d'attendre jusqu'au moment où le prince Léopold aura fait son mouvement, Schwerin se portera de suite sur Troppau[1]. Bien plus, le roi approuve même le projet conçu par le feld-maréchal, qui voudrait s'emparer d'Olmütz. Il l'autorise à pousser la ligne de ses cantonnements jusqu'à Hohenstadt—Sternberg—Leipnick—Weisskirchen—Odrau—Fulnek—Wagstadt—Oderberg—Ratibor, mais, évidemment dans la crainte de voir « la racaille hongroise profiter de ce mouvement » pour tenter quelque coup, il lui recommande de refuser sa gauche et d'éviter tout engagement avec un ennemi supérieur en nombre.

Désireux de ménager le plus possible ses troupes en train de se refaire, Schwerin composa le premier échelon du corps d'opération de Moravie de 5 bataillons de 500 hommes chaque pris dans autant de régiments d'infanterie, et de 3 escadrons de 100 hommes fournis par les carabiniers, les dragons de Posadowsky et les uhlans de Natzmer; il en forma deux colonnes, l'une, la plus faible, sous les ordres du général-major Truchsess; l'autre, qu'il conduisit en personne.

Truchsess, qui avait commencé son mouvement le 19, parut le 20 devant Freudenthal. La garnison, composée de 200 convalescents et malades et d'un peloton de hussards, hors d'état de défendre la ville, capitula après avoir obtenu le droit d'en sortir librement avec armes et bagages.

Schwerin, parti le 18 de Leobschütz, arrivé devant Troppau le 19, somma aussitôt le lieutenant-colonel de Levrier de lui rendre la place dans les mêmes conditions. Cet officier, autorisé par Neipperg, qui avait prévu cette éventualité, accepta les propositions de Schwerin. Le feld-maréchal entra le 20 à Troppau, aussitôt après le départ de Levrier, qui se retira avec ses 400 fantassins et ses 100 hussards sur Walachisch-Maseritsch.

Le 22, Schwerin se porta sur Olmütz, mais, craignant que son petit corps d'opération ne fût trop faible pour enlever cette place,

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 620, au feld-maréchal Schwerin, Berlin, 9 décembre 1741.

il envoya aux troupes qu'il avait jusque-là laissées dans leurs quartiers, l'ordre de le faire rejoindre par deux bataillons tirés des régiments Sydow et Selchow, et trois escadrons fournis par les dragons de Möllendorf et le régiment de gendarmes.

Le 24 décembre, Schwerin opérait à Sternberg sa jonction avec la colonne du général-major Truchsess. Le 25, il paraissait en vue d'Olmütz, établissait son quartier général au couvent de Hradisch, procédait à l'investissement de la place et adressait au général von Terzy, qui y commandait, une sommation dans laquelle on relève entre autres, cette phrase, pour le moins singulière : « Vu que dans les conjonctures présentes j'ai absolument besoin de la ville d'Olmütz ».

Schwerin avait eu le soin d'éviter, depuis son entrée en Moravie, tout acte dont le caractère manifestement hostile, aurait pu permettre de se rendre un compte exact de la nature et de la portée de ce mouvement, qui, s'il constituait une violation, plus grave encore que les précédentes, de la suspension d'armes solennellement consentie à Klein-Schnellendorf, n'avait été en somme qu'une marche militaire effectuée sur des territoires appartenant, il est vrai, à Marie-Thérèse. C'est ainsi qu'on lit dans les registres de la ville d'Olmütz la note suivante : « Le 20 décembre, le roi de Prusse a fait entrer, à la surprise générale, dans le margraviat de Moravie un corps de troupes, commandé par le feld-maréchal comte Schwerin, sous le prétexte qu'ami sincère de la reine il venait la protéger et la secourir contre les Bavarois, Saxons et Français coalisés, et que, tenu par le traité qui le liait à la France et à la Bavière, il se voyait obligé de se donner l'air d'être son ennemi jusqu'à la fin du mois de mars 1742[1] ».

Le général Terzy, qui s'était empressé de faire filer sur Vienne la plus grande partie de l'artillerie de la place et qui n'avait autour de lui que 1100 hommes, dont à peine 100 étaient valides,

---

[1] Schwerin confirma verbalement cette déclaration au baron Schubitz, *Kreishauptmann* d'Olmütz, délégué auprès de lui à la suite d'une conférence tenue à Brünn le 18 décembre. Sans consentir à s'expliquer, il se borna à affirmer qu'il venait avec l'intention de protéger le pays et qu'il le ménagerait, tant qu'on ne ferait pas acte d'hostilité contre ses troupes.

envoya au feld-maréchal baron von Seherr, qui commandait à Brünn, un de ses officiers, porteur de la sommation de Schwerin. Le conseil aulique de la guerre, ignorant, comme la cour de Vienne, la nouvelle attitude prise par Frédéric, ne sachant pas que le roi de Prusse avait rompu les négociations, venait précisément, le 22 décembre, d'interdire à Seherr tout acte d'hostilité contre les Prussiens. Le feld-maréchal ne pouvait, par suite, qu'autoriser Terzy à signer la capitulation. Le 28 décembre, la garnison se repliait sur Brünn, et Schwerin entrait à Olmütz. Son corps s'établit sur la ligne Prerau—Olmütz—Müglitz et s'étendit, en janvier, jusqu'à Böhmisch-Trübau, d'où il se reliait avec les troupes du prince héritier Léopold d'Anhalt-Dessau.

Pendant cette opération, Frédéric avait ordonné à ce prince de lever des contributions de toute espèce dans le pays, d'y rassembler des subsistances pour son corps et de procéder à l'établissement de magasins capables d'assurer le ravitaillement d'une armée de 36 bataillons et de 115 escadrons, que le roi se proposait de faire opérer au printemps suivant dans la partie septentrionale de la Moravie, où ces troupes n'auraient pu trouver sur place les ressources nécessaires.

4. Occupation de Glatz.

Frédéric n'avait pas, pendant ce temps, perdu de vue cette ville de Glatz, dont la possession lui tenait de plus en plus à cœur, non seulement à cause de la richesse du comté, mais surtout à cause de l'importance stratégique de ce territoire. En donnant au prince Léopold d'Anhalt l'ordre de tâter Glatz et d'essayer de l'enlever, Frédéric avait eu le soin de lui recommander de ménager le pays. « Je ne veux pas, lui écrivait-il, ruiner ce que je suis bien décidé à conserver. »

Bien que les Saxons n'eussent pas fait le mouvement espéré par Fréderic et qui les aurait interposés comme une espèce d'écran entre ses troupes et les Autrichiens, il crut cependant pouvoir profiter du moment où l'armée du prince Léopold transportait ses quartiers vers le sud de la Bohême pour voir s'il ne serait pas possible de réaliser ses projets.

Renforcé par l'arrivée d'un régiment venu des environs de

Breslau, le prince Léopold commença, vers la mi-décembre, par envoyer du côté d'Habelschwerdt 2 régiments d'infanterie qui coupèrent les communications, libres jusque-là, de Glatz avec l'intérieur de l'Autriche, et par charger de l'investissement même de la place 5 escadrons de hussards, qui la cernèrent complètement.

La place, défendue par une garnison de 1707 fantassins, 50 hussards et la milice locale, armée de 26 canons et de quelques mortiers, était malheureusement, en dépit des efforts faits par son commandant, le lieutenant-colonel de Fontanella, en si mauvais état, qu'en réalité la citadelle était seule capable d'opposer un semblant de résistance.

Le 2 janvier 1742, le prince reconnut en personne la ville avec 2 escadrons de hussards. Le lendemain, le général-major von Derschau, venu en parlementaire, remettait à Fontanella une sommation que celui-ci refusa d'accepter.

Le prince, qui avait pu se convaincre de l'impossibilité d'enlever la place par un coup de main, se contenta de montrer les jours suivants ses hussards, qui vinrent dès lors escadronner jusque sous les murs de la ville en attendant l'arrivée de l'infanterie.

Le 9 janvier, il disposait de 4 bataillons, qu'il forma sur un front très étendu et qu'il fit avancer jusqu'à portée de canon. Trompé par cette ruse de guerre, convaincu de l'imminence d'une attaque en règle, ne se croyant pas en mesure de pouvoir défendre la ville, intimidé par les déclarations menaçantes du prince, Fontanella consentit à entamer des négociations, qui durèrent jusqu'au soir. On convint alors que la ville serait remise 48 heures plus tard aux Prussiens, que la garnison se retirerait dans la citadelle, que les vieillards, les femmes, les enfants, les malades et les blessés sortiraient librement et se rendraient à Brünn; enfin, que, pour ménager la ville, les troupes prussiennes, qui entreraient à Glatz, s'abstiendraient d'attaquer la citadelle.

Le 11 janvier, les troupes prussiennes, qu'on avait, à cause du froid, cantonnées dans les faubourgs, faisaient leur entrée à Glatz. Le prince en partait quelques jours plus tard, après avoir fait couper les conduites qui amenaient l'eau à la citadelle et chargé le général-major von Derschau d'en assurer le blocus avec 1 bataillon et 5 escadrons de hussards.

III. — c.

1. L'Autriche après la rupture de l'Acte de Klein-Schnellendorf.

Lorsque nous avons rendu compte, il y a deux ans, du 2e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche*, afin de ne pas interrompre le fil des événements politiques de l'année 1741, nous avons cru bien faire en essayant de caractériser l'attitude de Frédéric II pendant les derniers mois de cette année à l'aide des documents antérieurement recueillis par le colonel von Duncker. Comme nous le pensions, la Section historique n'a pas manqué, elle aussi, d'utiliser le travail du colonel.

Il ne nous restera donc qu'à emprunter au volume qui vient de paraître, les documents nouveaux qui complètent notre premier aperçu et permettent d'apprécier dans tout leur ensemble les moyens dont Frédéric II s'est si habilement servi pour donner, pendant trois mois, le change, d'une part à ses alliés, de l'autre à Marie-Thérèse et à ses ministres, et pour déjouer, sans en avoir l'air, les efforts de Neipperg et des deux ambassadeurs d'Angleterre. Nous avons déjà fait ressortir le changement de ton si caractéristique des lettres de Goltz à Neipperg dès le lendemain de la capitulation de Neisse, changement qui montre bien qu'à partir de ce moment le roi n'entendait plus attacher la moindre valeur à l'Acte de Klein-Schnellendorf ; nous avons mentionné l'envoi du baron de Gillern à Troppau, et mis en lumière les procédés dont le roi s'était servi pour éviter de donner à lord Hyndford la réponse que comportaient les notes et les projets de traité du gouvernement autrichien. Frédéric ne s'était d'ailleurs décidé à sortir de son mutisme que le 28 novembre, quelques heures après avoir reçu la nouvelle de la prise de Prague. Ne sachant pas encore que l'armée autrichienne s'était mise précipitamment en retraite, croyant à l'imminence d'une bataille, il avait cru sage de demander à Hyndford de patienter jusqu'au 25 décembre.

Malgré l'attitude de plus en plus cassante de Frédéric, on persistait, en dépit de tout, à croire à Vienne et à Pressburg, à la sincérité du roi de Prusse; on ne s'étonnait même pas de voir

lord Hyndford déclarer qu'il n'osait pas présenter Gillern en qualité de représentant de la reine, de peur de s'exposer aux reproches du roi. Celui-ci, disait-il, ne manquerait pas de protester contre l'intervention d'un nouveau personnage qu'il faudrait mettre au courant d'un secret qui ne devait être connu que de la reine, du roi et de lui.

Malgré la dépêche que lord Hyndford adressait de Berlin à Gillern le 3 décembre, malgré le rapport que Gillern envoyait le 10 décembre de Troppau à la reine et à Neipperg[1], la reine n'avait pas voulu, même à ce moment, se décider à croire à la mauvaise foi, aux intentions perfides du roi. Rien ne prouve mieux la confiance de la reine que le mémoire dans lequel, à la date même du 13 décembre, tout en laissant entrevoir la possibilité de faire au roi d'autres concessions, elle se déclarait prête à renoncer à ses droits de suzeraineté sur la Nieder-Lausitz, à ses droits sur la succession de Juliers et de Berg, sous la réserve toutefois du consentement donné sur ce dernier point par l'Angleterre.

Or, ce fut précisément le 13 décembre que Frédéric se décida à jeter le masque. Comme nous l'avons dit, Raesfeld, ministre de Prusse à La Haye, ayant informé le roi que le baron von Burmannia, ministre de Hollande à Vienne, persistait à parler à son gouvernement de l'existence d'un armistice et de la conclusion probable et prochaine d'un traité de paix entre l'Autriche et la Prusse, Frédéric fit aussitôt annoncer dans tous les journaux officiels qu'il venait « d'envoyer aux vingt-cinq escadrons qu'il avait en Bohême, l'ordre de marcher contre l'ennemi, de concert avec les troupes françaises, bavaroises et saxonnes[2] ».

Le 18 décembre, comme nous l'avons dit, Gillern avait quitté Troppau sur les conseils de Levrier. Arrivé le 20 à Olmütz, où il était encore exposé à être enlevé, il se rendit presque aussitôt à Brünn. Ce fut de cette ville que Gillern, qui venait de recevoir le courrier envoyé par lord Hyndford, fit connaître à Neipperg l'insuccès définitif des démarches du médiateur anglais, la capi-

[1] *Archives particulières des comtes de Neipperg* (*Mittheilungen des K. und K. Kriegs Archivs*, t. VI, p. 359).
[2] *Correspondance politique*, I, n° 628.

tulation d'Olmütz, qui avait ouvert ses portes aux Prussiens la veille, et la rupture totale des négociations[1].

Le roi de Prusse avait poussé la prudence et la ruse jusqu'au bout, et comme Gillern le faisait remarquer, avant de partir pour Vienne le lendemain, afin d'être plus sûr que les Autrichiens ne seraient pas mis officiellement et formellement au courant des opérations de ses troupes, Frédéric n'avait pas hésité à faire intercepter les deux lettres que lord Hyndford avait adressées à Gillern à la date des 15 et 19 décembre.

Il suffit, du reste, de laisser la parole à Frédéric lui-même pour voir, comme l'a justement affirmé l'historien de Marie-Thérèse, Arneth, que le roi n'avait jamais songé sérieusement à tenir les engagements qu'il avait pris à Klein-Schnellendorf. On lit, en effet, à la page 240 de l'*Histoire de mon Temps* (édition de 1746), cette phrase bien significative : « C'est pourquoi je consentis à cette suspension d'armes, prévoyant d'avance que l'indiscrétion des ministres autrichiens me fournirait *un prétexte légitime pour rompre cette trêve lorsque je le trouverais à propos* ».

Cet aveu sincère, mais tellement compromettant qu'on l'atténua dans les éditions subséquentes, prouve bien, si on le compare à la déclaration contenue dans une lettre que Frédéric avait écrite le 25 juin 1741 à Valory : « Une longue guerre ne saurait me convenir », que, comme toujours, le roi de Prusse n'agissait pas à la légère et poursuivait envers et contre tous et par tous les moyens à sa disposition, la réalisation du programme qu'il s'était tracé.

La correspondance du roi est d'ailleurs là pour prouver que nous ne prêtons pas à Frédéric des desseins plus noirs que ceux qu'il nourrissait en réalité et pour nous révéler presque jour par jour ses idées et ses projets. C'est ainsi que, dès le 30 août 1741, il écrivait du camp de Reichenbach à Jordan :

> « Tout pilote pour faire voile
> Guette les plus heureux moments,
> Que le secours des éléments
> Le seconde en enflant sa toile. »

---

[1] Gillern à Neipperg, Brünn, 28 décembre 1741, et lord Hyndford au baron de Gillern. (*Archives particulières des comtes de Neipperg.*)

D'ailleurs, pour qu'il ne reste aucun doute à Jordan, il ajoute à ces vers ces mots qui expliquent bien toute sa politique : « Ce sont ces moments favorables que nous attendons pour ne point manquer notre coup, *je tiens nos arrangements presque certains et je présume qu'en jouant à jeu sûr, on ne m'en saura pas plus mauvais gré*[1]. » Le 24 avril, il annonce à Voltaire que l'on ne tardera pas à se battre. Dans la lettre qu'il écrit le 4 septembre à Schmettau[2], comme dans celle qu'il envoie le 7 à Jordan, il expose à ses deux correspondants le but de ses opérations :

« Ni tous les saints, ni le grand diable
Ne savent point où nous allons;
Mais vous, mon confident aimable,
Je vous apprends que nous ferons
Sous peu le siège désirable
Du fort de Neiss que nous prendrons[3]. »

L'idée de la cessation prochaine des hostilités, cette idée qui le décidera à conclure l'Acte de Klein-Schnellendorf, n'en a pas moins commencé à germer dans son cerveau. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les dernières lignes de cette lettre : « Comme ce que nous allons faire à présent, dit le roi, achève de nous assurer la tranquillité en Silésie et que cette *opération sert de base à nos quartiers d'hiver*, j'en ai la réussite extrêmement à cœur ».

Sans revenir sur les précautions que Frédéric prit pour cacher à l'Électeur de Bavière et à Belle-Isle les négociations qui précédèrent la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf, nous nous contenterons d'emprunter à la lettre que le roi écrivit à Jordan, le 25 octobre, deux ou trois phrases, qui montrent bien que, dès cette époque, Frédéric était absolument décidé à rejeter, quelqu'avantageuses qu'elles pussent être, les propositions que Marie-Thérèse aurait pu être amenée à lui faire en vue d'un traité définitif de paix : « Vous voulez la paix à toute force, répond-il à Jordan[4], et par malheur vous ne l'aurez pas; mais je vous pro-

---

[1] Frédéric II, *Œuvres posthumes*, t. VI, p. 238. Édition de 1788.
[2] Frédéric II, *Correspondance politique*, t. I, p. 494, au feld-maréchal Schmettau, 4 septembre 1741.
[3] Frédéric II, *Œuvres posthumes*, t. VI, p. 241.
[4] Frédéric II à Jordan, 25 octobre 1741, *Œuvres posthumes*, t. VI, p. 246.

mets, en revanche, une prompte fin de campagne ». Tel est le langage bien clair que tenait envers l'homme auquel il avait l'habitude de révéler ses pensées les plus intimes, le prince qui venait, quinze jours auparavant, de signer l'Acte de Klein-Schnellendorf et qui affectait d'être si pressé de se réconcilier sérieusement avec l'Autriche.

Après avoir pesé les termes de cette lettre, on ne peut guère s'étonner des contradictions qu'on relève entre les actes de Frédéric et les engagements qu'il venait de prendre. Il a consenti à l'article 6 de l'Acte de Klein-Schnellendorf; il y a déclaré que le « *roi de Prusse ne demandera jamais plus de Sa Majesté hongroise que la basse Silésie avec la ville de Neisse*[1] ». Mais cette stipulation, qui a pu lui paraître suffisante et avantageuse à un certain moment, n'est pas de nature à le gêner, à l'arrêter dans la voie dans laquelle il s'est engagé dès le mois de décembre 1740, parce que, disait-il, *il lui fallait la Silésie*. L'appétit, qu'il avait dissimulé dans le principe, lui est revenu. Il s'est contenté de Neisse; mais il aurait voulu avoir Glatz, que Marie-Thérèse a eu, à ses yeux, le grand tort de lui refuser. Dans la lettre qu'il a adressée à Hyndford dans la nuit du 25 au 26 septembre, il a bien pu dire : « Pour Glatz, je crois qu'on n'en parlera plus ». Qu'à cela ne tienne ! Le roi n'en parle plus, en effet, aux Autrichiens; mais il s'entend presque aussitôt avec l'Électeur de Bavière, qui a toujours besoin d'argent et auquel il rachète ses droits, tout comme avant et après le 9 octobre il négociait avec les Saxons la cession de territoires à l'est de Neisse, territoires qui, comme Glatz, étaient occupés par les Autrichiens et appartenaient à la reine. C'est ainsi que Frédéric respectait la foi jurée.

S'il nous paraît superflu de revenir ici sur les différents griefs, tous plus spécieux les uns que les autres, que Frédéric ne cessa de formuler contre l'Autriche, sur les différents moyens qu'il mit en œuvre pour arriver à se dégager sans avoir l'air de violer la parole donnée[2], il est indispensable cependant d'insister sur l'influence que la prise de Glatz exerça sur les résolutions du roi. A

---

[1] *L'Acte de Klein-Schnellendorf soussigné par mylord Hyndford sur la* PAROLE *du roi de Prusse, le 9 d'octobre 1741.*

[2] Voir Major Z..., *La Guerre de la Succession d'Autriche, Campagne de Silésie*, 1740-1741. — Paris, Baudoin, 1897.

partir du 28 novembre, Frédéric est décidé à intervenir de nouveau, à reprendre les armes, à tirer parti du piège qu'il a tendu à l'Autriche au moment de Klein-Schnellendorf. Comme il l'écrit, le 5 décembre 1741, à sa sœur Wilhelmine, aussitôt après avoir donné à Schwerin l'ordre d'entrer en Moravie : « Il faut pourtant qu'au printemps prochain on ait forcé la reine de Hongrie et son royal époux à accepter les conditions qu'on leur impose[1]. »

Il ressort, du reste, de nombreuses lettres de Frédéric, que dès le mois d'août 1741, le roi avait conçu le projet de s'assurer de bons quartiers d'hiver, afin de pouvoir reprendre plus efficacement la guerre contre Marie-Thérèse et, comme il l'écrit à Belle-Isle, le 3 décembre, arriver jusqu'à Vienne[2].

En un mot, ce fut bien moins pour assurer quelque repos à ses troupes que pour se ménager la possibilité de se réserver l'avenir, que Frédéric conclut l'Acte de Klein-Schnellendorf. Plus que jamais, il tenait à pouvoir disposer de toutes ses forces au moment où l'on en viendrait, en fin de compte, à procéder au morcellement de l'héritage de Charles VI, et, comme il le reconnaît lui-même[3], le plus grand avantage que « le roi retira de cette espèce de trêve avec les Autrichiens fut de rendre ses forces plus formidables. »

Grâce à l'accroissement de revenus (3,600,000 écus) que lui procura l'acquisition de la Silésie et dont la plus grande partie fut employée à l'augmentation de l'armée, Frédéric disposait, à la fin de 1741, de 106 bataillons et de 191 escadrons. Le grand coup, le coup mortel que Schmettau avait été chargé de préparer, et que les Bavarois n'avaient pas su ou pas pu porter à l'Autriche en 1741, ce coup, il comptait le frapper lui-même dans la campagne qu'il allait entreprendre.

Malgré le dédain dont Frédéric fait intentionnellement étalage toutes les fois qu'il parle de ce qu'il appelle « cette espèce de trêve avec les Autrichiens », malgré le soin que, afin de se justifier aux yeux de ses alliés et de la postérité, il apporte à l'exposé des « motifs les plus secrets » qui ont inspiré sa conduite;

---

[1] Frédéric II, *Œuvres complètes*, chap. XXVII, t. I, p. 103.
[2] Frédéric II, *Correspondance politique*, I, n° 643, à Belle-Isle, Berlin, 23 décembre 1741.
[3] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. IV, p. 215.

le roi savait fort bien que l'Acte de Klein-Schnellendorf ne pouvait que lui être avantageux. Cette « espèce de trêve » hâtait la réalisation de ses désirs les plus chers et lui permettait d'attendre les événements avant de prendre un parti.

Ce qu'il ne savait pas à ce moment, c'est qu'il n'avait dû qu'à un hasard heureux la signature de cette convention.

Malgré sa jeunesse et son inexpérience, Marie-Thérèse avait mieux jugé la situation que ses vieux conseillers, que les diplomates les plus rompus aux finesses de leur métier. Avec cet instinct particulier aux femmes supérieures, elle n'avait pas eu besoin d'autant de temps que ses ministres pour juger le caractère de Frédéric et pour deviner ses véritables projets. Elle avait eu l'intuition des événements qui allaient se produire; elle avait toujours été convaincue que ces concessions, qu'on lui avait arrachées après une si longue résistance, n'assureraient à ses sujets ni la paix, ni même la neutralité bienveillante de la Prusse. La lettre qu'elle écrivit à Neipperg, le 11 octobre, avant d'être informée de la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf, fournit la preuve manifeste et irrécusable des regrets et des pressentiments de la reine : « *Ses intentions*, dit-elle à Neipperg, *ne sont que tromperies et lenteurs exprès pour nous amuser. Je souhaiterais même qu'avec la meilleure grâce du monde et dehors de confiance, vous pouviez partir sans rien conclure*[1] ».

La jeune reine, on le voit, n'avait jamais cru à la sincérité du roi de Prusse. Mais, esclave de sa parole, elle avait tenu à honneur d'exécuter fidèlement et scrupuleusement la convention du 9 octobre. Frédéric, au contraire, n'avait jamais songé sérieusement à tenir ses engagements, et rien ne fait mieux ressortir le scepticisme politique du roi et la clairvoyance de Marie-Thérèse que la phrase significative qu'on trouve à la page 240 de l'*Histoire de mon Temps* (Édition Posner, 1746) et que nous avons citée précédemment.

La signature et la rupture de l'Acte de Klein-Schnellendorf ne sauraient, à aucun point de vue, être considérées comme des faits isolés, exceptionnels, relevés par hasard dans la vie politique si mouvementée, si accidentée de Frédéric. Les préli-

[1] *Haus, Hof und Staats Archiv, Friedens Acten*, fasc. 23.

minaires de Breslau, suivis de la paix de Berlin (1742), le traité de Dresde (26 décembre 1745), qui n'était, au dire même de Frédéric, qu'un renouvellement pur et simple de la paix de Breslau[1], ont le même caractère que la convention du 9 octobre 1741.

Dans ces différentes circonstances, Frédéric ne prend conseil que de son propre intérêt, ne s'inspire plus, quand il est arrivé au résultat auquel il aspirait, que de la devise : ***Chacun pour soi.***

Frédéric n'a, du reste, pas craint d'exposer lui-même dans l'*Avant-Propos* de l'*Histoire de mon Temps*, ses idées sur le peu de cas qu'un prince doit faire, selon lui, de la parole donnée ; de formuler dans cette préface des doctrines politiques destinées à représenter comme le résultat de principes arrêtés toutes les atteintes données à la bonne foi et à l'équité, dont il s'est rendu coupable pendant le cours de son règne :

« La Postérité lira peut-être avec surprise les récits des traités faits et rompus. Quoique ces exemples soient communs, cela ne justifierait pas l'auteur de cet ouvrage s'il n'avait d'autres raisons meilleures pour excuser sa conduite.

« L'intérêt de l'État doit servir de règle aux souverains. Les cas de rompre les alliances sont ceux : 1° si l'allié manque à remplir ses engagements ; 2° où l'allié médite de vous tromper et où il ne vous reste de ressources que de le prévenir ; 3° une force majeure qui vous opprime et vous force à rompre vos traités ; 4° enfin, l'insuffisance des moyens pour continuer la guerre..... Les princes sont les esclaves de leurs moyens ; l'intérêt de l'État leur sert de loi, et cette loi est inviolable. Si le prince est dans l'obligation de sacrifier sa personne même au salut de ses sujets, à plus forte raison doit-il leur sacrifier des liaisons dont la continuation leur deviendrait préjudiciable. Les exemples de pareils traités rompus se rencontrent communément. Notre intention n'est pas de les justifier tous. J'ose pourtant avancer qu'il en est de tels, que la nécessité ou la sagesse, la prudence ou le bien des peuples obligeaient de transgresser, ne restant aux souverains que ce moyen-là d'éviter

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. XIV.

leur ruine..... Il me paraît clair qu'un particulier doit être attaché scrupuleusement à sa parole, l'eût-il même donnée inconsidérément..... La parole d'un particulier n'entraîne que le malheur d'un seul homme; celle des souverains, des calamités générales pour des nations entières. Cela se réduit à cette question : Vaut-il mieux que le peuple périsse ou que le prince rompre son traité ? Quel serait l'imbécile qui balancerait pour décider cette question ? Vous voyez..... qu'avant de porter un jugement décisif sur les actions d'un prince, il faut commencer par examiner mûrement les circonstances où i s'est trouvé, la conduite de ses alliés, les ressources qu'il pouvait avoir ou qui lui manquaient pour remplir ses engagements. »

Le prince qui émettait de semblables doctrines, était cependant le même qui, peu de temps auparavant, avait eu à cœur de réfuter Machiavel.

2. La situation en Moravie.

Malgré la chute de Prague, la situation des Autrichiens, loin d'être désespérée, était en somme plutôt satisfaisante à la fin de décembre 1741. En Bohême, on était en mesure d'offrir la bataille à l'adversaire, de l'offrir même dans des conditions telles qu'on était parfaitement en droit de compter sur un succès probable. Khevenhüller se disposait à entrer dans la haute Autriche, presque entièrement dégarnie de troupes alliées, et les avantages, que son armée ne pouvait manquer de remporter de ce côté, devaient être de nature à amener un revirement dont l'effet se ferait sentir en Bohême.

Tout semblait marcher à souhait, l'horizon semblait s'éclaircir, lorsqu'on reçut à Vienne la nouvelle de l'apparition, en Moravie, des Prussiens, dont comme toujours on exagérait les forces.

Comme nous l'avons montré précédemment, la Moravie était encore plus dégarnie de troupes autrichiennes que la haute Autriche de troupes franco-bavaroises. Malgré les pressantes demandes que le feld-maréchal Seherr avait adressées au conseil aulique, on n'avait rien fait, même à Brünn. L'armée de Bohême

était occupée du côté de Budweis. La route de Vienne s'ouvrait donc toute grande devant les Prussiens.

Cette fois encore, pendant que tout le monde s'affole et se désespère autour d'elle, Marie-Thérèse, inacessible aux découragements et aux défaillances, dont son entourage donne le lamentable spectacle, oppose une admirable énergie, un merveilleux sang-froid au nouveau danger qui menace sa capitale. Elle se garde bien, comme on le lui conseillait, d'arrêter Khevenhüller et de le faire revenir sur ses pas. Afin de sauver la garnison de la ville de Brünn, elle se borne à autoriser Seherr à capituler, si les Prussiens amènent du gros canon.

Le sang-froid et le coup d'œil de Marie-Thérèse avaient empêché la catastrophe qu'aurait provoquée la pusillanimité de ses conseillers.

On ne tarda pas à voir que Schwerin n'avait guère que 6,000 hommes avec lui et que, pour le moment du moins, Frédéric, satisfait de l'occupation de Troppau et d'Olmütz, ne songeait pas à attaquer Brünn et ne pensait pas à percer sur Vienne.

On en profita pour faire mine de mettre Brünn en état de défense ; mais en réalité, soit à cause du mauvais temps, soit à cause du manque d'argent, l'année 1741 s'acheva, sans qu'aucun renfort de troupes ait été dirigé sur Brünn, sans qu'on ait pu améliorer d'une façon quelque peu sérieuse les ouvrages à moitié en ruines de Brünn et d'Ungarisch-Hradisch.

3. Le prince Charles de Lorraine prend le commandement de l'armée de Bohême.

En Bohême, où l'armée autrichienne, s'était établie dans ses quartiers d'hivers dans les premiers jours de janvier, le prince Charles de Lorraine avait pris, à la date du 2 janvier, le commandement en chef que son frère, le grand-duc de Toscane, lui avait remis au moment de quitter le quartier général de Budweis et de partir pour Vienne.

Avant de songer à rien entreprendre, le prince Charles, obligé de laisser à l'armée le temps de se refaire, resta d'abord à

Budweis avec les treize régiments d'infanterie, les neuf régiments de cavalerie et les quatre régiments de hussards cantonnés depuis la fin de décembre aux environs de cette ville.

Vers le 15 janvier, le prince, sur l'ordre de la reine, détacha de son armée le général Kalckreuth qui, avec un régiment d'infanterie et deux de cuirassiers, devait assurer sur la rive gauche du Danube l'investissement de Linz, bloquée sur la rive droite par Khevenhüller, sous les ordres duquel il passait.

L'aile droite de l'armée du prince Charles, formée par le corps détaché, placé sous les ordres de Lobkowitz[1], avait dû, soit à cause du manque de vivres, soit, ce qui paraît plus probable, à cause du mouvement en avant des Français et des Saxons, se replier le 3 janvier, des environs de Deutsch-Brod sur Iglau, où, conformément aux ordres qui lui parvinrent de Vienne, elle prit position afin de contrarier les mouvements des Prussiens en Moravie et de couvrir les communications de l'armée de Bohême avec Vienne.

Pendant l'arrêt forcé que firent subir aux opérations en Bohême les rigueurs de la température et l'épuisement des régiments autrichiens, la reine avait cherché, par tous les moyens possibles, à remettre cette armée en état de coopérer efficacement à la réalisation du plan de campagne accepté par le prince Charles et qui tendait à la reprise de Prague et de la partie de la Bohême occupée par les Franco-Bavarois. Ce plan, absolument logique, pouvait amener des résultats d'autant plus significatifs que Linz venait de capituler le 24 janvier, que l'ennemi avait évacué la haute Autriche, que les troupes légères du général Bärnklau, après avoir enlevé Passau et Oberhaus, battaient déjà l'estrade en Bavière, où leur apparition avait jeté la terreur.

Malgré le coup qu'avait porté à la reine l'élection de Charles-Albert, cette élection qui coïncida, par une curieuse bizarrerie, avec la capitulation de Linz, on aurait pu, grâce aux succès et aux progrès de Khevenhüller, espérer une solution favorable et prochaine sans la menace, croissante de jour en jour, d'un

---

[1] Composition du corps Lobkowitz : 6 régiments d'infanterie, 8 régiments de cuirassiers, 2 régiments de dragons et 2 régiments de hussards.

mouvement offensif des Prussiens sur Vienne, menace d'autant plus sérieuse que Schwerin annonçait hautement et en tous lieux que son roi allait entamer sous peu de nouvelles opérations.

Du reste, quel que pût être l'objectif choisi par Frédéric, la rentrée en ligne de ses armées suffisait à elle seule pour modifier du tout au tout une situation que le mouvement offensif et les succès de Khevenhüller avaient sensiblement améliorée. Il fallait, en effet, en raison du nouveau danger que courait la monarchie, ou bien se hâter d'exécuter le grand mouvement projeté sur Prague, ou se décider à abandonner la Bohême, renoncer aux conquêtes de Khevenhüller et charger l'armée du prince Charles de s'opposer à l'attaque imminente des Prussiens.

Loin de suivre les errements funestes du conseil aulique de la guerre, Marie-Thérèse comprenant, comme elle le dit elle-même, que « *de loin on ne saurait prendre aucune résolution positive*[1] », invita le prince Charles à lui faire connaître le plan d'opération auquel il croirait devoir donner la préférence.

Malheureusement pour Marie-Thérèse, Charles de Lorraine n'était pas, tant s'en faut, un prince Eugène. D'une bravoure à toute épreuve sur le champ de bataille, il compromettait tout par son indécision, sa terreur de la responsabilité, son manque absolu d'initiative. Il faut dire, du reste, que les circonstances n'étaient guère faites pour lui faciliter la réponse à la grave question qu'on venait de lui poser.

L'esprit de son armée laissait beaucoup à désirer; les effectifs étaient loin d'être au complet; la maladie et les désertions auraient rapidement et singulièrement éclairci les rangs de ses régiments, s'il s'était prononcé pour une reprise immédiate des opérations au plus fort de l'hiver. Lui-même trouvait son armée trop peu nombreuse pour avoir des chances sérieuses de triompher de ses adversaires : il ne cessait de réclamer des renforts; il déclarait, d'autre part, qu'il ne saurait comment assurer ses

---

[1] Marie-Thérèse au prince Charles de Lorraine, 27 janvier 1742 (*K. und K. Kriegs Archiv, Feld Acten.* Böhmen, 1742, fasc. 1, p. 44).

subsistances s'il lui fallait prononcer un mouvement offensif d'une certaine ampleur.

Enfin, il faut le constater, le prince avait peut-être à un trop haut degré le sentiment de la terrible responsabilité qui pesait sur lui, en sa qualité de commandant en chef de la seule, de la dernière armée de Marie-Thérèse. En un mot, imbu des principes en faveur à cette époque, incapable de rompre avec la méthode qu'on avait toujours préconisée à Vienne, épouvanté des conséquences incalculables que ses résolutions pourraient exercer sur le sort de l'Autriche, ne voulant à aucun prix d'une responsabilité aussi lourde à porter, il n'osa pas, comme la reine le lui offrait, secouer le joug du conseil aulique et il s'arrêta au parti le plus désastreux que puisse prendre un général : l'inaction.

Grâce à un concours inespéré de circonstances, l'Autriche échappa aux conséquences incalculables qu'aurait dû entraîner cette déplorable résolution. Mais on n'en est que plus en droit d'affirmer qu'en présence des dissensions des alliés, de leurs querelles, de leur égoïsme, une offensive énergique aurait été couronnée de succès, et que, si Marie-Thérèse avait pu prendre en personne le commandement de son armée, elle aurait, comme elle le dit dans cette même lettre du 27 janvier à laquelle nous venons de faire allusion, sans se laisser arrêter par le danger que pouvait faire courir à ses États la rentrée en scène de l'armée prussienne, essayé de pénétrer en Bohême, d'arracher Prague aux Français qu'elle considérait comme ses ennemis les plus redoutables et de frapper un grand coup, qui aurait décidé le cabinet de Versailles à sortir d'une coalition que la reine considérait comme l'œuvre de la France et qui n'aurait pas survécu à sa retraite.

4. Mise en état de défense de Brünn.

Tout en songeant avant tout à reprendre l'offensive en Bohême. Marie-Thérèse n'avait pas perdu de vue la Moravie directement exposée aux coups de main des Prussiens. Elle s'était sérieusement occupée de la mise en état de défense de Brünn, avait adjoint au vieux feld-maréchal Seherr le général von Roth, l'officier qui, en janvier 1741, avait fait échouer les attaques des Prussiens contre Neisse. A partir de ce moment on

travailla si activement à Brünn, où Marie-Thérèse avait de plus donné l'ordre d'envoyer trois bataillons hongrois, en marche sur Skalitz, que Roth ne craignait pas, à la fin de janvier, d'affirmer que, si les Prussiens le « laissaient encore tranquille pendant quatre semaines, le Spielberg (citadelle de Brünn) serait en mesure de leur opposer une raisonnable défense »[1].

5. Plans de campagne et conseils de guerre de Vienne (28 janvier 1742).

A la nouvelle de la marche en avant des Prussiens, Marie-Thérèse s'était uniquement préoccupée de Brünn et du rôle à attribuer à l'armée du prince Charles qui faisait face aux Français établis à Pisek. Cette fois encore la reine ne partageait pas la manière de voir de ses ministres.

Considérant à juste titre Frédéric comme leur adversaire le plus redoutable, ils auraient voulu, non seulement porter contre lui le gros de leurs forces, mais tirer de l'armée de Khevenhüller des renforts qu'on aurait dirigés sur la Bohême. Mais on ignorait, naturellement, les intentions de Frédéric. On se demandait s'il essayerait d'entrer en Hongrie, s'il mettrait le siège devant Brünn, ou bien si, masquant cette ville, il chercherait à envahir la basse Autriche.

On ne s'arrêta pas un seul instant à la possibilité d'un mouvement sur Budweis et d'opérations entreprises de concert avec le maréchal de Broglie.

On ne s'inquiéta guère des mesures à prendre afin de parer à la première de ces hypothèses. La Hongrie semblait suffisamment protégée par les troupes de l'insurrection et surtout par la mauvaise saison. Enfin, on n'avait pu arriver à arrêter un plan d'opérations répondant aux deux autres éventualités,

Aussi, bien que la reine eût accordé au prince Charles une entière liberté d'action, elle dut, cédant à la pression et aux craintes de son entourage, se décider à réunir à Vienne, le 28 janvier, un conseil de guerre, auquel prirent part les feld-maréchaux Königsegg, Neipperg et Harrach (ce dernier, prési-

---

1 *K. und K. Kriegs Archiv*, H. K. R., 1742, fasc. I, p. 7.

dent du conseil aulique de la guerre), les généraux de cavalerie Lichtenstein et Batthyany et le chancelier de Bohême, Kinsky.

Le conseil, considérant que Frédéric ne semblait pas « homme à rien livrer au hasard et ne cherchait au contraire qu'à s'avancer pas à pas pour assurer ses conquêtes », émit l'avis qu'il chercherait avant tout à enlever Brünn. L'armée du prince Charles devait par suite opérer contre le roi; mais on n'alla pas plus loin. On examina, sans prendre de résolutions, les avantages et les inconvénients: 1° d'un mouvement sur Znaym; 2° d'une marche sur la basse Autriche en passant soit par Horn, soit par Linz. On insista seulement sur l'intérêt qu'il y aurait à arrêter Khevenhüller après la prise de Braunau et de Passau; on conseilla à la reine d'affaiblir l'armée de Khevenhüller pour renforcer celle du prince Charles, d'augmenter la garnison de Vienne et d'armer solidement les remparts de la capitale. Enfin, honteux peut-être de leur indécision, les membres du conseil de la guerre se prononcèrent, dans une sorte de paragraphe additionnel, en faveur d'une concentration de l'armée, qui s'effectuerait en portant l'armée du prince Charles de Budweis sur Wittingau et le corps Lobkowitz de Deutsch-Brod et d'Iglau sur Neuhaus [1].

La reine, peu éclairée par ces idées assez vagues, mais cependant en opposition complète avec les siennes, se borna à transmettre les réponses du conseil au prince Charles, à Khevenhüller et à Lobkowitz, en leur demandant de les examiner. En même temps elle adressa au prince Charles un petit mémoire qui, rédigé probablement par Bartenstein et portant le titre de *Ohnmassgebigste Gedanken*, montre bien qu'il existait à ce moment à Vienne deux courants d'idées bien distinctes et bien différentes. L'auteur du mémoire, tout en reconnaissant que Frédéric est l'adversaire le plus dangereux de l'Autriche, pensait que l'armée du prince Charles était suffisamment forte pour battre les Prussiens. Il se prononçait énergiquement contre tout affaiblissement de l'armée de Khevenhüller, parce que, disait-il, « c'était en Bavière qu'on devait reconquérir la Bohême » et il ajoutait : « Si l'on a la bonne fortune de battre les Prussiens et de conserver le dessus en Bavière, l'abandon de la Bohême sera chose d'autant plus

---

[1] *K. und K. Kriegs Archiv*, 1742, fasc. I, p. 8.

facile à réparer que les Saxons, dans ce cas, seront tout disposés à changer de côté [1] ».

Mais dans l'intervalle on avait appris que les Prussiens allaient prendre presque immédiatement l'offensive; que le roi, parti de Berlin, se rendait, par Dresde et Prague, à Olmütz, où son armée se concentrait. On avait appris en même temps que le général Truchsess était arrivé le 26 janvier avec treize compagnies de grenadiers et quatre canons, à Wischau, à une journée de marche de Brünn. D'autres troupes le suivaient en passant par Prossnitz, allant sur Lettowitz où il y avait déjà un millier de chevaux. Ces mouvements semblaient indiquer que le roi comptait commencer les hostilités par l'investissement de Brünn.

On était à la veille de la reprise des opérations, et grâce aux tergiversations, aux divergences d'opinion, on n'avait même pas pu parvenir à préparer un plan de campagne.

6. La Mission de Pfütschner.

Marie-Thérèse avait, jusqu'au dernier moment, fait tous ses efforts pour empêcher la reprise des hostilités. Le 13 décembre, le jour même où Frédéric se décidait à jeter le masque, puis le 22 décembre, elle avait adressé à lord Hyndford deux mémoires, que ce dernier n'osa même pas remettre au roi. La révolution qui venait de placer l'impératrice Élisabeth sur le trône de Russie, et « dans laquelle on soupçonna le roi d'avoir trempé [2] », venait de délivrer Frédéric d'un grave souci. Le roi, tout en disant que « l'impératrice n'avait de prédilection pour aucune des puissances » et qu' « elle se sentait de l'éloignement pour la cour de Vienne et pour celle de Berlin [2] », savait fort bien qu'Élisabeth se garderait bien, après avoir terminé la guerre contre la Suède, de prendre parti pour l'Autriche. Lord Hyndford esssaya, néanmoins, de tenter une suprême démarche; mais l'audience, que le roi lui accorda, le 25 ou le 26 décembre, lui démontra péremptoirement l'inutilité de sa tentative.

---

[1] *K. und K. Kriegs Archiv.* 1742, fasc. I, ad. 44, et *Ibid.*, *Lettre de Marie-Thérèse au prince Charles*, fasc. 1, p. 51.

[2] *Histoire de mon Temps*, chap. IV, p. 209 à 215.

Malgré cela, Marie-Thérèse, afin d'établir d'une façon indéniable la correction de son attitude, adressa, le 21 janvier 1742, à lord Hyndford, un *Mémoire secret* en chiffres, dans lequel elle fit consigner ses légitimes griefs. « On le remarque, disait-elle, non pour se plaindre, mais pour fonder le soin extrême qu'on doit avoir d'éviter de semblables inconvénients pour l'avenir ». Elle alla même jusqu'à laisser entrevoir la possibilité de cessions territoriales plus considérables, la renonciation à la haute Silésie, dans le cas où Frédéric s'engagerait à retarder l'élection de l'empereur. Enfin, cédant à contre-cœur aux instances du grand-duc, elle l'autorisa même à écrire lui-même au roi, en ayant le soin de lui recommander de ne pas s'humilier et de prendre pour prétexte de sa communication les avantages remportés par Khevenhüller.

Le grand-duc, rentré à Vienne à la fin de janvier, chargea aussitôt son ancien précepteur, le baron Pfütschner, de se rendre à Olmütz auprès de Frédéric II. Il devait demander au roi de faire la paix avec la reine, de s'allier avec elle, et chercher à lui ménager à lui-même une entrevue avec le roi.

Malgré la raideur et le pédantisme du personnage, le choix de Pfütschner était en somme assez habile. Pfütschner avait connu Frédéric à l'époque où il avait accompagné le grand-duc à Berlin. De plus, c'était un homme fort instruit en toutes choses, tout dévoué au grand-duc et d'une honnêteté à l'abri de tout soupçon. Frédéric accorda, le 4 février, à Pfütschner l'audience qu'il lui avait fait demander. « Le roi, dit-il lui-même dans l'*Histoire de mon Temps*, qui se livrait trop à sa vivacité, sans entendre ce que Pfütschner avait à lui dire, lui parla sans mettre de point ni de virgule à son discours, faute impardonnable en négociations, où la prudence veut qu'on attende patiemment les autres et qu'on ne réponde qu'avec poids et mesure. » Rejetant naturellement tous les torts sur la cour de Vienne, refusant toute espèce d'importance aux succès de Khevenhüller, exagérant les dangers de la situation de l'Autriche, il déclara à Pfütschner qu'il ne restait à Marie-Thérèse qu'un seul moyen d'échapper au désastre qui la menaçait : il lui fallait « s'accommoder promptement avec ses ennemis ». Il se chargeait, du reste, d'intervenir pour elle, d'obtenir la paix, sous la condition de la cession de la Bohême à la Bavière, de la Moravie et de la haute Silésie à la Saxe. Quant à

lui, il se contenterait du comté de Glatz. Cette générosité, insolite de sa part, l'intérêt qu'il semblait porter à ses alliés, dont, en général, sa politique égoïste se souciait fort peu, Frédéric se chargea lui-même d'en exposer les motifs à Pfütschner. Afin de mieux garantir ses conquêtes, il tenait à n'avoir aucun point de contact avec le territoire autrichien, il lui fallait entre l'Autriche et lui un État ou des États tampons[1]. Il alla même jusqu'à déclarer que dans ce cas, pourvu qu'il y ait seulement une bande de terre interposée entre leurs possessions respectives, il s'efforcerait de faire entendre raison à la Saxe et à la Bavière et de conserver à l'Autriche des portions de la Bohême, de la Moravie et de la haute Silésie. Cette générosité, s'exerçant aux dépens de ses alliés, lui coûtait d'autant moins qu'il se promettait bien, au moment de la signature de la paix en question, de se faire rétrocéder par la Bavière une partie de la Bohême. Quant à la France,

---

[1] *Correspondance politique*, I, 610. — Frédéric II, au cardinal de Fleury, Berlin, 3 décembre 1741 : «... J'ai parlé à M. de Valory des mesures que je croyais qu'il serait nécessaire de prendre pour la gloire du roi de France et pour le repos de l'Allemagne contre les mauvais desseins du roi d'Angleterre... Il y a actuellement quelques-unes de nos troupes sous les ordres de l'Electeur, et je me prépare à ouvrir au printemps prochain la campagne à la tête de 40,000 hommes de nos troupes. Nous ferons avec le maréchal de Belle-Isle tous les arrangements nécessaires pour que nous puissions avoir le plaisir de vous donner bientôt la nouvelle de la façon dont vos braves Français et vos alliés savent exécuter et mettre dans leur perfection les projets des grands événements que vous avez roulés dans la capacité de votre génie, que vous avez arrangés dans le conseil de votre sagesse. »

Insistant sur « l'artifice grossier employé par la cour de Vienne pour désunir les alliés », il ne craint pas de dire : « Jamais je ne pourrais faire de démarche plus contraire à ma gloire et à mes intérêts que de faire une paix plâtrée avec nos ennemis, qui conserveront naturellement le levain dans leurs cœurs contre moi, qu'ils regardent comme l'auteur de leurs infortunes. »

« D'ailleurs, ajoute-t-il, rien ne m'est plus avantageux que de voir entre les Autrichiens et moi les Saxons, qui me servent pour ainsi dire de digue contre l'envie qui pourrait prendre à la reine de Hongrie de récupérer la Silésie. Le voisinage de l'Electeur de Bavière de l'autre côté me convient beaucoup mieux que celui des Autrichiens, avec lesquels je ne saurais vivre en sûreté .. Mais, plus que toutes les raisons que je viens d'alléguer, les vieux principes politiques de ma maison demandent qu'elle soit étroitement unie avec la France... De plus, dans les liaisons où je suis maintenant, je puis voir l'agrandissement de la France sans envie, de même que cette couronne peut considérer le mien sans qu'il lui soit préjudiciable... Il y a même des raisons du côté de nos deux cours, également faites pour cultiver de plus en plus notre union et la rendre, s'il se peut, éternelle. C'est tout le contraire avec l'Angleterre et l'Autriche... »

on n'en parlait même pas. Frédéric avait jugé bon à ce moment d'oublier les combinaisons qu'il avait exposées dans la lettre que, juste un mois auparavant, il avait adressée au cardinal de Fleury[1]. Il est évident que le roi, redoutant par-dessus tout la prépondérance de l'influence française en Allemagne, n'aurait pas été fâché de mettre cette puissance en présence d'un fait accompli et de s'attribuer, au moment de la signature du traité, le rôle qu'il craignait de voir jouer au cabinet de Versailles, rôle qui, à ses yeux, lui revenait de droit.

Renouvelant, du reste, la tactique qui lui avait si bien réussi au moment des pourparlers de Klein-Schnellendorf, tout en modifiant les procédés qui lui avaient déjà servi à tromper Valory[2], il ne craignit pas d'écrire à ce même Valory qu'il avait congédié Pfütschner, après lui avoir déclaré que son gouvernement, s'il avait des propositions à faire, devait les soumettre à tous les alliés.

Frédéric, quoi qu'il en dise, avait espéré faire accepter ses propositions à Marie-Thérèse. Après avoir recommandé à Pfütschner le secret le plus absolu, comptant sur une réponse du grand-duc, qu'il se refusait du reste à voir pour le moment, il « convint d'entretenir une correspondance secrète par le canal d'un certain chanoine Janini[3] ».

Pfütschner repartit le même jour pour Vienne. Sa mission

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 655. — Frédéric II, au cardinal de Fleury, Berlin, 4 janvier 1742 : «... Il me semble que nous ne pourrions rien faire de mieux que de rester inviolablement attachés à nos engagement sans y porter d'altération en quoi que ce puisse être : c'est le moyen le plus sûr de faciliter la paix qui, je crois, ne pourra manquer d'être acceptée, si, après l'élection, les quatre puissances alliées la leur faisaient offrir de concert, selon les conditions stipulées. Au cas de refus, on serait plus autorisé de leur ôter Vienne et toute l'Autriche si l'on veut. Mais je me flatte que, isolés comme ils sont et destitués de tout secours, ils accepteront les conditions que les alliés leur feront. *Vous pouvez compter sur moi quant aux intérêts de la France...* »

Ibid., II, n° 658. — Frédéric II, à Belle-Isle. 8 janvier 1742 : « J'ai écrit au cardinal pour lui communiquer mes idées sur les moyens d'accélérer la paix ».

[2] Voir Major Z..., *La Guerre de la Succession d'Autriche, Campagne de Silésie*, 1740-1741, p. 53, et *Correspondance politique*, II, n° 686. — Frédéric II, à Valory, Olmütz, 4 février 1742.

[3] *Histoire de mon Temps*, chap. V. Il s'agit ici du comte François de Gianini, chanoine d'Olmütz.

n'eut pas de suites. Marie-Thérèse n'était pas femme à accepter, sans combattre, des conditions tellement dures qu'elle eût hésité à y souscrire, même après toute une série de défaites. Elle était décidée à lutter avec une énergie désespérée plutôt que de se laisser voler la Silésie, la Bohême et la Moravie.

IV.

LES DÉBUTS DE LA CAMPAGNE.

1. Reprise des hostilités.

Après la prise de Prague, au lieu de se porter résolument au devant de l'armée du grand-duc, les Franco-bavarois avaient attendu dans cette ville l'arrivée du maréchal de Belle-Isle[1] (29 novembre 1741) et y étaient restés dans une inaction presque complète. L'approche de l'hiver, le désir de ménager les troupes, le manque de magasins empêchèrent même Belle-Isle de se décider à prendre résolument l'offensive. A la nouvelle de la retraite du grand-duc, il maintint le gros de l'armée dans ses quartiers d'hiver, porta un petit corps français, sous les ordres de Polastron, sur les bords de la Sazawa et détacha d'abord d'Aubigné sur Pisek, puis une partie des Saxons sur Kaurim afin de rétablir les communications avec la haute Autriche.

D'Aubigné, se croyant trop faible, marcha avec une si grande circonspection qu'il laissa au grand-duc le temps de lui barrer la route, et s'arrêta à Protiwin. Les Saxons, qu'on renforça, devaient pousser sur Deutsch-Brod et s'établir en se reliant au corps du prince héritier d'Anhalt, dans les cercles de Czaslau et de Chrudim, couverts sur leur front par la Sazawa.

Devant la supériorité numérique des alliés, Lobkowitz s'était replié prudemment sur Iglau.

Mais d'Aubigné ayant informé Belle-Isle que le grand-duc semblait vouloir se porter contre lui, le maréchal lui envoya, en même

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, ne manque pas de décocher en passant un trait à Belle-Isle : « Le maréchal de Belle-Isle, dit-il, que la sciatique avait retenu à Dresde tant que les affaires parurent critiques en Bohême, se rendit à Prague d'abord après sa reddition ».

temps que toutes les troupes dont il disposait, l'ordre de pousser sur Budweis, pendant que les Saxons et Polastron marchaient sur Deutsch-Brod.

A ce moment, du reste, Belle-Isle, prétextant l'état de sa santé, demanda au cardinal d'être relevé de son commandement qu'on donna au maréchal de Broglie[1]. Dès son arrivée, Broglie changea toutes les dispositions de son prédécesseur et rassembla son armée à Pisek, où d'Aubigné s'était replié à la nouvelle de l'approche des Autrichiens. Il ne se décida même pas à en bouger, lorsque le grand-duc se fut retiré sur Budweis, d'où il coupait les communications avec la haute Autriche où les Franco-bavarois de Ségur et de Minuzzi durent bientôt plier devant les attaques de Khevenhüller.

L'Électeur de Bavière avait à la même époque quitté l'armée pour se rendre par Dresde et Munich à Mannheim, où il était plus à portée de Francfort et plus à même de s'occuper de son élection. Ses chances avaient considérablement augmenté du reste depuis la prise de Prague.

Mais le 30 décembre 1741, Khevenhüller avait pris l'offensive, passé l'Enns en trois endroits, conquis la haute Autriche, attaqué Linz où Ségur et Minuzzi s'étaient enfermés et menacé les États de l'Électeur. Consterné de ce revers inattendu, hors d'état d'augmenter son armée, Charles-Albert implora l'assistance des rois de Prusse et de Saxe qui seuls pouvaient le sauver. Pour arriver à ce résultat il fallait, d'après lui, jeter au plus vite les Prussiens de Schwerin et du prince Léopold, réunis aux Saxons et aux Français de Polastron, sur Lobkowitz et le prince Charles, qu'on chasserait ainsi d'Iglau et de Budweis. Après leur retraite l'armée de Broglie pourrait alors se porter sur Linz, en faire lever le siège et épargner à la Bavière l'invasion qui la menaçait.

Mais Auguste III, fort mécontent des concessions que Frédéric avait arrachées à l'Électeur, qui avait consenti à laisser au roi de Prusse les territoires qu'il convoitait et qui lui convenaient mieux que les lambeaux de terre qu'on voulait lui attribuer, cher-

[1] Frédéric n'est guère plus gracieux et plus indulgent pour le maréchal de Broglie que pour Belle-Isle. Il traite peu respectueusement le maréchal de Broglie de « *vieux paralytique* ».

chait précisément à ce moment à s'entendre avec le cardinal de Fleury, auquel il venait de proposer de placer son armée sous les ordres du maréchal de Broglie. Mal disposés pour l'Électeur, mais ne voulant pas se brouiller avec lui, Auguste III et son ministre, le comte Brühl, convaincus que Frédéric refuserait son appui, crurent avoir trouvé le moyen de se tirer d'affaire en déclarant qu'ils se conformeraient aux résolutions de la Prusse.

Or, comme il l'a dit lui-même, Frédéric trouva que les partis mitigés n'étaient plus de saison, que malgré l'hiver il fallait rester en campagne et mettre de suite un terme aux succès, inattendus pour lui, de l'Autriche. Une défaite complète des Franco-bavarois pouvait avoir pour lui des conséquences incalculables. La France, épuisée d'argent, inquiète de l'attitude menaçante de l'Angleterre, aurait probablement traité avec l'Autriche. La Saxe n'aurait pas hésité à embrasser le parti de Marie-Thérèse, qui aurait pu alors se retourner avec toutes ses forces contre Frédéric et lui arracher les territoires qu'il venait d'acquérir. Enfin, en sauvant l'Électeur, Frédéric comptait bien lui faire payer chèrement le service qu'il allait lui rendre et se faire octroyer de nouvelles possessions. Son intervention lui permettait en outre de rester maître absolu de la situation, d'empêcher l'écrasement de l'Autriche, à laquelle il tenait à laisser la puissance nécessaire pour contrebalancer l'influence de la Bavière.

Le meilleur moyen de sauver la Bavière consistait pour Frédéric à se porter par Iglau sur Wittingau, pendant que le maréchal de Broglie pousserait de Pisek sur Budweis. Mais de cette façon on prenait entre deux feux les Autrichiens, qu'on risquait fort d'anéantir. Une pareille opération pouvait amener la ruine totale de l'Autriche à un moment, où un aussi grave événement était loin de convenir à Frédéric. Il n'était pas homme à tirer les marrons du feu pour les autres; il ne voulait pas jouer le jeu de la Bavière et de la France. Pareille victoire aurait rendu ces deux États maîtres des destinées de la maison de Habsbourg et par trop augmenté la puissance de la Saxe et de la Bavière. Enfin il ne se souciait nullement de voir toutes les armées alliées combattre côte à côte. Ce voisinage lui semblait d'autant plus dangereux et contraire à ses intérêts que la Bavière subissait déjà l'influence de la France et que la Saxe n'aurait pas manqué de

profiter de cette occasion pour faire des avances au cabinet de Versailles dans l'espoir d'obtenir du cardinal de Fleury des agrandissements territoriaux que Frédéric était bien décidé à lui refuser.

Frédéric opposa à l'exécution de ce plan des considérations militaires dont il connaissait mieux que personne le peu de valeur. Aussi, avec son habileté ordinaire, il se détermina à proposer l'adoption du plan d'opération que Belle-Isle lui avait envoyé de Francfort le 8 janvier. Le roi avec ses Prussiens doit se porter par Olmütz sur la basse Autriche ; les Saxons occuperont le nord de la Moravie; les franco-bavarois pousseront sur Vienne par la vallée du Danube et viendront donner la main à Frédéric.

Frédéric auquel cette expédition convenait d'autant mieux « qu'elle le rendait plus nécessaire et le mettait en situation d'être également recherché des deux partis », modifia légèrement ce plan en adjoignant quelques troupes prussiennes aux Saxons et au corps de Polastron appelés à marcher sur Iglau et qui de cette façon allaient être placés sous ses ordres. D'autre part, en s'engageant ainsi sur la route de Vienne, il caressait dès ce moment le projet d'arriver à son but : une paix, avantageuse pour lui, obtenue, non pas à l'aide de combats qu'il désirait éviter, mais à l'aide de manœuvres qui l'auraient conduit dans la basse Autriche, où son armée aurait trouvé des vivres en abondance et où sa présence devait, rien que par l'effet moral causé par les dangers qu'elle faisait courir à Vienne, décider Marie-Thérèse à lui offrir la paix dans de bonnes conditions. En procédant de la sorte il se croyait sûr d'éviter des événements qui auraient compromis ses projets ultérieurs.

Le maréchal de Broglie n'était pas assez fort pour venir à lui seul à bout de l'armée autrichienne établie à Budweis, de cette armée qui, restée intacte, était toujours assez forte pour tenir la Bavière en échec. L'Autriche sortait affaiblie et diminuée d'une campagne qui augmentait encore la puissance et les possessions territoriales de la Prusse. Enfin, malgré l'élection de Charles-Albert, de cet empereur qui n'était rien autre que la créature des Français, il comptait de cette façon porter une grave atteinte à l'influence et à la prépondérance de la France en Allemagne.

Ce sont du reste ces considérations que Frédéric n'a pas craint

d'exposer dans les quelques lignes que nous avons citées plus haut, et que nous avons tirées de l'*Histoire de mon Temps*. S'il avait voulu écraser l'Autriche, il eût pu le faire rien qu'en renforçant avec une partie plus considérable de son armée les Saxons et le corps de Polastron; mais pour les raisons que l'on sait, il était bien résolu de n'employer « que le moins de ses troupes qu'il pourrait et le plus de celles que ses alliés voudraient lui amener ». Non content de n'affecter à ces opérations qu'un corps de 15,000 hommes, au lieu de les prendre, comme c'eût été naturel, dans le corps du prince Léopold stationné en Bohême à proximité des Français et des Saxons, il tint au contraire à les tirer presque en totalité du corps de Schwerin.

Mais Frédéric avait de bonnes raisons pour procéder de la sorte. Il savait que les alliés ne supportaient qu'à leur corps défendant sa présence en Bohême, et il craignait de les voir profiter du départ d'une partie des troupes qu'il y avait mises pour occuper les quartiers qu'elles auraient abandonnés et qu'il eût été difficile de reprendre plus tard. Toutes ces considérations, jointes à la résolution, bien arrêtée dans son esprit, de conserver à tout jamais Glatz, le décidèrent à faire entrer en campagne le corps du feld-maréchal Schwerin. Cette détermination était d'autant moins dangereuse pour lui qu'en admettant même que les affaires prissent une mauvaise tournure, il avait en Bohême, en Moravie, en Silésie, plus de monde qu'il n'en fallait pour renforcer son armée.

2. Frédéric à Dresde.

La difficulté de ce plan, Frédéric le reconnait lui-même[1], consistait à décider la cour de Dresde, non seulement à joindre ses troupes aux Prussiens, mais à les placer sous les ordres du roi. Comme il le faisait toujours quand il poursuivait la réalisation d'un projet, Frédéric n'avait rien négligé de ce qui pouvait en assurer la réussite. Dès le 15 janvier, aussitôt après la réception de l'appel désespéré de Charles-Albert, il avait écrit dans ce sens à l'Électeur et avait exposé les mêmes idées, posé

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*.

les mêmes conditions dans les lettres adressées au cardinal de Fleury et à Belle-Isle[1].

Il tenait tellement à obtenir le commandement des troupes saxonnes que, au lieu d'aller droit de Berlin à Olmütz, il crut nécessaire de passer par Dresde avant de se rendre sur le théâtre de la guerre. En attendant, il avait ordonné à Schwerin de tenir son corps prêt à marcher et s'était fait précéder à Dresde par Valory, « pour qu'il sondât les esprits et les préparât aux propositions qu'on voulait faire ».

Valory et Frédéric arrivèrent juste à temps à Dresde. Maurice de Saxe avait réussi à réveiller la méfiance et la jalousie d'Auguste III et de son ministre Brühl « qui se prêtaient avec répugnance à l'agrandissement de l'Électeur de Bavière », à décider son demi-frère à se concilier les bonnes grâces de la France en lui offrant de placer son armée sous les ordres du maréchal de Broglie. Les choses étaient tellement avancées qu'il ne restait plus à régler que quelques points de détail, lorsque Valory et, vingt-quatre heures après lui, Frédéric débarquèrent à Dresde. Leur venue était d'autant plus opportune que Brühl, qui devait sa fortune et sa place à l'Autriche, à laquelle, en 1735, il avait communiqué le plan de partage de la succession de Charles VI fait par Auguste II, menacé de voir sa trahison découverte par un agent autrichien envoyé à cet effet à Dresde[2], avait promis « de faire que les Saxons se retirent de la Bohême ». Il convient d'ajouter aussi que la Saxe en voulait à Frédéric du tour qu'il lui avait joué en faisant entrer ses troupes en Bohême.

Frédéric ne se dissimulait pas les difficultés qu'il allait rencontrer à Dresde et jamais peut-être il ne donna une preuve plus éclatante de son adresse, de son habileté, de sa ténacité, de ses rares talents de diplomate que pendant les quelques heures qu'il passa en Saxe et qui lui suffirent pour obtenir tout ce qu'il désirait.

La conférence, qui se tint dans l'après-midi du 19 janvier chez

---

[1] *Correspondance politique*, II, nos 662, 663, 664 : « J'avertis d'avance qu'un roi de Prusse n'est pas un subalterne : il doit commander où il se trouve ».

[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*. L'agent dont il est question ici aurait été, d'après Frédéric, « une vieille demoiselle de Kling, intrigante de profession, et qui aurait assisté à l'éducation de la reine de Pologne ».

le roi de Prusse, et à laquelle assistèrent Brühl et Maurice de Saxe, Valory et M. des Alleurs[1], le général comte Rutowsky et le feld-maréchal Schmettau, mérite, à cause de son importance, qu'on en rende compte avec quelque détail.

Le roi y exposa son plan. Il fallait se porter en masse sur Iglau, faire marcher de là les Prussiens sur la Thaya, les Saxons et le corps français plus à droite, mais à même hauteur, afin de chasser les Autrichiens de Pilgram, Potschatek et Teltsch. Le prince Charles de Lorraine n'aurait plus alors qu'à opter entre deux partis, accepter la bataille avec son armée inférieure en nombre à celle des alliés, ou se replier au sud de la Thaya pour couvrir la basse Autriche. Dans les deux cas, Broglie pourrait sans peine prendre Budweis et Tabor et rouvrir la communication avec Linz. Enfin, si le prince Charles reste sur sa frontière, il suffira d'une légère conversion vers la droite pour entrer dans la haute Autriche et pousser sur le Danube. Le roi considérait cette éventualité comme la plus favorable, mais la moins probable de toutes, même dans le cas où Linz aurait ouvert ses portes avant l'exécution de ce mouvement.

« Le comte de Saxe objecta que le maréchal de Broglie avait à peine 16,000 hommes avec lui et que l'expédition à Iglau manquerait faute de subsistances et de fourrages[2]. » Brühl s'éleva également contre le plan du roi. « La première objection était sans réplique; quant à la seconde le roi se chargea de la lever, d'aller à Prague se concerter avec M. de Séchelles, intendant de l'armée, sur les moyens de fournir des vivres aux Saxons[1]. »

Il se contenta alors de demander aux Saxons de se porter en avant jusqu'à Iglau, d'où ils couvriraient sa droite, puis, avec une rare habileté, il réclama la « rédaction d'un protocole, afin de bien établir les responsabilités de chacun ».

Les déclarations du roi n'avaient cependant pas réussi à convaincre Brühl et Maurice de Saxe. Ils avaient compris que le roi voulait avant tout faire accepter un plan qui ne l'obligeât pas à se charger de l'exécution d'une opération décisive. Mais, d'ailleurs, il était clair qu'on ne l'amènerait pas à modifier sa manière

---

[1] Roland Puchot des Alleurs, capitaine aux gardes françaises, puis envoyé en Pologne en 1741, ambassadeur à Constantinople en 1747, mort en 1755.
[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps.*

de voir. Le roi voulait dissiper les soupçons de ses alliés, faire quelque chose pour sauver l'Électeur de Bavière, et l'effet moral, que produirait le mouvement de l'armée du roi, pouvait d'autre part suffire pour arrêter les progrès des Autrichiens en Bavière. Brühl et Maurice de Saxe venaient enfin de céder, lorsque Auguste III entra dans la chambre. « Le roi fit en quelque sorte le vendeur d'orviétan, débitant sa marchandise le mieux qu'il était possible; il appuyait surtout sur ce que le roi de Pologne n'aurait jamais la Moravie, s'il ne se donnait la peine de la prendre.

« Auguste III répondit oui à tout avec un air de conviction mêlé de quelque chose dans le regard qui dénotait l'ennui.

« Le lendemain, à 6 heures du matin, le roi fit inviter le père Guarini, qui était en même temps une espèce de favori, de ministre, de bouffon et de confesseur. Il lui parla de façon à lui persuader qu'il ne voulait réussir que par lui ; la finesse de cet Italien fut la dupe de son orgueil. Le père Guarini, en quittant le roi, se rendit auprès de son maître, qu'il acheva de confirmer dans la résolution qu'il avait prise[1]. »

Après une seconde conférence tenue le 20 janvier, les Saxons furent placés sous les ordres du roi et reçurent l'ordre de se porter, eux aussi, sur Iglau. Ils devaient y recevoir des subsistances que M. de Séchelles s'engageait à leur fournir, rester à Iglau et prendre leurs quartiers le long de la Sazawa en s'étendant vers Prague.

Le 20 janvier, à 10 heures du matin, le roi quittait Dresde ; il avait obtenu tout ce qu'il voulait. Il lui avait fallu, comme il le disait, « brusquer l'aventure, enlever la cour de Saxe comme on prend une place d'assaut[2]. » Les Saxons et le corps Polastron étaient placés, il est vrai, sous ses ordres jusqu'à la prise d'Iglau; mais il était bien entendu que les Saxons y resteraient pour couvrir la droite de son armée[3] pendant sa marche sur la Thaya.

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*.

[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*.

[3] *Correspondance politique*, II, n° 668. Prague, 22 janvier 1748, Schmettau au roi de Bohême.

3. Établissement du plan définitif d'opérations.

Le 21 janvier au soir Frédéric arriva à Prague. En route il avait causé avec le major de Marsilly, aide de camp de Broglie, chargé par le maréchal d'aller terminer, à Dresde, les négociations qui devaient mettre les Saxons sous ses ordres. Frédéric poussa la malice jusqu'à le laisser continuer sa route. Aussitôt après son arrivée à Prague, il y reçut d'abord le prince héritier d'Anhalt, puis Gassion et Séchelles. Insistant sur la nécessité de sauver Linz et la Bavière, il ne cessa de revenir à tout instant sur le peu de bonne volonté de la cour de Saxe, dont il n'avait pu vaincre la résistance qu'en promettant à Auguste III, que Séchelles fournirait des subsistances aux troupes saxonnes. « Je ferai l'impossible possible », répondit Séchelles, et le roi, enchanté de cette réponse, ajoute dans l'*Histoire de mon Temps :* « Sentence qui devrait être écrite en lettres d'or sur le bureau des intendants d'armée. »

Le 22, le roi était à Alt-Bunzlau, le 23 à Königgrätz, et le 24 devant Glatz, qui résistait toujours et qu'il donnait l'ordre de bombarder afin de presser la reddition de cette place, à laquelle il tenait tant. Le 26, accompagné du prince Léopold et de Schmettau, il se rendit à Landskron « où il avait appointé le chevalier de Saxe, le général de Polastron, le général-lieutenant Renard et le feld-maréchal Schwerin, pour concerter avec eux les opérations[1] ».

Frédéric y eut encore une lutte assez vive à soutenir pour vaincre les résistances qu'il rencontra de la part du chevalier de Saxe et de Polastron. Le chevalier de Saxe était d'autant plus mal disposé qu'il ne s'était éloigné qu'à contre-cœur de son armée et qu'il ne lui souriait guère d'être placé sous les ordres du roi. Polastron était une créature de Belle-Isle, mais il venait de recevoir deux lettres, l'une de Broglie, furieux de ce qui venait de se passer à son insu à Dresde, l'autre de Maurice de Saxe, qui

---

[1] Le chevalier de Saxe, frère du maréchal. A propos de Polastron, Frédéric disait de lui dans l'*Histoire de mon Temps :* « M. de Polastron était un homme confit en dévotion, qui semblait plus né pour dire son chapelet que pour aller à la guerre ».

lui exposait les véritables motifs, pour lesquels on avait demandé la coopération de Séchelles. Le maréchal de Broglie défendait à Séchelles de s'engager à fournir des subsistances aux Saxons, à cause des mouvements que le roi allait faire avec l'armée saxonne et qui allaient découvrir Prague et l'armée française. Broglie avait pénétré les intentions du roi. Malheureusement, l'ordre envoyé à Séchelles arriva trop tard. Il avait déjà livré au roi de Prusse 12,000 sacs de farine, et Broglie dut se contenter de défendre à Polastron de dépasser Iglau et lui prescrire de revenir ensuite derrière la Sazawa. Quant au chevalier de Saxe, personnellement opposé au plan de Frédéric, qui lui paraissait dangereux pour la Saxe, il ne devait, lui aussi, aller que jusqu'à Iglau. Pour ce qui est de Frédéric, il ne se gêna pas pour formuler d'autres exigences lors de la conférence de Landskron. Non content des concessions qu'il avait obtenues à Dresde, il déclara au chevalier de Saxe et à Polastron qu'il comptait pousser jusqu'à la Thaya et assiéger ensuite Brünn. L'habileté du roi triompha, cette fois encore, de l'opposition des deux généraux. Rien ne lui coûtait d'ailleurs. Il n'hésita pas à s'engager à faire couvrir, en cas de besoin, la Saxe par l'armée du prince Léopold, à déclarer solennellement qu'il répondait des subsistances des Saxons en Moravie. « Je m'en fais un point d'honneur », s'écria-t-il pour en finir.

A la suite de cette affirmation, on convint définitivement de marcher sur Iglau. Les deux généraux consentirent à se placer jusque-là sous les ordres du roi, mais, dès ce moment, ils firent toutes leurs réserves pour l'avenir. Le chevalier de Saxe[1] s'attendait à recevoir à Iglau l'ordre de refuser sa coopération ultérieure. Quant à Polastron, comptant sur les changements que ces opérations allaient faire subir à la situation respective des deux adversaires, il n'avait pas jugé nécessaire de communiquer à Frédéric les ordres qu'il avait dans sa poche et qui lui enjoignaient de se replier aussitôt après la prise de cette ville.

Après avoir décidé que l'armée alliée[2] devait être tout entière

---

[1] Le chevalier de Saxe au roi de Pologne, Deutsch-Brod, 12 janvier 1742.

[2] Ordre de bataille de l'armée alliée, prussienne, française et saxonne : 43 bataillons (19 prussiens, 19 saxons et 5 français); 81 escadrons (44 prussiens, 31 saxons, 6 français).

concentrée à Gross-Bitesch et Gross-Meseritsch, le 7 février, le roi partit pour Olmütz, où il arriva le 28 janvier, pendant que les deux généraux rejoignaient leurs corps.

4. Frédéric à Olmütz.

A son arrivée à Olmütz, le roi reçut successivement la nouvelle de l'élection de l'Électeur de Bavière, qui devenait ainsi l'empereur Charles VII, de la chute de Linz et des efforts que faisait la France pour presser la conclusion de la paix entre la Russie et la Suède. Ces graves événements ne furent pas sans troubler Frédéric. La capitulation de Linz pouvait permettre à Marie-Thérèse de renforcer l'armée du prince Charles et obliger le roi à augmenter sensiblement l'effectif des troupes qu'il voulait engager. De plus, le bruit de la cession de Brême et de Verden à la Suède l'inquiétait d'autant plus que, si la Suède réussissait à reprendre pied en Allemagne, la Prusse risquait de nouveau d'être enserrée entre deux puissances dont le roi redoutait l'hostilité et qui entraveraient ses accroissements ultérieurs. L'embarras du roi apparaît bien nettement dans les deux lettres qu'il écrivit à ce moment à Podewils [1].

Faisant de moins en moins de fond sur la valeur et la durée de l'alliance française, Frédéric avait songé à se rapprocher de nouveau de l'Autriche, à s'entendre avec la Russie. Il risquait d'autant moins à le faire que la perte de Linz venait de porter

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 676 et 677. Frédéric à Podewils, Olmütz, 30 janvier 1742 :

« Trouvez l'occasion de faire dire par lord Hyndford à Vienne, que je ne veux nullement voir la Maison d'Autriche par trop abaissée en Allemagne, que je m'opposerai à ce qu'on lui prenne autre chose que la Silésie, la Moravie et la Bohême. Tout cela doit être dit avec circonspection et savoir-faire. Ecrivez à Mardefeld (ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg). Recommandez-lui de flatter l'impératrice de Russie et de l'assurer de mon inébranlable amitié.

« J'ai trouvé la cour de Dresde d'une prodigieuse timidité, mais je les ai pourtant déterminés pour qu'ils agissent de concert avec moi. Par ce moyen, je me vois l'arbitre de la guerre..... J'ai vu les Français à Prague, ils sont beaucoup plus faibles qu'on ne se les était imaginés.....

« J'ai prodigieusement d'ouvrage ici, mais je me flatte que dans trois semaines le gros des affaires sera arrangé.

« Ne serait-il pas bon de faire un traité d'amitié avec la Russie et de donner un gros présent à Lestocq?..... »

un gros coup au prestige militaire de la France. L'Électeur de Bavière, quoique devenu empereur, n'en était pas plus puissant pour cela. Ses États étaient entre les mains des Autrichiens; le feld-maréchal Törring venait d'être battu à Schärding le 17 janvier. Le nouvel empereur n'avait plus ni hommes ni argent, et il paraissait peu probable que la France pût ou voulût lui venir en aide. La Prusse seule était à même de sauver Charles VII.

Aussi, au moment où le roi écrit sa deuxième lettre, le calme et la confiance lui sont revenus. Il est redevenu l'arbitre de la guerre; il ne se laissera pas tromper par la France; il ne signera la paix que sous les conditions qui lui agréeront; il profitera de la détresse de Charles VII pour lui acheter, moyennant un million de thalers, le cercle de Königgrätz, et, comme il ne faut rien négliger, il écrit au cardinal pour faire valoir l'importance du service qu'il rend aux alliés et qui doit lui valoir une récompense[1].

Mais, Frédéric n'en avait pas encore fini avec les difficultés qu'il croyait avoir aplanies pendant son séjour à Dresde et à Prague. C'était maintenant Rutowsky qu'on envoyait de Dresde prendre le commandement des Saxons et proposer une fois de plus au roi d'opérer sa jonction avec Broglie, qu'on croyait à la veille d'être attaqué par les Autrichiens. C'était, d'autre part, la réponse de Broglie, arrivée à Olmütz le 2 février. Le maréchal n'approuvait pas le plan arrêté lors de la conférence de Landskron et demandait au roi de se diriger d'Iglau sur Pilgram et Neuhaus.

L'opposition de ses alliés exaspéra Frédéric, qui répondit

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 675. Frédéric au cardinal de Fleury. 29 janvier 1742 :

« L'invasion des Autrichiens en Bohême m'a engagé à venir moi-même ici après avoir fait consentir le roi de Pologne de me donner le commandement de ses troupes pour les joindre aux miennes et faire une diversion convenable. Je me mettrai, le 2 de février, à la tête de ces troupes, pour obliger l'ennemi à évacuer la Bohême, la Moravie et peut-être la Bavière. Je ne prétends point me faire valoir, mais je suis persuadé que, dans le fond de votre cœur, vous sentez toute l'importance du service que je rends à la France et à ses alliés, et j'espère que je n'obligerai pas des ingrats. S'il est vrai que c'est dans l'occasion qu'on connaît ses amis, vous devez bien m'apprendre à connaître à présent... Enfin, monsieur, je fais tout pour la France; je n'ai pas attendu qu'on m'appelle pour secourir mes alliés; j'ai fait plus que contient notre traité, de façon que je dois croire que vous ne négligerez pas un allié si plein de bonne volonté, de zèle et de fidélité. »

sèchement à Broglie[1] et menaça Auguste III de se replier sur la Silésie : « Comment Votre Majesté s'emparera de la Moravie, je n'en sais rien, et je crois même qu'elle n'y arrivera pas[2] ».

Se défiant de plus en plus de la Saxe, et surtout de la France, dont la politique lui semblait tendre vers la création en Allemagne d'une foule de petits royaumes (*reguli*)[3], Frédéric en revenait à l'idée de reprendre les négociations avec l'Autriche, sans en faire part, bien entendu, au cabinet de Versailles. Le cardinal de Fleury n'avait donc pas absolument tort lorsqu'il disait, à ce moment, qu' « il voyait dans son miroir magique les actions de tous les princes de l'Europe, qu'il n'y avait que celles du roi de Prusse qu'il ne voyait point »[4].

L'intervention de l'Angleterre, que Podewils est chargé de négocier, ne lui suffit plus : un agent secret se disposait à se rendre à Vienne, au moment même, où Pfütschner arriva à Olmütz. On n'avait pas pu arriver à une entente, mais le roi s'était assuré ce qu'il voulait : le moyen d'entretenir une correspondance secrète, tout en poursuivant par les armes la réalisation de ses projets. Cette fois, cependant, le roi s'était trompé dans ses calculs. Il était parti d'une donnée inexacte. Croyant à l'épuisement presque complet des forces vives de l'Autriche, il n'avait, pour arriver à ses fins, mis en œuvre que des moyens insuffisants.

Le corps d'opération prussien ne représentait, en effet, qu'un effectif total de 14,900 hommes, établis, lors de l'arrivée du roi à Olmütz, à Schönberg, Mährisch-Trübau, Prossnitz et Mährisch-Weisskirchen. Le général Truchsess couvrait, depuis le 26 janvier, cette concentration et occupait Wischau avec 10 compagnies de grenadiers et quelques uhlans.

Il eût été d'autant plus facile à Frédéric de renforcer ce corps d'opération qu'il avait encore dans la basse Silésie 7 bataillons

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 681, au maréchal de Broglie, Olmütz, 3 février 1742.
[2] *Correspondance politique*, II, n° 684, au roi de Pologne, Olmütz, 4 février 1742.
[3] *Correspondance politique*, II, n° 66?, à Podewils, Postdam, 16 janvier 1742.
[4] Frédéric II, *Œuvres posthumes*. Jordan à Frédéric II, Berlin, 27 janvier 1742.

et 5 escadrons; dans la haute Silésie et la Moravie 11 bataillons, 8 compagnies de grenadiers, 15 escadrons de cavalerie et 8 escadrons de uhlans (ces derniers démontés, il est vrai); en Bohême, 10 bataillons et 23 escadrons; enfin, dans les provinces de la Vieille-Prusse, 41 bataillons et 61 escadrons.

Frédéric aurait donc pu aisément, sans affaiblir les autres corps, sans même dégarnir ses États héréditaires, prêter un concours autrement efficace à ses alliés aux abois et amener, par une action confiée à des forces respectables, la solution définitive de la crise.

Pendant son séjour à Olmütz, il se contenta de déterminer la force et la répartition des troupes qui devaient, après le départ du corps d'opération, garder la Moravie, assurer les communications avec la Silésie, et couvrir la frontière du côté de la Hongrie. Mais, s'il se préoccupait sérieusement de l'insurrection hongroise, il ressort, au contraire, de la nature même du reste de ses préparatifs, qu'il croyait pouvoir arriver haut la main sur Vienne et pensait de plus en plus que la campagne, qui allait s'ouvrir, ne serait rien autre chose qu'une marche militaire.

Schwerin et Schmettau avaient tous deux essayé, mais en vain, de lui faire accepter leurs idées. Tous deux étaient d'avis qu'il fallait avant tout s'emparer de Brünn, dont la prise présentait d'autant moins de difficultés que la place était hors d'état de résister longtemps, d'autant plus d'avantages qu'on s'assurait ainsi la possession de la plus grande partie, et de la partie la plus riche, de la Moravie. Schwerin était même revenu à la charge, lorsque le roi lui communiqua son plan d'opérations, son projet de se porter par Iglau sur la Thaya. Le feld-maréchal essaya inutilement de convaincre le roi des dangers auxquels il s'exposait en laissant une place si considérable sur les flancs de son armée. L'explication, qui eut lieu au couvent de Hradisch, le 28 janvier, fut si vive que Schwerin se fit porter malade et quitta l'armée. Le roi s'entêta à penser qu'il suffirait de sa seule apparition dans la basse Autriche pour amener la paix, et il se refusa, soit à perdre du temps devant Brünn, soit à détacher des troupes qu'on aurait chargées de masquer, puis d'investir cette ville.

Frédéric avait d'ailleurs de bonnes raisons pour agir de la sorte, pour laisser même les Autrichiens travailler au nez et à la

barbe de Truchsess à la mise en état de défense du Spielberg. Les besoins de la politique l'emportèrent ici sur les considérations militaires. La Moravie lui servait à amuser et à tenir la Saxe. C'était grâce à la promesse de lui céder cette province qu'il avait pu s'assurer le concours d'Auguste III. Il n'avait par suite aucune raison pour se hâter de tenir sa parole, aucune raison pour verser le sang de ses soldats et conquérir un territoire qu'il ne pouvait garder et qu'il s'était engagé à rétrocéder. Le roi, il est vrai, ne croyait pas à la longue durée de la campagne et faisait, par suite, peu de cas de l'existence de cette place qu'il laissait de gaieté de cœur sur ses derrières. La faute commise, en négligeant Brünn, n'en exerça pas moins, et il le reconnut lui-même, une influence considérable sur les opérations.

Frédéric commit, d'ailleurs, au même moment, une autre faute, dont les conséquences ne furent pas moins graves pour lui. Rejetant, surtout par avarice, les propositions de Schwerin, il entra en campagne sans avoir pu assurer les subsistances de son armée, sans avoir pu constituer les magasins qu'il avait voulu faire établir à Olmütz. Le roi sentait si bien qu'il était fautif qu'il essaya de se justifier dans l'*Histoire de mon Temps :* « On avait, dit-il, établi des magasins dans cette ville, mais M. de Séchelles n'y avait pas présidé. Le séjour du roi dans cette ville fut trop court pour obvier à cet inconvénient ». Du reste, il persistait à croire que la campagne durerait au plus trois semaines [1].

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 677, Frédéric à Podewils, 30 janvier, et II, n° 687, Frédéric à lord Hyndford, 6 février 1742.

Lord Hyndford avait écrit le 1er février au roi en lui disant : « Je suis autorisé de la reine de Hongrie de faire à Votre Majesté de meilleures propositions que jamais et plus avantageuses que celles que Sa Majesté m'a fait l'honneur de me dire avoir été offertes par les alliés ». Le roi avait peut-être deviné que lord Hyndford outrepassait les intentions de la cour de Vienne. Toujours est-il qu'en lui répondant de Jedownitz, le 6 février, il lui disait : « Je crois ne pouvoir être bientôt de retour à Berlin, les opérations, dont je suis actuellement occupé pour approcher une paix désirable, ne pouvant finir dans quelques jours ; j'espère que vous voudrez bien bien agréer ce petit délai ».

V.

CAMPAGNE DE MORAVIE.

---

1. Concentration des alliés à Gross-Bitesch.

Dès les premiers jours du mois de février le corps prussien, chargé de combiner ses opérations avec les Français et les Saxons, était concentré entre Prossnitz et Wischau. Des postes de cavalerie, dépassant ce dernier point, avaient poussé jusqu'à Lultsch afin de mieux cacher les projets du roi et de donner des inquiétudes à l'ennemi au sujet de Brünn. De plus comme les Prussiens étaient en avance sur la date convenue à Landskron, le roi en profita pour faire occuper Ungarisch-Hradisch, dont la possession lui paraissait indispensable et lui permettait de mieux couvrir ses derrières du côté de la Hongrie. Lorsque le lieutenant-colonel von Bolstern arriva le 5 février au matin devant cette petite place, il n'y trouva plus personne. Le lieutenant-colonel von Stubenberg, informé de la marche des Prussiens, ne disposant que d'une seule compagnie franche et n'ayant pu obtenir l'envoi de renforts qu'il n'avait cessé de réclamer, avait fait filer son artillerie sur Brünn et s'était, dès le 2 février, replié sur la Hongrie.

Le 5, le roi quittait Olmütz et rejoignait à Wischau son armée qu'il mit en mouvement sur Gross-Bitesch dès le lendemain. Schwerin, resté à Olmütz, y avait pris le commandement des troupes que le roi y laissait.

Les 2,870 Français de Polastron et les 16,180 Saxons de Rutowsky occupaient au commencement du mois de février, aux environs de Deutsch-Brod, des quartiers qu'ils quittèrent le 5 au matin. Ils marchèrent avec une telle lenteur qu'en quatre jours ils ne firent que quarante kilomètres, après avoir eu le 4 à Gross-Losenitz et le 5 à Saar deux escarmouches insignifiantes avec les éclaireurs de Lobkowitz. Le 10 février, Rutowsky établit son

quartier général à Gross-Meseritsch. Le général de Polastron s'installa à Nettin.

Le mouvement du corps prussien s'était effectué par petits détachements marchant chacun pour leur compte. Le 6, le roi était à Jedownitz; le 7, après avoir passé la Zwittawa, à Gurein. Le verglas avait rendu la marche presque impossible. Le 8 on fit halte, et le 9 le roi mettait son quartier général à Gross-Bitesch. La concentration de l'armée d'opération était désormais un fait accompli.

Frédéric se trouvait par suite avec 35,000 hommes sur le flanc droit de Lobkowitz qui se réunissait à Iglau, et dont il menaçait les communications avec l'armée du prince Charles. La route de Vienne s'ouvrait toute grande devant le roi. Entre lui et Vienne il n'y avait, en fait de troupes autrichiennes, que la petite garnison de Brünn. L'armée du prince Charles, même après sa jonction avec Lobkowitz, n'aurait pu opposer que 30,000 hommes au maréchal de Broglie, et de toute façon Frédéric était de deux marches au moins plus près de Vienne qu'elle. La campagne semblait donc s'ouvrir dans les conditions les plus favorables pour le roi de Prusse.

« Si je n'ai pas réussi, dans la campagne d'hiver de 1742 que je fis pour dégager les pays de l'Électeur de Bavière, c'est que les Français y agissaient en étourdis et les Saxons en traîtres[1]. » Le roi de Prusse se garde bien de parler de la faute capitale que lui seul avait commise en dédaignant l'adversaire qu'il allait avoir à combattre, en pensant qu'il le frapperait de terreur. Il ne voulait pas reconnaître que l'insuccès final de son plan tenait à deux causes : l'insuffisance des forces mises en mouvement et l'insuffisance des préparatifs.

L'entourage du roi, ses confidents les plus intimes ne partagèrent d'ailleurs à aucun moment sa confiance, sa foi dans le succès. Aux craintes que leur inspirait cette campagne d'hiver venaient s'ajouter d'autres causes de préoccupations motivées par la mauvaise volonté, fort explicable et fort naturelle, des Saxons. A peine arrivé à Gross-Bitesch, le roi ne put, qu'au prix des

---

[1] Frédéric II, *Instruction militaire du roi de Prusse pour ses généraux* art. XXVIII.

plus grands efforts, dissimuler à Rutowsky le désappointement qu'il éprouva en apercevant Maurice de Saxe aux côtés du général saxon.

Le roi savait si bien que le comte de Saxe était l'un de ses plus irréconciliables adversaires, qu'il ne craignit pas de dire peu après, dans une de ses lettres à Rutowsky : « Tout ira bien pourvu que le comte de Saxe ne s'en mêle pas ».

Maurice de Saxe n'était venu que pour se rendre compte des intentions du roi et pour pouvoir s'opposer en connaissance de cause à la réalisation de ses projets. Avec sa rare intelligence, il ne lui fallut pas longtemps pour s'apercevoir que le roi ne se souciait nullement de ses alliés de Bavière, de Saxe et de France, ne songeait qu'à de nouvelles acquisitions, ne pensait qu'à tout tirer à lui lorsqu'on entamerait les négociations. A son retour de Gross-Bitesch, Maurice de Saxe savait à quoi s'en tenir. « Je n'ai pu, écrivait-il au comte de Brühl, deviner ses pensées les plus secrètes; mais s'il s'entend avec la reine de Hongrie et si l'on chasse les Français de la Bohême, qu'adviendra-t-il de nous autres, Saxons? Nous serons forcés de conclure la paix aux conditions qui lui conviendront et je suis sûr que nous la payerons cher, cette paix. » La visite de Maurice de Saxe avait d'ailleurs eu des conséquences désagréables pour Frédéric.

La cour de Saxe avait changé de manière de voir et décidé de ne laisser son armée à la disposition ou sous les ordres du roi de Prusse après la prise d'Iglau, que si le roi s'engageait à se porter sur Neuhaus. Malgré cela, Maurice de Saxe, redoutant la faiblesse de Rutowsky et l'influence que Frédéric exerçait sur lui, demanda à Broglie de le renvoyer en personne à Gros-Bitesch sous le prétexte de communiquer une résolution déjà connue du roi : l'ordre donné à Polastron de rejoindre l'armée du maréchal.

L'entrevue fut naturellement orageuse. Frédéric ne voulut rien entendre; on lui avait donné l'armée saxonne jusqu'à la prise d'Iglau. Elle restera jusqu'à ce moment sous ses ordres. Enfin, quand il se fut écrié : « Eh bien! vous ne voulez pas de la Moravie! à la bonne heure, je me retirerai aussi! » [1], Rutowsky

[1] Rapport de Rutowsky, *Archives saxonnes*, fasc. 116.

s'inclina et céda. Le rappel de Polastron donna lieu à des difficultés plus sérieuses encore. Frédéric, en présence des ordres formels qu'on lui présenta, dut laisser Polastron libre d'agir à sa guise; mais le général français, imbu des idées de Belle-Isle, prit sur lui de ne se séparer de Frédéric qu'après la prise d'Iglau.

Rassuré par les déclarations des deux généraux placés sous ses ordres, Polastron chargea Valory de faire connaître à Schmettau qu'il lui était impossible de quitter le roi au moment où ses troupes étaient à la veille de partager les lauriers que les Prussiens allaient cueillir et il exposa à Broglie les raisons qui l'avaient empêché de se conformer à ses ordres.

2. La prise d'Iglau.

Fixé désormais sur les effectifs dont il allait pouvoir disposer jusqu'à la prise d'Iglau, le roi porta le 12 février son armée contre cette place. Le 12 février au soir, les têtes de l'armée avaient atteint l'Iglawa. Frédéric mit son quartier général à Trebitsch et les Saxons s'établirent sur la ligne Neudorf—Gross-Meseritsch—Tassau—Budischau.

Polastron, auquel il n'avait pas envoyé d'ordre, avait suivi le mouvement des Saxons et s'était arrêté à Wollein et Zhorsh-Stranetzka. Les Prussiens avaient pris position au sud-est des Saxons. On n'avait rencontré en chemin que quelques éclaireurs autrichiens qui se retirèrent après avoir échangé quelques coups de fusil avec l'avant-garde.

Le 13 février, pendant que les Saxons et les Français restaient dans leurs quartiers, les Prussiens s'avancèrent jusque sur la ligne Heraltitz—Startsch.

Frédéric, d'après les renseignements qui lui étaient parvenus, s'attendait si peu à voir les Autrichiens lui opposer une résistance sérieuse à Iglau, qu'il chargea le prince Thierry d'Anhalt d'attaquer la place avec 8 bataillons, 13 escadrons et 1180 hussards et uhlans. Ces troupes, appartenant aux trois contingents alliés, devaient être réunies le 14 à midi, les Prussiens à Pirnitz, les Saxons à Przimielkau et les Français à Wiese. Les nouvelles, reçues le 13 au soir et qui lui signalaient la présence d'un gros

corps de cavalerie autrichienne à Pirnitz, décidèrent le roi à modifier ses ordres, à renforcer le prince Thierry de 2 bataillons prussiens et de 3 escadrons saxons, et à lui prescrire de faire venir tout son monde à Heraltitz. Le dégel retarda ce mouvement. Les Prussiens, l'infanterie et la cavalerie saxonne atteignirent seuls Heraltitz le 14 au soir; la cavalerie légère saxonne n'y arriva que le 15 au matin. Les Français, prévenus trop tard, restèrent à Wiese.

Le 15, le prince Thierry se porta enfin d'Heraltitz sur Iglau, précédé par la cavalerie légère saxonne qui donna, au nord de Prisnek, contre 80 hussards autrichiens. Après une escarmouche de peu d'instants, ces hussards se replièrent sur leur gros, fort de 4 escadrons, qui se retira d'abord sur Iglau et continua ensuite sa retraite sur la route de Neuhaus. Lobkowitz avait eu le temps, non seulement d'évacuer Iglau, mais d'en retirer les magasins que Frédéric tenait surtout à enlever. Il avait si bien dérobé son mouvement, que la cavalerie saxonne, qui s'arrêta d'ailleurs à peu de distance au delà d'Iglau, ne put rétablir le contact. 4 bataillons saxons occupèrent Iglau.

L'armée de Frédéric devait exécuter, le 15 février, un mouvement général au delà de l'Iglawa. Mais seuls les Prussiens poussèrent jusque sur la ligne Schelletau—Mährisch-Budwitz.

Mécontent du résultat insignifiant, presque dérisoire, d'une opération qu'il comptait voir se terminer de tout autre façon et sur laquelle il avait fondé de grandes espérances, ce fut sur les Saxons que Frédéric fit tomber sa mauvaise humeur. A l'en croire « leur lenteur et leur mauvaise volonté firent perdre dans cette expédition des jours et même des semaines, ce qui nuisit au bien des affaires [1] ». Rutowsky et le chevalier de Saxe que « par galanterie » on avait logés à Budischau, « s'y trouvèrent si bien que jamais on ne put faire avancer leurs troupes; ils y demeurèrent trois jours » [1].

S'il est hors de doute que les généraux saxons mirent peu d'empressement à assurer l'exécution des ordres du roi, il n'est que juste de constater d'autre part que le roi aurait dû tenir compte du mauvais temps et de l'état déplorable des chemins.

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. V.

qui ralentirent la marche de son armée. L'opération qu'il avait conçue, l'enlèvement d'Iglau et de ses magasins, ne pouvait réussir que grâce à la rapidité du mouvement. Elle était fatalement destinée à échouer du moment où l'on ne parvenait pas à y surprendre Lobkowitz. Or le roi, lorsqu'il donna ses ordres de mouvement, avait eu le grand tort de ne tenir que peu de compte de l'époque avancée de la saison. Il est donc en bonne justice, au moins autant que les Saxons, personnellement responsable de ce qui lui est arrivé, et la mauvaise humeur, à laquelle il donne libre cours dans l'*Histoire de mon Temps*, prouve bien qu'il sentait, sans vouloir en convenir, la gravité de la faute qu'il avait commise et dont il n'était pas fâché de rendre responsables ceux de ses alliés qu'il tenait le plus à déconsidérer, ces Saxons qui se permettaient de convoiter des territoires dont il avait besoin et envie.

3. Mouvement des Prussiens sur la Thaya.

L'occupation d'Iglau mettait fin aux arrangements que le roi avait pris avec ses alliés. Dès le 17 février, Polastron, se conformant aux ordres de Broglie, se dirigeait par Saar et Czaslau sur Prague. Le départ de ce petit corps auxiliaire aurait dû être, jusqu'à un certain point, agréable au roi, puisque à Landskron il avait demandé « à être débarrassé au plus vite de Polastron et de ses insupportables Français »[1], s'il n'avait eu d'autre part à tenir compte de l'effet moral considérable produit par leur rappel, effet qu'augmentait encore l'attitude peu encourageante des Saxons. D'autant plus railleur et plus ironique qu'il était plus irrité et plus mécontent, Frédéric, en annonçant à Broglie qu'il allait lui renvoyer le corps Polastron et lui rendre sa liberté d'action, n'avait pu s'empêcher de lui dire : « Je ne doute pas, que renforcé du corps de M. de Polastron, nous n'apprenions bientôt les brillants succès qui suivront vos entreprises »[2].

Rutowsky, travaillé par Brühl et par Maurice de Saxe, connais-

---

[1] *Rapport du chevalier de Saxe*, Deutsch-Brod, 30 janvier.
[2] *Correspondance politique*, II, n° 693, au maréchal de Broglie, Gross-Bitersch, 11 février 1742.

sant d'ailleurs tous les détails de l'entrevue de Prague et la teneur de la lettre d'Auguste III qu'il avait remise à Frédéric à Trebitsch, pensait que l'occupation d'Iglau allait mettre fin à un état de choses qui lui pesait. Dès le 15, par suite d'un malentendu, il est vrai, Rutowsky ne s'était pas conformé à l'ordre du roi qui le faisait venir à Heraltitz avec ses Saxons. Quoi qu'en ait dit plus tard Frédéric, il tenait tellement à garder les Saxons sous ses ordres qu'il n'hésita pas à envoyer à Dresde son aide de camp général, le comte Wartensleben, porteur d'une lettre autographe [1], dans laquelle les menaces se mêlaient aux séductions et aux cajoleries. De son côté, Rutowsky, avant de prendre une résolution, avait chargé un de ses officiers, le général Renard, de déclarer au roi qu'il ne lui prêterait son concours, que si le roi se décidait à se porter sur Neuhaus.

Malgré les arguments que le roi fit valoir dans son entretien avec le général Renard, pour lui démontrer l'inutilité du mouvement sur Neuhaus, malgré l'attitude et les paroles menaçantes de Schmettau, malgré la lettre que le roi écrivit à Rutowsky et dans laquelle il l'invitait à ne rien faire avant le retour de Wartensleben, le général saxon transféra son quartier général, le 17, à Pirnitz et fit savoir au roi qu'il comptait donner à ses troupes l'ordre de commencer, le 19, leur marche sur Prague.

Frédéric, profondément désappointé, se plaignit en termes assez vifs à Valory. Il n'avait du reste pas attendu la prise d'Iglau pour envoyer, dès le 7 février, Podewils à Olmütz, où le roi comptait que son ministre trouverait une réponse que le grand-duc s'était bien gardé de donner. Giannini, que le roi avait invité à venir à Gross-Bitesch, se borna à répondre que ce voyage était inutile par la raison qu'on ne lui avait fait parvenir aucune indication.

Le plan du roi, ce plan sur lequel il comptait tellement, ne lui avait valu jusqu'ici que des déceptions. L'Autriche ne se laissait pas intimider; ses alliés voulaient le quitter et leur départ allait singulièrement aggraver sa situation. L'armée du prince Charles occupait une forte position et pouvait y être rejointe par des ren-

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 697, au roi de Pologne, Oppatau, 15 février 1742.

forts tirés de l'armée de Khevenhüller. Elle risquait d'autant moins d'y être attaquée, que Broglie ne redoutait rien tant qu'une attaque du prince Charles. Après le départ des Saxons il n'allait rester au roi que 15,000 hommes pour tenir tête à une armée supérieure en nombre. Cette fois encore, Frédéric eut la bonne fortune de triompher de la résistance de la cour de Saxe, qui se décida, à contre-cœur, à laisser ses troupes sous les ordres du roi. Valory informa Rutowsky de cette résolution d'Auguste III, dans la nuit du 18 au 19, et le 19 le général saxon, après avoir donné à ses troupes l'ordre de surseoir à leur mouvement, se rendit au quartier général du roi, qui venait de partir pour Znaym, où il alla s'établir. Les troupes, qui avaient commencé le 16 leur marche vers le sud, vers les frontières de la Moravie, s'installèrent le 19 dans des quartiers répartis sur la ligne Vöttau — Znaym — Laa — Nikolsburg — Pohrlitz — Kromau — Daleschitz. Afin de couper les communications entre Brünn et la Hongrie, le roi envoya un bataillon à Austerlitz et deux régiments de cavalerie à Seelowitz et à Auspitz.

Déconcerté un moment, Frédéric n'avait pas tardé à se ressaisir. En présence des complications qui semblaient le menacer, il avait pris une résolution énergique, digne de son génie. Il avait poussé ses troupes sur la route de Vienne et ordonné à une partie des forces qu'il avait en Moravie de serrer sur lui et de s'établir à proximité des quartiers qu'il venait de prendre sur les bords de la Thaya. Ce mouvement, qui mettait « ses troupes à leur aise par la quantité de subsistances qu'elle lui procura », devait de plus, dans l'esprit de Frédéric, lui assurer la continuation de la coopération des Saxons, à cause du prix qu'Auguste III attachait à l'expulsion des Autrichiens hors de la Moravie, et amener, d'autre part, par la terreur qui se répandrait à Vienne, Marie-Thérèse à consentir à la paix.

Tout semblait marcher de nouveau au gré de Frédéric. Maurice de Saxe, convaincu de l'inutilité de ses efforts, venait de se décider à rejoindre le maréchal de Broglie, après avoir adressé à Brühl une lettre qui ne contenait que ces mots : « Monsieur, vous n'avez plus d'armée ! » Quant à Rutowsky, compromis et désavoué par sa cour, il demandait pour cause de maladie à être relevé de son commandement.

Sur l'ordre donné le 20 par Frédéric au général Renard, l'ar-

mée saxonne s'établit du 24 au 26 février dans des quartiers voisins d'Iglau et de la Bohême. Le mécontentement des Saxons, fort contrariés de se voir placés entre les armées autrichienne et prussienne dans des régions déjà épuisées par le passage des troupes de Frédéric, s'accrut encore, en raison même de leurs privations et de la pénurie des vivres, devenue de plus en plus sensible, depuis que le maréchal de Broglie avait défendu à Séchelles de les ravitailler.

Rutowsky avait d'ailleurs résumé la situation de l'armée saxonne dans le rapport qu'il avait adressé à Auguste III, le 24 février : « En un mot, Sire, nous manquons de vivres et le roi de Prusse nous a fait prendre une mauvaise position. Neuhaus n'est qu'à une journée de marche de nos postes. L'ennemi peut s'y concentrer et nous surprendre. C'est dire que nos troupes ne peuvent se refaire et se reposer ».

4. Arrêt des opérations sur les frontières de la basse Autriche.

Malgré l'appui problématique que les Saxons allaient être contraints de donner à Frédéric, la situation du roi s'était pourtant sensiblement améliorée.

Toutefois, et en dépit de la confiance qu'il affichait dans sa lettre à Jordan[1], le roi n'en avait pas moins dû se convaincre de l'impossibilité de pousser sur Vienne rien qu'avec ses seules forces, qui lui paraissaient insuffisantes pour une pareille expédition. Tout compte fait, il se décida à faire prendre à son armée une position, d'où il lui était possible de menacer la frontière de la basse Autriche. Il avait d'autant moins perdu l'espoir de recevoir une réponse satisfaisante de Vienne qu'il persistait à croire

[1] Le roi voyait de nouveau tout en rose. Il croyait fermement à la réalisation des projets qui lui tenaient à cœur. Il se voyait à la veille d'en finir rapidement avec Marie-Thérèse. « Je puis vous confier entre nous, écrit-il de Znaym, le 25 février, à son confident Jordan, qu'il ne s'agit pas moins que de porter de grands coups à la Maison d'Autriche et que, de la façon dont les choses vont, peut-être peu de semaines seront d'une décision infinie dans les affaires de l'Europe. Mes hussards approchent jusqu'à 4 milles de Vienne. Lobkowitz fuit, Khevenhüller accourt; enfin la confusion est totale chez l'ennemi. »

l'armée de Bohême en retraite sur la basse Autriche et sur Vienne.

Envisageant cependant la possibilité d'un refus de Marie-Thérèse et de la continuation de la guerre, Frédéric avait, dès la mi-février, recommencé à se rapprocher de la France, à faire valoir dans ses lettres au cardinal de Fleury les services éclatants qu'il prétendait avoir rendus à la cause des alliés, les preuves de dévouement qu'il venait de donner à la Bavière.

Toujours actif et toujours prévoyant, il exposa à ses alliés ses idées sur la prochaine campagne dans un mémoire qu'il leur adressa le 22 février.

Les Français devaient mettre une armée de 30,000 hommes en Bavière; l'armée de Broglie, renforcée par des troupes de l'empire, sera portée à ce même effectif. Enfin une troisième armée, composée des troupes prussiennes stationnées sur la Thaya et des Saxons, et placée sous les ordres du roi, présentera un effectif d'environ 40,000 hommes. Ces trois armées se porteront sur Vienne; mais, Frédéric voulant comme par le passé opérer seul et pour son compte, l'armée française venant de Bavière et celle de Broglie venant de Bohême devaient s'approcher de Vienne du côté de l'ouest, tandis que le roi, après avoir pris Brünn, marcherait sur Presbourg et sur Vienne, qu'il attaquerait par l'est.

En attendant, le roi ne croyait pas pour le moment pouvoir dépasser la Thaya. Ses troupes, qu'il voulait refaire, devant d'après ses prévisions séjourner pendant un assez long temps dans ces parages, Frédéric songea à remplir ses caisses et à créer des dépôts de vivres à l'aide des contributions, dont il ordonna de frapper les couvents les plus riches et les domaines les plus considérables.

Afin de faciliter la levée et la rentrée de ces réquisitions, Frédéric envoya le général Posadowsky faire, à la tête de trois bataillons d'infanterie et de deux régiments de cavalerie, une randonnée qu'il poussa jusqu'à Ober-Hollabrünn et même jusqu'à Stockerau. La colonne de Posadowsky rentra à Znaym, le 28 février, sans avoir rencontré le moindre parti autrichien, mais après avoir répandu la terreur jusqu'aux portes de Vienne. Posadowsky n'avait ménagé, ni le pays, ni ses habitants pour remplir, à la satisfaction du roi, la mission dont on l'avait chargé; il

n'avait pas hésité à emmener comme otages les prêtres et les gentilshommes, partout où on ne lui versait pas immédiatement et intégralement les contributions dont il les frappait. Frédéric, en écrivant à ce propos à Valory, le 27 février, lui disait en plaisantant : « Nous tirons le diable par la queue pour subsister »[1].

Les Saxons auraient dû, eux aussi, faire une expédition du même genre; on les en dispensa momentanément à cause de leur trop grande fatigue, et, quand leurs troupes furent reposées, la situation générale s'était si fort modifiée, qu'on jugea inutile de procéder à une nouvelle opération.

5. Frédéric II se décide à se replier sur Brünn.

Jusqu'au 24 février, Frédéric avait cru que l'armée autrichienne de Bohême se repliait pour venir s'établir au sud du Danube entre Krems et Vienne, lorsqu'il apprit que cette armée, renforcée par 15,000 hommes du corps de Khevenhüller se concentrait, au contraire, au nord du Danube entre la Thaya et Krems, et se disposait à attaquer les Prussiens et les Saxons. Cette nouvelle paraissait d'autant plus vraisemblable que les Saxons, en se portant d'Iglau vers les quartiers que le roi leur avaient assignés, avaient eu deux affaires avec la cavalerie autrichienne : le 21, entre Triesch et Teltsch; le 23, près d'Ober-Cerewke, et avaient signalé la présence de cinq régiments de cavalerie du corps Lobkowitz au nord-est de Neuhaus.

Malgré la confiance qu'il afficha en prescrivant, le 24, aux Saxons de se concentrer et de tenir bon au nord-ouest de Znaym sur la ligne Mährisch-Budwitz—Lispitz—Schiltern—Frain—Luggau, ces nouvelles inquiétèrent d'autant plus le roi qu'il n'avait pas encore pu parvenir à pénétrer les projets de son adversaire. Il songea à s'établir provisoirement à Retz afin de s'opposer à un mouvement des Autrichiens sur la basse Autriche, puis, comme il l'écrivait, le 26, à Rutowsky, à concentrer les Saxons et les Prussiens à Kromau—Eibenschütz et Mohelno, pour le cas où les Autrichiens essayeraient de pousser de Neuhaus vers Brünn.

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 717. A Valory, Znaym, 27 février 1742.

Frédéric reconnaissait à ce moment la gravité de la faute qu'il avait commise en négligeant Brünn. Tant que cette place restait aux mains de son adversaire, il lui était impossible d'assurer les communications entre son armée et ses États. Il voyait maintenant que, sans la prise de Brünn, il lui était difficile de se maintenir en Moravie. Mais, d'autre part, Brünn devait être attribuée à la paix à Auguste III, et c'était pour cela que le roi n'avait pas voulu la conquérir pour ce prince. L'attitude hostile des populations de la Moravie et la nouvelle que des forces assez considérables de l'insurrection hongroise devaient être réunies, le 10 mars au plus tard, à Holicz, augmentaient encore la gravité de la situation. Il n'y avait plus un moment à perdre. Frédéric se décida à renforcer son armée en même temps que, afin de se couvrir contre les Hongrois, il donnait l'ordre à Schwerin d'établir entre la March et la Schwarzawa six bataillons et vingt escadrons que le roi se réservait ainsi la possibilité d'appeler à lui.

Frédéric se faisait si peu d'illusion sur la situation qu'il termine par quelques phrases, dans lesquelles il ne prend même pas la peine de dissimuler son inquiétude, la lettre qu'il écrit, le 27, à Belle-Isle [1].

Il fait un grand effort sur lui-même pour essayer, sans pouvoir y parvenir, de prendre, dans sa lettre à Jordan, un ton badin à travers lequel on voit apparaître sa tristesse, ses inquiétudes et ses soucis.

« Les maisons, lui dit-il [2], ont toutes ici des toits plats à l'ita-

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 720. Au maréchal comte de Belle-Isle, Znaym, 27 février 1742 :

« J'ai trouvé ici nos affaires plus délabrées que je ne les ai crues, c'est pourquoi je me renforce de 20 escadrons et de 6 bataillons. Si je puis, en attirant les forces de l'ennemi sur moi, conserver le maréchal de Broglie et Prague, je croirai avoir rendu un service signalé aux alliés. Je ne saurai savoir si j'y parviendrai avec ou sans bataille. M. de Lobkowitz marche vers Krems, où il attend un renfort de 8,000 fantassins que Khevenhüller amène de Bavière. On dit que le prince Charles y joindra 5,000 ou 6,000 hommes. Si je suis en force vers ce temps-là, je verrai ce que j'aurai de mieux à faire. En attendant, Brünn muni de 6,000 hommes et de hussards, nous incommode beaucoup, bouchant notre communication. Si le roi d'Angleterre nous peut procurer la paix, suivant l'alliance de la reine de Hongrie, cela vaudrait bien la peine de faire alliance avec lui. »

[2] Frédéric II à Jordan, Znaym, 28 février 1742.

lienne, les rues sont malpropres, les montagnes âpres, les vignes fréquentes, les hommes sots, les femmes laides et les ânons très communs. C'est la Moravie en épigramme. »

Ce qu'il y avait de pire pour lui, c'est qu'il ne pouvait faire aucun fond sur les Saxons. Dès le 25, ils avaient recommencé à se plaindre du manque de vivres. De plus, « ils s'inquiétaient dans leurs quartiers; ils voyaient partout l'ennemi; la peur grossissait pour eux tous les objets [1] ». Dans la nuit du 27 au 28, le général von Jasmund avait reçu et transmis à Rutowsky la nouvelle, fausse d'ailleurs, de la présence de treize régiments autrichiens à Tremles. Craignant d'être attaqués et tournés, « tous les Saxons, lorsqu'on s'y attendait le moins, abandonnèrent leurs quartiers [2] ». Le roi, furieux, défendit à Rutowsky de se retirer sans ordres à moins d'y être absolument contraint et lui donna l'ordre de réoccuper Iglau et Teltsch [3]. En route, les Saxons du général von Jasmund avaient eu, près de Datschitz, le 3 mars, une affaire avec quelques cavaliers autrichiens, affaire dans laquelle ils avaient fait preuve de peu d'entrain et de solidité. « Le peu de fond, qu'on pouvait faire sur ces troupes, fit réfléchir le roi sur la situation où il se trouvait [3]. » A son grand regret, il lui fallait se résoudre à rester inactif. Une fois encore, il songea à faire exécuter à son armée une grande conversion vers sa droite. Mais Schmettau n'eut guère de peine à l'amener à renoncer à une opération qui, exécutée par une armée numériquement trop faible, l'exposait à trop de dangers. Frédéric résolut donc de resserrer les cantonnements de son armée, de rapprocher les Saxons de sa droite, de leur faire prendre des quartiers entre la Thaya et la Thaya morave, et d'établir leur quartier général à Fratting. Il pensait de plus qu'ils trouveraient dans ces parages de quoi vivre sur le pays pendant dix à douze jours [4].

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps.*

[2] *Correspondance politique*, II, n° 726. Frédéric II à Valory :

« Les Saxons ont abandonné Iglau le plus vilainement du monde. Ils ont une peur démesurée de l'ennemi et ne veulent rien faire. Si César avait eu de pareils soldats, il n'eût pas conquis un village dans les Gaules. »

[3] Frédéric II, *Histoire de mon Temps.*

[4] *Correspondance politique*, II, n° 724 et n° 729, au roi de Pologne et à Rutowsky, Znaym, 1er et 2 mars 1742.

On n'eut même pas le temps d'exécuter cet ordre. Le 1er mars, le roi, à la nouvelle de la présence à Skalitz de 15,000 à 16,000 hommes de l'insurrection hongroise, dut, comme nous l'avons indiqué, se décider « à dissiper cette milice avant que le nombre en devînt trop considérable[1] ».

Mais, pour constituer cette colonne mobile, forte de 10 bataillons, 10 escadrons et 1000 hussards qu'on confia au prince Thierry d'Anhalt, le roi avait dû affaiblir son armée que, même avant ce détachement, il croyait à peine assez forte pour tenir sur la Thaya contre une attaque quelque peu sérieuse d'un ennemi qui lui était supérieur en nombre.

Comme il l'écrivait à Jordan de, Pohrlitz, dix jours plus tard, le 11 mars : « Les choses s'embrouillent de plus en plus ». L'horizon politique n'était en effet guère plus rassurant que la situation militaire. Frédéric avait eu beau faire, la France se défiait de lui de plus en plus. Son fameux plan d'opération ne devait être approuvé qu'après l'arrivée de Belle-Isle à Versailles et, comme Valory lui avait parlé de la fourniture d'un équipage de ponts pour passer le Danube, le roi en avait conclu qu'on allait chercher à l'amener à consentir, ce dont il ne voulait à aucun prix, à la jonction de son armée avec l'armée française en amont de Vienne.

En Angleterre, on était à la veille d'un changement de ministère, et le roi craignait de voir le successeur de Walpole accorder à Marie-Thérèse une protection effective.

En Suède, il fallait s'attendre à ce que l'influence anglaise prît avant peu le dessus.

Frédéric en conclut qu'il n'était que temps de renouer au plus vite les relations qu'il avait rompues avec lord Hyndford.

Le 2 mars, le chanoine Giannini arriva à Znaym porteur du *Pro Memoria*, expédié de Vienne et qu'on lui avait envoyé « de curé en curé jusqu'à Olmütz, le 26 février ». Jamais encore Frédéric n'avait éprouvé déception pareille à celle qui lui était réservée. Malgré la lenteur que la cour de Vienne avait mise à lui faire parvenir sa réponse, il croyait si bien à la possibilité, à la probabilité d'un accord, que, le 26 février, il avait fait tenir à

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*.

Schmettau des instructions détaillées relatives à la mission qu'il devait remplir auprès de l'empereur, afin de régler avec lui la question du cercle de Königgrätz que le roi voulait prendre en gage au prix de 800,000 écus et même d'un million[1] ».

Dès son arrivée à Znaym, Giannini avait demandé une audience au roi, qui lui fit dire qu'il pourrait « traiter avec le conseiller intime Eichel, avec qui je parloi en effect, et, comme j'étoi impossibilité d'approcher le roi, il me fallut indispensablement décrir le *Pro Memoria* et le lui donner à ce que S. M. en peut peser le contenu[2] ».

Marie-Thérèse, rejetant purement et simplement les propositions du roi, avait chargé le grand-duc de rédiger ce *Pro Memoria*. La reine consentait à céder la basse Silésie, dont la frontière serait déterminée par une ligne courant au sud de la Neisse, le comté et la ville de Glatz, à condition, toutefois, de raser les remparts de la ville et du château ; mais, en retour, elle exigeait que Frédéric s'engageât à la faire rentrer, s'il le fallait, même par la force des armes, en possession de ses autres États héréditaires[3]. Rien ne prouve mieux l'état d'esprit du roi, que le fait qu'il ne songea même pas à rejeter, sans autre forme de procès, des propositions en réalité inacceptables et qui paraissaient même passablement ironiques et presque insolentes. Eichel, le porte-parole du roi, se borna à faire observer à Giannini que « ce *Pro Memoria* lui paraissait un peu sec[2]..... que le roi était content de ses avantages et qu'il falloit songer à en faire à ses alliés, dont il me répéta le jour suivant. On voyois bien que la cour de Vienne le vouloit détacher, mais qu'il ne le feroit point en aucune manière[2]..... » Avant d'aller plus loin et d'exposer l'entrevue que Giannini eut encore le lendemain 4 mars avec Eichel, avant de reprendre le chemin de Vienne, il est, sinon indispensable, tout au moins curieux d'extraire de la relation du chanoine certaines indications qu'il y consigna et qu'il avait recueillies de la bouche de personnages de l'entourage du roi.

---

[1] Frédéric II, *Correspondance politique*, t. II, n° 716, au feld-maréchal comte Schmettau, Znaym, 26 février. Instructions données à Schmettau pour son voyage à Prague.

[2] Annexe XXXI. Giannini, *Relation de mon voyage à Znaym*. Vienne, 7 mars 1742. (Texte original en français.)

[3] *Haus, Hof und Staats-Archiv, Friedens Acten.*

Schmettau, à son passage à Olmütz, lui avait dit « qu'en cas qu'il y eût, comme il espéroit, quelque ouverture d'accommodement, le roi l'enverroit en tout secret au nouvel Élu, qui lui tienne bien à cœur et avec qui on conviendroit d'une paix et d'une alliance contre la France; en conséquence, qu'on s'accommoderoit avec la Saxe comme on pourroit; qu'au reste, le roi auroit bien pu s'avancer en Autriche et aller prendre d'emblée Pressbourg, ce qu'il n'a pas entrepris pour ne pas empirer les conditions de paix avec la reine[1] ». Un peu plus loin, Giannini ajoutait : « Je ne sçai si c'est le sentiment du roy, mais il est bon que je le dise ici : ce que le général de La Mothe m'a conté comme un sentiment commun de tous les Prussiens : qu'il seroit bien que la cour de Vienne fisse la paix sur le pié ci-dessus et une alliance contre la France, qu'après on trouveroit la manière de dénicher la Saxe de la haute Silésie et de Moravie; que pour la Bohême ce seroit un patrimoine du novell'empereur pour soutenir sa dignité[1]..... »

Quant à Eichel, « il vint, dit encore Giannini, me trouver le jour suivant et me dit de bouche une quantité de choses que j'eu soin de noter d'abord après son départ; mais, voulant pourtant aller de pié sure et ne rien rapporter que de vrai, je lui fis voir mes remarques et il trouva que j'avoi expliqué l'intention du roy avec des termes un peu forts : il me dit donc qu'il prendroit la liberté de mettre en ordre mon écrit. C'est ce que je vouloi, et l'ayant mis en état à sa mode il vint sur les 11 heures du mattin me l'apportai.... Je copiai donc ledit écrit que je nomme *Notanda* de Znaym avec la consolation de sçavoir que le roy l'avoit eu sous les yeux : car M. d'Eichel en venoit[1] ». Puis, parlant de son départ pour Vienne, il ajoute : « La raison de ce voyage du côté du roy est affin de sçavoir plus tôt les sentiments de la cour : on présuppose qu'elle achettera comme il voudra l'*amitié du roi qu'il veut bien lui accorder*, paroles les soussignées propres de M. d'Eichel quand il m'exposoit les pensées du roy, bien différentes des siennes qu'il me marquoit toujours à part[1] ».

Les *Notanda*, dont Giannini parle ici, n'étaient pas, à propre-

---

[1] Annexe XXXI. Giannini, *Relation de mon voyage à Znaym*.

ment parler, de véritables propositions de paix; c'étaient, en réalité, de simples aperçus dans le genre de ceux que le roi avait exposés à Pfütschner, lorsqu'il le reçut à Olmütz. Le roi y dépeignait naturellement la position de l'Autriche sous les couleurs les plus sombres, et s'offrait à être le sauveur de la reine, à condition de devenir l'arbitre de la paix. Sans aborder la question délicate des cessions de territoire, il donnait à entendre qu'il serait disposé à signer la paix, rien que pour son compte, si les alliés repoussaient les ouvertures pacifiques qu'il serait chargé de leur soumettre [1].

Il n'en était pas moins évident que, à cause des fautes qu'il avait commises, il était désormais impossible et dangereux pour le roi de s'entêter à rester sur cette position de la Thaya, où son armée était par trop en l'air. Il lui fallait trouver un prétexte pour expliquer le mouvement rétrograde de son armée. Il se souvint alors de Brünn, déclara que « sans la prise de Brünn, les alliés ne pouvaient même pas se soutenir en Moravie [2] » et donna l'ordre de faire investir cette place, à l'est par les Prussiens, à l'ouest de la Zwittawa et de la Schwarzawa par les Saxons, qui devaient se charger de l'attaque en règle, tout en continuant à occuper Znaym et la ligne de la Thaya. Ce mouvement était tout à son avantage. Il s'éloignait des Autrichiens, se rapprochait de ses renforts, opérait sa jonction avec Schwerin, se ménageait la possibilité de prendre, comme il avait toujours cherché à le faire, sa ligne d'opération éventuelle sur Pressbourg; enfin, il

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 734. *Notanda* de Znaym, 5 mars 1742. Ces *Notanda*, qui, rédigés par Eichel, furent remis à Giannini, commençaient par ces mots : « Comme on a trouvé le contenu du *Pro Memoria* dont j'ai été chargé trop général et peu satisfaisant, on est bien aise que j'aille moi-même à Vienne pour y représenter à la personne connue et à ceux qui sont du secret : Qu'on était sensible à la confiance que la cour de Vienne persistait de marquer dans le *Pro Memoria* et qu'on souhaitait sincèrement de sauver la Maison d'Autriche du naufrage..... Qu'il était de la dernière importance pour la cour de Vienne de penser à ses vrais intérêts et de s'accommoder aux circonstances du temps, avant que les affaires seront venues à la dernière extrémité..... Que si l'on voulait continuer à avoir quelque confiance sur celui qui n'aimera jamais que la Maison d'Autriche soit tout à fait écrasée, on n'aurait qu'à lui communiquer, avec les renseignements nécessaires, les conditions avec lesquelles on pensait de faire la paix..... Qu'on se chargerait de les communiquer aux alliés pour régler le reste. Si, contre toute attente, ces conditions seraient refusées, on aurait alors les mains libres de faire ce qu'on voudra. »

[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. V.

interposait de nouveau les Saxons entre lui et le prince Charles, et leur assignait des quartiers trop étendus par rapport à leur effectif et, de plus, situés dans les pays mêmes sur lesquels ses troupes avaient déjà vécu.

Pour mieux enlever à ce mouvement son véritable caractère de retraite, Frédéric annonça, le 3 mars, aux Saxons, qu'en raison de l'arrivée à Skalitz de la colonne du prince Thierry d'Anhalt, ils auraient à reprendre, de Znaym jusqu'à Brünn, les anciens quartiers de son armée. Le 5 mars, Rutowski vint prendre congé du roi qui lui parla de son projet de se porter aussitôt après la chute de Brünn sur Pressbourg, et, de là, de concert avec les Français, sur Vienne. Le 7 mars, le chevalier de Saxe prit le commandement du corps saxon.

Frédéric n'avait pas eu, dans le principe, l'intention de mettre de suite son projet à exécution; mais, le 7 au matin, il apprit par des déserteurs et des lettres interceptées que des troupes appartenant au corps Khevenhüller étaient arrivées à Krems, que la cavalerie de l'armée de Bohême, que des régiments venant de Vienne, enfin, que les insurgés hongrois s'ébranlaient pour se porter contre lui.

Il donna immédiatement l'ordre de la retraite. Le prince Thierry d'Anhalt se porta vers la frontière hongroise, le reste de l'armée du roi vers Brünn sur la rive gauche de la Zwittawa, les Saxons sur la ligne Kromau—Znaym[1].

Le semblant d'offensive de Frédéric avait par suite complètement échoué par sa faute. Il n'avait pu ni prévenir la chute de Linz, ni empêcher Khevenhüller d'entrer en Bavière, ni même attirer l'armée du prince Charles hors de la Bohême.

Quant à Marie-Thérèse, elle était moins que jamais disposée à céder. Au lieu d'obtenir la paix avantageuse qu'il avait espérée, il fallait que le roi se résignât à continuer la guerre. Pour la terminer à son profit, il sentait qu'il lui faudrait frapper un grand coup, et ce coup, il lui était, de toute façon et pour une foule de raisons, impossible de le tenter avant la prise de Brünn.

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 736, au général chevalier de Saxe, Znaym. 7 mars 1742.

VI.

SITUATION ET ÉVÉNEMENTS MILITAIRES DU COTÉ DES AUTRICHIENS.

1. Jusqu'à la reprise des grandes opérations par l'armée de Bohême.

Le prince Charles de Lorraine reçut presque simultanément, du 25 au 28 janvier, l'avis d'abord des préparatifs des Prussiens, puis du départ de Frédéric pour l'armée, ensuite les rescrits par lesquels la reine l'invitait à lui faire connaître ses idées relatives au plan d'opérations. Après avoir conféré à plusieurs reprises avec Lobkowitz, le prince Charles avait résolu de concentrer à Mährisch-Budwitz le corps Lobkowitz, établi à Iglau, et l'armée de Bohême, cantonnée autour de Budweis; il se proposait, quand il aurait été rejoint par les troupes de Khevenhüller, soit de se porter à la rencontre des Prussiens, soit de s'opposer à leur jonction avec les Saxons. Mais avant de rien faire, et, bien que la reine lui eut laissé la plus entière liberté d'action, il envoya à Vienne le général baron von Philibert chargé moins de faire approuver son plan que de lui rapporter la promesse formelle de l'arrivée de renforts tirés de l'armée de Khevenhüller. En revanche, il n'avait pas donné à Philibert la moindre indication relative à la date à laquelle il comptait commencer ses opérations.

Mais Khevenhüller n'était nullement disposé à s'affaiblir au profit de l'armée de Bohême, à laquelle il se refusait même à rendre les trois régiments que le prince Charles avait mis à sa disposition lors du siège de Linz. Il ne croyait pas Vienne menacée d'un danger sérieux. Le mauvais temps et l'état épouvantable des chemins se chargeraient d'arrêter les progrès des Prussiens. Le prince Charles devait, d'après lui, rester en Bohême, au moins

jusqu'au moment où Frédéric aurait réellement atteint les bords du Danube. Alors seulement il y aurait lieu d'effectuer la réunion des deux armées pour donner une bataille décisive dans la haute Autriche[1]. Il pensait toutefois qu'il serait utile d'attaquer le plus tôt possible les Français et les Saxons, déconseillait tout mouvement contre Frédéric, dans le cas où le roi irait mettre le siège devant Brünn, et insistait sur la nécessité de couper les communications en Moravie et sur les services que pouvaient rendre pour ce genre d'opérations les insurgés hongrois.

L'arrivée de Philibert à Vienne décida la reine, qui avait reçu presque en même temps la réponse de Khevenhüller, à réunir, le 4 février, une conférence qui modifia du tout au tout les décisions prises antérieurement. L'armée de Bohême, renforcée par une partie de celle de Khevenhüller, qui se porterait sur les derrières de l'ennemi, devait attaquer les Français. Le 5 février, la reine, à laquelle ce plan souriait beaucoup, parce que sa réussite lui aurait rendu la plus grande partie de la Bohême, envoya ses ordres à Khevenhüller. Le feld-maréchal devait, à la tête d'un corps de 12,000 hommes au moins, passer le Danube à Straubing et prendre ensuite par Waldmünchen et le Böhmerwald pour faciliter par son apparition le mouvement offensif du prince Charles. On espérait de la sorte arriver à prendre entre deux feux les 18,000 Français postés à Pisek, qui s'empresseraient de se retirer au plus vite.

Mais pendant qu'on prenait ces résolutions à Vienne, Lobkowitz signalait au prince Charles, à la date du 4 février, le mouvement des Saxons de Rutowski et des Français de Polastron, de Deutsch-Brod sur Iglau. Lobkowitz, dont les troupes, réparties entre Pilgram, Iglau, Triesch et Neuhaus, étaient couvertes sur leur front par deux régiments de hussards, avait demandé des renforts au prince Charles. Croyant, d'après certains bruits, à un mouvement des Français contre Budweis, le prince, loin de se rendre à sa demande, se borna à lui recommander de protéger les magasins d'Iglau et de n'abandonner cette ville que s'il y

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten, Bayern). Khevenhüller à la reine, Passau, 1er et 3 février 1742, fasc. II, pièces 1 et 2.

était forcé, « parce qu'il attendait, le 6 au plus tard, Philibert, qui allait lui rapporter les ordres de la cour »[1].

Lobkowitz concentra ses troupes et prit ses dispositions pour ramener à Neuhaus les approvisionnements rassemblés à Gross-Meseritsch, Trebitsch et Krzizanow.

Le 7, Philibert rapportait de Vienne l'ordre d'opérer, de concert avec Khevenhüller, contre les Français établis à Pisek. Après avoir conféré, le 8, avec Lobkowitz, le prince Charles décida qu'on ne bougerait pas avant d'avoir la réponse de Khevenhüller et qu'on employerait ce laps de temps à rassembler des vivres.

Le prince Charles et Lobkowitz, qui avaient conclu du mouvement de Rutowski et de Polastron de Deutsch-Brod sur Saar, que ces deux généraux, en s'engageant ainsi sur la route directe de Brünn, avaient l'intention d'assiéger cette place de concert avec les troupes du roi, changèrent encore une fois de manière de voir, le 9 février au matin. Le feldzeugmeister Thüngen, l'un des généraux placés sous les ordres de Lobkowitz, venait de leur faire savoir que les Saxons et les Prussiens semblaient, au contraire, vouloir tomber sur le flanc droit des troupes établies à Iglau. On résolut par suite d'évacuer Iglau dès qu'on aurait achevé de transporter à Neuhaus les vivres qui s'y trouvaient, et, en tout cas, d'éviter tout engagement sérieux avec un adversaire supérieur en nombre. Quant à Lobkowitz, il retourna à Iglau aussitôt après avoir pris connaissance d'une lettre de la reine.

Le feld-maréchal Khevenhüller, dont les opérations en Bavière avaient été couronnées de succès, paraissait moins que jamais disposé à les interrompre et à se porter vers la Bohême, où non seulement on manquait de vivres, mais où, à cause de la timidité et de la faiblesse des généraux, on n'avait rien tenté, rien entrepris. Il n'avait pas hésité à représenter à la reine les inconvénients, les dangers des ordres qu'elle lui avait fait tenir et la presque impossibilité pour lui de les exécuter faute de moyens de transport.

Khevenhüller envoya, du reste, un duplicata de ce mémoire

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Le prince Charles au prince Lobkowitz, Budweis, 5 février 1742, fasc. II, pièce 7.

au prince Charles, qui le reçut le 11 février. Obligé de renoncer à ses projets, qu'il considérait comme subordonnés à la coopération de Khevenhüller, le prince critiqua dans des termes d'une extrême violence la résolution, pourtant fort sage et fort rationnelle, du feld-maréchal [1].

Tandis que Lobkowitz, de retour à Iglau, affirmait au prince Charles que l'ennemi allait se porter sur Znaym, Iglau et Neuhaus, le commandant de l'armée de Bohême recevait du feld-maréchal Seherr [2] une dépêche l'informant de la présence du roi et de son armée à 8 kilomètres de Brünn, de l'arrivée des Saxons à 15 kilomètres de la place, et réclamant la mise en route immédiate d'une armée de secours.

Le prince Charles, tout en prescrivant de continuer l'évacuation des magasins, ordonna à Lobkowitz de n'abandonner Iglau que lorsque ses troupes seraient exposées à y être coupées. Mais dès le 11, Lobkowitz avait su par sa cavalerie que Frédéric s'était porté sur Trebitsch à la tête de 8,0 0 à 9,000 hommes. Le 12, ses hussards constataient la présence des Prussiens sur ce point.

Le 13 février, la plus grande partie des troupes qui occupaient Iglau se replièrent sur son ordre sur Reichenau et Cerekwe, et, le lendemain, sur Neuhaus. Lobkowitz ne quitta Neuhaus avec sa cavalerie que le 15, à 11 heures du matin. Il avait pu vider les magasins et ne fit brûler que quelques approvisionnements consistant principalement en foin [3].

Le 15 février, le prince Charles ne conservait plus de doutes sur les projets et les intentions de ses adversaires. On cherchait manifestement à l'enserrer. Sa situation était d'autant plus grave qu'il allait bientôt devenir impossible de faire vivre son armée et que, maîtres de toute la Moravie, les alliés pouvaient d'un instant à l'autre couper ses communications avec le Danube et avec Vienne.

Il résolut donc de prendre l'offensive et donna le 16, à son

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Journal du prince Charles, 1742, fasc. XIII, pièce 6.

[2] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), fasc. II, pièce 16.

[3] *Haus, Hof und Staats-Archiv* (Kriegs-Acten), 362, Lobkowitz au prince Charles, 14 février.

armée, l'ordre de se tenir prête à marcher, se réservant de déterminer la direction qu'il lui ferait suivre après avoir conféré à Neuhaus avec Lobkowitz[1].

Mais les maladies, qui dans les dernières semaines venaient de faire de terribles ravages dans ses régiments, et le chiffre effrayant, et croissant sans cesse, des désertions, l'empêchèrent de donner suite à son projet. Le 17 février, au lieu de prendre l'offensive, le prince écrivait de nouveau à Khevenhüller en le suppliant de lui venir en aide et de lui envoyer des renforts[2].

2. Renforcement de l'armée de Bohême.

On avait reçu entre temps, à Vienne, le mémoire de Khevenhüller, et la reine, tout en ne partageant pas entièrement les idées du feld-maréchal, tout en renonçant néanmoins à l'exécution du mouvement projeté sur les derrières des Français, lui avait ordonné d'envoyer 10,000 à 12,000 hommes renforcer le prince Charles. Elle faisait valoir, auprès de Khevenhüller, l'arrivée prochaine de troupes qui, venant du Tyrol, remettraient son armée sur le pied qu'elle avait et le laissait libre de rester en Bavière ou de prendre le commandement du corps qui devait être mis en route sans retard et rejoindre au plus vite le prince Charles. « Le salut de ma maison écrivait-elle, dépend de l'exécution immédiate de ces mesures[3] ».

En présence d'ordres aussi catégoriques, Khevenhüller n'avait plus qu'à s'incliner. Il fit partir immédiatement, sous les ordres du feld-maréchal lieutenant comte de Mercy-Argenteau et des généraux Luzan et Kalckreuth, quatre régiments d'infanterie, 300 hommes des confins militaires et deux régiments de cavalerie[4]. L'infanterie, à l'exception d'un régiment stationné dans la haute Autriche, fut transportée sur des radeaux jusqu'à Linz.

Khevenhüller resta de sa personne en Bavière, où sa présence

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), 1742, Journal du prince Charles, fasc. II, 29, pièce 32.

[2] *K. K. Kriegs Archiv* (Böhmen, 1742), fasc. XIII, pièce 5. (Extraits des lettres du prince Charles.)

[3] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bayern), 1742, fasc. II, pièce 10.

[4] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bayern). Khevenhüller à la reine, Landshut, 19 février 1742, fasc. II, pièce 14.

lui paraissait nécessaire pour surveiller les nouveaux armements des Français; mais en réalité il lui répugnait de servir en sous-ordre sous le prince Charles.

L'armée de Bohême continuait à rester immobile. On s'y bornait à évacuer les malades. On avait eu un moment l'intention de tenter quelque coup de main, mais on abandonna cette idée presque aussitôt. Le 21 février, les hussards autrichiens s'étaient en revanche laissés surprendre à Teltsch par les Saxons et, sauf une escarmouche insignifiante à Ober-Cerekwe, on ne s'engagea nulle part ni avec les Prussiens, ni avec les Saxons. Le prince Charles ne s'en plaignit pas moins à la reine et de Lobkowitz qu'il trouvait trop vif et trop enclin à s'inquiéter des moindres mouvements des Saxons et d'autres généraux qui avaient, disait-il, perdu le goût de faire la guerre[1].

Les maladies continuaient à faire rage. Les officiers, qui, depuis plusieurs mois n'avaient pas reçu leur solde, manquaient de tout.

La fin de février arriva sans que le prince Charles, trouvant son armée toujours trop faible, eût rien entrepris. Il attendait les troupes venant de Bavière qui ne pouvaient le rejoindre avant le 12 mars. Du reste le prince n'avait pu encore arriver à fixer ser idées. Il ne savait contre lequel de ses adversaires il vaudrait mieux se porter et une fois de plus il suppliait la reine de mettre sa responsabilité à couvert en lui envoyant des ordres formels. En attaquant les Saxons, disait-il, il se trouverait entre trois armées : les Français en se portant sur Budweis lui couperaient de plus ses communications avec la haute Autriche, et les Prussiens en poussant sur Znaym, celles avec la basse Autriche. S'il dessine, au contraire, son mouvement contre les Français, les Prussiens, opérant leur jonction avec les Saxons, lui tomberont dessus par Freistadt. Enfin, pour marcher contre les Prussiens il lui faudra évacuer la Bohême et en vider les magasins, ce qui lui prendra pas mal de temps. De plus, les Français le suivront alors pas à pas, et presque tous ceux de ses soldats originaires de la Bohême ne manqueront pas de déserter.

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Extraits des lettres du prince Charles à la reine, 1742, fasc. XIII, pièce 5.

Sans être taxé de *trop de sévérité* à l'égard du prince Charles, on ne saurait s'empêcher de reconnaître qu'il ne possédait aucune des qualités nécessaires pour exercer le commandement suprême dans des circonstances aussi critiques et contre un adversaire de la taille de Frédéric.

3. Mesures prises pour couvrir la basse Autriche contre l'invasion des Prussiens.

Pendant ce temps les Prussiens s'étaient répandus en Moravie, avaient poussé jusqu'à la frontière de la basse Autriche et répandu la terreur dans ce pays qu'on n'avait même pas pu couvrir à l'aide du cordon dont l'établissement avait été décidé lors de la conférence du 28 janvier. Le prince Charles, afin de mettre cette province à l'abri des coups de main des coureurs prussiens, dut par suite se résigner à détacher de son armée deux régiments de dragons et deux de hussards. Arrivés à Neuhaus le 27 ou le 28 février, ils y rejoignirent le feld-maréchal-lieutenant Saint-Ignon, qui, avec les huit régiments de cavalerie dont il disposait désormais, avait reçu l'ordre de se porter de Neuhaus sur Horn.

Mais pendant que ces troupes exécutaient leur mouvement, Posadwosky avait eu tout le temps d'exécuter son raid, de venir avec ses hussards jusqu'à Korneuburg et de jeter l'épouvante à Vienne, dont la garnison se composait d'environ 3,000 hommes et 6,000 bourgeois, auxquels on distribua des armes en toute hâte.

Cette fois encore, Marie-Thérèse seule ne perdit pas un moment ce calme, cette lucidité, ce sang-froid, cette sérénité dont elle ne cessa jamais de faire preuve dans toutes les circonstances critiques. Elle n'avait pas cru un seul instant au danger qu'on redoutait, qu'on s'exagérait autour d'elle. Le raid de Posadowsky avait même servi, jusqu'à un certain point, la cause de Marie-Thérèse. Les paysans de Moravie, exaspérés par les violences et les mauvais traitements des Prussiens, mais restés sourds jusque-là à la voix de la reine, coururent aux armes, se soulevèrent et se mirent dès lors à inquiéter les communications et à enlever les convois des Prussiens.

La gravité des circonstances avait fourni d'autre part à Marie-

Thérèse un moyen, un prétexte, pour stimuler le zèle des généraux, pour les amener à reprendre l'offensive.

Pour ce qui est de Khevenhüller, la reine lui demandait uniquement de faire partir pour la Bohême un corps volant de 1000 à 1500 hussards sous les ordres de Menzel. Khevenhüller, qui ne croyait pas aux conséquences dangereuses du mouvement des Prussiens, ne fut pas fâché de pouvoir, une fois de plus, exposer à la reine les motifs pour lesquels il lui était impossible de se conformer à ses ordres, en se basant sur ce fait que Menzel avait déjà passé le Lech et poussait sur Donauwörth. Il persistait à prétendre que le mouvement des Prussiens n'était rien autre qu'un stratagème de Schmettau, grâce auquel les Autrichiens se croiraient obligés de retirer leurs troupes de Bavière.

Dans la lettre qu'elle adressait le même jour, 1er mars, au prince Charles, la reine insistait encore sur la nécessité de conserver la Bohême jusqu'à la dernière extrémité et de tomber, si faire se pouvait, sur l'un ou l'autre des alliés[1].

Mais quelques jours après on avait appris, par des lettres interceptées, que le roi se proposait d'aller s'établir avec 38 bataillons, 54 escadrons et quelques milliers de hussards et de uhlans entre Krems et Zlabings, afin de couper les communications de l'armée autrichienne avec Vienne, et d'y rester jusqu'au moment où une armée française de 30,000 hommes serait arrivée à Donauwörth et obligerait Khevenhüller à se retirer. Le fait, que le roi avait pris cette résolution, au moment où il venait d'apprendre que la reine se proposait de faire venir des renforts tirés de son armée de Bavière, décida Marie-Thérèse à donner à son armée l'ordre de se porter en Moravie. Elle pensait qu'on aurait d'autant moins de peine à y venir à bout des troupes prussiennes, que les insurgés hongrois allaient, eux aussi, se diriger de ce côté, et qu'on évaluait à 25,000 combattants l'effectif disponible du prince Charles. Du reste, Marie-Thérèse répétait encore au prince Charles qu'elle le laissait entièrement libre d'opérer à sa guise, après s'être préalablement entendu avec le prince Lobkowitz.

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), 1742, fasc. III, pièce 1.

4. Le conseil de guerre de Neuhaus.

Dans l'intervalle, le prince Charles avait pris, d'accord avec Lobkowitz, mais toujours sous la réserve de l'approbation de la reine, la résolution de se porter contre les Prussiens et les Saxons. Le courrier envoyé par le prince le 1er mars rencontra en route celui de la reine. Mais la lettre de la reine, loin d'encourager le prince Charles dans ses résolutions, produisit sur l'esprit de ce général un tout autre effet. Au lieu de se borner à conférer avec Lobkowitz, il réunit, le 4 mars, à Neuhaus un conseil de guerre, auquel il convoqua tous ses feld-maréchaux-lieutenants et deux de ses généraux-majors, et à la suite duquel, se conformant à l'avis de la majorité, il résolut de se porter contre les Prussiens, en laissant à Budweis 4 régiments d'infanterie et 300 chevaux chargés de couvrir les communications avec la haute Autriche. L'armée autrichienne devait se concentrer entre Zlabings et Waidhofen sur la Thaya. Quant à ses opérations ultérieures, comme elles dépendaient des mouvements de l'ennemi, il ne croyait pas pouvoir les fixer à l'avance. Seul le corps de Saint-Ignon, établi entre Zlabings et Altstadt, devait, aussitôt après avoir été rejoint par trois régiments d'infanterie, essayer de chasser les Saxons de leurs quartiers. Enfin, la cavalerie de Lobkowitz, qui avait jusque-là été disposée face au nord, recevait l'ordre de couvrir, du côté de la Moravie, la concentration de l'armée.

Pour ce qui était des troupes venant de Bavière et qui se concentraient aux environs de Linz, le prince comptait les acheminer sur Ybbs et les diriger de là sur son armée. Mais la grosse difficulté consistait dans le déplacement des magasins. Rien que pour ceux de Neuhaus et de Budweis, il s'agissait de réunir pour le moins 4,000 voitures. Les préparatifs retardèrent forcément le mouvement. Le prince en profita pour réfléchir, pour examiner à nouveau la situation. Plus hésitant, plus craintif, plus indécis que jamais, il éprouva, avant de rien faire, le besoin de consulter le feld-maréchal-lieutenant Browne, qui jouissait de toute sa confiance et qu'une indisposition avait empêché d'assister au conseil de guerre de Neuhaus.

Browne déclara au prince que, d'après lui, il fallait se porter de suite contre les Français qui, affaiblis par le détachement de 8 bataillons et de 10 escadrons qu'ils venaient de faire sur Eger, ne pouvaient mettre en ligne que 12,000 hommes. En trois jours il devait, d'après Browne, être aisé de réunir plus de monde qu'il n'en fallait pour bousculer les Français. Les Saxons ne manqueraient pas de se mettre alors aussitôt en retraite et les Prussiens y regarderaient à deux fois avant de continuer à s'avancer.

Si, au contraire, on se décidait à quitter la Bohême, il faudrait laisser au moins 8,000 hommes à Budweis et à Tabor afin d'arrêter le maréchal de Broglie et de l'empêcher de suivre l'armée. Le mauvais temps ne permettait guère d'entreprendre une opération sérieuse contre les Prussiens et les Saxons, opération dont la préparation prendrait, du reste, pas mal de temps.

Enfin, dès que l'armée aura passé la Thaya et aura pénétré en Moravie, le roi de Prusse ne manquera pas de concentrer son armée en arrière de Brünn. Il aura de la sorte atteint le but qu'il se proposait et aura réussi à obliger l'armée à abandonner la Bohême et à dégager la Bavière [1].

Le mémoire de Browne ne pouvait manquer d'impressionner le prince Charles. Sans arrêter pour cela ses préparatifs, il soumit le mémoire à l'appréciation de la cour et donna, en attendant, l'ordre à Mercy-Argenteau de rester à Linz, « ne sachant pas, disait il, quel parti il allait prendre et dans quelle direction il allait se porter » [2].

Mais pendant ce temps, la réponse, que la reine, adoptant les idées de Königsegg, partisan de la marche sur la Moravie, avait chargé d'adresser au prince Charles, tombait entre les mains des Prussiens, et le maréchal de Broglie, mis en éveil par l'activité qui régnait dans les camps autrichiens, avait résolu de pousser sur Wodnian, le 7 mars, une colonne de 6,000 hommes.

Cette attaque obligea le prince Charles à se concentrer à Budweis et à envoyer à Wodnian un renfort de 4 régiments de cavalerie [3].

Broglie, qui avait réussi de la sorte à constater la présence

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv*. Manuscrit de Browne. 1741.
[2] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), fasc. III, pièce 4.
[3] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), fasc. III, pièce 18.

de l'armée autrichienne, fit rentrer ses troupes dans leurs quartiers après avoir approvisionné le château de Frauenberg.

Cette démonstration, insignifiante en elle-même, avait cependant suffi pour replonger le prince Charles dans de nouvelles indécisions.

A Vienne, on voyait encore moins clair dans la situation, d'autant moins clair qu'on y avait reçu la nouvelle de l'arrivée sur la rive droite du Rhin de troupes fraîches venant de France et destinées à chasser Khevenhüller de la Bavière.

La reine, quoique peu satisfaite de la façon dont le prince exerçait le commandement, mais ne voulant, d'autre part, lui témoigner la moindre méfiance, ne pouvait, dans sa lettre du 10, que regretter le temps précieux qu'on perdait en correspondances inutiles avec la cour et l'inviter une fois de plus à se porter vigoureusement et immédiatement contre l'un de ses adversaires [1].

Une fois de plus la reine mettait, en somme, le prince en demeure de prendre un parti. Dans l'intervalle, le commandant de l'armée de Bohême avait envoyé à Linz, à Mercy-Argenteau [2], l'ordre de le joindre en passant par Freistadt. Cet ordre prouve bien qu'à ce moment le prince ne savait encore contre qui il allait marcher ; mais un pareil mouvement devait en tout cas retarder sensiblement l'ouverture des opérations, surtout dans le cas où le prince aurait voulu avoir tout son monde sous la main avant de rien entreprendre contre les Saxons et les Prussiens.

Enfin, lorsqu'il reçut la lettre de la reine, il n'eut rien de plus pressé que de réunir à Neuhaus un nouveau conseil de guerre, dans lequel, naturellement, on ne décida rien. On devait simplement continuer à se préparer à prendre l'offensive en Moravie. Afin de couvrir contre les coups de main des Saxons et des Prussiens le transport des magasins à Waidhofen, Lobkowitz devait, avec sa cavalerie et le corps de Saint-Ignon, s'établir en cordon de Königseck à Horn.

Saint-Ignon, qui était depuis le 2 mars sur la ligne Altstadt—

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), 1742, fasc. III, pièce 22.

[2] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Le prince Charles au F. M. L. Mercy-Argenteau, Budweis, 9 mars 1742, fasc. III, pièce 21.

Zlabings, avait poussé sur Pulkau le général d'Ollone avec l'ordre d'enlever le bataillon prussien qui s'y trouvait. Découvert en route par les patrouilles et les reconnaissances prussiennes, d'Ollone fut repoussé le 6 mars et contraint de se replier.

Avec sa cavalerie, Saint-Ignon s'était porté à petites journées par Waidhoffen sur Horn, où il arriva le 13 mars et où, renforcé par un régiment de cuirassiers, il forma la droite du cordon. Ses deux régiments d'infanterie étaient restés à Zlabings.

Les Saxons s'étant repliés à ce moment au nord de Znaym, Lobkowitz en profita pour étendre son cordon vers le nord et en poussa la gauche jusqu'à Humpoletz, au nord d'Iglau, à peu de distance de Deutsch-Brod[1].

Il était désormais évident que les Saxons et les Prussiens étaient en train d'opérer leur concentration plus en arrière, du côté de Brünn. Saint-Ignon n'en resta pas moins immobile à Horn, se contentant de faire de temps à autre battre l'estrade dans la direction de Znaym.

Ses coureurs y enlevèrent, le 9 mars, un officier saxon, qui portait au bataillon, chargé de garder les ponts de la Thaya, l'ordre de suivre le mouvement rétrograde de l'armée du roi. Les hussards autrichiens en profitèrent pour attaquer le lendemain à Drosendorf ce bataillon, qui fit bonne contenance, les repoussa et continua ensuite sa marche sur Znaym.

Les Autrichiens ne parvinrent, du reste, ni à inquiéter, ni à accélérer la retraite des Saxons, qui ne quittèrent Znaym que le 19, après avoir eu le temps de faire filer les approvisionnements existant dans cette ville et de couper les ponts de la Thaya, considérablement grossie par le dégel et les pluies. Saint-Ignon s'arrêta à Pulkau avec sa cavalerie sans même songer, lorsque les ponts furent réparés, à faire côtoyer et inquiéter les Saxons en retraite sur Brünn.

Le prince Charles n'avait pas, lui non plus, profité du mouvement rétrograde de ses adversaires pour reprendre les opérations. Il est juste de reconnaître toutefois que les renforts, que lui amenait Mercy-Argenteau, n'arrivèrent à Budweis que du 22 au 26 mars.

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Annexe au journal du prince Charles, 1742, fasc. XIII, pièce 6.

5. Evénements militaires sur les confins de la basse Autriche et de la Moravie.

Le général Baranyay, chargé de couvrir la basse Autriche avait, dans les premiers jours de mars, pris position d'abord à Mistelbach, puis à Poisdorf, avec un régiment de hussards, 900 insurgés et portalistes, quelques cuirassiers et fantassins, tirés de la garnison de Vienne, et des paysans armés qui avaient porté l'effectif total de ses troupes à près de 4,000 hommes.

Loin de rester inactif comme les autres généraux, Baranyay avait de suite poussé des colonnes volantes de cavalerie contre les postes prussiens de Laa, Nikolsburg, Eisgrub et Lundenburg, et envoyé des coureurs en Moravie.

Le 10 mars, informé par ses patrouilles de découverte du mouvement de recul des Prussiens sur Brünn, il faisait enlever un piquet prussien près de Laa, arrivait le 10 au soir en vue de cette petite ville occupée par un bataillon prussien, brûlait les ponts et coupait ainsi la retraite aux troupes du colonel von Dohna. Ne pouvant enlever cette localité entourée de murs et bâtie sur une île formée par la Thaya et par une de ses dérivations qui alimente un moulin, Baranyay espérait prendre les Prussiens par la famine.

Malheureusement pour lui, Dohna avait pu envoyer un émissaire à Frédéric à Pohrlitz, et, le 12, après avoir combattu pendant près de trois heures contre le régiment d'infanterie que le roi fit partir en toute hâte, Baranyay dut se décider à battre en retraite. Le lendemain 13, il faisait du reste occuper Laa aussitôt après le départ des Prussiens, pendant que, sur l'ordre du Conseil aulique de la guerre, il se dirigeait vers Lundenburg avec le gros de son détachement.

Il n'en continua pas moins à inquiéter les Prussiens en Moravie, à maintenir les communications entre Vienne et Brünn. Ses coureurs entrèrent même jusque dans les cantonnements des Prussiens; le 15, ils poursuivirent une patrouille prussienne jusqu'à hauteur des premières maisons de Pohrlitz, qu'occupait un bataillon prussien [1], et le 21 ils poussèrent l'au-

[1] *Correspondance politique* II, 745. Le roi au général chevalier de Saxe, Selowitz, 16 mars 1742.

dace jusqu'à attaquer, à Gross-Selowitz, le quartier général du roi [1].

6. Evénements militaires sur les frontières de Moravie et de Hongrie.

Sur la frontière hongroise on avait établi, dès le mois de février, un cordon de troupes qu'on se proposait de renforcer dans le courant de mars, de façon à donner à ce rassemblement une force suffisante pour permettre à son chef, le feld-maréchal-lieutenant Ghylanyi, de contrarier les opérations des Prussiens en Moravie. Mais le 15 mars, ce général n'avait autour de lui que 6,000 hommes manquant à un point tel d'instruction et de solidité, qu'ils furent hors d'état d'opposer la moindre résistance au prince Thierry d'Anhalt.

Le 9 mars, ce prince, chargé par le roi de disperser les insurgés hongrois dont on s'était exagéré le nombre, et de renvoyer sur Ungarisch-Hradisch et Kremsier tout le bétail dont il réussirait à s'emparer, rassembla à Auspitz sa colonne forte de 8 bataillons, 30 escadrons et 4 pièces de gros calibre. Le 10 il poussait sur Göding, y surprenait le major Gyulay et l'obligeait à mettre bas les armes avec 5 officiers et 287 hommes.

A la première nouvelle de la marche des Prussiens, Ghylanyi avait fait occuper Wessely et Strassnitz et s'était établi de sa personne à Ungarisch-Ostrau. Informé le soir même de la surprise de Göding, il ne laissa que des postes dans ces localités et donna à ses troupes l'ordre de se concentrer au pont de Rohatetz. Le 11 et le 12, il ramena la plus grande partie de son monde à Skalitz, où le prince Thierry d'Anhalt, trompé par de faux rapports qui évaluaient à 18,000 le nombre des insurgés réunis sur ce point, avait hésité à les attaquer.

Le 13, le général prussien se porta contre cette ville, prit ses dispositions de combat sur les bords mêmes de la March ; mais Ghylanyi, qui n'avait avec lui, en dehors des insurgés, que 3 petits bataillons de nouvelle formation, n'osa pas risquer un

---

[1] Journal d'opérations du chevalier de Saxe.

engagement et se mit en retraite sur Holics, couvert par 900 chevaux de l'insurrection.

A 5 heures 1/2 du soir le prince Thierry, prévenu du départ de Ghylanyi, entrait à Skalitz. Sa cavalerie se lança aussitôt sur les traces du feld-maréchal-lieutenant. Son apparition et deux ou trois coups de canon suffirent pour débander complètement les insurgés, qui s'enfuirent dans toutes les directions. Il ne resta autour de Ghylanyi qu'une soixantaine de cavaliers avec lesquels il se retira jusqu'à Szenic où il retrouva 300 fugitifs qui, d'ailleurs, pris subitement de panique le lendemain matin, l'abandonnèrent de nouveau. Profondément découragé par ces tristes événements qu'il n'avait pu empêcher, Ghylanyi n'en essaya pas moins de rallier les bandes de l'insurrection, tout en demandant du reste à être relevé d'un commandement aussi ingrat.

Le 14 mars, le prince Thierry d'Anhalt quitta Skalitz pour se rejeter sur la Moravie. Il se porta sur Ungarisch-Brod où son avant-garde surprit et enleva un poste de hussards. Ungarisch-Brod, cerné pendant la nuit, se rendit le 16 au matin.

Plus au nord, du côté de Walachisch-Meseritsch, des bandes de paysans armés avaient essayé de tendre, le 3 mars, près de Neutitschein, une embuscade à un bataillon prussien en marche sur Kremsier. Le 5, soutenus par quelques hussards, ils avaient tenté un autre coup de main contre des postes prussiens de Napagedl.

Les Valaques avaient en même temps fait des incursions en Silésie, poussé le 6 du côté de Teschen et occupé le 13, aussitôt après le départ des Prussiens, Leipnick et Weisskirchen.

Frédéric, décidé à mettre fin à cet état de choses, envoya au prince Thierry l'ordre de se porter sur Walachisch-Meseritsch. Passant par Holleschau et marchant à petites journées, le prince tomba le 22, avec ses hussards, près de Wsechowic, sur 300 Valaques qui n'opposèrent qu'un semblant de résistance.

Cette affaire suffit pour calmer, dans ces parages, l'effervescence des paysans; de plus le 24 le prince Thierry attaquait Walachisch-Meseritsch, où il ramassait 7 canons, et le 26 ses troupes rentraient dans leurs quartiers et s'établissaient depuis la March jusqu'à la basse Thaya.

VII.

DÉFENSE DE BRUNN.

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que, vers la fin de janvier, au moment où les troupes prussiennes dépassèrent Wischau et semblèrent vouloir menacer Brünn, les ouvrages de la place et ceux du Spielberg étaient absolument délabrés, dépourvus d'artillerie et gardés seulement par quelques débris des garnisons de Troppau et d'Olmütz. Les Prussiens auraient donc pu ou s'emparer sans peine de la ville, ou tout au moins bloquer le Spielberg. Contre toute attente ils s'arrêtèrent aux environs de Wischau et laissèrent arriver à Brünn des canons, des munitions et des troupes, si bien que, le 8 février, la garnison de la ville se composait déjà de 3,528 combattants, répartis en trois brigades : l'une, celle du Spielberg, sous les ordres du général Roth, les deux autres dans la ville, sous les généraux Terzy et Andrassy. Cette garnison allait d'ailleurs être renforcée par un millier de hussards et par quelques compagnies de garde bourgeoise.

Les Prussiens n'inquiétèrent en aucune façon les travailleurs, laissèrent les hussards escorter d'Ungarisch-Hradisch à Brünn les vivres qu'on y avait réunis et lever en toute tranquillité des contributions dans tout le pays. Leur attitude semblait donc confirmer ce que le roi avait dit à Pfütschner à Olmütz, lorsqu'il lui avait déclaré qu'il ne songeait en aucune façon à rien entreprendre contre Brünn.

Le manque de cavalerie empêcha Seherr d'inquiéter, comme il aurait voulu pouvoir le faire, le mouvement des Prussiens sur Gross-Bitesch. Le 9 février cependant, protégés par le brouillard, quelques hussards poussèrent jusqu'à un millier de pas de l'escorte de Frédéric et enlevèrent un officier de dragons. Mais en réalité Seherr ne put étendre le rayon d'action de sa cavalerie que lorsqu'il eut reçu le régiment de hussards Beleznay. A peine arrivé à Brünn, ce régiment entreprit toute une série de coups de main hardis contre la ligne d'étapes que les Prussiens avaient établie de Wischau à Znaym par Austerlitz, Mönitz, Pohrlitz et Irritz.

Au commencement de mars les troupes de Schwerin se rapprochèrent de l'armée, et l'on en profita pour resserrer les lignes d'investissement sur les faces sud et est de Brünn. Il ne resta, au nord de la place, que six compagnies de grenadiers à Wischau et trois à Prossnitz.

Beleznay en profita aussitôt. Le 5 mars il enlève le magasin de Boskowitz et envoye à Brünn dix voitures chargées de grain. Le 8, il part de Brünn avec 300 hussards, rejoint les escadrons qu'il avait laissés à Boskowitz et tente un coup de main sur la communication entre Olmütz et Prossnitz. Dans la nuit du 10, il entre avec eux dans les faubourgs d'Olmütz et y enlève une trentaine d'hommes et tout l'équipage de campagne du roi.

Les coups de main des hussards avaient eu une portée considérable; on avait de la sorte réussi, non seulement à inquiéter et à préoccuper les Prussiens, mais leur exemple et leurs succès décidèrent les populations exaspérées et ruinées par les vexations et les violences des Prussiens[1], à se défendre les armes à la main. Ces bandes indisciplinées, incapables de s'attaquer aux troupes régulières, n'en rendirent pas moins de grands services, en enlevant des courriers et même de petits détachements.

Ce fut, comme nous l'avons dit, au commencement de mars que le roi reconnut la nécessité d'investir Brünn et de se porter, avec toute son armée, des bords de la Thaya vers l'est et le sud de Brünn. Le 8 mars, les troupes prussiennes commencèrent leur mouvement; le 9, le roi qui avait quitté Znaym avec un second échelon, arriva le soir à Irritz et y régla la disposition des troupes chargées du blocus de Brünn, que les Saxons devaient assurer à l'ouest et les Prussiens à l'est de la Zwittawa-Schwarzawa. Les Saxons devaient établir 9 bataillons au nord de Brünn, à Kinitz et Ewanowitz; les Prussiens, 7 bataillons sous les ordres du général Truchsess, sur la ligne Nennowitz—Schlapanitz—Raussnitz. L'investissement de la place devait être achevé le 15 mars. Le général La Motte était chargé de cantonner 6 ba-

---

[1] Le général saxon Renard écrivant, le 26 mars, à l'Electeur, lui dit : « Les Prussiens ont levé des contributions énormes, emmené des otages, enrôlé de force les jeunes gens du pays, mis la main sur tous les produits de la terre et sur tous les animaux. Non contents de se faire nourrir avec abondance, ils ont tout déménagé, tout jusqu'aux lits. Les villages qu'ils quittent ne sont plus que des ruines désertes ». (*Archives saxonnes*, fasc. 1165.)

taillons et 15 escadrons dans les localités situées sur la basse Schwarzawa et la Thaya pour couvrir les lignes d'investissement du côté du sud, et Frédéric, qui s'était rendu le 11 à Pohrlitz, mit le 13 son quartier général à Gross-Selowitz.

Les Saxons ne marchèrent, comme on devait s'y attendre, qu'avec une extrême lenteur. Leurs régiments décimés par les maladies ne présentaient plus qu'un effectif des plus réduits. Leurs compagnies comptaient à peine de 50 à 60 combattants. On avait demandé du canon[1] au roi de Pologne pour assiéger Brünn. « Ce prince le refusa faute d'argent. » Les Saxons se plaignaient de plus des quartiers que les Prussiens ne leur assignaient qu'après avoir eu le soin de les occuper et de les épuiser avant eux. Leurs généraux, mécontents et désappointés, ne cessèrent d'insister sur les conséquences désastreuses de ce mouvement : l'armée saxonne ne trouvera pas, disaient-ils, un morceau de pain; la Moravie a été si terriblement dévastée que, si elle est attribuée, à la paix, à l'Électeur, elle ne lui rapportera rien avant quinze ans. Quelques jours plus tard, le 2 avril, le général Renard allait plus loin encore dans ses réclamations. Il déclarait à son souverain que son armée, après avoir marché tout l'hiver, était absolument épuisée : c'étaient les Saxons qui avaient tout le temps été obligés de couvrir les Prussiens afin de leur permettre de tirer de la Moravie jusqu'aux dernières ressources du pays et de ménager leurs troupes. Il appelait l'attention d'Auguste III sur les intentions de Frédéric, qui ne craignait pas de déclarer qu'il se retirerait sur la haute Silésie, si les Français éprouvaient un échec un peu sérieux.

Le 15 mars, les Saxons, qui n'avaient laissé que quelques déta-

[1] Frédéric, dans l'*Histoire de mon Temps*, explique d'une façon assez amusante le refus d'Auguste III. « Il venait, dit-il, de dépenser 400,000 écus pour acheter un gros diamant vert ; il voulait la chose (Brünn) et se refusait aux moyens. »

Frédéric n'avait pas attendu la publication de l'*Histoire de mon Temps* pour formuler ses griefs contre Auguste III et les Saxons. Ecrivant à Jordan, de Chrudim, le 5 mai 1742, il lui disait : « La Moravie, qui est un très mauvais pays, ne pouvait être soutenue faute de vivres, et la ville de Brünn ne pouvait être prise à cause que les Saxons n'avaient pas de canons, et que, lorsqu'on veut entrer dans une ville, il faut faire un trou pour y passer. D'ailleurs, le pays est mis en tel état que l'ennemi ne saurait y subsister et que, dans peu, vous l'en verrez ressortir. »

chements à Znaym et Erdberg, atteignirent la ligne Jaispitz—Kromau—Eibenschitz—Namiest—Mährisch-Budwitz. Le chevalier de Saxe mit son quartier général à Kromau où il resta jusqu'au 21, bien que le roi eût voulu laisser ses troupes dans cette dernière localité. Les dissentiments, qui se produisirent à ce propos, obligèrent le roi à retarder encore de cinq jours la date de l'investissement.

Seherr, qui avait profité du répit qu'on lui avait laissé pour renforcer les ouvrages de Brünn et du Spielberg, avait en outre mis tout en œuvre pour contrarier les projets de son adversaire.

Frédéric, quoique contraint d'attendre jusqu'au 20 pour former le blocus de Brünn, n'en avait pas moins tenu à couper de suite les communications de la place avec le nord et, le 13 mars, il avait donné, au général Truchsess l'ordre d'occuper le village de Lösch, sur la route de Brünn à Jedownitz.

Combat de Lösch (14 mars 1742). — Truchsess se porta avec son régiment de Turas sur Schlapanitz où il laissa un bataillon et occupa Lösch avec un autre bataillon. Il avait à peine eu le temps d'établir ses avant-postes sur les hauteurs à l'ouest de Lösch, lorsque les hussards attaquèrent les Prussiens.

Seherr, prévenu par ses émissaires du mouvement de Truchsess, avait immédiatement poussé sur Lösch les hussards de Beleznay qui, après après avoir malmené les avant-postes prussiens, fit mettre pied à terre à ses cavaliers et obligea Truchsess à s'enfermer dans le château. Dès qu'il eut été rejoint par quelques compagnies d'infanterie, Beleznay fit sommer Truchsess de se rendre. Devant le refus énergique du général prussien, il mit le feu aux communs et aux maisons voisines du château, pendant que son infanterie, répartie en deux groupes, s'établissait au sud de Lösch. Chassé du château par l'incendie, Truchsess dut se frayer un passage à la baïonnette et se replier au prix de pertes sensibles, et en abandonnant un de ses canons, jusqu'à 800 mètres au sud-ouest de Lösch où il rallia les restes de son bataillon, et le forma en carré pour continuer sa retraite en bon ordre sur Schlapanitz. Le général Truchsess avait été blessé dans cette affaire.

Seherr avait d'ailleurs réussi à atteindre le but qu'il s'était proposé; les Prussiens, renonçant à investir Brünn du côté du

nord, se contentèrent d'interdire aux Autrichiens l'usage de la route de Wischau. Le roi avait, de plus, dû céder devant les réclamations du chevalier de Saxe, et se résigner à faire occuper par ses troupes une partie du secteur qu'il avait voulu confier à la garde des Saxons.

Le 18 mars, le chevalier de Saxe, arrivé au quartier général du roi, régla avec lui tous les détails de l'investissement qui devait être complètement achevé le 24 et divisa son corps en deux divisions. La division Jasmund devait s'établir au nord et à l'ouest de Brünn, la division Renard au sud. Une brigade de cette division restait en réserve générale à Eichorn, Bitischka, Rossitz et Eibenschitz. La cavalerie se cantonna sur la ligne Blansko—Namiest.

Les Saxons commencèrent leur mouvement le 20, mais retardés par le mauvais état des chemins ils ne purent arriver que le 25 sur la ligne Mödritz—Strutz—Bysterz.

Escarmouche de Mödritz (21 mars 1742). — Les hussards autrichiens avaient continué à harceler les colonnes ennemies pendant ces quelques jours. Un de leurs partis réussit, rien qu'en se montrant, à arrêter pendant une grande partie de la journée une colonne saxonne, forte d'un régiment d'infanterie, d'un escadron de cavalerie et de quelques uhlans, qui n'osa pas déboucher des bois et n'entra à Strutz que le soir après le départ des hussards.

La colonne du général Rochow, arrivée le 20 au soir à Mödritz, eut à deux reprises affaire avec les hussards pendant la journée du 21.

A 4 heures du matin, quelques hussards Esterhazy, venant de Poisdorf avaient surpris les postes de uhlans saxons. Le soir venu, le colonel Beleznay ne craignit pas de venir avec quelques hussards alarmer les quartiers saxons de Mödritz. Le colonel faillit payer chèrement son audace. Plus heureux que l'officier qui l'avait accompagné, il ne dut son salut qu'à l'obscurité et à la vitesse de son cheval.

Surprise de Skalitzka (23 mars 1742). — Le 23, les hussards prirent une revanche éclatante. Un des officiers de Beleznay, envoyé avec 250 hommes au nord de la place, afin d'y réquisitionner des vivres et du bétail, avait appris que des dragons

saxons étaient en marche sur Blansko et Czernahora. Il résolut de les surprendre et leur tendit une embuscade dans un chemin creux près de Skalitzka. Ce coup, qui réussit à merveille, puisque le capitaine Imeri, qui commandait ce parti, rentra le soir à Brünn en y ramenant 10 officiers parmi lesquels le lieutenant-colonel des dragons, 114 sous-officiers et soldats et 160 chevaux, produisit sur les Saxons un tel effet, que le chevalier de Saxe crut utile d'envoyer, le 25, 4 escadrons et 1 bataillon de grenadiers pour dégager l'autre escadron de dragons qu'il croyait compromis, et qui s'était retiré sur Tischnowitz, dès que son chef eut été informé du coup de main des hussards.

Investissement de Brünn. — L'activité déployée par la garnison, jointe au mauvais état des chemins, avait donné raison au chevalier de Saxe qui, dès le 22, avait demandé au roi de remettre au 28 la date choisie pour la fermeture du blocus. Le 26 et le 27, les Saxons se portèrent vers les points qui leur avaient été indiqués, tandis que le feld-maréchal Seherr, afin d'obliger les assiégeants à camper, faisait incendier toutes les localités situées sur la ligne probable d'investissement.

Le 27, on réussit à mettre le feu au village de Parfuss, déjà occupé par un régiment saxon qui y perdit, de cette façon, la plus grande partie de ses bagages, et à endommager sérieusement 4 canons régimentaires.

A partir du 27, en dépit des menaces des généraux prussiens et saxons, il ne se passa pas de jour qui ne fût marqué par des incendies allumés par les paysans eux-mêmes. Le 29, le feu réduisait en cendres Strzelitz et Nihow ; le 30, Schlapanitz ; le 31, Brisennitz et Jundorf ; le 3 avril, Medlanko, Frainspitz, Lautschitz et quelques villages voisins d'Austerlitz ; le 6, enfin, c'était le tour de Turas. Le nombre des villages et localités incendiés ne s'éleva pas, d'après les différentes évaluations données par Frédéric lui-même, à moins de 16 ou même de 22 [1].

---

[1] Frédéric II (*Histoire de mon Temps*) : « Le commandant de cette place était un homme intelligent. Il envoyait des gens déguisés pour mettre le feu aux villages que les troupes occupaient. Toutes les nuits il y eut des incendies. On compta plus de seize bourgs, villages ou hameaux qui périrent par les flammes. »

Correspondance politique, II, 781. Au conseiller baron Le Chambrier, à

Le 28 mars, le chevalier de Saxe se porta, avec 6 bataillons, 2 escadrons et les uhlans de Bisterz, vers le nord de la place, tandis que le général Rochow l'investissait par le sud avec les autres bataillons. Mais, au lieu d'établir ses troupes aussi près de la ville et du Spielbérg qu'il avait l'intention de le faire, le chevalier de Saxe, après avoir reconnu la place, crut prudent de les arrêter sur la ligne Rzeczkowitz—Komein—Parfuss—Morbes—Unter-Gerspitz.

En somme, les assiégeants se tinrent à plus de 4 kilomètres de la place et ne purent même pas fermer leurs lignes d'investissement, interrompues sur une assez vaste étendue au nord-est entre Rzeczkowitz et Bellowitz. Les hussards profitèrent naturellement de cette trouée pour prendre à revers les quartiers des Saxons, couper leurs communications et tenir les troupes assiégeantes perpétuellement sur le qui-vive.

Le roi n'en était que plus décidé à parachever l'investissement. Il alla même, en présence des réclamations du chevalier de Saxe qui, se plaignant du manque de vivres dont souffraient ses soldats, proposait au roi de ramener toute l'armée à Olmütz, jusqu'à fournir du pain aux Saxons et à leur assigner toute une zone de pays pour leur ravitaillement, mais à condition qu'ils se rapprocheraient de la place. Le 31 mars, en effet, 4 bataillons de la division Jasmund et 2 bataillons tirés de la brigade de réserve allèrent s'établir dans des localités plus voisines de la ville. Ce mouvement donna lieu à une petite escarmouche qui se termina par l'incendie du village de Jundorf.

Quant aux Prussiens, ils n'avaient pas bougé et n'avaient rien fait pour fermer l'investissement. Le roi trouvait qu'il était inutile d'exposer ses troupes en les établissant à portée du canon de la place. Ce simulacre d'investissement ne dura d'ailleurs pas longtemps. Le 3 avril les Prussiens commencèrent à s'éloigner de Brünn. Le 7, les Saxons suivirent leur exemple. Trois salves de l'artillerie de la place et du Spielberg saluèrent le départ des assiégeants.

Paris. Wischau, 6 avril 1742. (Précis des raisons qui ont déterminé le roi de Prusse de marcher avec ses troupes de la Moravie en Bohême.) « ... Les Autrichiens ont fait brûler par une troupe d'incendiaires plus de vingt villages de nos cantons. »

VIII.

FRÉDÉRIC II CHERCHE A RENOUER DES NÉGOCIATIONS.

Il ressort de tout ce qui précède que, en réalité et pour des raisons que nous avons déjà eu lieu d'exposer au moins en partie, la prise de Brünn ne tenait pas fort à cœur au roi. Après avoir négligé cette place, il n'en entreprit peut-être bien le siège que pour employer utilement le temps et attendre ainsi l'arrivée, sur le théâtre de la guerre, des armées alliées avec lesquelles il comptait, quelques mois plus tard, porter un coup mortel à l'Autriche. En réalité Frédéric ne se souciait pas d'entreprendre des opérations qui ne devaient profiter qu'à ses alliés. En bon négociant, il voulait que la guerre lui rapportât de gros intérêts. Il ne se gêne pas, du reste, pour le dire précisément à propos de Brünn, lorsque dans l'*Histoire de mon Temps* il s'écrie : « Après tout, pourquoi s'opiniâtrer à conquérir cette Moravie pour laquelle le roi de Pologne, qui devait l'avoir. témoignait tant d'indifférence? » Le roi avait d'ailleurs été d'assez mauvaise humeur pendant tout le mois de mars. Les événements n'avaient pas pris la tournure qu'il voulait et l'avaient « fait réfléchir sur la situation où il se trouvait ». Bien qu'il eût appelé à lui ses troupes stationnées dans le nord de la Moravie et dans la haute Silésie, l'effectif de son armée était d'autant moins considérable qu'alarmé par les nouvelles de Hongrie[1], il avait cru nécessaire de détacher le prince Thierry d'Anhalt afin de couvrir la haute Silésie, qu'il avait complètement dégarnie.

Malgré les brillants résultats de l'expédition du prince Thierry, le roi résolut de couvrir Olmütz et la haute Silésie contre les tentatives éventuelles de l'insurrection hongroise, et ordonna au prince héritier d'Anhalt de venir se poster, avec 17 bataillons et 35 escadrons, sur la ligne Troppau—Ratibor. Presque au même moment, tout en approuvant le projet de Broglie de se retirer

---

[1] *Correspondance politique*, II, 740 et 741. Au cardinal de Fleury et au roi de Pologne, Selowitz, 15 mars 1742.

derrière la Beraun en cas d'une attaque sérieuse des Autrichiens, il avait refusé de prendre l'offensive, comme Valory lui avait demandé de le faire, afin de détourner de Prague les dangers qui semblaient menacer la capitale de la Bohême. Le roi avait au contraire, déjà à ce moment, songé sérieusement à se replier sur Olmütz.

S'il ne donna pas suite à ce projet, ce fut, d'une part, à cause du mauvais effet que cette résolution aurait produit sur ses alliés, mais surtout parce que, en agissant de la sorte, il s'interdisait tout moyen de renouer des négociations latérales et secrètes avec la cour de Vienne.

C'était à cet état de choses qu'il faisait allusion lorsqu'il écrivait, le 11 mars, à Jordan : « Les choses s'embrouillent de plus en plus, et il n'est aucune prudence humaine qui, dans un état aussi critique, puisse juger solidement des affaires[1] ».

Il convient d'ajouter encore que la réponse peu favorable, faite par la reine aux propositions que Giannini avait été chargé de lui transmettre, n'était pas de nature à le satisfaire. La cession de Glatz ne suffisait plus pour satisfaire son appétit. Mais, toujours prudent et ne voulant jamais compromettre l'avenir, le roi, avant de s'éloigner de Brünn, avait eu soin de dire qu'il ferait connaître ses résolutions le mois suivant. Aussi, tout en rejetant à ce moment les offres de lord Hyndford, en lui refusant même l'autorisation de se rendre à son quartier général, le roi s'était gardé de refermer la porte entr'ouverte par les missions de Pfütschner et de Giannini.

Il avait pu constater que l'Autriche et la Hongrie étaient en mesure de lui opposer une résistance plus énergique qu'il ne l'avait cru dans le principe. Décidé à continuer la guerre jusqu'au moment où il obtiendrait de la reine des conditions avantageuses, il se rendit compte de la faute qu'il avait commise en entrant en campagne avec trop peu de monde. Grâce aux ordres qu'il envoya au prince Léopold d'Anhalt, qu'il se réservait de pousser de Jägerndorf, où il devait se trouver le 30 avril avec 14 bataillons et 25 escadrons, sur la Hongrie, du côté de Tyrnau, le roi comptait pouvoir, tout en laissant 16 bataillons et

---

[1] *Œuvres posthumes*. Correspondance à Jordan, de Porhlitz. 11 mars 1742.

15 escadrons en Bohême et en Silésie, 25 bataillons et 36 escadrons dans les provinces de la Vieille-Prusse, exécuter pendant l'été son mouvement projeté sur Vienne et Pressburg avec deux armées fortes ensemble de 54 bataillons et 135 escadrons.

Il ne tarda pas, du reste, à s'apercevoir que l'attitude de ses alliés contrarierait la réalisation de ce plan. L'empereur Charles VII, loin de vouloir coopérer à ce projet en mettant du monde en Bohême et en y retenant une bonne partie des troupes de la reine, multipliait ses doléances et ne faisait que gémir sur le sort de ses États héréditaires occupés par l'ennemi.

La marche des renforts français s'effectuait d'une façon si déplorable, tellement contraire aux principes les plus élémentaires, que chacun de leurs échelons avait la plus grande chance d'être battu et anéanti isolément et en détail par Khevenhüller. « Le fardeau de la guerre pesait presque uniquement sur les épaules des Prussiens[1]. »

Le 15 mars, le roi essaya une dernière fois de décider ses alliés à entreprendre une action combinée, tendant à un but nettement déterminé, et adressa à cet effet trois lettres, à Belle-Isle, à Fleury et à l'empereur Charles VII[2]. A tous il demandait de renforcer le corps de Bohême. Il invitait Belle-Isle à veiller à ce que les renforts ne marchassent pas éparpillés. Après avoir parlé au cardinal des affaires politiques de l'Europe, de la révolution de Russie, de l'agitation qui régnait en Angleterre, il décochait en passant un trait au maréchal de Broglie en priant le cardinal de lui envoyer de bons officiers généraux. Il lui garantissait que « le tableau deviendrait bientôt plus riant » et ne manquait pas d'ajouter : « Il n'y a offres et propositions que la reine de Hongrie ne m'ait faites pour me séparer de l'alliance, mais le tout est peine perdue, et vous voyez, par les efforts que je fais, le peu d'effet qu'ont eu toutes ces négociations... »

Avec l'empereur, son ton est tout différent. Il faut, « pour l'amour des propres intérêts de Charles VII », que l'empereur renforce au plus vite le maréchal de Broglie ; il faut au maréchal 20,000 hommes outre ce qu'il a, « sans quoi la Bohême est per-

---

[1] Frédéric II. *Histoire de mon Temps*, ch. V.

[2] *Correspondance politique*, II, 739, 740, 742. A Belle-Isle, au cardinal de Fleury, à l'empereur Charles VII, Selowitz, 15 mars 1742.

due au printemps, notre communication délabrée, nos troupes sur la défensive et les Saxons coupés de Dresde » ceci vaut des réflexions sérieuses... ».

A ce moment, le roi est encore sérieusement et réellement disposé à agir de concert avec ses alliés : il veut entreprendre contre Marie-Thérèse une campagne décisive qui lui vaudra des accroissements considérables.

Mais, dès le lendemain du jour où il avait expédié ces trois lettres, « il arriva dans le ministère anglais un changement » qui n'était guère de nature à favoriser la réalisation des projets de Frédéric. « On fouetta le roi sur le dos de son ministre, comme le dit spirituellement Frédéric, il fut obligé de chasser Walpole, que milord Carteret remplaça. » Le roi ne se dissimula pas un instant la gravité de cet événement. « Ma foi, l'honneur de faire tourner la grande roue des événements de l'Europe est un travail très rude », écrit-il, le 17 mars, de Selowitz à Jordan, et, songeant à sa situation actuelle, la comparant aux années tranquilles d'autrefois, il ajoute : « A présent, je vogue en pleine mer, une vague m'emporte jusqu'aux nues, une autre me rabaisse dans les abîmes et une troisième me fait remonter plus promptement encore jusqu'à la plus haute élévation ».

L'événement était, en effet, d'autant plus grave que Carteret, partisan avéré de l'alliance autrichienne, avait juré une haine implacable à tout ce qui portait le nom français. « Cet Anglais ne démentit pas l'opinion qu'on avait de lui, il fit payer des subsides à la reine de Hongrie et la prit sous sa protection ; il fit passer des troupes anglaises en Flandre... [1] »

En réfléchissant sur la situation que ce changement de ministère faisait à la France, « sur les pitoyables généraux qui conduisaient les Français, sur la faiblesse de leur armée, sur la faiblesse encore plus grande de celle de l'empereur [1] », Frédéric reconnut que le moment était venu pour lui « de ne pas s'enfoncer trop avant dans ce labyrinthe, mais d'en chercher l'issue au plus tôt ». La prudence lui conseillait de profiter des avantages momentanés de la situation, de se séparer, si faire se pouvait, sans bruit et sans éclat de ses alliés. N'était-il pas encore à ce

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*.

moment l'adversaire le plus redoutable de l'Autriche, lui dont les troupes occupaient une partie de la Bohême, la haute Silésie et la Moravie ? La trace du combat, assez court du reste, qui se livra dans l'esprit de Frédéric, se retrouve tout au long dans deux pièces, sans date il est vrai, mais évidemment rédigées le 15 ou le 17 mars 1742, et qui figurent dans la ***Correspondance politique***, II, n°s 768 et 769, sous les titres d' « ***Exposé des raisons que je puis avoir pour rester dans l'alliance de la France***, et ***Exposé des raisons que je pourrais avoir de faire une paix avec la reine de Hongrie***[1] ».

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 768. — *Exposé des raisons que je puis avoir pour rester dans l'alliance de la France :*

« Il est mal de violer sa parole sans raison ; jusqu'à présent, je n'ai pas lieu de me plaindre de la France, ni de mes alliés. L'on se fait la réputation d'homme changeant et léger, si l'on n'exécute point un projet que l'on a fait et que l'on passe souvent d'un parti à l'autre.

« Si cette campagne se termine heureusement, les armes prussiennes en auront tout l'honneur ; peut-être qu'une campagne gagnée découragera les Hollandais et les Anglais et nous procurera la paix ; si cela arrivait, les Prussiens seraient les arbitres de la paix et leurs intérêts n'en souffriraient pas ; l'empire s'attacherait alors sûrement au roi de Prusse, il aurait l'autorité de l'empereur et l'Electeur de Bavière l'embarras ; les quartiers d'hiver, que l'on peut prendre, après avoir défait l'ennemi, peuvent richement indemniser des frais de la guerre.

« En restant dans le parti de la France, l'on ne sera pas obligé de payer aux Hollandais et Anglais les sommes considérables qu'ils ont avancées à l'empereur défunt.

« Les affaires d'Allemagne sont dans une situation si violente que le cardinal ne peut les abandonner sans être perdu de crédit dans l'Europe et sans s'attirer sur les bras une guerre plus funeste que celle qu'il fait.

« L'Angleterre ne donnera jamais les mains à ce que la France fasse une paix séparée avec la reine de Hongrie ; il n'y a nulle sûreté à faire la paix avec la reine de Hongrie. Si elle ne perd la Bohême et la Moravie, la paix ne sera que platrée. »

Correspondance politique, n° 769. — *Exposé des raisons que je pourrais avoir de faire une paix avec la reine de Hongrie :*

« Les mauvais arrangements que prennent les Français, qui font augurer qu'ils seront encore battus quelque part en détail.

« L'éloignement de la France, qui occasionne la lenteur des secours et des apprêts, munitions et recrues nécessaires pour l'armée.

« L'effet que pourrait produire sur l'esprit du cardinal si l'Angleterre et la Hollande lui déclaraient la guerre en Flandre, ce qui pourrait l'obliger à retirer une bonne partie des troupes françaises d'Allemagne et de me laisser moi seul chargé du poids de la guerre.

« Le traité que j'ai fait avec les alliés ne porte qu'une simple garantie sans stipuler le nombre des troupes.

« Le but de cette campagne, qui est de mettre l'empereur et le roi de

Frédéric n'hésita pas bien longtemps : tout bien considéré, il avait jugé que le manque de vivres ne devait pas tarder à l'obliger à quitter la Moravie, et qu'il avait chance d'obtenir de meilleures conditions en entamant des négociations tant qu'il tenait encore ses troupes dans cette province. Mais au lieu d'avoir recours, comme par le passé, à Giannini, il crut sage de ménager le nouveau ministère anglais, de se mettre à l'abri d'un mouvement possible de troupes anglaises partant du Hanovre, de s'adresser à lord Hyndford et de l'inviter à se rendre « à Breslau, afin de faciliter d'autant plus les moyens de vous parler d'abord où les circonstances, où je suis actuellement, le veulent permettre[1] ».

Podewils, appelé aussitôt au quartier général, y avait, sur l'ordre du roi, rédigé les conditions connues sous le nom de « Programme de Selowitz[2] ». Tout en réclamant certaines con-

---

Pologne en possession de grandes et belles provinces ; qu'en travaillant pour la Saxe, il faut penser que c'est un voisin qu'on agrandit et qui paye actuellement d'ingratitude la maison d'Autriche, qui a perdu deux royaumes pour mettre le roi Auguste sur le trône de Pologne.

« Que l'heureuse fin de cette guerre rend la France l'arbitre de l'univers.

« L'effronterie de l'empereur et des Français, qui m'ont demandé un emprunt de 6 millions de florins sans hypothèque.

« Les sommes considérables que coûte la guerre.

« Les grands secours que la reine de Hongrie est à la veille de tirer de la Hongrie, les revers de fortune qui pourraient me faire perdre tout ce que j'ai gagné jusqu'à présent et la guerre générale qui pourrait peut-être, par le pays de Hanovre, s'étendre dans mon pays. »

[1] *Correspondance politique*, II, 748. Au comte de Hyndford, ministre de la Grande-Bretagne à Berlin, Selowitz, 18 mars 1742.

[2] *Correspondance politique*, II, 751. — Conditions sur lesquelles j'ai ordonné à mon ministre d'Etat, le comte de Podewils, d'entrer en négociation avec milord Hyndford, ministre plénipotentiaire du roi de la Grande-Bretagne à ma cour, pour conclure la paix avec la reine de Hongrie :

« Selowitz, 22 mars 1742.

« Je demande comme un ultimatum :

« 1° Qu'on me fasse une cession formelle, en pleine souveraineté et indépendance, de la couronne de Bohême et de l'Empire, pour moi et mes successeurs de l'un et de l'autre sexe, à perpétuité, de toute la basse Silésie, la ville de Breslau y comprise, et tout le territoire jusqu'à la Neisse avec la ville de Neisse et une lisière d'une bonne lieue d'Allemagne de largeur en deçà de cette rivière, le long de son cours et, de l'autre côté de l'Oder, la rivière de Brinnitza, pour limites ;

« 2° Qu'on me cède toute la comté de Glatz avec la ville et château de ce nom, de même que tout le cercle de Königgrätz en Bohême avec la seigneurie

cessions, d'ailleurs absolument insignifiantes, en faveur des Saxons établis alors à côté de ses troupes devant Brünn, Frédéric, bien décidé à signer la paix pour son compte, ne pensait qu'à conclure au plus vite un traité dont il pensait avoir exposé tout au long et dans toutes les règles les conditions dans ce « Programme de Selowitz » qui ne ressemblait en rien à un traité en bonne et due forme. Frédéric croyait fermement que l'expérience faite à Klein-Schnellendorf n'avait laissé aucun germe de méfiance dans l'esprit de la reine. Mais s'il était pressé d'en finir, la reine était bien décidée à ne plus jamais signer avec lui qu'un traité dont la forme et la rédaction seraient inattaquables.

Le 25 mars, le roi se décida pourtant à faire venir Giannini de Brünn à Selowitz, et à lui annoncer que lord Hyndford allait se rendre à Olmütz. Le roi, qui avait pris cette résolution afin de pouvoir suivre de plus près la marche des négociations, déclara à Giannini que la paix devait être signée dans un délai de six semaines. Il s'engageait à n'entreprendre aucune attaque pendant ce temps et demandait qu'on n'attachât aucune importance au mouvement que le prince d'Anhalt-Dessau avait reçu l'ordre d'exécuter. Cette dernière remarque éveilla, au contraire, les soupçons de la reine. Ne croyant pas à la sincérité de Frédéric,

---

de Pardubitz, en pleine souveraineté et indépendance de la Bohême et sur le même pied que la basse Silésie ;

« 3° Qu'on stipule dans le traité à faire entre moi et la reine de Hongrie, en termes généraux, que cette princesse s'engage de donner une satisfaction raisonnable à mes alliés ;

« 4° Qu'elle est prête d'accepter, pour parvenir à une paix générale, ma médiation de concert avec celle des puissances maritimes ;

« 5° Que je reste jusqu'à la paix générale dans la possession de la haute Silésie, à la réserve de la principauté de Teschen ;

« 6° Moyennant toutes les conditions marquées ci-dessus, j'offre de retirer mes troupes de la Moravie, dès que les préliminaires de la paix à faire entre moi et la reine de Hongrie seront signés et ratifiés de part et d'autre, bien entendu pourtant qu'on permettra aux troupes saxonnes qui sont en Moravie de se retirer en même temps en toute sûreté et sans être attaquées ou molestées dans leur retour.

« C'est le plan sur lequel j'ai autorisé par celle-ci mon susdit ministre à entrer en négociation avec milord Hyndford, dès que celui-ci veut se charger de travailler, en vertu des ordres qu'il a de sa cour, à rétablir la paix entre moi et la reine de Hongrie.

« Signé : Frédéric. »

elle en conclut que le roi voulait de cette façon se mettre à l'abri d'une attaque qu'il lui importait à tout prix d'éviter pour le moment et qui aurait pu gravement le compromettre en se produisant avant l'entrée en ligne de ses renforts.

2. Le roi prend le parti d'évacuer la partie sud de la Moravie.

Malgré la réussite complète de la pointe faite par le prince Thierry d'Anhalt, et malgré l'alarme momentanée répandue en Hongrie par cette incursion, le roi ne se dissimulait pas « qu'il se trouvait dans un pas scabreux ».

Les populations de la Moravie prenaient les armes. Les paysans, soutenus par les hussards et les insurgés hongrois, harcelaient ses troupes nuit et jour, coupaient ses communications, enlevaient ses convois. Le service de sûreté devenait de jour en jour plus difficile et plus pénible, et les maladies faisaient des ravages de plus en plus terribles dans les rangs de ses soldats épuisés de fatigue.

L'état sanitaire des Saxons, manquant de tout et plus mal vêtus que les Prussiens, était encore plus déplorable.

En leur supposant même un bon vouloir, dont ils étaient loin d'être animés, les Saxons étaient en réalité hors d'état d'entreprendre des opérations quelque peu sérieuses.

Cette armée affamée, affaiblie par les maladies, ne pouvait guère lui rendre de services.

Enfin, à la date du 18 mars, Frédéric s'était de plus rendu compte que ses magasins renfermaient à peine les approvisionnements nécessaires pour assurer pendant un mois l'existence de son armée. Le roi donna aussitôt au commissariat général des guerres l'ordre de se procurer deux mois de vivres ; mais il savait lui-même qu'on ne trouverait plus rien en Moravie, et se rendait compte de la faute qu'il avait commise dès les premiers jours de sa rentrée en campagne. Or, comme il lui fallait en faire tomber la responsabilité sur quelqu'un de son entourage, ce fut Schwerin, auquel il en voulait depuis Mollwitz, qu'il choisit comme bouc émissaire. Le feld-maréchal, réellement malade du reste et de plus profondément blessé par les procédés du roi

à son égard, demanda un congé de convalescence qu'on lui accorda, il est vrai, mais qui devait commencer à courir du jour, où la commission de délimitation des frontières entre la haute et la basse Silésie, siégeant à Neisse et dont il devait prendre la présidence, aurait terminé ses opérations.

Les différents incidents du blocus de Brünn n'étaient pas de nature à calmer la mauvaise humeur du roi, qui ne fit que s'accroître jusqu'au jour où un de ses espions, établi à Vienne, lui annonça que, sur l'ordre de la Cour, l'armée du prince Charles allait se mettre en marche pour reconquérir la Moravie. Le roi reçut cette nouvelle avec joie. Il allait pouvoir se tirer du mauvais pas, où il était engagé, par une bataille dans laquelle, avec le concours des Saxons, dont il s'exagérait du reste la force, il pourrait mettre en ligne une armée à peu près égale à celle du prince Charles. Cette bataille, il comptait la donner sur un terrain avantageux pour lui et qu'il venait de choisir près d'Irritz.

A partir de ce moment, il ne songea plus qu'à se préparer à la lutte. Déjà, dès le 17 mars, il avait rédigé une instruction pour sa cavalerie en vue du combat; le 23, il lance une disposition pour rassembler son armée autour de Pohrlitz et, le 25, une instruction à l'usage de son infanterie. Dans l'intervalle, le 24, il a écrit au chevalier de Saxe. Il le prie de lui « mander d'une manière bien positive et catégorique, lui écrit-il de Selowitz[1], quand l'ennemi pourrait marcher sur nous et que je trouvasse alors nécessaire d'assembler vos troupes à un certain lieu vers un certain jour et heure pour aller alors conjointement attaquer l'ennemi, si je puis compter fermement que vos troupes y seront infailliblement, au lieu mandé et au jour et heure marqués? » Bien que dans l'*Histoire de mon Temps* le roi ait cru pouvoir dire que « le chevalier de Saxe donna une réponse ambiguë qui préparait dès lors une excuse de sa désobéissance », il n'en est pas moins certain que le chevalier de Saxe répondit au contraire en promettant au roi le concours qu'il lui demandait[2].

---

[1] *Correspondance politique*, II, 754. Au chevalier de Saxe, Selowitz, 24 mars 1742.
[2] *Kriege Fiedrich's des Grossen*. 1re partie. III, 133.

Mais cette grande bataille, cette bataille « qui devait décider du sort de l'Europe, dont les conséquences devaient être bien autrement considérables que celles de la bataille de Pharsale[1] », le roi l'attendit et l'espéra en vain. Le retour du détachement du prince Thierry d'Anhalt, la certitude que le corps du prince héritier d'Anhalt-Dessau aurait achevé, le 7 avril, sa concentration à Jägerndoff, ne suffisaient pas pour rétablir une situation compromise par la pénurie des vivres, par le soulèvement de plus en plus inquiétant des paysans de Moravie, par le manque d'artillerie de siège, par les mesures énergiques et intelligentes de Seherr, enfin par le peu d'entrain et l'indifférence des Saxons qu'inquiétait le bruit d'un mouvement des Autrichiens sur Eger. « Si cela arrive, écrivait Frédéric à Podewils[2], il s'enfuiront tous à Dresde de façon que cela détraquera toute l'affaire. »

Dès le 23 mars, le chevalier de Saxe avait proposé au roi d'abandonner le blocus de Brünn et de se retirer sur Olmütz. Le 30, accompagné des généraux Birckholz et Renard, le chevalier se rendit auprès du roi à Selowitz.

Il lui exposa l'état lamentable de son armée, insista sur l'inutilité manifeste et l'insuccès certain de l'entreprise tentée contre Brünn, sur l'impossibilité pour les Saxons de pouvoir, dans de pareilles conditions, rendre service au roi.

Malgré la détresse de plus en plus grande de l'armée, malgré l'épuisement presque total des subsistances (les Prussiens n'avaient eux-mêmes guère plus de 8 jours de vivres), le roi ne consentit pas à céder. Mais, de plus en plus préoccupé de sa situation personnelle, du mal que faisaient à ses troupes « les Hongrois, l'engeance la plus maudite que Dieu ait créée[3] », des nouvelles que lui apportaient les lettres de Valory, de Bellé-Isle et de Fleury, il n'en est que plus désireux et plus pressé de signer la paix pour son compte. Cinq jours avant la venue du chevalier de Saxe à Selowitz, il avait bien marqué ce désir à Podewils: « On ne m'offre aucun avantage. Il faut donc, lorsque Hyndford viendra, lui proposer le projet de pacification, le troc

---

[1] Arnim, Journal d'opérations (*Archives de Saxe*, fasc. 1164).
[2] *Correspondance politique*, II, 761. Selowitz, 27 mars.
[3] *Correspondance politique*, II, 740. Au cardinal de Fleury, Selowitz, 15 mars.

de la Bohême contre la Bavière[1] », et il ajoute comme dernière recommandation : « Mais il faut que cette paix ne m'engage point dans une autre guerre ». Deux jours après il revient à la charge : « Plus vous pourrez presser l'affaire d'Hyndford, mieux cela vaudra. . . S'il paraît qu'ils nous recherchent beaucoup, il faut nous vendre cher ; si vous trouvez leur empressement diminué, il vaut mieux mettre de l'eau dans notre vin. Mais je ne fais jamais la paix si l'on veut toucher la corde du détrônement impérial ou d'une garantie des Etats de la reine de Hongrie ; c'est que je crains beaucoup qu'une pareille idée ne renverse totalement tout notre projet. Dès que vous aurez parlé à Hyndford, mandez-moi ce que nous avons à espérer, et cela par un exprès[2] ».

Le 31, le lendemain de son entrevue avec le chevalier de Saxe, son impatience a encore grandi. « Plus j'y pense, plus je vois qu'il me faut une prompte paix[3]. » Il a d'ailleurs de bonnes raisons pour cela. On a résolu d'augmenter les troupes en Hollande ; on se propose d'envoyer, dans les Pays-Bas, des Anglais pour remplacer les Autrichiens qu'on veut tirer des places ; le cardinal de Fleury ne cache pas son désir « de se tirer de ses engagements ». Enfin, et surtout, le roi s'inquiète de l'embarras où il est « par rapport à la subsistance de l'armée en Moravie où il n'y a de magasins, tout comptés, qu'environ pour 4 semaines ». Les Saxons ne cherchent qu'une défaite pour s'en aller, et dans ce cas, il sera obligé de se replier vers Olmütz, « ce qui rendrait la Cour de Vienne très orgueilleuse et peu traitable ». « Il faut faire jouer tous les ressorts pour un prompt acheminement à la paix sans montrer trop d'empressement. . . Envoyez-moi un courrier dès que vous aurez parlé[3]. »

Mais, si le roi était de plus en plus pressé, lord Hyndford, de son côté, ne précipitait guère son départ pour Olmütz, et Marie-Thérèse ne semblait nullement disposée à accepter les propositions de Frédéric. L'invasion de la Moravie avait manqué son effet ; on sentait bien, à Vienne, que de toute façon Frédéric serait avant peu obligé de lever le siège de Brünn.

---

[1] *Correspondance politique*, II, 756. A Podewils, Selowitz, 25 mars.
[2] *Correspondance politique*, II, 761. A Podewils, Selowitz, 27 mars 1742.
[3] *Correspondance politique*, II, 767. A Podewils, Selowitz, 31 mars 1742.

Le roi lui-même le savait bien, mais il lui fallait sauvegarder le prestige des armes prussiennes et il n'attendait, pour quitter la Moravie, qu'un prétexte, qu'une occasion pour se tirer d'embarras. L'inaction et la lenteur du prince Charles allaient les lui fournir. Le 1er avril, il recevait de Valory une dépêche l'informant d'un mouvement que le prince de Lorraine méditait de faire sur l'armée du maréchal de Broglie, qui demandait les troupes saxonnes pour le renforcer[1]. Rien ne répondait mieux aux désirs du roi que cette nouvelle. Il se garda bien de laisser apercevoir sa joie, affecta d'avoir besoin de la confirmation de ce bruit, et prévint de suite le chevalier de Saxe[2]. Le lendemain même il lui déclara que : « pour le bien de la cause commune, pour le service de Sa Majesté le Roi son maître, et pour la sûreté de ses Etats, il était indispensablement nécessaire de faire toute la diligence possible pour marcher au plus tôt vers Prague[3] » et lui prescrivit de commencer sa marche le 4. Il ajoutait même qu'il allait se diriger, avec une partie de ses troupes, sur la Bohême vers Königgraetz afin d'être à portée de soutenir Prague. Enfin comme il comptait entrer lui-même en Bohême par Landskron, il recommandait au chevalier de régler sa marche de façon à éviter le croisement de leurs colonnes.

Dès que les Saxons furent partis, le roi, renonçant définitivement à son projet antérieur de marche sur Vienne et sur Pressburg, heureux en somme « de se défaire d'alliés suspects », résolut de ne conserver en Moravie, du côté d'Olmütz, qu'un corps d'observation sous les ordres du prince Thierry, et de se porter, avec le reste de son armée, sur la Bohême pour s'y joindre aux troupes du prince héritier d'Anhalt. Ce n'était, du reste, nullement pour être à portée de soutenir la ville de Prague que le roi avait pris ce parti. S'il avait eu réellement l'intention de dégager Broglie, il n'aurait jamais consenti à se séparer des Saxons, à affaiblir l'armée placée sous ses ordres. Mais, à ce

---

[1] *Correspondance politique*, II, 770. Au marquis de Valory, Selowitz, 1er avril 1742.

[2] *Correspondance politique*, II, 771. Au chevalier de Saxe, Selowitz, 1er avril 1742.

[3] *Correspondance politique*, II, 774. Au chevalier de Saxe, Selowitz, 2 avril 1742.

moment, l'idée d'un paix séparée, « d'une prompte paix » hante seule son esprit. Les lettres qu'il adresse à Jordan le 2 et le 3 avril en font foi et prouvent bien qu'il se promettait beaucoup de l'effet produit par son évolution[1].

« Nous sommes à la veille de forts grands événements, lui dit-il dans la première de ces deux lettres : il est impossible de les pronostiquer, mais il est sûr que nous apprendrons, dans peu, de ces grandes nouvelles qui changent ou fixent la face de l'Europe. »

Dans la seconde, il se préoccupe davantage de l'opinion publique et de celle de ses alliés, et il éprouve le besoin de donner le change sur son mouvement de retraite. « Je suis à présent à Wischau, d'où je marche en Bohême pour des raisons qui m'ennuient à vous déduire. Je compte être, le 20 de ce mois au plus tard, avec toute l'armée, à quelques milles de Prague. Vous comprenez bien que c'est pour défendre cette capitale de la Bohême contre les Autrichiens, et pour soutenir la faiblesse des Français, qui ne sauraient la défendre. »

Devant Brünn c'était le peu de fonds qu'il pouvait faire des Saxons, qu'il invoquait à tout moment pour expliquer ses insuccès. Maintenant ce sont les Français et le pauvre maréchal de Broglie qui, par leur faiblesse, l'obligent à abandonner sa proie. Frédéric, on le voit, tient à avoir l'air de se sacrifier pour des alliés dont il affecte, aux yeux du monde, d'être la victime.

Et cependant, dès le 2 avril, il a prescrit au prince héritier d'Anhalt, en marche de la Bohême vers la haute Silésie, de s'arrêter, de cantonner ses troupes à Glatz et d'établir des magasins à Pardubitz, Nimburg, Chlumetz et Königgräetz et à son père, le prince d'Anhalt, dont le corps commençait à se porter des provinces de la vieille Prusse sur la haute Silésie, de venir en Bohême dans les cercles de Königgräetz et de Bunzlau.

Le 3 avril, l'armée du roi, forte de 21 bataillons et 50 escadrons, reçut l'ordre de marcher vers la Bohême en deux échelons. Il ne restera dans le nord de la Moravie que le prince Thierry d'Anhalt, chargé de couvrir la haute Silésie, avec 14 bataillons et 30 escadrons. Il avait ordre de quitter Olmütz, dès qu'un en-

---

[1] Frédéric II, *Œuvres posthumes*, VI. Lettres à Jordan, Selowitz, 2 avril. et Wischau, 5 avril 1742.

nemi supérieur en nombre serait arrivé à deux ou trois marches de ce point par trop isolé et en l'air, de tenir bon d'abord à Ratibor, Troppau et Jägerndorf, puis s'il y était forcé, de résister vigoureusement entre Neisse et Neustadt.

Le roi n'avait pas manqué, avec son habileté ordinaire, de réserver à son armée la ligne de marche par Landskron et Zwittau, d'interposer entre les Autrichiens de Lobkowitz et de Saint-Ignon et ses propres troupes les Saxons, qui durent s'engager dans de mauvais chemins et prendre leur direction sur Policzka.

Avant de pousser plus loin, d'aborder un autre ordre d'idées, d'étudier l'offensive du prince Charles de Lorraine, il est indispensable d'ouvrir encore une fois la *Correspondance politique*, à la date des 5 et 6 avril 1742, ne serait-ce que parce que la comparaison même de ces deux lettres permettra au lecteur de porter lui-même un jugement sur le caractère et l'absence de scrupules du grand roi de Prusse. Dans sa dépêche à Podewils il continue à marquer la défiance que lui inspirent les Saxons; il va même jusqu'à leur prêter des intentions qui ne sont autres que celles dont il poursuit la réalisation; il insiste plus que jamais sur la nécessité de faire la paix, et pour la première fois aussi il laisse entrevoir que, s'il le faut, il restreindra quelque peu ses exigences.

« . . . . . Je ne me fie pas, lui dit-il[1], aux avis que les Saxons nous donnent. . . . . Je crois plutôt qu'ils aiment à nous donner de l'inquiétude partout. Néanmoins vous direz à Bülow, dans des termes polis et convenables, que je suis bien obligé au roi son maître des avis qu'il me donnait, que je *me doute moi-même qu'il se trame quelque chose avec la cour de Vienne, qu'il faut y avoir toutes les attentions possibles et qu'il faut prendre entre nous, en fidèles alliés, des arrangements convenables, si tels avis devaient continuer*. . . . . Il y a de la malignité dans l'insinuation des Saxons; *ils ont envie de faire une paix séparée* et ils veulent que je la leur propose; ce qui ne se fera pas. » Et deux lignes plus loin le roi ne craint pas d'ajouter : « Envoyez Bülow à Neisse en attendant que vous signiez avec Hyndford. Si nous ne pouvons pas absolument obtenir le cercle de Königgraetz pour

[1] *Correspondance politique*, II, 779. A Podewils, Wischau, 5 avril 1742.

avoir la paix, il faudra se contenter de la haute Silésie, quoique à regret, *car je considère la paix comme prudente et nécessaire pour nous; moi je l'accepterai à quelque prix que ce soit, pourvu que j'aie des avantages.* »

Quant à la deuxième lettre, celle qu'il adresse au baron Le Chambrier, son représentant à Paris, quant au *précis des raisons qui ont déterminé le roi de Prusse de marcher avec ses troupes de la Moravie sur la Bohême*[1], pièces destinées au cardinal, ce n'est qu'un long réquisitoire contre les Saxons, réquisitoire dans lequel le roi, tout en se gardant bien de parler des fautes qu'il a commises, est obligé néanmoins de faire l'aveu des difficultés de toute sorte qui ont amené l'insuccès final de ses opérations en Moravie.

---

[1] *Correspondance politique*, II, 781. Au conseiller baron Le Chambrier, Wischau, 6 avril 1742.

IX.

OFFENSIVE DU PRINCE CHARLES CONTRE LES PRUSSIENS ET LES SAXONS.

1. Concentration de l'armée autrichienne à Znaym.

A Vienne, on était unanimement d'avis qu'il fallait à tout prix faire enfin prendre l'offensive à l'armée du prince Charles; mais on n'avait pu arriver à se mettre d'accord sur la direction dans laquelle cette offensive devait se produire. Les uns, comme Bartenstein, par exemple, proposaient, le 21 mars, à la reine de porter le gros de l'armée contre les Français. Mais la reine, cédant probablement à l'influence du grand-duc et aux raisons exposées par le général Roth, dont le rapport était parvenu à Vienne le 20 mars, se rallia à l'opinion du feld-maréchal comte Kōnigsegg et résolut d'envoyer au prince Charles, qui le reçut le 16 à Budweis, l'ordre de mettre son armée en marche sur la Moravie, d'y battre les Saxons et de ne laisser en Bohême, à Budweis et à Tabor, qu'un corps d'observation de 10,000 hommes.

Le 27 mars, le prince Charles annonçait, en effet, au prince Lobkowitz, d'ailleurs fort mécontent de cette mission, qu'il le laissait à Budweis avec 8 régiments d'infanterie, 7 régiments de cavalerie et 22 bouches à feu, représentant un effectif total de moins de 10,000 hommes.

L'armée d'opérations, dont, tant afin de ménager les hommes qu'afin de faciliter leur subsistance en route, les corps allaient se rendre chacun pour leur compte à Znaym, se composait de 13 régiments d'infanterie, 16 régiments de cavalerie, 1200 hommes des confins militaires de Carlstadt qui allaient être rejoints, le 7 ou le 8 avril, par 3,000 hommes des confins militaires de Warasdin, et 37 bouches à feu. Son effectif total, qui aurait dû être de 36,000 hommes, ne s'élevait pas, en réalité, à plus de 30,000 hommes.

Afin de couvrir la marche de son armée, le prince avait décidé que Saint-Ignon resterait sur les positions qu'il occupait jusqu'après le départ du dernier échelon. Le mouvement de l'armée devait commencer le 31 mars, et le 8 avril l'armée tout entière devait être rassemblée autour de Znaym. Le prince avait, en outre, prescrit au général baron von Philibert, qui se trouvait déjà du côté de Znaym, de prendre toutes les mesures nécessaires pour y constituer des magasins et y rassembler des vivres.

Le prince, qui avait remarqué que le maréchal de Broglie avait toujours été informé, par l'intermédiaire de l'envoyé de France Vincent, qui avait continué à résider à Vienne, des plans d'opération qu'il soumettait au conseil aulique de la guerre, avait eu cette fois le soin de n'adresser son rapport qu'au moment même où son armée commençait son mouvement. Le conseil aulique, auquel le prince demandait de constituer à Znaym un magasin central renfermant quatre jours de vivres, s'étonna et s'irrita presque du procédé, fort sage cependant, du prince, qui avait eu, du reste, le soin de faire distribuer aux hommes quatre jours de vivres et de se faire suivre par un convoi chargé de six rations.

Le 1er avril, de Schwarzbach, où il avait transféré son quartier général, le prince annonçait à la reine que son armée était en marche et qu'il avait laissé, à Budweis, Lobkowitz qui lui paraissait assez fort pour se maintenir contre les entreprises des Français « dans ce pays d'étangs et de marais [1] ». Le 3 avril, le prince était à Schrems, le 4, à Waidhofen sur la Thaya où il apprenait qu'on lui envoyait comme *ad latus*, comme conseiller, le feld-maréchal comte Königsegg. Le feld-maréchal, accompagné du général de cavalerie prince Liechstenstein, rejoignit l'armée à Znaym le 12 avril.

Le choix que venait de faire la reine n'était pas des plus heureux. A côté d'un prince jeune, sans grande expérience de la guerre, timide et indécis, il eût été sage de placer un général moins âgé, moins affable et surtout plus résolu que Königsegg auquel on avait donné dans le peuple le surnom, du reste fort justifié, de « général Repos » (*general Rasttag*).

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), Extraits des lettres du prince Charles, 1742, fasc. XIII, p. 5.

De Waidhofen, le prince Charles avait écrit à la reine pour lui proposer d'envoyer en Bohême le corps de Khevenhüller, qui n'aurait laissé derrière lui, pour couvrir la haute Autriche, que 2 régiments d'infanterie, 2 de cavalerie et ses troupes légères. Mais la tournure prise, entre temps, par les événements militaires en Bavière, empêcha la reine de donner suite à cette proposition.

Saint-Ignon, qui était resté dans l'inaction la plus absolue dans les environs de Pulkau, pendant la marche de l'armée, et s'était contenté de faire couvrir son front par 700 chevaux du général Nadasdy, poussa le 6 et le 7 avril, à l'approche du prince, quelque cavalerie au nord-est de Znaym, afin de masquer la concentration du gros des forces autrichiennes.

Prévenus par les habitants, les cavaliers de Nadasdy s'établirent à Pohrlitz le 6 avril, aussitôt après le départ des Prussiens, et s'occupèrent immédiatement du transport à Nikolsburg du petit magasin que les troupes de Frédéric avaient négligé de détruire.

Après s'être arrêté, le 6 au soir, à Raabs, le 7 à Höflein, le prince Charles mettait, le 8, son quartier général à Znaym. La retraite complète des Prussiens lui permit de modifier ses projets et d'établir dans des cantonnements au nord de la Thaya ses troupes, qu'en raison de la température encore assez rigoureuse et du fait que la plupart de ses régiments avaient dû faire transporter leurs tentes par le convoi qui n'était pas encore arrivé, il lui était impossible de faire bivouaquer en plein air. Ce ne fut, du reste, que le 10 avril que son armée fut complètement installée au nord de la Thaya dans des cantonnements qui s'étendaient sur un front de 17 kilomètres et une profondeur de 10 kilomètres, sur la ligne Gross-Tajax—Prossmeritz-Znaym.

Le prince qui, dès son arrivée à Znaym, avait dû envoyer un de ses régiments de hussards renforcer l'insurrection hongroise, n'avait pas l'intention de commencer immédiatement les opérations. Il voulait donner quelques jours de repos à ses troupes et en profiter pour régler la question si grave et si difficile des subsistances.

Mais tandis que le prince n'en continuait pas moins à redouter une attaque soudaine et inattendue de l'ennemi, la lenteur même de sa marche avait permis à ses adversaires de se retirer

sans encombre. Il ne tenta même rien contre les Saxons dont il eût été si aisé de compromettre ou tout au moins d'inquiéter la retraite, puisque, au lieu de pousser Saint-Ignon en avant, il l'avait laissé dans l'immobilité la plus complète à Pulkau, malgré les instances de Lobkowitz[1], malgré les précieuses indications fournies par le feld-maréchal Seherr[2], malgré les résultats considérables qu'on était certain d'obtenir sans rien risquer. Seherr supplia en vain le prince, le 7 avril[3], de pousser son armée par Tischnowitz et Gewitsch sur Mährisch-Trubau, d'affirmer que ce simple mouvement suffirait pour jeter le désordre et la confusion dans les colonnes de l'ennemi et pour assurer l'enlèvement du magasin de Mährisch-Neustadt.

Le prince resta sourd à toutes les prières, refusa de modifier en quoi que ce soit le mouvement par trop méthodique de son armée et continua à se préoccuper de l'établissement ultérieur des magasins bien plus que des opérations qui, entreprises de suite, auraient été si avantageuses pour la cause de la reine. Seules, les troupes légères du général Baranyay, toujours actif et toujours prêt à marcher de l'avant, le faible détachement du général Nadasdy et quelques petites fractions de la garnison de Brünn avaient suivi d'assez loin, et sans pouvoir l'inquiéter sérieusement, la retraite des Prussiens et des Saxons.

2. Retraite des Prussiens.

Frédéric II avait donné au premier échelon des troupes se rendant en Bohême l'ordre d'arriver le 9 avril sur la ligne Könitz —Littau—Prossnitz. Ce mouvement, commencé le 3 avril, avait été couvert par 2 régiments établis à l'est de Brünn, par les 4 bataillons du général Selchow laissés à Gross-Selowitz, enfin par les régiments qui surveillaient le cours de la March, c'est-

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), Lobkowitz au grand-duc, 29 mars 1742, fasc. III, p. 58.
[2] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), Seherr au prince Charles, 5 avril 1742, fasc. IV, p. 7.
[3] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Actem Böhmen), Seherr au prince Charles, 7 avril 1742, fasc. IV, p. 12.

à-dire par des forces plus que suffisantes pour tenir en respect le détachement du général Baranyay, la garnison de Brünn et l'insurrection hongroise.

Le 2e échelon ainsi que celles des troupes appelées à faire partie du corps nouvellement formé du prince Thierry d'Anhalt et stationnées dans le sud de la Moravie, devaient être rendus sur les mêmes points le 14 avril.

Tandis que le 1er échelon et le quartier général du roi atteignaient sans encombre Wischau le 5, Prossnitz le 7 et Zittau le 9, les régiments du 2e échelon en vinrent plus d'une fois au contact avec les troupes légères des Autrichiens et plus particulièrement avec celles du général Baranyay qui, depuis la mi-mars, n'avait cessé de harceler les détachements prussiens poussés vers la basse Thaya. Baranyay, qui disposait en tout de 1400 chevaux, en avait établi 500 sur la March au sud de Göding, réparti 400 entre Laa et Lundenburg sur les chemins menant dans la basse Aûtriche et s'était posté avec les 500 autres près de Nikolsburg.

Arrêté et maintenu à distance dans le principe par les bataillons que le général Selchow avait concentrés, le 6 avril, à Gross-Selowitz, Baranyay s'empressa de se porter sur Pohrlitz, d'y prendre possession du magasin abandonné par les Prussiens et s'y relia avec les 700 chevaux du général Nadasdy; mais au moment où il se disposait à se diriger vers la March, Baranyay fut rappelé à Brünn par le feld-maréchal Seherr, qui avait projeté de se porter sur Wischau pendant que Nadasdy pousserait sur Gross-Selowitz.

Le général Selchow, après avoir évacué, le 8, Gross-Selowitz, était arrivé le 9 à Austerlitz suivi de près par Nadasdy qui, voulant l'y cerner, demanda du renfort au feld-maréchal Seherr. Baranyay, que devait suivre un détachement d'infanterie sous les ordres du général Roth, se remit immédiatement en route. Mais Selchow, se voyant entouré par les hussards, avait envoyé 3 officiers, dont un seul réussit à remplir sa mission, prévenir du danger qu'il courait, le général Münchow, établi à Wischau avec 3 bataillons. Nadasdy, qui, à l'approche de la colonne prussienne que précédait un régiment de dragons, avait rassemblé tout son monde, se porta vers Raussnitz à la rencontre des dragons prussiens. Arrêté par les feux des dragons dont une

partie avaient mis pied à terre, Nadasdy essaya en vain de charger son adversaire, et dut renoncer à son entreprise Malgré cela le général Selchow n'osa quitter Austerlitz que dans l'après-midi du 18 avril, lorsqu'il fut bien sûr de la présence de l'infanterie du général Münchow à Raussnitz, et continua, sans être inquiété, sa retraite jusqu'à Wischau. Baranyay et Nadasdy s'arrêtèrent à Raussnitz, tandis que Roth qui, en route, avait reçu l'avis de l'approche d'une forte colonne prussienne arrivant de Wischau, s'était replié sur Brünn. Seherr, renonçant à son projet d'opération contre Wischau, renforça d'un régiment de hussards Nadasdy et Baranyay et se chargea d'observer Wischau où le prince Thierry disposait, le 10 au soir après l'arrivée de Selchow, de 10 bataillons et de 10 escadrons. Le prince Thierry résolut de ne rester à Wischau que pendant le temps nécessaire pour achever de vider les magasins. Le 11 avril, il se replia sur Prossnitz après avoir fait piller cette petite ville et mettre le feu aux magasins. Les hussards l'avaient suivi de si près qu'ils purent arriver à temps pour éteindre l'incendie et sauver une partie des vivres que le prince voulait détruire. Baranyay occupa Wischau, pendant que Nadasdy prenait plus à l'Est sur Kremsier où se trouvait un magasin de vivres gardé par un bataillon prussien.

Le prince Thierry resta avec le général Voigt, qui commandait le 2e échelon de l'armée du roi, à Prossnitz jusqu'au 13. Mais aussitôt après le départ de Voigt pour Könitz et Littau, le prince, se croyant trop faible pour se maintenir à Prossnitz, s'engagea sur la route d'Olmütz. — Sa retraite fut inquiétée par les hussards qui essayèrent de surprendre, à 2 heures du matin, 5 compagnies du régiment des gens d'armes cantonnées à Zeltsch.

Le prince Thierry avait vainement essayé pendant sa marche sur Olmütz de faire parvenir au bataillon posté à Kremsier l'ordre de se retirer. Le commandant de ce bataillon avait d'ailleurs pris sur lui de se porter le 13 sur Prerau, où il arriva le soir, suivi par les hussards qui avaient passé à la nage la March, dont les Prussiens avaient détruit les ponts. Le 14 au matin, les Prussiens, après avoir commis toutes sortes d'excès à Prerau, s'engagèrent sur la route d'Olmütz. Nadasdy les y avait prévenus et avait armé les paysans qui essayèrent de leur barrer le chemin à leur sortie de Kokor.

Pendant que les hussards de Nadasdy et de Baranyay faisaient preuve d'une si remarquable activité, on avait eu le plus grand mal à faire marcher les troupes de l'insurrection hongroise. Les généraux qui les commandaient, découragés par l'attitude des insurgés lors du combat de Skalitz, n'étaient guère tentés de renouveler une expérience qui leur avait si peu réussi et refusaient de se porter en avant sans être soutenus par quelques troupes régulières. De plus, Ghylanyi venait d'obtenir la faveur d'être relevé de son commandement. Envoyé à l'armée de Khevenhüller, il avait été remplacé par le feld-maréchal lieutenant Festetics, qui entra en Moravie avec l'insurrection, renforcée par les bataillons hongrois de la garnison de Brünn, mais ne parvint pas à joindre les Prussiens. Le corps franc, organisé par le lieutenant-colonel Sedlnitzky, avait fait preuve de plus d'entrain et pris part, à côté des paysans, à l'affaire de Kokor.

3. Retraite des Saxons.

L'ordre de battre en retraite avait causé une surprise d'autant plus grande au chevalier de Saxe, que le roi lui avait prescrit, quarante-huit heures plus tôt, de resserrer le blocus de Brünn, qu'on venait de faire partir tous les moyens de transport disponibles afin de faire rentrer les vivres que devaient fournir les réquisitions. Le roi ne pouvait pas ignorer ces faits, et cependant il accordait moins de quarante-huit heures au commandant du corps saxon pour commencer son mouvement [1].

Bien que le chevalier de Saxe lui eût aussitôt fait connaître que son armée ne pourrait se mettre en marche avant le 8, le roi ne voulut rien entendre et lui renouvela, le 3, l'ordre de marcher droit à Prague [2]. Le chevalier n'avait plus qu'à s'incliner, à donner ses ordres de mouvement, à évacuer ses malades sur Olmütz, où force lui fut, afin de les protéger contre les coups de main des hussards, de les faire escorter par un détachement

---

[1] *Correspondance politique*, II, 774, au chevalier de Saxe, Selowitz, 2 avril.
[2] *Correspondance politique*, II, 777, au chevalier de Saxe, Selowitz, 3 avril.

placé sous les ordres du général von Arnstädt, qui devait le rejoindre ensuite, le 15 au plus tard. Malgré cela, lorsque les troupes se mirent en marche, il restait encore 300 malades, que l'on dut charger sur des chariots, qui allaient ralentir et alourdir la marche des colonnes, cette marche que les généraux saxons voulaient, à bon droit, accélérer le plus possible, au moins jusqu'au moment où l'on aurait réussi à passer l'Elbe et à échapper aux atteintes de l'ennemi. Les ordres que le chevalier reçut, le 6, à Roschitz, n'étaient guère de nature à lui faciliter sa tâche. Le roi lui répétait qu'il ne pouvait « diriger sa marche autrement que par Landskron, vers Pardubitz..... » et qu'il croyait « que la route à prendre par les troupes saxonnes serait en deçà de l'Elbe, vers Prague [1] ».

Le chevalier de Saxe avait, entre temps, décidé d'exécuter, sur deux colonnes, son mouvement sur Policka. Celle de droite, forte de 3 bataillons et de 8 escadrons, sous le général-lieutenant von Polenz, était chargée de couvrir l'artillerie. La colonne de gauche (général-lieutenant von Birckholz), avec laquelle marchait le quartier général, par cela même qu'elle était plus exposée à une attaque de flanc, était plus fortement constituée. Elle se composait de 4 bataillons et 13 escadrons, suivis à la distance d'une journée de marche par les 10 bataillons avec lesquels le général-lieutenant von Jasmund faisait l'arrière-garde. Ces deux colonnes avaient ordre de se concentrer : celle de droite à Lissitz, celle de gauche à Donbrawnik. Les troupes d'investissement devaient quitter leur position le 7 avril, à la pointe du jour. Elles auraient réussi à exécuter leur mouvement sur Rossitz sans avoir été remarquées, si quelques compagnies qui flanquaient la droite de la colonne ne s'étaient trop approchées de la place, n'avaient été aperçues et canonnées par l'artillerie du Spielberg et poursuivies par les hussards pendant plus d'une lieue.

Le 8 avril, le feld-maréchal Seherr lança sur les talons des Saxons un régiment de hussards, 500 fantassins et 2 canons. Après quelques escarmouches insignifiantes, cette petite colonne,

---

[1] *Correspondance politique*, II, 780, au chevalier de Saxe, Wischau, 5 avril 1742.

n'osant s'aventurer trop loin de la place, revint à Brünn le 9 au soir.

Le mouvement de l'armée saxonne avait présenté des difficultés inouïes. Les chemins par lesquels l'armée du chevalier avait à passer, défoncés à la suite du dégel, avaient été coupés en plus d'un point par les paysans et rendus impraticables aux voitures. Les marches de concentration avaient été tellement retardées par l'état du terrain que l'armée saxonne ne put commencer son mouvement que le 10, et, bien que l'on n'eût pu faire que des étapes fort courtes, les troupes souffrirent tellement qu'il fallut les laisser reposer le 12 et le 13, et que, vu leur état d'épuisement, les généraux saxons tremblaient de voir se produire des attaques auxquelles ils ne croyaient pas leurs soldats en état de résister.

Les hussards de Brünn inquiétèrent seuls la marche des Saxons. Le 9 avril, 300 à 400 d'entre eux avaient poussé jusqu'au quartier général. Un autre de leurs partis avait surpris Zelezny, où se trouvaient les malades de deux régiments saxons. D'autres partis enlevèrent quelques voitures à la colonne du général Rochow. Dans la nuit du 9 au 10, ils avaient réussi à mettre le feu au village de Raschow, occupé par l'artillerie saxonne, qui y perdit 144 chevaux et un assez grand nombre de caissons de munitions.

Le 12, pendant que les troupes se reposaient, le chevalier de Saxe reçut du feld-maréchal Schmettau et du général Neubauer, des nouvelles inquiétantes, qui lui firent redouter une série d'attaques. Malgré tout son désir de se dérober au plus vite aux atteintes de ses adversaires, le chevalier de Saxe, obligé d'attendre ses convois, dut se résigner à rester immobile pendant toute la journée du 13. Le chevalier de Saxe, de plus en plus inquiet, écrivit à ce moment au roi pour le prier de l'autoriser à passer l'Elbe à Pardubitz. Cette lettre du chevalier se croisa avec une dépêche du roi lui enjoignant de se porter, non pas sur Chrudim, mais sur Czaslau, et lui affirmant qu'il n'avait rien à craindre pour son front et pour ses flancs, complètement couverts par les Prussiens. Cette dépêche, arrivée au quartier général saxon le 14 avril, n'allait pas tarder à être démentie par les événements.

Le prince Charles de Lorraine, cédant enfin aux instances du

feld-maréchal Seherr, s'était décidé à donner au général baron Philibert l'ordre de se porter vers le nord et de quitter Pohrlitz le 13 avril avec 600 cavaliers allemands, 500 hussards et 500 hommes de Warasdin. Après deux jours d'une marche assez dure, le général arriva, le 14 au soir, à Kunstadt (60 kilomètres de Pohrlitz), où il apprit que quatre compagnies saxonnes occupaient Austup et négligeaient de se garder. Sans perdre un moment, il envoya, pendant la nuit, les Warasdiner à Austup, qu'ils enveloppèrent de tous côtés. Pénétrant dans le village, ils y surprirent complètement les Saxons, qui n'eurent tout juste que le temps de courir aux armes. Après un combat assez vif, dans lequel les Saxons perdirent 7 officiers et 140 hommes, ce qui restait des quatre compagnies (7 officiers, l'aumônier, le docteur et 235 hommes) fut obligé de mettre bas les armes. 4 drapeaux, 4 canons, la caisse du régiment et les bagages des compagnies tombèrent également entre les mains des Warasdiner.

Lorsque le général Jasmund, qui avait entendu le bruit du combat, arriva à Austup, les Croates avaient eu le temps de filer avec leurs prisonniers et leur butin. Il se vengea en faisant pendre un chasseur qui avait servi de guide aux Croates, ainsi qu'un paysan qui lui avait donné de fausses nouvelles; au moment du départ, ses uhlans mirent le feu au village et précipitèrent dans le brasier tous les habitants qui y étaient restés.

L'arrivée opportune des hussards autrichiens sauva seule une partie de ces malheureux. Les hussards reprirent aussitôt la poursuite, harcelèrent si vivement le général Jasmund, qu'il dut s'arrêter et faire front à plus d'une reprise et n'arriva à Bistrau qu'à 5 heures du soir. Il avait mis onze heures pour parcourir 12 kilomètres.

Quant au général von Philibert, il arrêta sa poursuite sur ce point. Les Saxons étaient arrivés de l'autre côté des montagnes, et son petit détachement était trop faible pour s'aventurer seul loin de l'armée. Ses hussards seuls suivirent les Saxons jusqu'à Policka.

Que serait-il advenu des Saxons si, au lieu du petit corps volant de Philibert, le prince Charles avait consenti à lancer les régiments de cavalerie dont il pouvait disposer sur les traces des troupes du chevalier de Saxe?

Le 16 avril, la petite armée saxonne avait atteint la Bohême,

et le chevalier de Saxe y avait reçu du roi l'ordre de ne passer l'Elbe qu'en aval de Nimburg. Frédéric ajoutait que « si les Saxons se permettaient encore, comme ils l'avaient fait en Moravie, de se ravitailler sur les territoires réservés aux subsistances des Prussiens, son armée quitterait immédiatement la Bohême et se dirigerait sur la Silésie ». Le roi prévenait en outre le chevalier de la présence de ses troupes dans le secteur Hohenmauth—Pardubitz, et lui faisait savoir que le prince de Dessau avait ordre de venir se cantonner entre Nimburg et Pardubitz. Ces ordres et les difficultés « que les Prussiens créèrent à tout propos aux Saxons, augmentèrent encore leur mécontentement ». Pour qu'il n'y manquât rien, les quartiers, qu'on avait assignés aux malheureuses troupes du chevalier de Saxe, étaient si misérables qu'on n'y trouva ni vivres ni abris, et que, dès le 17 avril, force fut d'avoir recours à Séchelles, l'intendant général de l'armée française.

Après avoir donné un jour de repos à ses troupes, le 17 avril, le chevalier de Saxe reprit sa marche sur Czaslau. Les rapports avec les Prussiens devenaient de jour en jour plus aigres et plus tendus. Frédéric II en vint jusqu'à défendre aux troupes saxonnes du général Arnim, de passer à travers les quartiers occupés par les Prussiens, jusqu'à faire enlever aux Saxons du général Grumbkow des vivres que ce général avait fait réunir dans une ferme près de Lazan.

Le 19 au matin, le chevalier de Saxe recevait de nouveaux ordres du roi, lui interdisant plus formellement encore le passage à travers les quartiers prussiens et lui prescrivant de marcher par suite par Swratka, Biela, Hammerstadt, Rattay et Kaurim. C'était, en somme, l'obliger à faire un détour considérable.

Poussé à bout par de pareilles exigences que rien ne justifiait, exaspéré par les souffrances et les privations de ses troupes, le chevalier de Saxe perdit patience : il répondit en termes assez vifs, fit remarquer au roi les modifications successives qu'il avait fait subir à leurs marches, lui exposa toutes les concessions qu'il lui avait faites et lui déclara qu'il lui était impossible maintenant de s'engager dans la direction que le roi voulait lui faire prendre.

Le 20 avril, le chevalier de Saxe recevait la réponse de Séchelles, qui, malgré les difficultés qu'il rencontrait pour faire

vivre l'armée du maréchal de Broglie, se déclarait néanmoins prêt à céder aux Saxons les cercles de Chrudim et de Czaslau, dans lesquels il n'avait pas encore réquisitionné pour les Français, et la nouvelle que les hussards avaient surpris et enlevé, le 16, les magasins établis précédemment par les Saxons à Kuttenberg. Les Prussiens, arrivés après le départ des hussards, avaient transporté à Kolin ce que les cavaliers autrichiens y avaient laissé.

Le 21 et le 22, la pluie ralentit encore la marche des troupes, empêcha les convois de rejoindre et obligea le chevalier de Saxe à arrêter son armée pendant deux jours dans de mauvais quartiers à l'est de Ronow. Le roi s'était du reste laissé attendrir par la description que le général-lieutenant Renard, envoyé à son quartier général, lui avait faite de l'état des soldats saxons, et avait permis de prendre dans les magasins prussiens des vivres qu'on s'engageait à lui rendre en nature, dans un délai maximum de seize à vingt jours.

Auguste III, épouvanté des rapports du chevalier de Saxe, qui déclarait à son souverain que son infanterie aurait au moins besoin de quatre mois pour se refaire, avait pris la résolution de donner à son armée le repos dont elle avait si grand besoin. Le 22 avril, le chevalier de Saxe reçut d'Auguste III l'ordre de se porter, non pas sur Prague, mais sur Leitmeritz. Il en donna immédiatement avis au roi, en lui demandant l'autorisation de passer l'Elbe à Elbeteinitz.

Rien ne marque du reste mieux l'extrême tension des rapports entre les Saxons et le roi que le silence gardé par Frédéric pendant toute la période qui s'était écoulée du 8 au 23 avril. Pendant tout ce temps, au lieu de continuer comme par le passé à correspondre avec le chevalier, il avait chargé le colonel von Schmettau de lui faire tenir ses ordres. Le 23 avril, après avoir reçu la dépêche par laquelle le chevalier l'informait des ordres qu'il venait de recevoir de son roi, il crut cependant nécessaire de répondre à la lettre que venait de lui adresser le commandant de l'armée saxonne : « Je promets à Votre Majesté que je ne m'arrêterai nulle part et que je pousserai tout d'un train et au plus vite, jusqu'au delà de Nimburg, pour ne point traverser nulle part ses troupes et passer ces endroits encore avant l'arrivée du feld-maréchal, le prince d'Anhalt ». Frédéric répondit d'un

ton aigre à cette dépêche et revint encore une fois à la charge, sur les avantages qu'aurait présentés la marche des Saxons sur Prague [1]. Malgré ces représentations, le chevalier de Saxe ne se laissa pas décontenancer; il se hâta de profiter de l'autorisation que le roi lui avait donnée à contre-cœur, et d'employer les journées des 26, 27 et 28 avril pour ramener ses troupes sur la rive droite de l'Elbe. Le chevalier de Saxe avait été d'autant mieux inspiré que, prenant pour prétexte certaines exactions commises par les Saxons dans les cercles de Bunzlau et de Königgrätz, Frédéric II écrivait à nouveau, le 27 au soir, au chevalier, pour lui dire que, de plus en plus mécontent de la conduite de quelques-unes de ses troupes, il avait été obligé de donner ordre à toutes ses « garnisons le long et au delà de l'Elbe, dans les cercles de Königgrätz et de Bunzlau, de ne plus laisser passer l'Elbe à aucune de ces troupes, mais de leur dire en son nom de prendre leur route en deçà de l'Elbe [2] ». Lorsque l'ordre arriva, l'armée saxonne avait, heureusement pour elle, achevé son passage. Elle n'avait pas mis moins de dix-neuf jours pour parcourir les 140 kilomètres qui séparent les environs de Brünn d'Elbeteinitz. Elle y arrivait du reste dans un état de dénuement et d'épuisement si complets qu'elle n'eût pu être d'aucune utilité au maréchal de Broglie à Prague et qu'elle ne dût son salut qu'à l'impéritie et à l'inqualifiable inaction du prince Charles et de Königsegg.

4. Situation des Prussiens vers la mi-avril 1742.

Les Prussiens avaient mis, pour les raisons que nous avons exposées, moins de temps que les Saxons à évacuer la partie sud de la Moravie. Parti le 10 avec son premier échelon de ses quartiers de Konitz—Littau—Prossnitz, Frédéric était dès le 17 à Chrudim, et ses troupes n'avaient employé que treize jours pour

---

[1] *Correspondance politique*, II, 802, au chevalier de Saxe, Chrudim, 23 avril 1742. Le roi n'avait pas manqué de se plaindre vivement de cette résolution des Saxons, dans les lettres qu'il adressa le même jour à Belle-Isle et à Charles VII (*Ibidem*, II, 799, 800 et 801).

[2] *Correspondance politique*, II, 811 et 812, au chevalier de Saxe, Chrudim, 27 avril 1742.

parcourir une distance de 180 kilomètres. Suivi de près par les hussards, inquiété par les paysans qui coupaient toutes les communications, le roi, qui n'avait reçu en route que des renseignements vagues et contradictoires venant de Prague, ou émanant des Saxons, était encore intimement convaincu que l'armée autrichienne, après avoir en réalité occupé Wischau le 16, était restée à Budweis. Il persistait à croire que le prince Charles ne songeait qu'à prendre l'offensive contre le maréchal de Broglie et se refusait à ajouter foi aux renseignements que Valory lui avait fait parvenir le 1er avril. Enfin, et c'est là chose encore plus singulière, il n'avait pas eu connaissance des ordres arrivés en Moravie pour y préparer des vivres destinés à l'armée autrichienne et paraissait ignorer, ce que tout le monde savait à Olmütz dès le 30 mars, que le prince Charles avait à cette époque commencé sa marche sur la Moravie.

Et cependant déjà lors de son séjour à Prossnitz, il avait reçu, dans un rapport du duc de Clermont, joint à une lettre de Valory, la confirmation du mouvement du prince Charles contre les Saxons. A Müglitz, une dépêche d'Auguste III avait encore corroboré ces nouvelles. L'affaire d'Austerlitz, l'attitude de plus en plus menaçante des troupes légères autrichiennes, les dépêches du prince Thierry, ne pouvaient avoir laissé subsister le moindre doute dans son esprit. Malgré cela il ne s'en estimait pas moins fort heureux d'avoir pu trouver un prétexte plausible pour quitter la Moravie, et ne songeait nullement à modifier ses dispositions.

Le 14, à Leitomischl, le prince Thierry l'informait de sa retraite de Wischau sur Olmütz et le chevalier de Saxe lui signalait à la date du 12 l'existence d'un fort rassemblement autrichien sur la ligne Eibenschütz—Konitz—Kromau. Tout indiquait donc la marche sur Brünn d'une armée autrichienne forte d'environ 30,000 hommes.

Le roi n'en continua pas moins à ne vouloir rien admettre : pour lui, il n'y avait en Moravie que quelques milliers d'Autrichiens, si bien qu'après avoir recommandé au prince Thierry de laisser souffler ses troupes pendant huit jours, il lui prescrivit de se faire rejoindre par 4 bataillons et 10 escadrons du 2e échelon et de se reporter sur Wischau, d'où il n'aurait pas de peine à chasser les Autrichiens du général Roth, « qui n'auront d'autre ressource que de détaler au plus vite ».

Le reste du 2e échelon (5 1/2 bataillons et 10 escadrons) avait ordre de s'arrêter à hauteur de Littau-Gewitsch et Zwittau, d'où le prince Thierry pourrait les faire venir en cas de besoin. Le combat d'Austup, dont il reçut la nouvelle le 16, à Hohenmauth, ne fit que confirmer le roi dans sa croyance. C'était pour lui une preuve de plus que les Autrichiens, n'ayant en Moravie que 6,000 à 7,000 hussards soutenus par un millier de dragons, le prince Thierry ne devait rencontrer aucune difficulté à se maintenir à Olmütz. Il admettait tellement peu la probabilité d'événements qui pourraient l'obliger à revenir sur la Moravie, qu'il ne tint aucun compte de cette éventualité, lorsqu'il établit ses troupes et celles des deux princes d'Anhalt-Dessau en Bohême. Le roi se souciait d'autant moins d'avoir à rentrer en Moravie que ses troupes avaient dévasté ce malheureux pays à tel point que, écrivant au prince héritier d'Anhalt, il n'avait pas eu honte de lui avouer qu'après le départ de son armée « un uhlan maraudeur n'y trouverait plus rien à piller ». Il est assez naturel que dans ces conditions il ait préféré rester en Bohême et charger le prince Thierry de couvrir le nord de la Moravie. De plus, comme il le disait dans sa lettre à Podewils [1], il tenait à faire la paix pour son compte. Il l'avait, d'ailleurs, nettement laissé entendre à M. de Bulow, qui le suivait en qualité de ministre de Saxe, et, le voyant sur son départ de la Moravie, lui dit : « Mais, Sire, qui donc couronnera mon maître ? » Le roi lui répondit qu'on ne gagnait les couronnes qu'avec des canons, et que c'était la faute des Saxons s'ils en avaient manqué pour prendre Brünn [2] ». Il se souciait d'autant moins de la France et de la Bavière que, d'après des communications reçues de la cour de Dresde, ces puissances semblaient disposées, la France surtout, à entamer des négociations.

Toutes ces considérations ne firent qu'augmenter le désir du roi de « sortir au plus vite de ce labyrinthe ». Il en vint jusqu'à déclarer à Podewils qu'il se contenterait de la haute Silésie. Enfin de plus en plus impatient, trouvant qu'Hyndford tardait

---

[1] *Correspondance politique*, II, 779, à Podewils, Wischau, 5 avril.
[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. V.

trop à arriver à Breslau, il songea, dès le 8, à envoyer un émissaire à Vienne [1].

Le roi n'a à ce moment qu'une pensée, qu'un désir : la paix. La joie éclate à toutes les lignes de la lettre qu'il écrit, le 15 avril, de Leitomischl à Podewils [2]. Il vient d'apprendre que lord Hyndford a quitté Berlin pour se rendre à Breslau. Il a hâte de connaître le fond de la pensée, les intentions du diplomate, de savoir s'il obtiendra la paix ou s'il lui faudra reprendre la campagne, car, dans ce cas, « il lui faudrait agir avec toute sa vigueur ». Et il ajoute : « Comme je suis extrêmement intrigué de voir clair dans les circonstances présentes pour régler mes mesures là-dessus, je vous prie de retourner Hyndford de tous les côtés pour voir ce que l'on peut se promettre de lui et jusqu'où je pourrai pousser ma bisque. N'épargnez rien en courriers pour m'en informer et faites usage de toute votre éloquence pour le persuader à *nous faire avoir notre morceau et cela au plus vite ; car quinze jours plus tôt ou plus tard font beaucoup dans la situation où je suis, et il faut que je sache à quoi m'en tenir avant que Belle-Isle arrive* ».

[1] *Correspondance politique*, II, 784. Eichel à Podewils, Prossnitz, 8 avril 1742. « Je crois, lui répondit Podewils, qu'il faudra toujours regarder l'envoi d'un émissaire à Vienne comme notre dernière ressource, dont on ne doit se servir qu'à toute extrémité. ..... La cour de Vienne serait capable de faire semblant de négocier avec un tel émissaire et d'en avertir en même temps le ministre de France qui est encore à Vienne. »

[2] *Correspondance politique*, II, 789, à Podewils, Leitomischl, 15 avril 1742.

X.

REPRISE DE LA MORAVIE PAR LE PRINCE CHARLES DE LORRAINE.

Rassemblée le 10 autour de Znaym, l'armée du prince Charles ne reprit son mouvement que le 12. De tout ce que le prince avait appris jusque-là, il semblait ressortir que les Prussiens avaient l'intention d'accepter le combat à Olmütz, et, de toute façon, c'était du côté d'Olmütz que l'armée autrichienne devait chercher à reprendre contact avec eux.

Le général en chef avait à choisir entre deux routes : celle passant par Tischnowitz et Gewitsch proposée par Seherr, parce que, amenant le prince entre les Saxons et les Prussiens, elle menaçait de flanc leurs lignes de retraite sur la Bohême, mais qui présentait le grave inconvénient de retarder la marche des colonnes qui auraient eu à suivre les mauvais chemins de montagne de la frontière entre la Moravie et la Bohême; ou bien celle conduisant par Raigern-Wischau à Olmütz, plus facile, plus praticable, mais qui laissait aux Prussiens et aux Saxons toute tranquillité et toute facilité d'opérer leur jonction avec l'armée du maréchal de Broglie. Le prince Charles, que la reine avait laissé libre de faire ce qu'il voudrait [1], donna la préférence à cette dernière route.

Le 12, son armée, dont les régiments ne devaient se faire suivre que des voitures transportant les tentes, se porta en quatre colonnes, précédées par les Croates et les hussards, de Znaym sur Misslltz, où l'on reçut la nouvelle de l'évacuation de Wischau par les Prussiens. Le prince Charles chargea les généraux Philibert et Nadasdy de prendre la tête de la poursuite, pendant que son armée s'avançait jusqu'à Raigern et faisait une marche qui n'excédait pas 12 à 14 kilomètres. Le 14, on fit halte pour distribuer aux troupes deux jours de pain, un jour de farine et trois jours de fourrages. Le prince Charles, avec

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Marie-Thérèse au prince Charles. Vienne, 9 avril 1742, fasc. IV, p. 19.

le feld-maréchal Königsegg, avait profité de cette halte pour se rendre à Brünn, où on lui confirma la nouvelle de la retraite des Prussiens sur Mährisch-Trubau, des Saxons sur Leitomischl. On avait laissé prendre une telle avance à l'ennemi qu'il était impossible de songer à le joindre. On se borna donc à envoyer quelques troupes légères sur ses traces.

Le 15 avril, Baranyay, dont le petit détachement venait d'être renforcé par un régiment de hussards, avait, après avoir bousculé les uhlans du prince Thierry, poussé jusque dans les faubourgs d'Olmütz qu'il quitta seulement à l'approche d'un régiment de cavalerie prussienne.

Le 16, le prince mit son quartier général à Wischau, où son armée fit de nouveau halte pendant la journée du 17 et où l'on distribua aux troupes trois jours de vivres.

Le 18, reprenant sa marche vers Olmütz, il s'avança d'environ 24 kilomètres jusqu'à Prossnitz. Les hussards autrichiens donnèrent ce jour-là contre les Prussiens.

Informé la veille par un de ses espions de la présence du prince Charles de Lorraine à Wischau, avec 3 régiments d'infanterie et 6 de cavalerie, de 4,000 Hongrois à Prerau, d'autant à Teschen, le prince Thierry disposant à Olmütz de 7 bataillons et de 20 escadrons qui devaient y être incessamment rejoints par les 9 1/2 bataillons et les 20 escadrons du général Voigt et se croyant assez fort pour défendre Olmütz, résolut de donner une leçon aux cavaliers autrichiens, dont l'audace et l'impertinence croissaient de jour en jour. Les hussards autrichiens se retirèrent devant le prince Thierry jusqu'au moment où ils rejoignirent les dragons. Bien que le général Nadasdy n'eût pas voulu s'engager et eût préféré se replier en bon ordre et fort lentement, le prince Thierry n'osa pas donner suite à son projet de pousser sur Wischau. Il se contenta de camper le soir à Schnobolin et rentra le 19 à Olmütz.

Il paraissait désormais certain que le prince Thierry allait tenir à Olmütz. Le prince Charles s'y était attendu, mais, ignorant encore si son adversaire lui offrirait la bataille en avant d'Olmütz ou l'attendrait derrière les murs de la place, il ordonna à Seherr de lui envoyer de Brünn du canon et des munitions et établit, par mesure de prudence, ses troupes au bivouac au nord de Prossnitz.

Le 20, on poussa jusqu'à Olschan, et le prince Charles prit ses dispositions d'attaque en vue de l'assaut probable qu'il lui faudrait peut-être donner à la place. Afin de se procurer le bois et les matériaux dont il avait besoin, il porta son armée, le 23, au sud d'Olmütz. Mais, pendant ce temps, et tandis que le prince Charles s'attendait à rencontrer une résistance énergique à Olmütz, le prince Thierry évacuait cette place. Il avait reconnu la gravité de sa situation. Ses communications avec le quartier général étaient coupées depuis cinq jours. Les insurgés hongrois menaçaient sa ligne de retraite sur la Silésie et avaient rejeté, de Fulnek sur Troppau, ses dragons, qui avaient eu toutes les peines du monde à se frayer un chemin et ne purent atteindre Troppau que grâce à l'intervention du général Dumoulin, qui envoya 500 hommes d'infanterie, 250 hussards et 3 canons pour les recueillir et les dégager. L'affaire de Fulnek et les renseignements apportés le 22 à Olmütz par un déserteur autrichien, d'après le dire duquel le prince Charles aurait eu 60,000 hommes avec lui, décidèrent le prince Thierry à donner à ses troupes l'ordre de quitter en silence Olmütz pour se porter sur Sternberg, où elles s'arrêtèrent le 23 afin de permettre au convoi de prendre un peu d'avance. Les hussards avaient cependant réussi à s'apercevoir du départ des Prussiens. A 8 h. 1/2 du matin, après avoir réparé le pont de la March, ils entrèrent dans Olmütz, se lancèrent à la poursuite des Prussiens et s'engagèrent avec leur arrière-garde près de Laschtian.

Le prince Charles, qui avait trouvé à Olmütz des magasins considérables, se contenta d'occuper la ville, ne tira aucun parti de cet avantage et ne fit rien pour inquiéter la retraite du prince Thierry. Seuls les hussards, les insurgés hongrois et le corps franc Sedlnitzky profitèrent de la lenteur forcée de la marche du prince Thierry, retardé par les mauvais chemins et l'énorme convoi qu'il emmenait avec lui, pour le harceler sans répit et lui enlever nombre de voitures, pour s'emparer même, le 26, presqu'aux portes de Troppau, d'un lieutenant-colonel et de 150 hommes. Après avoir donné vingt-quatre heures de repos à son petit corps, le prince Thierry quitta Troppau le 28 pour aller s'établir à hauteur de Jägerndorf, s'y réunir aux troupes stationnées dans la haute Silésie

et se charger de couvrir la Silésie à la tête de forces qui s'élevaient à 23 1/2 bataillons et 60 escadrons.

Il avait perdu dans sa retraite d'Olmütz à Troppau la plus grande partie de ses bagages et de son convoi de vivres. Pendant ce temps, le corps franc de Sedlnitzky et les insurgés hongrois du lieutenant-colonel Dessewffy avaient obligé la petite garnison prussienne de Freudenthal à capituler dans la nuit du 29 au 30 avril.

Les troupes du prince Thierry d'Anhalt avaient été si rudement éprouvées pendant leur retraite, que le prince dut renoncer d'abord à dégager, puis à reprendre Freudenthal. La capitulation de Freudenthal causa au roi un chagrin si profond qu'il ne put s'empêcher de s'écrier qu'il eût « volontiers donné un de ses doigts pour empêcher la chute de cette petite place », qui n'était cependant qu'une bicoque.

XI.

DE LA PRISE D'OLMUTZ AU CONSEIL DE GUERRE DE SAAR.

1. La reddition de la citadelle de Glatz.

Pendant que la marche du prince Charles restituait la Moravie à Marie-Thérèse, la citadelle de Glatz avait dû, comme il fallait s'y attendre du reste, ouvrir ses portes aux Prussiens.

Le siège, soutenu par le lieutenant-colonel Fontanella, n'avait pas duré moins de trois mois et demi, et ce brave officier ne se décida à capituler que lorsqu'il y fut forcé par la famine et les maladies. Dès le 18 janvier, la garnison de la citadelle avait commencé à souffrir du manque d'eau. A partir du 27 février, lorsque les Prussiens eurent jeté de la chaux dans l'étang où les soldats de Fontanella allaient chercher de l'eau, on dut réserver l'eau de source pour les malades et calmer la soif des hommes valides à l'aide de neige fondue. Deux mois après le commencement de l'investissement, l'infanterie seule comptait 166 malades et avait perdu 99 hommes. Les désertions augmentaient naturellement et leur chiffre s'élevait, à la date du 7 mars, à 198 hommes.

A la fin de mars on avait déjà presque entièrement épuisé les approvisionnements de viande, bière, eau-de-vie et tabac. A partir du 5 avril les soldats ne touchèrent plus que des pois, du sel et du pain. Quant aux officiers, on ne leur donna plus par semaine qu'une livre de viande salée et un peu de vin. Vers la mi-avril, les fontaines de la citadelle qui, pendant une quinzaine avaient fourni de l'eau en quantité presque suffisante, n'en donnèrent plus que fort peu. On n'avait plus de graisse pour faire cuire les pois et à partir de ce moment la garnison n'eut d'autre aliment que du pain. Et cependant malgré les ouvertures du prince héritier d'Anhalt, l'héroïque lieutenant-colonel refusait toujours de rendre la citadelle, bien que le 23 avril la garnison

ne se composât plus que de 800 hommes, dont 300 à peine en état de servir. Les pertes jusqu'à ce jour s'élevaient à 285 morts et 350 malades; 330 hommes avaient déserté. Ce ne fut qu'après avoir pris l'avis de ses officiers réunis en conseil que Fontanella signa, le 26 avril, la capitulation [1]. Le 28 au matin, les débris de la garnison sortirent de la citadelle avec les honneurs de la guerre et prirent, avec armes et bagages et trois canons, la route de Brünn, où ils arrivèrent dans la journée du 9 mai, complètement épuisés et ressemblant à des morts plutôt qu'à des vivants.

2. Mouvement des Autrichiens sur Saar.

L'abandon d'Olmütz par les Prussiens avait causé une vive satisfaction au prince Charles qui, s'exagérant la force de cette ville, se voyait déjà à la veille de devoir en faire le siège en règle. La première idée du prince avait été de se porter sur la Silésie. Il y renonça, la trouvant trop téméraire, d'abord parce que Lobkowitz serait seul resté en face des Français, ensuite parce qu'après avoir cru à la marche de Frédéric sur la Silésie, il avait appris que le roi réunissait des forces considérables entre Zwittau et Leitomischl. Il résolut par suite d'attendre cette attaque sur une position qu'il avait choisie près d'Olschan et resta immobile au sud d'Olmütz jusqu'au 2 avril.

---

[1] Frédéric II ressentit une joie si vive de la capitulation de Glatz qu'il éprouva le besoin de la célébrer en vers (Lettre à Jordan, de Chrudim, 29 avril 1742) :

« Enfin, la demeure éthérée
Aux astronomes consacrée,
Qu'une troupe d'Autrichiens
Gardait à ses fiers souverains,
De tout le monde séparée,
Fréquentant, au lieu des humains,
Les chats-huans de la contrée
Ou quelque ombre triste, égarée
Qui plaignit encore ses destins,
Environnée de Prussiens,
De tout secours désespérée
Ses tours, ses forts, ses ravelins,
Sont tombés ce jour dans nos mains. »

« C'est-à-dire que Glatz s'est rendu le 28 de ce mois par capitulation, de sorte que je suis à présent maître sans réserve de toute la Silésie. »

De son côté, la cour de Vienne, qui croyait savoir que Frédéric comptait rester en Bohême, envoya sur ces entrefaites l'ordre au prince Charles de se porter avec son armée, par Leitomischl et Hohenmauth, droit sur Königgrätz.

Mais quand cet ordre parvint à Olmütz, on était loin d'y avoir résolu la question si grave des transports et des ravitaillements. Les difficultés de toute sorte, qu'on rencontra et que l'on ne parvint d'ailleurs pas à surmonter, retardèrent une fois de plus les opérations que le prince Charles ne voulait du reste pas se décider à entreprendre avant de s'être entendu avec son *ad latus* Kõnigsegg. Le vieux général, plus prudent que jamais, se prononça contre le mouvement sur Königgrätz.

On ne pouvait pas, disait-il, faute de vivres et de moyens de transport suffisants, s'engager dans la montagne. Il fallait, et le prince Charles ne demanda pas mieux que de se ranger à son opinion, se tenir sur la route de Brünn afin d'être plus près des magasins. Du reste il ne faudrait, à l'armée, que quatre marches pour arriver à Saar où l'on prendrait une résolution définitive. Pendant ce temps on pourrait de Vienne envoyer des vivres par Znaym à Iglau. En se portant sur Saar, on perdait trois marches, il est vrai, mais on amenait contre l'ennemi des troupes en parfait état. Königsegg, on le voit, subordonnait entièrement les opérations à la question des subsistances, et c'est peut-être bien à lui que Frédéric faisait allusion, lorsque dans l'*Instruction militaire adressée* à ses généraux, il disait : « Certain général dit que, pour bien établir le corps d'une armée, il faut commencer par le ventre et que c'est là la base et le fondement de toutes les opérations ».

Au lieu d'aller sur Königgrätz, le prince se décida donc à revenir sur Brünn. Mais, instruit par les expériences qu'on venait de faire, on chargea le comte Festetics de couvrir la Moravie à la tête d'un corps qui ne tarda pas à s'élever à plus de 10,000 hommes, sans compter les paysans qui s'armèrent de tous côtés et le corps franc de Sedlnitzky. Le feld-maréchal lieutenant Festetics établit son quartier général à Sternberg.

Loin d'attendre cette fois la réponse de la cour de Vienne à laquelle il avait fait connaître, par sa lettre du 27, l'opinion de Kõnigsegg, le prince Charles avait mis son armée en mouvement

dès le 28. Le 30, pendant qu'après deux étapes, l'armée se reposait autour de Wischau, le prince Charles avait si complètement adopté la manière de voir de Königsegg, partagée du reste par Lobkowitz, qu'il paraissait disposé à négliger complètement les Prussiens et à se porter de Saar droit sur Prague.

Cette fois, le fait est trop rare pour qu'on néglige de le relever, les conseillers de la reine avaient mieux jugé la situation militaire en Bohême et en Moravie que les généraux placés à la tête des armées de Marie-Thérèse, le prince Charles, Königsegg et Lobkowitz. Aussi, le grand-duc, répondant le 29 à son frère, condamnait le mouvement qu'il venait d'entreprendre. Tant qu'on n'aura pas chassé l'ennemi du cours central de l'Elbe, qu'on ne l'aura pas privé de ses magasins de Pardubitz et de Königgrätz, toute opération dirigée contre Prague a de grandes chances de n'amener aucun résultat, surtout si pour l'exécuter on commence par faire un grand détour en passant par Brünn et Iglau.

La lettre du grand-duc produisit une profonde impression sur le prince Charles. Afin de se renseigner sur la position occupée par les armées ennemies en Bohême, il chargea le général Nadasdy de pousser avec deux régiments de hussards par Czernahora et Bömisch-Trubau vers la Bohême; puis après avoir expédié au grand-duc un mémoire détaillé, rédigé par Königsegg, il partit pour Vienne et remit au feld-maréchal le commandement de l'armée qui devait continuer sa marche sur Saar.

Le 3 mai, l'armée fit séjour à Modritz. Elle reprit son mouvement le 4 et s'engagea dans la région accidentée qui s'étend entre la Moravie et la Bohême. Königsegg ne tarda pas à s'apercevoir que la marche de Brünn sur Saar n'était guère plus facile que celle qu'on aurait voulu lui faire entreprendre d'Olmütz sur Königgrätz. Le 4, on ne fit que 18 kilomètres et la marche avait été si rude qu'on dut s'arrêter pendant toute la journée du 5. Les deux marches du 6 et du 7 furent d'ailleurs pour le moins aussi pénibles que les précédentes et l'on ne put dépasser la ligne Radostin—Neustadtl—Gross-Janowitz.

Nadasdy avait, pendant ce temps, repris le contact des Prussiens, constaté dès le 2 mai la présence de grands rassemblements de troupes prussiennes entre Leitomischl et Bömisch—Trubau; il s'était établi à Policzka. Menacé bientôt par un déta-

chement aux ordres du colonel von Winterfeld, aide de camp du roi de Prusse, Nadasdy se replia après une escarmouche insignifiante sur Ingrowitz, où il resta jusqu'à l'arrivée de l'armée, à sa hauteur.

Le 6 mai les Prussiens avaient réoccupé Zwittau.

Lobkowitz, laissé avec son faible corps à l'est de la Moldau, entre Budweis et Tabor, avait en revanche profité pendant tout ce temps des moindres occasions pour inquiéter les quartiers Prussiens du sud de l'Elbe. Ce fut ainsi par exemple qu'il fit enlever le 25 avril, à Küttenberg, 1000 quintaux de farine et 10,000 florins que les Prussiens venaient de faire rentrer dans leurs caisses. Lobkowitz avait d'ailleurs fait alarmer également, par ses troupes légères, les cantonnements du maréchal de Broglie. Enfin, dans les premiers jours de mai, ses hussards en se montrant et en se tenant sur la droite des quartiers prussiens du côté de Habern, avaient obligé Frédéric à détacher à Czaslau le prince de Bevern avec 3 bataillons et 5 escadrons.

Grâce à l'activité des hussards, Königsegg put être informé, dès le 7 mai, de la marche des 24,000 hommes qui, sous les ordres du vieux prince d'Anhalt-Dessau, venaient rejoindre le roi, et savoir que l'armée prussienne de Bohême occupait des cantonnements tellement resserrés qu'elle pouvait, en 24 heures, être réunie tout entière et prête à donner la bataille.

Regrettant à ce moment les conseils qu'il avait donnés et le temps qu'il avait fait perdre, Königsegg avait hâte de pouvoir commencer les opérations et de voir le prince Charles rejoindre son armée, qu'il établit le 8 dans un camp dont il avait fait reconnaître l'emplacement aux environs de Saar.

L'armée autrichienne n'avait pas mis moins de onze jours pour venir d'Olschan à Saar (150 kilomètres). Elle n'aurait pas plus souffert en se portant d'Olschan sur Leitomischl.

Elle aurait pu franchir, en six ou sept jours, les 80 kilomètres qui séparent ces deux points, prendre une bonne position sur la gauche du roi et tomber à l'improviste, dès le 3 ou le 4 mai, sur les quartiers de son aile gauche, à un moment où une partie seulement des troupes du prince d'Anhalt-Dessau avait pu arriver jusqu'à l'Elbe.

Königsegg n'en persistait pas moins dans son projet de marche sur Prague; seulement au lieu de se porter sur Deutsch-Brod,

d'y faire venir Lobkowitz et d'y opérer sa jonction avec lui, il comptait diriger son armée sur Czaslau et Chotebor. Sans attendre l'arrivée du prince Charles, il poussa, le 10, sur Swratka, Nadasdy qui devait, de la sorte, couvrir la droite de l'armée lors de son mouvement sur Chotebor, tandis que les hussards du colonel Morocz protégeraient sa gauche. En même temps, malgré le mauvais temps et bien qu'il ne pût rien entreprendre avant le retour du prince Charles, Königsegg, afin de rétablir la discipline qui s'était sensiblement relâchée pendant les marches, se hâta d'établir toute son armée au camp de Saar, où la surveillance était plus facile à exercer que dans les cantonnements.

3. Concentration de l'armée prussienne en Bohême.

Le 17 avril, le roi avait établi son quartier général à Chrudim, où le prince héritier Léopold d'Anhalt lui soumit le tableau de marche du corps qui, sous les ordres de son père, était arrivé sur les frontières de la Bohême.

Obligé de songer surtout aux moyens de faire vivre ses troupes, le prince proposa au roi de les faire passer par le cercle de Leitmeritz et, bien que cette ligne de marche ne fût pas la plus courte, le roi accepta d'autant plus facilement le projet du prince qu'il croyait avoir largement le temps de réunir son armée sur l'Elbe avant l'arrivée des Autrichiens.

Mais, dans le courant de la journée, les nouvelles parvenues au roi, qui n'avait cessé de penser que le prince Charles se porterait sur Prague, lui inspirèrent des craintes sérieuses pour le prince Thierry. Dans l'impossibilité de détacher quoi que ce soit des forces peu considérables qu'il avait en Bohême (10 bataillons et 45 escadrons), il prescrivit le jour même au prince d'Anhalt de se porter sur Neu-Kolin, Prelouc et Pardubitz et d'y passer l'Elbe. Le prince venait précisément, sur la demande de son fils, de s'arrêter à Zittau, où il reçut le 19, l'ordre du roi. Mais craignant de manquer de ressources dans les régions qu'on lui ordonnait de traverser, il crut pouvoir prendre sur lui de différer la mise en route de son corps jusqu'au 22, date à laquelle il comptait avoir reçu les réponses et les prestations demandées aux autorités civiles.

Ce contre-temps irrita d'autant plus le roi, qui ne dissimula guère son mécontentement dans une lettre fort sévère adressée au prince, qu'il n'y avait plus rien à y changer et qu'il lui fallût se contenter de renouveler au vieux prince l'ordre de se porter sur la haute Elbe et d'en faire partir pour Landskron 12 compagnies de grenadiers qui s'y rendirent en marches forcées et n'arrivèrent sur ce point que le 7 mai.

Dans l'intervalle on avait reçu la nouvelle de la retraite du prince Thierry. Il n'y avait plus de raison pour prendre l'offensive en Moravie. Le roi résolut par suite de masser des forces respectables sur l'Elbe et de faire couvrir la Silésie par un corps dont il confia le commandement au prince d'Anhalt, auquel il recommanda de prendre jusqu'à nouvel ordre une attitude expectante, de se borner à y faire la petite guerre tout en ne laissant échapper aucune occasion de profiter des fautes de l'ennemi. Le prince se rendit le jour même en Silésie. Le 4 mai, il faisait partir de Jägerndorf la colonne du général von Derschau (5 bataillons et 10 escadrons) que le roi rappelait à lui et qu'il fit renforcer encore le 11 mai par 6 compagnies de grenadiers et 8 escadrons. Mais le général von Derschau ne rallia l'armée du roi que le 21 mai, alors que tout était déjà fini.

Le corps même du prince, qu'il laissa se refaire dans ses quartiers de Jägerndorf, Troppau, Ratibor, se composait de 19 bataillons et 50 escadrons.

La principale armée prussienne se concentrait pendant ce temps en Bohême. Elle avait été rejointe, du 30 avril au 5 mai, par les renforts amenés par le prince héritier d'Anhalt qui s'établirent dans des quartiers au sud de l'Elbe, dans le secteur Kuttenberg, Chrudim, Chotebor, Habern, puis par quelques troupes venant de Glatz. L'armée, forte alors de 37 bataillons d'infanterie, 2 compagnies de grenadiers et 70 escadrons, était partagée en 3 divisions de force à peu près égale; l'une sous le général-lieutenant von Kalckstein, aux environs de Czaslau, l'autre sous les ordres directs du roi, autour de Chrudim, la troisième avec le général-lieutenant von Ieetze, du côté de Leitomischl. Pardubitz et Königgräetz étaient occupées par deux bataillons. Quelques détachements avaient été poussés sur Landskron, Zwittau, Policzka, Goltsch-Ienikau. L'armée était établie de telle façon qu'elle pouvait se masser sur son centre en deux fois 24 heures

sur l'une de ses ailes en 4 jours. La distance, à laquelle se trouvait encore l'ennemi, avait permis de donner à l'armée un front un peu long et de lui faire occuper des cantonnements quelque peu étendus que Frédéric appelait « des quartiers de rafraîchissements », de faire venir des ressources des pays du sud de l'Elbe et de ménager les approvisionnements rassemblés dans les magasins de Königgräetz, Pardubitz, Nimburg et Brandeis.

Il est presque superflu d'ajouter que toute cette partie de la Bohême ne fut pas mieux traitée que la Moravie.

4. Les négociations de Breslau.

Malgré cet énorme déploiement de forces, Frédéric n'avait en réalité aucune envie de reprendre l'offensive. N'avait-il pas, le 24 avril, abandonné, aussitôt après l'avoir conçu, le projet de se porter par Iglau et Teltsch sur la basse Autriche? Un peu plus tard, au commencement de mai, au lieu de songer à prendre de flanc le prince Charles, qu'il s'attendait à voir se porter de la Moravie sur Budweis, afin de soutenir de là le feld-maréchal Khevenhüller, le roi n'avait-il pas proposé aux Français de pousser l'armée du maréchal de Broglie vers la Bavière, de la diriger vers le Danube et de se charger lui-même de couvrir Prague où il serait resté bien tranquille? Ce projet souriait au roi, non seulement parce qu'il lui aurait donné une partie de la Bohême, et parce qu'il aurait de la sorte fait sortir les Français de Prague où il ne les avait vus entrer et rester qu'à contre-cœur, mais surtout parce qu'il était las de la guerre et parce que, depuis son infructueuse campagne d'hiver, il désirait réellement la paix.

En dépit des difficultés mêmes qui résultaient et des prétentions de Frédéric et des conditions premières posées par la reine, on aurait peut-être pu arriver à une solution dans le genre de celle qui intervint quelques semaines plus tard, sans le souvenir encore trop vivace de la conduite que le roi n'avait pas craint de tenir après la convention de Klein-Schnellendorf.

On se défiait, avec juste raison, de Frédéric; on redoutait l'habileté et l'absence de scrupules dont il venait de faire preuve pour renier sa parole. Enfin, le hasard même s'était chargé de raviver la méfiance bien naturelle, bien légitime de la cour de

Vienne. Au moment où Giannini annonçait à la reine que le roi avait fait venir lord Hyndford à Olmütz, afin de conclure la paix dans un délai de six semaines au plus, on avait appris par des dépêches importantes tombées entre les mains du gouvernement autrichien que le roi tenait plus que jamais à rester l'allié de la France. Belle-Isle s'était porté garant de la fidélité de Frédéric et deux lettres du cardinal de Fleury, en date des 29 et 31 mars, prouvaient que l'entente n'avait jamais été plus intime et plus cordiale. Enfin, le 11 avril, Podewils avait invité Valory à se rendre au quartier général du roi. De plus, la situation de l'Autriche s'était sensiblement améliorée depuis le moment où, dans les premiers jours de mars, Giannini avait été chargé de faire les premières ouvertures à la reine.

Lord Hyndford lui-même se méfiait du roi depuis Klein-Schnellendorf. Sa défiance s'était encore accrue, lorsque, au lieu de lui accorder l'entretien qu'il avait demandé à Frédéric, on fit savoir à Hyndford qu'il aurait à conférer avec Podewils, avec l'homme d'Etat qu'il croyait gagné à l'influence française. D'ailleurs une lettre de Schmettau lui avait donné à penser que le roi persisterait à exiger la cession de la Bohême à Charles VII. Loin de hâter son départ pour Breslau, il se borna à écrire au roi, le 27 mars, qu'il allait se mettre en route; mais il n'en ajourna pas moins son voyage, et quand Podewils le pria de se rendre, au lieu de Breslau, à Olmütz, il ne prit même pas la peine de lui répondre. Du reste, il ne croyait pas au succès des négociations, et, de plus, il tenait avant tout à recevoir des instructions du nouveau ministère anglais. Enfin, en fait de pleins pouvoirs il ne possédait que ceux que la Cour de Vienne lui avait donnés au moment de Klein-Schnellendorf.

Arrivé à Breslau le 17 avril, après avoir fait en route un crochet sur Dresde, Hyndford ne fut guère satisfait du résultat du premier entretien qu'il eut avec Podewils, le 18 au matin, et dans lequel celui-ci lui exposa le programme de Selowitz. Malgré tout le désir de son gouvernement de voir la paix se rétablir entre Frédéric et Marie-Thérèse, Hyndford ne put s'empêcher de répondre que le roi se piquait de trop de générosité aux dépens de l'Autriche et il protesta sans plus tarder contre la satisfaction « raisonnable » que le roi réclamait en faveur de ses alliés.

Au cours des négociations, Podewils, qui avait reçu du roi

une lettre expédiée de Chrudim, le 22 avril, se servit d'un dilemme imaginé par le roi, pour montrer à Hyndford « le ridicule que la Cour de Vienne se donne en demandant son assistance (celle du roi) contre ses ennemis[1] et pour prouver que sa neutralité suffirait pour valoir la victoire à Marie-Thérèse ; mais c'était précisément cette neutralité qu'Hyndford, tout comme la Cour de Vienne, ne pouvait considérer comme une garantie réelle et sérieuse. Cette idée, Hyndford l'avait déjà émise 6 semaines auparavant en écrivant à son collègue Robinson : « Il faut forcer ce monarque, qui ne respecte pas plus les lois divines que les lois humaines, qui a violé sans le moindre scrupule le traité du 9 octobre, à s'allier solennellement avec la reine et à chasser, de concert avec elle, les Français hors d'Allemagne ».

Bien qu'au premier abord l'entente parut fort difficile à établir, es négociations n'en avaient pas moins, d'autre part, quelques chances d'être couronnées de succès, chances d'autant plus sérieuses que l'Angleterre en avait assumé la direction, que le cabinet de Saint-James avait pris la reine sous sa protection, qu'il pouvait par cela même obtenir d'elle des concessions qu'elle aurait refusées sans cela et que le roi lui-même, inquiet de sa situation politique et militaire, avait de bonnes raisons pour faire une paix séparée, qu'il ne voulait plus d'une guerre dont le poids avait pesé uniquement sur ses épaules. D'autre part, l'entretien, qu'il venait d'avoir le 19 avec Valory, à Chrudim, n'avait en aucune façon satisfait Frédéric. Il avait cru s'apercevoir d'après quelques

---

[1] *Correspondance politique*, II, 796, à Podewils, 22 avril 1742 :

..... « S'ils (les Autrichiens) ne sont pas assez forts pour repousser eux seuls les Français et les Saxons, comment résisteront-ils à ces puissances lorsque je suis réuni avec elles ?

« Et s'ils sont assez forts d'eux-mêmes pour résister à tous, à plus forte raison résisteront-ils et vaincront-ils, s'ils n'ont affaire qu'à une partie de leurs ennemis.

« Ainsi, ils n'ont pas besoin de mon assistance et ma neutralité leur vaut la victoire..... » Un peu plus loin Frédéric ajoute : « ..... Il nous faut la paix et nous l'aurons toujours plus avantageuse si nous la faisons séparée, que si nous attendons la paix générale. Ainsi, attendez la réponse de la Cour de Vienne, ménagez et disputez ensuite le terrain pied à pied, mais cédez s'il le faut, et que nous ayons la paix..... »

Le 25, Podewils, après avoir lu le dilemne à Hyndford, mandait au roi :... « Hyndford se mit à rire et dit : « Répondez, je vous prie, au roi, que je « trouve ce dilemne aussi juste qu'une démonstration de Newton, je souhaite « seulement qu'on pense de même à Vienne ».

mots échappés à l'ambassadeur, que la France, elle aussi, songeait à la paix. En attendant on lui avait ouvertement demandé d'envoyer des troupes prussiennes dans le duché de Clèves, afin de tenir les Hollandais en échec. Enfin, et c'était là ce qui l'avait impressionné le plus désagréablement, on l'avait prié de fournir des subsides à l'empereur, et invité à lui payer les 200,000 écus qu'il lui devait encore du chef de la cession de Glatz[1], dont la citadelle tenait toujours. De plus, le prince de Dessau, au lieu d'arriver sur l'Elbe le 25, n'allait pouvoir rejoindre le roi au plus tôt qu'au commencement de mai. Aussi Frédéric se montre-t-il, dans les lettres qu'il écrit à Podewils les 20, 21 et 22 avril, disposé à toutes sortes de concessions : « Pourvu que la reine de Hongrie ne s'opiniâtre point sur mon assistance contre ses ennemis, il faudra conclure et se relâcher de quelques autres avantages ; car je suis de l'opinion qu'il faut toujours préférer le certain à l'incertain...[2] ». Le lendemain il va plus loin encore. Les Anglais ont affecté de n'avoir pas besoin de lui et ont insisté sur « le soupçon dans lequel la Cour de Vienne est que nous en userions après la paix comme après le protocole de Klein-Schnellendorf[3] ». S'il glisse assez légèrement sur le point de « faire sentir à l'Anglais tout le besoin que leur parti a de nous détacher », il déclare que « quant au second point il faut mettre aux Anglais et aux Autrichiens l'esprit en repos sur ce que nous romprions nos engagements, leur bien faire sentir la différence d'un traité et d'un pourparler et leur dire... que nous ne changeons pas d'avis à la première occasion ». S'il rejette absolument l'article de l'assistance, il est prêt à accepter « tels expédients qu'il plairait à Hyndford de proposer pour tranquilliser la Cour de Vienne à ce sujet. Il n'élève plus de prétentions sur certains territoires qu'il aurait voulu acquérir en Bohême ; il est disposé à se contenter de Glatz et du cordon des quartiers d'hiver dans la haute Silésie. Il charge même Podewils, lui qui tient tant à son argent, de faire sentir à Hyndford « que s'il vient à bout de cette négociation, 100,000 écus seront sa récompense ». Le 23, pour rassurer Hyndford sur la nature de l'engagement que le roi prendrait de ne pas

[1] *Correspondance politique*, II, 791, à Podewils, Chrudim, 19 avril 1742.
[2] *Ibidem*, II, 792, à Podewils, Chrudim, 20 avril 1742.
[3] *Ibidem*, II, 794, à Podewils, Chrudim, 21 avril 1742.

rompre un accommodement, Podewils communique au diplomate anglais le passage de la lettre même que le roi lui avait écrite le 21. Mais l'Anglais, devenu prudent depuis l'expérience de Klein-Schnellendorf, demanda que le roi lui renouvelât ces assurances dans un petit billet autographe qui devrait lui être adressé.

De tout ce qui précède, il semble qu'on est en droit de porter sur Frédéric le jugement qu'il porta plus tard sur la Cour de Vienne : « On a vu, de tout temps, écrit-il dans l'*Histoire de mon Temps*, l'esprit de la Cour d'Autriche suivre les impressions brutes de la nature ; enflée dans la bonne fortune et rampante dans l'adversité, elle n'a jamais su parvenir à cette sage modération qui rend les hommes impassibles à l'égard des biens et des maux que le hasard dispense. Alors son orgueil et son astuce reprenaient le dessus ». Dès qu'il ne vient plus de mauvaises nouvelles, dès qu'il sait que les Autrichiens n'ont pas inquiété la retraite du prince Thierry sur la Silésie, dès qu'il a appris que Maurice de Saxe a pris Eger[1], que les renforts français vont arriver en Bavière[2], que Khevenhüller, au lieu de se porter en avant pour les battre isolément, se dispose à se replier sur Landshut, il change de ton, tout en poursuivant encore l'obtention d'une paix séparée; il a parcouru et vu les cercles de Königgräetz et de Pardubitz; ils sont bien situés pour la Prusse, riches et fertiles; il désire les obtenir et croit qu'on pourra y parvenir par l'Angleterre. Du reste, il n'est déjà plus si pressé d'en finir. Il ne voit « aucun inconvénient à ce que les négociations durent deux mois[3] ». Il affecte d'oublier que l'avant-veille il a écrit à Podewils : « Je n'ai pas besoin de la paix... C'est à présent le temps de m'avoir ou jamais, et dès que je serai éclairci de ce que j'ai à espérer des puissances maritimes et de la maison d'Autriche, je prendrai mon parti pour la paix ou bien pour entrer aveuglément dans toutes les vues de la France et pour m'unir d'une façon si indissoluble avec cette puissance que la maison d'Autriche et le roi d'Angleterre, peut-être lui aussi, pourront se reprocher de m'avoir négligé[4] ».

---

[1] *Correspondance politique*, II, 803, au maréchal de Broglie, Chrudim, 23 avril 1742.
[2] *Ibidem*, II, 809, à Podewils, Chrudim, 27 avril 1742.
[3] *Ibidem*, II, 815, à Podewils, Chrudim, 28 avril 1742.
[4] *Ibidem*, II, 807, à Podewils, Chrudim, 26 avril 1742.

Il fait mieux encore, il écrit directement à Hyndford une lettre, qu'il ne lui fit pas remettre d'ailleurs, et dans laquelle il lui déclare que la situation des affaires présentes l'engage à se prêter à un accommodement avec la reine et que, si les Anglais lui font avoir l'équivalent des avantages qu'il perd en quittant le parti de la France, aussitôt après la conclusion de la paix, il contractera une alliance défensive avec les puissances maritimes[1]. Le même jour il a refusé à Belle-Isle de se porter contre Lobkowitz[2]. Enfin le lendemain, quand il apprend que « les Français ont un homme qui négocie pour eux à Vienne[3] », il écrit à Podewils : « Ceci me fait résoudre à m'accommoder le premier à tout prix[4] », et le lendemain, mais trop tard d'ailleurs, il lui conseille d'accepter même rien que la haute Silésie[4].

Le 1er mai, le comte de Mortagne, chef d'état-major de Belle-Isle, arrive au quartier général du roi. « Il souffle feu et flammes. Les Français veulent se servir de nous pour tirer les marrons du feu. Ils seront bien habiles s'ils y arrivent[5] », et aussitôt après Eichel mande à Podewils, au nom du roi : « La paix, je la veux, il me la faut. Si l'on me donne des conditions avantageuses, je m'en réjouirai ; si l'on ne m'en offre que de médiocres, je ne renoncerai pourtant pas à la faire[5] ».

Le 6 mai, enfin, il est plus calme et moins pressé. « ... J'ai oublié de vous dire que les Autrichiens ont évacué toute la Moravie et qu'ils se retirent en Bohême et en Autriche, ce qui nous met à notre aise et dans l'état d'attendre tranquillement la fin de la négociation. Toutes mes troupes m'ont joint, de façon que je ne crains pas le diable, quand même il aurait les cornes dix fois pires que les prêtres les dépeignent[6] ».

Ce mouvement de bascule, ces alternatives de calme et d'impa-

---

[1] *Correspondance politique*, II, 816, au comte de Hyndford, Chrudim, 28 avril 1742.

[2] *Ibidem*, II, 814, au maréchal de Belle-Isle à Francfort, Chrudim, 28 avril 1742.

[3] « J'ai découvert que les Français ont à Vienne un certain Fargis depuis quatre à cinq semaines. » Klinggräffen au roi, Francfort, 17 avril.

[4] *Correspondance politique*, II, 817 et 820, à Podewils, Chrudim, 29 et 30 avril 1742.

[5] *Ibidem*., II, 822 et 823, à Podewils, Chrudim, 1er mai 1742.

[6] *Ibidem*, II, 832, à Podewils, Chrudim, 6 mai 1742.

tience auraient pu durer longtemps encore, si le roi n'avait pas fini par recevoir la réponse de la Cour de Vienne. Pleine de confiance dans la réussite du mouvement de l'armée du prince Charles, trouvant exhorbitantes les concessions qu'on lui demandait, ne croyant pas, du reste, à la sincérité du roi[1], la reine refusait de rien céder en Bohême. Elle accorderait tout au plus au roi ou Glatz ou une partie de la haute Silésie, mais à la condition que le roi lui garantira ses Etats. d'Allemagne et signera avec elle et les puissances maritimes un traité d'alliance contre la France. Par suite d'une foule d'incidents et de circonstances, ce fut le 11 mai seulement que le roi prit connaissance de la réponse de la reine au moment même où, afin de faciliter et d'accélérer la marche des choses, il venait d'envoyer à Breslau le colonel von der Goltz, le négociateur de Klein-Schnellendorf.

« J'ai cru tomber en syncope en recevant la lettre que vous m'avez écrite. Je vois à présent que nous n'avons rien à espérer de la négociation de Hyndford et qu'il faut renoncer à toute paix séparée..... Vous devez déclarer à Hyndford..... que puisqu'il paraît, par les courriers de Hyndford, que la Cour de Vienne est d'une arrogance si insupportable, je ne puis faire mieux que de resserrer plus étroitement les nœuds qui m'unissent contre cette maison et ses alliés avec la France. J'ai fait écrire aujourd'hui à Belle-Isle de venir et, puisque les Autrichiens sont aveuglés, il faut précipiter leur ruine. Il semble que ce soit un arrêt de la Providence auquel nous ne pouvons pas résister. En un mot, mon parti est pris de pousser les opérations avec toute la force possible, afin de réduire la Cour de Vienne au point d'abaissement où elle doit être. Adieu, j'ai bien du chagrin de cette affaire, mais je n'y vois point de remède[2]. »

Et, en post-scriptum ces quelques mots:

« *Nous campons le* 13. *Effet de la négociation.* »

---

[1] Uhlefeldt, causant à ce moment à Robinson, lui disait : « Je regrette de voir l'Angleterre admettre la possibilité d'une chose absolument impossible, et croire que le roi de Prusse ne veuille pas nous tromper ».

[2] *Correspondance politique*, II, 839, à Podewils, Chrudim, 11 mai 1742. Cf. *Correspondance*, à Jordan, Chrudim, 11 mai 1742.

XII.

OFFENSIVE DU PRINCE CHARLES DE LORRAINE DANS LA DIRECTION DE PRAGUE.

Opérations des armées autrichienne et prussienne jusqu'au 16 mai au soir.

1. La conférence de Saar.

On avait dû s'incliner à Vienne devant la déplorable résolution du prince Charles et de Königsegg. Il ne restait donc plus, lorsque le prince arriva à Vienne, qu'à régler la marche de l'armée au delà de Saar. Mais, même sur ce point, on n'arriva pas à s'entendre à Vienne. La reine et le grand-duc n'avaient jamais voulu entraver par des ordres positifs la liberté d'action du prince. Marie-Thérèse et ses conseillers étaient à ce moment moins que jamais disposés à changer leur manière de faire, à donner autre chose que des conseils au jeune général dans lequel l'opinion publique, toujours prompte à s'enflammer, se complaisait à voir le libérateur et le conquérant de la Moravie.

Mais pendant ce temps, l'armée autrichienne arrivait sur la frontière de la Bohême et de la Moravie, et le prince quitta Vienne sans rapporter des instructions formelles, sans avoir pris une résolution. On s'était en somme borné à se conformer à son désir, en lui conseillant de conférer à Saar avec Lobkowitz et Königsegg avant de donner ses derniers ordres de mouvement. Arrivé le 10 au soir à Saar, le prince s'y entretint pendant presque toute la journée du 11 avec Lobkowitz et Königsegg, qui émirent naturellement des avis diamétralement opposés. Grâce aux nouvelles transmises par Nadasdy, auquel ses émissaires avaient fait savoir que les Prussiens paraissaient vouloir revenir en arrière sur Pardubitz, nouvelles que semblait confirmer le fait qu'un détachement prussien venant de l'aile droite du roi

avait été rappelé de Goltsch-Jenikau sur Czaslau, on finit par accepter les propositions de Königsegg ; on résolut de se porter sur Prague en marchant par Chotebor et Czaslau. On paraissait croire, — le mémoire envoyé à Vienne en fournit la preuve manifeste, — que les Prussiens n'attendraient pas l'attaque de l'armée, qu'ils n'avaient nullement envie de donner la bataille et qu'ils n'avaient évacué la Moravie que pour éviter avec l'armée autrichienne une rencontre qu'ils redoutaient.

Afin d'immobiliser Broglie et de détourner son attention de Prague, Lobkowitz devait, au moment où l'armée partirait de Saar, attaquer le château de Frauenberg, qu'il avait seulement investi jusqu'à ce moment, et se porter, à cet effet, sur Zahaj au nord-ouest de Budweis.

La résolution prise par le prince Charles et la direction qu'il avait choisie furent loin de lui valoir l'approbation de la cour de Vienne. Le grand-duc surtout critiqua la décision de son frère. Il lui exposa à nouveau dans une lettre motivée les observations fort judicieuses qu'il lui avait déjà faites de vive voix à Vienne. Il avait bien jugé la situation et avait eu raison de trouver dangereux tout mouvement offensif contre Prague exécuté tant que les Prussiens, se tenant sur la ligne de l'Elbe, pourraient, en moins de deux marches, couper les communications de l'armée autrichienne, d'autant plus compromise devant Prague que le manque de grosse atillerie ne lui permettait même pas de briser la résistance de la faible garnison. Le grand-duc persistait, par suite, à dire à son frère que seul le mouvement sur Königgrätz pouvait déterminer le roi à évacuer le nord-ouest de la Bohême, à se retirer sur Glatz et à découvrir la route de Prague.

2. Marche de l'armée autrichienne sur Ronow (12-16 mai 1742).

Dès le lendemain de la conférence de Saar, l'armée du prince Charles avait franchi la frontière de Bohême, s'était portée, en marchant sur deux colonnes, sur Borau (15 kilomètres). La colonne du sud (aile droite et réserve d'artillerie) avait pris par Gross-Losenic, celle du nord (aile gauche et corps de réserve) par Radcin et Weprikau.

Le 13, on continua le mouvement dans le même ordre ; mais

le corps de réserve formait l'avant-garde, et l'armée s'arrêta le soir à Chotebor (12 kilomètres); on y fit halte le lendemain pour donner aux convois le temps de rejoindre. Cette halte était d'autant plus nécessaire que, malgré les bons résultats que le prince s'était promis de l'établissement des lignes d'étapes et de ravitaillement basées sur les magasins de Znaym et d'Iglau, malgré les nombreux séjours qu'on avait fait faire à l'armée, malgré les marches ridiculement courtes exécutées par les troupes, malgré la longue durée de l'arrêt à Saar, l'armée avait de nouveau manqué de pain, depuis qu'elle avait repris son mouvement.

Le 13, on apprit que les Prussiens avaient quitté Czaslau pour se concentrer à Chrudim. Il était désormais probable, presque certain, que le roi ne songeait en aucune façon à se retirer derrière l'Elbe. Königsegg et le prince Charles envisageaient, du reste, avec confiance et non sans une certaine satisfaction l'éventualité d'une bataille, dont l'issue devait leur être favorable, puisqu'ils croyaient avoir la supériorité du nombre. Du reste, on avait encore des doutes sur les véritables intentions du roi qui, tout en s'établissant au sud de l'Elbe, avait pris position à une assez grande distance de la ligne d'opération de l'armée sur Prague. De toute façon, on crut bien faire en prenant, sans plus tarder, possession de Czaslau, que le prince fit occuper le jour même, 14 mai, par 700 chevaux et 800 hommes de Warasdin, sous les ordres du colonel comte Bentheim, qui n'y trouva plus personne et s'y installa tout tranquillement.

Le 15 mai, l'armée reprit son mouvement sur Czaslau en deux colonnes formées sur deux lignes, la réserve d'artillerie derrière la première ligne, le corps de réserve derrière la deuxième, et campa dans la même formation à l'est de Wilimow, son front tourné vers Chrudim. Le général Nadasdy, poussé de Swratka sur Sec, avait informé, le 15, le prince Charles qu'il avait relevé la présence aux environs de Podhoran, sur la route de Chrudim à Czaslau, de grosses masses de troupes prussiennes. Il était, dès lors, évident que le prince et Königsegg s'étaient absolument trompés. Le fait d'avoir poussé du monde de Chrudim sur Podhoran, c'est-à-dire sur un point plus rapproché de Czaslau que ne l'était Wilimow, indiquait bien nettement l'intention de Frédéric d'interdire aux Autrichiens à hauteur de Czaslau la

route de Prague. Le prince Charles, tenant à contrôler par lui-même l'exactitude du renseignement envoyé par Nadasdy, poussa en personne jusqu'à Ronow, d'où il découvrit un gros camp prussien établi sur les hauteurs de Podhoran. D'après le dire des déserteurs, il n'y avait là qu'une avant-garde forte de 6,000 hommes, conduite par le roi, tandis que le gros de son armée était encore à Chrudim. Le prince renonça, par suite, à envoyer de nuit les quartiers-maîtres et les fourriers déterminer l'emplacement du camp de Ronow. Le 16 au matin, l'armée, dont le corps de réserve formait l'avant-garde, se porta en deux colonnes sur Ronow. Quand elle arriva sur ce point, il n'y avait plus aucune trace d'un camp prussien à Podhoran. Nadasdy venait du reste, de mander au prince que l'armée prussienne tout entière avait quitté, dès l'aube, Chrudim pour serrer sur l'avant-garde. Quelques instants plus tard, comme les troupes postées à Czaslau, faisaient savoir que l'avant-garde prussienne, passant par le nord de Czaslau, se portait par Starkocz et Zbyslau sur Kuttenberg, le prince Charles résolut de maintenir son armée au camp de Ronow.

3. Mouvements de l'armée prussienne jusqu'au 15 mai.

Frédéric II avait commencé par refuser de croire à la nouvelle que le colonel von Winterfeldt, envoyé contre Nadasdy, lui fit tenir le 5 mai en lui annonçant que l'armée autrichienne, se portant par Saar et Deutsch-Brod, allait chercher à arriver sur Prague en longeant la Sazawa. Le roi persistait encore à penser que les Autrichiens « rentreraient dans leurs vieux quartiers (à Budweis) ou qu'ils tâcheraient de renforcer le corps de Khevenhüller[1] ». La nouvelle de l'entrée à Habern des hussards autrichiens, qui lui semblaient envoyés sur ce point afin de flanquer sur sa droite la marche de l'armée sur Neuhaus, ne fit que confirmer le lendemain le roi dans sa manière de voir.

Le service d'exploration et des renseignements semble d'ailleurs avoir été assez mal organisé à ce moment, puisque ce fut le 9 seulement que le roi eut, de façon positive, connaissance

---

[1] *Correspondance politique*, II, 830, au maréchal de Broglie, Chrudim, 5 mai 1742.

des mouvements des Autrichiens vers la Sazawa, et, le 10, qu'il apprit qu'ils avaient quitté Saar, renoncé aux cantonnements et fait camper leurs troupes.

Il était clair désormais que le prince Charles était décidé à rentrer en opération. Tout en ne croyant pas à la probabilité d'une attaque dirigée contre lui, Frédéric, afin d'empêcher de toute façon son adversaire de s'emparer de Prague, résolut de faire serrer ses troupes sur sa droite et de les établir du côté de Czaslau ou de Ronow.

Le mouvement qui amena, le 8, Lobkowitz à Kralowitz à environ 30 kilomètres à l'ouest de Deutsch-Brod, dissipa les derniers doutes du roi. Il crut même l'attaque tellement imminente que, dans la crainte de n'avoir plus le temps d'opérer la concentration de son armée sur sa droite, il lui donna, le 10, l'ordre de s'assembler le 13 à Chrudim, la droite appuyée au village et au château de Medleschitz, la gauche à Slatinan. L'armée du roi se composait à ce moment de 35 bataillons, 2 compagnies de grenadiers, 60 escadrons, d'un régiment de hussards et de 88 canons. Son effectif total s'élevait à 19,000 fantassins, 8,600 cavaliers et 1000 hussards.

Après avoir reçu, le 11, la dépêche par laquelle Hyndford l'informait du refus de la cour de Vienne d'accepter ses propositions, le roi avait le choix entre deux partis : « ou de mettre l'Elbe devant soi ou d'aller à la rencontre du prince de Lorraine et de le combattre. Le dernier parti prévalut, non seulement comme le plus glorieux, mais encore comme le plus utile, parce qu'il devait hâter la paix ; les négociations, comme nous l'avons dit, demandaient un coup décisif[1] ».

Le résultat final ne faisait pas de doutes pour le roi. Son armée était nombreuse, en parfait état, animée du meilleur esprit, et, de plus, il s'attendait à être renforcé à tout instant par le détachement du général von Derschau, en route pour le rejoindre.

Le 14, les batteurs d'estrade, les espions et les déserteurs l'avertissent que le prince Charles allait camper à Sec et à Bojanow. Tandis que le prince héritier d'Anhalt s'imagine que l'ennemi se propose d'attaquer Czaslau, le roi, au contraire, a vu

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.

plus juste. Pour lui, les Autrichiens veulent se porter sur Prague, c'est pour cela qu'ils occupent Czaslau et que, afin de l'empêcher de les suivre, ils s'efforcent de détruire ses magasins établis à proximité de l'Elbe. Peut-être enfin prendront-ils position à Kuttenberg pour le couper de l'armée française.

Le roi, qui a hâte d'en venir aux mains avec le prince de Lorraine, a, dès ce moment, pris la résolution de lui offrir la bataille du côté de Kuttenberg et de Czaslau. Mais, avant de commencer le mouvement, il faut distribuer à l'armée du pain que doit fournir la boulangerie de campagne de Königgrätz. Aussi Frédéric, craignant d'être prévenu par les Autrichiens à Czaslau et à Kuttenberg, prend le parti de diviser son armée. Il part de sa personne avec une avant-garde forte de 10 bataillons, 10 escadrons de cavalerie et le régiment de hussards pour gagner la route de Prague. Le prince héritier d'Anhalt doit le suivre le lendemain avec le reste de l'armée dès que les caissons de pain seront arrivés[1].

C'était là une résolution quelque peu hardie et aventureuse que le roi justifie et explique en disant : « Il fallut presser cette marche pour arranger la boulangerie de l'armée à Podiebrad[2] ». Il tenait de plus à paralyser l'action des hussards autrichiens qu'il redoutait de voir détruire les magasins qu'il avait eu le soin d'établir sur la route de Prague.

Le 16 au matin il quitte le camp de Chrudim, se porte vers les hauteurs à l'ouest de Podhoran, arrive vers midi sur les crêtes du côté de Chotieborcz, y range ses troupes sur un poste avantageux, va à la découverte avec les hussards sur une colline qui n'en était pas distante; on y aperçut des hussards qui battaient le pays du côté de la Doubrawa, et du côté de Willimow « un camp qu'on jugea à peu près devoir contenir 7,000 à 8,000 hommes[3] ».

Malgré son grand désir d'arriver au plus vite jusqu'à la chaussée de Prague, le roi crut plus prudent d'arrêter ses troupes sur la position avantageuse qu'il venait de choisir. Il était trop

---

[1] *Correspondance politique*, II, Relation de la bataille de Chotusitz, Czaslau, 19 mai 1742.

[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.

[3] *Correspondance politique*, Relation de la bataille de Chotusitz.

près de l'ennemi pour s'éloigner davantage du gros de son armée, et de plus il n'avait sur la force et les intentions de son adversaire que des données incertaines et tellement vagues qu'il devait avant tout se mettre en garde contre une surprise. « En combinant avec la marche du prince de Lorraine le corps qu'on apercevait, on jugea que ce pourrait être le prince de Lobkowitz qui venait de Budweis pour se joindre à l'armée du prince [1] ». L'arrivée d'un déserteur autrichien que lui envoya le prince héritier d'Anhalt confirma le roi dans cette croyance et il donna ordre au prince Léopold de se mettre en marche dès l'aube du jour pour venir camper à Chotusitz [2], afin que ces deux corps fussent à portée de se soutenir réciproquement.

De Podhoran, l'armée prussienne devait se porter vers Czaslau pour barrer aux Autrichiens la route de Prague.

4. Positions des deux armées le 16 mai.

Les deux armées étaient si près l'une de l'autre que le roi fit camper ses troupes en ordre de combat pendant la nuit du 15 au 16 mai : « Les chevaux de la cavalerie étaient sellés et les soldats habillés. Les patrouilles des Prussiens allèrent pendant toute la nuit. Le lendemain 16, à la pointe du jour, des hussards rapportaient que le camp, que l'on avait vu la veille à Willimow, avait disparu [3] ». C'était là une fausse nouvelle transmise par la cavalerie légère du roi qui n'avait pas osé s'éloigner autant qu'il l'aurait fallu pour arriver à se bien renseigner. L'armée du prince Charles était encore à ce moment à Willimow. Elle avait, il est vrai, replié ses tentes, mais elle ne se mit en marche qu'après 6 heures. Il y a donc tout lieu de croire que les cavaliers prussiens, comme le roi la veille, n'avaient vu que l'avant-garde autrichienne, le corps de réserve qui, formant l'avant-garde, avait fort bien pu décamper à la pointe du jour.

Le service d'exploration de la cavalerie légère du roi laissait, on le voit, encore beaucoup à désirer. Il semble du reste, et

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.
[2] *Correspondance politique*, Relation de la bataille de Chotusitz.
[3] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.

ses différents écrits nous en fournissent la preuve, que le roi ignora, même longtemps après la guerre de la Succession, quelles étaient les troupes qu'il avait aperçues à Willimow; loin d'être un détachement du corps Lobkowitz ou de constituer l'avant-garde du prince Charles, c'était l'armée entière de ce prince qui campait à Willimow[1].

Croyant à ce moment qu'il n'avait eu devant lui la veille qu'une avant-garde qui s'était hâtée de décamper pour arriver avant lui à Czaslau ou à Kuttenberg, le roi renonça à attendre l'approche de son gros et se mit en marche entre 5 et 6 heures du matin pour gagner Kuttenberg « afin d'en tirer du pain pour l'armée qui n'en avait plus que pour le jour même et pour être à portée de devancer l'ennemi, s'il voulait aller sur Prague ou de nous joindre à l'armée, s'il s'agissait de livrer bataille[2] ». Il avait eu le soin de prévenir le prince Léopold du mouvement qu'il exécutait sur Czaslau; après avoir laissé une partie des hussards Bronikowski au camp de Chotieborcz, il avait chargé le reste de ce régiment de couvrir son flanc gauche contre les coups de main des hussards autrichiens, dont l'audace et la curiosité devenaient de jour en jour plus gênantes.

Pendant que le roi exécutait ce mouvement, l'armée autrichienne marchait de son côté sur Ronow sans être aperçue par les éclaireurs prussiens qui, n'osant dépasser les crêtes des collines de peur de se montrer, ne purent découvrir les deux colonnes défilant à peu de distance dans les fonds de la vallée, dans des chemins creux qui couraient à travers de nombreux petits bois. De plus, pressé d'arriver à Kuttenberg, le roi qui, sachant que Czaslau avait été occupé la veille par les Autrichiens, avait chargé le prince héritier Léopold d'Anhalt d'en déloger ses adversaires, avait quitté la chaussée avant d'arriver à hauteur de Czaslau et s'était rejeté plus au nord. Vers midi, le roi entrait sans encombre à Kuttenberg. On n'avait aperçu en route que quelques hussards. Le roi en conclut qu'au lieu de se porter vers l'ouest, le corps autrichien, qu'il avait vu la veille, avait dû se rapprocher du gros de l'armée. En tout cas il avait réussi à

[1] Il suffit pour cela, de comparer l'*Histoire de mon Temps* avec la relation de la bataille de Chotusitz, *Correspondance politique*, II.
[2] *Correspondance politique*, II. Relation de la bataille de Chotusitz.

devancer son adversaire sur la route de Prague. Il ne s'agissait plus pour lui que de faire vivre ses troupes qu'il établit en cantonnements étendus. Lui-même s'installa avec sa garde à Kuttenberg. « On trouva dans cette ville une cuisson de pain préparée pour les Autrichiens et tous les vivres dont les troupes peuvent avoir besoin [1]. »

La position, que le roi venait de prendre sur la foi de fausses nouvelles, était en somme assez dangereuse. Il était arrivé, il est vrai, à Kuttenberg, mais il n'y avait que le tiers de son armée, dont le gros se trouvait encore à plus de 15 kilomètres de lui, tandis que l'armée autrichienne était à Ronow, à 6 kilomètres de la ligne de marche du roi et par suite en mesure de s'interposer entre les diverses fractions de son armée. La situation était d'autant plus critique que le prince Charles était, grâce à l'activité et à l'intelligence de ses cavaliers, absolument au courant de tout.

Le prince de Lorraine, qui recherchait maintenant la bataille, n'aurait pu désirer une occasion plus avantageuse que celle qui s'offrait à lui pendant la journée du 16. Et cependant il n'osa rien entreprendre et donna à son armée l'ordre de camper à Ronow. Si l'on peut jusqu'à un certain point admettre qu'il ait craint d'être pris entre deux feux en poussant jusqu'à Zbyslau, il est d'autre part impossible de s'expliquer les raisons pour lesquelles il a négligé de couper les communications entre les deux groupes de l'armée du roi, de détruire par exemple le pont de la Doubrawa.

Non content de perdre une occasion aussi favorable, le prince de Lorraine en laissa échapper une seconde que la fortune, généralement avare, lui offrit dans la même journée. Le prince héréditaire d'Anhalt, parti de Chrudim à 4 heures du matin et marchant sur deux colonnes, avait reçu, avant d'avoir atteint le défilé d'Hermanmestetz, en même temps que l'ordre de pousser au delà de Podhoran et de venir camper entre Czaslau et Chotusitz, l'avis que les Autrichiens n'avaient plus personne du côté de Willimow. Entre 10 et 11 heures, au moment où ses colonnes très éprouvées par la marche, arrivaient à proximité des hauteurs de Podhoran, le général-lieutenant von Flanss l'informa de

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.

la présence des hussards autrichiens à l'endroit même où le roi avait campé la veille. Le prince Léopold, après les avoir fait chasser, se porta jusque sur les crêtes et découvrit, à sa grande surprise, un camp établi à moins de 6 kilomètres de là, entre Ronow et Zleb, un camp qu'il apercevait nettement et dans lequel devaient se trouver de 28,000 à 30,000 hommes, c'est-à-dire toute l'armée du prince Charles. La situation était grave. S'il se conformait aux ordres du roi, s'il se décidait à continuer sa marche, il courait risque d'être arrêté au pont de Zbyslau, attaqué de flanc par un adversaire supérieur en nombre et obligé d'accepter le combat dans des conditions absolument défavorables et qui ne laissaient guère de doute sur l'issue finale. Sans vouloir rechercher les motifs qui décidèrent le prince à mépriser le danger réel dont il était menacé, il n'en faut pas moins reconnaître que, connaissant les idées du roi, il crut devoir s'y conformer aveuglément, imprudemment peut-être et donna sans hésiter l'ordre de continuer la marche. Il eut d'ailleurs le soin de faire avertir le roi de la présence de toute l'armée autrichienne à Ronow[1] et de lui demander de se porter au plus vite de son côté, afin d'opérer sa jonction avec lui.

Les troupes légères autrichiennes avaient d'ailleurs occupé les passages de la Doubrawa. Il fallut déployer un régiment d'infanterie pour les chasser du pont de Zbyslau et s'ouvrir la route que devaient suivre les trois officiers que le prince envoyait au roi à Kuttenberg.

Les deux colonnes du prince Léopold, resserrées dans l'étroit défilé que formait le pont de Zbyslau, employèrent tout le reste de l'après-midi au passage de la Doubrawa, sans que le prince Charles et Königsegg, prévenus par les hussards, se fusssent décidés à rien entreprendre contre lui. On avait donc, pour la deuxième fois dans la même journée, mais cette fois sans qu'il soit possible de faire valoir la moindre excuse plausible, laissé échapper l'occasion d'écraser le prince Léopold et d'en finir le lendemain avec le roi, dont la faible avant-garde n'aurait pas été en mesure de résister aux 30,000 hommes de la grande armée de Bohême.

---

[1] *Correspondance politique*, II. Relation de la bataille de Chotusitz.

Le passage du pont de Zbyslau avait pris tellement de temps, avait présenté de si grandes difficultés, que le prince Léopold n'arriva que fort tard devant Czaslau encore occupé par les troupes autrichiennes, qui décampèrent, il est vrai, dans la nuit. Mais la journée était déjà si avancée, ses troupes si fatiguées, que le prince n'osa pas attaquer. Au lieu de s'établir sur les emplacements que le roi lui avait désignés, force lui fut de camper à 4 kilomètres au nord de la ville entre l'étang de Cirkwitz et le village de Sehuschitz.

XIII.

LA BATAILLE DE CZASLAU (17 MAI 1742).

Comme nous le faisions remarquer il y a deux ans, à propos de la bataille de Mollwitz, la bataille de Czaslau, la deuxième grande bataille livrée par le roi de Prusse, est, elle aussi, trop connue pour qu'il soit nécessaire de la décrire en détail. Elle n'est, d'ailleurs, de l'avis même de l'un des plus fervents admirateurs de Frédéric, comme Mollwitz, Hohenfriedberg et Soor, qu'une bataille de rencontre, une de ces batailles dans lesquelles le roi ne prend l'offensive qu'au dernier moment[1]. Nous nous bornerons donc à emprunter au 3e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche* les données nouvelles que les auteurs ont réussi à découvrir, et plus particulièrement les considérations qui suivent le récit de cette bataille.

Le prince héréditaire d'Anhalt, loin de s'illusionner sur la gravité de sa situation, semble s'être, jusqu'à un certain point, exagéré jusqu'aux inconvénients que présentait l'emplacement d'un camp, que la longueur de la marche, l'heure tardive de son arrivée, l'épuisement de ses troupes, très éprouvées par la grande chaleur, et le terrain accidenté qu'elles avaient eu à traverser, l'avaient contraint à établir. Après avoir essayé de son mieux de se mettre à l'abri des coups de main des hussards, qui escadronnaient de tous côtés, il avait permis à ses troupes de dresser leurs tentes, à sa cavalerie de desseller. Mais il n'en était pas moins soucieux et préoccupé, d'autant plus inquiet même que le roi n'avait pas encore répondu aux dépêches qu'avaient dû lui remettre les trois officiers, le colonel von Schmettau, le lieutenant-colonel von Wylich et le capitaine Blankensee, qu'il lui avait envoyés à son arrivée sur les bords de la Doubrawa. N'y tenant plus, il fit partir pour Kuttenberg,

---

[1] Clausewitz, *Hinterlassene Werke, Strategische Betrachtung mehrerer Feldzüge*, t. X. Clausewitz a toutefois soin de faire remarquer que le roi avait prévu et voulu la bataille de Hohenfriedberg.

à 10 heures du soir, son aide de camp, le capitaine von Bülow, qui lui rapporta, à 2 heures du matin, une lettre du roi. Clausewitz, il suffira pour cela de jeter un coup d'œil sur cette dépêche, ne s'est donc pas trompé en qualifiant de bataille de rencontre la bataille du 17 mai 1742.

Le roi, après avoir promis au prince de se joindre à lui le lendemain, après lui avoir dit qu'il lui enverra du pain et qu' « ensuite de quoi il faut attaquer l'ennemi sans balancer et dans quelque lieu qu'il se trouve », ne doute pas du résultat final. « Je me promets, à moins que la Providence ne soit contre nous, que l'ennemi sera à nous et que nous en aurons bon marché. Vous voyez cependant que nous avons eu raison de marcher et qu'une occasion comme celle-ci ne se retrouvera peut-être jamais [1]. »

Mais il y avait à cette dépêche un *post-scriptum* qui donne entièrement raison à Clausewitz, un *post-scriptum* que l'on a supprimé dans la *Correspondance politique*, mais qui se trouve dans le rapport du prince héréditaire d'Anhalt, en date du 30 mai, comme dans celui de Schmettau à l'empereur Charles VII : « *L'armée se reposera le* 17 *et n'attaquera que le* 18 ».

Au quartier général autrichien, on avait passé toute la journée du 16 à examiner la situation et à discuter ce qu'il convenait de faire. On voulait effacer l'échec de Mollwitz, on voulait se battre; mais on laissait passer l'occasion inespérée qui s'était présentée, le moment où une attaque quelque peu énergique aurait été couronnée de succès. Enfin, après avoir longuement conféré au lieu d'agir de suite, le prince Charles et Königsegg, convaincus que « l'armée prussienne, épuisée par des marches forcées serait obligée de s'arrêter [2] », résolurent, après avoir tenu leur armée pendant toute la journée au bord d'une petite rivière et d'un marais qu'ils n'avaient pas osé passer en plein jour, de lui faire exécuter une marche de nuit dans ce terrain même « afin de voir s'il ne serait pas possible de joindre l'ennemi [2] ». Mais il s'agissait de savoir où le gros de l'armée prussienne allait camper cette nuit. C'était là une tâche qui devait incomber aux hussards ; or, en raison

---

[1] *Correspondance politique*, II, 845. Au prince héréditaire d'Anhalt-Dessau. Kuttenberg, 16 mai 1742.

[2] *Relation du prince Charles.*

même des ordres donnés par le prince, il se trouvait précisément n'avoir pas la moindre troupe légère sous la main pendant la journée du 16, et ce fut seulement vers le soir que Nadasdy, revenu le premier, put se remettre en route. On le dirigea sur Kuttenberg, sans avoir eu le soin de lui dire que le colonel Bentheim occupait Czaslau avec 400 hussards, que d'autres battaient le pays du côté du camp prussien de Chotusitz, si bien qu'arrivé dans la nuit en vue des cantonnements de Kuttenberg avec des cavaliers hors d'état d'aller plus loin, ne pouvant apprendre rien de précis pendant la nuit, Nadasdy n'hésita pas à faire savoir au prince que l'armée prussienne était cantonnée dans ces parages et à donner à ses hussards un repos dont ils avaient grand besoin.

Dès 7 heures, sans attendre les renseignements que Nadasdy devait lui envoyer, le prince avait expédié à ses régiments l'ordre de se tenir prêts à se porter par ligne, vers leur gauche, la cavalerie en tête, en laissant au camp leurs bagages, leurs tentes et leurs voitures de vivres. Entre 8 et 9 heures du soir, l'armée autrichienne commença son mouvement sur Czaslau, en deux colonnes, marchant parallèlement et à peu de distance l'une de l'autre, la cavalerie à l'avant-garde, la réserve d'artillerie en queue et flanquées sur leur droite par le corps de réserve, qui se dirigeait également sur Czaslau, mais en passant par Zleb.

L'armée, n'ayant en somme que 12 kilomètres à parcourir pour atteindre Czaslau, aurait dû y être rendue tout entière vers minuit, d'autant plus que la nuit était claire et que la lune était dans son plein. Mais on rencontra tant de difficultés en route, surtout au passage d'un petit ruisseau, que la cavalerie seule arriva à minuit et demi et que l'armée n'atteignit, en réalité, Czaslau qu'à 4 heures du matin, au moment où le jour allait paraître.

Le prince Charles semble avoir cru, même encore à ce moment, que l'armée ennemie était tout entière cantonnée très au large du côté de Kuttenberg. Les renseignements fournis par les gens du pays dans la journée du 16, ceux que Nadasdy lui envoya dans la nuit, et dont l'inexactitude n'était que la conséquence forcée des instructions incomplètes données à ce général, qu'on n'avait pas mis au courant de la situation, auraient pu, à la

vérité, confirmer le général dans cette idée. Mais il est difficile d'admettre que, ni Bentheim, qui occupait Czaslau, ni les hussards, qui avaient harcelé jusqu'après la tombée de la nuit l'armée du prince héréditaire du côté de Chotusitz, ne lui aient rien signalé, ne lui aient pas rendu compte de la marche du gros de l'armée ennemie.

Quoi qu'il en soit, le prince Charles n'en résolut pas moins, lorsque son armée fut réunie à 7 heures du matin à Czaslau, de lui faire continuer, couverte par une avant-garde composée du corps de réserve et des cavaliers de Bentheim, sa marche en deux colonnes sur Kuttenberg, sans rien changer pour le reste à l'ordre de marche adopté pendant la nuit.

L'expédition des ordres et la formation de l'avant-garde firent perdre tellement du temps, que ce fut vers 5 heures du matin seulement que la pointe de cette avant-garde atteignit les hauteurs de la rive gauche de la Brslenka et aperçut les troupes ennemies établies sur le mouvement de terrain qui va de Chotusitz à l'étang de Cirkwitz. C'étaient, à n'en pas douter, des avant-postes couvrant un camp établi en arrière du pli de terrain. « On allait avoir l'occasion de s'attaquer à l'ennemi [1]. »

Le prince ordonne aussitôt à son armée, qui se trouvait encore à Czaslau, de se déployer en *ordre de bataille* au nord de la Brslenka, à son infanterie de mettre sac à terre et de passer le ruisseau sur les deux ponts de pierre dont on disposait, pendant que la cavalerie attaquait à 5 h. 30. Afin de pouvoir porter sa gauche droit contre l'extrémité est de l'étang de Cirkwitz, il dut pousser sa droite à cheval sur la Brslenka, si bien que ses deux ailes se trouvèrent en l'air, sans point d'appui, et sans autre couverture que celle de la cavalerie.

Quant au déploiement même, en raison des formations rigides en usage à cette époque, de la difficulté que présentait le passage des défilés formés par les deux ponts de pierre, il prit d'autant plus de temps que, malgré l'ardeur des troupes qui avaient oublié toutes leurs fatigues et qui brûlaient d'en venir aux mains avec l'ennemi, ce fut seulement vers 8 heures qu'elles réussirent à prendre pied sur la rive gauche de la Brslenka.

---

[1] *Relation du prince Charles.*

Les Prussiens n'avaient pas eu vent de la marche des Autrichiens de Ronow à Czaslau. Dès la pointe du jour, le prince héréditaire, voulant rectifier la ligne de ses avant-postes qu'il n'avait pu bien établir la veille au soir à cause de l'heure tardive de son arrivée à Sehuschitz, était monté à cheval pour se rendre d'abord à son aile droite, puis à Chotusitz où le commandant de ses avant-postes d'extrême droite lui manda qu'il venait d'apercevoir une colonne autrichienne débouchant de Czaslau. Le prince héréditaire, retournant à sa droite et n'apercevant que des cavaliers, n'en envoya pas moins l'ordre à sa cavalerie de seller, à l'infanterie de faire rentrer ses postes et de se tenir prête à marcher. A 6 heures du matin, bien qu'il eût continué à ne voir que de la cavalerie, il n'en était pas moins évident pour lui, en raison même du nombre de ces cavaliers, que l'armée autrichienne était là. Il en donna avis au roi et prit ses dispositions pour résister jusqu'à son arrivée.

La position du prince héréditaire était assez difficile ; ses troupes, contrairement à l'usage, n'avaient pas pu camper sur les positions mêmes sur lesquelles elles auraient pu attendre et repousser une attaque. Il lui fallait sortir au plus vite de ce camp provisoire, faire prendre à son armée de nouvelles positions en présence d'un adversaire dont le déploiement était déjà commencé. La transmission des ordres était encore si compliquée, l'exécution de ces ordres était sujette à tant d'erreurs lorsqu'on les faisait parvenir aux troupes soit par écrit, soit verbalement par des officiers d'ordonnance, que le prince héréditaire prit le sage parti de rejoindre son armée et de donner lui-même et de vive voix ses ordres à ses lieutenants. A sa droite, où il fallait laisser la place nécessaire à l'entrée en ligne de l'armée du roi, il prescrivit à Buddenbrock de faire un demi-à-droite pour aller s'établir parallèlement à l'étang de Cirkwitz. La cavalerie de l'aile droite se rangea en potence et formait par suite un crochet offensif qui, prolongeant la droite de la ligne, allait exercer une influence considérable sur la marche de la journée. L'infanterie du général von Kalckstein devait quitter le camp et se porter droit devant elle jusqu'au bord même du pli de terrain ; l'artillerie de réserve allait se mettre en batterie sur le point le plus élevé, la hauteur d'où le prince avait aperçu la cavalerie autrichienne. A gauche, l'infanterie reçut l'ordre

de venir appuyer sa droite au village de Chotusitz et la cavalerie de s'établir plus à gauche, à l'est du village de Chotusitz. Il était plus de 7 heures, lorsque le prince eut achevé de donner ses ordres, et malgré la hâte que l'on mit à les exécuter, bien qu'on eût négligé de lever les tentes et de faire prendre au convoi la formation réglementaire, le déploiement de l'aile gauche prit d'autant plus de temps que le terrain marécageux obligeait les troupes de cette aile à suivre les routes et à marcher en colonne. A l'aile droite, les choses avaient été plus vite. Un peu après 7 heures, la cavalerie de Buddenbrock était en position au sud de l'étang de Cirkwitz, derrière un léger accident de terrain qui la dérobait aux vues des Autrichiens. A 7 h. 30, l'infanterie de Kalckstein se portait en bataille vers la position qui lui avait été assignée. Le roi venait de faire dire qu'il était en marche et qu'on devait laisser à ses troupes la place dont ses 16 bataillons et ses 10 escadrons avaient besoin dans la 2e ligne. Quelques instants plus tard, 5 de ses escadrons de dragons arrivaient sur le terrain et allaient renforcer la cavalerie de Buddenbrock. A gauche, un régiment s'était mis en bataille au sud de Chotusitz. Tout le reste de cette aile s'avançait en colonne vers Chotusitz au moment où (7 h. 30 du matin) le roi arriva sur le champ de bataille avec 8 bataillons.

Les deux armées présentaient un effectif à peu près égal : 34 bataillons et 26 compagnies de grenadiers, 12 régiments de cavalerie, 4 de hussards et quelques troupes des confins militaires, soit du côté des Autrichiens, un peu plus de 23,000 hommes, plus environ 5,500 hommes de troupes légères, dont une partie, du reste, ne rejoignit que pendant la journée.

Du côté des Prussiens, 33 bataillons, 60 escadrons de cavalerie et 10 de hussards, environ 28,000 hommes. Mais les Prussiens avaient une artillerie plus puissante comme calibre et plus nombreuse comme pièces, que les Autrichiens, et le roi put opposer 80 bouches à feu aux 40 canons du prince Charles.

A 7 h. 30, l'armée autrichienne avait à peu près achevé son déploiement : mais l'absence des hussards avait empêché le prince de Lorraine de se procurer des renseignements sur la position et les intentions de l'ennemi. Afin de mettre un terme à cet état de choses, le prince Charles prescrivit à ce moment à la cavalerie de sa gauche (général de cavalerie comte Batthyany)

de se porter droit devant elle. Batthyany, précédé par quelques hussards, se dirigea vers la hauteur occupée par l'artillerie prussienne qui, ouvrant le feu, jeta le désordre et la confusion dans les rangs de ses cavaliers. Cette avant-garde, échappant à ses chefs, fit demi-tour, se précipita sur le corps de réserve qui la suivait, et le rompit de telle sorte que Batthyany ne parvint à rallier ses cavaliers que derrière sa 2e ligne. A la vue de ce mouvement de recul de son avant-garde, le prince de Lorraine donna, à 7 h. 45, l'ordre à toute sa ligne de se porter en avant. Mais de son côté, et pendant que l'artillerie prussienne criblait de ses boulets les masses autrichiennes, le roi, craignant de ne pouvoir tenir sur sa droite les positions de son infanterie qui n'avait pas encore été rejointe par ses 8 bataillons, ordonna à Buddenbrock, qui avait entre temps prolongé sa ligne vers la droite, de charger la cavalerie autrichienne à la fois de front et de flanc. Avant que la gauche de cette cavalerie ait eu le temps d'exécuter un changement de front vers sa gauche, les escadrons prussiens avaient pu tomber sur elle et culbuter les régiments du général de cavalerie comte Hohenems. Si cette première ligne avait poussé plus à fond cette attaque, si elle avait continué à suivre les escadrons entièrement rompus de Hohenems, l'aile gauche autrichienne aurait été définitivement compromise dès le début de la journée. Mais les généraux prussiens se conformant à la lettre aux instructions que le roi avait données à sa cavalerie le 17 mars, arrêtèrent et rallièrent leurs hommes dès qu'ils eurent culbuté les Autrichiens.

La 2e ligne de la cavalerie prussienne (10 escadrons de dragons sous le général Rothenburg) avait suivi la 1re ligne, et s'était jetée contre l'infanterie de l'aile gauche qui l'accueillit par un feu terrible et l'obligea à renoncer à ses tentatives après lui avoir infligé des pertes sensibles, tandis qu'une partie de la 2e ligne de la cavalerie autrichienne se reportait en avant, au milieu d'une poussière épouvantable, prenait en flanc les escadrons prussiens, qu'elle chargeait « à la turque [1] », « à la hussarde [2] » et qu'elle fit plier [3]. Soutenu de part et d'autre, ce

[1] Extrait d'une lettre particulière.

[2] *Correspondance politique*, II. *Relation de la bataille de Chotusitz.*

[3] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*. « Rothenburg fut blessé et sa troupe, mise en confusion, se retira de la mêlée avec peine. »

combat de cavalerie se continua avec des alternatives de succès partiels des deux côtés pendant près de deux heures.

La cavalerie de l'aile droite du prince Charles avait eu, pendant ce temps, affaire avec les cuirassiers prussiens de Bredow, aux environs de Druhanitz. Mais, arrêtée par le terrain marécageux, cette cavalerie finit par être si vivement ramenée que les cuirassiers prussiens furent bien près de s'emparer du prince Charles et du feld-maréchal Königsegg, qui ne leur échappèrent qu'à grand' peine. Voyant qu'il leur serait impossible de rejoindre les leurs en revenant droit en arrière, les cuirassiers prussiens continuèrent à pousser de l'avant, sabrèrent les Warasdiner, franchirent un des affluents de la Brslenka, tombèrent à l'improviste sur deux régiments d'infanterie autrichienne de la 2e ligne, les entamèrent, se frayèrent un passage et finirent par rejoindre la cavalerie prussienne de l'aile droite. Les cuirassiers du prince Guillaume avaient fourni là une des charges les plus mémorables dans les fastes de la cavalerie. Ils avaient parcouru en chargeant près de 6 kilomètres, culbutant et sabrant les escadrons et les bataillons qui avaient essayé de s'opposer à leur incroyable chevauchée. Le régiment Prince-Guillaume avait, il est vrai, laissé en route la moitié de ses hommes et de ses chevaux.

Malgré ce brillant fait d'armes des cuirassiers Prince-Guillaume, la droite autrichienne ne tarda pas à reprendre pied, à se remettre, à rejeter ce qui restait de cavalerie prussienne et à pousser sur Chotusitz qu'elle prit à revers et qu'elle incendia afin d'obliger l'infanterie prussienne à l'évacuer.

L'échec éprouvé à la gauche autrichienne par la cavalerie de Batthyany, la longue mêlée qui s'ensuivit, avaient amené un certain flottement dans les rangs de l'infanterie de cette aile, qui, exposée plus que le reste de la ligne aux feux de l'artillerie prussienne, chargée sur son flanc par la cavalerie prussienne, dut se borner à rester sur place, pendant que le centre et la droite continuaient à s'avancer. A ce moment, du reste, l'aile gauche prussienne n'avait pas encore pu se déployer entièrement, et les généraux autrichiens en profitèrent judicieusement pour redoubler leurs efforts du côté de Chotusitz. Le prince héréditaire d'Anhalt, envoyé par le roi à sa gauche, y prit sur ces entrefaites la direction du combat. Renforçant aussitôt sa ligne, comblant au plus vite les vides qui s'y trouvaient, il par-

vint à se maintenir à l'ouest de Chotusitz, tandis que, malgré l'incendie, une partie de son infanterie continuait à soutenir dans le village une lutte inégale et désespérée, à laquelle elle ne renonça que lorsque les flammes l'obligèrent à l'évacuer. L'incendie de Chotusitz, Frédéric II le fait remarquer avec raison [1], loin de servir aux Autrichiens, leur nuisit au contraire.

A ce moment (9 heures), la bataille semblait pourtant devoir se terminer à l'avantage des Autrichiens. La droite autrichienne avait gagné du terrain et menaçait de déborder le corps de bataille du roi. Les réserves du prince Charles étaient intactes et n'avaient point été engagées. Sa gauche, quoique ayant été plus éprouvée, avait réussi à se maintenir. La cavalerie de cette aile continuait à lutter contre celle de Buddenbrock sans gagner, ni perdre du terrain.

Les généraux autrichiens pensèrent alors que pour décider le sort de la journée, il fallait déloger les Prussiens de leur position au sud-ouest de Chotusitz. L'artillerie de réserve reçut l'ordre de préparer cette attaque, qui, exécutée par de grosses masses d'infanterie, soutenues par la cavalerie qui devait déboucher au nord de Chotusitz, aurait été décisive si elle avait réussi. Elle aurait même dû réussir d'autant plus facilement que le roi, encore sous l'impression des souvenirs de Mollwitz et de la fameuse charge de Römer, préoccupé de ce qui se passait à sa droite, où la cavalerie de Buddenbrock lui paraissait compromise, garda auprès de lui son infanterie dont le prince héréditaire aurait eu cependant si grand besoin.

La grande attaque des Autrichiens échoua néanmoins, surtout par la faute de la cavalerie. Au lieu de s'engager dans la direction qui leur avait été donnée, les hussards, s'apercevant que les camps prussiens n'étaient pas gardés, s'y précipitèrent pour les mettre au pillage. Leur déplorable exemple fut suivi par les cavaliers allemands, qui faillirent y enlever le confident le plus intime du roi, son secrétaire de cabinet, Eichel. Privée de l'ap-

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*. « En quoi il commit une grande sottise, parce qu'il ne faut pas embraser un village qu'on veut prendre, mais il est prudent de mettre le feu à un village que l'on abandonne..... Ce feu éleva comme une barrière, qui empêcha les deux armées de s'assaillir de ce côté. »

pui de la cavalerie, gênée par l'incendie de Chotusitz, l'infanterie ne put exécuter que des attaques partielles, successives, décousues. Malgré les prodiges de valeur de ces régiments, et surtout de deux régiments hongrois, « qui voulurent entrer dans cette ligne le sabre à la main [1], » tous les efforts des Autrichiens vinrent se briser contre les feux bien dirigés et la solidité de l'infanterie prussienne.

A partir de ce moment (10 heures), la bataille est en réalité finie, l'élan des Autrichiens est brisé. Ils ont perdu l'espoir de vaincre, bien qu'à leur gauche leur cavalerie ait fini, lors de l'entrée en ligne de Nadasdy, qui tombe sur les derrières des escadrons prussiens, par obliger Buddenbrock à quitter le champ de bataille. Poursuivis par les Autrichiens, ses cavaliers se replient vivement, d'une part, sur la route de Kuttenberg, de l'autre, derrière la droite de l'infanterie du roi, vers le camp à l'est de l'étang de Cirkwitz, où leur arrivée en désordre cause une véritable panique.

Mais cet événement se produit trop tard pour les Autrichiens. Le roi n'a plus rien à craindre de la cavalerie autrichienne. L'infanterie de son aile droite n'a, en réalité, plus rien devant elle. A sa gauche, le combat a cessé depuis que les Autrichiens ont reconnu l'impossibilité de forcer les positions du prince héréditaire et se sont massés au sud-ouest de Chotusitz. Le moment est venu pour lui d'engager les 21 bataillons intacts qu'il a sous la main et qu'il va jeter sur la gauche de son adversaire. Donné à 10 h. 30, l'ordre est exécuté aussitôt, et vers 11 heures les Autrichiens aperçoivent tout à coup une longue ligne d'infanterie qui débouche à l'improviste d'un pli de terrain. Une ligne d'artillerie, qui précède cette infanterie, prend immédiatement position. Ébranlés par son feu, les régiments autrichiens commencent à plier, et le prince Charles, croyant à la vue de ces lignes qui menacent sa gauche, que les Prussiens ont reçu des renforts, donne l'ordre de battre en retraite derrière la Brslenka, où son armée doit se rallier au nord-est de Czaslau.

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI. « Cet essai leur réussit si mal que soldats et officiers, de même que le régiment de Léopold Daun, étaient couchés devant les bataillons prussiens comme s'ils avaient mis les armes bas; tant le fusil bien manié est devenu une arme redoutable. »

L'aile gauche prussienne poursuivit seule, avec quelque vigueur, les régiments autrichiens qui, sous les ordres du feldzeugmeister Thüngen, avaient continué à combattre du côté de Chotusitz. S'ils échappèrent à une destruction complète, si, comme le dit dans sa *Relation* le lieutenant-colonel comte Spaur, ils réussirent, tout en perdant une partie de leur artillerie, à se retirer à la barbe de l'ennemi, ils le durent surtout à l'inaction du roi qui, arrêtant son aile droite formée presque entièrement de troupes qu'il n'avait cependant engagées qu'au dernier moment, se contenta de faire accompagner la retraite du prince Charles par les feux de son artillerie.

Vers midi, l'infanterie autrichienne se ralliait au nord-est de Czaslau. La cavalerie de l'aile droite, qui avait quitté à temps les camps des Prussiens, avait couvert la retraite de l'infanterie. La cavalerie de l'aile gauche, qui avait en grande partie poursuivi les escadrons de Buddenbrock jusqu'à Kuttenberg, ne rentra que fort tard. Quelques escadrons de dragons, qui étaient restés sur le champ de bataille, avaient seuls pu se joindre au mouvement rétrograde du gros de l'armée.

Le roi s'avança avec son infanterie, d'abord jusque sur les rives de la Brslenka, puis jusqu'à Czaslau, qu'il occupa. Dans l'après-midi, il établit son armée dans un camp, au nord-est de Czaslau, pendant que Buddenbrock, à la tête de toute la cavalerie qu'il avait pu réunir, et le général-lieutenant von Jeetze, avec quatre bataillons de grenadiers, chargés de poursuivre les Autrichiens, ne poussaient que jusqu'à Horka (5 kilomètres sud de Czaslau).

L'armée du prince Charles continua, sans être inquiétée, sa marche par Ronow, où elle retrouva ses bagages, jusqu'à Willimow (20 kilomètres de Czaslau), où les troupes, qui étaient sur pied depuis vingt-quatre heures, purent enfin prendre un peu de repos.

Malgré sa défaite, l'armée autrichienne n'était pas démoralisée. Elle n'avait, quoi qu'en dise Frédéric dans l'*Histoire de mon Temps*[1] et dans sa *Relation de la bataille*, perdu aucun drapeau,

[1] « On leur aurait enlevé quantité d'étendards si, par précaution, ils ne les avaient tous laissés en arrière sous la garde de 300 maîtres. » (Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.)

et elle ramenait avec elle 800 prisonniers, 2,000 chevaux, 1 drapeau et 11 étendards; mais elle avait laissé entre les mains du vainqueur 19 de ses 40 canons. L'esprit de l'armée autrichienne était tellement bon que l'on comprend que le prince Charles ait cru à la possibilité de reprendre l'offensive au bout de quelques jours. Les pertes des Autrichiens s'élevèrent à 2 généraux, 38 officiers et 993 hommes tués; 2 généraux, 183 officiers et 1783 hommes avaient été blessés; 40 officiers et 2,316 hommes (dont 1200 faits prisonniers) avaient disparu. Leurs pertes totales s'élevaient donc à 6,332 hommes.

Les pertes des Prussiens n'étaient guère moins considérables (2 généraux, 36 officiers et 1975 hommes tués ou morts des suites de leurs blessures; 2 généraux, 88 officiers et 1946 hommes blessés; 18 officiers et 711 hommes disparus, soit un total de 4,778 hommes, non compris les pertes des hussards).

Tel est le bilan de cette courte et sanglante bataille, dans laquelle un peu plus de 50,000 hommes avaient été engagés et qui ne dura guère plus de quatre à cinq heures.

XIV.

CONSIDÉRATIONS SUR LA BATAILLE DE CZASLAU.

Des écrivains aussi consciencieux, aussi désireux d'arriver à la vérité que les auteurs du 3e volume de *La guerre de la Succession d'Autriche,* pouvaient d'autant moins se borner à présenter à leurs lecteurs le récit de la bataille de Czaslau, sans le faire suivre de commentaires, que jusqu'à présent on s'était presque exclusivement servi de documents prussiens. Afin de remettre les choses au point, de faire la lumière sur toutes les phases de cette bataille, si incomplètement et si inexactement décrite jusqu'ici, les capitaines von Hoen et Kienast se sont appliqués à relever, avec le plus grand soin, toutes les erreurs commises jusqu'à ce jour. S'il est malheureusement trop long de les suivre pas à pas dans cette remarquable discussion, il convient en revanche d'analyser les pages qu'ils ont consacrées à l'étude du rôle joué par le roi pendant la bataille et de rechercher ensuite les motifs pour lesquels Frédéric a laissé l'armée du prince Charles se retirer devant lui, sans songer à inquiéter sérieusement sa retraite.

Ce ne furent nullement de graves considérations stratégiques ou tactiques qui motivèrent les résolutions du roi. Il n'avait et ne pouvait avoir aucun doute sur la situation. Il avait assurément dû reconnaître que, si l'infanterie autrichienne parvenait vers les 10 heures à prendre pied sur les hauteurs à l'ouest de Chotusitz, à en chasser le prince héréditaire, à s'établir sur le flanc des Prussiens, la bataille était irrémissiblement perdue. Le roi l'avoue du reste lui-même, puisque, en examinant dans l'*Histoire de mon Temps* les fautes commises par Königsegg, il s'écrie : « Il prend le village de Chotusitz et, au lieu de s'en servir pour tourner entièrement le flanc gauche de son ennemi, il se prive de cet avantage. . . . . *Ainsi dans le moment qu'il tient la victoire entre ses mains, il la laisse s'échapper* ». Mais le roi se garde bien de se faire son procès à lui-même. Il oublie de dire qu'ayant entre ses

mains une excellente infanterie, absolument intacte, il n'a rien fait pour conjurer le danger qui le menaçait. Ce fut au hasard, à la fortune et à l'incomparable solidité que son père et le vieux Dessauer avaient su inculquer à son infanterie qu'il dut cette victoire, dont les conséquences devaient être si considérables pour lui. Le roi avait cependant une raison, presque une excuse, à faire valoir. Encore sous l'impression profonde des événements de Mollwitz, de la supériorité écrasante dont la cavalerie autrichienne y avait fait preuve, le roi espérait que sa cavalerie aurait à cœur de prendre sa revanche. Tant que la cavalerie de Buddenbrock parut avoir l'avantage, lorsque les dragons de Rothenburg eurent réussi à pénétrer dans les rangs de l'infanterie autrichienne, le roi, comme le dit Stille, « porta ses bataillons en avant d'un pas rapide », mais il arrêta presque aussitôt son mouvement. A partir de ce moment, du reste, il concentre toute son attention sur les péripéties du long combat, de la mêlée confuse et interminable de ses escadrons. Rien ne le prouve mieux, du reste, que la *Relation de la bataille de Chotusitz*, écrite deux jours après la bataille, que cette relation adressée par lui au prince régnant d'Anhalt-Dessau, et précédée de ces mots caractéristiques : « *La relation est de moi et rien n'y est mensonge* ». Le roi n'y parle guère que du rôle joué par sa cavalerie, tandis qu'il n'en est déjà plus de même dans le récit fait à une date plus tardive et qui se trouve, par exemple, dans l'*Histoire de mon Temps*.

Sans songer à ternir le moins du monde la gloire et la juste réputation de ce grand capitaine, il importe de considérer que la bataille de Czaslau était la première grande action qu'il livrait et qu'il exerçait ce jour-là *pour la première fois* le commandement en chef. Il faut se rappeler que Frédéric était jeune et n'avait pas encore pu acquérir l'expérience complète des choses de la guerre.

Bien qu'il n'y eût, à proprement parler, personne devant lui, il était en réalité impossible au roi d'exécuter le mouvement qu'il fit vers la fin de la bataille, avant d'être sûr que la cavalerie de sa droite parviendrait à repousser l'ennemi, et il ne pouvait découvrir entièrement sa droite à ce moment en faisant exécuter à son infanterie une conversion à gauche. Force lui était de rester immobile et d'assister en spectateur au combat qui se

déroulait devant lui. Mais il n'en était plus de même quand, à 10 h. 30, le roi prit le parti de se porter en avant; le prince Charles n'avait plus que 7 bataillons de troupes fraîches à opposer aux 21 bataillons intacts que le roi faisait entrer en ligne. L'armée autrichienne à laquelle le prince héréditaire venait d'arracher la victoire, pouvait à grand'peine échapper à une catastrophe. Il était de toute impossibilité pour elle de résister à une attaque générale vigoureusement conduite; l'unique ligne de retraite du prince Charles était menacée; il suffisait de se porter résolument en avant pour acculer l'infanterie autrichienne au défilé du pont de Druhanitz, peut-être même pour réussir à lui en interdire le passage. Or, il semble que le roi n'a jamais envisagé les conséquences considérables et certaines de ce mouvement. Il n'en parle même pas dans l'*Histoire de mon Temps;* il n'en souffle même pas mot dans la *Relation;* on peut donc affirmer qu'il n'a jamais eu l'idée de recueillir les fruits d'une victoire qu'il devait à l'héroïque ténacité de sa droite et qu'il aurait si facilement pu rendre complète, décisive, éclatante. Il a bien commencé à se porter en ligne dans la seule direction qui fût rationnelle; mais il s'empressa de s'arrêter, dès qu'il vit que les Autrichiens rompaient le combat, et se contenta de suivre leur retraite en les canonnant de loin.

On pourra peut-être prétendre que Frédéric, avant d'accentuer et de pousser plus loin son mouvement, tenait à attendre le retour de la cavalerie autrichienne qui s'était laissée entraîner hors du champ de bataille à la poursuite des escadrons de Buddenbrock. C'est là un argument tellement spécieux qu'il serait oiseux de chercher à le réfuter. Il est plutôt permis de croire que le roi avait été ému, troublé, impressionné par les pertes sensibles éprouvées par sa cavalerie. Son ami Rothenburg était, il l'avait vu, au nombre des blessés. Il voulait éviter l'effusion du sang, c'était là le fond de sa pensée, non seulement à ce moment, mais même près d'un mois plus tard, lorsque, au lendemain de la signature des préliminaires de Breslau, il écrivait à Podewils : « Adieu, je m'en vais expédier mon gros Valory et Mortagne qui sont *insatiables de l'effusion du sang prussien*[1] ».

[1] *Correspondance politique*, II, 888, à Podewils, Kuttenberg, 13 juin 1742.

Ce que Frédéric voulait, ce qu'il lui fallait, c'était la paix. Il avait désiré et recherché la bataille parce que, « en remportant la victoire, on se procurait la paix [1] ».

Le roi avait atteint son but d'autant plus complètement qu'en rehaussant, par une victoire et surtout par une victoire qui ne pouvait avoir de trop graves conséquences, le prestige des armes prussiennes, il ne risquait pas de travailler pour la cause de ses alliés dont il était plus que jamais fermement décidé à se séparer. Grâce à cette victoire, il était désormais sûr de la pression que l'Angleterre n'allait pas manquer d'exercer sur Marie-Thérèse. Qui sait même si, en n'inquiétant pas davantage la retraite du prince Charles, il n'avait pas songé à laisser à la reine une armée qui ne le gênait plus, une armée contre laquelle il n'allait plus avoir à combattre, mais qu'il n'était pas autrement fâché de conserver à la cour de Vienne, afin qu'elle pût quelques semaines plus tard l'opposer à ses alliés.

Commencée au milieu du désordre et de la confusion, la retraite de l'armée autrichienne put par suite s'achever méthodiquement et sans encombre, sans qu'il se produisît aucun de ces événements qui dépriment le moral des soldats et découragent les chefs. Les généraux autrichiens étaient pleins de confiance, et le haut commandement, qui avait fait preuve d'une certaine intelligence et d'une audace inattendue en découvrant le point faible de la position du roi, en y jetant le gros de ses forces, paraissait même disposé à tenter de nouveau, et dans un avenir très prochain, la fortune des armes.

Le roi de Prusse n'a pas manqué, lorsqu'il rédigea et publia, trois ans plus tard, la première édition de l'*Histoire de mon Temps*, de faire lui-même la critique de la journée de Czaslau, de chercher à justifier son attitude et d'insister sur les fautes commises, d'après lui, par les généraux autrichiens et par le prince héréditaire d'Anhalt.

C'est par Königsegg qu'il commence : « Il forme, dit-il, le projet de surprendre les Prussiens ; il s'empare de nuit de Czaslau, et ses troupes légères escarmouchent jusqu'au lever de l'aurore

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.

avec les grand'gardes des Prussiens. Était-ce à dessein de les tenir alertes et de les empêcher d'être surprises ou de les avertir du projet qu'il méditait? Le jour de l'action, il pouvait dès l'aube tomber sur le camp du prince Léopold. . . . . . . Que fait-il? Il attend jusqu'à 8 heures du matin pour se mettre en mouvement. . . . . ». Puis vient l'exposé des fautes commises par Königsegg pendant la bataille. Il a laissé Buddenbrock « se saisir d'une hauteur avantageuse d'où la cavalerie prussienne fond sur son aile gauche et l'accable ». Il prend Chotusitz, mais, au lieu de s'en servir pour tourner le flanc gauche de son adversaire, il se prive de cet avantage en y mettant le feu. Enfin il fixe toute son attention sur sa droite et néglige sa gauche que le roi déborde et force de reculer jusqu'à la Doubrawa. Ces reproches seraient accablants s'ils étaient fondés et s'ils ne reposaient pas et sur le besoin de cacher ses propres fautes et sur des données inexactes.

L'action intempestive des troupes légères s'est produite à l'insu et contre la volonté du prince Charles et de Königsegg. Elle n'est rien autre que la conséquence forcée, inévitable, du mode d'emploi des hussards qui échappaient à cette époque à la direction du commandement, hors d'état de leur faire parvenir des ordres en temps utile. Il convient d'ajouter, du reste, qu'elle ne causa cette fois aucun tort aux Autrichiens.

Il est parfaitement vrai que l'armée autrichienne ne fut réunie et ne dessina son attaque qu'au moment où les deux groupes de l'armée prussienne avaient opéré leur jonction. On ne saurait contester la lenteur de la marche des Autrichiens; mais il est bon de se rappeler que le prince Charles n'avait aucune donnée précise sur la position de son adversaire. L'heure plus ou moins tardive de l'attaque a d'autant moins de signification que de toute façon, comme il fallut près de trois heures pour enlever Chotusitz, l'avant-garde, sous les ordres du roi, aurait toujours eu le temps d'arriver. Pour ce qui est de l'incendie de Chotusitz, il n'est que juste de se rappeler qu'il fut allumé sans ordre par un officier qui y eut uniquement recours pour briser la résistance qu'il y rencontrait.

Quant au dernier reproche, celui d'avoir négligé sa gauche, il est également aisé de le réduire à ses justes proportions. Non seulement le prince Charles et Königsegg avaient de bonnes raisons de

croire qu'ils avaient affaire à toute l'armée ennemie, mais n'apercevant aucune troupe entre l'aile gauche du roi et l'étang de Cirkwitz, ils avaient au contraire toutes sortes de motifs pour brusquer l'attaque.

En revanche, le roi ne parle pas de la véritable faute, de la faute capitale commise par le commandement en chef de l'armée autrichienne, la veille de la bataille. Le prince Charles et Kōnigsegg auraient dû, ce jour-là, ou bien pousser résolument de l'avant et s'établir entre les deux groupes séparés de l'armée prussienne, ou bien tomber sur les colonnes du prince héréditaire d'Anhalt qui exécutaient presque sous leurs yeux une marche de flanc des plus périlleuses. Le roi a de bonnes raisons pour se garder de critiquer ou même de relever cette faute. Il aurait dû, en en parlant, faire constater la faute qu'il avait commise et dont un adversaire plus clairvoyant et plus résolu n'aurait pas manqué de tirer parti.

Pour les mêmes raisons, le roi passe également sous silence les dispositions défectueuses et dangereuses prises par le prince Charles, lorsqu'il se décida à battre en retraite.

S'il est plein d'indulgence pour lui-même, s'il se borne à dire qu'il a eu tort de ne pas prendre plus tôt en personne le commandement en chef[1], il est en revanche sévère pour le prince héréditaire d'Anhalt. C'est au prince Léopold qu'il attribue tout ce qui est à « reprendre à la manière dont le terrain fut occupé : il aurait dû sortir de sa sécurité, étant averti des desseins de l'ennemi par de continuelles escarmouches qui durèrent toute la nuit. Il n'avait pas fait un usage judicieux du terrain où il devait combattre : il aurait dû occuper le parc de Spislau qui couvrait la gauche. . . . . Mais la faute principale, que le prince Léopold commit dans ce qui précéda cette action, fut qu'il ne voulut croire que les ennemis venaient pour l'attaquer que lorsqu'il vit leurs colonnes commencer à se déployer devant son front ».

Les dispositions prises par le prince prêtent en effet, par plus d'un côté, à la critique. Mais il importe de tenir compte de l'heure tardive de son arrivée aux environs de Chotusitz, qui l'empêcha

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI. « Ce qu'on peut censurer dans la conduite du roi, c'est de n'avoir pas rejoint son armée dans le camp. »

de reconnaître le terrain, de la fatigue de ses troupes, de l'inquiétude qu'il manifesta dès le 16 au soir et qu'il ne parvint guère à faire partager au roi, puisque, le 17, celui-ci laissa les troupes de son aile gauche sans secours, sans soutien pendant plus de deux heures et demie.

En réalité, ce fut surtout à la valeur, à l'intrépidité de son infanterie qu'il dut la victoire. Quant à sa cavalerie, s'il convient de reconnaître qu'elle avait fait depuis Mollwitz d'énormes progrès, les éloges qu'il lui adresse n'en sont pas moins exagérés. Les cuirassiers de son aile gauche méritent seuls l'admiration du roi et de l'historien. Le roi lui-même, avant de déclarer dans sa *Relation* que le glorieux succès de la journée devait « être principalement attribué à sa brave cavalerie », avait plus exactement apprécié les services que venaient de lui rendre les différentes armes de son armée, lorsque, le soir même de la bataille, il avait annoncé sa victoire au vieux prince d'Anhalt : « Mon infanterie, lui écrit-t-il, a droit à tous mes éloges. Elle a fait tout ce qu'on peut être en droit de demander à de vrais soldats. *Quelques-uns* de mes régiments de cavalerie ont bien fait leur devoir[1] ». Il n'avait pas changé d'avis quarante-huit heures après dans une deuxième lettre adressée également au vieux prince : « Une *partie* de ma cavalerie a été admirablement brave et s'est battue héroïquement[2] ».

Enfin, il importe de le constater à la louange du roi, tant dans sa *Relation* que dans l'*Histoire de mon Temps*, il ne ménage pas les éloges que méritait d'ailleurs à tous égards la bravoure des troupes autrichiennes, la valeur déployée non seulement par les grenadiers, mais par toute l'infanterie du prince Charles, qui peut à juste titre inscrire dans ses annales la journée de Czaslau. « En un mot, s'écrie Frédéric dans sa *Relation de la bataille*, on doit rendre justice à l'ennemi que ce n'est pas faute de valeur qu'il a perdu la bataille. »

---

[1] *Correspondance politique*, II, 848, au prince d'Anhalt-Dessau, Czaslau, 17 mai 1742.
[2] *Correspondance politique*, II, 852, au prince d'Anhalt-Dessau, Czaslau, 19 mai 1742.

XV.

LES DERNIERS ÉVÉNEMENTS MILITAIRES DE LA CAMPAGNE.

Le roi se décide à faire une paix séparée.

« On se propose de prendre sous peu la revanche[1] ». C'est par ces mots que commence la dépêche que le prince Charles adressait à la reine le lendemain de la bataille. Königsegg et lui avaient en effet l'intention de renouveler leur attaque, d'offrir de nouveau la bataille aux Prussiens. Mais ils avaient compté sans l'effet dissolvant que produit toujours sur les troupes un mouvement rétrograde, sans les désertions qui prirent aussitôt après la bataille des proportions inquiétantes. Avant de faire tête aux Prussiens, il fallait avant tout rétablir la discipline, mettre un terme aux désertions et reconstituer sur des bases nouvelles les approvisionnements de l'armée que l'on avait acheminés sur la route d'Iglau à Deutsch-Brod. On avait de plus été forcé de diriger la retraite sur Willimow et de passer par Ronow, où l'armée avait laissé ses bagages. Le prince, en se repliant le soir même de la bataille sur Willimow, découvrit la ligne d'étapes et de ravitaillement de l'armée, que menacèrent aussitôt des détachements qui poussèrent jusqu'à Horka, à proximité de la grande route de Czaslau à Deutsch-Brod.

Obligé de rétablir l'ordre dans son armée qui avait besoin de repos, de couvrir en même temps ses magasins, le prince s'arrêta sur les hauteurs au sud de Habern, sur une position dont le front était couvert par la petite Sazawa et par les terrains marécageux qui bordent ses rives, Ce fut de Habern qu'il adressa à la reine une relation détaillée de la bataille et qu'il écrivit à Lob-

---

[1] *K. und K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Le prince Charles à la reine, 18 mai 1742, fasc. XIII, pièce 5.

kowitz, tant pour le mettre au courant de la situation que pour l'inviter à accentuer et à presser ses opérations contre Frauenberg. On voit donc que, le 19 mai au matin, il n'avait pas encore renoncé au projet de s'attaquer aux Prussiens, qu'il pensait pouvoir les battre et s'ouvrir le chemin de Prague.

Quant à Frédéric, la victoire qu'il venait de remporter n'avait en rien modifié ses idées. Il ne voulait en profiter que pour obtenir une paix plus avantageuse. Il s'empressa par suite de l'annoncer à l'Europe entière en ayant soin d'en exagérer, pour les besoins de sa politique, les conséquences et la portée. Le soir même il envoie à l'Électeur de Saxe, à l'empereur Charles VII et au vieux prince d'Anhalt, la nouvelle de la *victoire complète et signalée* qu'il vient de remporter[1], et fait partir : pour Francfort, où il retrouvera Charles VII, le feld-maréchal Schmettau; pour Paris et Dresde, ses aides de camp von Borcke et le comte Wartensleben.

Le 18 au matin il écrit aux maréchaux de Broglie et de Belle-Isle, pour les pousser à reprendre immédiatement l'offensive contre Lobkowitz, et à Valory[2] auquel, bien que songeant plus que jamais à conclure une paix séparée, il ne craint pas cependant de dire : « . . . . . Comme cet inconvénient doit jeter l'armée de Lobkowitz dans une grande consternation, j'espère que M. le maréchal de Broglie s'en prévaudra pour faire quelque mouvement sur Lobkowitz. Il ne serait pas permis si votre armée en Bohême voulait rester à présent sans rien faire; je crois que ce serait une honte éternelle qui rejaillirait sur la nation française si, après une action si éclatante, l'armée de M. le maréchal de Broglie voulait rester les bras croisés ».

Malgré sa victoire « complète et signalée » il lui fallait pourtant se rendre compte de ce que voulaient faire les Autrichiens. La cavalerie, qu'il avait poussée en avant le 18 au matin, ne lui ayant fourni aucun renseignement précis, le roi qui avait com-

---

[1] *Correspondance politique*, II, 846, 847 et 848, du champ de bataille, du camp de Chotusitz et du camp de Czaslau, 17 mai 1742.

[2] *Ibidem*, II, 849 et 850, camp de Czaslau, 18 mai 1742. En *post-scriptum* de cette dernière dépêche, le roi ajoute : « Eh bien! l'ami Valory! n'ai-je pas tenu parole, et n'avons-nous pas bien battu les Autrichiens? J'espère que messieurs les Français seront contents de moi, d'autant plus que ma victoire vaut la Bohême à l'empereur ».

mencé à faire un mouvement sur Zleb, revint dans son ancien camp à la nouvelle apportée par les déserteurs que l'armée du prince Charles complètement démoralisée se retirait sur la Moravie. Dans ces conditions il semblait impossible au roi que, malgré toute son énergie et sa ténacité, la reine pût songer à continuer la lutte. Il lui fallait se rattacher à l'idée d'une paix générale qui pouvait d'ailleurs lui être fort profitable, plus avantageuse même sous certains rapports qu'une paix séparée, à condition toutefois d'obtenir de ses alliés des bases à peu près semblables à celles qu'il avait exposées à Pfütschner, à Olmütz. Il n'était pas homme à réfléchir longtemps dès qu'il était parvenu à voir clair dans les événements, et sans plus tarder il fit adresser à Schmettau, en route pour Francfort, la relation de la bataille jointe à une lettre dans laquelle il invitait le feld-maréchal « à presser son voyage » et dans laquelle il lui disait : « Vous savez le point auquel je vise et je compte sûrement sur votre dextérité et savoir-faire pour que j'obtienne certainement ce que je me suis proposé d'obtenir, et il serait injuste que moi, qui fais tout pour les autres dans un temps où je pouvais rester les bras croisés, dusse avoir travaillé pour des ingrats[1] ».

Le 18 au soir et le 19 au matin le roi, tout en ayant encore l'intention de faire cause commune avec ses alliés, est en revanche très décidé à ne pas recommencer une série d'opérations qui serviraient à cette cause et que d'ailleurs l'éternelle question des subsistances ne lui aurait permis de reprendre qu'au bout d'un certain temps. Mais si, continuant à croire les Autrichiens en pleine retraite sur la Moravie, il se tint le 19 et le 20 mai dans l'immobilité la plus absolue, il déploya en revanche une énorme activité intellectuelle pendant ces deux journées au cours desquelles son attention se porta tout entière sur la situation politique dont il compte tirer le plus grand parti possible. C'est ainsi qu'il fait tenir à Podewils la relation de la bataille, cette relation officielle et exacte qu'il a rédigée à « sa façon », qu'on doit « rendre publique partout » et expédier au comte

---

[1] *Correspondance politique*, II, 855, au feld-maréchal baron de Schmettau, camp de Czaslau, 19 mai 1742; écrivant le même jour à Valory (*ibidem*, II, 854) il lui disait : « J'ai tenu parole; à présent je suis quitte envers vous et mes alliés de la bataille, et ces..... de Saxons n'en ont pas été. ».

Podewils à La Haye, à Andrié à Londres, à Ammon à Dresde, qu'on communiquera aux journaux officiels allemands, français, hollandais et anglais[1]. Il invite en même temps Valory à répandre cette relation en lui disant qu'il pourra « en faire tel usage que vous trouverez convenable ».

Mais ce qui prouve mieux que tout le reste que ce jour là encore le roi avait l'intention de rester fidèle à ses alliés, ce sont les mots mêmes par lesquels se termine sa dépêche à Podewils : « Hé bien ! ils l'ont voulu et leur volonté est accomplie, que nous reste-t-il à désirer ? Dites à Hyndford : *Monsieur, vous avez forcé le roi* à détruire la maison d'Autriche que vous vouliez sauver ».

Jusqu'au 20 mai le roi, comme le prince Charles, s'étaient fait tous deux, on le voit, une idée absolument fausse de leur situation réciproque. Mais le 20 mai dans l'après-midi, Frédéric apprend par ses émissaires que l'armée autrichienne est toujours à Habern, que le prince a reçu des renforts et qu'il a l'intention de lui offrir la bataille. Sa cavalerie ne tarde pas d'ailleurs à lui confirmer ce renseignement, et le roi, toujours intimement convaincu de la désorganisation de l'armée autrichienne, croyant malgré tout qu'il lui suffira de se montrer pour contraindre le prince Charles à se replier sur la Moravie, se décide le 28 mai, aussitôt après l'arrivée des renforts amenés par le général von Dirschau (5 bataillons, 6 compagnies de grenadiers et 28 escadrons), à pousser son avant-garde sur Habern. Cette avant-garde, après avoir forcé les vedettes et les grand'gardes autrichiennes à se replier, s'arrêta au nord de Habern à la vue de l'armée autrichienne, qui avait pris les armes et paraissait décidée à recevoir son attaque sur la bonne position qu'elle occupait.

L'attitude du prince Charles dissipa les dernières illusions du roi qui, loin de se porter avec toute son armée sur Habern, rappela son avant-garde, alla occuper un nouveau camp au sud de Czaslau, à Brzezy et prit à partir de ce moment la résolution de traiter pour son compte avec Marie-Thérèse.

A peine arrivé au camp de Brzezy, Eichel charge sur son ordre

[1] *Correspondance politique*, II, 858, à Podewils, camp de Czaslau, 19 mai 1742.

Podewils de dire à Hyndford « que quoique Sa Majesté sache se défendre et rabattre l'orgueil de l'ennemi, Elle est néanmoins dans des sentiments de modération; qu'avec tous les sentiments de modération de Sa Majesté, Elle ne se laisserait poutant leurrer de la cour de Vienne et que si l'on voulait faire quelque chose, il fallait que cela se fit pendant un temps de quinze jours[1] ».

En même temps, du reste, le roi s'empressait de modifier les instructions données à Schmettau : « Quant aux 200,000 écus (le dernier terme du payement à faire pour la cession de Glatz), vous irez un peu bride en main, afin que je puisse voir auparavant comment la grande affaire se dénouera et vous ne presserez pas le nouveau négoce à vous connu, avant que nous voyons clair dans les affaires[2] ».

L'armée prussienne ne bougea naturellement pas pendant les journées suivantes. Le roi se contenta de suivre les événements de Bohême. Il savait depuis la veille que Broglie et Belle-Isle s'étaient décidés à se porter contre Lobkowitz afin de secourir le château de Frauenberg. Il s'intéressait si vivement à la réussite de cette opération, qui devait faciliter la marche des négociations qu'il voulait reprendre avec Vienne, qu'afin d'être mieux et plus rapidement renseigné il envoya un de ses officiers, le lieutenant-colonel de Wylich, au quartier général de Belle-Isle, sous le prétexte apparent de lui expliquer la situation dans laquelle il se trouvait.

Bien décidé à profiter des succès des Français pour obtenir de meilleures conditions, il se gardait bien cependant d'entreprendre quoi que ce fût de son côté et, comme il l'écrivait à Belle-Isle et à Broglie, il se borna à faire observer l'armée du prince Charles[3], cette armée qui n'était en somme qu'à cinq marches de l'armée française, et qui, simplement surveillée par le roi, pouvait manœuvrer et se mouvoir sans être inquiétée par ses troupes.

---

1 *Correspondance politique*, II, 856, à Podewils, camp de Brzezy, 22 mai 1742.

2 *Ibidem*, II, 859, au feld-maréchal Schmettau, camp de Brzezy, 22 mai 1742.

3 *Correspondance politique*, II, 857 et 858, aux maréchaux de Belle-Isle et de Broglie, camp de Brzezy, 22 mai 1742.

Le roi ne tenait nullement à appuyer et à faciliter les opérations des Français. Il savait qu'on n'obtiendrait pas de grands résultats en Bohême. Il désirait seulement voir les Français remporter quelques petits succès qui intimideraient et inquiéteraient la reine et dont il comptait bien tirer parti pour la décider à s'entendre avec lui. C'est bien là l'impression qui résulte de la lecture de la dépêche qu'il adresse à Schmettau en réponse à celle dans laquelle il lui annonçait que Belle-Isle avait écrit « au duc de Weissenfels pour qu'il s'approche avec les troupes saxonnes vers Prague ». « Elles ne viendront jamais à temps, dit-il [1], pour faire quelque chose qui vaille, mais leur approche sera toujours bonne et portera du respect à celles des ennemis ».

Du reste, la pensée vraie du roi ressort bien clairement de ses instructions à Podewils [2] :

« *Je suis toujours du sentiment qu'une paix séparée me convient mieux que la paix générale.* Voyez donc comment vous pourrez insinuer d'une bonne manière à Hyndford que la condition de Königgrätz et de Pardubitz pourrait encore être acceptable, mais je crains que, si à Vienne ils ne se pressent pas, leur ruine sera totale avant qu'ils s'y attendent.

« C'est une désertion prodigieuse dans ces troupes, un abattement parmi l'officier, un découragement parmi les communs et la confusion parmi les chefs de l'armée. Indépendamment de ces tristes circonstances, *si nous faisons la paix ils seraient encore en état de faire tête au reste des alliés.*

« Je remets donc entre vos mains cette affaire dont le but est si sage, si utile et si nécessaire. Je crois que vous rencontrerez beaucoup plus de facilité dans votre négociation que par le passé et que, si nous réussissons, cela ne tardera guère à être conclu. »

---

[1] *Ibidem*, II, 859, au feld-maréchal Schmettau, camp de Brzezy, 22 mai 1742.
[2] *Ibidem*, II, 860, à Podewils, 22 mai 1742.

XVI.

LE PRINCE CHARLES DE LORRAINE REPREND L'OFFENSIVE CONTRE LES FRANÇAIS.

Le revirement complet qui s'était produit le 21 mai dans l'esprit du roi avait, par un singulier hasard, coïncidé avec des modifications non moins radicales que la force même des choses avait obligé le prince Charles à faire subir à ses projets. De l'examen de la situation de son armée, établie à la date du 20 mai, il résultait en effet que l'effectif total des combattants ne dépassait guère le chiffre de 15,000. Il lui était d'autant plus impossible de songer à reprendre la lutte contre le roi que, au moment où son avant-garde se présentait au sud de Habern, il venait d'apprendre que l'armée prussienne avait été rejointe par des renforts.

Le conseil de guerre réuni par le prince Charles reconnut à l'unanimité que l'armée était trop faible pour tenter quoi que ce fût contre l'armée du roi, mais qu'il fallait se porter au secours du corps du prince Lobkowitz.

Le 22, à 2 heures du matin, le prince faisait filer les bagages de l'armée sur Deutsch-Brod, levait son camp et chargeait Nadasdy avec une colonne volante d'essayer de détruire les magasins prussiens de Pardubitz. Le 23 mai, l'armée autrichienne qui avait marché sur deux colonnes, campait autour de Deutsch-Brod, où son chef comptait la laisser se refaire, jusqu'au jour où, après avoir été rejoint par Lobkowitz, il lui ferait reprendre sa marche en avant. Mais le 24 il avait reçu de Lobkowitz une dépêche lui rendant compte du peu de progrès que faisait le siège de Frauenberg, du mouvement des Français sur Zahaj et de la probabilité d'une affaire entre ses troupes et celles de Belle-Isle et de Broglie.

Le prince Charles, tout en s'occupant avant tout de combler les vides que la bataille de Czaslau avait causés dans les rangs de

son armée, de reconstituer son artillerie réduite de moitié, de se procurer des vivres qu'il avait grand'peine à trouver sur place, n'avait pas jusqu'au 26 mai renoncé complètement à l'idée de se porter de Deutsch-Brod contre les Prussiens et d'appeler à lui dans ce but le corps de Lobkowitz.

Les ordres qu'il reçut de Vienne ce jour-là, et que le grand-duc son frère s'était chargé de lui faire tenir, étaient tellement impératifs que, de toute façon, le prince n'aurait pu faire autrement que de s'y conformer. Après avoir critiqué son mouvement de retraite sur Deutsch-Brod, on lui défendait d'opérer avec Lobkowitz une jonction qui paraissait d'autant plus dangereuse qu'on abandonnait de la sorte Budweis aux Français, auxquels on ouvrait la route de la haute Autriche. On lui prescrivait en conséquence de laisser Lobkowitz là où il était, « de marcher au contraire vers la gauche afin de donner de l'ombrage aux Français qui croiront qu'on veut se porter contre eux ou contre Prague ». Si les Français se replient sur Pisek, le prince pourra alors se réunir à Lobkowitz; du reste, il faut d'abord s'emparer de Frauenberg afin de pouvoir utiliser la Moldau pour le transport des subsistances destinées à l'armée.

Le coup de main tenté par Nadasdy sur les magasins de Pardubitz n'avait pas réussi; mais, comme afin de calmer les inquiétudes du commandant de cette petite ville, le roi avait cru devoir envoyer une assez forte colonne du côté de Chrudim, le prince Charles, voyant qu'il n'était pas exposé à une attaque immédiate, avait fait savoir à Vienne qu'il se disposait à exécuter dans quelques jours le mouvement prescrit vers sa gauche, c'est-à-dire dès qu'il aurait réussi à réunir des vivres en quantité suffisante.

Mais dans l'intervalle, Lobkowitz, trompé par un mouvement habilement combiné et exécuté par les troupes de Belle-Isle et de Broglie qui, au lieu de se porter droit sur Zahaj avaient pris par Wodnian et réussi à lui faire croire qu'ils allaient essayer d'enlever Budweis, avait quitté sa position que l'avant-garde française s'était hâtée d'occuper. Lorsqu'il s'aperçut de son erreur et voulut reprendre le 25 mai cette position, il ne put réussir à en débusquer les maréchaux. Au lieu de renouveler le lendemain son attaque avec la totalité de ses troupes, il prit au contraire le parti de lever le siège et se mit le soir même en retraite sur Budweis.

Ce fut deux jours après le combat insignifiant en lui-même de

Zahaj que le prince Charles reçut la première nouvelle du mouvement de recul de Lobkowitz sur Budweis.

Le lendemain ce général lui faisait savoir qu'en présence de l'énorme supériorité numérique de Belle-Isle, dont il évaluait les forces à 20,000 hommes, il ne croyait pas pouvoir rester à Budweis, qu'il se proposait d'évacuer après y avoir laissé un bataillon. Le prince Charles, inquiet des conséquences qu'aurait eues l'abandon de Budweis, s'empressa de prescrire à Lobkowitz d'y tenir jusqu'à la dernière extrémité. Il lui faisait savoir en même temps que son armée se porterait le 30 sur Humpolec et de là sur Czernowitz et qu'une fois arrivé sur ce point il verrait s'il y aurait lieu, en raison des événements, soit d'aller s'établir à Neuhaus afin de le soutenir, soit, ce qui lui paraissait plus probable, de pousser par Tabor sur Moldauthein dans le cas où les Français n'auraient pas passé la Moldau [1].

Les Français restèrent en effet immobiles en face de Budweis. Belle-Isle était tombé malade et Broglie ne voulait pas continuer l'offensive avant d'être certain que les opérations du roi empêcheraient le prince Charles de se porter contre lui. En attendant, afin de s'assurer la possession de plusieurs points de passage sur la Moldau, il envoya d'Aubigné avec une brigade d'infanterie et une de cavalerie à Moldauthein, et le duc de Boufflers avec une brigade d'infanterie et une de dragons à Krumau.

Le prince Charles se porta en effet le 30 sur Humpolec après avoir eu le soin de se couvrir contre les tentatives éventuelles du roi de Prusse, qui ne songeait en aucune façon ni à inquiéter sa marche, ni à entrer de nouveau en Moravie. L'avantage remporté par les Français à Zahaj n'avait pas été assez signalé, assez décisif pour le faire changer de manière de voir et le décider à reprendre les opérations et à continuer la guerre. On avait en vain essayé de « faire valoir l'affaire de Zahaj comme la plus grande victoire [2] ». Renseigné de la façon la plus exacte et la plus complète par le lieutenant-colonel de Wylich, le roi fit plus que jamais la sourde oreille aux propositions qu'on lui adressa, aux ouvertures que Belle-Isle allait lui apporter à son quartier

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen, 1742). Extraits de lettres du prince Charles, fasc. XIII, pièce 5, et manuscrit de Browne. 1742.

[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.

général. Son armée, qu'il avait laissée dans la haute Silésie, commençait à souffrir du manque de vivres et avait fort affaire pour se maintenir contre les entreprises du corps Festetics qui ne cessait de la harceler. Le roi, de plus en plus mécontent de ses alliés, était plus que jamais disposé à faire une paix séparée. Au lendemain de Czaslau, alors qu'il croyait l'armée autrichienne complètement désorganisée, en pleine dissolution, il avait eu réellement, sérieusement, l'intention de porter de concert avec ses alliés le coup mortel à l'Autriche, mais depuis lors il avait longuement réfléchi sur sa situation et l'affaire de Zahaj avait si peu modifié son intention, désormais bien arrêtée, de faire la paix pour son compte, qu'il suffit de jeter un coup d'œil sur les deux lettres qu'il adressa à Belle-Isle, le 27 et le 29 mai, pour se rendre un compte exact de ses dispositions et de ses projets, et se convaincre que sa résolution d'en finir au plus vite et pour son compte était fermement arrêtée. On y trouve des félicitations presque banales, des conseils, mais pas un mot relatif à l'offensive qu'on voudrait lui voir reprendre, au concours que ses alliés attendent de lui.

« Quoique l'affaire n'ait pas été décisive, lui dit-il le 27[1], néanmoins, c'est toujours un bon commencement, qui ne manquera pas de faire impression dans les conjonctures où nous sommes. Il serait à souhaiter que les circonstances voulussent permettre de suivre l'ennemi, afin de lui brûler au moins et ruiner ses magasins, et, si c'est une chose à faire, je suis persuadé que vous y penserez. » Deux jours après, il fait encore mieux comprendre à Belle-Isle qu'il aurait tort de compter sur le concours de son armée : « Après avoir mûrement réfléchi sur les conjonctures présentes et sur les circonstances où nous sommes actuellement, j'ai trouvé qu'il sera d'une nécessité absolue de faire avancer les troupes saxonnes pour montrer d'autant plus de vigueur et de force contre l'ennemi. Quant à moi, Monsieur, je ne prétends point qu'ils viennent ici[2] m'assister; au contraire, j'y renonce de bon cœur ».

Le roi, d'ailleurs, prit à ce moment toute une série de dispo-

[1] *Correspondance politique*, II, au maréchal de Belle-Isle, camp de Brzezy, 27 mai 1742.
[2] *Ibidem*, II, au maréchal de Belle-Isle, camp de Brzezy, 29 mai 1742.

sitions, qui indiquaient bien son intention de se retirer de la lutte. Non content de faire rentrer, le 27, son avant-garde, qui s'était tenue jusque-là à Chrudim, le roi avait déjà renvoyé se refaire dans le nord de la Bohême celles de ses troupes qui avaient le plus souffert à Czaslau. Il se proposait même de cantonner toute son armée, lorsqu'il reçut l'avis de la marche du prince Charles sur Humpolec.

L'exécution de ce mouvement ne prêtait qu'à deux suppositions : la première, la plus vraisemblable, indiquait de la part du prince Charles l'intention de renforcer Lobkowitz et d'attaquer les Français; la deuxième hypothèse, la moins problable, était celle d'une concentration générale à Humpolec et de la reprise des opérations contre le roi après l'arrivée de Lobkowitz.

De toute manière, Frédéric, s'il avait voulu agir dans l'intérêt de ses alliés, aurait dû se porter en avant et immobiliser le prince. Mais un pareil mouvement pouvait aisément amener une rencontre. C'était précisément ce que le roi tenait à éviter et ce qui le décida, le 1er juin, à aller établir son armée à Kuttenberg. Le 3 juin, les rapports du colonel von Winterfeld, qu'il avait chargé d'observer les mouvements des Autrichiens, ne laissaient plus aucun doute sur les projets du prince Charles. Le roi qui, comme il l'avait écrit à Belle-Isle, avait décampé pour prendre le camp de Kuttenberg, sous le prétexte de se rapprocher de ses magasins, n'eut garde d'en bouger.

Le prince Charles arriva sans encombre, le 1er juin, à Czernowitz, et se porta le lendemain sur Sobeslau, à peu de distance des Français qui se tenaient toujours sur la Moldau. L'insouciance et la négligence des lieutenants du maréchal de Broglie étaient si grandes, que, bien que le prince Charles eût été obligé de s'arrêter pendant toute la journée du 3 à Sobeslau pour ravitailler son armée, qui avait consommé en route ses quatre jours de vivres, ils furent hors d'état d'interdire aux Autrichiens le passage de la Moldau, qu'ils forcèrent le 5 juin, à Moldauthein. Le maréchal de Broglie, « fort étonné de ce qui lui arrivait » et craignant de voir le prince le couper de sa ligne de retraite, évacua Budweis et ramena son armée, le 8 juin, à Pisek.

XVII.

OPÉRATIONS DU DÉTACHEMENT DU FELD-MARÉCHAL-LIEUTENANT FESTETICS. — LA FIN DE LA CAMPAGNE.

La mission confiée à Festetics consistait non seulement à couvrir la Moravie, mais aussi à inquiéter le plus possible les troupes du prince d'Anhalt, cantonnées entre Troppau et Jägerndorf. Comme les Prussiens ne firent aucune tentative d'incursion en Moravie, le feld-maréchal-lieutenant put employer ses deux régiments de hussards, quelques cavaliers de l'insurrection hongroise et ceux du corps franc Sedlnitzky à l'exécution d'une série de coups de main, dans lesquels les hussards et les Valaques de Sedlnitzky étaient passsés maîtres.

Il serait trop long de parler ici des alertes continuelles, journalières, données aux cantonnements, des pointes faites à tout instant sur les communications des Prussiens sur la ligne d'étapes de Jägerndorf—Neustadt—Neisse et sur celle de Troppau—Ratibor. Nous nous bornerons donc à mentionner les plus instructives et les plus curieuses de ces opérations.

Le 20 mai, le colonel Beleznay tend, sur la route de Troppau à Ratibor, une embuscade dans laquelle il fait tomber, entre Bojanow et Kranowitz, la brigade de cavalerie du prince Eugène d'Anhalt-Dessau, à laquelle il enlève 1 officier, 224 hommes, 265 chevaux et 2 étendards. Inquiété à tout instant par les entreprises des troupes légères de Festetics, obligé de tenir constamment en éveil ses régiments, dans les rangs desquels la maladie faisait de terribles ravages, le même prince d'Anhalt pria en vain, à deux reprises, le 21 mai et le 2 juin, le roi de le relever de son commandement et de l'autoriser à retirer ses troupes de la haute Silésie.

Festetics ne s'était, du reste, pas borné à tracasser l'armée du prince d'Anhalt, et, dès le milieu du mois de mai, il avait poussé le colonel Cziraky sur la ligne d'étapes de l'armée du roi, allant de Czaslau, par Chrudim, Königgrätz, Nachod et Glatz, à Neisse.

Soutenu par les paysans qui coururent aux armes à son appel, Cziraky ne cessa de battre le pays dans le comté de Glatz, pénétra, le 23 mai, dans la ville même de Glatz et eut même l'audace de paraître, le 28, devant la petite place de Braunau.

Le roi lui-même s'est chargé de rendre justice à l'activité et à l'intelligence de Cziraky et de ses partisans : « Je ne vous écris rien, ajoute-t-il en *post-scriptum* à la lettre qu'il envoie le 30 mai à Podewils, puisqu'il n'est pas nécessaire de mettre ces gueux de hussards dans notre secret[1] ».

Le roi, comme le prince d'Anhalt, se vit, par suite, amené à renforcer sensiblement l'effectif des troupes chargées de la garde des lignes d'étape. Si l'on parvint de cette manière à protéger le grand hôpital d'Ottmachau, on ne put arriver, ni à rétablir la sécurité des transports sur l'Oder, ni à intimider Beleznay, qui osa même pousser avec un millier de chevaux jusqu'au milieu des quartiers prussiens de Ratibor et s'avancer avec eux jusqu'à Ober-Glogau, qu'il essaya d'enlever par surprise dans la nuit du 9 juin.

Enfin, du côté de Glatz, si le général von Dewitz réussit à battre, près de Wartha, un des partis de Cziraky, à obliger le colonel à se replier, le 13 juin, sur Habelschwerdt, il ne put l'empêcher d'en repartir dès le 15 pour renouveler le coup de main sur Braunau, qui avait échoué dans le courant de mai. Prévenu de la marche de Cziraky, Dewitz essaya de lui faire barrer le chemin à Reinerg, le 18 juin, par ses hussards, que Cziraky malmena et ramena vivement jusque sous le canon de Glatz. Après ce nouveau succès, Cziraky, débarrassé de Dewitz, « trop content de le voir s'éloigner de Glatz », reprit le chemin de Braunau. Il était sur le point d'y arriver, lorsqu'il reçut, le 19, la nouvelle de la cessation des hostilités.

La fin de la guerre. — A partir du jour de son établissement au camp de Kuttenberg, l'armée du roi ne bougea plus, et tous les efforts tentés par Belle-Isle, pendant les quelques jours qu'il y passa auprès du roi, étaient d'autant plus condamnés à échouer

---

[1] *Correspondance politique*, II, 871, à Podewils, camp de Brzezy, 30 mai 1742.

que, avant même d'avoir conféré avec le maréchal, Frédéric avait chargé Eichel de faire tenir des instructions formelles à Podewils. « Votre Excellence connaît les sentiments du roi et je puis vous affirmer que Sa Majesté ne se laissera dérouter ni à droite ni à gauche[1]. » Comme le roi le dit dans l'*Histoire de mon Temps*, il n'entra dans aucune des mesures que le maréchal de Belle-Isle lui proposait, et les audiences ne se passèrent qu'en compliments et en éloges. Et, en effet, pendant les conférences des 4 et 5 juin, Frédéric s'attacha à rejeter les plans politiques et militaires du maréchal, en critiquant vivement les fautes qu'il croyait pouvoir reprocher au maréchal de Broglie, en exposant à nouveau ses griefs contre les Saxons et à bien lui faire comprendre surtout qu'il était décidé à ne plus prendre part aux opérations. Belle-Isle, de son côté, n'avait pas manqué de répondre au roi et de se plaindre, lui aussi, de sa conduite et de la manière dont il avait manœuvré. Après ces explications, qui ne menaient à rien, Belle-Isle dut se contenter d'un engagement, d'ailleurs absolument vague, du roi, qui n'excluait pas la possibilité pour lui de s'avancer, vers la fin de juillet, sur la rive droite de la Moldau et de charger le prince d'Anhalt d'exécuter une diversion du côté de la Hongrie. Le roi lui permit de plus de répandre à Prague le bruit de ces différentes résolutions. En revanche, malgré toute sa dextérité et son savoir-faire, Belle-Isle n'avait pu arriver à obtenir du roi les confidences qui l'intéressaient le plus, à connaître les conditions que Frédéric poserait lors du renouvellement de l'alliance ou de la signature de la paix.

Le roi nous a du reste donné lui-même le procès-verbal de ce curieux entretien[2] :

« 1° Si la guerre devait être traînée en longueur ou abrégée ?

Réponse. Abrégée le plus que l'on peut pour prévenir le chapitre des accidents, qui ne manquent jamais de s'en mêler, si elle venait à traîner en longueur.

---

[1] *Correspondance politique*, II, 873, à Podewils, camp de Maleschau, 3 juin 1742.

[2] *Correspondance politique*, II, 874, à Podewils, camp de Maleschau, 4 juin 1742. *Points de l'entretien que j'ai eu avec le maréchal de Belle-Isle, ou sa façon de m'interroger, avec mes réponses.*

2° Ce que je pensais sur les opérations ?

Réponse. Qu'il fallait faire avancer les Saxons et qu'après leur jonction avec Broglie l'on pourrait agir, dès que les fourrages le permettraient.

3° Si j'agirais aussi ?

Réponse. Oui, quand la saison en serait venue ou en cas que l'on ait à craindre pour Prague.

Demande. Si je croyais que les Hollandais se déclareraient ?

Réponse. Non, d'autant plus que la bataille que j'ai gagnée leur en ferait bien passer l'envie (sur quoi nous avons supputé les forces des Hollandais, Anglais et Autrichiens, déduit leurs garnisons et trouvé qu'ils ne pourraient entreprendre sur la France qu'à leur grand détriment. Belle-Isle ajouta, qu'assurée de mon arrivée, l'armée de Maillebois pourrait tourner la Hollande et y faire une diversion du côté de Munster).....

Demande. Qu'il avait ordre de s'ouvrir avec moi en confidence sur la situation critique de cette guerre et de me consulter sur la façon que l'on pourrait faire la paix.

Réponse. Beati possidentes. Je crois d'ailleurs qu'après encore une bataille gagnée, l'empereur pourra avoir la Bohême et le Brisgau, peut-être la Saxe, la haute Silésie ; mais je crois que l'on viendrait difficilement à bout d'arracher plus que le susmentionné, cette année ici, à la reine de Hongrie.

Il paraît que j'ai dit en toutes mes réponses ce qu'il pensait et que je l'ai prévenu sur tous les points.

La France, autant que j'ai pu le remarquer, ne demande que le Montbéliard, quelques villages du Germersheim et la démolition de Luxembourg. A savoir s'ils ne gardent rien *in petto*, c'est ce qui est bien difficile à deviner.

P.-S. — Tout ceci est fort curieux, vous connaissez assez ma façon de penser pour deviner tout ce que je conclus de tout ceci. »

C'était là tout ce que Belle-Isle put emporter lorsqu'il quitta Kuttenberg le 5 juin, se rendant à Dresde où il allait continuer ses démarches et réclamer le concours de l'armée saxonne.

Malgré le peu de cas que Frédéric faisait des talents militaires du maréchal de Broglie, il n'avait jamais pu s'imaginer qu'une

affaire aussi peu importante que celle de Moldauthein pût avoir de pareilles conséquences; qu'à la suite de l'échec éprouvé le 4 juin par d'Aubigné, l'armée française se replierait en toute hâte le 6 sur Protivin, puis sur Pisek, enfin qu'à la nouvelle de l'arrivée à Wodnian de Lobkowitz et de sa jonction avec le prince Charles, l'armée française continuerait sa retraite jusqu'à Beraun où elle prit position le 11 juin.

Le roi ignorait encore ces événements lorsque Valory l'avisa le 7 juin de la présence de l'armée de Khevenhüller au nord du Danube. C'était là une nouvelle qui contraria d'autant plus le roi que les trois armées autrichiennes n'auraient plus eu qu'à opérer leur jonction pour écraser sans peine les corps français mal commandés et par trop éparpillés et se réunir ensuite contre lui; mais c'était aussi une raison de plus pour lui d'en finir au plus vite, de signer la paix même au prix de quelques concessions de sa part. Aussitôt après l'arrivée de Valory, il examine la situation, l'expose à Podewils et lui envoie ses instructions : « Je vous avoue que je souhaiterais de bon cœur de pouvoir tirer au plus tôt possible mon épingle de ce jeu, puisque je n'augure rien de bon et qu'à la fin cela ira mal[1] ». Les bruits inquiétants, les rumeurs alarmantes qui circulent à Kuttenberg le lendemain, le décident à faire écrire par Eichel à Podewils une dépêche qui se termine par ces mots : « Le roi est dans la meilleure disposition du monde pour la paix, ainsi que j'espère qu'avec l'assistance du bon Dieu, Votre Excellence aura la satisfaction et la gloire d'avoir achevé ce grand et salutaire ouvrage[2] ».

Mais depuis le 2 juin le roi n'a pas eu de nouvelles de Breslau; redoutant un revirement complet dans l'esprit et les conseils de la reine, il se prépare à tout hasard à la continuation de la lutte. Il lui faut pour cela disposer de plus de monde et il envoie au prince Thierry d'Anhalt l'ordre de venir, en passant par le comté de Glatz, le rejoindre avec 8 bataillons et 20 escadrons. Il a à peine expédié cet ordre que le maréchal de Broglie et le lieutenant-colonel de Wylich lui font part de la retraite des Français

---

[1] *Correspondance politique*, II, 876, à Podewils, camp de Maleschau, 7 juin 1742.
[2] *Ibidem*, II, 878, Eichel à Podewils, camp de Maleschau, 8 juin 1742.

sur Pisek. Le roi, prévoyant ce qui allait arriver, sachant qu'il n'y avait plus un instant à perdre pour négocier sérieusement avec Marie-Thérèse, fit partir le soir même pour Breslau son aide de camp, le capitaine von Sydow, porteur d'instructions formelles donnant à Podewils « vingt-quatre heures pour que tout soit fait, c'est-à-dire l'échange des pleins pouvoirs, le traité avec mylord Hyndford sur les convenances à me faire et la signature des préliminaires de la paix[1] ». Il ne demande plus que la basse Silésie et la lisière en deçà de Neisse avec la ville et le comté de Glatz. Enfin, il a si grande hâte d'être fixé que Sydow doit lui rapporter les préliminaires, afin qu'il puisse les ratifier, pendant qu'Hyndford en donnerait avis par un courrier exprès au prince Charles, « afin que celui-ci soit informé sans mieux que l'affaire entre moi et la reine de Hongrie est faite[1] ». Mais le roi ne peut, malgré la gravité des circonstances, dépouiller entièrement le vieil homme et, dans son *post-scriptum* s'il répète « la Silésie et Glatz *sine qua non* », il ajoute : « Et du reste tout ce que vous pourrez leur extorquer[1] ».

Comme toujours Frédéric se ménage un moyen de resserrer l'alliance en cas d'insuccès des négociations avec l'Autriche. Avec son habileté et sa duplicité ordinaires, il n'hésite pas à écrire le même jour à Auguste III, à l'engager à faire marcher ses troupes au secours du maréchal de Broglie, à lui dire qu'il fera de son mieux pour couvrir Prague et le pays en deçà de la Moldau[2].

Enfin quelques instants après avoir expédié le capitaine von Sydow à Podewils, il ne craint pas d'adresser au maréchal de Broglie la lettre que l'on va lire[3] :

« Monsieur,

« Je viens de recevoir votre lettre du 8 de ce mois par laquelle j'ai su ce qui s'est passé de votre part et les raisons que vous avez eues pour vous replier jusqu'a Pisek. J'en suis bien fâché,

---

[1] *Correspondance politique*, II, 881, à Podewils, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

[2] *Ibidem*, II, 879, au roi de Pologne, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

[3] *Ibidem*, II, 883, au maréchal de Belle-Isle, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

mais j'espère néanmoins que vous serez en état de soutenir votre poste contre les efforts qu'il paraît que l'ennemi tâche de faire de ce côté-là contre les troupes sous vos ordres. J'attendrai encore une lettre de vous par laquelle vous m'avertirez de l'état où vous vous trouvez dans la position où vous êtes et s'il y a quelque chose à craindre pour la ville de Prague, auquel cas je m'en approcherai pour la défendre contre ce que l'ennemi voulait entreprendre là-dessus. La proposition que vous me faites de marcher à Budweis serait très bonne, si mon armée, en y marchant, pouvait trouver de la subsistance et si je ne devais absolument par là m'éloigner de tous mes magasins, dont il faut que mon armée vive. Vous considérez donc vous-même qu'avant six semaines, c'est-à-dire avant que les herbes ne soient venues, il m'est impossible de marcher sur Budweis, quelle bonne volonté que je puisse avoir pour y marcher. J'attends au plus tôt possible de vos nouvelles, dont j'espère qu'elles seront heureuses. »

Les événements marchaient avec une telle rapidité, les choses prenaient une tournure si inquiétante que, avant même d'avoir reçu une réponse de Breslau, le roi dut, à la nouvelle de la retraite des Français sur Beraun, se décider à faire partir pour Kaurim le général von Nassau avec trois régiments de cavalerie. Le 13, tout allait encore plus mal. Wylich venait de l'informer que, dans l'après-midi du 12, le maréchal de Broglie avait continué sa retraite sur Prague et que les Autrichiens faisaient mine de l'y suivre. Le roi allait donc à contre-cœur être forcé de donner à son armée l'ordre de se porter sur Prague, lorsque, heureusement pour lui, l'arrivée opportune de Sydow vint mettre un terme à ses embarras. Les préliminaires de paix avaient été signés à Breslau par Podewils et lord Hyndford le 11 juin.

Charles de Lorraine qui, au lieu de suivre les Français sur Prague, s'était porté plus à l'ouest sur Pilsen, y reçut le 17 une lettre du prince héréditaire d'Anhalt l'informant de la signature des préliminaires; il envoya aussitôt à Festetics l'ordre de cesser les hostilités contre les Prussiens.

Ce fut le 24 seulement que la reine informa son beau-frère de ce qui venait de se passer. Elle avait avant tout tenu à se convaincre de la sincérité du roi, à être sûre qu'on ne tendait pas un nouveau piège à sa loyauté.

« Le cas n'est plus le même, écrit-elle au prince, et l'on peut à bon droit compter de la part des Prussiens sur une attitude bien différente de celle qu'ils ont eue après l'acte de Klein-Schnellendorf[1]. »

---

[1] *Haus, Hof und Staats-Archiv,* 365, Marie-Thérèse au prince Charles de Lorraine, 24 juin 1742.

XVIII.

LES PRÉLIMINAIRES DE BRESLAU (11 JUIN 1742).

Le roi de Prusse avait trop bonne mémoire pour oublier, que le premier de tous, lord Hyndford, s'était ouvert à lui dès le commencement du mois de septembre 1741 sur la possibilité et les avantages d'une paix séparée avec l'Autriche. Aussi, le roi avait non seulement prêté une oreille attentive aux insinuations qu'Hyndford lui avait faites en février 1742, à ses allusions relatives à un rapprochement entre la France et les Habsbourg, mais encore écrit à Podewils, le 29 avril, la fameuse dépêche, dans laquelle il lui déclarait qu'il était résolu à *faire sa paix le premier*. Le programme de Selowitz avait, il est vrai, fait échouer cette première tentative. Mais la victoire de Czaslau, si elle avait modifié la situation, avait en même temps donné à réfléchir au roi.

On trouve, du reste, la trace de ses préoccupations dans cette phrase significative de la dépêche, qu'Eichel adressa, par son ordre, à Podewils le lendemain même de la bataille : « Le roi ne sait pas encore quel parti il va prendre : négocier une paix séparée ou persévérer jusqu'au bout dans l'alliance [1] ». On chercherait vainement dans cette phrase la moindre trace de l'enthousiasme, de la confiance, des vastes projets, conséquences ordinaires d'une victoire. La lettre que le roi écrit deux jours plus tard, le 20 mai, à son ami Jordan, la première qu'il lui adresse après le billet laconique du 17, écrit sur le champ de bataille même, est également conçue dans des termes peu habituels chez un vainqueur : « Je crois que la paix nous viendra dans peu et que je reviendrai à Berlin plus tôt que vous n'avez osé l'espérer [2] ». Le roi, depuis sa victoire, est moins avide,

---

[1] *Correspondance politique*, II, 851, Eichel à Podewils, camp de Czaslau, 18 mai 1742.

[2] Frédéric II, *Œuvres posthumes*, Frédéric à Jordan, au camp de Schlep, 20 mai 1742.

moins exigeant, non seulement que le philosophe Jordan, mais même qu'un calculateur aussi froid que son ministre Podewils, qui rêve d'extorquer la Bohême à la cour de Vienne. Il lui répète, au contraire, le 24 mai, qu'il faut faire savoir à lord Hyndford, « sous termes couverts, que Königgrätz et Pardubitz sont les paroles sacramentales[1] ».

L'affaire de Zahay ne modifie en rien sa manière de voir. Au lieu de devenir plus exigeant, il en conclut que « cet avantage mènera peut-être les affaires d'autant plus tôt au point où nous les désirons[2] ».

Tout en exprimant à Podewils sa satisfaction des démarches entreprises par Hyndford à Londres et à Vienne, il craint encore, le 5 juin, que la cour de Vienne ne considère pas ses affaires aussi désespérées que l'Angleterre semblait le penser. Frédéric avait deviné juste. On croyait si peu à la sincérité des intentions de la Prusse que le chancelier d'État autrichien, le comte Uhlfeld, avait déjà donné l'ordre de préparer un mémoire justificatif.

Mais comme le roi l'avait prévu, on tenait avant tout, à Vienne, à ménager l'Angleterre, et l'on avait répondu à la Cour de Londres par une note dans laquelle l'Autriche déclarait, en somme, se contenter de la neutralité de la Prusse, et, pour mieux prouver son désir de tout concilier, elle avait envoyé à Hyndford les pleins pouvoirs dont le diplomate anglais avait besoin, et une réponse, rédigée par Bartenstein, « *à l'écrit remis par M. de Robinson, le 28 mai 1742* ».

Le 4 juin, lord Hyndford, auquel Robinson avait expédié les pleins pouvoirs par courrier, avait eu une première conférence avec Podewils, qui n'osa pas échanger ses pouvoirs avant d'avoir reçu des ordres formels du roi, mais n'en essaya pas moins, quoiqu'en vain, d'obtenir des confidences, que le diplomate anglais se garda bien de lui faire.

Pendant que le ministre de Frédéric conférait avec Hyndford, le roi avait, avec Belle-Isle, la conversation dont nous avons parlé et à la suite de laquelle, après avoir examiné à nouveau la

---

[1] *Correspondance politique*, II, 864, à Podewils, camp de Brzezy, 26 mai 1742.
[2] *Ibidem*, II, 865, à Podewils, camp de Brzezy, 25 mai 1742.

situation, il chargeait Podewils d'insinuer à mylord Hyndford qu'il lui importe extrêmement de savoir où il en est, son « intention étant de finir cette année avec la guerre, ou par la voie d'un prompt accommodement, ou par celle des armes, par des vigoureuses opérations[1] ».

Le 7 juin, le roi, comme nous l'avons dit, après avoir reçu la nouvelle des échecs que les Français venaient d'éprouver, et prescrit à Podewils de faire tout au monde pour l'aider à « tirer au plus tôt possible son épingle de ce jeu », avait éprouvé le besoin de s'épancher avec son ami Jordan[2]. « Nos maudits Français gâtent tout, pendant que je raccommode tout. Voilà deux oisons que l'empereur et le roi de France avaient choisis avec bien du soin pour commander en Bavière, qui laissent passer à Khevenhuller le Danube en leur présence. Il est impossible de compter toutes les fautes qu'ont faites ces généraux. Qu'en résultera-t-il? Que tout le poids de la guerre tombera sur moi. Belle consolation que de faire des conquêtes pour les autres! Le prince Charles a marché vers la Moldau pour attaquer le maréchal de Broglie, qui se tient à Frauenberg; Belle-Isle est à Dresde, les Saxons sur leurs frontières. Quelle bizarrerie! Voici le point critique de cette armée. Dans quinze jours, la scène des événements sera plus éclaircie..... »

Le 8 juin, Frédéric a reçu le rapport de Podewils du 5. Il est satisfait du résultat obtenu; on renonce à son assistance et Marie-Thérèse désire la paix. Abordant aussitôt la question des conditions, il autorise Podewils à dire à Hyndford qu'il payera les dettes de la basse Silésie à l'Angleterre, mais que, si l'Angleterre lui procure le Königgrätz et Pardubitz, il se chargera du remboursement de celles de la haute Silésie. Il sait bien, dit-il, que la haute Silésie est un pays ruiné, insoutenable et dont les sujets ne lui seront jamais fidèles, mais le Königgrätz est un pays abondant, qui produit un revenu clair, qui fournit des hommes et des chevaux pour la guerre; c'est une acquisition solide.

---

[1] *Correspondance politique*, II, 875, à Podewils, camp de Maleschau. 5 juin 1742.

[2] Frédéric II, *Œuvres posthumes*, Frédéric à Jordan, camp de Kuttenberg, 7 juin 1742.

D'après lui, en lui cédant ce seul cercle, il est sûr et certain que la reine gagne tout le reste (l'abandon qu'il fait de ses alliés). « En un mot, ajoute-t-il, les Autrichiens n'ont nulle ressource que dans une paix particulière avec nous, et si nous en sentons les raisons, elles ne leur sont pas moins sensibles[1]. »

Podewils s'acquitta avec une merveilleuse habileté de la mission délicate que le roi lui avait confiée, et réussit même, dans la conférence du 10, à se faire communiquer par l'Anglais le projet de traité qu'il avait reçu de Vienne et dans lequel l'Autriche offrait de céder au roi la basse Silésie, la lisière en deçà de Neisse et le comté de Glatz. Podewils, qui avait pu acquérir la conviction que la reine ne consentirait pas à céder Königgrätz, fit mine d'être tellement déconcerté par cette proposition, qu'il affecta de vouloir rompre les négociations; mais en même temps il conseilla au roi d'accepter ces ouvertures et continua, non seulement à conférer avec lord Hyndford, mais à discuter les points de détail des propositions, la question du statut personnel des catholiques et des protestants de Silésie et du réglement des dettes de cette province.

Le 8 juin, Frédéric était réellement, comme nous l'avons indiqué et comme Eichel l'avait écrit à Podewils, dans la meilleure disposition du monde pour la paix; mais le jour même il avait craint de voir Marie-Thérèse modifier ses dispositions à la nouvelle des avantages que le prince Charles venait de remporter sur les Français. Dès le 9, il avertissait Podewils que pour se renforcer en Bohême et pour faire tête aux armées de l'ennemi, il faisait marcher de la haute Silésie sur la Bohême 10,000 hommes, tout en laissant un corps de 16,000 hommes dans la première de ces deux provinces, et lui prescrivait d'en faire part à lord Hyndford[2].

Quelques heures après, en possession du rapport du colonel von Wylich qui lui mandait la retraite précipitée du maréchal

---

1. *Correspondance politique*, II, 877, à Podewils, camp de Maleschau, 8 juin 1742. « Quant à la paix particulière avec la France, dit encore Frédéric, je défie la reine de la faire, bien moins avec l'empereur, à moins que de cracher dix fois pis dans le bassin. »

2. *Correspondance politique*, II, 880, à Podewils, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

de Broglie sur Prague, il renonce définitivement à s'engager de nouveau, comme il craint un moment d'être obligé de le faire et il adresse à Podewils la dépêche qui doit l'empêcher d'avoir à supporter seul tout le poids de la guerre et qui aboutira, quarante-huit heures plus tard, à la signature des préliminaires de Breslau.

« Mon cher Podewils[1],

« Des circonstances imprévues, qui viennent d'arriver avec les troupes françaises en Bohême, m'obligent de vous ordonner de la manière la plus positive que, d'abord que vous aurez reçu la présente, vous devez faire l'échange de vos pleins pouvoirs avec ceux de mylord Hyndford. Cela fait, et les pleins pouvoirs de mylord Hyndford examinés, vous devrez tâcher de voir les instructions qu'il a de la reine de Hongrie pour l'accommodement avec moi, et vous prendrez vos mesures pour que l'on ne puisse jamais dire que ce mylord ait surpassé ses instructions. Alors vous devez traiter incontinent après avec ledit mylord sur les conditions que la reine de Hongrie m'offre pour avoir la paix avec moi. Comme Hyndford vous a déjà dit *que la Reine m'offre des conditions qui me feront plus avoir en paix et en repos que mes alliés ne m'ont promis*, je suppose que la Reine me cède en pleine souveraineté toute la basse Silésie et la lisière stipulée en deçà de Neisse, avec la ville et le comté de Glatz. Cela posé pour base, vous devez, quant aux autres conditions, tâcher de les avoir pour moi, si bien qu'il sera possible, soit du côté de la Bohême, ou s'il n'y a rien à faire de ce côté, du côté de la haute Silésie. Mais *après avoir tant fait pendant une demi-journée, ma volonté expresse est que sans m'en faire votre rapport, sans même me demander ou attendre ma résolution là-dessus, vous devez absolument régler les points dont vous pourrez convenir avec mylord Hyndford, les arrêter par écrit et les signer incontinent avec mylord Hyndford en forme de préliminaires de paix*.....

« ..... Il s'agit de terminer en douze heures, pour peu que la

---

[1] *Correspondance politique*, II, 881, à Podewils, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

chose soit faisable : la Silésie et Glatz, *sine quâ non*, et du reste tout ce que vous leur pourrez extorquer. Je dors en repos, persuadé que Sydow me rapportera les préliminaires signés. Il faut limiter les ratifications au terme de huit jours. »

La dépêche qu'Eichel adressa le même jour par ordre du roi à Podewils[1] est encore plus catégorique et plus pressante. On y trouve l'expression complète des pensées intimes de Frédéric. Il redoute les conséquences d'un mouvement des Autrichiens sur Prague. Il ne veut pas, il ne peut pas décemment laisser attaquer et prendre cette ville sans aller à son secours, et d'autre part, il ne se soucie nullement d'avoir à livrer une nouvelle bataille.

La correspondance de Frédéric avec Jordan est, comme dans tous les moments critiques, utile et intéressante à consulter[2]. Le 7 juin, il craint encore une reprise des hostilités : « Dieu sait quand je pourrai vous entretenir dans ces charmantes retraites et parler raison, hors du tourbillon du monde et des embarras. Je crains fort que ce temps désiré ne soit encore plus éloigné qu'on ne le croit..... » Trois jours plus tard il est difficile de déterminer la nature des sentiments qu'il éprouve, lorsqu'il lui écrit, sous le titre : « *Gazette*. Charles de Lorraine et Lobkowitz se sont joints : ils ont passé la Moldau et chassent devant eux un troupeau de Français dont Broglie est le berger. Les Prussiens vont marcher à Prague pour remettre les Français dans le bon chemin ou pour faire la paix ».

Le 11 juin, à 6 heures du matin, Podewils, en possession des instructions que le roi avait rédigées pour lui l'avant-veille, s'empressa d'aller retrouver lord Hyndford. Tout en regrettant trop tard les confidences qu'il avait faites quarante-huit heures auparavant au ministre de Frédéric, et qui allaient coûter à l'Autriche le riche district minier d'Oppeln, l'Anglais ne s'en montra que plus résolu à s'en tenir au texte même du projet de traité. La discussion fut longue, la lutte acharnée, puisque la confé-

---

[1] *Correspondance politique*, II, 881, Eichel à Podewils, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

[2] Frédéric II, *Œuvres*, à Jordan, 7 et 10 juin 1742, du camp de Kuttenberg.

rence dura toute la journée et que le capitaine von Sydow ne quitta Breslau et n'emporta les préliminaires revêtus des signatures des deux plénipotentiaires que le 12 juin, à minuit.

Lord Hyndford avait remis ensuite à Sydow la lettre par laquelle il donnait avis au prince Charles de la signature des préliminaires, avis, qu'afin de gagner du temps, il chargeait le roi de Prusse de lui faire remettre par un parlementaire.

Le 13 juin, Sydow arrivait à Maleschau. Frédéric donnait aussitôt à ses troupes l'ordre de cesser les hostilités et en informait le jour même le prince d'Anhalt. Le 14 au matin, il adressait au prince Charles la lettre de lord Hyndford à laquelle il avait joint une lettre de sa main, qu'un trompette prussien remit le 15 au général en chef autrichien pendant sa marche sur Brenn-Poritschen. Le prince, sans attendre les ordres de sa Cour, s'engagea à donner l'ordre de suspendre les hostilités contre les Prussiens, en Bohême, en Moravie et en Silésie.

S'il avait été, comme on vient de le voir, facile de se conformer aux stipulations contenues dans le premier paragraphe de l'article IV des préliminaires de Breslau, l'exécution des clauses du deuxième paragraphe de ce même article IV relatives à l'évacuation de la Bohême par les troupes prussiennes, faillit tout remettre en question.

Aux termes du paragraphe 2 de l'article IV, les troupes du roi devaient évacuer le territoire autrichien dans un délai de seize jours, qui commençait à courir du jour même de la signature des préliminaires, et non pas, comme Podewils avait vainement essayé de l'obtenir, du jour de la ratification. Pressé par son souverain, Podewils avait dû céder sur ce point et signer les préliminaires avant d'avoir pu recevoir la réponse à sa dépêche du 8 et les observations que ce projet de traité avait suggérées à Frédéric. Comme son ministre, le roi aurait voulu ne faire cesser les hostilités que du jour de la *ratification* et ne retirer ses troupes que « pendant l'espace de *six* semaines, à compter du temps de la ratification, puisqu'il me faut absolument ce temps pour consommer les magasins que j'ai assemblés, en partie pour mon propre argent, et pour transporter les amas de munitions de guerre et de l'artillerie que j'y ai, de même pour transporter les malades et blessés de mon armée que je ne pourrai abandonner aux mains d'autrui et même pour

faire les arrangements nécessaires, pour mettre en quartiers mes troupes dans les pays de ma domination[1] ».

Mais lorsque Podewils essaya d'exposer les désirs du roi à lord Hyndford, le diplomate anglais déclara nettement et sèchement qu'il refusait d'intervenir et d'avoir l'air de prêter la main à quelque machination dans le genre de celle qui s'était produite après Klein-Schnellendorf. Le roi n'aurait du reste qu'à discuter cette question avec le prince Charles qui pouvait, mieux que lui, traiter un sujet purement militaire. Quant à lui, Hyndford, il était décidé à ne se mêler en rien à des négociations de ce genre. L'entêtement du roi sur ce point pouvait tout compromettre, et, pour en finir, il chargea Podewils de transmettre littéralement à Frédéric les réponses qu'il venait de lui faire.

On se tira d'ailleurs d'affaire plus tard en appliquant le délai de seize jours à la durée des préparatifs de l'évacuation qui ne commença qu'à l'expiration de ce terme.

Du reste, pendant que Podewils essayait vainement d'arracher ces concessions à lord Hyndford, le roi lui adressait le 13, une lettre[2] dans laquelle il ne lui cachait pas la joie que lui causait la signature de ces préliminaires, grâce auxquels il obtenait en

---

[1] *Correspondance politique*, II, 886, à Podewils, camp de Maleschau, 12 juin 1742.

[2] *Correspondance politique*, II, 888, à Podewils, camp de Kuttenberg, 13 juin 1742. « Mon cher Podewils, je suis très content de votre exactitude à m'obéir et *des préliminaires que vous venez de signer*. Nous aurions peut-être pu avoir, avec le temps, une paix plus avantageuse, mais nous en aurions aussi pu avoir une bien plus mauvaise. En un mot, lorsque je vous reverrai, je vous détaillerai toutes mes raisons, et vous conviendrez avec moi, quoi qu'on en dise, qu'en politique et pour le bien du peuple que je gouverne, je n'ai pas pu faire autrement. Enfin, c'est *un grand et heureux événement qui met ma maison en possession d'une des plus florissantes provinces d'Allemagne au sortir d'une guerre la plus glorieuse du monde. Il faut savoir s'arrêter à propos : forcer le bonheur c'est le perdre ; en vouloir davantage est le moyen de n'être jamais heureux*. Adieu, je m'en vais expédier mon gros Valory et Mortagne, qui sont insatiables de l'effusion du sang prussien. »

C'est le même ton que l'on retrouve, d'ailleurs, dans les lettres qu'il écrit à ce moment à Jordan : « Et enfin, je vous apprends cette nouvelle tant attendue, tant désirée, la fin de la guerre, cette grande nouvelle, en un mot, la conclusion d'une bonne et avantageuse paix. » Telle est la phrase par laquelle commence la lettre du 13 juin et qu'il commentera en vers dans une autre lettre en date du 18 juin.

somme en toute souveraineté les territoires qu'il convoitait et qui avaient été les seules causes de la guerre qu'il avait entreprise dix-huit mois auparavant. Malgré cela, il n'ose encore avouer à Belle-Isle et à Fleury l'acte peu loyal à l'égard de la France et de ses alliés d'Allemagne, qu'il venait de commettre en pleine connaissance de cause, et il se borne à préparer le cabinet de Versailles à la révélation ultérieure d'un fait qu'il lui sera impossible de cacher bien longtemps. Avec Belle-Isle, il commence naturellement par rendre les Saxons responsables de tout ce qui s'est passé en Bohême et par faire part au maréchal des craintes qu'il a pour l'avenir. Quant à son armée, il lui est absolument impossible de la porter vers Prague. Il risquerait de la ruiner, s'il la menait maintenant à une autre bataille, et un échec entraînerait la perte de toute la Bohême et même de toute la Silésie. On ne s'y est pas bien pris pour exécuter les opérations, les choses vont tant à rebours qu'il n'a pas bonne opinion de leur réussite, et, d'après lui, « il n'y aura guère d'autres ressources, pour ne pas gâter tout, que *de faire la paix à des conditions si bonnes qu'on les puisse avoir*[1] ».

La dépêche adressée au cardinal de Fleury est encore sur le même modèle. Le roi y prend cependant un ton plus dolent. Il est bien mortifié d'avoir à lui mander tant de désagréables nouvelles, mais le mal est fait, les moyens de le redresser sont éloignés et incertains, et « dans des circonstances si critiques il ne restera guère d'autre remède pour en sortir que par une paix qu'on sera obligé de faire à des conditions si bonnes que les circonstances le voudront permettre ». Frédéric connaît du reste si bien l'homme auquel il a affaire qu'il termine par une de ces flatteries dans lesquelles il excelle et qui le compromet d'autant moins qu'il a déjà tiré son épingle du jeu : « Je me remets là-dessus sur vos lumières[2] ».

Ce qui inquiète à ce moment le roi, c'est bien moins la façon dont il s'y prendra pour annoncer le fait accompli à ses alliés, que certaines craintes au sujet de l'attitude et des projets ulté-

---

[1] *Correspondance politique*, II, 889, au maréchal de Belle-Isle, camp de Kuttenberg, 13 juin 1742.
[2] *Correspondance politique*, II, 890, au cardinal de Fleury, camp de Kuttenberg, 13 juin 1742.

rieurs de la cour de Vienne, que le temps relativement long qui s'écoule jusqu'à la réception de la ratification des préliminaires.

Dans une dépêche en date du 19 juin, sur laquelle nous aurons d'ailleurs à revenir, il dit en effet à Podewils : « Je crains toujours deux choses : l'une que la cour de Vienne ne nous fasse quelque anicroche à notre traité, et la seconde que, si elle conserve la Bohême, nous n'ayons, dans quatre ou cinq ans, une nouvelle guerre à soutenir. Parlez-en à Hyndford pour qu'il me tranquillise sur ces deux points[1] ». Il est facile de comprendre et de partager la première de ces deux préoccupations, fort naturelle de la part de l'homme qui avait fait si peu de cas des engagements pris à Klein-Schnellendorf. Pour ce qui est du deuxième de ces soucis, de cette éventualité d'une nouvelle guerre provoquée par l'Autriche, il est d'autant plus nécessaire de l'enregistrer, que ce ne fut pas Marie-Thérèse qui attaqua la Prusse pour essayer de reconquérir la Silésie, mais que ce fut le roi qui reprit les armes, en 1744, pour arracher à la couronne des Habsbourg un morceau de la Bohême.

Dans son impatience de voir tout fini, Frédéric, lorsqu'il écrivit à Podewils, avait oublié les ordres qu'il avait donnés dix jours auparavant et qui furent seuls causes du retard éprouvé par la transmission de la réponse de la cour de Vienne. Si le roi avait signé dès le 14 cette ratification, il avait, dès le 9, prévenu Podewils, qu'afin d'empêcher l'arrivée à Breslau de fausses nouvelles ou de rumeurs exagérées relatives aux progrès des Autrichiens en Bohême, il avait prescrit d'interrompre complètement pendant quatre jours le service des estafettes entre la Bohême et la Silésie[2], si bien qu'on avait retenu pendant trente heures, à Neisse, le courrier qu'Hyndford envoyait à Vienne où il ne put arriver que le 15 au soir. Le 17, après vingt-quatre heures de délibérations et de réflexion, Marie-Thérèse signait cet acte qui, rapporté à Breslau le 19, parvint le 21 entre les mains du roi qui le reçut « avec grande joie [3]».

---

[1] *Correspondance politique,* II, 901, à Podewils, camp de Kuttenberg, 19 juin 1742.

[2] *Ibidem,* II, 882, Eichel à Podewils, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

[3] *Ibidem,* II, 905, à Podewils, camp de Kuttenberg, 23 juin 1742. Dès

Malgré la résistance et les objections de plusieurs de ses conseillers et de Bartenstein en particulier, la reine s'était décidée au sacrifice qu'on lui demandait, parce qu'elle tenait par-dessus tout à chasser les Français de la Bohême ; que, débarrassée des Prussiens, presque certaine de voir les Saxons rentrer sous peu chez eux, elle espérait, grâce au concours effectif que l'Angleterre ne pourrait lui refuser, en arriver d'autant plus sûrement à ses fins qu'elle avait déjà, malgré la coalition contre laquelle elle avait à lutter, réussi à malmener singulièrement l'armée du maréchal de Broglie. Les victoires, sur lesquelles elle comptait, devaient dans l'esprit de la reine, lui valoir, aux dépens de la France et de la Bavière, des compensations territoriales qui rachèteraient la perte de la Silésie. Dès les pourparlers de Klein-Schnellendorf et plus encore à ce moment, la reine songeait à reconnaître Charles VII, pour peu que l'on s'engageât à choisir le grand-duc, son mari, comme roi des Romains, à faire de lui le successeur désigné de l'empereur actuel. En consentant à ce sacrifice momentané, la reine voulait s'assurer la certitude de ramener la couronne impériale dans la maison de Habsbourg et faciliter la réalisation du programme qu'elle ne cessa de poursuivre avec une si admirable persévérance.

Nous n'extrairons des préliminaires de Breslau que les points les plus importants contenus dans les douze articles : la cession au roi de Prusse en toute souveraineté « de la ville et du comté de Glatz, de la haute et de la basse Silésie, à l'exception de la principauté de Teschen et de celle de Troppau et de ce qui est au delà de la rivière d'Oppau et des hautes montagnes allant dans la haute Silésie, aussi bien que la seigneurie de Hennersdorf et des autres districts qui font partie de la Moravie, quoique enclavés dans la haute Silésie, et le payement par le roi des dettes hypothéquées sur la Silésie, mais rien que pour les 1,700,000 écus dus aux marchands anglais ; l'obligation de comprendre dans ces préliminaires le roi d'Angleterre en sa qualité d'électeur de Hanovre, l'impératrice de Russie, le roi de Danemark, les États généraux, la maison de Wolfenbüttel et l'électeur de Saxe, ce dernier,

---

ce moment, Frédéric redoutait le *renversement des alliances*. « Tout ce qui pourrait arriver de plus fâcheux pour nous dans l'avenir, dit-il dans cette même lettre, serait la ligue de la France et de l'Autriche. »

toutefois, à la condition qu'il s'engageât à retirer ses troupes de Bohême dans un délai de seize jours après la notification qui lui sera faite desdits préliminaires[1] ».

La nouvelle de la signature des préliminaires avait été accueillie avec des transports d'enthousiasme au camp de Kuttenberg. « Enfin, écrivait, le 24 juin, Frédéric à Jordan[2], nous voici au moment de notre départ et près d'évacuer cette Bohême où nos officiers ont recruté leurs hommes et leurs compagnies, où nous avons battu les Autrichiens et d'où nous les aurions chassés, si je n'avais préféré la conservation du sang prussien à la vaine gloire d'accabler une femme malheureuse et un pays ruiné. » Parti de Kuttenberg, le 26 juin, le roi s'arrêta deux jours, du 27 au 29, à Glatz, du 4 au 5 juillet à Breslau, et arriva à Charlottenburg le 14.

L'armée prussienne avait commencé à quitter la Bohême dès le 18 en trois colonnes. Le roi, qui avait présidé à leur départ, ne se mit en route qu'avec le dernier échelon. La première colonne, sous le prince héréditaire Léopold d'Anhalt, se porta par Jung-Bunzlau, Zittau et Bautzen sur Magdeburg ; la 2e, avec le général-lieutenant von Kalckstein, par Reichenberg et Görlitz sur Berlin, tandis que la 3e (général-lieutenant von Jeetze) se rendait par Chlumetz, Trautenau et Braunau dans les territoires cédés à Frédéric.

Les Prussiens avaient même pendant ces derniers jours tellement pressuré le pays, commis de telles exactions, surtout dans les cercles de Chrudim et de Königgrätz, le général von Kalckstein en particulier, avait eu recours à des procédés tellement odieux pour prendre sur plus d'un point des chevaux et des conscrits, que le prince Charles de Lorraine adressa ses réclamations motivées tant à lord Hyndford qu'au prince héréditaire d'Anhalt, réclamations qui restèrent d'ailleurs sans effet.

L'Angleterre s'était empressée entre temps, sur la demande du roi, de garantir par l'acte de Kensington-House, en date du 24 juin, l'exécution des stipulations contenues dans les prélimi-

---

[1] Les autres articles étaient relatifs à la suspension d'armes, à l'échange des prisonniers, à la liberté de conscience et au commerce.

[2] Frédéric II, *Œuvres*, à Jordan, au camp de Kuttenberg, « où je ne resterai pas longtemps », 24 juin 1742.

naires de Breslau et de promettre l'adhésion des États généraux.

Au grand déplaisir du roi, la Saxe avait, elle aussi, adhéré presque immédiatement aux préliminaires de Breslau. Ce n'était pas précisément là ce qu'aurait voulu Frédéric. Dès le 16 juin, il avait chargé Eichel de dire à Podewils qu'il lui serait fort agréable de retarder, si faire se pouvait, de cinq à six jours, la communication qu'on devait faire aux alliés[1], et, le 19, il écrivait encore au même Podewils[2] : « Je souhaiterais beaucoup que les Saxons, conjointement aux Français, continuassent les opérations, ce qui mâterait d'autant plus la cour d'Autriche et lui ferait perdre peut-être encore quelque bon morceau ». Les recommandations du roi auraient probablement été inutiles : en tout cas, elles arrivèrent trop tard, puisque, dès le 13, lord Hyndford avait mis ses collègues de Dresde au courant des événements.

Le 24 juin, Marie-Thérèse elle-même annonçait au prince Charles le prochain retrait des troupes ennemies, qui commencèrent leur mouvement le 3 juillet. Six jours plus tard, les dernières fractions du corps saxon passaient la frontière de Bohême et se dirigeaient sur Pirna.

Auguste III n'en essaya pas moins d'obtenir quelques avantages, que Marie-Thérèse lui refusa d'ailleurs, et bien que la déclaration officielle de la reine fût arrivée à Dresde le 24 juillet, ce fut seulement le 17 septembre que la paix fut officiellement signée à Dresde entre les cours d'Autriche et de Saxe.

En Angleterre, l'heureuse issue des négociations conduites par lord Hyndford avait été accueillie avec tant de joie qu'on eut au premier moment des velléités de générosité. On voulait indemniser l'Autriche du sacrifice qu'elle venait de faire en renon-

---

[1] *Correspondance politique*, II, 896, Eichel à Podewils, camp de Kuttenberg, 16 juin 1742.

[2] *Ibidem*, II, 901, à Podewils, camp de Kuttenberg, 19 juin 1742. Sans parler de la lettre que le roi adressa à Auguste III, le 18 juin 1742 (*Correspondance politique*, II, 897), et dans laquelle il rejette sur ses alliés toute la responsabilité de ses actes, voici ce que Frédéric ne craint pas de dire au sujet de la Saxe dans l'*Histoire de mon Temps*, chap. VII : « Pour l'Electeur de Saxe, tout jaloux qu'il était de l'agrandissement de la maison de Brandebourg, il devait l'obligation au roi de ce que, l'ayant compris dans la paix de Breslau, il pouvait se tirer honorablement d'un mauvais pas ».

çant à la Silésie. Lord Carteret avait fait miroiter aux yeux de Wasner la rétrocession de la Lorraine au grand-duc François-Étienne, l'expulsion des Bourbons de Naples et de la Sicile; enfin, la perspective d'agrandissements territoriaux du côté de l'Ouest[1]. Mais ce n'étaient là que des paroles en l'air. L'égoïsme britannique reprit bientôt le dessus, et Marie-Thérèse ne tarda pas à s'apercevoir que, si l'Angleterre comptait sur le concours de l'Autriche pour affaiblir la France, loin de vouloir lui tenir compte de ses sacrifices et de ses efforts, elle cherchait, au contraire, à agrandir d'autres États, à se faire de la sorte de nouveaux amis aux dépens de la maison de Habsbourg.

Le bruit, puis la nouvelle de la signature des préliminaires de Breslau avaient causé un profond désappointement, une légitime indignation à Paris où l'on était déjà assez mal disposé à l'égard de Frédéric, depuis le combat de Moldauthein, depuis qu'on avait su qu'il n'avait rien fait pour soutenir Broglie, où l'on ignorait encore à ce moment la retraite vers Prague, et où, de plus en plus las de la guerre, on désirait vivement la conclusion d'une paix générale. Si, dans l'*Histoire de mon Temps*, le roi a essayé de faire l'apologie de sa conduite, naturellement en insistant sur le peu de bonne volonté de ses alliés, en déclarant que « loin d'avoir intention d'offenser cette puissance (la France) il voulait conserver tous les dehors de la bienséance envers elle et se borner à ne point suivre la carrière périlleuse où elle était engagée et à devenir simple spectateur d'acteur qu'il avait été », il s'est bien gardé de dire qu'il a agi de propos délibéré et ne s'est décidé à parler de la paix à Valory que lorsque, à cause du mouvement de retrait de ses troupes, il lui fut impossible de cacher plus longtemps la signature qu'il avait donnée.

C'est, du reste, avec un cynisme effrayant qu'il raconte à Podewils comment « l'ami Valory a été obligé d'avaler ce calice ». « Aucun Polichinelle, lui dit-il[2], ne peut imiter les contorsions de Valory; ses sourcils ont fait des zigzags, sa bouche s'est élargie, il s'est trémoussé d'une étrange façon, et tout ceci sans avoir rien de bon à me dire. Sa plus grande inquiétude roulait sur le

---

[1] *Haus, Hof und Staats-Archiv*, Wasner à Marie-Thérèse.
[2] *Correspondance politique*, II, 901, à Podewils, camp de Kuttenberg, 19 juin 1742.

parti que je prendrais après la paix. Je l'ai fort rassuré sur cet article ; qu'il pouvait compter que jamais mes armes ne se tourneraient contre la France, et que je remplirais de mon alliance tous les points qui étaient possibles, comme ceux qui regardent la succession de Juliers, mais qu'on ne devait pas demander de moi des efforts et des risques continuels, et que simplement, pour avoir la paix, je m'étais tiré d'affaire comme j'avais pu. J'ai même promis de lui communiquer en gros la teneur de notre traité. »

L'entretien, dont le roi parle à Podewils, avait eu lieu la veille, le 18, et avec cette malice et ce scepticisme qui lui étaient propres, Frédéric, qui venait d'écrire au roi de Pologne et à l'empereur, avait remis au malheureux ambassadeur une lettre pour Belle-Isle et une autre pour Fleury[1], cette dernière

[1] *Correspondance politique*, II, 900, au cardinal de Fleury, camp de Kuttenberg, 18 juin 1742. « Monsieur mon Cousin, il vous est connu que, depuis le moment où nous avons pris des engagements ensemble, j'ai fait ce qui a dépendu de moi pour seconder avec une fidélité inviolable les desseins du roi votre maître. J'ai détaché la Saxe du parti autrichien ; j'ai donné ma voix à l'Electeur de Bavière ; j'ai accéléré le couronnement impérial ; j'ai concouru avec vous pour contenir le roi d'Angleterre et j'ai décidé celui du Danemark sur le parti qu'il avait à prendre ; en un mot, par la voie de la négociation, par celle des armes et par une fidélité rigide à remplir tous mes engagements, je vous ai rendu tous les services dont j'étais capable, quoique toujours inférieurs à ma bonne volonté et au désir d'être utile à mes alliés.

« Lorsque mes troupes, épuisées par les fatigues, demandaient le repos qui semblait leur être dû après la campagne de 1741, je ne pus refuser au maréchal de Belle-Isle un détachement de 20 escadrons qu'il me demandait en Bohême, ni la marche de M. de Schwerin en Moravie. Au mois de janvier de cette année, lorsque j'appris que les Autrichiens étaient prêts à entrer en Bavière pour y établir le théâtre de la guerre, mon zèle pour l'empereur me transporta : je volai en Saxe, j'agitai tout, et, après bien des peines, j'obtins du roi de Pologne que ses troupes opéreraient, de concert avec les miennes, une diversion en Moravie, démarche qui aurait été efficace, si M. de Ségur ne se fût rendu trop tôt avec sa garnison de Linz, et si M. de Broglie avait eu aux bords de la Moldau 20,000 hommes sous ses ordres. Mais la lâcheté de l'un et la faiblesse de l'autre, jointes au peu de volonté et d'intelligence de la guerre des officiers saxons, avec l'impardonnable négligence du maréchal de Schwerin à former les magasins à Olmütz, lorsqu'il en était temps, m'obligèrent de quitter ce pays, où tous ceux qui y ont été conviennent que les troupes n'auraient pu se maintenir, sans risquer de périr par misère ou même par inanition.

« Je ne m'arrête point à relever tous les mauvais propos qui se sont tenus sur ce sujet : la guerre est de toutes les choses du monde celle où le petit détail influe le plus sur le grand, où les fautes des subalternes font des combinaisons nouvelles et sur laquelle ces espèces de hasards ou d'événements,

d'autant plus curieuse qu'elle est non seulement une apologie, mais un véritable panégyrique de sa conduite. Malgré tous ses

---

qu'on ne saurait prévoir, ont droit et dans laquelle les succès ne se suivent pas également; en un mot, le cœur a eu plus de part à mon expédition de Moravie que la prudence.

« Lors même que, pour ébranler ma fermeté, la reine m'a fait, par différentes reprises, les offres les plus avantageuses, aucune raison d'intérêts n'a pu me décider, bien moins m'arrêter dans les opérations que j'étais résolu de faire pour l'avantage de mes alliés uniquement.

« Ainsi, j'ai garanti la ville de Prague contre le prince Charles, qui marchait droit pour en faire le siège. On m'a reproché que je n'avais pas poursuivi le prince assez loin après sa défaite; mais j'en appelle aux mânes immortelles du grand Turenne et de Condé si je devais, sans être muni de subsistances, mettre mon armée victorieuse dans le risque de périr de misère, en la menant dans un pays où l'armée autrichienne avait passé deux fois l'automne dernier, où les Saxons et les Français avaient hiverné après le prince Lobkowitz, où les mêmes Saxons ont repassé en revenant de Moravie, par où l'ennemi est venu à moi et par où il a pris la fuite?

« Nos succès et le passage de la Moldau par le prince Lobkowitz engagèrent le maréchal de Broglie à se porter sur Frauenberg. L'affaire de Sahay, où la cavalerie française eut de l'avantage sur l'autrichienne, obligea le prince Lobkowitz à lever le siége de Frauenberg, à repasser la Moldau et se réfugier dans son vieux camp de Budweis.

« Averti de ce qui se passait de ce côté, je conseillai à M. de Broglie à faire de deux choses l'une, savoir : d'attaquer le prince Lobkowitz à Budweis, où il l'aurait battu en détail avant la jonction du prince Charles, ou de reprendre le poste de Pisek pour éviter, par sa prudence, une retraite précipitée, semblable à une fuite, qu'il ne pouvait éviter à l'approche du prince Charles. M. de Broglie, ne trouvant pas à propos de suivre ces partis, demeura à Frauenberg et fit quelques détachements dont la faiblesse faisait présumer tout homme de guerre à quel succès on pouvait s'attendre.

« Je fis avertir le maréchal de Broglie, par différentes reprises, des marches du prince Charles, dont je lui envoyais l'itinéraire. Ce fut sur mon dernier avis que le maréchal se retira, moyennant quoi il évita d'être surpris. Vous savez apparemment le détail de ce qui s'est passé ensuite à cette armée et la perte des Français. Par la position actuelle de vos troupes, elles sont entièrement coupées de la Bavière, de Pilsen, où elles ont leurs magasins, et par où viennent leurs recrues. Dans ces conjonctures, les Saxons auraient pu apporter un prompt remède; mais, malgré les promesses faites au maréchal de Belle-Isle, leurs troupes ne marchent point au secours des Français. J'apprends même qu'ils retirent à eux celles qui étaient les plus avancées en Bohême; de ceci et d'avis particuliers que j'ai reçus de Dresde, je puis conjecturer sans me tromper que les Saxons sont, non seulement en négociations avec la cour de Vienne, mais même qu'ils sont prêts à conclure.

« Dans cette situation, où il n'y a point de secours à attendre de la France ni de la Saxe, où il faudrait gagner trois batailles de suite pour expulser les Autrichiens de la Bohême, où les succès de l'armée du comte d'Harcourt ne répondent point à l'attente que l'on en avait, où une guerre longue et ruineuse appesantirait tout son poids sur mes épaules, où l'argent des Anglais arme presque toute la Hongrie, prête à fondre sur l'armée du

efforts, il ne réussit guère à apaiser le cardinal, à donner le change à l'opinion, et son ministre à Paris, Le Chambrier, n'exagérait en rien lorsqu'il lui écrivait : « L'exaspération contre Votre Majesté n'a pas de bornes, et je n'oserai, sans l'ordre formel de Votre Majesté, lui écrire ce que l'on dit et écrit à son sujet ».

Malgré son scepticisme et son indifférence, Frédéric n'en crut pas moins sage et utile de chercher à réagir contre l'opinion qu'on avait de lui à Paris : « Je ne suis pas étonné des discours du public en France; des gens qui ne sont pas instruits ne passent jamais pour juges; la postérité est la seule qui puisse décider de la réputation des princes; pendant leur vie ils n'ont que des flatteurs et des envieux [1] ».

Frédéric ne manquait pas d'ajouter, sans en penser un mot, du reste : « Vous pouvez être persuadé que j'employerai tout ce que je puis employer pour être utile à l'empereur, que vous ne trouverez nulle part un zèle semblable pour la gloire de la

---

prince d'Anhalt en haute Silésie, où le hasard des événements devient plus décisif que jamais, où la supériorité de l'ennemi et sa fortune m'obligeraient enfin de succomber avec les autres, il m'a fallu, quoique dans l'amertume de mon cœur, me sauver d'un naufrage inévitable et gagner le port comme j'ai pu.

« Il n'y a que la nécessité et l'impuissance qui puissent me vaincre ; on ne condamne personne pour n'avoir pas fait des choses impossibles. Quant aux possibles, vous trouverez en moi une fidélité invariable : jamais je ne penserai à révoquer les renonciations que j'ai faites sur les pays de Juliers, de Berg et de Ravenstein, on ne me verra point, ni directement, ni indirectement, troubler l'ordre établi dans cette succession, et plutôt mes armes se tourneraient-elles contre moi-même que contre des alliés qui me sont aussi chers que les Français. Vous me trouverez toujours disposé à concourir, autant qu'il dépendra de moi, aux avantages du roi votre maître et à tout ce qui peut influer sur le bonheur de son royaume.

« Le cours de cette guerre forme, pour ainsi dire, un tissu des marques de bonne volonté que j'ai données à mes alliés; je me flatte que l'on sera assez convaincu de mes sentiments sur ce sujet pour ne pas m'en supposer de contraires; je suis persuadé, Monsieur, que vous convenez de toutes les choses que je viens de vous exposer avec toute la bonne foi imaginable et que vous plaignez avec moi que le caprice du sort ait fait avorter des desseins aussi salutaires que l'étaient les nôtres.

« Je suis, avec toute l'estime imaginable, Monsieur mon Cousin, votre fidèle ami et cousin. « FRÉDÉRIC. »

[1] *Correspondance politique*, II, n° 938, au cardinal de Fleury, Charlottenburg, 28 juillet 1742.

France et une estime plus pleine d'amitié et d'admiration pour le véritable Mentor de la France[1] ».

Cette fois encore, le roi éprouve le besoin d'expliquer sa conduite, et, si l'on veut connaître le fond de sa pensée, on devra, une fois de plus, aller en chercher l'expression dans sa correspondance : « Enfin, écrit-il à Jordan[2] quelques heures après avoir ratifié les préliminaires de Breslau, voilà la paix venue, cette paix après laquelle vous avez tant soupiré, pour pour laquelle tant de sang a été répandu et dont toute l'Europe commençait à désespérer. Je ne sais ce qu'on dira de moi, je m'attends, à la vérité, à quelque trait de satire et à ces propos ordinaires, à ces lieux communs que les sots et les ignorants, en un mot, les gens qui ne pensent point, répètent sans cesse après les autres. Mais je m'embarrasse peu du jargon insensé du public et j'en appelle à tous les docteurs de la jurisprudence et de la morale politique, si après avoir fait humainement ce qui dépendait de moi pour remplir mes engagements, je suis obligé de ne m'en point départir, lorsque je vois d'un côté un allié (la Bavière) qui n'agit point ; de l'autre, un allié (la France) qui agit mal et que, pour surcroît, j'ai l'appréhension au premier mauvais succès, d'être abandonné moyennant une paix fourrée par celui de nos alliés qui est le plus fort et le plus puissant.

« Je demande si, dans un cas où je prévois la ruine de mon armée, l'épuisement de mon trésor, la perte de mes conquêtes, le dépeuplement de l'Etat, le malheur de mes peuples, en un mot toutes les mauvaises fortunes auxquelles exposent le hasard des armes et la duplicité des politiques ; je demande si, dans un cas semblable un souverain n'a pas raison de se garantir par une sage retraite d'un naufrage certain ou d'un péril évident !

« Nous demandez-vous de la gloire ? Mes troupes en ont suffisamment acquis. Nous demandez-vous des avantages ? Les conquêtes en font foi. Désirez-vous que les troupes s'aguerrissent ? J'en appelle au témoignage de nos ennemis qui est irrévocable. En un mot, rien ne surpasse cette armée en valeur,

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 938, au cardinal de Fleury, Charlottemburg, 28 juillet 1742.

[2] FRÉDÉRIC, *Œuvres*, à Jordan, au camp de Kuttenberg, 15 juin 1742.

en force, en patience dans le travail et dans toutes les parties qui constituent des troupes invincibles.

« Si l'on trouve de la prudence à un joueur qui, après avoir gagné un sept-leva, quitte la partie, combien plus ne doit-on point approuver un guerrier qui sait se mettre à l'abri des caprices de la fortune après une suite triomphante de prospérités !

« Ce ne sera pas vous qui me condamnerez, mais ce sont ces stoïciens, dont le tempérament sec et la cervelle brûlée inclinent à la morale rigide. Je leur réponds qu'ils feront bien de suivre leurs maximes, mais que le pays des romans est plus fait pour cette pratique sévère que le continent que nous habitons, et qu'après tout, *un particulier a de tout autres raisons pour être honnête homme qu'un souverain.* Chez un particulier, il ne s'agit que de l'avantage de son individu ; il le doit constamment sacrifier au bien de la société, ainsi l'observation rigide de la morale lui devient un devoir, la règle étant : il vaut mieux qu'un homme souffre que si tout le peuple périssait.

« Chez un souverain, l'avantage d'une grande nation fait son objet, c'est son devoir de le procurer; pour y parvenir, il doit se sacrifier lui-même ; à plus forte raison, ses engagements, lorsqu'ils commencent à devenir contraires au bien-être de ses peuples.

« Voilà ce que j'avais à vous dire et dont vous pourrez faire usage en temps et lieu dans les compagnies et les conversations, sans faire remarquer que la paix est faite. »

En réalité, Frédéric ne pouvait alléguer aucun bon motif et ne pouvait même faire valoir aucun des quatre cas de rompre les alliances qu'il a énumérées lui-même dans l'avant-propos de l'*Histoire de mon Temps*. Il a fait la paix uniquement parce que, en joueur heureux et en homme sage, il a cru prudent d'empocher ses gains, enfin parce qu'il « avait rempli le grand objet qu'il s'était proposé ». Il avait, en deux courtes campagnes, eu la bonne fortune de réaliser son programme, et, comme il le dit lui-même dans l'*Histoire de mon Temps* : « Le but de la guerre que le roi avait entreprise était de conquérir la Silésie » ; or ce but était atteint et le reste lui importait peu.

XIX.

LA PAIX DE BERLIN.

Bien que les préliminaires de Breslau eussent mis fin aux hostilités entre la Prusse et l'Autriche, bien que le roi eût évacué la Bohême à peu près dans les délais convenus, il n'en restait pas moins à donner une forme définitive et plus précise aux stipulations sur lesquelles l'accord venait de se faire. C'est ainsi qu'il fallut, avant tout, s'entendre sur l'étendue et la délimitation des territoires que l'Autriche cédait à la Prusse dans la haute Silésie. « Je trouve beaucoup d'obscurité dans la désignation des limites, écrivait le roi à Podewils, le 20 juin; il serait bon de se bien entendre sur ce sujet les uns et les autres. »

De son côté, Marie-Thérèse, mise en garde par les événements qui s'étaient produits aussitôt après l'acte de Klein-Schnellendorf, avait fait rédiger une série de *Remarques*, dont les plus importantes avaient trait à la publication du traité, au règlement des dettes de la haute Silésie. Si l'on parvint sans trop de peine à s'entendre sur le premier de ces points, il n'en fut pas de même du second. Frédéric se montra intraitable sur ce sujet. Il s'agissait d'une question d'argent, et l'on sait combien il tenait, avec raison, à ne pas imposer des charges inutiles à son Trésor. La générosité n'était, du reste, pas le péché mignon de Frédéric. C'est ainsi qu'on avait écrit à Hyndford, de Vienne, pour le prier « de porter le roi à vouloir bien donner une marque d'amitié à la reine et de n'exiger point le payement des magasins qui sont tirés de la Bohême[1] ». Il s'agissait des magasins établis par les Prussiens à Nimburg, Podiebrad, Königgrätz et Pardubitz, et Hyndford avait ajouté « qu'une pareille générosité dans les conjonctures présentes ferait le meilleur effet du monde et l'impression la plus favorable sur l'esprit de la reine[2] ». Frédéric affecta

---

[1] *Correspondance politique*, II, 902, à Podewils, camp de Kuttenberg, 20 juin 1742.
[2] Podewils au roi, Breslau, 23 juin 1742.

de prendre la chose en plaisanterie. « Dites, en riant, à Hyndford, répond-il à Podewils[1], que du foin et de la paille ne sont point un présent à faire à une reine ; que si j'avais de la porcelaine ou des joyaux, ce serait plutôt de quoi lui offrir et que, quoi qu'il en dise, je ne puis me résoudre à lui faire un présent si ridicule. » Mais, en revanche, il cesse de plaisanter, il montre les dents quand, sur les instances de Hyndford, Podewils revient à la charge sur la question des dettes de la Silésie, des hypothèques accordées aux Hollandais : « Vous n'avez qu'à déclarer à Hyndford que si la reine de Hongrie ne paye pas les Hollandais, ils ne seront jamais payés, dût-il en arriver tout ce qu'il vous plaira. Je vous ordonne de lui dire nettement que je ne les payerai pas, et plutôt livrer encore une bataille, dût-il m'en coûter la vie. Ces bougres veulent nous prescrire des lois, je leur apprendrai beau jeu ; en un mot, je ne veux point entendre parler des Hollandais, et je vous défends de m'en parler..... Donnez la peur à Hyndford s'il ne promet pas d'abord de me satisfaire sur le point de la Hollande[1] ».

Les Hollandais ont eu le don de mettre Frédéric de fort vilaine humeur, et comme Podewils a eu l'audace de lui proposer de transférer le siège des négociations de Breslau à Berlin et de lui exposer les raisons fort justes de la mesure qu'il propose, il le relève vertement : « Mêlez-vous, Monsieur, de vos affaires, et ne prescrivez point les voyages que je dois faire ou ne point faire. Négociez comme je vous l'ordonne et ne faites point la mie qui a des caprices, s'entend le faible et complaisant négociateur des caprices des Anglais et de l'impertinence des Autrichiens : c'est ce que je prends la liberté de vous conseiller et de vous faire souvenir, en même temps que vous ne tenez pas un langage convenable pour un ministre, dont le maître vient de gagner une bataille il y a quinze jours[2] ».

Malgré cela, lorsqu'il sut que la cour de Vienne ne céderait pas sur ce point, lorsqu'on lui eut démontré la gravité des représailles commerciales que la Hollande ne manquerait pas d'exercer et l'importance du préjudice que sa parcimonie allait

---

[1] *Correspondance politique*, II, 906, à Podewils, Königgrätz, 26 juin 1742.
[2] *Ibidem*, II, 906, à Podewils, de Königgrätz, 26 juin 1742.

causer à la Silésie, il se radoucit et consentit, afin de ne pas retarder la signature du traité, à régler la question des créances hollandaises par un acte séparé. « Quand on est bon, fait-il écrire à ce propos par Eichel, on l'est à l'excellence : mais gare la vivacité quand elle nous prend [1]. »

Pendant ce temps, on continuait également à se quereller si fort sur les questions de délimitation, sur l'interprétation de ces mots : « *les hautes montagnes ailleurs dans la haute Silésie* », que la cour de Vienne, trouvant que lord Hyndford faisait preuve de trop de condescendance à l'égard de Frédéric, jugea à propos d'envoyer à Breslau le conseiller de la chancellerie de Bohême, Hermann von Kannegiesser.

Avant que Kannegiesser ait pu arriver à Breslau, Hyndford et Podewils avaient réussi à faire pas mal de chemin, si bien que le 25 juin on avait pu expédier au roi, et le lendemain à Marie-Thérèse, le projet du traité définitif, que le roi s'empressa d'accepter et que Marie-Thérèse reçut quelques jours plus tard en même temps qu'une note de Bohême, en date du 28 juin. Dans les 17 articles dont se composait ce projet de traité, on avait tenu compte des observations de la cour de Vienne, sauf, toutefois, en ce qui avait trait aux deux seuls points importants : la question des dettes de la Silésie et celle de la délimitation.

De nouvelles réclamations s'étaient produites entre temps au sujet de la lenteur, intentionnelle ou forcée, que les Autrichiens mettaient à évacuer quelques points des territoires cédés à la Prusse, et surtout au sujet des limites de la Silésie. Marie-Thérèse s'était bornée à répondre que ses troupes n'entreraient pas dans les plaines de Silésie, à l'exception, toutefois, des enclaves au delà de l'Oppa ; mais que, de son côté, elle comptait bien que le roi s'opposerait à la prolongation du séjour de ses troupes dans les montagnes de la haute Silésie.

Afin d'être plus complètement en mesure de discuter les questions de délimitation, Kannegiesser, parti de Vienne le 2 juillet, conféra, en passant, avec le général Kheul à Olmütz, avec Festetics à Sternberg, afin de s'entendre avec eux sur les points

---

[1] *Correspondance politique*, II, 908 et 909, à Podewils, Glatz, 29 juin 1742.

que les troupes autrichiennes devaient continuer à garder ou qu'elles devaient occuper.

Kannegiesser n'arriva, d'ailleurs, que le 5 juillet à Breslau, parce qu'il avait tenu à parcourir le massif montagneux dont la possession faisait l'objet du litige. Le même jour, Podewils, Hyndford et Kannegiesser tinrent une première conférence, consacrée uniquement à la discussion de la délimitation, sans qu'on pût arriver à s'entendre. On chargea toutefois Kannegiesser de rédiger, séance tenante, un mémoire, que l'on soumit le soir même au roi. Dès le lendemain, le roi déclarait à Hyndford qu'il acceptait les propositions du diplomate autrichien, à l'exception, toutefois, de la clause relative à la ville de Jägerndorf, qu'il entendait conserver. Il consentait, en revanche, à assumer le payement des créances hypothécaires des Anglais et des Hollandais. Il avait bien, il est vrai, déclaré que si l'on n'adhérait pas, jusqu'à 5 heures du soir, aux propositions qu'il venait de faire, il enverrait au prince héréditaire Léopold d'Anhalt, l'ordre de rentrer en Bohême avec son corps d'armée; mais il offrait à la reine de lui laisser Jägerndorf, si on lui donnait en échange la grande enclave de Moravie, avec Hotzenplotz, Maidelberg et Rosswalde. En présence de ces exigences, d'une part, et, de l'autre, des dispositions manifestement favorables au roi que lord Hyndford avait cru inutile de dissimuler, Kannegiesser prit sur lui de déclarer que, dans ces conditions, il ne lui restait plus qu'à quitter Breslau. L'attitude résolue du diplomate autrichien produisit un tel effet que, non seulement on l'autorisa à en référer à Vienne, mais qu'on se remit, sans plus tarder, à discuter la nature de la compensation qu'il y aurait lieu d'offrir au roi en échange de Jägerndorf. A partir de ce moment, c'est Kannegiesser qui prend la direction des négociations aux lieu et place de lord Hyndford, qui avait eu, du reste, l'imprudence et la naïveté d'avouer à l'envoyé de la reine que son gouvernement, désirant par-dessus tout un accommodement entre les deux puissances, lui avait prescrit d'user de ses pouvoirs pour signer la paix à tout prix.

Aussi, Kannegiesser rejeta péremptoirement la proposition d'échange de l'enclave de Moravie contre Jägerndorf, d'abord, parce qu'il aurait fallu céder la seigneurie d'Hennersdorf; ensuite, parce qu'il aurait été très difficile de déterminer le tracé

de la frontière, et que, de plus, cette délimitation aurait donné naissance à toutes sortes de contestations et d'incidents. Il offrit en revanche, de céder au roi le district de Katscher. Podewils, en se chargeant de transmettre cette proposition au roi, affirma avant tout à Kannegiesser qu'aucun ordre de mouvement ne serait envoyé au prince héréditaire.

La réponse du roi ne se fit pas attendre, et, dès le lendemain (7 juillet), sans faire allusion à l'offre du district de Katscher, Frédéric laissait à la reine le choix entre trois solutions : 1° lui abandonner Jägerndorf, auquel cas il se charge de désintéresser les créanciers qui ont pris hypothèque sur la Silésie; 2° laisser Jägerndorf à la reine, qui aura alors à payer les dettes de la Silésie; 3° donner l'enclave de Moravie au roi, qui désintéressera les créanciers hollandais et achètera la seigneurie de Hennersdorf, située dans cette enclave, à son propriétaire actuel, le baron de Bartenstein [1].

En transmettant ces propositions du roi à sa souveraine, Kannegiesser avait cru devoir insister auprès de la reine sur l'intérêt qu'il y avait pour elle de conserver Jägerndorf.

Le 9 juillet, Frédéric, comme il l'avait décidé avant de quitter le camp de Kuttenberg, partit de Breslau pour Berlin, après avoir laissé à Podewils des instructions qui devaient lui servir de guides et dans lesquelles il n'avait naturellement pas manqué de lui répéter : « Extorquez-leur tout ce que vous pourrez [2] ». Kannegiesser n'en resta pas moins irréductible en ce qui avait trait à Jägerndorf, à tel point que lord Hyndford crut nécessaire de se rendre lui-même sur les lieux. A la grande surprise de Kannegiesser, qui redoutait les conséquences d'un voyage qu'il s'était efforcé d'empêcher, lord Hyndford se prononça en faveur de la reine.

Dans l'intervalle, du reste, Kannegiesser, qui était revenu à la charge sur l'échange du district de Katscher, avait, en réponse à des dépêches du général Kheul, recommandé à cet officier général d'occuper les points litigieux de la montagne, sans

[1] *Correspondance politique*, II, 917, à Podewils, Breslau, 7 juillet 1742.
[2] *Ibidem*, II, 918, à Podewils, Breslau, 8 juillet 1742.

attendre même que Frédéric ait donné, le 15 juillet [1], l'ordre aux hussards prussiens d'évacuer cette portion des territoires contestés.

Frédéric était, du reste, en veine de faire des concessions. Après avoir dit à Podewils qu'il ne se chargerait du payement des créances des Hollandais hypothéquées sur la Silésie, qu' « à proportion de sa portion [2] », six jours plus tard, le 14, il l'autorisait à céder, s'il le fallait, sur ce point comme sur la question de l'attribution à la Prusse de Weidenau et de Johannesberg. Pour Jägerndorf même, il prescrivait à Podewils d'attendre le retour du courrier envoyé à Vienne. « Si la reine cède, tout est fini, et vous n'aurez qu'à signer avec lord Hyndford ; si, au contraire, elle maintient ses prétentions, le mieux sera de vous rendre immédiatement à Berlin avec Hyndford et Kannegiesser, afin que nous arrangions le traité le mieux possible », et il ajoutait en post-scriptum ces mots significatifs : « Il faut caler les voiles, lorsque le vent ne nous souffle point en poupe, et faire nos affaires le mieux possible; je me flatte que, l'anicroche de Jägerndorf redressé, nous pourrons conclure [3] ».

La signature de la paix avec l'Autriche était désormais certaine. La modération dont Frédéric faisait preuve à ce moment et les intentions nettement pacifiques et conciliantes qu'il manifesta pendant la dernière période des négociations méritent d'autant plus d'être signalées et mises en pleine lumière, qu'il fallut au roi toute sa merveilleuse lucidité d'esprit, toute sa puissance de raisonnement, tout son calme, tout son sang-froid, tout son grand sens politique pour ne pas prêter l'oreille aux propositions alléchantes, aux avances intéressées de l'Angleterre. En effet, pendant que l'on examinait, à Vienne, la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de déclarer officiellement la guerre à la France, dans l'espoir de se procurer, à ses dépens, une compensation à la cession de la Silésie, l'Angleterre, profitant à sa façon de la mission que lui avait confiée la reine, l'Angleterre, médiatrice d'une part, mais, de l'autre, alliée de l'Autriche, ne

---

[1] *Correspondance politique*, II, 924, à Podewils, Charlottenburg, 15 juillet 1742.

[2] *Ibidem*, II, 918, à Podewils, Breslau, 8 juillet 1742.

[3] *Ibidem*, II, 921, à Podewils, Charlottenburg, 14 juillet 1742.

s'était pas contentée d'exciter les désirs ambitieux de la Sardaigne, de l'inciter à prendre les armes pour s'agrandir en Italie aux dépens des Habsburg, elle avait essayé de se servir du roi de Prusse pour réaliser plus facilement son programme et de le séduire par des offres qu'elle se croyait presque certaine de lui faire accepter.

Lord Hyndford avait, en effet, déclaré à Podewils « que le roi d'Angleterre est non seulement prêt d'entrer dans une alliance défensive avec Votre Majesté, mais qu'il donnerait aussi, en cas que la France dût entreprendre la moindre chose contre les provinces de Clèves et de Westphalie, toute l'assistance et tout le secours imaginables dès qu'il en serait requis par Votre Majesté, et que même le prince, pour ne pas perdre de temps, a déjà donné ordre de former un camp de 20 escadrons et de 10 bataillons de ses troupes de Hanovre[1] ».

De plus, le roi d'Angleterre offrait de mettre à la disposition du roi l'armée anglaise de Flandre et de charger son ministre à La Haye de s'assurer le concours des États généraux[1].

Frédéric ne se laissa ni aveugler par « ces offres obligeantes », quelque tentantes qu'elles fussent, ni entraîner à une guerre contre la France[2]. Il se borna à insister sur la signature d'un traité d'alliance offensive et défensive avec les puissances maritimes. Quelles qu'aient été les raisons secrètes qui dictèrent au roi cette ligne de conduite, ce fait est certainement trop grave et trop caractéristique pour qu'il soit possible de le passer sous silence.

Fidèle à ses procédés, à cette politique égoïste qu'elle n'a jamais abandonnée et qui nous a fait tant de mal, l'Angleterre se souciait peu des intérêts de la Prusse et de l'Autriche, et cette fois encore elle ne songeait qu'au profit personnel qu'elle comptait tirer de cette coalition ourdie en silence, de cette coalition dont elle était l'âme, dont elle aurait tenu tous les fils

---

[1] Podewils au roi, Breslau, 11 juillet 1742.

[2] *Correspondance politique*, II, 923, à Podewils, Charlottenburg, 14 juillet, et II, 930, au comte de Stair, ambassadeur de la Grande-Bretagne a La Haye, Berlin, 18 juillet 1742.

entre ses mains et dans laquelle elle se proposait de faire jouer à chacun des alliés le rôle qui servait le mieux ses projets, de cette coalition qui lui aurait permis d'assouvir sans risques trop grands pour elle la haine implacable que mylord Carteret « avait jurée à tout ce qui portait le nom français[1] ».

Quoique certaine, la paix n'était cependant pas encore définitivement signée. Hyndford n'était pas encore revenu de sa tournée du côté de Jägerndorf et ce fut à son retour seulement que les plénipotentiaires se réunirent de nouveau, le 17 juillet, et que l'entente n'ayant pu s'établir, Podewils, exécutant les ordres de son souverain, proposa aux représentants de l'Angleterre et de l'Autriche de se rendre avec lui à Berlin. Hyndford y consentit de suite et d'autant plus facilement qu'il craignait de voir les choses traîner en longueur et qu'il savait, de plus, que le roi comptait de toute façon quitter Berlin le 28 pour aller prendre les eaux à Aix. Kannegiesser fit habilement mine de se faire tirer l'oreille, alors qu'il était bien décidé, et d'ailleurs autorisé par son gouvernement, à se rendre n'importe où, plutôt que de laisser à Hyndford le soin de défendre la cause de l'Autriche. Tout allait bien du reste, puisque, pendant que lord Hyndford et Kannegiesser se rendaient à Berlin, le roi avait cru le moment venu pour renouer des relations personnelles avec le grand-duc de Toscane, en lui rappelant l'amitié qui les liait jadis à Berlin, pour ajouter à sa lettre cette phrase significative : « Ce n'est pas un des moindres motifs du contentement que me donne la paix de pouvoir lui écrire[2] ».

Arrivés le 24 à Berlin, Hyndford et Kannegiesser, en attendant Podewils qui s'était rendu auprès du roi à Potsdam, avaient mis leur temps à profit pour élaborer un nouveau projet de traité de paix qu'ils remirent le 26 juillet à Podewils, auquel Hyndford fit savoir en particulier que lord Carteret invitait le roi à en finir au plus vite. Cette communication, insignifiante en elle-même, suffit pour démontrer à Podewils qu'il ne fallait plus compter sur l'Angleterre pour exercer une pression sur l'Autriche et

---

[1] FRÉDÉRIC II, *Histoire de mon Temps*, chap. V.

[2] *Correspondance politique*, II, 931, au grand-duc de Toscane, Charlottenburg, 21 juillet 1742.

essayer de l'amener à abandonner Jägerndorf. Il envoya par suite le jour même au roi à Potsdam, le projet en 16 articles et un article additionnel élaboré par Kannegiesser et Hyndford et que Frédéric renvoya le lendemain avec ces mots[1] : « Très bien, j'approuve tout, à l'exception des quelques additions que j'ai jugé bon de faire ».

Rien ne s'opposait plus à la signature du traité et, le soir même, Podewils tint avec Hyndford et Kannegiesser une dernière conférence dans laquelle il tenta vainement, et pour la forme, d'obtenir encore quelques concessions. La chose était d'autant plus impossible que le roi lui-même l'avait autorisé à céder sur le point qui lui tenait le plus à cœur : Jägerndorf, en mettant en marge du projet ces mots : « J'approuve cet article, puisque l'on ne peut pas faire autrement ». Cette concession allait d'ailleurs servir plus tard de prétexte au roi pour justifier les raisons qu'il crut avoir de déclarer en 1744 la guerre à la reine de Hongrie[2] ». Il serait trop long et surtout inutile de relever les dernières discussions de détail auxquelles donna lieu la rédaction définitive des différents articles du traité de Berlin. Nous nous bornerons à dire seulement en passant quelques mots de la discussion, quelque peu puérile, qui s'engagea lors de la rédaction de l'article 13, à propos de la question du titre de duc souverain de Silésie que Marie-Thérèse, tout en abandonnant cette province à Frédéric, tenait à conserver pour elle et ses héritiers.

Lorsque la question lui fut soumise pour la première fois le 8 juillet, Frédéric avait commencé par répondre : « Je me f.... des titres pourvu que j'aie le pays[3] ». Mais quand il s'agit de signer, il changea d'idée, et mit en marge du projet de traité, la note suivante : « Il faut le correctif de souveraine duchesse *en* Silésie, mais pas *de la* Silésie. On pourrait, pour éviter ces inconvénients, leur proposer d'incorporer leur Silésie

---

[1] *Correspondance politique*, II, 936, à Podewils, Potsdam, 27 juillet 1742.
[2] *Ibidem*, III, 1341, et *Histoire de mon Temps*, chap. IX. « Pourquoi, par la paix de Breslau, la reine de Hongrie s'est-elle si obstinément opiniâtrée à se réserver les hautes montagnes de la haute Silésie, qui sont d'un si modique rapport? Certainement l'intérêt n'y a aucune part. J'y découvre un autre dessein : c'est de se conserver, par la possession de ces montagnes, des chemins avantageux pour s'en assurer l'entrée, lorsqu'elle le jugera à propos. »
[3] *Ibidem*, II, 918, à Podewils, Breslau, 8 juillet 1742.

avec la Moravie, pour que les titres mêmes ne pussent réveiller des chicanes; mais après tout, ce sont des « coyonneries [1] ». Sur ce point encore, Podewils dut céder. « On n'a absolument pas voulu admettre, écrivait-il au roi [2], le correctif touchant le titre de souverain duc de Silésie provoquant l'exemple de la Suède, par rapport au titre de duc de Poméranie, pour un petit bout que les Suédois tiennent de cette province ».

Enfin, le 28 juillet au soir, après deux mois de négociations, les plénipotentiaires purent enfin signer le traité définitif de Berlin.

Bien que l'on eût procédé le 12 août à l'échange des ratifications, ce fut le 27 seulement que les dernières troupes prussiennes évacuèrent Jägerndorf [3].

Il ne restait plus désormais qu'à déterminer sur le terrain la nouvelle frontière entre les deux Etats, qu'à régler les relations commerciales entre les deux pays. Si les opérations de la commission de délimitation ne prirent que peu de temps, puisqu'elles furent définitivement closes en janvier 1743, il n'en fut pas de même de l'autre question qui n'était pas encore tranchée lors de la signature de la paix de Dresde (25 décembre 1745). En 1751, on avait été un instant sur le point de s'entendre; mais les difficultés qui surgirent peu après, les prétentions que les deux Etats formulèrent à ce moment, finirent par amener en 1753 une véritable guerre de tarifs, qui durait encore au moment où éclata la guerre de Sept ans.

On trouve à toutes les époques de l'histoire, un certain nombre d'événements auxquels, pour des raisons qu'il est la plupart du temps impossible de découvrir, on s'est refusé à prêter l'attention qu'ils méritaient à tous égards, dont on daigna à peine s'occuper malgré l'indéniable gravité de leurs conséquences et

---

[1] *Correspondance politique*, II, 937, à Podewils, Potsdam, 27 juillet 1742.
[2] Podewils au roi, Berlin, 28 juillet 1742.
[3] L'impératrice de Russie, Elisabeth, donna, le 1/12 novembre 1743, son adhésion au traité de Berlin.

en dépit de l'état de choses auquel ils ont donné naissance. C'est à cette catégorie de faits historiques qu'appartiennent assurément les préliminaires de Breslau et la paix de Berlin. Et cependant, la signature de ce traité, la dissolution de l'alliance, la cession définitive de la Silésie marquent le point de départ d'une ère nouvelle, l'apparition sur la scène du monde d'un nouveau facteur d'une puissance à peine née de la veille et qui, non contente d'affirmer de plus en plus son existence, va poursuivre avec une incroyable persévérance, avec un incomparable esprit de suite, mais avec un manque absolu de scrupules, la réalisation de ses projets ambitieux. Frédéric II avait seul vu juste, seul bien jugé la situation, lorsque, le 26 octobre 1740, au lendemain de la mort de l'empereur, il écrivait à Voltaire : « Mon affaire de Liège est toute terminée ; mais celles d'à présent sont de bien plus grande conséquence pour l'Europe. *C'est le moment du changement total de l'ancien système de politique.* »

Il suffit, en effet, de jeter un rapide coup d'œil sur les événements des années 1741 et 1742, sur le traité qui mit fin à la première guerre de Silésie, pour se rendre un compte exact de la portée considérable, de la répercussion effrayante des faits qu'on venait de consacrer à Breslau et à Berlin. A la rivalité entre les maisons de Hohenzollern et de Habsburg, à cette rivalité qui s'était manifestée pour la première fois au temps du grand Électeur, à cette rivalité que l'Autriche croyait avoir fait disparaître à tout jamais en accordant une couronne royale à l'Électeur de Brandebourg avait succédé, dès la mort de Charles VI, un antagonisme froid et raisonné, une opposition systématique qui avait donné la première preuve de sa force lors de l'élection de Charles VII. A partir de ce moment, l'existence du Saint-Empire romain est à tout jamais compromise. La diète de Francfort-sur-le-Mein en préférant l'Électeur de Bavière, le candidat de Frédéric, au grand-duc de Toscane, a enregistré d'une facon retentissante l'éclosion d'une rivalité politique inconnue jusque-là et qui va durer plus d'un siècle ; elle a vu se poser devant elle le prologue du grand drame dont le dernier acte se dénouera 124 ans plus tard dans ces mêmes plaines de Königgrätz que, dès 1742, Frédéric II avait vainement tenté de se faire attribuer.

A partir de ce moment aussi, avant même que Frédéric n'ait

eu la possibilité de souder entre eux les morceaux épars des États dont il a hérité, de leur donner une cohésion forte et réelle, de se rendre maître de toute l'Allemagne du Nord depuis les monts de Bohême jusqu'à la Baltique, la Prusse ignorée, presque inconnue et méprisée, est devenue une puissance dont l'influence a déjà réussi à se faire sentir en Allemagne, mais dont le rayon d'action et la force vont s'étendre et s'augmenter encore à la suite de l'annexion de la Silésie.

Comme l'a si justement établi M. Lavisse [1], la paix de Westphalie, en donnant à la Prusse sur la route de l'Elbe au Rhin quelques territoires qui marquaient des étapes, lui avait donné mieux encore : l'*impuissance de l'Allemagne*. L'anarchie allemande lui laissait le champ libre. Nécessité d'agir, liberté d'agir, voilà les deux causes de la fortune prussienne.

Ce n'est pas seulement en Allemagne que la Prusse « passée grande puissance en demeurant petit État [1] » élèvera désormais la voix à tout instant, à tout propos. Le nouveau royaume a marqué sa place dans les conseils de l'Europe ; il est devenu un des facteurs les plus essentiels, les plus considérables de la politique européenne. Dix-huit mois avaient suffi à Frédéric II pour la conquête, non seulement de la Silésie, mais d'une situation qui modifiait du tout au tout les assises déjà bien instables et bien fragiles de l'équilibre européen.

Comme il se complaît à le dire à la fin du chapitre VI de l'*Histoire de mon Temps*, « le trésor que le feu roi avait laissé se trouva presque épuisé, mais c'est acheter à bon marché des États quand il n'en coûte que 7 à 8 millions ». Le succès ne le grise pas. Toujours froid, toujours méthodique, il se rend un compte exact des causes de ses succès. « Les conjonctures, dit-il, secondèrent surtout cette entreprise : il fallut que la France se laissât entraîner dans cette guerre, que la Russie fût attaquée par la Suède, que par timidité les Hanovriens et les Saxons restassent dans l'inaction ; que les succès fussent ininterrompus et que le roi d'Angleterre, ennemi des Prussiens, devînt malgré lui l'instrument de leur agrandissement. Ce qui contribua le plus à cette conquête fut une armée qui s'était formée pendant

[1] E. Lavisse, *Trois Empereurs d'Allemagne*, chap. I.

vingt-deux ans par une admirable discipline et supérieure au reste du militaire de l'Europe ; des généraux vrais citoyens, des ministres sages et incorruptibles et enfin un certain bonheur qui accompagne souvent la jeunesse et se refuse à l'âge mûr..... Réellement, ce n'est que la fortune qui décide de la réputation ; celui qu'elle favorise est applaudi, celui qu'elle dédaigne est blâmé. »

Ces phrases, écrites quelques années après les événements, ne sont que la réédition des idées qu'il avait exposées à Podewils pendant les six semaines qui s'écoulèrent entre la signature des préliminaires de Breslau et du traité de Berlin. « Il ne s'agit à présent qu'à habituer les cabinets politiques de l'Europe à nous voir dans la situation où nous a mis cette guerre, et je crois que beaucoup de modération et de douceur envers nos voisins pourra y mener[1]. »

Le roi, on le voit, ne s'illusionne pas et ne croit pas à la durée de la paix qu'il vient de conclure pour son compte. Dès le lendemain de la paix de Berlin, tout en restant dans les meilleurs termes avec l'Angleterre il a si bien pénétré les projets de lord Carteret « qui se flatte, dit-il, d'engager incessamment la Prusse dans la guerre qu'il méditait contre la France[2] », qu'il fait des avances à Valory. « Je suis bien aise, lui écrit-il[3], que vous reveniez à Berlin et que vous ne fassiez pas le loup-garou avec vos anciens amis qui vous estiment toujours également ». Enfin, quand il écrivait le lendemain au cardinal de Fleury une longue lettre dans laquelle il essayait de justifier sa conduite à l'égard de la France, il révélait au cardinal le fond de sa pensée, lorsqu'il lui disait : « Je suis persuadé que la maison d'Autriche n'oubliera, tant qu'elle subsistera, ni la Lorraine ni la Silésie[4] ». Il se hâtait d'ajouter, il est vrai, pour les besoins de la cause : « Par conséquent, nos intérêts seront toujours les mêmes ».

Frédéric, on ne saurait en douter, avait froidement mais

---

[1] *Correspondance politique*, II, 905, à Podewils, camp de Kuttenberg, 23 juin 1742.
[2] Frédéric, *Histoire de mon Temps*, chap. VII.
[3] *Correspondance politique*, II, 937, au marquis de Valory, Potsdam, 27 juillet 1742.
[4] *Ibidem*, II, 938, au cardinal de Fleury, Charlottenburg, 28 juillet 1742.

sainement envisagé la situation. Il était évident et certain pour lui que tout était loin d'être définitivement tranché par le traité qui venait de mettre fin à la première guerre de Silésie. S'il était bien décidé à s'assurer par tous les moyens en son pouvoir la possession de la belle et riche province qu'on venait de lui céder, le roi sentait également que Marie-Thérèse, tout en respectant la parole donnée et le traité sur lequel elle venait d'apposer sa signature, n'était pas femme à renoncer à tout jamais à l'espoir de reprendre cette Silésie, qu'elle considérait, à juste titre, comme l'un des plus beaux joyaux de sa couronne. Frédéric, loin de s'endormir dans une sécurité trompeuse, loin de profiter de cette tranquillité momentanée, « loin de s'amollir, en tira parti pour rétablir ses finances, pour affermir la discipline et augmenter les effectifs de son armée. Plus la guerre durait, plus la maison d'Autriche épuisait ses ressources; plus la Prusse restait en paix, plus elle acquérait de forces. La chose la plus difficile dans ces conjonctures était de maintenir tellement la balance entre les parties belligérantes que l'une ne prît pas trop d'ascendant sur l'autre. Il fallait empêcher que l'empereur ne fût détrôné et que les Français ne fussent chassés d'Allemagne, et, quoique les voies de fait fussent interdites aux Prussiens par la paix de Breslau, ils pouvaient, par les *intrigues*, parvenir aux mêmes fins que par les armes[1] »

Comme Frédéric l'avait compris, prévu et deviné, Marie-Thérèse n'avait consenti à désarmer le roi de Prusse, à sacrifier la Silésie tout entière que pour sauver la Bohême et pour pouvoir reprendre son entière liberté d'action. Il ne s'agissait plus maintenant pour elle de défendre les droits qu'elle tenait de la Pragmatique Sanction, mais de reprendre énergiquement l'offensive sur toute la ligne, de chasser les Français de la Bohême, d'abattre l'orgueil de Charles VII, de conquérir la Bavière; enfin, d'arracher, par la victoire et par l'appui que l'Angleterre ne pouvait refuser de prêter aux revendications de la reine, une compensation suffisante pour l'indemniser au moins momentanément de la perte de la Silésie.

Ce résultat, Marie-Thérèse était sur le point de l'atteindre au

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VII.

moment où Frédéric crut que son intérêt lui commandait de déclarer de nouveau la guerre à l'Autriche et d'entrer, encore une fois, en Bohême.

Avant de terminer, il ne nous reste plus que quelques mots à ajouter. Il nous faut demander pardon aux capitaines von Hœn et Kienast de notre insuffisance. Nous nous sommes efforcé de suivre pas à pas leur beau travail, de faire passer successivement sous les yeux du lecteur les faits si intéressants qu'ils ont présentés avec tant de clarté, et les documents d'une incontestable authenticité qu'ils ont su réunir et grouper pour éclairer d'un jour nouveau des événements qu'on avait jusqu'à eux présentés avec un parti pris, qui s'explique facilement par la nationalité même de la plupart des écrivains.

Les auteurs du 3e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche*, éclairés par la haute expérience et guidés par les précieux conseils de l'homme éminent qui dirige avec tant d'éclat les travaux de la Section historique des Archives de la guerre, impériales et royales, ont tenu avant tout à faire œuvre d'impartialité. S'inspirant peut-être de cette pensée, si juste et si belle, de Fénelon[1] : « Le bon historien n'est d'aucun temps, ni d'aucun pays. Quoiqu'il aime sa patrie, il ne la flatte jamais en rien », les capitaines von Hœn et Kienast, consacrant tous leurs efforts, appliquant toute leur intelligence à la poursuite de la vérité, ont réussi à démontrer qu'afin de s'acquitter pleinement et consciencieusement d'une tâche qui devient de jour en jour plus difficile et plus délicate, afin d'arriver au but qu'il s'est proposé, l'***historien n'est, ne doit et ne peut être qu'un justicier.***

---

[1] Fénelon, *Lettre à l'Académie française*, chap. VIII. Projet d'un traité sur l'histoire.

TABLE DES MATIÈRES

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et C[e], 2, rue Christine.

LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

(1740-1748)

CAMPAGNE DE 1741-1743

Opérations militaires dans la Haute-Autriche et en Bavière

PARIS. — IMPRIMERIE E. CHAPELOT ET Ce, RUE CHRISTINE, 2.

LA GUERRE

DE LA

SUCCESSION D'AUTRICHE

(1740-1748)

CAMPAGNE DE 1741-1743

Opérations militaires dans la Haute-Autriche et en Bavière

Par le Major Z***



PARIS
LIBRAIRIE MILITAIRE R. CHAPELOT ET Ce
IMPRIMEURS-ÉDITEURS
30, Rue et Passage Dauphine, 30

1904

LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

(1740-1748).

CAMPAGNE DE 1741-1743.

OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LA HAUTE-AUTRICHE ET EN BAVIÈRE.

I.

LA MISSION DE BELLE-ISLE ET LE TRAITÉ DE NYMPHENBURG.

Dès les premiers jours de son règne, Frédéric II, comme nous avons eu occasion de le dire il y a bientôt cinq ans, dans l'étude que nous avons consacrée aux premiers volumes de l'œuvre magistrale de la Section historique des Archives impériales et royales de la guerre qui a pour titre : *La Guerre de la Succession d'Autriche*, « *Frédéric II voulait la guerre parce qu'il lui fallait la Silésie* » [1]. Cette idée était si profondément arrêtée dans son esprit, qu'elle se manifestait déjà, et d'une manière frappante, dans l'Instruction secrète qu'il donna peu de temps après son avènement « au colonel de Camas allant à la cour de France en qualité d'envoyé extraordinaire » [2]. Cette dépêche peint si bien le

---

[1] Major Z *La Guerre de la Succession d'Autriche*. Campagne de Silésie 1740-1741. Paris, Baudoin, 1897.

[2] *Correspondance politique*, n° 9. Instruction secrète pour le colonel de Camas, Ruppin, 11 juin 1740. Cf *Ibidem*, 10, Charlottemburg, 18 juin 1740, Instruction secrète pour le colonel comte Truchsess de Waldburg.

caractère du roi de Prusse, qu'on ne saurait faire autrement que d'en extraire les passages les plus saillants. Le prétexte du voyage de Camas est « de faire un compliment au roi comme allié du défunt mon père » ; de l'assurer que Frédéric est très porté à lui témoigner les mêmes sentiments pourvu que ses véritables intérêts puissent s'y prêter. En réalité, il veut qu'on lui fasse de meilleures offres et c'est pour cela qu'il envoie Truchsess à Hanovre où il doit tenir en échec la politique du cardinal. Plus les Anglais renchériront et plus Camas devra « parler haut » sur l'affaire de la Grande Succession et faire accroire aux Français qu'il leur fait grande grâce « s'il se relâche en leur faveur sur le duché de Juliers et se contente de celui de Berghes ». Et il ajoute un peu plus loin : « L'augmentation qui se fera dans nos troupes, pendant votre séjour à Versailles, vous fournira l'occasion de parler de ma façon de penser vive et impétueuse. — Vous pouvez dire que naturellement j'aime la France, mais que si l'on me négligeait à présent, ce serait peut-être pour toujours et sans retour, mais qu'au contraire si l'on me gagnait je serais en état de rendre à la monarchie française des services plus importants que Gustave-Adolphe ne leur a jamais rendus ».

S'il n'hésite pas à prescrire à Camas de mettre le marché à la main au cardinal de Fleury, il a, en revanche, bien soin de lui indiquer les procédés dont il devra se servir pour arriver aux fins qu'il désire.

« Vous ferez mille amitiés et civilités au cardinal. Vous payerez paroles veloutées de paroles veloutées et les réalités d'autres réalités. Approfondissez les desseins du ministère. Je suis dans le sentiment que tous leurs projets sont tournés pour profiter de la mort de l'empereur. Tâchez de pressentir *si l'affaire de la Succession serait capable de leur faire entreprendre une guerre, ou si vous croyez qu'ils temporiseront.* Excitez, autant qu'il sera en vous, l'envie qu'ils ont contre l'Angleterre, approfondissez Maurepas et ceux que vous croyez qui pourront succéder au cardinal et faites ce qui sera en vous pour le savoir par cœur... »

Malgré le zèle et l'habileté de Camas, malgré tous les efforts et les cajoleries de Frédéric, la cour de France hésitait néanmoins à prendre ouvertement parti contre Marie-Thérèse. En janvier 1741, on en était encore à échanger, entre Versailles et

Berlin, des mémoires et des projets de traité[1]. On arrivait d'autant moins à s'entendre que le cabinet de Versailles persistait toujours encore dans son refus de déclarer officiellement la guerre à l'Autriche.

L'entrée des Prussiens en Silésie amena toutefois un revirement subit dans les idées en faveur jusque là à la cour de France. On en vint à penser qu'il serait sage de profiter de l'occasion pour augmenter et accroître la puissance du royaume. Les partisans de la paix se turent et s'effacèrent à mesure que Belle-Isle, le chef avéré du parti de la guerre, du parti hostile à l'Autriche, élevait la voix et insistait plus bruyamment sur le *Mémoire* qu'en novembre 1740 il avait rédigé à cet effet et remis au roi et à Fleury. Belle-Isle ne devait pas tarder à avoir gain de cause, puisque, dès le 12 décembre 1740, le cardinal annonçait au maréchal que le roi venait de le désigner pour le représenter à la diète d'élection et de lui subordonner les représentants accrédités par la France auprès des cours électorales.

Il convient toutefois de remarquer que Fleury se défiait, instinctivement peut-être, de Frédéric et qu'il ne voulait pas de la guerre, conséquence inévitable, à ses yeux, de l'élection de Bavière. Mais Belle-Isle ne se laissa pas intimider par les communications que le cardinal lui fit au cours du deuxième entretien qu'il lui accorda en décembre 1740. Il parvint si bien à le circonvenir, à le gagner à ses idées, que, sur la demande de Fleury, il rédigea un second Mémoire sur la situation politique de l'Europe, mémoire qu'il lui remit le 22 janvier 1741 et que le cardinal présenta au roi le 27.

Il fallait, d'après Belle-Isle, anéantir l'Autriche et faire de la France l'arbitre des destinées de l'Europe. L'opinion publique s'enthousiasma pour ce projet. Fleury eut beau insister sur la

---

[1] Cf *Correspondance politique*, n° 64, au cardinal Fleury, Wesel, 9 septembre 1740; n° 68, Nouvelle instruction pour le colonel de Camas, Wesel, 9 septembre 1740; n° 102, au même, Ruppin, 14 octobre 1740; n° 113, Rheinsberg, 25 octobre 1740; n° 120, Berlin, 29 octobre 1740, Dépêche écrite aussitôt après la mort de l'empereur; n° 151, Rheinsberg, 11 novembre 1740; n° 163, au conseiller baron Le Chambrier à Paris, Berlin, 19 novembre 1740; n° 181, au même, Berlin, 3 décembre 1740; n° 203, Berlin, 13 décembre 1740; n° 220, du quartier général d'Herrndorf, 23 décembre 1740, et n° 233, Herrndorf, 27 décembre 1740.

misère et la dépopulation de la France. Que pouvait-il contre l'influence, alors toute puissante, de Mme de Nesle, contre les déclamations enflammées de l'entourage du roi ?

Force fut donc à Fleury de changer de ton vis-à-vis de l'Autriche, de modifier son attitude, d'infirmer en somme les déclarations par lesquelles il avait, quelques mois auparavant, presque formellement promis à Wasner, le représentant de Marie-Thérèse à Paris, que la France garantirait à la fille de Charles VI l'intangibilité des États possédés par son père. Le cardinal se trouvait, disait-il, dans l'impossibilité de rien faire contre les prétentions élevées par les autres princes. L'Espagne avait déjà rompu les relations diplomatiques avec la cour de Vienne et sollicitait du cabinet de Versailles l'autorisation de faire passer sur le territoire français ses troupes en marche vers l'Italie.

Fleury hésitait cependant à prendre un parti définitif. Il subordonnait sa décision finale à la signature d'un traité que Frédéric paraissait maintenant moins pressé de conclure. Désireux d'être avant tout fixé sur les véritables intentions du roi de Prusse, il voulait le faire sonder par Belle-Isle, qui lui paraissait à tous égards plus en mesure d'exercer une certaine pression sur Frédéric que Valory, qui représentait la France à Berlin.

Ce n'était pas précisément là ce que voulait Belle-Isle. Au lieu de se rendre directement auprès du roi de Prusse, il croyait plus utile de voir d'abord les Électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne, de sonder la cour de Dresde et de n'arriver à Berlin que sûr des intentions des quatre Électeurs et plus complètement en mesure de déclarer au roi que la cour de France avait pris ses dispositions pour envoyer une armée en Allemagne.

Du reste, avant le départ du maréchal, en avait eu à discuter avec le prince von Grimberghen, ministre de Bavière à Paris, un certain nombre de questions relatives à l'appui que la France devait, aux termes des traités antérieurs, donner à la Bavière, et à examiner l'opportunité de l'établissement d'un plan général d'opérations.

Si Belle-Isle croyait pouvoir trancher lui-même quelques-unes des questions que le gouvernement français avait soulevées, il pensait d'autre part que certaines d'entre elles ne sauraient être utilement résolues que lorsqu'il connaîtrait les réponses que ne pouvaient manquer de lui faire les princes allemands au cours

des entretiens qu'il allait avoir avec eux. En somme, afin d'abréger la durée de la guerre qu'il fixait à un an dans le cas où l'on approuverait ses propositions, Belle-Isle était d'avis de mettre une forte armée française à la disposition de l'Électeur de Bavière. La seule nouvelle de la marche et de l'approche de cette armée, se portant par la Bohême sur Vienne, suffirait, croyait-il, pour obliger Marie-Thérèse à rester sur la défensive en Silésie et en Italie et pour la décider à opposer le gros de ses forces à cette armée qu'il importait de composer, par conséquent, de façon à s'assurer la certitude, presque absolue, d'imposer la paix à l'Autriche au lendemain d'une victoire décisive.

En opérant de la sorte, on devait, dans l'idée de Belle-Isle, placer le Bavarois sur le trône impérial, tenir les engagements pris avec le roi de Prusse et l'électeur palatin, procéder au partage de l'Italie et couper court aux prétentions que pourraient tenter de faire valoir les Prussiens aussi bien que les Bavarois. C'était là, et Belle-Isle ne se trompait pas sous ce rapport, le seul moyen d'empêcher Frédéric de lier partie pour son propre compte, de s'agrandir aux dépens et à l'insu de la France, et de traiter séparément avec la reine de Hongrie au moment qui lui paraîtrait le plus conforme à ses intérêts. Mais tout le succès de l'entreprise dépendait exclusivement et uniquement de l'envoi presque immédiat, en Allemagne, d'une armée qui, d'après les calculs de Belle-Isle, devait présenter un effectif total minimum de 35,000 hommes; soit 43 bataillons (26,000 hommes), 62 escadrons (9,300 hommes), plus 10 compagnies franches, auxquels viendraient s'ajouter 25,000 hommes rassemblés par l'Électeur.

Belle-Isle avait de plus prévu le cas, probable d'après les rapports de Valory, où le roi de Prusse se refuserait à attendre le résultat du vote de la Diète pour commencer les hostilités. Il reconnaissait la nécessité pour la France de soutenir alors l'Électeur, de faciliter l'œuvre de Frédéric par une diversion qui devrait se produire au plus tard en mai, et il conseillait, en conséquence, de mettre immédiatement en marche les troupes destinées à passer le Rhin, de procéder comme on l'avait fait en 1734, et d'avoir recours à l'appel de la réserve.

Il nous semble, à tous égards, inutile d'insister davantage sur les idées exposées et préconisées par Belle-Isle et nous nous

bornerons à constater qu'on accepta les propositions du maréchal et qu'on donna à Amelot l'ordre de préparer un Mémoire qui, ne contenant pas moins de 31 points, fut remis le 14 mars 1741 à la légation bavaroise.

Quelques jours auparavant, Belle-Isle était d'ailleurs parti pour l'Allemagne en emportant 8 millions de livres. Il allait être suivi de près par le comte de Montijo, auquel la cour d'Espagne donnait l'ordre de seconder les efforts et les démarches du maréchal.

La nouvelle du départ de Belle-Isle, jointe à une dépêche de Fleury qui ressemblait fort à une fin de non recevoir opposée aux demandes de l'Autriche, consterna les hommes d'État autrichiens et augmenta les embarras de Marie-Thérèse. Avec une sagacité rare chez une aussi jeune souveraine, la reine de Hongrie affecta une sécurité qu'elle n'avait pas. Écrivant à Louis XV pour protester contre les prétentions de Frédéric sur la Silésie, elle n'hésita pas à déclarer au roi de France qu'elle continuait à « compter sur son appui ». Ce fut encore pour afficher une confiance qu'elle avait perdue, qu'elle écrivait, le 21 avril, à Fleury pour lui dire : « Puisque vous m'affirmez que le roi ne se décidera à la guerre que s'il y est forcé, je n'ai plus l'ombre d'un doute que, comme je le désire de tout mon cœur, la paix sera éternelle...[1] » A ce moment, Marie-Thérèse, ne comptant plus sur l'appui matériel de la France, n'avait plus qu'un but, qu'un espoir qu'elle poursuivait avec une merveilleuse habileté : empêcher le cabinet de Versailles de conclure une alliance avec la Prusse.

Pour se rendre à Francfort, Belle-Isle avait fait choix de la route qui l'obligeait, pour ainsi dire, à passer par les trois électorats de la rive gauche du Rhin. Le 16 mars 1741, il arrivait à Coblenz chez l'Électeur de Trèves, le comte François-Georges Schönborn, qui, devant beaucoup à l'Autriche, aurait assurément voté dans le sens désiré par Marie-Thérèse, s'il n'avait redouté les représailles que la France pouvait exercer sur ses États. Malgré tous ses efforts, le maréchal ne put cependant

---

[1] *Haus, Hof und Staats-Archiv.* Marie-Thérèse au cardinal Fleury, 21 avril 1741.

parvenir à lui arracher la promesse de donner sa voix au candidat de la France et de la Prusse.

Belle-Isle devait être plus heureux à la cour de Bonn où de Sade avait préparé le terrain. Le 20 mars, il était à Cologne et obtenait sans peine de l'Électeur, le faible Clément-Auguste, l'engagement formel de voter en faveur de son frère Charles-Albert.

L'échec éprouvé à Coblenz était compensé par le succès remporté à Cologne, mais il restait à Belle-Isle à remplir la partie la plus essentielle, la plus délicate de sa tâche. Il fallait gagner à la cause du candidat patronné par la France l'Électeur de Mayence, dont le concours était d'autant plus précieux que l'archevêque était à la fois le chancelier du Saint-Empire et le doyen de la Diète électorale. Mais la partie était d'autant plus difficile à jouer que le comte Colloredo avait activement battu en brèche les projets de la France et s'était ménagé un appui puissant dans la personne du comte Eltz. Si Belle-Isle ne parvint pas à triompher des hésitations de l'Électeur, il avait réussi toutefois, lorsqu'il quitta Mayence, à diminuer sensiblement les chances qu'avait eues jusque-là le grand-duc de Toscane.

Après avoir eu soin de s'entretenir et de s'entendre à Francfort avec Montijo, qui venait de lancer le Mémoire par lequel l'Espagne protestait contre la prise de possession des États héréditaires autrichiens par Marie-Thérèse, après avoir décidé l'ambassadeur d'Espagne à se rendre à Munich, Belle-Isle avait quitté Francfort le 10 avril et pris le chemin de Dresde.

Quatre jours après, à Leipzig, il recevait à la fois la nouvelle de la victoire de Mollwitz et des modifications que Frédéric se proposait d'apporter au projet de traité d'alliance entre la France et la Prusse, et, vingt-quatre heures plus tard, il rejoignait Frédéric-Auguste à Dresde.

L'Électeur de Saxe, travaillé par l'Angleterre, dont la politique avait été si nuisible aux intérêts de Marie-Thérèse, si utile à ceux de Frédéric, était plus hésitant que jamais. Il venait, il est vrai, d'expédier à Vienne, le 12 avril, le comte Wratislaw chargé par lui de présenter à Marie-Thérèse un traité d'alliance que la reine signa le 24. Mais ce traité resta lettre morte, parce que dans l'intervalle l'Électeur avait encore une fois changé

d'idée, tant à cause de l'effet produit sur son esprit par le résultat de la journée de Mollwitz et par les déclarations de Belle-Isle, qu'en raison de la résistance que la cour de Vienne mettait à consentir aux exigences du cabinet de Dresde.

Rien n'était encore décidé cependant, et ce ne fut guère que lors de son retour en mai, lors des conférences qu'il eut à Hubertsburg avec l'Électeur, avec le comte Brühl et le Père Guarini que Belle-Isle réussit à décider Auguste III à se déclarer disposé à entrer dans l'alliance qui allait se conclure entre la France, la Prusse et la Bavière.

N'ayant pour le moment plus rien à faire à Hubertsburg, Belle-Isle partit pour Munich. L'accord avec la Bavière était déjà si avancé qu'il ne restait plus en réalité qu'à en fixer les détails et à s'entendre sur la date de sa mise en vigueur, sur le caractère de l'alliance et la conduite des opérations militaires. Mais, d'autre part, il y avait d'autant plus urgence à en finir définitivement, il importait d'autant plus de presser la signature de ce traité que l'on avait de réels et sérieux motifs de supposer que Frédéric pourrait bien caresser le projet de s'entendre directement et pour son propre compte avec Marie-Thérèse. Belle-Isle avait mieux que personne reconnu la gravité de la situation[1].

---

[1] Les appréhensions de Belle-Isle étaient d'autant plus fondées que déjà un mois auparavant, quatre jours avant et deux jours après la victoire de Mollwitz, Frédéric avait à deux reprises, de Friedland, le 6 avril (*Correspondance politique*, n° 331) et d'Ohlau, le 12 (*Ibidem*, n° 334), recommandé à Podewils « de traîner sans affectation la négociation avec la France et la Bavière en cajolant plus que jamais le de Valory ». Cf sur le même sujet à Podewils *Ibidem*, n° 349, Ohlau, 16 avril; n° 354, 19 avril; n° 356, 20 avril; n° 358, à Podewils, camp de Mollwitz, 24 avril. « De la façon, disent les Nouvelles, que s'est conduit le maréchal de Belle-Isle à Cologne, Mayence et Trèves, je le crois impérieux et absolu dans ses sentiments. Il voudra à toute force conclure et moi je voudrais attendre l'arrivée du charlatan anglais pour me déterminer, mais, en tout cas, il faut voir comment en flattant M. de Belle-Isle au suprême degré et lui faisant entrevoir toute l'envie du monde de conclure, on pourra différer cet acte jusqu'au moment qu'on ait arrangé ses flûtes avec les Anglais ».

Cf 365, au conseiller baron Le Chambrier, Breslau, 6 mai 1741. Frédéric insiste sur les rassemblements de troupes russes en Livonie, des Saxons, des Hanovriens, des Danois et des Hessois à la solde de la Grande-Bretagne pour le charger d'expliquer au cardinal que « la signature de son traité avec la France n'aurait fait que hâter l'exécution du susdit concert qui reste suspendu en quelque façon, tant qu'on a l'espérance de le réduire à un accommodement, mais qu'on précipiterait dès qu'on le croirait lié avec la France ».

Arrivé à Nymphenburg le 18 mai, il avait presque aussitôt écrit à Valory (21 mai) pour l'inviter à presser la signature du traité avec la Prusse, et il annonçait à Frédéric, que le lendemain même, l'Électeur de Bavière signerait, comme il le fit, un traité d'alliance qui fut ratifié le 3 juin[1].

Pour des raisons qu'il est facile de comprendre, on avait décidé de tenir secrète la signature de ce traité ignoré de tous. en dehors de Belle-Isle, de Törring et de Montijo, et connu seulement de Louis XV, de Fleury et de l'Électeur de Bavière. Malgré cela, Wasner, qui représentait l'Autriche à Paris, annonçait, dès le 12 juin, à sa cour qu'un des membres de la légation de Sardaigne lui avait fait part de la conclusion de l'alliance franco-hispano-bavaroise. Enfin, au mois d'août, au moment, il est vrai, où les hostilités avaient déjà commencé entre l'Autriche et la Bavière, au moment où les troupes françaises étaient sur le point de passer le Rhin, on répandit en Allemagne un certain nombre d'exemplaires de ce traité imprimés en Hollande.

Il va de soi qu'on donna ordre au marquis de Fénelon, qui représentait la France dans les Pays-Bas, de protester contre la publication de ce document qu'on déclarait apocryphe et d'exiger la saisie des exemplaires imprimés. Belle-Isle n'hésita pas à affirmer qu'il n'avait jamais rien signé, et Podewils, écrivant au ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg, Mardefeld, ne manqua de lui prescrire « d'assurer la cour de Russie que le soi-disant traité était l'œuvre de faussaires. »

Le traité de Nymphenburg n'en était pas moins bel et bien signé, si bien signé que, huit jours plus tard, le roi de Prusse, qui avait attendu, lui aussi, la conclusion de l'entente entre la Bavière et la France, se liait de son côté avec Louis XV[2] et

---

[1] Aux termes du 5e des articles séparés et sur la demande du comte de Montijo, l'Espagne fut comprise dans le traité de Nymphemburg et s'engagea à faire une diversion en Italie. Du reste, grâce à l'intervention de Belle-Isle, Montijo signa six jours plus tard, également à Nymphemburg, un traité séparé d'alliance entre l'Espagne et la Bavière, traité dont l'exécution fut garantie un mois plus tard par la France.

Montijo quitta Munich le 29 mai pour se rendre, non pas à Dresde, comme Belle-Isle le lui avait conseillé, mais en Silésie auprès de Frédéric.

[2] *Correspondance politique*, n° 382. Au cardinal de Fleury, camp de Grottkau, 30 mai 1741.

que le 6 juin, écrivant à Valory, il lui rappelait que « l'un des premiers articles de l'alliance est que le roi de France mettra incessamment l'Électeur de Bavière en état d'agir, qu'il agira lui-même, et que, par des puissantes diversions, il débarrassera Frédéric d'une partie de ses ennemis[1] ».

---

[1] *Correspondance politique*, n° 396. Au marquis de Valory, camp de Grottkau, 6 juin 1741.

II.

NÉGOCIATIONS MILITAIRES ENTRE LA FRANCE ET LA BAVIÈRE.

Aussitôt après le départ de Montijo de Munich, on s'y occupa sans plus tarder de la réponse à faire au Mémoire, et pendant que Mortaigne procédait à des reconnaissances préparatoires, Belle-Isle y discutait avec l'Électeur et le feld-maréchal Törring la composition du corps que la France aurait à fournir. Ce corps, dont on fixait l'effectif à 50 bataillons d'infanterie, 1 bataillon d'artillerie, 70 escadrons de cavalerie ou de dragons et 10 compagnies franches, devait passer le Rhin sur trois colonnes et se diriger sur Neumarkt et Amberg pour y opérer sa jonction avec les troupes de l'Électeur. En présence de l'insuffisance de l'artillerie bavaroise qui manquait du matériel nécessaire pour assurer le service éventuel du siège de Prague, on demandait en outre à la France de doter le corps qui passerait le Rhin de 25 à 30 pièces de gros calibre et de 4 à 6 mortiers de 12 pouces. Enfin comme l'Électeur comptait avoir 20,000 hommes prêts à entrer en campagne le 1er août, comme on supputait qu'à partir du moment où il aurait passé le Rhin il faudrait trente jours au corps français pour opérer sa jonction avec les Bavarois à Amberg, on demandait à Louis XV de mettre ce corps en mouvement dans le plus bref délai possible.

Belle-Isle ne se borna pas, du reste, à discuter et à fixer dans ces conférences la seule question de la composition de l'armée française. Afin de pouvoir se rendre plus exactement compte des mesures et des dispositions qu'il convenait de proposer et d'adopter, il examina avec l'Électeur un plan d'opérations, qui ne pouvait d'ailleurs prendre une forme définitive que du jour où l'on aurait eu officiellement connaissance des résolutions de la Prusse et de la Saxe, mais que, en attendant, le maréchal exposa à Amelot dans sa dépêche du 8 juin 1741.

Reconnaissant l'impossibilité de rien entreprendre avant la fin

de septembre, Belle-Isle admettait qu'avant l'entrée de l'hiver les Franco-Bavarois parviendraient à se rendre maîtres de la Haute-Autriche jusqu'à l'Enns, c'est-à-dire de territoires trop peu étendus pour permettre d'y faire prendre des quartiers d'hiver à l'armée. Il lui semblait par suite politiquement et militairement nécessaire de conquérir la Bohême, militairement parce qu'après avoir franchi les montagnes on se trouvait dans un pays riche et bien cultivé, politiquement parce qu'il y avait pour l'Électeur grand intérêt à se faire couronner roi de Bohême dans la capitale même de ce royaume. La marche sur Prague était naturellement subordonnée par Belle-Isle à l'attitude que prendraient Frédéric et Auguste III. Le projet de plan de campagne de Belle-Isle est d'ailleurs trop connu pour qu'il soit nécessaire de l'exposer ici à nouveau et de suivre les officiers de la Section historique du *Kriegs-Archiv* dans l'étude détaillée qu'ils lui ont consacrée.

Quant aux craintes que Belle-Isle avait conçues au sujet de l'attitude de la Prusse, elles n'allaient pas tarder à se dissiper. Le maréchal n'avait pas encore expédié ses dépêches à Amelot lorsqu'il reçut, à sa grande surprise et à sa non moins grande joie, la nouvelle de la résolution prise par Frédéric de s'allier avec la France. C'était pour le maréchal l'occasion attendue par lui pour demander au cardinal de presser la mise en route du corps français et de mettre à exécution les projets qu'il lui avait soumis, qu'il lui avait exposés avant son départ et dont la réalisation paraissait maintenant d'autant plus aisée, d'autant plus certaine que l'on était déjà sûr du concours de l'Espagne, que l'on avait bon espoir d'amener la Suède à déclarer la guerre à la Russie, et que malgré les hésitations du roi de Pologne, l'entrée de la Saxe dans la coalition paraissait de plus en plus probable.

III.

LES PLANS D'OPÉRATIONS DES ADVERSAIRES DE MARIE-THÉRÈSE. — L'OCCUPATION DE PASSAU. — LE DÉPLOIEMENT DE L'ARMÉE FRANCO-BAVAROISE.

Si la conclusion du traité d'alliance avec la Prusse avait rempli de joie le maréchal de Belle-Isle, il ne devait pas tarder à s'apercevoir qu'il y avait loin de la coupe aux lèvres, puisqu'il allait presque aussitôt se voir contraint à renoncer à être, comme il l'avait espéré, l'âme et la tête de la coalition.

L'entente était à peine conclue que Frédéric changeant de ton réclamait, dès le 6 juin, l'exécution immédiate des promesses qu'on lui avait faites et insistait tout particulièrement sur l'entrée en ligne et l'intervention des Suédois en Courlande et en Finlande [1].

Afin de rassurer et de calmer le roi de Prusse, Belle-Isle chargea Valory (dépêche datée de Sommershausen, le 8 juin, *Affaires étrangères*, Volume Berlin, 1741) d'informer Frédéric des dispositions prises par Charles-Albert. 16,000 hommes et 4,000 chevaux devaient être prêts à marcher en juillet. Il allait de plus lever en Bavière 8,000 hommes et un millier de cavaliers, et il disposait, en outre de 18,000 miliciens et de 6,000 chasseurs. Quant au corps auxiliaire français, ce n'était pas dans trois, mais dans un mois, qu'il passerait le Rhin, tandis que dès la fin de juin l'Électeur de Bavière, qui faisait fortifier Schärding, aurait de 10 à 12,000 hommes sur les confins de la Haute-Autriche. Après avoir insisté sur la nécessité pour la Prusse de donner certaines garanties à la Bavière, toute disposée, d'ailleurs, à adhérer au traité du 5 juin, Belle-Isle recommandait encore à Valory d'avoir soin d'informer le roi des bonnes dispositions de l'Électeur de Saxe

---

[1] *Correspondance politique*, nos 396 et 397. Au marquis de Valory et au maréchal de Belle-Isle, camp de Grottkau, 6 juin 1741.

qui venait de se refuser à fournir à Marie-Thérèse le contingent de 6,000 hommes qu'elle lui réclamait aux termes des traités. Auguste III paraissait prêt à donner son concours pour peu qu'on consentit à lui promettre la Moravie et une partie de la Silésie[1]. Il est juste de reconnaître, toutefois, que les choses étaient en réalité bien moins avancées du côté de la Saxe que Belle-Isle ne le prétendait pour les besoins de sa cause, puisque, trois semaines plus tard, — une de ses dépêches à Valory en fait foi, — il n'y avait encore rien de fait, et le maréchal en était encore à concevoir l'espoir de réussir dans les négociations qu'il continuait à poursuivre avec le comte de Brühl et la cour de Dresde.

Belle-Isle ne négligeait d'ailleurs rien de ce qui lui paraissait de nature à calmer et à faire patienter Frédéric II. C'est ainsi que, le 18 juin, il écrit de Francfort à Valory avec ordre de l'annoncer au roi, que la mobilisation marche lestement en France, que les trois quarts des régiments français sont déjà sur le pied de guerre et que les officiers sont pleins d'ardeur et d'enthousiasme. Le 26, il lui fait savoir que le roi de France tient scrupuleusement ses engagements, puisqu'il disposera en tout de 200,000 hommes et de 28,000 chevaux, qu'un corps sera dirigé sur les Alpes, un autre sur les Flandres, que 30,000 hommes seront portés sur la Haute-Moselle pour empêcher les Hanovriens et les Hessois de menacer les troupes prussiennes et que tout le reste est destiné à entrer en Allemagne, enfin qu'on réunit à Brest une escadre qui fera voile pour la Baltique, si

---

[1] Il sera peut-être utile et intéressant de rapprocher ce passage de la dépêche de Belle-Isle à Valory des phrases suivantes que Frédéric II consacre, dans l'*Histoire de mon Temps* (chap. III), à la visite que Belle-Isle lui rendit au camp de Mollwitz. « Le maréchal, écrit Frédéric, vint dans le camp du roi lui proposer de la part de son maître un traité d'alliance (avril 1741)..... Ce traité, tout avantageux qu'il paraissait, ne fut pas signé. Le roi ne voulait rien précipiter dans des démarches d'aussi grande conséquence et il se réservait ce parti comme une dernière ressource. Le maréchal de Belle-Isle se livrait souvent trop à son imagination. On aurait cru, à l'entendre, que toutes les provinces de la reine de Hongrie étaient à l'encan. Un jour qu'il se trouvait auprès du roi, ayant un air plus occupé et plus rêveur que d'ordinaire, ce prince lui demanda s'il avait reçu quelque nouvelle désagréable? « Aucune », répondit le maréchal, « mais ce qui m'embarrasse, Sire, c'est que je ne sais ce « que nous ferons de cette Moravie ». Le roi lui proposa de la donner à la Saxe pour attirer par cet appât le roi de Pologne dans la grande alliance. Le maréchal trouva l'idée admirable et l'exécuta dans la suite. »

les Anglais font mine d'y envoyer des vaisseaux, et que tout sera d'ailleurs prêt à partir dès le 18 août. A cette époque, l'Électeur de Bavière, grâce aux subsides fournis par la France, pourra, comme le maréchal l'a déjà dit, sans parler des milices et des chasseurs, mettre en ligne 16,000 hommes et 4,000 chevaux. On compte, en outre, sur 7,000 à 8,000 hommes que donnera le palatin et sur un contingent de 10,000 à 12,000 hommes qu'on espère obtenir de l'Électeur de Cologne. Quant à la Saxe, en admettant qu'elle ne se décide pas à entrer dans l'alliance, sa neutralité bienveillante est à coup sûr certaine.

Afin de donner à Frédéric des preuves encore plus palpables de son zèle, Belle-Isle ne cessait de presser Törring, de l'inciter à accélérer les préparatifs de la Bavière et l'envoi de 10 à 12,000 Bavarois à Schärding. Malgré les réponses affirmatives de Törring annonçant la mise en route de troupes allant à Schärding et l'arrivée de l'artillerie bavaroise à Ingolstadt, il n'en était pas moins certain que l'armée bavaroise serait loin d'être prête à la date que Belle-Isle avait cru pouvoir fixer au roi de Prusse.

Pendant que le maréchal s'efforçait de convaincre ce dernier de la loyauté et de l'empressement de sa cour à tenir ses engagements, pendant qu'il multipliait ses instances du côté de l'Électeur, la résolution des États de Suède qui avaient décidé de subordonner leur action à la conclusion d'un traité avec la Prusse, cette résolution « si différente, écrivait Frédéric, à ce que je devais m'attendre » allait donner au roi un prétexte pour le prendre de haut avec Valory.

Bien que, le 8 juin, il eût formellement déclaré à Podewils qu'il le laissait libre de négocier comme il le voulait avec le Hanovre, bien qu'il lui eût recommandé d'amuser la Saxe, le Hanovre et l'Angleterre, et surtout qu'il voulait signer dans trois jours au plus tard avec la France [1], dix jours plus tard, Frédéric écrivait à Valory : « M. de Belle-Isle ne saurait disconvenir de m'avoir promis que la Suède agirait en Finlande dès que j'aurai signé le traité ; à présent que je suis sur le point de le faire, la Suède me manque. Je vous déclare donc ici d'avance que

[1] *Correspondance politique*, n° 400. A Podewils.

tout votre traité est nul, si la Suède n'agit par la France et si l'Électeur de Bavière n'agit et si Belle-Isle n'entre en Allemagne pour agir encore cet automne en Bohême et Autriche. ***Ne croyez pas que je sois allié du roi votre maître à d'autres conditions et ne comptez pas plus sur moi que vous ne remplissiez vos engagements, comme je suis résolu de remplir religieusement les miens.*** Mandez ceci au cardinal et à M. de Belle-Isle ; car SI L'ON S'IMAGINE EN FRANCE DE M'ABUSER, ON SE TROMPE [1] ».

Il faut croire cependant que les communications de Belle-Isle n'avaient pas été tout à fait inutiles, ou plutôt que l'habile homme qu'était le roi de Prusse trouva quelque inconvénient à tenir un langage aussi rude et aussi impératif au maréchal. En tout cas, il s'était considérablement adouci et calmé, lorsque trois jours plus tard il se bornait à exprimer au maréchal le désir qu'il avait de voir « la Bavière commencer le branle » et la Suède « se mettre bientôt en état d'agir ». « Vous savez, ajoutait-il, que ce sont les points sur lesquels roule notre alliance et que vous en êtes le garant [2]. »

Quant aux lettres qu'il adresse à peu près à la même époque, l'une à l'Électeur de Bavière, l'autre à Fleury, elles sont, la première pleine de protestations d'amitié, la seconde remplie d'éloges et de flatteries pour le cardinal auquel il ne peut toutefois s'empêcher de dire que « il y a des moments dans la politique qui, s'ils nous échappent, ne se retrouvent jamais....., que les délais et les lenteurs ne sont pas de saison dans ces occasions et que la façon prompte de remplir ses engagements en rehausse infiniment le prix [3]. Je serai inviolable dans mes engagements, ajoute-t-il, tant que vous remplirez les vôtres. »

---

[1] *Correspondance politique,* n° 409. Au marquis de Valory, camp de Strehlen, 18 juin 1741.

[2] *Ibidem,* n° 410. Au maréchal de Belle-Isle, camp de Strehlen, 21 juin 1741.

[3] *Correspondance politique,* n° 412. Au cardinal de Fleury, camp de Strehlen, 24 juin 1741. Il est vrai que le même jour il donna audience à Valory : « Le roi de Prusse m'appela, dit-il dans son rapport de Breslau (1er juillet), et je le suivis dans la tente où il couche. Il commença par me dire avec assez de véhémence qu'il avait différé de prendre des engagements avec le roi pour en être d'autant plus religieux observateur ; mais qu'il m'avertissait que si..... les troupes françaises ne fussent pas, dans le mois prochain, en état d'entrer en Allemagne et le suivant dans le cœur du pays, on ne devait pas plus compter sur lui que sur les feuilles de novembre.... »

Frédéric II avait le sens pratique trop développé pour s'en tenir à de simples manifestations. Quelques jours plus tard, sous prétexte d'envoyer à l'Électeur « quelques réflexions sur la situation présente » de la Bavière, il lui exposait les raisons qui devaient à son avis engager Charles-Albert à agir le plus tôt possible en Autriche. Il lui conseillait, d'accord sur le premier point avec Belle-Isle, de profiter de ce que l'alliance avec la Prusse le débarrassait d'une grande partie des forces autrichiennes pour prendre Passau et Linz. Il l'invitait à côtoyer le Danube, à marcher droit sur Vienne « afin de couper la racine à l'arbre autrichien dont la chute doit par conséquent s'en suivre » et de séparer la Bohême de l'Autriche « ce qui leur ôte leur dernière ressource ». Il s'efforce en outre de lui démontrer qu'il y a tout intérêt, tout avantage pour lui « d'entamer cette grande et glorieuse entreprise le plus tôt possible ». Car, si l'Électeur diffère les opérations, les Autrichiens « détacheront un corps puissant vers les frontières, ce qui rendrait la guerre plus difficile, le succès plus incertain et pourrait même changer le théâtre de la guerre qui, au lieu de devoir être en Autriche, pourrait se transporter malheureusement en Bavière ». En terminant, Frédéric, qui tient en tout cas à s'assurer des gages pour l'avenir, proposait à l'Électeur de faire alliance avec lui et de « se garantir réciproquement les conquêtes avec une clause de ne jamais faire, arrive ce qui pourra, de paix séparée[1] ».

La réponse de Charles-Albert n'était guère de nature à satisfaire Frédéric. La saison paraissait trop avancée à l'Électeur pour pouvoir risquer la marche sur Vienne. D'accord avec Belle-Isle, il lui mandait que, dès que les troupes françaises auraient passé le Rhin, il s'emparerait de Passau ; qu'il rassemblait à cet effet une dizaine de mille hommes. Mais, au lieu de se rendre au désir, ou de suivre les conseils du roi, ce serait sur la Bohême et sur Prague que l'armée dirigerait sa marche, coupant ainsi ce pays des autres États héréditaires de l'Autriche. Ce serait également en Bohême que les Français et les Bavarois prendraient leurs quartiers d'hiver, à la condition toutefois que le roi poursuivrait

[1] *Correspondance politique*, n° 414. A l'Électeur de Bavière, camp de Strehlen, 30 juin 1741. Le texte donné par l'*Histoire de mon Temps*, chap. V, a été modifiée par Frédéric pour les besoins de sa cause.

Neipperg, dès qu'il ferait mine de quitter la Silésie pour se porter vers la Bohême et que le corps du prince d'Anhalt-Dessau se chargerait de surveiller les Saxons. Pour le reste, l'Électeur n'attendait « que de connaître les vues du roi pour signer un traité d'alliance avec lui ».

En France, malgré les affirmations données par Belle-Isle à Frédéric, les préparatifs se faisaient avec une telle lenteur qu'on ne songeait plus guère à Paris qu'à prendre des quartiers d'hiver en Bohême et dans la Haute-Autriche et que, tout en approuvant les plans du maréchal, Amelot avait dû lui faire connaître qu'on ne pourrait les mettre à exécution au cours de cette campagne. Aussi, pendant qu'on envoyait à la Bavière les subsides qu'on lui avait promis, Belle-Isle consterné était accouru en toute hâte à Versailles.

Prévenu aussitôt du départ de Belle-Isle, Frédéric en profita pour réclamer de sa cour l'exécution des engagements pris vis-à-vis de lui et faire valoir à nouveau les avantages certains d'une action énergique et immédiate. Son armée s'élevait à 47,000 hommes, celle des Autrichiens au plus à 30,000. Il n'y avait devant la Bavière que 2 régiments de cavalerie. Examinant les trois hypothèses qui pouvaient être la conséquence de l'ouverture des hostilités pour les Bavarois, Frédéric exposait au maréchal ce qu'il comptait faire dans chacun de ces cas.

Si les Autrichiens détachent une partie de leurs troupes vers l'Autriche, il passera la Neisse, s'établira entre eux et leurs magasins, les obligera alors à venir à lui ou à quitter leur camp et les battra.

S'ils abandonnent entièrement la Silésie, il assiégera d'abord Neisse, puis Glatz et assurera ainsi la communication par la Bohême.

S'ils viennent à lui, « il en fera marché, et lors l'Électeur de Bavière pourra aller sans opposition jusqu'à Vienne ». Dans ce dernier cas, il conseille à Belle-Isle de se tourner vers la Bohême pour s'opposer à la marche certaine des Hanovriens. L'entrée des Français en Bohême couvrirait la droite de l'Électeur de Bavière qui, n'ayant rien devant lui, n'aura pas besoin de secours, déterminerait la Saxe à entrer dans l'alliance et permettrait de menacer les États de Hanovre de trois côtés, de façon à pouvoir les accabler au premier coup de sifflet ». Frédéric conseillait de

plus à Belle-Isle d'intimider les petits princes d'Allemagne aussitôt après le passage du Rhin, afin de les empêcher de s'unir aux Hanovriens[1].

Si Frédéric continua, pendant le séjour de Belle-Isle à Versailles, à correspondre activement avec lui et avec le cardinal, on ne peut s'empêcher de reconnaître que ses dépêches devinrent de plus en plus raides et presque comminatoires. Belle-Isle l'ayant pressé d'accélérer l'élection impériale tout en traînant en longueur les opérations de la guerre, il déclara nettement ses résolutions au cardinal : « Ne vous attendez à rien de moi avant d'avoir agi et pour que je concoure à l'élection de l'Électeur de Bavière, il faut que je sache de science certaine qu'il a commencé ses opérations et que vos troupes volent à son secours en Allemagne »[2].

Avec Belle-Isle, il est encore plus sec et plus catégorique : « Je vous déclare donc ici, une fois comme toujours, que vous ne devez vous attendre à rien du tout de ma part avant que l'Électeur de Bavière ainsi que le roi de France n'entrent en action, et que vous devez être persuadé qu'il n'y a rien à faire chez moi qu'en agissant. Dès que les Français auront passé le Rhin, dès que l'Électeur de Bavière aura commencé ses opérations, je donnerai ma voix de mon côté, mais pas autrement, et ne vous donnez aucune peine de me faire changer d'avis, car ce serait inutile[3] ». Enfin, deux jours plus tard, il ordonne à Podewils de faire connaître « bien sec, à Valory, ses idées sur l'alliance », et il ajoute, en français, en post-scriptum : « Dites à Valory que je ne me laisserai pas leurrer par un ecclésiastique, et que si le cardinal n'a pas envie de faire la guerre, il doit se désister de mon alliance. En un mot, qu'il faut qu'il en passe par là ou par la fenêtre »[4].

L'impatience et le ton autoritaire de Frédéric s'expliquent, d'ailleurs, facilement cette fois par l'inquiétude que lui causait l'existence des négociations sérieuses qui se suivaient entre l'Angle-

---

[1] *Correspondance politique*, n° 417. Au maréchal de Belle-Isle, à Versailles, camp de Strehlen, 4 juillet 1741.
[2] *Correspondance politique*, n° 425. Au cardinal de Fleury, camp de Strehlen, 10 juillet 1741.
[3] *Ibidem*, n° 426. Au maréchal de Belle-Isle, camp de Strehlen, 10 juillet 1741.
[4] *Ibidem*, n° 427. A Podewils, camp de Strehlen, 12 juillet 1741.

terre, d'une part, l'Autriche et la Saxe, de l'autre. Les menaces du roi de Prusse, la crainte de le voir rompre l'alliance, enfin la nouvelle de la défaite des Anglais devant Carthagène décidèrent le cabinet de Versailles à passer de la parole à l'action. Le 14 juillet 1741, après d'innombrables conférences avec Louis XV, Fleury et les autres ministres, Belle-Isle réussit enfin non seulement à soumettre son nouveau plan d'opérations au roi, mais à lui arracher, comme il s'empressa d'en faire part à Frédéric et à l'Électeur de Bavière[1], la promesse formelle, et cette fois irrévocable, d'une action énergique et immédiate.

Deux armées françaises allaient entrer en Allemagne. L'une, forte de 30,000 hommes et de 6,000 chevaux, sous le maréchal de Maillebois, devait se porter sur Düsseldorf, y opérer sa jonction avec 6,000 hommes fournis par le Palatin, immobiliser le corps autrichien des Pays-Bas, paralyser les Anglo-Hanovriens, les Hollandais et les Hessois, et permettre à Frédéric de rappeler à lui le corps d'Anhalt-Dessau[2].

La deuxième armée, celle du maréchal de Belle-Isle, forte de 32,000 hommes et 10,000 chevaux, destinée à opérer de concert avec les Bavarois, devait marcher en deux échelons. Le 1er passant le Rhin entre Fort-Louis et Philippsbourg du 15 au 22 août, se portant de là sur Donauwörth, point qu'on comptait lui voir atteindre dans les premiers jours de septembre, devait, à l'exception de la cavalerie et des convois, descendre de là le Danube en bateau jusqu'à Passau, dont les Bavarois se seraient emparés pendant ce temps. Le 2e échelon (19 bataillons et 4 à 5,000 chevaux) devait passer le Rhin du 20 au 24 septembre, aller en partie sur Donauwörth, en partie sur Amberg, et marcher de façon à être rassemblé sur ces points du 16 au 20 octobre. Aussitôt

---

[1] Belle-Isle au roi de Prusse, 17 juillet 1741 (Archives des Affaires étrangères) ; Belle-Isle à l'Électeur de Bavière, 25 juillet (Bibliothèque Nationale, Manuscrits).

[2] Cf. *Correspondance politique*, n° 433. Au maréchal de Belle-Isle, camp de Strehlen, 16 juillet. Signalant à Belle-Isle la formation sur l'Eichsfeld d'un camp de 36,000 Hanovriens, Hessois et Danois, réunis par le roi d'Angleterre, Frédéric examinait à ce propos trois hypothèses, dont l'une, celle de l'attaquer en cas qu'il refuse d'entrer dans leur alliance, lui paraissait la plus raisonnable. « Je ne le crains guère, disait-il, si la France veut, en remplissant ses engagements, agir en ma faveur au Rhin conjointement avec les Palatins et ceux de Cologne. »

après l'arrivée du 1er corps à Passau, l'armée franco-bavaroise entrerait dans la Haute-Autriche, enlèverait Linz, y établirait ses magasins et se porterait ensuite par Freistadt et Budweis sur Linz, dès que le 2e corps aurait atteint Amberg et se mettrait en mouvement sur Prague par Waidhaus, Pilsen et Beraun.

D'après les prévisions de Belle-Isle, la prise de Prague devait présenter d'autant moins de difficultés que les Autrichiens, auxquels la présence des Franco-Bavarois dans la Haute-Autriche ne pouvait manquer de faire craindre la continuation de leur marche sur Vienne, s'empresseraient de couvrir la capitale et de dégarnir la Bohême. Une fois maîtresse de Prague, l'armée franco-bavaroise n'aurait plus grand' peine à chasser les Autrichiens de la Bohême et de la plus grande partie de la Moravie, où elle prendrait ses quartiers d'hiver. Enfin, pendant le cours des opérations en Bohême, un corps d'un effectif respectable, établi derrière l'Enns, assurerait aux alliés la possession de la Haute-Autriche et s'opposerait aux tentatives d'incursion des Autrichiens en Bavière.

Pendant que, d'acord avec les Bavarois, Beauvau et Mortaigne prenaient les mesures nécessaires pour assurer les subsistances des troupes à leur arrivée en Bavière et pendant l'exécution des différents mouvements qui pourraient avoir lieu, pendant qu'on proposait de modifier le plan de Belle-Isle en concentrant toute l'armée franco-bavaroise à Linz et de n'esquisser qu'une simple démonstration du côté d'Amberg, Frédéric II avait changé de ton à l'égard de la France. Les menaces ont cédé la place aux protestations solennelles de dévouement. Non content d'exprimer à Valory la satisfaction que lui ont causée ses dépêches [1], il écrit le même jour au cardinal de Fleury [2] : « Vous pourrez l'assurer (le roi) que ma reconnaissance sera éternelle et que je remplirai toujours à la rigueur tous les engagements d'un fidèle allié ». Il a de plus donné à Francfort, à ses ministres, à ses généraux, l'ordre « d'agir en tout en conséquence de ce que M. de Belle-Isle pourra désirer d'eux [3] ».

---

[1] *Correspondance politique*, n° 441. Au marquis de Valory, camp de Strehlen, 30 juillet 1741.

[2] *Correspondance politique*, n° 442. Au cardinal de Fleury, camp de Strehlen, 30 juillet 1741.

Avec Belle-Isle, qu'il appelle cette fois « son cher ami », il est encore plus expansif : « Ce qui me charme le plus est de voir les bonnes dispositions que le roi de France vient de faire pour la gloire de son règne et pour le secours de ses alliés. Il n'y a, je crois, rien à ajouter aux mesures qu'on a prises, et je suis dans la persuasion que rien au monde ne pourra mettre d'obstacles à la sagacité de ces arrangements. Je vous ai mille obligations en particulier des peines et des soins que vous avez pris dans cette affaire qui ne pourra que vous faire une réputation immortelle..... ....En un mot, je suis inébranlable dans la résolution de remplir en tout et partout mes engagements à la rigueur et de ne manquer jamais aux devoirs d'un bon et fidèle allié du roi votre maître. Il n'y a rien à désirer au plan que vous vous êtes proposé.... »[1]. Et pour mettre le comble à la satisfaction du maréchal, dont il connaît bien le caractère et la vanité, il ajoute encore en post-scriptum : « Je félicite le roi de France de ce qu'il a déclaré le maréchal de Belle-Isle généralissime de ses armées en Allemagne. »

Il n'a, d'ailleurs, pas attendu jusqu'au 30 juillet pour dire à l'Électeur de Bavière combien il éprouve de plaisir à le voir « se disposer de plus en plus à se faire rendre raison de ses prétentions sur l'héritage de feu l'empereur ». Non seulement il lui envoie « son maréchal de Schmettau[2], qui est au fait des affaires autrichiennes plus que qui que ce soit » ; mais il lui déclare en terminant sa lettre que « si le comte Törring était muni de pleins pouvoirs, le jour, qu'Elle (l'Électeur) commencera ses opérations, sera celui de notre alliance[3] ».

Malgré tous les efforts faits par Fleury pour tenir secrets les engagements pris avec le roi de Prusse et les armements qui en avaient été la conséquence, le représentant de l'Autriche à Paris, Wasner, n'en était pas moins parvenu à découvrir la vérité, à connaître même les points principaux du plan d'opérations. Son

---

[1] *Correspondance politique*, n° 443. Au maréchal de Belle-Isle, camp de Strehlen, 30 juillet 1741.

[2] Cf. *Correspondance politique*, n° 437. Instruction vor den Grand-Maître de l'Artillerie Freiherrn von Schmettau wegen seiner Sendung nach München, Lager bei Strehlen, Juli 1741.

[3] *Correspondance politique*, n° 436. A l'Électeur de Bavière, camp de Strehlen, 26 juillet 1741.

rapport ne devait d'ailleurs arriver à Vienne qu'après l'ouverture des hostilités avec la Bavière, que bien après l'époque à laquelle (31 juillet 1741) les Bavarois du général Minuzzi, concentrés à Schärding, s'étaient emparés de Passau, dont la garnison ne se composait que de 70 hommes des troupes de l'évêque de cette ville et qui se rendit par ordre du cardinal-évêque auquel Minuzzi avait remis une lettre de l'Électeur [1].

L'Électeur, qui s'était rendu compte de l'éclat et de l'émoi que ne pouvait manquer de causer dans le Saint-Empire la nouvelle de l'occupation de Passau par ses troupes, avait jugé à propos d'aller au-devant des réclamations qu'il prévoyait en donnant, dès le 2 août, à ses ministres accrédités auprès des différentes Cours l'ordre de déclarer qu'il avait dû se résoudre à cet acte pour se protéger contre les dangers que le rassemblement des troupes autrichiennes à Linz faisait courir à ses États..

Désormais maîtres par l'occupation de Passau du point même sur lequel devait s'opérer la concentration de l'armée alliée, les Bavarois poussèrent activement, pendant le mois d'août, leurs préparatifs et leurs armements.

Dès les premiers jours de septembre on avait, de la sorte, réussi à rassembler au camp de Schärding, sous les ordres du feld-maréchal comte Törring, 6,500 hommes, 2,250 chevaux avec 20 bouches à feu, destinés à entrer avec les Français dans la Haute-Autriche, et à réunir 6 bataillons, 4 compagnies de grenadiers et 5 escadrons qui, postés à Amberg et confiés au feldzeugmeister Minuzzi, devaient couvrir la marche des colonnes françaises en route pour les rejoindre et pénétrer, de concert avec elles, en Bohême. Il restait à ce moment, tant à l'intérieur de la Bavière que sur la frontière du Tyrol, 4 bataillons, 2 compagnies de grenadiers, 5 escadrons de dragons et les vieux corps de milices bavaroises.

24 bataillons, 56 escadrons, 7 compagnies franches et 3 bataillons d'artillerie, formant 4 divisions d'infanterie (lieutenants-généraux marquis de Leuville, d'Aubigné, marquis de La Fare,

---

[1] Cf. *Correspondance politique*, n° 453. A l'Électeur de Bavière, camp de Strehlen, 11 août 1741. En félicitant l'Électeur de la prise de Passau, Frédéric lui annonçait que « pour garantir Votre Altesse Electorale des diversions qu'Elle appréhende du comte de Neipperg » il s'était emparé de Breslau.

de Curton) et 2 divisions de cavalerie (comtes de Saxe et de Ségur), s'étaient, pendant ce temps, rassemblés en Alsace. Le 10 août, ces troupes étaient concentrées entre Landau et Strasbourg, et le maréchal de Broglie, gouverneur de l'Alsace, faisait jeter deux ponts, l'un à Fort-Louis qui fut achevé le 14 août, l'autre à Rheinzabern, sur lequel la division de cavalerie du comte de Saxe ne put commencer à passer que le 19 août.

Les différentes colonnes de ce premier échelon arrivèrent après des marches exécutées dans l'ordre le plus parfait à Donauwörth du 5 au 11 septembre. Malgré les difficultés qu'il avait eu à surmonter, l'aide-major général de l'Électeur, d'Astier, n'en parvint pas moins à assurer l'embarquement et le transport par voie fluviale de Donauwörth à Passau des trois premières divisions d'infanterie française. La quatrième allait en faire autant lorsque, par ordre de l'Électeur, elle reçut une autre destination. Craignant de voir les Autrichiens essayer de pénétrer dans le nord de la Bavière et culbuter les faibles troupes du général Minuzzi, on avait décidé de faire marcher par Straubing et Cham une brigade de 6 bataillons qui, sous les ordres du maréchal de camp Ximénés, partit de Donauwörth le 13 septembre et rejoignit le 29 le général Minuzzi, établi sur la frontière de Bohême, à Trefflstein, à l'entrée du défilé de Waldmünchen. Le reste de la division Curton avait pendant ce temps continué avec les 3 bataillons d'artillerie et 2 escadrons de cavalerie sa marche sur Passau, point que les deux divisions de cavalerie atteignirent le 21 et le 23 septembre.

Quant au troisième échelon, il se subdivisa en deux groupes : l'un, le plus important (14 bataillons et 32 escadrons) sous les ordres de Gassion, passa le Rhin à Spire du 23 au 27 septembre et arriva à Amberg vers la mi-octobre, tandis que l'autre groupe (7 bataillons, 1 bataillon d'artillerie et 12 escadrons), sous le commandement du lieutenant-général de Polastron, passait le Rhin à la même époque à Fort-Louis, se rendait à l'armée de l'Électeur et arrivait à Lauingen du 9 au 12 octobre.

IV.

ENTRÉE DES BAVAROIS DANS LA HAUTE-AUTRICHE. — L'OCCUPATION DE LINZ PAR L'ARMÉE FRANCO-BAVAROISE.

Pressé par Schmettau[1], poussé par Frédéric, l'Électeur de Bavière avait, sans attendre l'arrivée des Français à Passau, pris l'offensive et franchi la frontière autrichienne le 11 septembre. Le roi de Prusse était une fois de plus arrivé à ses fins. Ce qu'il convoitait pour le moment, c'était la possession de Neisse et de Glatz; il voulait, comme il le dira lui-même à Valory[2], faire la clôture de la campagne par les sièges de ces deux places, faire entrer ensuite son armée en quartiers par Glatz dans la Bohême, par Neisse dans la Haute-Silésie et la Moravie, et, pour peu qu'on consentît à lui laisser Glatz « pour se couvrir des Saxons » et Neisse « pour se garantir contre leurs mauvais desseins », il se déclarait de plus prêt à passer par tout ce que l'on jugerait à propos. Aussi, dès la fin de juin, il n'a cessé de recommander à Charles-Albert de marcher droit à Vienne, de faire un grand coup qui coupera la racine à l'arbre autrichien[3], mais qui aura surtout l'avantage de lui faciliter la conquête de ces deux villes auxquelles il tient tant.

C'est encore pour cette raison qu'un mois plus tard, le 26 juillet 1741, lorsqu'il sait que, après avoir conquis la Haute-Autriche, les Austro-Bavarois comptent se rabattre sur la Bohême, il revient une fois encore à la charge. Il adjure l'Électeur « de porter toutes ses forces à Vienne, de finir la guerre par un seul coup »[4], et dès le lendemain, comme nous l'avons

---

[1] *Correspondance politique*, n° 494. Au grand-maître de l'artillerie, baron de Schmettau, camp de Reichenbach, 4 septembre 1741. « Vous faites des merveilles, continuez de même et assurez-vous que je n'oublierai jamais les services que vous me rendez. »

[2] Cf. *Correspondance politique*, n° 476. A Valory, camp de Reichenbach, 29 août 1741.

[3] Cf. Voir plus haut, *Correspondance politique*, n° 414. A l'Électeur de Bavière, camp de Strehlen, 30 juin 1741.

[4] *Correspondance politique*, n° 437. A l'Électeur de Bavière, camp de Strehlen, 26 juillet 1741.

déjà fait remarquer, il lui envoie Schmettau, qu'il a eu soin de munir d'instructions détaillées [1].

L'occupation de Passau avait fait espérer à Frédéric que, cédant à ses exhortations, Charles-Albert pousserait résolument en avant. Il n'avait pas manqué de l'encourager à nouveau. « Je prie Votre Altesse, lui écrit-il [2], pour ses propres intérêts, de ne pas négliger la ville de Linz et de pousser sa pointe en avant autant qu'Elle le pourra, avant que les ennemis soient en force et en état de s'opposer à ses desseins ».

La joie de Frédéric devait être de courte durée. Klinggräfen, son ministre à Munich, lui mandait, en effet, presque aussitôt qu' « on s'en tiendrait là jusqu'à l'arrivée des Français ».

Un temps d'arrêt aussi prolongé ne pouvait convenir à Frédéric. Estimant qu'on avait déjà perdu trop de temps, il chargea, le 18 août, Podewils d'insister à nouveau sur la nécessité et les avantages de la marche en avant immédiate des Bavarois « qui ne trouveront personne devant eux » [3], et, le 7 septembre, Charles-Albert, parti la veille de Munich, prenait, en effet, à Schärding le commandement des 12 bataillons et des 15 escadrons réunis sur ce point. Décidé à entrer dans la Haute-Autriche, à pousser jusqu'à l'Enns où il attendra l'entrée en ligne des Français pour continuer ses opérations, l'Électeur se porta en trois colonnes sur Linz, où un trompette bavarois avait apporté, le 10 septembre, la déclaration de guerre de l'Électeur.

Après avoir fait connaître aux délégués des États de la Haute-Autriche, qu'il avait fait venir à Peuerbach, les conditions qu'il comptait imposer au pays, Charles-Albert, dont les troupes avaient franchi la frontière autrichienne la veille entre Saint-Willibald et Waitzkirchen, arrivait le 13 à Efferding, presque en même temps que la 1re division d'infanterie française du lieutenant-général de Leuville. Le lendemain, 14, deux bataillons bavarois et six bataillons français, rejoints le soir par la tête de

---

[1] *Correspondance politique*, n° 437. Instructions pour Schmettau.

[2] *Correspondance politique*, n° 455. A l'Electeur de Bavière, camp de Strehlen, 11 août 1741.

[3] *Correspondance politique*, n° 463. A Podewils, camp de Strehlen, 18 août 1741

la 2e division, occupèrent sans coup férir Linz où l'Électeur fit son entrée, le 15, à la tête du gros de son armée.

Pendant que des partis de cavalerie bavaroise occupaient Wels, Lambach et Gmunden, que des troupes légères poussaient jusqu'à l'Enns, qu'on travaillait au rétablissement du pont de la Traun à Ebelsberg et du pont du Danube à Linz même, l'Électeur semblait déjà de moins en moins disposé à donner suite à son projet de marcher droit sur Vienne. Du 15 au 21 septembre, il s'arrêta à Linz où, au lieu de presser ses opérations, il préféra tenir sa cour et prendre le titre d'archiduc d'Autriche. Sans la présence de Schmettau, sans la surveillance et la pression qu'il exerça sur l'Électeur, sans les procédés peu scrupuleux auxquels il n'hésitera pas à avoir recours pour faire triompher ses idées et contraindre l'Électeur à poursuivre à son corps défendant cette marche par la vallée du Danube qui servait surtout les intérêts de Frédéric II, Charles-Albert n'aurait pas hésité à donner à son armée l'ordre d'exécuter, en partant de Linz même, le mouvement sur la Bohême prévu par le plan d'opérations de Belle-Isle.

La lutte qui se livra dans l'esprit de l'Électeur, ne sachant s'il devait écouter Schmettau ou s'en tenir au plan de Belle-Isle, hésitant entre la marche sur Vienne ou le changement de front sur la Bohême, ralentit tellement la marche de ses opérations qu'elle permit à Marie-Thérèse de ramener d'Italie sur la Basse-Autriche des troupes qui allaient devenir le noyau de l'armée du feld-maréchal Khevenhüller.

V.

LA SITUATION DANS LA HAUTE-AUTRICHE. — LES PRÉPARATIFS DE DÉFENSE DE VIENNE. — LA RETRAITE DES TROUPES DU F.-M.-L. COMTE PALFFY SUR VIENNE.

Dans la Haute-Autriche tout comme en Tyrol et en Styrie, la mort de l'empereur Charles VI avait relâché, si ce n'est brisé, les liens qui rattachaient ces différents États à la maison de Habsbourg. Si le clergé et la noblesse étaient demeurés indifférents à tout ce qui se passait et se préparait, la bourgeoisie et les paysans ne songeaïent qu'aux moyens de s'éviter les charges que la guerre ne pouvait manquer de faire peser sur eux. L'apathie de la population, la terreur causée par la nouvelle du rassemblement des Bavarois à Schärding, enfin les habiles menées des émissaires de l'Électeur avaient presque entièrement paralysé les efforts tentés par les autorités autrichiennes.

Dès le printemps de 1741, dès que l'attitude hostile de la Bavière commença à se dessiner plus nettement, Marie-Thérèse avait chargé le conseil aulique de la guerre de prendre sans bruit les mesures les plus indispensables pour protéger des provinces presque entièrement dégarnies de troupes, et confié l'exécution de ces dispositions à l'un des membres de ce conseil, le feld-maréchal-lieutenant comte von Salburg, qu'elle envoya immédiatement sur les lieux.

Il avait reçu l'ordre de se rendre à Linz avec le major du génie Steiger sous le prétexte d'une partie de chasse, d'inspecter la frontière bavaroise, de voir ce que le pays pourrait fournir de ressources en fait de vivres et d'hommes capables de garder les postes et les défilés de la frontière, de déterminer le point sur lequel il conviendrait d'établir un grand dépôt de subsistances, enfin de se procurer des nouvelles et des renseignements sur les projets de l'Électeur[1].

Le 9 juillet, pendant que Salburg s'acquittait de sa mission,

---

[1] *K. und K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bayern) 1741, III, 1. Instructions pour le comte Salburg.

on recevait à Vienne, en même temps que l'avis de la marche des Bavarois sur l'Inn, un rapport du colonel du régiment Walsegg, annonçant de Brisach que 30,000 Français se porteraient au mois d'août par la Souabe sur la Bavière. L'émoi causé à Vienne par ces nouvelles avait été d'autant plus grand qu'il n'y avait à ce moment dans toute la Haute-Autriche que les deux régiments de dragons Savoie et Khevenhüller.

Afin de s'assurer les moyens de s'opposer ou de résister à l'invasion désormais certaine des Français et des Bavarois, Marie-Thérèse avait aussitôt réuni à Vienne un conseil, auquel assistèrent, outre les ministres de conférences, les feld-maréchaux prince von Hildburghausen, prince Lobkowitz et comte Khevenhüller. On y décida de retirer immédiatement de Hongrie quatre régiments de cavalerie et trois d'infanterie, qu'il fallait, il est vrai, mettre préalablement sur le pied de guerre et dont on n'allait pouvoir compléter l'équipement qu'à l'aide de 20,000 florins pris sur les subsides fournis par l'Angleterre. 2,000 fantassins et quelques centaines de chevaux, provenant du généralat de Warasdin et autant de l'Esclavonie, reçurent également l'ordre de se diriger vers la Haute-Autriche. On se réservait de leur assigner une destination définitive dès qu'on serait parvenu à voir un peu plus clair dans le jeu des Franco-Bavarois.

Quelques jours après le départ de l'ordre de mobilisation, expédié le 11 juillet, certain désormais que l'armée franco-bavaroise opérerait à la fois sur la Bohême et la Haute-Autriche, on résolut de laisser les deux régiments de dragons seuls dans l'archiduché, de concentrer à Pilsen les troupes venant de Bohême et de placer cette armée encore en voie de formation sous le commandement supérieur de Lobkowitz.

Entre temps, et en raison même de la configuration de la frontière entièrement découverte du côté de la Bavière, Salburg avait proposé de mettre vivement sur pied huit compagnies de *Landes Schützen* fortes de 350 hommes chacune, de barrer la vallée du Danube en fortifiant le château de Spielberg (près de Mauthhausen) et d'élever une redoute à Enghagen (faubourg d'Enns).

En août, après une tournée d'inspection qu'il fit à Linz avec le feld-maréchal-lieutenant comte Palffy, Lobkowitz donna aux régiments de dragons de Savoie et Khevenhüller l'ordre de se réunir à Wels et de fournir les postes d'observation de la fron-

tière, pendant que 280 invalides, envoyés de Vienne à Linz, étaient dirigés sur Gmunden et qu'un certain nombre de conscrits allaient, les uns travailler aux redoutes de la rive droite de l'Enns, les autres fournir les garnisons d'Enghagen et de Spielberg. Enfin Palffy, auquel Lobkowitz confiait le commandement des troupes de la Haute-Autriche, devait répartir environ 4,000 miliciens dans les blockhaus qu'on se proposait de construire à proximité de la frontière. En cas d'attaque sérieuse tentée par des forces supérieures, et avant de partir pour la Bohême, le feld-maréchal avait laissé à Palffy l'ordre d'éviter tout engagement sérieux, de se retirer d'abord derrière la Traun, de couper les ponts, puis de se replier, s'il le fallait, derrière l'Enns, où il lui ferait tenir dans ce cas de nouvelles instructions.

Manquant à la fois de temps et d'hommes, Palffy, renonçant à l'établissement des redoutes le long du Danube, se contenta de faire surveiller la frontière, occuper Haag et Peuerbach par quelques postes et garder les abords de ces deux points par un millier de miliciens.

Ce n'était pas avec des forces aussi insignifiantes que la reine de Hongrie avait cru pouvoir s'opposer au nouveau danger qui la menaçait. Elle avait, on se le rappelle et nous l'avons dit en parlant de la diète de Presbourg, non seulement eu recours à *l'insurrection hongroise* et mobilisé les contingents des confins militaires, mais décidé de lever 15,000 hommes dans ses États héréditaires allemands. Ces différentes mesures n'avaient toutefois produit et n'avaient pu produire aucun effet au moment où les Bavarois franchissaient la frontière.

Il ne restait en Autriche rien qui permit de créer et de réunir l'armée dont la reine avait besoin pour couvrir sa capitale.

Malgré les craintes de jour en jour plus sérieuses que lui inspiraient l'attitude plus que douteuse du Piémont et les intentions hostiles de l'Espagne, il lui fallut bien se résigner à faire donner, le 25 septembre 1741, par le conseil aulique de la guerre, l'ordre au feld-maréchal Traun d'envoyer d'Italie par le Tyrol en Autriche 9 régiments d'infanterie, 1 de dragons et 1 de hussards. Conduites par les généraux Schülenburg, Mercy, Bärnklau et Palffy (Léopold), ces troupes n'arrivèrent que dans les premiers jours de novembre dans le Tyrol méridional.

Or, dès les premiers jours d'août, les rapports des autorités

militaires et civiles de la Haute-Autriche et la nouvelle de la surprise de Passau avaient prouvé à la cour de Vienne qu'il fallait s'attendre à l'invasion prochaine, presque immédiate, des Bavarois. Si l'on pouvait, il est vrai, abandonner à lui-même le Tyrol, parce que la reine se savait sûre de la fidélité de ce pays, il n'en était pas de même pour la Styrie et pour l'archiduché d'Autriche, dont les populations semblaient disposées à se désintéresser du sort du reste de la monarchie et uniquement préoccupées de leurs intérêts personnels et particuliers. Au milieu des déboires et des épreuves qui ne furent pas épargnés à Marie-Thérèse en ces jours si critiques pour elle, le patriotisme de la capitale, qui ne se démentit pas un seul instant, lui apporta seul quelque espoir et quelque consolation.

Le 2 septembre, à la suite d'une conférence tenue à Presbourg, on avait décidé de confier la direction des mesures destinées à assurer la défense de Vienne au feld-maréchal comte Khevenhüller. Quatre jours plus plus tard, on procédait à la constitution d'une commission spéciale investie des mêmes attributions que celle de 1683. Le 7 septembre, on nommait un commandant de la place de Vienne, on appelait la garde bourgeoise à l'activité et l'on décrétait la création de compagnies franches[1].

Le 9 septembre enfin, Khevenhüller entrait en fonction.

On procéda aussitôt, sous son énergique et intelligente direction, à l'exécution des travaux les plus indispensables; on évacua les faubourgs, on rasa les arbres, les maisons, tout ce qui pouvait gêner les vues, le tir ou contrarier la défense des remparts de la ville intérieure. On s'occupa de l'approvisionnement de la capitale, dont la garnison se composait, y compris les deux régiments de dragons Savoie et Khevenhüller que le comte Palffy avait rapprochés de Vienne, de 8,000 hommes environ. Mais dans ce chiffre figurent, il convient de le dire, 2,000 Croates, le régiment de la garde urbaine, 8 compagnies de milices bourgeoises et 1327 hommes levés dans la population.

Le 20 octobre, à un moment où, il est vrai, le danger semblait momentanément conjuré, puisque les Bavarois avaient passé le Danube pour se tourner contre la Bohême, la ville de

---

[1] *K. und K. Kriegs Archiv.* Feld-Acten 1741, IX, 1, et *idibem Oesterreich und Bayern* 1741, XIII, 20, 20 *a*, 21, 22.

Vienne était, au dire de Khevenhüller, en mesure d'opposer une résistance vigoureuse et prolongée même à une attaque en règle.

D'autre part, comme les Bavarois auraient pu vouloir, surtout au début de la campagne, tenter une incursion dans la haute Styrie, on avait, dès le 6 août 1741, ordonné de réunir à Graz une commission de défense qui fit exécuter toute une série de travaux sur la Semmering, à Mariazell, à Aussee, à Saint-Wolfgang, aux passages de Mandling, de Pretlitz, de Seebach et de Brebern. Mais comme le feld-maréchal-lieutenant Moltke, chargé de la direction et de l'organisation des défenses de la Styrie, ne disposait dans tout le pays que de 2,228 hommes de troupes régulières, force lui fut d'avoir recours pour assurer le service, les travaux et la garde de ces points, à 700 hommes des confins militaires de Carlstadt, et surtout aux chasseurs et paysans levés sur leurs terres par les différents seigneurs.

Pendant ce temps Palffy, se conformant aux instructions de Lobkowitz, avait ramené ses dragons et ses quelques troupes légères hongroises, le 12 derrière la Traun, le 14 septembre derrière l'Enns jusqu'à Wallsee, pendant que les conscrits et les Warasdiner s'embarquaient avec son artillerie à Linz pour descendre le Danube jusqu'à Vienne avec l'ordre de régler la marche de leurs bateaux sur les mouvements des dragons, et qu'il faisait filer sur Vienne les bagages qui ne lui paraissaient plus en sûreté à Ybbs.

Le 15 septembre, Palffy continuait sa retraite jusqu'à Neumarkt, le 16 jusqu'à Melk. Le 18 il arrivait à Sanct-Pölten, le 19 à Michelendorf, d'où il détachait un parti chargé de détruire les ponts du Danube à Stein et à Krems. Enfin le 20 au soir, il s'arrêtait à Sieghartskirchen, à deux petites étapes à l'ouest de Vienne.

Khevenhüller, mécontent d'une retraite que rien ne motivait encore, ou du moins qui n'aurait dû être ni si rapide ni si prolongée, ordonna dès le surlendemain à Palffy, auquel il adjoignit 1100 hommes de troupes légères hongroises, de se reporter immédiatement au delà de Sanct-Pölten, de camper sur la rive gauche du Pielack et d'établir ses avant-postes à Melk.

Il l'avait, de plus, nanti d'instructions précises : si l'ennemi, marchant sur Vienne, atteint Melk, ordre de se replier de nouveau sur Sieghartskirchen, d'y rester jusqu'à ce que l'ennemi

débouche de Krems, se replier alors sur Purkersdorf et y tenir jusqu'à ce que les troupes bavaroises soient arrivées à Tulln.

Si l'ennemi se tournait au contraire vers la Bohême, Palffy était laissé libre de voir, d'après les circonstances, s'il convenait de le suivre et d'observer son mouvement[1].

---

[1] *K. und K. Kriegs Archiv*. Manuscrit de Browne, 1741.

VI.

LES OPÉRATIONS DE L'ÉLECTEUR DE BAVIÈRE SUR SANCT-PÖLTEN.

Après avoir fait une halte de six jours (15 au 21 septembre) à Linz, l'armée franco-bavaroise reprit, le 22, sa marche dans la direction de Vienne, et s'avança lentement jusqu'à Enns, où elle séjourna sans raison plausible pendant sept jours, peut-être sous le prétexte d'y attendre la division de cavalerie du comte de Saxe qui y arriva le 29 septembre. Mais il est plus probable que la lenteur de cette marche et ce nouveau temps d'arrêt doivent être, en réalité, attribués aux embarras, aux hésitations de l'Électeur qui, n'osant prendre une résolution définitive, ne savait s'il devait se décider soit à pousser résolument sur Vienne, soit à se diriger vers la Bohême. Reculant devant une décision radicale et catégorique, dans la crainte de s'aliéner Frédéric II [1], l'Électeur crût qu'il pourrait réussir, sinon à lui donner le change, du moins à le satisfaire momentanément et dans la limite du possible, en continuant son mouvement jusqu'à l'Ybbs, sans

---

[1] *Correspondance politique*, n° 525. Au grand-maître de l'artillerie Schmettau, du camp de la Neisse, 23 septembre 1741 : « ..... Marquez-moi à présent pourquoi l'Electeur ne se détermine pas plutôt en faveur de l'expédition de Vienne que pour celle de Prague? Il me semble qu'en prenant Vienne la guerre serait terminée tout d'un coup, au lieu qu'à présent vous prendrez Prague et aurez, le printemps qui vient, sûrement les troupes d'Italie et de Hongrie à combattre..... »

Ibidem, n° 534. Au même, camp de Kelteck, 2 octobre 1741 : « Le courrier m'a apporté à la fois vos relations des 22 et 24 du mois passé..... J'ai été extrêmement surpris de voir qu'on va avec tant de lenteur et d'irrésolution à la besogne..... »

Le même jour encore, il insistait (*ibidem*, n° 535) dans le même sens dans la dépêche qu'il adressait à Belle-Isle : « Pour vous ouvrir mon cœur naturellement, il y a quelques points qui me refroidiraient beaucoup, si je n'y voyais pas un changement. L'un, c'est la lenteur des opérations bavaroises qui, me laissant porter tout le fardeau de la guerre, ne profitent pas de l'absence de l'ennemi pour agir... » Et comme il sait que Belle-Isle n'est pas sourd aux compliments et aux éloges, il a soin d'ajouter : « Adieu mon cher maréchal, je brûle d'envie de vous voir à la tête de ces Français que vous mènerez en maître au lieu qu'on les conduit actuellement en écolier... »

abandonner pour cela l'arrière-pensée de prendre de là le chemin de la Bohême.

Le 1er octobre au matin, son armée se remit en marche sur trois colonnes, passa l'Ybbs, poussa jusqu'à hauteur du couvent d'Erlaa, où elle fit séjour le lendemain, pendant que l'avant-garde (2 escadrons de hussards, 2 régiments de dragons, 8 compagnies de grenadiers et une compagnie franche avec quelques canons), sous les ordres du comte de Saxe, poussait sur Ybbs où elle devait prendre position. Au cours de cette marche, et pendant qu'on envoyait un petit détachement bavarois s'établir entre Waidhofen-sur-l'Ybbs et Kematen, y garder les ponts et y lever des réquisitions, les hussards français s'étaient, pour la première fois de la campagne, engagés, au sortir d'Amstetten, avec quelques piquets autrichiens qu'ils rejetèrent vers l'Est après leur avoir enlevé une vingtaine d'hommes.

Après une nouvelle halte de 24 heures à Sternberg, où ils laissèrent les troupes bavaroises qui avaient ordre d'y attendre le retour de l'Électeur de Linz, retour retardé par des crues qui avaient enlevé les ponts de l'Enns, les Français avaient repris leur mouvement et, passant par Amstetten, arrivèrent le 6 à Ybbs où l'Électeur les rejoignit le lendemain.

Loin d'imprimer un peu d'activité aux marches, la présence de l'Électeur coïncide au contraire avec un nouveau temps d'arrêt. Ce fut le 11 octobre seulement qu'on se décida à pousser une avant-garde sur Melk où elle ne trouva plus personne lorsqu'elle y entra le 13. La veille, la division de cavalerie du comte de Saxe avait rejoint le gros de l'armée franco-bavaroise désormais au complet à Ybbs.

C'est également à partir de ce moment que l'on commence à voir clair dans le jeu de l'Électeur. C'est d'Ybbs qu'il laisse apercevoir son désir de s'emparer de la Bohême avant que la Saxe ou la Prusse aient pu mettre la main sur ce royaume qu'il convoite. C'est d'Ybbs qu'il écrit le 8 et le 9 octobre à Belle-Isle pour lui exposer ses projets. Il compte pousser sur Pisek ses Bavarois sous les ordres de Törring, les faire soutenir par quelques régiments de cavalerie française, opérer à Pisek sa jonction avec les troupes de Minuzzi venant d'Amberg, et faire continuer au reste de l'armée sa marche dans la direction de Vienne jusqu'à hauteur d'un point à déterminer ultérieurement,

et sur lequel elle prendra position. L'Électeur espérait, de cette façon, amener à l'improviste devant Prague les 30,000 hommes de Törring, de Minuzzi et de Gassion, et réussir à enlever lestement cette ville, tandis que les troupes laissées sur le Danube paralyseraient Vienne jusqu'au moment où les Saxons viendraient leur donner la main. Tel devait être, d'après l'Électeur, le programme de la campagne, puisque, après la prise de Prague, il comptait mettre son armée en quartiers d'hiver. L'Électeur savait bien que ce plan ne pouvait avoir les suffrages et l'approbation de Frédéric qui, plus que jamais partisan de la marche sur Vienne, ne voulait voir employer en Bohême que la seule division française de Polastron. L'Électeur déclarait d'ailleurs à Belle-Isle qu'il croyait donner au roi de Prusse une preuve suffisante de sa bonne volonté en consentant à s'avancer jusqu'à Sanct-Pölten « par pure complaisance », mais qu'il n'en était pas moins bien décidé à passer le Danube à Krems et à entreprendre l'opération sur Prague.

Les projets de l'Électeur devaient d'autant plus satisfaire Belle-Isle qu'il n'avait jamais été partisan de la marche sur Vienne. Le maréchal avait d'ailleurs fait savoir à l'Électeur, par ses lettres des 1er et 4 octobre, que le roi de Prusse, décidé à faire prendre des quartiers d'hiver à son armée aussitot après la prise de Neisse, refuserait de prêter son concours à une opération dirigée contre Vienne. De plus, lors du conseil de guerre réuni par l'Électeur à Ybbs, les généraux français ne lui avaient pas caché que, sans ordres nouveaux venus de Paris, il leur serait impossible de consentir à le suivre. Ce ne fut qu'à grand peine seulement qu'ils se rallièrent à la proposition présentée et défendue par Schmettau et finirent par donner leur adhésion à la prolongation du mouvement, limité, il est vrai, jusqu'à Sanct-Pölten. Pour la deuxième fois depuis l'entrée des Bavarois en Autriche, Schmettau n'en avait pas moins réussi à amener l'Électeur à renoncer momentanément à la marche sur la Bohême.

Dans l'intervalle, l'Électeur avait d'ailleurs reçu de Vérone des nouvelles inquiétantes, l'avis du départ de 9 à 10 régiments autrichiens se dirigeant vers le Tyrol. C'était là un nouveau danger qui pouvait menacer ou sa droite ou ses États. Il fallait y parer. Au lieu de laisser la 3e division française (Polastron)

s'avancer le long du Danube, on morcela, on dispersa les troupes de ce deuxième échelon. Cinq bataillons reçurent l'ordre d'aller prendre position au débouché du défilé à Füssen; un autre alla à Amberg ; un bataillon d'artillerie à Linz. Chacun des deux premiers détachements devait être rejoint sur ces différents points par un régiment de cavalerie, tandis qu'un autre régiment d'infanterie se dirigeait sur Linz et qu'un régiment de dragons était envoyé renforcer le détachement de Füssen. L'inquiétude de l'Électeur avait été si vive et si profonde, qu'à la nouvelle de la marche des régiments autrichiens venant d'Italie, il avait écrit à Belle-Isle pour le prier de demander à Louis XV la mise en mouvement d'un nouveau corps de renfort de 6,000 hommes.

L'anxiété de Charles-Albert était d'autant plus réelle et d'autant plus légitime que, malgré toutes « les protestations d'estime et d'attachement » que Frédéric lui prodiguait encore dans sa lettre du 14[1], l'Électeur avait été informé par sa belle-mère, l'impératrice douairière Amélie, de ce qui se tramait entre la Prusse, et l'Autriche, des machinations qui venaient, le 9 octobre, d'aboutir à la conclusion de l'acte de Klein-Schnellendorf. Sans vouloir pour cela rompre ouvertement avec Frédéric, l'Électeur était d'autant plus décidé à se conformer aux désirs de la France qu'il était désormais certain que seule l'intervention de la cour de Versailles pourrait lui assurer la voix du roi de Prusse.

Entre temps, après une halte, en tous cas inutile, de neuf jours à Ybbs, l'armée franco-bavaroise s'ébranla en trois échelons, du 13 au 16 octobre, se dirigeant sur Melk, tandis que les Français, précédés par leur avant-garde qui occupait Melk depuis le 11 au soir, continuaient seuls leur marche sur Sanct-Pölten.

Le 14, cette avant-garde, sous les ordres des lieutenants généraux de Mortaigne et d'Aubigné, entrait à St-Pölten après un petit combat livré à la pointe du jour presque à la sortie de Melk à 900 hussards autrichiens. Le lieutenant-général de Mortaigne fut légèrement blessé dans cette affaire, à la suite de laquelle Palffy ramena tout son monde sur la ligne Maria-Brunn—Purkersdorf.

---

[1] *Correspondance politique*, nº 557. A l'Électeur de Bavière, 14 octobre.

Le 18, pendant que Charles-Albert arrivait à Melk, Mortaigne occupait Mautern et Krems, où les Bavarois de Törring et les hussards de Bercheny s'établissaient, le 20, et où l'on commençait dès le lendemain les travaux d'établissement d'un pont sur le Danube. Le même jour, le gros de l'armée française entrait avec l'Électeur à Sanct-Pölten.

S'il avait eu la satisfaction d'y passer en revue le corps français dont il admira la belle tenue, d'apprendre par Törring que le pont était sur le point d'être achevé, les nouvelles, qui lui parvenaient d'autre part, avaient considérablement assombri le tableau. La Hongrie s'armait en faveur de Marie-Thérèse, les régiments venant d'Italie pressaient leur marche; Frédéric lui annonçait qu'il allait prendre ses quartiers d'hiver, laissant ainsi les mains libres à Neipperg [1]; les Saxons n'avaient pas abandonné l'idée de le prévenir en Bohême; tout, en un mot, plaidait dans son esprit en faveur du plan de Belle-Isle et de la cessation du mouvement sur Vienne.

Aussi, lors d'un nouveau conseil de guerre tenu à Sanct-Pölten, on se prononça, définitivement cette fois, en faveur de la marche immédiate sur la Bohême. L'armée bavaroise passera le Danube à Krems, allant sur Budweis, pendant que les Français, revenant sur l'Enns, traverseront le fleuve à Mauthhausen et se porteront par Freistadt également sur Budweis.

Pendant tout ce temps, mais surtout à partir du 22 octobre, les hussards autrichiens avaient commencé à alarmer les camps et les cantonnements des Franco-Bavarois.

Mais le 23, Törring avait achevé son passage du Danube; le 24, on avait relevé le pont, pendant que, tant pour faire rentrer les réquisitions que pour masquer le mouvement vers l'Enns, un détachement mixte, sous les ordres de Mortaigne, poussait jusqu'à Sieghartskirchen (30 kilomètres de Vienne) et bousculait quelques piquets de hussards. Cette démonstration avait été d'autant plus opportune que, à cause des difficultés présentées par le transport de l'équipage de pont, ce fut en réalité seulement le 28 que l'on commença le mouvement vers l'Enns. L'Élec-

[1] *Correspondance politique*, n° 532. A Valory, Neunz, 28 octobre 1741 : « Avertissez l'Electeur de Bavière que Neipperg marche à Vienne. Je lui écris autant par courrier. »

teur, qui avait quitté Sanct-Pölten le 29, apprit, le 30, à Neumarkt, que le général Minuzzi était arrivé, le 26, à Pilsen, où Gassion ne devait pas tarder à le rejoindre. Le 31, il était à Amstetten et, le 1er novembre, à Enns, tandis que le maréchal de camp de Mirepoix traversait le Danube à Mauthhausen avec la brigade du Roi-Cavalerie et se portait en avant-garde vers Budweis.

En réglant la marche de son armée vers la Bohême, l'Électeur n'avait rempli qu'une partie de sa tâche. Il lui restait, en effet, à prendre les mesures indispensables pour assurer la protection de la Haute-Autriche. Bien que ce soin dût, aux termes des premiers arrangements conclus avec la France, incomber exclusivement aux troupes bavaroises, bien que Belle-Isle eût de Francfort[1] rappelé à Charles-Albert que le roi de France avait renouvelé l'ordre formel de tenir toutes ses forces réunies, l'Électeur, n'ayant plus un seul régiment à sa disposition, puisque Törring allait de Krems sur Budweis et que Minuzzi se portait de Pilsen vers la frontière du Tyrol, n'en avait pas moins prescrit à Ségur de rester sur l'Enns avec une brigade d'infanterie et un régiment de cavalerie « jusqu'au moment où il lui serait possible de le faire relever ou soutenir ».

Aussitôt après avoir pris ces dispositions, Charles-Albert, escorté par un régiment d'infanterie et trois régiments de cavalerie française, passa le Danube et, continuant sa route sur la rive gauche du fleuve, il arriva à Budweis le 8 novembre.

Le reste de l'infanterie française, celle des généraux La Fare et de Leuville, dont le dernier échelon avait quitté Sanct-Pölten le 30 octobre, n'atteignit Enns que le 6 novembre, après avoir été harcelé pendant sa marche par les troupes légères autrichiennes du lieutenant-colonel Menzel.

Dès le 29 octobre, Menzel avait alarmé et presque surpris un bataillon de Navarre près de Sanct-Pölten. Le 1er et le 3 novembre, il avait à deux reprises inquiété l'arrière-garde de Leuville près de Melk et à la sortie d'Erlauf. On avait du reste exécuté ce mouvement rétrograde bien plus vivement que la marche en avant. Tandis qu'il avait fallu plus de trois semaines pour aller d'Enns à

---

[1] Belle-Isle à l'Electeur, Francfort-sur-le-Mein, 28 octobre.

Sanct-Pölten, on n'avait mis que huit jours pour en revenir, et, malgré cela, l'Électeur, de plus en plus nerveux, ne cessait d'inviter Mortaigne à accélérer plus encore cette opération. Il fallut même pour le satisfaire priver la brigade de Navarre, le régiment de cavalerie Colonel-Général, les dragons d'Armenonville et les hussards de Ratky du jour de repos qu'on avait décidé de leur donner le 7 à Enns. Quant à la colonne de Leuville, elle passa le Danube en deux échelons le 8 et le 9 et rejoignit l'Électeur à Budweis le 12 et le 13 novembre.

On ne saurait pousser plus loin l'étude et l'exposé des opérations des Franco-Bavarois sans résumer auparavant les faits principaux qui caractérisent cette première partie de la campagne, et signaler les fautes irréparables dues à la lenteur de la marche, aux hésitations de l'Électeur, tiraillé entre le désir de se concilier Frédéric en marchant sur Vienne et la crainte de voir Auguste III profiter de la présence de son armée dans la vallée du Danube pour s'établir presque sans conteste à Prague et occuper une bonne partie de la Bohême. Il suffira, du reste, de laisser parler les dates.

Le 11 septembre l'Électeur lève son camp de Schärding. Il s'arrête ensuite sans raison sérieuse, du moins au point de vue militaire, six jours à Linz, sept jours à Enns, neuf jours à Ybbs, trois jours à Melk, si bien que c'est le 21 octobre seulement que son armée, qui a mis quarante et un jours à faire 200 kilomètres, s'établit sur la ligne Sanct-Pölten—Krems. Enfin, neuf jours seulement plus tard, le dernier échelon de cette armée reprenait, lui aussi, le chemin qu'on venait de parcourir si lentement et si inutilement.

On avait perdu deux longs mois que Marie-Thérèse avait su, au contraire, mettre merveilleusement à profit.

Dans les derniers jours du mois d'octobre, sans parler de l'armée de l'Électeur et des Français restés sur l'Enns, les différents corps de troupes françaises, bavaroises, prussiennes et saxonnes d'une part, autrichiennes de l'autre, employés sur le théâtre de la guerre, occupaient en somme les positions suivantes :

Du côté de Pilsen, où il était entré le 26 octobre, le corps bavarois de Minuzzi, suivi d'assez près par les Français de Gassion, n'avait devant lui que le petit corps d'observation de

Lobkowitz, fort d'environ 8,000 hommes. Ce corps avait d'ailleurs reçu l'ordre de se diriger sur Znaym pour y opérer sa jonction avec l'armée de Neipperg, rendue disponible par la convention de Klein-Schnellendorf et en marche d'Olmütz sur Brünn. Notons en passant que Prague et Eger, dont les défenses étaient en fort mauvais état, n'avaient que de faibles garnisons.

Les Saxons de Rutowski (22,000 hommes environ) attendaient à Freiberg et à Pirna l'ordre d'entrer en Bohême.

Du côté des Prussiens, le roi assiégeait Neisse, pendant que le corps du prince héréditaire d'Anhalt-Dessau marchait sur Glatz et que le reste de l'armée avait pris ses quartiers d'hiver en Silésie.

Les travaux de défense de Vienne étaient achevés, mais la garde de la Basse-Autriche continuait à n'être assurée que par deux régiments de dragons et les troupes légères de Menzel, puisque les régiments appelés d'Italie pour servir de noyau à la nouvelle armée, étaient encore loin d'avoir achevé leur longue marche et de pouvoir entrer en ligne.

VII.

FORMATION ET RASSEMBLEMENT DE L'ARMÉE DE KHEVENHÜLLER DANS LA BASSE-AUTRICHE.

Dès le 28 octobre, dès qu'il eût pu constater le départ des Franco-Bavarois de Sanct-Pölten, Khevenhüller avait conçu et soumis à Marie-Thérèse un projet d'opérations et proposé à la reine, non seulement d'arracher la Haute-Autriche aux Bavarois, mais de pénétrer dans les États de l'Électeur. Le 4 novembre, sur l'ordre de Marie-Thérèse, Khevenhüller exposait définitivement ses vues dans deux mémoires adressés, l'un au chancelier Sinzendorff, l'autre au conseil aulique de la guerre[1]. Il demandait seulement qu'on mît à sa disposition un certain nombre d'hommes de l'insurrection hongroise et trois régiments qu'on comptait envoyer en Bohême et dont deux étaient déjà à Vienne; qu'on plaçât sous ses ordres, en les faisant avancer vers la Haute-Autriche, les troupes que le feld-maréchal-lieutenant Moltke avait établies sur les frontières de la Styrie, ainsi que les corps de nouvelle formation venant d'Esclavonie, pendant qu'on pousserait droit d'Innsbruck sur Munich les régiments que le prince de Saxe-Hildburghausen amenait d'Italie. Le succès paraissait certain à Khevenhüller, à condition toutefois de prendre une résolution immédiate et de garder, sur les décisions auxquelles on s'arrêterait, le secret le plus absolu.

S'ils n'avaient pas hésité à approuver dans son ensemble l'idée de Khevenhüller, à se prononcer en faveur de la formation d'une armée qu'on allait lui confier, les ministres de Marie-Thérèse, réunis en conférence à Presbourg, n'avaient pas pu en revanche arriver à s'entendre sur les mesures à prendre, sur les ordres à donner afin d'assurer la réunion des éléments dont devait se composer cette armée. Ne pouvant ou n'osant pas se prononcer, le conseil pria « Marie-Thérèse de prendre une résolution caté-

---

[1] *Kriegs Archiv*, Feld-Acten Bayern, 1741. Khevenhüller à Sinzendorff et au conseil aulique de la guerre, Vienne, 4 novembre 1741, XI, 11.

gorique ». Comme elle allait l'écrire à ses ministres, la reine, ne se croyant pas les connaissances et les aptitudes nécessaires, leur déclara avec juste raison que le mieux lui paraissait être de laisser Khevenhüller maître d'adopter toutes les mesures qu'il croirait utiles et libre de régler à son gré la marche de ses troupes et le développement de ses opérations[1].

Le seul fait que les régiments appelés d'Italie n'avaient ni artillerie ni équipages de pont, suffit du reste pour décider Khevenhüller à renoncer à les porter droit d'Innsbruck sur Munich et à leur envoyer l'ordre de se diriger sur la Haute-Autriche en passant par la Styrie, enfin à presser avant l'entrée de l'hiver, avant la période des grands froids qui arrête la navigation sur le Danube, la constitution des magasins, ainsi que la réunion des approvisionnements et des moyens de transport dont il avait besoin pour prendre l'offensive.

Le 22 novembre, Khevenhüller, sous les ordres duquel on plaçait les généraux Mercy d'Argenteau, Bärnklau, Lucchesi, Léopold Palffy, Wurmbrand, Moltke, Luzan, Bernes et Charles Palffy, était officiellement appelé au commandement en chef du corps chargé d'opérer dans la Haute-Autriche et en Bavière.

Pendant que les corps de troupe venant d'Italie entraient, du 31 octobre au 17 novembre, par Ala en Tyrol et se dirigeaient par Trente et le Puster-Thal sur Villach, Unzmarkt et Waidhofen sur l'Ybbs, où ces différents régiments devaient arriver du 10 au 30 décembre, Khevenhüller avait établi ses troupes irrégulières le long et en avant de l'Ybbs, jeté les hussards de Raab et de Komorn sur la rive gauche du Danube du côté de Freistadt et fait avancer ses dragons et ses cuirassiers jusqu'à Melk.

Dans l'intervalle, les Bavarois avaient continué leurs mouvements et leurs opérations en Bohême. Le 6 novembre, Törring avait occupé Budweis et Wesely; le gros des troupes françaises avait rejoint l'Électeur, le 12 et le 13, à Budweis. Gassion, arrivé du 2 au 6, à Pilsen, s'y était à peine arrêté vingt-quatre heures et s'était porté par Beraun dans la direction de Prague.

Sans attendre l'achèvement de la concentration franco-bavaroise sur la ligne Buweis—Wesely, l'Électeur avait, le 11 no-

---

[1] *Hofkammer Archiv.* Reichs-Acten, fasc. 165. Conferenz Protokoll, 8 novembre 1741.

vembre, quitté Budweis avec l'avant-garde pour opérer, en prenant par Pisek, sa jonction avec Gassion et pousser avec lui sur Prague et résolu de laisser Törring et Leuville à Budweis avec ordre de couvrir les abords de la Bohême et de garder les communications avec la Haute-Autriche.

Les Saxons de Rutowski, après avoir franchi la frontière de Bohême le 6, étaient parvenus le 16 novembre aux environs de Budin, tandis que l'armée autrichienne, placée désormais sous les ordres du grand duc de Toscane, et renforcée par quelques troupes venues de Vienne et de Hongrie, après s'être repliée de Silésie sur la ligne Znaym—Fratting—Zlabings, se reportait en avant et opérait, le 17, sa jonction avec le corps Lobkowitz du côté de Neuhaus.

Pendant ce temps Khevenhüller avait, sur la rive gauche du Danube, renforcé légèrement ses postes de Freistadt et ordonné, sur la rive droite, au feld-maréchal-lieutenant de Moltke de pousser des montagnes de la Styrie sur Gmunden et de réoccuper le Salzkammergut. Lui-même allait en même temps se porter sur Steyr, passer la Traun, occuper Enns et chercher à arriver à Linz et à rétablir par Budweis la communication entre son armée et celle du grand-duc.

Depuis les derniers jours de novembre, les opérations avaient d'ailleurs complètement cessé, quoique pour un temps seulement, en Bohême. Elles s'étaient terminées dans la nuit du 25 au 26 par la prise de Prague enlevée sans efforts par l'Électeur à la tête des troupes de Gassion et des Saxons de Rutowski.

Le grand-duc avait bien quitté Neuhaus le 19 pour secourir et dégager Prague, et obligé, par sa marche, Törring et Leuville à évacuer Budweis et Wesely pour se réunir à Protivin et prendre, par la rive gauche de la Moldau, la route de Prague. Mais, lorsque le grand-duc arriva le 27 à Beneschau, Prague avait capitulé depuis 36 heures, et, en raison même de l'époque avancée de la saison, il prit le parti de quitter Beneschau le 2 décembre pour mettre son armée en quartiers d'hiver sur la ligne Deutschbrod—Tabor—Bechin—Moldauthein—Pisek et Strakonitz, et de faire occuper Budweis par un détachement chargé de le relier avec Khevenhüller.

Avant de prendre eux aussi leurs quartiers d'hiver, les Franco-Bavarois avaient, de leur côté, décidé de s'emparer d'Eger

dont ils avaient besoin pour couvrir leurs derrières, et de Budweis dont la possession leur était indispensable pour communiquer avec la Haute-Autriche, et de déborder en outre l'aile droite autrichienne. D'Estrées se porta avec quatre régiments de cavalerie contre Eger; Piosasque avec neuf bataillons et seize escadrons bavarois et d'Aubigné avec douze bataillons et dix-sept escadrons français prirent le chemin de Pisek et de Budweis. Enfin Polastron avec sept bataillons et quinze escadrons français, Birkholz avec six bataillons et six escadrons saxons que devaient appuyer vingt-cinq escadrons prussiens de l'armée du prince héréditaire d'Anhalt, avaient ordre de prendre leur direction sur Iglau et Pilgram. 25,000 à 30,000 hommes restèrent à Prague après le départ de ces trois colonnes.

A la nouvelle de ces différents mouvements, nouvelle qu'il reçut à Neuhaus le 7 décembre, le grand-duc résolut de concentrer le gros de son armée à Wittingau, de laisser Lobkowitz sur la Sazawa et de porter à quatre bataillons la force du détachement de Budweis. Il ne devait pas tarder du reste à se mettre lui-même en marche sur Budweis (21 décembre).

Khevenhüller n'avait pas perdu son temps. Il avait pressé ses préparatifs, fait inquiéter les garnisons françaises de Steyr et d'Enns, activé la marche de son artillerie et de son équipage de pont, disposé enfin les cantonnements des troupes qui arrivèrent successivement, et à peu près aux époques fixées, sur les points qu'il leur avait assignés dans la Basse-Autriche. Enfin le 20 décembre, Khevenhüller quittait définitivement Vienne, s'arrêtait trois jours à Melk et arrivait le 25 à Amstetten, où il allait prendre ses dernières dispositions et rédiger ses ordres de mouvement.

L'année 1741 s'acheva d'ailleurs sans qu'il y ait rien de bien intéressant à signaler. D'Estrées, arrivé le 8 décembre devant Eger, avait infructueusement sommé le commandant de cette place de capituler. Après avoir conféré avec l'Électeur qu'il avait été rejoindre à Prague, il retourna devant Eger qu'il se contenta d'investir de près.

Le corps de Polastron, chargé de déborder la droite autrichienne, avait commencé par pousser une avant-garde sur Beneschau, pendant que les Saxons du général-lieutenant Birkholz, venant de Prague, s'établissaient de leur côté le

6 décembre à Kaurim. A la suite d'un accord intervenu avec Frédéric II qui avait finalement consenti à adjoindre aux Français de Polastron et aux Saxons de Birkholz les vingt-cinq escadrons du général-lieutenant Gessler, et promis de leur fournir des renforts d'infanterie, cette colonne avait atteint, le 15 décembre : la cavalerie prussienne, Chrudim; Polastron, Goltsch-Ienikau, et Birkholz, Hermanmestetz. On s'était d'ailleurs, sur la proposition de Frédéric, décidé à prendre des quartiers d'hiver que Polastron et Birkholz devaient couvrir en allant occuper Deutschbrod. Le 20 décembre, Polastron s'avançait jusqu'à Habern et Przibram, Birkholz jusqu'à Chotebor; mais ils ne crurent pas devoir pousser plus avant, parce que Polastron s'exagéra la force du petit corps de Lobkowitz, si bien que, à la fin de l'année 1741, le gros des troupes du feld-maréchal occupait encore Deutschbrod.

Il ne reste plus pour compléter l'exposé de la situation des belligérants en Bohême qu'à dire deux mots de ce qui s'était passé du côté de Budweis. D'Aubigné avait commencé par envoyer à Pisek une avant-garde bavaroise aux ordres de Piosasque qui, après avoir enlevé cette petite ville, avait continué le 7 sa marche de Protiwin sur Budweis et s'était emparée le 9 du château-fort de Frauenberg. Le 8, d'Aubigné, arrivé avec son gros à Pisek, y avait laissé deux brigades françaises et avait opéré le 11 sa jonction avec Piosasque. Prévenu d'un gros rassemblement autrichien à hauteur de Neuhaus, de la présence à Budweis de forces relativement considérables, d'Aubigné arrêta son mouvement et cantonna ses troupes sur la ligne Pisek—Hlaboka—Protiwin.

Mais dans la nuit du 20 au 21, le grand-duc de Toscane, rejoint par les quatre régiments de cavalerie qu'il attendait, avait donné à son armée l'ordre de se porter sur Budweis, et d'Aubigné avait, aussitôt qu'il eût connaissance de ce mouvement, évacué Protiwin et pris ses mesures pour se concentrer à Pisek.

L'émotion causée à Prague par le mouvement du grand-duc avait été si grande que Belle-Isle avait aussitôt dirigé sur Pisek la brigade de La Marine et que, quelques jours plus tard, le 24, le maréchal de Broglie, qui venait de succéder à Belle-Isle, avait cru nécessaire de se rendre à Pisek et d'y prendre en personne le commandement des troupes de d'Aubigné.

Pendant que de Broglie courait sur la route de Prague à Pisek, le grand-duc de Toscane passait, le 24, la Moldau sur deux colonnes, s'arrêtait, le 25, à Wodnan pour faire reposer ses troupes, atteignait Protiwin le 26 et réunissait ses deux échelons le 27 à hauteur de Selibau. Quant à Broglie, dès son arrivée à Pisek, il avait aussitôt rassemblé toutes les forces dont il disposait sur une forte position sur la rive gauche de la Wottawa.

Le 28, l'armée autrichienne se présentait et se déployait devant les lignes de Broglie, mais sans l'attaquer. Le grand-duc, dans l'espoir d'amener le maréchal à accepter la lutte sur un terrain qu'il avait choisi sur la droite de la Wottawa et sur lequel il avait formé son armée en ordre de bataille, fit inquiéter, le 28 au soir, Pisek et le détachement auquel Broglie avait confié la défense de cette ville. Broglie se garda de donner dans le piège par trop évident qu'on lui tendait, et le grand-duc, croyant que son adversaire se disposait à battre en retraite, craignant de compromettre le résultat qu'il avait obtenu en continuant l'offensive, ramena le 29 son armée dans le camp de Selibau, où elle passa la journée du 30 avant de revenir le 31 sur Protiwin[1], où son chef lui fit prendre des quartiers d'hiver. Broglie, après avoir tenté un coup de main insignifiant et timide sur Selibau, resta de son côté aux environs de Pisek.

Enfin, comme nous avons eu occasion de le dire dans une

---

[1] *Correspondance politique*, 639. Au cardinal Fleury, Berlin, 20 décembre. La désignation du maréchal de Broglie n'avait pas eu le don de plaire à Frédéric. « Pour Dieu et pour votre gloire, écrivait le roi de Prusse, délivrez-nous du maréchal de Broglie, et pour l'honneur des troupes françaises rendez-nous le maréchal de Belle-Isle. » Et un peu plus loin, *ibidem* 643, à Belle-Isle, Berlin, 23 décembre, il est encore plus sévère dans les jugements qu'il porte sur le nouveau commandant en chef de l'armée française. Après avoir approuvé les dispositions prises par Belle-Isle pour déloger les Autrichiens de Budweis, il ajoute, faisant allusion à la surprise que les Autrichiens avaient réussie en 1734 contre le camp du maréchal de Broglie : « Il est à présumer que votre présence peut apporter un poids très considérable dans l'affaire de l'élection,.. pourvu néanmoins qu'on vous rende à votre poste vers l'entrée de la campagne, sans quoi on peut craindre avec raison que la Sazawa ne fasse le second tome de la Secchia. » Cela ne suffit pas encore au roi et le 15 janvier 1742, il écrit encore, *Ibidem*, n° 663, à Fleury : « Vous savez la catastrophe de la Haute-Autriche et de la Bavière. Vous savez comme Neipperg a dupé Broglie à Pisek. » Et le même jour, *Ibidem*, n° 664, il dit à Belle-Isle : « Je vous demande à corps et à cris, car vos troupes françaises, qui sont des héros sous vos ordres, ne sont que des c..... sous Broglie. »

étude précédente, Frédéric avait, vers la mi-décembre, déchiré l'acte de Klein-Schnellendorf, recommencé les hostilités contre les Autrichiens et fait entrer ses troupes en Silésie et en Moravie. Le 20, Truchsess avait occupé Freudenthal, et Schwerin, Troppau. Le 24, ces deux groupes s'étaient réunis à Sternberg; le 25, Schwerin était devant Olmütz qui capitulait le 27, et le 28, il cantonnait ses régiments sur la ligne Müglitz—Olmütz—Prerau.

VIII.

LA RETRAITE DE SÉGUR. — LA CAPITULATION DE LINZ ET DE PASSAU.

Laissé dans la Haute-Autriche avec six bataillons, deux escadrons et quelques canons, chargé de conserver cette province à l'Électeur, de couvrir de ce côté les abords de la Bavière, d'assurer enfin les communications avec l'armée qui s'était portée sur Prague, Ségur s'était, sans perdre un instant, occupé de retrancher la rive gauche de l'Enns depuis Ternberg jusqu'à son confluent dans le Danube, d'essayer de donner à Linz un semblant de valeur défensive par l'établissement de flèches, de palissades et de coupures.

Sur les instances et les représentations de Belle-Isle, justement alarmé de la faiblesse du petit détachement de Ségur, on s'était enfin décidé à ordonner aux cinq bataillons et aux deux régiments de dragons de du Châtel de quitter leurs positions du côté de Füssen, sur les confins de la Bavière et du Tyrol, et de rejoindre Ségur qui, à partir du 3 décembre, se trouva ainsi disposer de onze bataillons et de dix escadrons. Il en établit environ la moitié sur la ligne de l'Enns, envoya un régiment de dragons à Wels et garda le reste en réserve à Linz. 600 Bavarois occupaient, plus en amont du cours de l'Enns, Ternberg et Windischgarsten.

Ce ne fut pas sans peine que, convaincu que, surtout pendant l'hiver, loin de songer à pénétrer en Bavière par le Sud, les Autrichiens chercheraient au contraire à y entrer par l'Est, et seulement après s'être rendus maîtres de la Haute-Autriche, Belle-Isle parvint à arracher à l'Électeur l'ordre qui, rappelant Minuzzi des frontières méridionales de la Bavière, des confins du Tyrol, l'envoya rejoindre Ségur. Du 15 au 18 décembre, ce petit détachement, fort de cinq bataillons et cinq escadrons, arriva sur les bords de l'Enns et permit de la sorte à Ségur de répartir ses troupes sur les points suivants : En première ligne, à Enns,

trois bataillons et quatre escadrons français; à Kronsdorf, un bataillon; à Gleink, cinq bataillons; à Steyr et en amont de cette ville, cinq bataillons bavarois. En deuxième ligne, deux escadrons français, à Neuhofen; cinq escadrons bavarois, à Wels; enfin à Linz, six bataillons d'infanterie française, huit compagnies de grenadiers et quatre escadrons de dragons. 600 miliciens bavarois continuaient à garder la Haute-Enns à Windischgarsten et Klausen.

Dès les premier jours de décembre, Ségur n'avait plus conservé le moindre doute sur l'imminence de l'attaque. Le 8, le lieutenant-colonel Menzel avait surpris Enns. Des troupes légères formaient de tous côtés un rideau qui masquait les mouvements de concentration et d'approche du gros des troupes de Khevenhüller. Les hussards battaient l'estrade de toutes parts et s'étaient montrés jusqu'aux environs de Passau. Aussi, dès l'arrivée de Minuzzi, Ségur lui avait-il fait connaître les éventualités en vue desquelles il fallait se préparer, la conduite qu'il y aurait lieu de tenir selon les cas, et les propositions qu'il allait soumettre à l'approbation de l'Électeur [1]. L'officier (capitaine de Marcieux), qui portait le mémoire à Prague, avait été chargé de faire valoir verbalement les avantages stratégiques qui résulteraient de l'évacuation de la Haute-Autriche, l'intérêt qu'il y aurait à diriger sans plus tarder le petit corps de Ségur soit sur la Bohême, soit sur la Bavière. Mais lorsque l'officier arriva à Prague, les Électeurs étaient réunis à Francfort et l'on était presque à la veille de l'élection. Craignant que l'évacuation de la Haute-Autriche et la rentrée des Autrichiens à Linz ne lui fassent perdre des voix, Charles-Albert n'hésita pas à donner à Ségur l'ordre formel de tenir à Linz jusqu'à la dernière extrémité [2]; ordre qui fut remis à Ségur, au moment où Khevenhüller venait d'arrêter définitivement ses dispositions d'attaque de la ligne de l'Enns.

Le feld-maréchal avait en effet décidé de former son armée en trois corps, de confier à Mercy d'Argenteau et au comte Charles Palffy le commandement de ses deux ailes, de se réserver le

---

[1] *Archives de la Guerre*. Mémoire adressé à l'Électeur, Linz, 19 décembre 1741, signé par Ségur, Minuzzi, Marcieux et du Châtel.

[2] *Archives de la guerre*. L'Electeur à Ségur, Prague, 26 décembre.

corps principal, celui du centre, et de donner à ces trois subdivisions la composition suivante : Le gros, avec lequel marchaient le feldzeugmeister comte Wurmbrand et les généraux-majors Bärnklau, Léopold Palffy et Bernes, présentait une force totale de onze bataillons d'infanterie, huit compagnies de grenadiers, trois régiments de cuirassiers et de dragons, 500 à 600 hussards; l'artillerie et l'équipage de pont étaient attachés à ce groupe. Mercy d'Argenteau, auquel Khevenhüller avait adjoint le feld-maréchal-lieutenant Dungern, disposait de six bataillons, de quatre compagnies de grenadiers, de 2,000 hommes des confins militaires (de Warasdin), des Croates postés dans le principe dans la Haute-Styrie, de 300 Pandours de Trenck[1], d'un régiment de dragons, de la presque totalité des hussards de Baranyayt et du contingent monté des confins militaires de la Maros. Quant à Palffy, il n'avait avec lui que trois bataillons, une compagnie de grenadiers, un régiment et demi de dragons et quelques hussards.

---

[1] Il s'agit ici du fameux baron de Trenck. Né à Reggio, en Calabre, le 1er janvier 1711, fils d'un lieutenant-colonel au service de l'Autriche, descendant d'une famille originaire de Prusse, mais établie en Esclavonie, enseigne au régiment d'infanterie Palffy, en 1729; passé au service de la Russie où sa mauvaise tête lui valut un long emprisonnement dans une forteresse, revenu en Aûtriche à l'expiration de sa peine, Trenck leva, en 1741, et mit à la disposition de Marie-Thérèse 1000 Pandours dont on lui confia le commandement.

Après avoir fait, au printemps de 1741, la campagne contre la Prusse, Trenck fut envoyé avec ses Pandours à l'armée de Khevenhüller et s'y fit remarquer par de hardis coups de main dont il ternit l'éclat par l'indiscipline qu'il toléra chez ses soldats, par les exactions de toutes sortes qu'il commit afin de s'enrichir personnellement et qui lui valurent de sévères avertissements et de nombreuses réprimandes, tant de Khevenhüller que de Marie-Thérèse. En 1742, il sembla s'être quelque peu amendé, se distingua par de nouveaux faits d'armes qui lui valurent le grade de lieutenant-colonel; mais pendant l'automne de 1742, lors de la prise de Cham, il commit de telles horreurs que Marie-Thérèse les condamna sévérement et dont l'impression ne s'effaça plus de son esprit. Malgré l'aversion que lui inspira dès lors Trenck, il lui rendit cependant des services tellement signalés au cours des campagnes subséquentes qu'elle dut lui conférer, en 1745, le grade de colonel. Traduit peu après en justice pour y répondre de nouveaux forfaits et des crimes dont on l'accusait, condamné à mort, Trenck, dont la peine fut commuée, en considération des services qu'il avait rendus, en celle de détention perpétuelle, fut enfermé au Spielberg (citadelle de Brünn), où il mourut le 4 octobre 1749. Pendant son emprisonnement, Trenck rédigea son autobiographie qui parut à Leipzig, en 1747, sous le titre de : *Leben und Thathen des alten Freiherrn von Trenck.*

Ce fut le 25 décembre, presque aussitôt après avoir procédé à ces dernières mesures d'organisation que, à peine arrivé à Amstetten, Khevenhüller expédia ses ordres de mouvement[1] : Mercy devait employer les douze bateaux dont il disposait à jeter un pont sur l'Enns à Losenstein, pousser ses Pandours contre le pont de Steyr afin d'alarmer les troupes chargées de le garder et entrer à Steyr, dans le cas où cette ville aurait été évacuée. Aussitôt après avoir pris pied sur la gauche de l'Enns, Mercy devait attaquer et enlever les redoutes, se garder de perdre son temps devant Steyr ou de se laisser leurrer par les démonstrations éventuelles des Franco-Bavarois, mais se porter au contraire de suite du côté du gros afin d'opérer au plus vite sa jonction avec le feld-maréchal.

Ce gros, chargé de forcer le passage de l'Enns en présence de l'ennemi, et formé sur trois colonnes, devait franchir la rivière aux gués d'Ernsthofen, Haidershofen et Kronsdorf, se former en bataille dès qu'il aurait pris pied sur la rive gauche, l'infanterie faisant front, moitié contre Steyr, moitié contre Enns, la cavalerie aux deux ailes, les hussards poussant de suite vers St-Florian et battant le pays jusqu'à la Traun. Le corps de Palffy, établi à l'aile droite du feld-maréchal, se bornerait au début à observer Enns dont il inquiéterait et attaquerait la garnison dès que le gros de l'armée aurait commencé son passage. Dans le cas où Palffy réussirait à enlever Enns, il devait, après y avoir laissé un bataillon, serrer de suite sur le gros, pendant que les troupes postées à Mauthhausen se porteraient, avec 300 dragons qu'on leur adjoignait, sur Steyeregg (rive gauche du Danube) pour ramasser, en se dirigeant sur Gallneukirchen, tout ce qui essayerait de filer de Linz vers la Bohême. Le détachement envoyé à Freistadt avait également ordre de se rapprocher de Linz, tout en poussant, du côté de Passau, des hussards, dont l'apparition et la présence devaient donner des inquiétudes à la garnison bavaroise de cette ville.

Le feld-maréchal recommandait en outre d'attaquer carrément l'ennemi partout où on le rencontrerait, à la cavalerie de ne pas s'amuser à tirailler, mais de charger à fond. A l'exception des

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten, Oesterreich und Bayern) 1741, XIII, 16.

trois pièces attribuées au corps de Mercy et de deux au corps de Palffy, l'artillerie tout entière marchait avec les grenadiers et devait, après avoir préparé par son tir le passage de l'Enns, s'établir derrière l'infanterie, dès que celle-ci aurait pris pied sur la rive gauche. Les corps avaient ordre de laisser leurs bagages dans leurs quartiers et de distribuer aux hommes deux rations de pain et deux rations de biscuit. La cavalerie s'aligna à quatre jours d'avoine et deux de foin.

Le 29 décembre, Khevenhüller recevait à Haag une dépêche du feld-maréchal-lieutenant Moltke l'informant de son arrivée à Aussee; le 30, il était à Brunnhof (ouest de Salaberg) où le gros de son armée était déjà rassemblé, et, dans la nuit du 30 au 31, cette colonne se mettait en mouvement vers l'Enns.

Mais, pendant qu'il faisait travailler à l'établissement d'un pont à proximité du gué d'Ernsthofen, le feld-maréchal reçut l'avis que son corps de gauche avait réussi à passer l'Enns sans coup férir, à deux heures du matin, à Losenstein. Mercy, continuant sa marche, lui faisait savoir en outre que les Franco-Bavarois avaient évacué leurs postes retranchés de Ternberg et de Steinbach. Les progrès et le mouvement de Mercy permirent par suite au gros de l'armée de Khevenhüller de passer l'Enns à hauteur de Zurndorf, presque sans avoir besoin de s'engager. A droite, Palffy avait fait une démonstration du côté d'Enns, et, plus à gauche, les hussards de Trenck étaient entrés à Steyr, évacué dès 5 heures du matin par les Bavarois.

Minuzzi, prévenu le 31 au matin, que les troupes de Mercy avaient surpris pendant la nuit les passages de l'Enns à hauteur de Ternberg, et qu'une autre colonne autrichienne avait franchi la rivière à Ernsthofen, et craignant d'être coupé de Linz, avait en toute hâte rassemblé son monde en arrière de Steyr et s'était presque immédiatement mis en retraite sur Ebelsberg.

Ce mouvement de Minuzzi découvrait les deux bataillons français postés à Brunnhof, et après leur avoir prescrit de brûler le pont et de le rejoindre à Enns, du Châtel dût se résigner à se replier, lui aussi, sur Ebelsberg. Enfin, lorsque Ségur, accouru de Linz, arriva sur le terrain, Palffy était déjà entré à Enns, et les troupes franco-bavaroises étaient en pleine retraite sur toute la ligne.

Grâce au mouvement débordant de Mercy et à la rapidité de

la marche de son gros, Khevenhüller avait, dès le début des opérations, réussi non seulement à faire tomber sans coup férir la ligne de l'Enns, mais à obliger Ségur à lui abandonner sa deuxième ligne de défense, formée par la Traun. Aussitôt après avoir passé l'Enns Khevenhüller avait, en effet, poussé sur Wels toute sa cavalerie et tous ses hussards et prescrit au général Bernes de mettre sa droite à Wels et de s'étendre à gauche jusqu'à Efferding.

Le soir même, Bärnklau recevait l'ordre de se porter avec deux régiments de cavalerie sur Gmunden et de réoccuper le Salkzammergut. Il devait être soutenu dans cette opération par la colonne du feld-maréchal-lieutenant Moltke débouchant de la Haute-Styrie.

Suivis pendant toute leur retraite par les troupes légères de Khevenhüller, les Franco-Bavarois découragés et démoralisés par les événements de la journée, vinrent se masser autour de Linz dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier 1742, tandis que leurs chefs, convoqués par Ségur, passaient la nuit à délibérer sur la situation sans pouvoir arriver à s'entendre et à prendre un parti.

Bien que Ségur se fût efforcé de démontrer à Minuzzi les dangers auxquels on s'exposait en s'entêtant à tenir dans une ville ouverte telle que Linz, insuffisamment approvisionnée et loin de tout secours, le général bavarois refusa de consentir à l'évacuer et à se replier sur la Bavière, sans un ordre formel de l'Électeur. Force fut à Ségur de céder et d'envoyer au maréchal de Broglie à Pisek, à l'Électeur et à Belle-Isle, deux officiers chargés de leur rendre compte de sa position et de réclamer la mise en route immédiate des renforts qui seuls pouvaient le dégager et lui permettre de résister utilement à Linz.

Khevenhüller avait eu d'abord l'intention de presser la marche des événements et d'attaquer immédiatement Linz. Mais la rigueur anormale de la température, une violente tourmente de neige, l'épuisement de ses soldats et de ses chevaux, enfin la nécessité d'attendre l'arrivée de ses convois l'obligèrent à modifier ses projets et à donner un peu de repos à son armée. Ségur ayant refusé à deux reprises d'accepter la capitulation qu'il lui avait fait offrir, il ne restait d'autre ressource à Khevenhüller que de se hâter d'investir Linz de tous côtés. La chose était d'autant

plus délicate que le Danube charriait de gros glaçons et qu'il lui avait fallu replier le pont qui lui permettait seul de communiquer avec le détachement qu'il avait jeté sur la rive gauche du fleuve.

Le 3 janvier, grâce à l'occupation d'Efferding, l'investissement était cependant complet sur la rive droite; mais sur la rive gauche, afin d'empêcher Ségur de ramener tout son monde vers cette rive et de brûler le pont de Linz, on avait dû se borner à faire avancer sur Linz le détachement de Freistadt qui avait tiraillé avec les postes avancés du côté d'Urfahr et auquel on avait fait prendre position à Gallneukirchen.

Les jours suivants, afin de mieux préparer l'attaque de Linz, Khevenhüller rapprocha sa cavalerie de la ville, fit passer la Traun à son infanterie et resserrer encore les lignes d'investissement. Plus au Nord, ses hussards continuèrent à battre le pays du côté de Schärding et de Passau, pendant que sur l'Enns, on s'emparait des quelques points encore au pouvoir des Franco-Bavarois, tels que Clausen, Windischgarsten, Spital et le château de Mauthausen.

Enfin, comme, rien que par une simple marche militaire, Bärnklau avait reconquis le Salzkammergut sans brûler une amorce, toute la Haute-Autriche, à l'exception de Linz, se retrouvait de nouveau, dès les premiers jours de l'année, au pouvoir de Marie-Thérèse. Et cette dernière ville, elle-même, devait d'autant moins tarder à tomber entre les mains de Khevenhüller, que non seulement les 12,000 hommes de Ségur étaient déjà à court de vivres, mais que, de plus, la population de la ville était manifestement hostile aux Bavarois.

Le 10 janvier, après avoir reconnu en personne les abords de la place, Khevenhüller[1], qui avait pu se convaincre qu'une attaque de vive force lui coûterait trop de monde, résolut de la bloquer de plus près encore, de charger de ce service 6,000 hommes de troupes régulières et 3,000 miliciens de la Haute-Autriche, et proposa à Marie-Thérèse de se porter pendant ce temps, et sans attendre une capitulation qu'il croyait certaine

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bayern) 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, Wilkering, 11 janvier 1742, I, 19.

et prochaine, avec le reste de son armée vers l'Inn et la Bavière.

Marie-Thérèse n'osa pas donner son approbation à la proposition de Khevenhüller, et, le 16 janvier, elle lui recommanda de nouveau de presser par tous les moyens possible la prise de la capitale de la Haute-Autriche [1].

En attendant l'arrivée de l'artillerie de siège, promise et annoncée par Marie-Thérèse, Khevenhüller ne put donc que continuer à rapprocher progressivement ses troupes de la place.

Le même jour, 16 janvier, Ségur essaya de se donner un peu d'air en faisant exécuter deux sorties sur la rive droite du Danube, l'une du côté de Wilkering, l'autre du côté de Klein-München. Toutes deux échouèrent piteusement. Un colonel, cinq officiers et près de 350 hommes restèrent entre les mains des dragons et des hussards autrichiens. On n'avait pas été plus heureux sur la rive gauche du fleuve. Bien que l'on eût momentanément réussi à enlever Gallneukirchen, on n'avait pu parvenir à s'y maintenir et l'on dut, en fin de compte, rentrer à Linz après avoir laissé plus de 200 hommes sur le terrain.

La situation de Ségur s'aggrava encore le lendemain par suite de l'arrivée à Gallneukirchen du général Kalkreuter, venant de l'armée de Bohême avec deux régiments de cuirassiers et un d'infanterie. L'arrivée de ces troupes était d'autant plus opportune que Khevenhüller avait cru prudent d'envoyer un de ses régiments de cavalerie renforcer à Schärding le général Bärnklau, qui pouvait, à un moment donné, être sérieusement menacé, si, comme le bruit en courait, l'Électeur avait réellement dirigé un corps bavarois des environs de Pisek sur Passau.

Le 20 janvier, le feld-maréchal recevait son artillerie de siège, et le 21, le grand-duc François de Toscane, qui avait remis le commandement de l'armée de Bohême au prince Charles de Lorraine, arrivait de Vienne au quartier général de Khevenhüller juste à temps pour assister à une nouvelle sortie infructueuse des Français. Le 23 janvier dans un conseil de guerre auquel le

---

[1] *Kriegs Archiv* Marie-Thérèse à Khevenhüller, Vienne, 16 janvier 1742. I, 25 1/2.

Grand-Duc avait assisté, on décida de faire jouer l'artillerie le lendemain, d'attaquer et d'enlever Linz. Les troupes autrichiennes exécutèrent leur mouvement pendant la nuit, et, le 23 janvier, deux heures avant le lever du soleil, le gros de l'armée de Khevenhüller était formé sur trois lignes, à cheval sur la route d'Ebelsberg, à portée de canon des faubourgs de Linz, l'aile gauche sous Bernes, l'aile droite sous Palffy, la deuxième ligne sous le général Luzan, la troisième sous Dungern : ces deux dernières lignes étaient exclusivement composées de cavalerie ; l'artillerie avait pris position de façon à pouvoir battre à la fois l'intérieur de la ville et le pont de bateaux. Sur la rive gauche, on devait, le 23 au point du jour, attaquer le village d'Urfahr, fortement occupé par les troupes de Ségur.

L'artillerie autrichienne ouvrit dès le matin le feu qu'elle continua sans grand succès pendant toute la journée jusqu'au moment où l'on donna aux Pandours et aux Croates l'ordre de pénétrer dans les faubourgs et de les incendier. En présence des incendies qui s'étendaient de plus en plus, et bien qu'il fut encore maître de toute la ville, Ségur crut le moment venu d'arrêter l'effusion du sang et d'épargner à la ville les horreurs qui sont la conséquence d'un assaut. Il fit battre la chamade et envoya un parlementaire traiter de la capitulation, qui fut conclue le 23 au soir et aux termes de laquelle les troupes françaises devaient sortir de la ville avec les honneurs de la guerre, leurs armes, leurs bagages, leurs canons, se diriger sur Donauwörth où elles resteraient jusqu'à la mi-avril, et rentrer en France à la condition de s'engager « à ne pas porter les armes contre Marie-Thérèse, ni directement ni indirectement, pendant l'espace d'un an ». Quant aux troupes bavaroises, elles devaient se rendre « par le même côté dans le haut Palatinat où elles seront logées dans le plat pays durant l'espace de ladite année[1] ».

Le 24 au matin, les Franco-Bavarois sortaient de Linz, où le Grand-Duc faisait son entrée à 2 heures de l'après-midi.

---

[1] Cf. *Correspondance politique*, n° 677. A Podewils, Olmütz, 30 janvier 1742 *a*..... « Ségur a fait une capitulation honteuse et la Bavière est ravagée ».

Pendant ce temps, Bärnklau et les colonnes volantes des lieutenants-colonels Menzel et Szillaggyi avaient fait, eux aussi, de sensibles progrès et remporté des avantages signalés sur la rive gauche du Danube.

Dès le 7 janvier, Menzel était entré à Schärding et y avait été rejoint quelques jours plus tard par le général Bärnklau, qui avait préalablement enlevé Ischl et Gmunden le 4, et qui s'était renforcé des 3,000 hommes du feld-maréchal-lieutenant Moltke, qu'on avait renvoyé de sa personne à Graz. En chemin, Bärnklau avait forcé le poste bavarois de Ried à capituler, et le 14 il était arrivé à Schärding. Entre temps, Menzel, entré en Bavière, y avait enlevé Vilshofen et le pont du Danube.

Dans l'intervalle, l'officier, envoyé par Ségur à Broglie, avait rejoint le 5 janvier le maréchal. Ignorant absolument ce qui se passait dans la Haute-Autriche, il avait résolu d'attendre tranquillement le résultat des opérations de Birkholz et de Polastron qui, au lieu de pousser, comme Broglie le pensait, jusqu'à Tabor et à Iglau, s'arrêtèrent à Deutschbrod que l'armée autrichienne de Bohême avait évacuée.

Loin de se rendre au désir de Ségur qui le suppliait de prendre résolument l'offensive pour le dégager, Broglie, se fondant sur l'épuisement de ses troupes, se contenta de donner à Törring l'ordre de se tenir prêt à se porter sur Passau avec ses Bavarois établis à Strakonitz et de chercher, si faire se pouvait, à s'ouvrir la route de Linz.

Entre temps, l'Électeur avait, lui aussi, reçu à Munich la nouvelle de la perte de la ligne de l'Enns et envoyé aussitôt à Minuzzi l'ordre de quitter Linz, de revenir sur l'Inn et de couvrir la Bavière. Mais l'investissement de la place empêcha le billet d'arriver à destination. D'autre part il avait prescrit à Piosasque de réunir à tout ce qu'il pourrait rassembler de milices le régiment posté sur la frontière du Tyrol et de se diriger avec ces troupes renforcées du régiment de dragons et du bataillon en garnison à Munich sur Braunau. Il avait de plus écrit au roi de Prusse et à l'Électeur de Saxe des lettres éplorées, par lesquelles il les suppliait de faire de suite une diversion sur la Moravie. Il n'avait pas manqué non plus de prier Broglie de se porter sur la Haute-Autriche; mais le maréchal lui répondit, à la date du 7 janvier, que l'immobilité et l'inaction des Prus-

siens et des Saxons le mettaient dans l'impossibilité de quitter Pisek.

Enfin, pour comble de malechance, ce fut le 10 janvier seulement que Törring put quitter Strakonitz et prendre le chemin de Passau. Arrivé le 13 à Winterberg, il forma son petit corps sur deux colonnes. L'une forte de huit bataillons et de six compagnies de grenadiers, de 50 dragons et de 2 pièces, et qu'il commandait en personne, devait marcher sur Passau par Ober-Moldau, Freyung et Hutthurn, tandis que l'autre, sous les ordres du feld-maréchal-lieutenant comte Raymond, composée de 16 escadrons et de la presque totalité de son artillerie, prenait une route un peu meilleure, celle qui, passant par Klattau, Furth, Cham et Straubing, aboutit également à Passau. L'effectif total de ces deux colonnes s'élevait à 5,000 hommes et 2,000 chevaux.

Arrivé le 15, après une marche des plus pénibles à Hutthurn, Törring y apprit que Piosasque n'avait pu parvenir à prévenir les Autrichiens à Schärding et résolut par suite d'attaquer de suite ce point dont la possession était essentielle pour lui, puisque seule elle lui assurait la libre disposition de la ligne de l'Inn.

Il avait eu, au premier moment, l'intention d'enlever Schärding par une attaque combinée, exécutée simultanément par ses troupes et celles de Piosasque. Les renseignements que cet officier général lui fit parvenir le décidèrent à modifier ses projets et à se porter sur Schärding, non plus par la rive droite, mais par la rive gauche de l'Inn, et, dans la nuit du 16 au 17, après avoir défilé par Passau et le Neuenburger-Wald, il essaya de profiter de la rentrée dans Schärding d'un convoi de fourrages pour se glisser en même temps que lui dans la place. Mais la vigilance de Bärnklau et le fait que l'avant-garde bavaroise, déjà arrivée à hauteur de la tête de pont, avait ouvert le feu sur l'escorte de ce convoi privèrent Törring des quelques chances de succès qu'aurait pu avoir son stratagème.

Ce fut en vain qu'il essaya, dans la matinée du 17, d'enlever d'assaut les portes de Schärding. Vers 1 heure, Bärnklau, sortant de la place, chassait au contraire de la tête de pont les six compagnies de grenadiers bavarois et les rejetait sur leurs réserves après leur avoir infligé des pertes si sensibles que Törring, auquel Piosasque n'avait envoyé aucun renfort, se décida

à renoncer à son entreprise et se replia vivement sur Braunau.

Attaqué par les chasseurs de Menzel, accourus de Vilshofen au passage de la Rott qu'il parvint cependant à s'ouvrir, poursuivi et malmené pendant plus de deux heures par l'infanterie de Bärnklau, Törring, dont la retraite se changea en déroute, n'avait plus autour de lui, le 18 au matin, lorsqu'il revint à Braunau, que 200 fantassins et quelques dragons. Il avait laissé entre les mains de Bärnklau dix drapeaux, quatre canons, un obusier et toute son argenterie enlevée par les hussards. Son infanterie presque tout entière s'était débandée en jetant ses armes, et la consternation du maréchal bavarois était si grande qu'il n'osa pas informer l'Électeur de l'échec qu'il venait d'essuyer. Ce fut Piosasque qui s'acquitta indirectement de cette mission en ajoutant à une de ses lettres un post-scriptum ainsi conçu : « J'ai la douleur d'annoncer respectueusement à Votre Altesse que le maréchal comte Törring a été battu, et supplie Votre Altesse de n'en rien dire [1] ».

La défaite complète de Törring à Schärding ne pouvait manquer de décider Khevenhüller à s'emparer de Passau, avant que l'Électeur ait eu le temps d'y renvoyer du monde. En raison même de la neutralité de cette ville, il avait cependant cru nécessaire de s'y faire autoriser à l'avance par Marie-Thérèse, et donné en conséquence à Bärnklau l'ordre de prendre possession de cette ville. Le 23 au matin, les hussards de Menzel occupèrent les hauteurs entre l'Inn et le Danube et sommèrent le commandant bavarois d'Oberhaus de leur en ouvrir les portes, pendant que Bärnklau investissait, de son côté, Passau dont le commandant avait, lui aussi, refusé de capituler et faisait connaître au comte Lamberg, cardinal-évêque de Passau, les ordres

---

[1] *Archives bavaroises*, Succession de Bavière, janvier 1742. Feld-maréchal lieutenant comte Piosasque à l'Electeur Charles-Albert, Braunau, 18 janvier 1742.

Cf. *Correspondance politique*, n° 668. Schmettau au roi de Bohême, Prague, 22 janvier 1742, après-midi à 2 heures : « J'avais déjà fini ma très humble lettre lorsqu'on reçut ici la mauvaise nouvelle de la défaite du comte de Törring qui est allé s'aventurer avec sa seule infanterie, qu'on assure n'être pas plus forte que de 1800 hommes, vers Schärdingen. Ce mal n'est pas grand à cause de la quantité des hommes perdus, mais à cause de la situation dangereuse du pays de Votre Majesté et du relèvement du courage des ennemis..... »

que lui avait donnés Khevenhüller. Le 24 au soir, après avoir consenti, sur la demande du cardinal, à laisser les Bavarois libres de se retirer, Bärnklau entrait à Passau. Le 25, le commandant d'Oberhaus rendait son fort dans les mêmes conditions.

Il avait suffi du petit détachement de Bärnklau pour disperser complètement le corps de Törring, pour arracher aux Bavarois les derniers postes qui leur restaient encore dans la Haute-Autriche. Enfin, par une singulière ironie du sort les troupes autrichiennes faisaient leur entrée à Linz et à Passau, au moment même où la diète de Francfort arrêtait son choix sur Charles-Albert et remettait les destinées du Saint-Empire Romain entre les mains d'un prince qui n'avait presque plus d'armée, auquel il restait à peine quelques milliers de soldats et qui, d'ores et déjà, se trouvait dans l'impossibilité d'épargner à ses propres États les horreurs de la guerre et les désastres de l'invasion.

IX.

LES AUTRICHIENS EN BAVIÈRE.

On avait, pour ainsi dire, porté en triomphe l'officier, le colonel comte Kuefstein, que Khevenhüller avait envoyé à Vienne pour annoncer à Marie-Thérèse la capitulation de Linz, et l'enthousiasme de la population de la capitale était devenu presque du délire, lorsqu'on reçut la nouvelle des succès remportés par Bärnklau En Bavière, au contraire, la consternation était si générale, si profonde. les craintes si vives, que l'élection de Charles-Albert y fut accueillie avec l'indifférence la plus absolue et ne put réussir à dissiper, même momentanément, les alarmes et le désespoir de ses sujets.

Quant à Marie-Thérèse, précisément parce qu'elle pouvait désormais envisager l'avenir avec plus de confiance, elle n'avait pas attendu les victoires de Khevenhüller et les progrès de Bärnklau pour protester, dès le 3 janvier, contre le résultat d'une élection dont elle n'entendait reconnaître la validité qu'à condition qu'elle se fit en pleine et entière conformité avec les stipulations de la Bulle d'Or.

Malgré l'immense satisfaction d'amour-propre que lui avait fait éprouver la proclamation du vote de la Diète de Francfort, Charles-Albert, aussi peu rassuré que ses sujets, n'avait pu parvenir à chasser de son esprit les tristes pensées, les sombres pressentiments qui l'obsédaient. Frédéric II avait eu beau rentrer en campagne, ses troupes envahir la Moravie, Schwerin faire capituler Olmütz, Khevenhüller n'en continuait pas moins à menacer ses États héréditaires, et le nouvel empereur n'en songeait que d'autant plus tristement aux dangers qu'ils couraient. Il constatait avec désespoir qu'il lui était impossible de les mettre à l'abri de l'invasion, et dans son découragement il en venait même à douter, non sans raison, de l'efficacité de la diversion que Frédéric avait d'ailleurs entreprise, non pas parce qu'il tenait à venir en aide à ses alliés, mais parce qu'il

lui importait, à lui-personnellement, de mettre un terme aux progrès des Autrichiens qui, en s'accentuant davantage, pouvaient devenir une source de dangers pour ses récentes conquêtes.

Frédéric avait du reste mis des conditions à son concours, exigé et obtenu le commandement des Saxons et du corps de Polastron[1]. Une défaite complète des Franco-Bavarois pouvait avoir pour lui des conséquences incalculables, que son intervention seule était de nature à conjurer. Enfin, en se donnant l'apparence de se dévouer pour Charles-Albert, il comptait bien se faire payer chèrement le service qu'il allait lui rendre et se faire octroyer de nouveaux agrandissements[2].

Bien que Frédéric ait refusé de se porter, comme Broglie le lui demandait, sur Tabor et Neuhaus, de prendre pour objectif l'armée autrichienne de Bohême, bien qu'il ait persisté à opérer sur la Moravie, la diversion qu'il allait exécuter avait suffi pour faire renaître les inquiétudes des ministres de Marie-Thérèse, pour les amener à penser que, sans renoncer pour cela à donner suite au projet d'invasion de la Bavière, il importait cependant de retirer à Khevenhüller quelques régiments qu'on enverrait renforcer l'armée du prince Charles.

Tout en procédant, au fur et à mesure de ses progrès, à la reconstitution sur des bases nouvelles de l'administration de la Haute-Autriche, Khevenhüller n'avait cessé de prendre les dis-

---

[1] *Correspondance politique*, n° 664. A Belle-Isle, Potsdam, 16 janvier 1742. « J'avertis d'avance qu'un roi de Prusse ne sert pas en subalterne et qu'il doit commander où il se trouve... ».

[2] *Correspondance politique*, n° 665. Au conseiller privé de guerre de Klinggraeffen, à Mannheim. Potsdam, 15 janvier 1742. « ... Pour d'autres prêts d'argent, je ne pourrai le faire sans avoir de sûretés entières, quoique cela se puisse faire en secret entre moi et le roi de Bohême, et on trouvera alors assez de moyens pour habiller la possession du cercle de Königgrätz que je demande pour hypothèque. Vous insinuerez tout cela d'une manière convenable au roi de Bohême et j'en attends la réponse au plus tôt... Il me semble que le service signalé que je viens de rendre au roi de Bohême en tâchant de le tirer d'un si grand embarras, mérite quelque reconnaissance. »

Le lendemain, 16 janvier, il prescrit à Podewils de recommander à Klinggræffen de bien faire remarquer : « Que je ne prétends garder ce district (Königgrätz) que pour la sûreté du remboursement de l'argent que j'avance au roi de Bohême ; qu'il ne sera démembré ni aliéné pour jamais de ce royaume, mais *qu'en tout cas je le posséderai à titre de fief...* »

positions qui devaient permettre à son armée victorieuse de continuer sa marche sur la Bavière. Dès le 26, il avait poussé sur Schärding, où le général Kalkreutter arriva, 48 heures plus tard, avec un régiment de dragons et tous les hussards, et fait savoir à Bärnklau que, dès que cette avant-garde aurait atteint les bords de l'Inn, il aurait à détacher du monde sur Straubing et Ratisbonne. Le lendemain 27, la cavalerie de l'armée, formée sur deux colonnes, alla par Efferding sur Passau, et par Lambach sur Braunau. L'infanterie la suivit dans la même formation et dans les mêmes directions le 28.

Le 26, Khevenhüller partait de Linz pour Passau avec Bärnklau, venu à son quartier général pour faire son rapport. Le 27, il sommait les commandants des deux seuls points encore au pouvoir des Bavarois, Braunau et Straubing, de lui rendre immédiatement ces places. Le 29, il communiquait à Peuerbach au grand-duc de Toscane, sur le point de retourner à Vienne, les résolutions auxquelles il venait de s'arrêter, et lui exposait les raisons pour lesquelles il croyait indispensable de « se rendre maître de Straubing, afin de tenir un front de Passau jusqu'à Ratisbonne[1] » et de couvrir et d'appuyer sa droite. Enfin le 31, il donnait à ses généraux, qu'il avait réunis autour de lui à Passau, ses ordres pour la continuation de la marche sur la Bavière. Son armée devait faire front à Munich et s'établir, la droite au Danube et à l'Isar, la gauche à l'Inn entre Schärding et Braunau, pendant que le feld-maréchal-lieutenant Stentsch, commandant des troupes en Tyrol, recevait l'ordre de prendre Reichenhall et de se relier à sa gauche.

Comme les commandants de Straubing et de Braunau avaient fait savoir qu'ils avaient demandé des ordres à Munich, comme d'autre part il avait appris, le 28 janvier, que le feld-maréchal-lieutenant Raymond se portait avec les deux régiments de cavalerie qu'il avait amenés de Bohême, de Straubing sur Braunau, Khevenhüller avait jugé utile d'établir devant Straubing le général Kalkreutter avec tous les hussards et deux régiments de dra-

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à la reine, Passau, 31 janvier 1742, I, 46.

gons, soutenus par quelques détachements d'infanterie et quelques canons.

Le 31 janvier, Bärnklau lui mandait que les Pandours du major Trenck avaient passé l'Isar, pris pied à Plattling où il les avait fait soutenir par 300 hussards et 500 fantassins.

Croyant savoir que quatre régiments de cavalerie bavaroise s'étaient repliés à la seule nouvelle de l'approche des Pandours, Bärnklau avait conçu le projet de passer l'Isar à Plattling avec son corps et de s'étendre par Landau jusqu'à Dingolfing.

Les Bavarois pliaient et cédaient le terrain partout, sans même essayer de résister. Törring, que les Autrichiens n'avaient pas pu poursuivre après l'affaire de Schärding, avait profité de ce répit pour laisser à ses lieutenants, qui y parvinrent du reste, le soin de se rallier à Burghausen et de faire « ramasser leurs soldats » qui s'étaient débandés, et pour se rendre de sa personne à Munich, où il resta jusqu'au 10 février.

N'ayant plus la moindre confiance dans la solidité de ses troupes, il avait résolu de se replier derrière l'Isar et laissé en partant l'ordre au feld-maréchal-lieutenant Morawitzky de ramener son infanterie par Wasserburg et Haag à Freysing, où il opérerait sa jonction avec la cavalerie de Raymond qui revenait sur ce point par Straubing et Landshut.

Le 3 février au matin, au moment où Khevenhüller se disposait à faire attaquer Braunau, le colonel bavarois, qui commandait dans cette place, l'évacua sans qu'on s'aperçut de son départ et ramena son régiment par Alt-Otting et Haag à Munich, tandis que le 4, Burghausen ouvrait ses portes à quelques hussards du lieutenant-colonel Menzel.

Bärnklau, de son côté, s'était établi sur l'Isar, à Plattling, Landau, Dingolfing, Deggendorf et Landshut.

Vers la mi-février, les troupes autrichiennes occupaient les positions suivantes : l'avant-garde tenait la ligne Deggendorf, Dingolfing, Ampfing et gardait le secteur du Danube entre Deggendorf et Passau pour se mettre à l'abri de tout mouvement venant de Bohême. Le feldzeugmeister Wurmbrand commandait les cantonnements le long du Danube; le général Bärnklau, posté sur l'Isar jusqu'à Dingolfing, se soudait au général Palffy qui, établi de Frontenhausen à Saint-Veit, se reliait, sur ce point, au cordon établi par le général Bernes jusqu'à l'Inn.

Le lieutenant-colonel Menzel, après avoir occupé Burghausen le 9 février, avait poussé sur Wasserburg, où il ne trouva personne et continué de là vers Munich. Mais le dégel, en arrêtant la marche de sa grosse artillerie, avait obligé Khevenhüller, dont le quartier général vint à Braunau le 6 février, puis un peu plus tard, à Landshut, à remettre à plus tard le commencement du siège de Straubing.

Pendant ce temps la tournure de plus en plus favorable prise par ses affaires en Italie avait permis à Marie-Thérèse d'informer Khevenhüller qu'elle comptait le faire soutenir par les troupes régulières et irrégulières qu'elle avait eu l'intention d'envoyer de l'autre côté des Alpes, dont une partie était déjà en route et auxquelles elle allait donner l'ordre d'exécuter par le Tyrol une diversion contre la Bavière. Bien qu'il n'y eût encore à hauteur de Brixen que 3,000 hommes des confins militaires, bien que le reste de ces troupes ne dût arriver en Tyrol, les premières que le 22 janvier, les autres du 8 au 28 février seulement, la reine, loin d'attendre que toutes ces troupes y fussent rassemblées, envoya aux 3,000 hommes déjà présents à Brixen l'ordre de se diriger sur Innsbruck et prescrivit au feld-maréchal-lieutenant Stentsch de les y tenir jusqu'à l'arrivée du régiment Daun qui devait atteindre cette ville au plus tard dans quelques jours, puis de pénétrer aussitôt en Bavière, de s'emparer des points principaux et de se conformer en tout point aux instructions que Khevenhüller lui ferait tenir.

Le 1er février, le feld-maréchal avait en effet envoyé à Stentsch un de ses officiers porteur de l'ordre lui enjoignant d'enlever Reichenhall. Entre temps, et dès que la chute de Braunau et de Burghausen lui eut donné la ligne de l'Inn, il avait poussé par Traunstein sur Kufstein le lieutenant-colonel Szilagyi qu'il chargea, avec 500 hussards, de faciliter la marche de Stentsch qu'on s'efforçait naturellement de tenir secrète. Le 9 février, Stentsch, parti d'Innsbruck la veille, prenait le commandement des troupes réunies à Kufstein.

Il n'y avait plus sur la frontière bavaroise, depuis le retrait des 13 bataillons et des 19 escadrons, envoyés les uns à Ségur, les autres rappelés sur l'Inn, que des milices et des chasseurs établis au château d'Auerburg, à Murau, à Nussdorf, Hohen-Schwangau et Füssen.

Le 11 et le 12 février, après avoir occupé Auerburg, que le commandant bavarois évacua à la première réquisition, les troupes de Stentsch franchirent la frontière du Tyrol sur deux colonnes. L'une, celle de droite, sous les ordres du général de Lannoy (forte d'environ 4,000 hommes) entra, sans rencontrer la moindre résistance, le 14 à Traunstein. L'autre, celle de gauche, conduite par le feld-maréchal-lieutenant Stentsch poussa, le 13, sur Neu-Beuern et Rosenheim, où le lieutenant-colonel Szilagyi arrivait de son côté le 14. A partir de ce moment toute la partie de la Bavière au sud du Danube, à l'est de la ligne Deggendorf—Dingolfing—Ampfing—Rosenheim, et à l'exception de quelques points tels que Reichenhall, était tombée tout entière, et pour ainsi dire sans coup férir, au pouvoir des troupes de Khvenhüller.

Quant aux milices bavaroises, elles avaient disparu et s'étaient débandées à l'approche des Autrichiens.

Mais, pendant que Khevenhüller faisait des progrès incessants en Bavière, au moment où l'on pouvait déjà prévoir l'occupation prochaine de Munich, l'horizon s'était de nouveau assombri en Bohême et en Moravie à partir du jour, où déchirant l'acte de Klein-Schnellendorf, rompant, parce que son intérêt le lui commande, ce qu'il affectait d'appeler négligemment « cette espèce de trêve avec les Autrichiens »[1], Frédéric II avait recommencé les hostilités. Il ne sera pas inutile de rappeler que, au moment où le roi de Prusse concentrait sur Olmütz toutes les forces qu'il avait en Silésie, en Bohême et dans le comté de Glatz et se disposait à rentrer en ligne, la principale armée de Marie-Thérèse se tenait aux environs de Budweis, face à Broglie, établi à Pisek, et que Lobkowitz, posté à Iglau, avait devant lui les Saxons de Rutowski et la division française de Polastron.

Vers la fin de janvier, dès qu'on reçut à Vienne la première nouvelle de la marche des Prussiens, Marie-Thérèse avait, en présence de l'affolement de ses conseillers, consenti à donner, aux trois régiments qu'on avait dirigés de la Bohême sur Linz pour

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps.*

renforcer Khevenhüller, l'ordre de revenir sur Budweis [1]. D'accord avec le Grand-Duc qui désapprouvait cette mesure, le feld-maréchal avait aussitôt supplié la reine de lui laisser ces régiments en insistant sur le fait qu'il avait plus que jamais besoin de cavalerie et qu'en le privant de cette arme, si nécessaire en Bavière, on risquait non-seulement d'arrêter sa marche, mais de compromettre le résultat de ses opérations [2].

Mais, avant même qu'elle eût reçu la lettre de Khevenhüller, la reine avait dû, cédant aux sollicitations et aux craintes de son entourage, se décider à réunir à Vienne, le 28 janvier, un grand conseil de guerre dont, heureusement pour elle, Marie-Thérèse eût l'énergie et le sang-froid de ne pas accepter les résolutions aussi dangereuses que timorées.

Sans prendre la peine d'examiner et de se poser la question de savoir si Frédéric se contenterait d'attaquer Brünn ou s'il allait, après avoir opéré sa jonction avec les Saxons, vouloir entrer dans la Basse-Autriche, le conseil avait déclaré que l'armée du prince Charles devait à tout prix s'opposer aux entreprises du roi. Sans se prononcer d'une manière formelle sur le choix et la nature des moyens à employer à cet effet, la majorité des membres de ce conseil, auquel avaient assisté les feld-maréchaux Königsegg, Neipperg et Harrach, les généraux de cavalerie Liechtenstein et Batthyany et le chancelier de Bohême Kinsky, déclara qu'après la prise de Braunau et de Passau, il faudrait arrêter les opérations en Bavière, recommander à Khevenhüller de s'établir en cordon le long de l'Inn, de ne laisser au delà de cette rivière que ses troupes légères et de rapprocher de Vienne ceux de ses régiments dont il pourrait désormais se priver et qu'on se réservait d'envoyer, en cas de besoin, au prince Charles. Le conseil, considérant que les progrès ultérieurs qu'on ferait en Bavière seraient inutiles, qu'il ne s'agissait plus à l'heure présente que de couvrir Vienne et de porter toutes les forces dont on disposait contre Frédéric, avait en somme recommandé à la

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bohême). Marie-Thérèse au grand-duc, 17 janvier 1742, I. 45.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742 Khevenhüller à Marie-Thérèse, Passau, 1er février 1742, II, 1.

reine d'affaiblir Khevenhüller, de renforcer le prince Charles et de protéger la Basse-Autriche à l'aide d'un cordon de troupes disposé le long de la March et dans la Haute-Hongrie [1].

Malgré son peu de compétence technique, Marie-Thérèse, guidée par son seul bon sens, avait une fois de plus opposé son énergie, son calme et son sang-froid aux terreurs folles et exagérées de ses conseillers militaires. Ne pouvant se décider à abandonner si légèrement ses conquêtes, n'entendant pas renoncer à poursuivre la série de ses succès en Bavière, se refusant à accepter sans autre forme de procès des conseils insuffisamment motivés et des idées en opposition complète avec les siennes, Marie-Thérèse [2], avant de faire connaître ses décisions à ses conseillers, résolut de transmettre les réponses du conseil au prince Charles et à Lobkowitz d'une part, au grand-duc et à Khevenhüller de l'autre.

Si le prince Charles n'osa pas se prononcer et rompre en visière avec le conseil aulique, surtout dans la crainte d'assumer sur lui seul une responsabilité qui l'effrayait, Khevenhüller [3], au contraire, n'hésita pas à combattre avec la plus remarquable netteté, avec des arguments aussi serrés que logiques les conclusions que la reine avait soumises à son appréciation. Dans le mémoire qu'il adressa à la reine, il lui exposa les raisons pour lesquelles il ne pouvait croire à l'existence d'un danger réel et sérieux qui menacerait Vienne. Le mauvais temps et l'état épouvantable des chemins qui l'avaient contraint à suspendre ses opérations se chargeraient à eux seuls d'arrêter la marche des Prussiens. Rassurant ensuite la reine sur le spectre, évoqué par le conseil aulique, de l'arrivée imminente d'une nouvelle armée française sur le théâtre de la guerre, lui démontrant l'impossibilité de la prochaine entrée en ligne de ces renforts, lui exposant les raisons pour lesquelles Frédéric n'essayerait ni d'attaquer Vienne ni d'opérer sérieusement contre la Hongrie, lui indiquant les manœuvres, les opérations que son armée et celle du prince Charles au-

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon temps*, chap. IV.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bohême), 1742. Marie-Thérèse au grand-duc, 27 janvier 1742, I, 45.

[3] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, 1er février 1742, II, 1.

raient à exécuter dans le cas peu probable de l'entrée des Prussiens dans la Basse-Autriche, il terminait en conseillant à la reine de laisser le prince Charles en Bohême, au moins jusqu'au moment où Frédéric aurait réellement atteint les bords du Danube. Alors, seulement, il pourrait y avoir intérêt à réunir les deux armées pour donner une bataille décisive dans la Haute-Autriche. Enfin, déconseillant tout mouvement contre Frédéric, il pensait qu'il serait utile d'attaquer Rutowski et Polastron et insistait sur la nécessité de couper les communications des Prussiens en Moravie et sur les services que devaient rendre, pour ce genre d'opérations, les insurgés hongrois.

Mais le prince Charles et Lobkowitz avaient, de leur côté, répondu à la reine dans un sens diamétralement opposé. Pour eux, il fallait de suite masser, à Mährisch-Budwitz, les deux groupes de l'armée de Bohême établis l'un à Iglau, l'autre à Budweis, qui, après avoir été renforcés par les troupes tirées de l'armée de Khevenhüller, devaient, soit se porter droit contre les Prussiens, soit empêcher leur jonction avec les Saxons.

En présence de cette divergence de vues, et à la suite de l'arrivée à Vienne du général Philibert envoyé à cet effet par le prince Charles, Marie-Thérèse réunit, le 4 février, un nouveau conseil dans lequel on décida que le prince Charles reprendrait l'offensive. Séduite par l'espoir de voir réussir ce plan qui devait, lui assurait-on, la faire rentrer en possession de la plus grande partie de la Bohême, la reine ordonna dès le lendemain [1] à Khevenhüller de se porter au plus vite, à la tête d'un corps de 12,000 hommes, par le Haut-Palatinat sur la Bohême, de surprendre et de disperser les 18,000 Français postés entre Pisek, Drasowitz, Strakowitz et Schüttenhofen, et de ne laisser en Bavière que les troupes strictement indispensables pour garder les territoires conquis et couvrir la Haute-Autriche.

Sans entrer jusque dans les détails d'exécution de ce mouvement, Marie-Thérèse invitait seulement Khevenhüller à s'entendre avec le prince Charles, à tout mettre en œuvre pour prendre, de concert avec lui, les Français entre deux feux, enfin à lui faire

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Marie-Thérèse à Khevenhüller, Vienne, 5 février 1742, II, 3.

connaître sans délai la direction qu'il comptait suivre lors de sa marche sur la Bohême et à lui communiquer la correspondance qu'il allait échanger à ce sujet avec le prince Charles.

Cette décision n'était pas faite, on le conçoit, pour plaire à Khevenhüller. Moins que jamais convaincu de la nécessité de la manœuvre qu'on voulait lui imposer, moins que jamais disposé à interrompre des opérations qui lui promettaient de nouveaux succès utiles à la cause de sa souveraine et au salut de son pays, il n'hésita pas à représenter à la reine les inconvénients, les dangers des ordres qui venaient de lui parvenir et la presque impossibilité pour lui de les exécuter faute de vivres et de moyens de transport[1]. Il ajoutait d'ailleurs qu'il avait pris ses mesures pour être complètement à l'abri de toute tentative venant de la Bohême et qu'il était sur le point de pousser, le lendemain, sur Wasserburg ses hussards qu'aussitôt après l'occupation de ce point il allait rapprocher de Munich.

Sans attendre davantage et avant même d'avoir été rejoint par les troupes du feld-maréchal-lieutenant Stentsch, Khevenhüller avait en effet résolu d'enlever Munich, où la détresse et la panique avaient abattu les esprits. Il se proposait ensuite, en marchant à cheval sur l'Isar, de redescendre le cours de cette rivière et de s'emparer de Straubing, si cette petite place n'était pas tombée en son pouvoir dans l'intervalle. Enfin après avoir, en passant, parlé des rassemblements qu'on lui signalait dans les cercles de Souabe et de Franconie et de la présence de troupes françaises à Ingolstadt, Khevenhüller s'efforçait, en terminant, de démontrer à la reine que l'ensemble de la situation était loin de présenter le caractère de gravité qu'on cherchait à lui attribuer dans le but de lui arracher des ordres qu'elle ne tarderait pas à regretter.

Khevenhüller n'était pas homme à se croiser les bras en attendant des ordres ou une réponse à ses observations. Plus que jamais, il croyait que les actes valent mieux que les paroles, et, pendant que la mission de Pfütschner n'amenait aucun des résultats espérés, que Lobkowitz évacuait Iglau et Neuhaus à

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, Braunau, 8 février 1742, II, 5.

l'approche des Prussiens, le feld-maréchal continuait son œuvre et remportait de nouveaux succès en Bavière.

Sachant que Munich était hors d'état de résister, que, depuis la retraite de Törring sur la rive gauche de l'Isar, la capitale de la Bavière n'avait plus pour garnison que la garde urbaine à cheval, quelques miliciens et 500 hommes des bannières rurales, Khevenhüller avait ordonné à sa gauche, sous les ordres de Bernes, de suivre le lieutenant-colonel Menzel qui poussa, avec ses hussards, droit de Wasserburg sur Munich.

Le 10 février, entre 4 et 5 heures, l'un des officiers de Menzel s'y présentait en parlementaire et sommait le commandant de de lui livrer la place. Après avoir opposé un refus à cette première injonction, l'officier bavarois n'hésita plus, dès que Menzel fut arrivé avec ses hussards à la porte de l'Isar, à entamer des négociations qui se terminèrent, le 13 au soir, par la capitulation de la ville. En attendant la ratification de cette convention dont il soumettait les articles à Khevenhüller, Menzel entra le 14 février dans Munich, dont le bourguemestre lui présenta les clefs sur un plat d'argent. Le 17 février, les généraux Bernes et Serbelloni arrivaient à leur tour avec les têtes de colonne de l'aile gauche, et y établissaient leurs quartiers-généraux.

Khevenhüller n'y fit son entrée qu'un peu plus tard, le 27. Il avait tenu, auparavant, à donner une nouvelle leçon à Törring.

Afin d'épargner et de ménager les ressources des localités de la la rive gauche d'un pays sur lequel il s'attendait à devoir faire vivre ses troupes pendant un temps relativement assez long, le feld-maréchal bavarois, bien qu'il ne songeât en aucune façon à s'engager à nouveau avec les Autrichiens sur la rive droite du Danube, avait jugé utile de laisser une partie de son monde au sud de ce fleuve. Son infanterie (10 bataillons et 8 compagnies de grenadiers) se tenait à Vohburg, Neustadt, Pföring, Kehlheim et Abensberg, couverte par ses 17 escadrons qui s'étaient échelonnés le long de l'Abens et le reliaient avec Ingolstadt, dont les Français avaient fait leur place d'armes.

Le 13 février, au cours d'une inspection que Törring fit de ses postes de l'Abens, il trouva que les cinq escadrons de cuirassiers qu'on avait mis à Mainburg (sur la rive droite de l'Abens), y étaient trop en l'air; il les ramena immédiatement

en arrière, en ordonnant toutefois, comme il lui importait de conserver Mainburg, de mettre, dès le lendemain, de l'infanterie dans les deux châteaux de Sandlzhausen et de Ratzenhofen, en amont et en aval de Mainburg, et des dragons à Mainburg. Cet ordre venait à peine d'être exécuté, les dragons, auxquels on avait recommandé de faire bonne garde et défendu de desseller leurs chevaux, étaient à peine installés à Mainburg, que Bärnklau réussissait à faire surprendre et à enlever ces trois postes par ses hussards et par les Pandours de Trenck. L'officier, qui commandait la petite garnison bavaroise (100 hommes) de Sandlzhausen, essaya vainement de se mettre en retraite sur Geisenfeld. Ses soldats se débandèrent et jetèrent leurs armes dès qu'ils aperçurent quelques pelotons de hussards. Les 500 cuirassiers, établis à Geisenfeld et que leur colonel voulait replier sur Ingolstadt, imitèrent l'exemple des fantassins. Informée à Sandlzhausen de la présence de 150 dragons à Mainburg, l'avant-garde des hussards s'y porta si vivement que les dragons, absolument surpris, eurent à peine le temps de remonter à cheval. Les hussards, en les poursuivant jusque vers Schönburg, bousculèrent et culbutèrent quatre compagnies de cuirassiers et obligèrent une autre compagnie de ce même régiment qui s'était enfermée dans le cimetière d'Hannsbach à mettre bas les armes. La garnison de Ratzenhofen opposa seule un semblant de résistance et ne capitulá que dans la nuit.

Deux étendards, près de 300 hommes et une partie des bagages de Törring étaient tombés entre les mains des hussards.

Bärnklau aurait voulu pousser plus avant encore, le 15 ; mais force lui fut de donner un peu de repos à ses hussards qui, pour exécuter ce brillant coup de main, avaient fait une marche forcée et presqu'ininterrompue de 48 heures, et de se borner à établir ses cuirassiers à Pfaffenhausen. Du reste, l'effet produit par cette surprise avait été si considérable que Törring tint ses troupes sur pied pendant toute la nuit du 14 au 15 ; que, dès le lendemain, il rassembla tout son monde à Neustadt, repassa définitivement sur la rive gauche du Danube et brûla, le 17, le pont qui avait servi au passage de ses troupes. Le coup de main de Mainburg avait donc eu pour conséquence l'évacuation totale de tous les territoires situés sur la rive droite du Danube. La ligne de

l'Isar était tout entière au pouvoir de Khevenhüller qui se proposait maintenant d'en finir avec Straubing. Plus à l'Ouest, les hussards de Menzel avaient déjà poussé, dans la journée du 15, jusqu'aux bords du Lech.

Sans revenir à nouveau sur la mission confiée à Pfütschner, sur les négociations infructueuses menées par Robinson et par lord Hyndford, nous nous bornerons à rappeler ici qu'à la suite de la conférence de Dresde, Frédéric avait procédé, dans les premiers jours de février, à l'exécution du mouvement sur le sud de la Moravie, mouvement auquel il songeait déjà depuis assez longtemps; que, le 10 février, Polastron et les Saxons de Rutowski avaient opéré, sur la ligne Gross-Meseritsch—Gross-Bittesch, leur jonction avec son armée, et que le 12, après s'être porté avec toutes ses forces jusqu'à hauteur de Trebitsch et de Budischau, le roi avait poussé sur Iglau un corps sous les ordres du prince Thierry d'Anhalt et composé de troupes des trois nations, corps à l'approche duquel Lobkowitz s'était replié dans la direction de Neuhaus.

Bien qu'on n'eût pas, comme Frédéric l'espérait, réussi à surprendre Lobkowitz, ce mouvement des alliés n'en faisait pas moins courir de véritables dangers à l'armée du prince Charles, menacée de perdre ses communications avec sa base, avec tous les points d'où elle tirait ses subsistances, ses munitions, d'où elle pouvait recevoir des renforts, et exposée par suite à se voir forcée d'évacuer la Bohême. C'était là ce que Marie-Thérèse voulait éviter à tout prix, et c'est pour cette raison même que, malgré le chagrin qu'elle éprouvait à la pensée de renoncer à la continuation de ses progrès en Bavière, elle écrivit le 15 février à Khevenhüller pour lui dire que force lui était de s'en tenir aux résolutions prises lors du conseil du 4 février, d'insister sur l'envoi, le plus prompt possible, en Bohême de 12,000 hommes tirés de son armée. Tout en le laissant libre de marcher avec ces 12,000 hommes ou de conserver le commandement en Bavière, Marie-Thérèse ajoutait : « Le salut de ma Maison dépend de l'exécution immédiate de ces mesures ».

En présence d'ordres aussi catégoriques, Khevenhüller n'avait plus qu'à s'incliner, et, comme il tenait à rester en Bavière, « où

disait-il, il y avait encore beaucoup à faire[1] », il confia à Mercy d'Argenteau, auquel il adjoignait les généraux Luzan et Kalkreutter, le commandement des quatre régiments d'infanterie allemande, des deux régiments de cavalerie allemande et des 3,000 hommes de troupes irrégulières, ces dernières empruntées au corps du feld-maréchal-lieutenant Stentsch, qu'il allait diriger par Linz sur la Bohême et dont l'infanterie, à l'exception du régiment Grünne, stationné dans la Haute-Autriche, allait être transportée sur des radeaux. Trois jours plus tard, le 22 février, le mouvement ordonné par Khevenhüller était déjà en voie d'exécution. Obligé par le mauvais état des chemins de différer l'attaque de Straubing, le feld-maréchal, qui s'était entre temps appliqué à remettre Passau et Oberhaus en bon état de défense, à y réunir deux mois de vivres, et qui avait fait établir des têtes de pont à Deggendorf et à Plattling, avait encore une fois, mais infructueusement, tenté de faire revenir la reine sur ses résolutions, en insistant sur les dangers auxquels on s'exposait en affaiblissant sa petite armée, précisément au moment où il n'était plus possible de douter de l'entrée en ligne, dans un avenir assez rapproché, d'un nouveau corps français[2].

Renonçant, en présence du nouveau refus de la reine, à faire accepter ses idées, en même temps qu'il informait Marie-Thérèse que les troupes de Mercy d'Argenteau seraient toutes rendues à Linz le 12 mars au plus tard et qu'il lui faisait part de son intention de continuer ses opérations, Khevenhüller lui avait demandé à cet effet l'autorisation de pénétrer sur le territoire de l'empire[3].

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, Landshut, 19 février 1742, II, 14.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, Landshut, 22 février 1742, II, 17 et Marie-Thérèse à Khevenhüller, Vienne, 25 février 1742, II, 20. La reine lui répondait que la cour de Versailles avait en effet demandé à faire passer 20,000 hommes par la Souabe, mais qu'aucun corps français n'avait encore franchi le Rhin, qu'il n'y avait que peu de troupes en Alsace; enfin que l'armée française de Westphalie, aux ordres de Maillebois, était encore bien loin de la Bavière.

[3] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, Munich, 28 février 1742, II, 22, et 23 mars 1742, III, 2.

Dans les pages qui précèdent, nous avons eu soin d'enregistrer les craintes que, même au cours de sa marche sur Sanct-Pölten, Charles-Albert n'avait cessé de concevoir, les inquiétudes que lui avait données la nouvelle de la mise en route des régiments autrichiens tirés de l'armée d'Italie, les lettres pressantes qu'il avait adressées à Belle-Isle en le suppliant de prier Louis XV de songer à la protection de ses États presqu'entièrement dégarnis de troupes. Mais si Belle-Isle avait pu le rassurer dès le 3 novembre 1741 et lui annoncer à ce moment que le roi de France réunissait en Alsace 8 bataillons et 9 escadrons (6,000 hommes), prêts à marcher au premier ordre[1], il importe toutefois de reconnaître que, dans les derniers mois de 1741 et les premiers de 1742, le parti de la guerre avait perdu beaucoup de terrain dans les conseils du roi. La plupart des ministres de Louis XV condamnaient la politique qu'on avait cru devoir suivre, et Fleury lui-même en était venu à se demander s'il y avait intérêt à persévérer dans cette voie et à consentir à de nouveaux sacrifices d'hommes et d'argent.

La nouvelle de l'élection de Charles-Albert, apportée à Paris le 27 janvier par le chevalier de Belle-Isle, amena toutefois un revirement immédiat. On résolut aussitôt de réunir et de faire partir 40 bataillons et 30 escadrons qu'on voulait voir arriver à Donauwörth aux environs du 12 ou du 13 mars, et dont le premier échelon, fort de 12 bataillons, devait passer le Rhin dès qu'on aurait pris les dispositions nécessaires pour assurer leur marche à travers les pays de l'empire. En même temps, on avait décidé de combler les vides qui s'étaient produits dans les rangs des corps français de Bohême et de renforcer éventuellement les effectifs de l'armée de Westphalie de Maillebois. Le maréchal de Broglie devait être placé à la tête de l'armée de Bavière, tandis que Belle-Isle irait rejoindre Charles-Albert en Bohême.

Les partisans de la paix ne tardèrent pas d'ailleurs à relever la tête. L'enthousiasme causé par l'élection de Charles-Albert n'avait été qu'un feu de paille, et si l'on n'en vint pas jus-

---

[1] Belle-Isle à l'Électeur de Bavière, Francfort, 3 novembre 1741. (Collection Töpfer.)

qu'à reprendre les ordres donnés, on ralentit ou retarda tellement leur exécution que la tête de colonne du corps de secours franchissait à peine le Rhin à l'époque où, d'après les premières dispositions, ce corps aurait déjà dû être tout entier rassemblé à Donauwörth.

Bien qu'il fut loin d'être satisfait de la manière dont Broglie entendait la guerre, bien qu'il continuât à être de plus en plus mécontent des Saxons, tout en cherchant secrètement à s'entendre avec l'Autriche, Frédéric, envisageant cependant la possibilité d'un refus de la Cour de Vienne, avait eu soin, dès qu'il eut connaissance des nouveaux armements de la France, de se rapprocher du Cabinet de Versailles. Vers la mi-février, il avait fait valoir dans ses lettres à Fleury, tout ce qu'il prétendait avoir fait pour la cause des alliés et, pour mieux convaincre tout le monde de la sincérité de ses intentions, il avait chargé, le 22 février, Valory de faire parvenir à l'empereur Charles VII et à Fleury deux lettres auxquelles il avait joint, sous le titre d' « *Idées de la campagne prochaine* », un plan dont « le succès, écrivait il à Fleury, n'est pas douteux si l'on prend les mesures à temps et que tout soit bien concerté[1]. » Après avoir évalué sommairement l'effectif total des armées autrichiennes de Bohême et de Bavière, Frédéric exposait ce que, d'après lui, il convenait de faire « pour forcer la Maison d'Autriche d'accepter le partage dont les alliés sont convenus. »

« Il faut, dit-il, que le roi de France envoie une armée de 30,000 hommes bien complète, sous les ordres du plus habile officier de l'armée (M. de Belle-Isle, par exemple), que ce corps s'assemble vers Ulm, qu'il y fasse préparer de grands bacs sur le Danube pour qu'il puisse transporter tout son magasin avec lui, qu'il marche à Donauwörth, qu'il déloge les Autrichiens de la Bavière et de la Haute-Autriche, et qu'il se rende maître de Passau et de Linz. — On pourra renforcer le corps que commande M. de Broglie de troupes de l'empire, savoir : du Palatin, de Cologne, de Bamberg, et de 6,000 Hessois

[1] *Correspondance politique*, n° 703. A l'Empereur des Romains, Znaym, 20 février 1742 ; n° 705, au cardinal de Fleury ; n° 706, à Valory, Znaym, 22 février, et *Idées sur la prochaine campagne*.

qu'on pourra avoir si l'on s'y prend bien, ce qui composera, le tout sommé, 30,000 combattants. — Les Saxons, joints à mes troupes, qui se trouvent actuellement sur le bord de la Thaya, font 40,000 hommes.

« Les trois armées, disposées de la façon que je viens de dire, donnent de triples attentions à l'ennemi. S'il forme trois corps pour faire face de toute part, il sera inférieur partout. S'il s'oppose à deux de ces corps, le troisième agira sans opposition et par conséquent obligera la reine de Hongrie d'accepter la paix. L'opération du corps de la Bavière regarde donc la Haute-Autriche, celle du maréchal de Broglie, Tabor, Budweis et Linz, par où il pourra se joindre, suivant le besoin, avec le corps de la Bavière. Mes opérations regardent Brünn, Presbourg et Vienne, si l'ennemi ne vient en force ici et dans ce cas, je ne dois que le contenir, ce qui facilitera aux autres d'exécuter ce projet.

« Il ne s'agit donc que de faire de bons arrangements, de se bien concerter et ensuite d'agir avec vigueur. Je suis dans la ferme persuasion, vu le délabrement de l'armée autrichienne, que ce projet, exécuté, nous donnera la paix au mois de juillet ».

Malgré cela, et la lettre qu'il écrivit le 27 à Belle-Isle est là pour en faire foi, Frédéric était loin d'avoir la belle assurance dont il faisait étalage. Il reconnaissait trop tard la faute qu'il avait faite en négligeant Brünn, et, comme il était obligé de l'avouer à Belle-Isle, il avait « trouvé les affaires plus délabrées qu'il ne les avait crues. »

Ce fut donc avec « une vraie satisfaction » qu'il reçut la lettre que Belle-Isle, qui était accouru à Versailles au commencement de mars, lui écrivit à la suite des deux conseils des 7 et 10 mars 1742, dans lesquels ordre avait été donné à Broglie, dont l'inaction avait été unanimement blâmée, d'opérer de concert avec le roi de Prusse et de se porter, d'accord avec lui, contre les positions autrichiennes de la haute Moldau. Après avoir annoncé à Frédéric que son plan avait été accepté par les ministres du roi, il l'informait de la mise en route de 40 bataillons à effectifs complets et de 30 escadrons, formant un corps de 35,000 hommes qui serait prêt à entrer en Bavière le 30 avril. Soutenu par 12,000 à 15,000 Bavarois, ce corps avait pour premier objectif la reprise de Passau et de Linz. Belle-Isle ajoutait qu'on avait également décidé de combler les vides que la

guerre avait faits dans les rangs de l'armée de Bohême, dont Charles VII prendrait le commandement vers le 15 mai, tandis que Broglie passerait à l'armée de Bavière. Il affirmait au roi que les Saxons continueraient à prêter leur concours à l'armée prussienne après la chute de Brünn, et espérait que, après avoir occupé la Basse-Autriche, Frédéric pousserait sur Presbourg, pendant que l'armée de Bohême, ou partie au moins de cette armée, passerait sur la droite du Danube, afin de rejeter l'ennemi sur Vienne que le roi attaquerait au même moment par l'Est, en débouchant de Presbourg.

A cette dépêche était joint l'ordre de bataille du corps de secours français placé, jusqu'au jour où le maréchal de Broglie viendrait en prendre le commandement, sous les ordres du lieutenant général d'Harcourt[1], et dont le premier échelon d'infanterie passa le Rhin à Fort-Louis le 31 mars, tandis que la dernière subdivision de la 4e division n'en partit que le 20 avril.

La cavalerie (8 divisions) quitta de son côté Landau, du 11 mars au 21 avril.

Se conformant aux conseils de Frédéric, Charles VII avait multiplié pendant ce temps, ses efforts et ses démarches auprès des princes de l'empire. Le 2 mars, il avait passé avec la Maison de Hesse un traité aux termes duquel on s'engageait à lui fournir, contre payement d'une première somme de 90,000 florins et une redevance mensuelle de 30,000, 3 régiments d'infanterie, 1 de cavalerie et 6 bouches à feu, qui quittèrent Cassel le 17 mai.

Des 6 bataillons et des 3 escadrons promis par le Palatin, 2 bataillons et les 3 escadrons étaient rendus à Neuburg dès le 18 février, tandis que les 4 autres bataillons ne rejoignirent Törring que le 2 avril. Charles VII avait en même temps obtenu un bataillon des comtes de l'empire, un de Bade-Durlach et un de la ville de Francfort. Il espérait de plus, depuis que le margrave de Baireuth s'était déclaré pour lui, réussir à tirer de 6,000 à 8,000 hommes du Cercle de Franconie. Enfin il se proposait de

[1] Le lieutenant général de Ravignan, désigné pour exercer le commandement intérimaire, était tombé malade au moment du départ du corps de secours. Il ne rejoignit en Bavière que vers la mi-avril.

porter son régiment de la Garde à 5 bataillons, et de mettre ses grenadiers à cheval en état de rejoindre sous peu l'armée d'opérations. Mais s'il avait jusque-là suivi les conseils du roi de Prusse, il était d'autre part loin de vouloir attribuer aux troupes de l'empire le rôle que Frédéric comptait leur voir jouer. Croyant inutile de secourir Broglie et de renforcer l'armée de Bohême, ne pensant naturellement qu'à la Bavière, Charles VII, voulait réunir ces forces à l'armée de secours que la France lui envoyait et chasser avant tout les Autrichiens de ses États qu'il lui était impossible de parvenir à délivrer avec les 3,800 fantassins et les 2,000 cavaliers, cantonnés sous les ordres de Törring aux environs de Vohburg et de Kehlheim.

Vers la fin de février, on avait connaissance, tant à Vienne qu'au quartier général de Khevenhüller, des armements de la France et du rassemblement des contingents que les princes de l'Empire s'engageaient à fournir à Charles VII. Mais, tout en étant intimement convaincue que la France et ses alliés faisaient tous leurs efforts pour briser la résistance que l'Autriche leur opposait, Marie-Thérèse crut, au premier moment, que les chiffres transmis par le commandant de Fribourg, le feld-maréchal-lieutenant von Damnitz, étaient pour le moins exagérés, et elle chargea son ministre en Suisse de faire contrôler ces renseignements et de se procurer des données précises sur l'itinéraire des troupes françaises. Quelques jours plus tard ce diplomate, le marquis Prié, était en mesure d'envoyer à Vienne la liste presque complète des régiments destinés à faire partie de l'armée de secours et l'indication des dates de leur arrivée en Alsace[1].

Marie-Thérèse, qui refusait d'ajouter foi aux renseignements très exacts qu'elle n'avait cessé de recevoir de Damnitz et de Prié, avait naturellement eu le soin de communiquer ces nouvelles à Khevenhüller, qu'elle avait fini par autoriser à pénétrer, sous certaines réserves et conditions, sur le territoire de l'Empire. Dans l'espoir de les gagner à sa cause, Marie-Thérèse voulait,

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Marquis Prié à la reine, 28 février 1742, III, art. 11, *a* et *b*. Le rapport de Prié et l'état qui y était joint arrivèrent à Vienne du 5 au 9 mars.

en effet, et elle y avait grand intérêt, ménager les États de l'Empire restés neutres jusqu'à ce moment. Elle prescrivit, par suite à Khevenhüller de s'abstenir de tout acte d'hostilité contre les troupes du Palatin, tant que ces troupes ne prêteraient pas leur concours aux Bavarois. Mais dès le commencement de mars, dès qu'il devint impossible de croire plus longtemps à la neutralité du Palatin, la reine se décida à laisser, sous ce rapport, les mains libres au feld-maréchal.

Celui-ci avait, de son côté, résolu de concentrer derrière l'Isar son armée sensiblement affaiblie par le départ des troupes qu'on l'avait obligé à diriger sur la Bohême, se réservant, d'après les circonstances, d'attaquer soit Törring, soit les contingents des princes et États de l'Empire qui avaient embrassé le parti de Charles-Albert, soit les troupes françaises en marche sur la Bavière, et de les battre avant que ces différents corps aient pu opérer leur jonction. Aussi, afin de se procurer les renseignements précis dont il avait besoin et sans lesquels il lui était impossible de prendre une résolution, il chargea, le 2 mars, le colonel Menzel de passer le Lech et de se porter avec ses hussards sur Donauwörth en suivant le cours du Danube. Dans le cas où les Français auraient réellement déjà traversé le Rhin, Menzel devait inquiéter et retarder leur marche, en harcelant à tout instant leurs troupes et surtout leurs convois, tandis que s'il apprenait, au contraire, qu'ils n'avaient pas encore paru sur la rive droite de ce fleuve, il aurait à « pousser au delà de Nuremberg et à aller faire des ravages en Saxe en arrière d'Eger. »

Pendant ce temps, comme il avait su que Törring se disposait à faire passer sur la rive gauche du Danube les fourrages qu'il avait enmagasinés à Neustadt, Khevenhüller chargea le colonel Palffy d'anéantir les magasins bavarois de cette ville. Palffy parvint non seulement à s'acquitter de cette mission, mais il réussit même à détruire, sous les yeux et malgré le feu des Bavarois, le pont que, avant de se rabattre vers Straubing, ils avaient jeté à Neustadt pour y lever des contributions et y ramasser du bétail et des vivres.

Menzel venait à peine de partir avec ses hussards, lorsque le feld-maréchal reçut, à Landshut, une nouvelle dépêche de Marie-Thérèse. Alarmée par la marche des Prussiens et des Saxons vers la Basse-Autriche, la reine demandait à Khevenhüller d'envoyer

immédiatement en Bohême Menzel, qui, à la tête de 1000 à 1500 hussards, serait chargé d'inquiéter Broglie et obligerait le maréchal à donner un peu d'air à l'armée du prince Charles. Le raid que venait d'exécuter Posadowsky, dont les hussards avaient réquisitionné dans les localités au sud d'Ober-Hollabrunn et avaient même poussé jusqu'à Stockerau et Korneuburg, avait en effet jeté l'épouvante à Vienne. Et, bien que la reine eût cette fois encore conservé plus de calme et plus de sang-froid que ses ministres, elle avait cependant cru devoir calmer leurs alarmes et celles des populations en envoyant à Khevenhüller un ordre que le feld-maréchal se trouvait dans l'impossibilité d'exécuter, puisque Menzel avait à ce moment pénétré en Souabe et que, pour le diriger de là sur la Bohême, il lui aurait fallu traverser toute la Bavière. En même temps, du reste, Khevenhüller appelait à nouveau l'attention de Marie-Thérèse sur le danger qu'il y aurait à affaiblir encore son armée destinée à s'opposer aux entreprises de Törring et du corps français de secours. Il faisait de plus remarquer à la reine qu'il était fort à court de cavalerie et que, au lieu de lui enlever encore un millier de hussards, il importerait, au contraire, de lui rendre les deux régiments de cavalerie qu'on l'avait forcé à détacher de son armée. Marie-Thérèse se rendit aux arguments exposés par le feld-maréchal et, le 27 mars, le général Kalkreutter rentrait à Munich avec sa cavalerie, à la tête de laquelle il était déjà arrivé à Wels, lorsqu'il reçut l'ordre de revenir sur ses pas et de reprendre le chemin de la Bavière.

Afin d'assurer plus complètement l'exécution de son plan qui consistait à battre successivement ses adversaires avant qu'ils aient pu parvenir à opérer leur jonction, en même temps qu'il poussait Menzel sur Donauwörth, Khevenhüller avait chargé Bärnklau de tomber à l'improviste sur les Bavarois de Törring, établis sur la rive gauche du Danube entre Kehlheim et Vohburg.

Le 10 mars, Khevenhüller avait arrêté les dispositions qui devaient assurer la réussite et en tout cas faciliter l'exécution du coup de main de Bärnklau sur Kehlheim. Pendant que Bärnklau passerait le Danube à Deggendorf et continuerait sa marche vers Kehlheim et Vohburg en se glissant entre Straubing et Ratisbonne, le feld-maréchal, afin de détourner l'attention de

Törring, prescrivait au colonel Palffy de faire une série de démonstrations sur la droite du Danube à hauteur de Vohburg et de Straubing, et au colonel Menzel de franchir ce fleuve entre Höchstädt et Dillingen, de prendre sa direction sur Nördlingen, d'y alarmer et d'y bousculer l'ennemi.

Il y a tout lieu de croire que Khevenhüller réussit à donner entièrement le change à Törring, puisque le feld-maréchal bavarois ne prit aucune mesure pour s'opposer au coup de main de Bärnklau.

Le 18 mars, ce général passait en effet le Danube à Deggendorf.

Le 20, après avoir défilé sans encombre sous Straubing, après avoir traversé sans y trouver personne les défilés, faciles à défendre, de Donaustauf, il atteignait Stadt-am-Hof (en face de Ratisbonne), et poussait un parti de 300 hussards au delà de la Naab.

Le 21, après s'être assuré une ligne de retraite en mettant un poste de 250 hommes à Etterzhausen (au pont de la Naab), il débouchait à l'improviste devant Kehlheim. Bien que cette ville fut en bon état de défense, quoi qu'elle fut couverte par l'Altmühl, impossible à passer sans pont en cette saison, les 1300 Bavarois qui l'occupaient n'essayèrent même pas de résister et se replièrent au plus vite sur Ingolstadt. Leur retraite avait été si précipitée et si désordonnée que Törring évacua aussitôt Vohburg et Pföring, où il avait son quartier-général, et alla s'établir avec toutes ses troupes à Meiling, sous le canon d'Ingolstadt.

Bärnklau, que Khevenhüller s'empressa de renforcer, fit aussitôt occuper Kehlheim par son infanterie, et envoya le général Lucchesi avec sa cavalerie à Riedenburg.

Le 23, pendant que Törring se repliait de Meiling sur Ingolstadt, Bärnklau se rapprochait encore davantage de cette place ; sa cavalerie s'installait à Gaimersheim, Etterig et Kösdung, pendant que 500 de ses fantassins prenaient position à Vohburg. Ingolstadt était par suite, dès ce moment, investi par la rive droite du Danube.

Pendant ce temps Menzel, après avoir franchi le Lech, s'était dirigé sur Donauwörth occupé à ce moment par les troupes de Ségur, qui, aux termes de la capitulation de Linz, auraient

dû se retirer à son approche. En présence du refus que les Français lui opposèrent, Menzel, prenant sa direction sur Dillingen et Höchstädt, passa le Danube sur ce dernier point le 18, y enleva quantité de vivres, poussa vers Lauingen, s'empara d'un magasin à Brenz et envoya vers l'Ouest, ainsi que sur Göppingen, des patrouilles de découverte qui constatèrent, le 20 mars, la présence de la tête du corps de secours français à Uihingen (près de Göppingen), où l'échelon de tête de la première division (celle du lieutenant général d'Harcourt) était en effet arrivé la veille.

Informé par Ségur des mouvements de Menzel, d'Harcourt, au lieu de continuer sa marche, résolut d'attendre à Uihingen l'arrivée de son deuxième échelon. Rejoint par cet échelon le 21, d'Harcourt chassa sans peine les patrouilles de hussards qui se tenaient près de Göppingen et continua le 22 avec 4 bataillons et 2 compagnies franches de dragons jusqu'à Kuchen. Il s'était fait précéder par un détachement de 4 compagnies de grenadiers et par 100 dragons qu'il avait chargé de se saisir du débouché du défilé près de Geislingen. Le 23, il était à Urspring, d'où il se proposait de continuer le lendemain jusqu'à Langenau, de mettre une garnison à Günzbourg, afin de s'assurer la possession de ce point de passage du Danube, enfin d'attaquer et de rejeter sur Höchstädt les hussards autrichiens, dont on lui signalait la présence à Lauingen.

Menzel, qui n'avait cessé de faire observer les mouvements de d'Harcourt, avait de son côté résolu de se porter au-devant de lui, et le 24 mars, il vint attaquer, à l'ouest de Langenau, la tête de la colonne française qui, après un engagement dont le résultat ne pouvait être douteux, l'obligea à se replier sur Lauingen. Menzel avait fait couvrir sa retraite par 300 hussards qu'il laissa sur la Brenz avec l'ordre d'en disputer le passage à l'avant-garde française.

Entre temps, Törring avait résolu de contribuer, de son côté, à faciliter la marche de la colonne de d'Harcourt. Le 27 mars, il arrivait avec 500 grenadiers et 2,000 chevaux à Donauwörth et poussait aussitôt, sur les indications de Ségur, des postes du côté de Höchstädt.

Ce fut le 28 mars seulement que Khevenhüller reçut le rapport de Menzel sur l'affaire de Langenau et l'avis officiel de la

marche des Français vers le Danube. Afin de dégager et de soutenir Menzel, il ordonna aussitôt aux généraux Bernes et Kalkreutter de prendre avec eux trois régiments de cavalerie et quelques hussards, de pousser vers le Lech, de passer cette rivière et de rejoindre Menzel. Mais celui-ci, qui avait entre temps, dès le 27, repassé sur la rive droite du Danube, s'était porté de suite vers Augsbourg au-devant de la cavalerie de Bernes, pendant que d'Harcourt opérait de son côté, le 28, à Lauingen sa jonction avec Törring.

Bernes, qui avait du reste marché avec une inexplicable lenteur, n'atteignit que le 30 les bords du Lech, où, à cause de la pénurie des fourrages, il se crut forcé de répartir sur un assez vaste espace sa cavalerie, que les hussards de Menzel éclairaient et couvraient, en battant à partir de Rain le pays vers les deux rives du Lech.

Nous ne ferons que noter en passant, et sans vouloir entrer dans l'exposé de faits connus de tous, les incidents et les réclamations auxquels donna lieu, à ce moment, l'interprétation de la capitulation de Linz. Nous nous bornerons à dire que Ségur se croyait en droit de maintenir ses troupes à Donauwörth, tandis que Khevenhüller réclamait l'évacuation de cette ville vers laquelle il avait poussé les hussards de Menzel.

Ce qui est bien certain, c'est que la discussion dura plus de deux mois et que ce fut le 10 mai seulement que Ségur reçut de Versailles l'ordre de ramener ses troupes en France. On lui prescrivait toutefois de ne se mettre en route qu'après avoir remis Donauwörth à Charles VII qui se décida, le 31 mai seulement, et rien que sur les instances pressantes et les représentations énergiques du cabinet de Versailles, à y faire relever ce corps avec lequel Ségur arriva à Strasbourg vers la mi-juin.

Dans l'intervalle et pendant que Menzel et Bärnklau réussissaient leurs coups de main sur la rive droite du Danube, Khevenhüller avait mandé auprès de lui le feld-maréchal-lieutenant Stentsch et avait arrêté avec lui les dispositions à prendre en vue de l'attaque de Reichenhall.

Le 29 mars au soir, l'une des deux colonnes formées à cet effet par Stentsch arrivait en vue de la ville. Le 30, Stentsch en reconnut les abords, tandis que sa 2e colonne entrait en ligne et se déployait sur les positions qu'il lui avait indiquées et pendant

que deux délégués de l'archevêque de Salzburg venaient prier Stentsch d'épargner cette ville. Leur requête devait être superflue, puisque, une heure après leur arrivée, un officier envoyé par le commandant bavarois, se présentait en parlementaire pour traiter de la capitulation qui fut signée le soir même à minuit. Le 31 mars, à 10 heures du matin, un bataillon autrichien prenait possession de Reichenhall, dont la prise rendait désormais disponible le détachement tout entier du feld-maréchal-lieutenant Stentsch.

Jusque vers la fin de mars, et malgré le dépit que lui avait causé l'affaiblissement de son armée, Khevenhüller avait si peu abandonné l'idée de se porter au-devant du corps de secours français venant du Rhin, que, le 28 mars, il parlait encore à la reine de mettre son quartier général d'abord à Moosburg, puis à Pfaffenhofen, afin d'être plus à même de soutenir et de suivre Menzel et Bernes avec toutes ses troupes. Mais les nouvelles qu'il reçut à cette époque, d'une part de la Bohême, où on lui signalait un mouvement vers Eger, de l'autre, de Menzel qui lui rendait compte de l'affaire de Langenau, enfin le bruit que l'on avait répandu de la concentration des Français à Ulm et de leur intention d'y passer le Danube, donnèrent à réfléchir à Khevenhüller. Il déduisit de tout ce qu'il venait d'apprendre que les Français pourraient bien avoir conçu le projet de l'attaquer simultanément de front au sud du Danube, par sa droite et sur ses derrières en venant de Bohême, et de manœuvrer de façon à le rejeter hors de la Bavière tout en cherchant à le couper de la Haute-Autriche.

Il est d'autant plus intéressant de relever cette appréciation et ces appréhensions de Khevenhüller, qu'au moment même où le feld-maréchal prêtait ces idées d'offensive aux alliés, ceux-ci de leur côté se préoccupaient de l'éventualité d'un mouvement que les Autrichiens pourraient vouloir exécuter par Eger contre la Bohême. En somme, à partir de ce moment, Khevenhüller songea sérieusement aux dispositions défensives qu'il s'attendait à devoir adopter à brève échéance. Aussi, en même temps qu'il mandait à Bärnklau, tout en lui prescrivant de continuer à occuper solidement Kehlheim afin d'interdire les communications entre Ingolstadt et Straubing, de tout disposer de manière à être en mesure de repasser au premier signal le Danube à Vohburg, il résolut d'essayer de se rendre maître de Straubing à

l'aide d'un bombardement, dont il confia l'exécution au feldzeugmeister comte Wurmbrand, établi à Landshut.

Straubing était, à cette époque, une petite ville entourée de vieilles murailles massives protégées par un fossé large et profond et flanquées de tours. Sa garnison, sous les ordres d'un officier d'une rare énergie, le colonel von Wolfswiesen, se composait d'un régiment de milice, de 400 hommes de milice bourgeoise, de deux bataillons d'infanterie, d'une compagnie de grenadiers et de deux escadrons de grenadiers. La place, mise de plus en bon état de défense, était largement pourvue d'artillerie et de munitions.

Le corps qui, sous les ordres de Wurmbrand, parut devant Straubing le 3 avril, se composait d'environ 3,000 fantassins et de 17 bouches à feu. Wolfswiesen avait d'ailleurs fait évacuer le faubourg à l'approche des Autrichiens qui procédèrent, dès le 4 au soir, à l'établissement d'épaulements pour leur batterie qui ouvrit le feu le 6 au matin. Continué pendant toute la journée du 7, le bombardement se ralentit sensiblement le 8, d'une part parce que Wurmbrand craignait de manquer de munitions, mais surtout parce qu'en somme, il n'avait obtenu jusque-là que des résultats assez insignifiants.

Les assiégés avaient même réussi, en se glissant hors de Straubing, à mettre le feu au faubourg et à obliger les Autrichiens à l'évacuer, si bien que, dès le 8, les deux commandants de l'artillerie et du génie, convaincus, l'un de l'inutilité du bombardement, l'autre de la nécessité de procéder à une attaque en règle, conseillèrent tous deux à Wurmbrand de lever le siège et de se mettre en retraite. Le général n'en continua pas moins le bombardement pendant toute la journée du 9 et ne renonça à son entreprise que le 10, lorsqu'il eût reçu du feld-maréchal l'ordre de ramener ses troupes derrière l'Isar.

Pendant les quelques jours employés au bombardement de Straubing, Khevenhüller avait d'ailleurs définitivement renoncé à l'offensive et pris le parti de concentrer son armée derrière l'Isar.

Quelle a été, en réalité, la cause déterminante de cette résolution de Khevenhüller? C'est là ce qu'il est presque impossible d'établir, même aujourd'hui. Comme il le disait à la reine, il voulait « être à portée et en mesure de pouvoir couvrir, selon les

cas, soit la Bohême, soit la Haute-Autriche. » Sans cesser toutefois de faire observer qu'on pourrait arriver bien plus complètement à ce résultat par une continuation énergique de l'offensive contre les différents échelons du corps de secours français, marchant chacun pour leur compte, par une marche de son armée vers le Neckar et le Rhin, le feld-maréchal n'en était pas moins obligé de constater qu'il était trop faible pour pouvoir tenter une pareille entreprise avec quelque chance de succès.

En somme, ce fut pendant les journées du 2 au 7 avril qu'il se résigna à passer définitivement sur la défensive. Le 2 avril, son « cordon[1] » s'étend encore sur la rive gauche du Danube par Kehlheim et Vohburg ; sur la droite, par Pfaffenhofen, Geisenfeld et Friedberg. En avant de ce cordon, les hussards de Menzel se tiennent du côté de Rain, éclairant les deux rives du Lech. A ce moment, le feld-maréchal, informé de la prise de Reichenhall, a, de plus, ordonné à Stentsch de venir avec la presque totalité de ses troupes à Munich.

Jusqu'au 6 avril, Khevenhüller avait cru inutile d'apporter la moindre modification à cette répartition de ses forces, « qui lui permet, écrit-il, de se concentrer rapidement en cas de besoin. »

Mais, le 7, il reçoit des nouvelles qui ne laissent pas de l'inquiéter ; on lui affirme qu'un des échelons du corps de secours est en marche sur Ratisbonne. Craignant une attaque dirigée contre ses détachements de la rive gauche du Danube, il expédie aussitôt l'ordre par lequel son armée va se concentrer derrière l'Isar.

Bärnklau, qui a déjà renoncé depuis la veille à l'investissement d'Ingolstadt et qui est revenu s'établir à Vohburg, a ordre de tenir du monde à Kehlheim jusqu'à ce qu'on ait ramené en arrière les vivres qu'on y a réunis, de détruire aussitôt après les retranchements qu'on y a élevés, de se dérober, de couper le pont derrière lui et de venir sur Dingolfing.

Le gros de l'infanterie postée sur le Danube ralliera Wurm-

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à la reine, Moosbrug, 2 avril 1742, IV, 1.

brand du côté de Straubing et viendra avec lui à Plattling. La cavalerie de l'aile gauche, sous le général Bernes, changera de front et occupera la ligne Pfaffenhofen—Mainburg. Les troupes légères de Menzel se réuniront vers Pfaffenhofen et se chargeront de surveiller le cours du Danube. Les régiments de cavalerie régulière feront l'arrière-garde et couvriront la retraite. Enfin Stentsch occupera Munich.

Les Franco-Bavarois n'avaient pas tardé, de leur côté, à s'apercevoir du changement d'attitude de Khevenhüller. Dès qu'il eût constaté le rassemblement opéré par Bärnklau autour de Vohburg et le mouvement de Wurmbrand sur Straubing, enfin, dès qu'il eût acquis la certitude que Khevenhüller semblait décidé à concentrer son armée plus en arrière, Törring, pensant que le moment de reprendre l'offensive était venu, s'en ouvrit aussitôt à l'empereur. Une correspondance des plus actives s'engagea sur l'heure même entre Charles VII, Törring, Belle-Isle et les personnages les plus marquants de la coalition.

Mais si Charles VII et Törring pressés d'abréger la durée de l'occupation autrichienne se prononçaient en faveur de la marche immédiate sur Straubing des troupes bavaroises et palatines, ainsi que des divisions françaises déjà arrivées sur le Danube, Belle-Isle, au contraire, avait donné la préférence à des opérations d'un tout autre caractère.

Pénétré de la justesse des conseils donnés par Frédéric[1],

---

[1] Cf. *Correspondance politique.* — N° 759. Au cardinal de Fleury, Selowitz, 27 mars 1742 : « J'ai appris par un grand nombre de lettres interceptées que le projet de M. de Khevenhüller est d'aller jusqu'en Souabe au devant du secours français et de le combattre, ce qui obligera, je crois, les Français à marcher en corps de troupes et non par détachement...». — N° 763. A l'empereur des Romains, Selowitz, 28 mars 1742 : « ... Quant aux moyens pour dégager la Bavière, je ne sais si le projet de M. de Belle-Isle ne serait pas aussi propre à l'effectuer. Le grand article est de soutenir la Bohême en même temps... Il faudrait, selon moi, que les secours français ne s'éparpillassent point, mais qu'ils marchent en corps de troupes; sans quoi ils ne peuvent manquer d'être battus en détail ». — N° 799. A Belle-Isle, Chrudim, 1742 : « ...Les bonnes dispositions que la France a faites pour des opérations vigoureuses m'ont bien réjoui, de même que la précaution qu'on a prise de faire marcher les troupes ensemble, *ne doutant nullement que si l'on ne se presse trop et attend que toutes les troupes soient assemblées, alors en marchant en force sur Khevenhüller, on l'obligera bientôt de quitter la Bavière.* La seule difficulté que je crains encore est de déloger les Autrichiens de Passau, étant très vraisemblable qu'ils tâcheront de leur mieux à soutenir ce poste...»

Belle-Isle ne voulait commencer les opérations que lorsque toutes les troupes françaises seraient arrivées sur le Danube. Comme il l'écrivait de Francfort, le 26 mars, à Ségur, il s'agissait bien moins de rendre à l'empereur ses États héréditaires que de tendre la main et donner de l'air à l'armée française de Bohême. Il fallait, à son avis, quand l'armée aurait atteint le bas Danube, commencer par dégager Straubing, couvrir le Haut-Palatinat et établir la communication avec la cavalerie dirigée sur Amberg, puis se porter au plus vite sur Passau, dont il importait de s'emparer avant d'entamer ensuite les véritables opérations. Il s'agissait donc de rester à Ingolstadt jusqu'à l'arrivée sur ce point de tous les éléments constitutifs du corps de secours.

Belle-Isle craignait évidemment de voir Khevenhüller, ou tout au moins une partie de son armée, se porter par le Haut-Palatinat sur la Bohême. Tenant avant tout à assurer les communications entre la Bohême et la Bavière, il ne pouvait, par suite, accepter le projet de Törring et il défendit en conséquence à d'Harcourt de dépasser Ingolstadt avant la réunion et la concentration du corps tout entier autour de cette place.

Le 6 avril, lorsque Törring s'approcha d'Ingolstadt à la tête de ses troupes, renforcées du contingent fourni par le Palatin, et placé sous les ordres du général von Zastrow, la garnison de la place, prévenue de la marche des Bavarois, exécuta une sortie, chassa les quelques troupes légères que Bärnklau avait laissées en observation et occupa le lendemain Mehring aussitôt après le départ des hussards autrichiens. Le 8, Törring arrivait à Ingolstadt en même temps que celles des troupes françaises que d'Harcourt avait portées de ce côté et qui se cantonnèrent, partie à Ingolstadt même, partie à Mehring.

Le 10, Törring, qui s'était fait précéder, dès la veille, par une petite avant-garde, se présentait avec 20 bataillons, quelque cavalerie et 8 canons devant Kehlheim qu'il essaya à trois reprises d'enlever de vive force et par escalade. A 10 heures, en présence de l'insuccès de ses trois assauts, il se se décida d'abord à canonner la ville, et une heure après, il fit sommer le commandant de lui en ouvrir les portes, pendant que, grâce à quelques bateaux qu'il était parvenu à ramasser, il faisait passer quelques troupes sur la rive droite du Danube.

Mais, dans l'intervalle, Bärnklau, qui avait entendu le canon et reçu l'avis de l'attaque de Törring, avait réuni à la hâte tout ce qu'il avait sous la main à Neustadt. Accourant sans perdre une minute, continuant sa marche malgré le feu de l'artillerie de Törring, il avait attaqué, bousculé et anéanti les détachements envoyés sur la rive droite. Désespérant, après ce nouvel échec, de briser la résistance de Kehlheim, Törring renonça à renouveler ses attaques et se replia sur Riedenburg, après avoir perdu 200 hommes et laissé 300 prisonniers entre les mains de Bärnklau[1].

Au lendemain de l'affaire de Kehlheim, les différentes subdivisions de l'armée de Khevenhüller commencèrent leur mouvement vers les nouvelles positions qui leur étaient assignées derrière l'Isar. Le 12, Bärnklau évacuait Kehlheim, détruisait le pont et se dirigeait sur Dingolfing. Wurmbrand avait levé, la veille, le siège de Straubing et s'était porté sur Plattling. Menzel avait réuni ses hussards aux environs de Mainburg, et Khevenhüller établissait, le 16, son quartier général à Landau. Il avait dès le 12, avant de quitter Pfaffenhofen, rendu compte à la reine des mesures qu'il avait dû prendre, des mouvements qu'il avait dû ordonner[2].

Or, au moment même où Khevenhüller exécutait, quoique à regret, sa concentration derrière l'Isar, Marie-Thérèse, jugeant avec une rare lucidité la situation telle que l'avaient faite les événements des deux derniers mois en Moravie et en Bohême, pénétrant avec une remarquable justesse de vues les motifs réels des efforts faits par la France et le caractère des opérations de Frédéric, venait précisément de se convaincre de l'extrême importance des opérations offensives de Khevenhüller, de se rendre compte de l'effet moral considérable que pouvait avoir un avantage signalé remporté par les armes autrichiennes en Bavière et d'écrire au feld-maréchal pour le prier d'abandonner tout souci pour ses derrières et ses communications qu'elle faisait couvrir par Lobkowitz, et pour l'inviter à tomber sur les

[1] Bärnklau, blessé dans cette affaire, dut aller se faire soigner à Braunau et abandonner momentanément son commandement.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à la reine. Pfaffenhofen, 12 avril 1742, IV, 14.

colonnes françaises et à essayer de les battre en détail [1]. C'étaient, à son avis, les opérations offensives de Khevenhüller, qui, seules pouvaient empêcher les secours français, soit de rejoindre Broglie, soit de pénétrer à nouveau dans la Haute-Autriche. L'intervention certaine de l'armée de Khevenhüller lui paraissait d'autant plus nécessaire que des événements décisifs se préparaient en Bohême.

En effet, le 1er avril, le prince Charles, à la tête de 30,000 hommes, s'était porté de Budweis vers la Thaya pour opérer contre les Prussiens et les Saxons en Moravie, après avoir laissé Lobkowitz avec 10,000 hommes à Budweis, avec l'ordre de tenir en respect l'armée de Broglie.

Frédéric II, qui avait poussé jusque sur les confins de la Basse-Autriche avait, entre temps, renoncé à la continuation de l'offensive, résolu d'investir Brünn et d'opposer le prince Thierry d'Anhalt-Dessau aux entreprises que pourraient tenter contre ses derrières et sa gauche les insurgés hongrois rassemblés à Skalitz. Informé des projets offensifs du prince Charles, Frédéric, non content de réunir à Troppau un corps de 10 bataillons et de 20 escadrons sous le prince Léopold d'Anhalt, avait ordonné de rassembler dans la Haute-Silésie un autre corps de 14 bataillons et de 15 escadrons.

Frédéric II avait, pendant ce temps, examiné et pesé les conséquences des opérations que les Autrichiens paraissaient vouloir entreprendre. Rassuré sur la portée de celles qu'on dirigerait de la Haute-Autriche contre lui, il se préoccupait plus sérieusement des suites que pourrait avoir, tant pour son armée de Moravie, désormais privée de ses communications, que pour les troupes prussiennes établies sur l'Elbe, une défaite que le prince Charles ferait essuyer à l'armée de Broglie.

Informé le 1er avril par Valory de la mise en route des renforts que Khevenhüller envoyait en Bohême par Linz sur Budweis, il lui avait suffi d'un bruit dénué de fondement, et d'après lequel le prince Charles aurait reçu l'ordre de tomber sur Broglie, pour le décider à lever le siège de Brünn et à se diriger avec toute

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Marie-Thérèse à Khevenhüller, 14 avril 1742, IV, 15.

son armée sur la Bohême, où les Saxons, allant, eux, sur Prague, avaient ordre de le suivre. En même temps, il prescrivait au corps du prince Léopold d'Anhalt, en marche sur la Haute-Silésie, de venir sur Königgrätz ; au prince héréditaire d'Anhalt, de se porter sur Glatz ; enfin, au prince Thierry, d'occuper avec 44 bataillons et 30 escadrons Olmütz et Prerau, et de couvrir la Haute-Silésie.

Vers la mi-avril, il n'y avait plus ni troupes prussiennes de l'armée du roi, ni troupes saxonnes du chevalier de Saxe en Moravie. Seul, le corps du prince Thierry d'Anhalt était depuis le 13 à Olmütz.

Vers la même époque, le prince Charles de Lorraine avait poussé le 9 avril jusqu'à Znaym. Le 15, il était à Austerlitz, le 16, à Wischau ; le 18, son armée campait à Prossnits, et le 20, à Olschau. Olmütz, évacué par le prince Thierry, avait été réoccupé.

En Bohême, la petite armée de Lobkowitz, formant deux groupes depuis le départ du prince Charles, se tenait à Budweis et à Bechin, couverte par des avant-postes établis sur la ligne Prachatitz-Protiwin-Mühlhausen-Jung Wozic-Pilgram-Iglau-Trebitsch. Elle resta sur ces positions jusque dans les premiers jours de mai.

En face de Lobkowitz, Broglie avait son gros à Pisek et quelques détachements à Protiwin et à Winterberg. Un autre corps, composé de Franco-Bavarois, se tenait à Prague et au sud-est de cette ville. Quelques troupes françaises occupaient, en outre, Pilsen, Taus et Bischofteinitz. Enfin, le comte Maurice de Saxe poussait vigoureusement, depuis le 6 avril, le siège d'Eger, dont la prise ou la reddition semblait, vers la mi-avril, n'être plus qu'une question de quelques jours.

Telle était la situation générale des armées au moment où Khevenhüller crut devoir se décider à rester sur la défensive et à prendre position derrière l'Isar. Aussi, tout en déclarant à Khevenhüller qu'elle comprenait les raisons qui lui avaient dicté cette résolution, la reine, en le priant toutefois de ne pas rester inactif, n'avait pu s'empêcher de lui dire qu'elle conservait

l'espoir de le voir avant peu porter « un gros coup » à l'ennemi[1].

Cette action devrait même se produire de suite si, comme on pouvait le croire sur la foi de certains renseignements, les Français se portaient vers la Bohême. En tous cas, les craintes que le mouvement rétrograde de Khevenhüller avait fait naître dans l'esprit de la reine, étaient d'autant plus fondées qu'il avait suffi de la retraite du feld-maréchal derrière l'Isar pour amener un profond revirement dans les esprits en Bavière. On y remarqua presque de suite des symptômes tellement graves que l'on se crût pendant quelque temps à la veille d'un soulèvement général. Partout, ce qui ne s'était jamais produit jusque-là, des paysans armés se mirent à attaquer les escortes des convois, les officiers isolés et jusqu'aux petits détachements. Sur la rive gauche du Danube, les paysans, encouragés par l'approche des Français et stimulés par les autorités, se groupaient dans les bois en bandes armées, et Khevenhüller se vit contraint à prendre les mesures de rigueur nécessaires pour étouffer ce commencement d'insurrection. Il lui fallut, entre autres, charger Trenck de châtier la petite ville de Tölz. Malgré cela, les troupes autrichiennes exécutèrent sans encombre leur mouvement qui était achevé le 20 avril.

A la nouvelle de l'évacuation de Kehlheim, d'Harcourt qui se disposait à marcher sur cet endroit, se contenta d'y envoyer quelques bataillons et retourna à Ingolstadt, tandis que Törring, continuant sa marche le long de l'Altmühl et du Danube, cantonnait, le 17, son armée entre la Naab et la Regen, renforçait la garnison de Straubing de trois régiments et envoyait des détachements à Donaustauf et à Deggendorf. L'occupation de ces trois points avait à ce moment une importance d'autant plus grande que, non seulement ils se trouvaient placés sur la grande communication avec la Bohême, mais que leur possession facilitait l'exécution du plan projeté par Belle-Isle : s'étendre le long du Danube jusqu'à Passau et priver de la sorte Khevenhüller de la possibilité de rien entreprendre du côté de la Bohême.

Pendant ce temps, 20 des bataillons du « secours » français

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière). 1742. Marie-Thérèse à Khevenhüller, 16 avril 1742, IV, 17.

étaient arrivés dans les quartiers qu'on leur avait préparés entre Donauwörth et l'Altmühl. Le lieutenant général de Ravignan avait rejoint l'armée et pris possession de son commandement, le 16, à Ingolstadt.

Ignorant encore les mouvements exécutés par Törring et répondant à la lettre par laquelle Frédéric l'avait informé de sa marche sur la Bohême[1], Belle-Isle, qui venait de donner à Ravignan l'ordre de mettre ses troupes en marche sur Deggendorf, avait exposé au roi les avantages que présenterait une manœuvre concentrique, partant simultanément de la Bavière et de la Bohême et dirigée contre les armées autrichiennes qu'il supposait établies dans le sud de la Bohême et derrière l'Inn. Il offrait, en outre, au roi de prendre le commandement de l'armée française de Bohême, afin de pouvoir la conduire conformément aux vues de Frédéric et d'envoyer à Deggendorf Broglie, que l'on chargerait des opérations en Bavière[2].

Il écrivait d'ailleurs, quelques jours plus tard, dans le même sens à Broglie, mais en l'informant toutefois de la faute que Khevenhüller avait commise, d'après lui, en évacuant Deggendorf et des dispositions qu'il avait prises en vue de préparer le siège de Passau. Mais, bien que Belle-Isle eût insisté sur la nécessité d'agir au plus vite et d'entreprendre de suite les opérations qu'il recommandait, il eut tant de peine à vaincre la résistance de Charles VII, que ce fut le 28 avril seulement qu'il lui fut possible de mettre en route les 20 bataillons et les 12 escadrons, à la tête desquels Ravignan se porta sur Deggendorf.

L'occupation de Deggendorf par les Bavarois avait, pendant ce temps, augmenté les inquiétudes que Khevenhüller avait conçues depuis quelque temps déjà. De plus en plus préoccupé de la conservation de sa ligne de retraite sur la Haute-Autriche, il avait, dès le 21, imprimé un redoublement d'activité aux travaux déjà commencés à Passau, confié le commandement de cette place à Bärnklau, auquel sa blessure interdisait pour le moment un service actif, résolu d'abandonner la ligne de l'Isar et donné, le 23 avril, à ses troupes, l'ordre de se porter en deux

---

[1] *Correspondance politique*, n° 788. A Belle-Isle, Trübau, 12 avril 1742.
[2] *Archives de la guerre*, Manuscrit du général de Vault. Belle-Isle à Frédéric II, Francfort, 22 avril 1742.

marches derrière l'Isar. Stentsch restait encore à Munich, où il devait tenir le plus longtemps possible. En cas d'évacuation forcée de la capitale de la Bavière, le feld-maréchal lui avait recommandé de ramener ses troupes à Braunau.

A ce moment du reste, et la lettre qu'il adressa de Landau, le 22 avril, à Marie-Thérèse, le prouve surabondamment, Khevenhüller semblait s'attendre à devoir prononcer plus loin son mouvement de retraite, puisqu'il ordonnait de procéder à l'exécution immédiate de travaux de défense dans le Salzkammergut et demandait à la Reine de faire réunir six mois de vivres dans la Haute-Autriche. L'attitude expectante, les inquiétudes et la passivité même de Khevenhüller, que son caractère portait au contraire à l'action, s'expliquent d'ailleurs par la situation faite à son armée à partir du moment où l'on obligea le feld-maréchal à s'affaiblir pour renforcer l'armée de Bohême, par l'état peu brillant de ses troupes très éprouvées par les opérations et aux besoins desquelles le feld-maréchal, manquant d'argent, était dans l'impossibilité de subvenir rien que par ses propres moyens et à l'aide des ressources insuffisantes qu'il pouvait à grand'peine se procurer sur place.

Tandis que l'armée de Khevenhüller s'établissait dans les cantonnements qu'elle occupait depuis le 24 avril entre la Vils et l'Inn, Ravignan et Törring se portaient tous deux vers Deggendorf, sans avoir toutefois préalablement combiné leur mouvement. Bien qu'il fût maître de Deggendorf depuis le 21, Törring avait maintenu jusqu'au 25 son gros dans ses quartiers, parce qu'il avait reçu de Charles VII l'ordre de ne pas se porter en avant avant d'avoir été rejoint ou de pouvoir tout au moins être soutenu par le secours français. Il avait bien eu dans le principe, lorsqu'il apprit que Ravignan quittait le 26 Kehlheim pour aller sur Deggendorf, l'intention de concentrer ses troupes à Straubing, de continuer sur Deggendorf, d'y passer le Danube, de traverser le Danube à Plattling, de rejeter les Autrichiens jusque derrière l'Inn et d'aller assiéger Passau ; mais il ne tarda pas à renoncer à ce projet. Après avoir mis ses troupes en mouvement sur Straubing le 25, il s'arrêta le 29 à Bogen (15 kilomètres environ en aval de Straubing) et y resta immobile jusqu'au 19 mai, en se contentant toutefois de mettre des postes à Winzer et au château d'Hilgartsberg.

Après avoir laissé 3 bataillons à Ingolstadt, à Donauwörth et à Lauingen, et enfin à Abensberg 5 bataillons qui devaient y attendre leur ordre de mouvement sur la Bohême, Ravignan quitta Kehlheim le 28 avec la tête du secours français, réduite de cette façon à 4 bataillons, pendant que d'Harcourt se mettait lui aussi en marche sur Deggendorf à la tête des 10 bataillons que l'on se proposait d'envoyer ultérieurement en Bohême. Ravignan avait du reste, sous prétexte d'assurer plus complètement les subsistances de ses bataillons, réglé la marche de sa colonne et de celle de d'Harcourt, d'une façon absolument inexplicable. Éparpillant plus que jamais ses forces, il faisait marcher les 14 bataillons allant sur Deggendorf en petits échelons de 2 bataillons, se suivant à un jour d'intervalle. C'était là une singulière manière de se conformer aux ordres formels et aux recommandations, bien précises cependant, de Belle-Isle. Arrivé avec sa tête de colonne, le 30, à Donaustauf et trouvant le pays entièrement épuisé par le passage des Bavarois de Törring, Ravignan dut se résigner à faire un crochet en passant par Falkenstein et n'arriva que le 5 mai à Straubing.

Dans l'intervalle, l'armée du prince Charles, précédée par les hussards de Nadasdy, avait quitté le camp d'Olschau pour entrer en Bohême. Tout portait à croire que, pendant que le prince Charles se porterait contre Frédéric, Lobkowitz prendrait, lui aussi, l'offensive et viendrait attaquer Broglie. Inquiet et préoccupé de la gravité de la situation, Charles VII envoya à Ravignan l'ordre de diriger de suite sur la Bohême, et par le chemin le plus court, non seulement les 10 bataillons de d'Harcourt, mais les 5 bataillons qui, laissés à Abensberg, durent, au lieu de se porter sur Amberg, prendre au plus court sur Klattau, où ils arrivèrent le 11 mai.

L'exécution de ces ordres de l'empereur, qu'il reçut le 5 mai, mit en pleine lumière les inconvénients et les vices du dispositif de marche adopté par Ravignan. Quand d'Harcourt eut quitté, le 8 mai, Straubing pour remonter vers la Bohême avec ses 10 bataillons, auxquels Ravignan avait fait prendre place dans sa colonne, entre les 2 bataillons de l'échelon de tête et les 2 dont se composait celui de queue, le lieutenant général ne disposa plus, à Straubing, jusqu'au moment où les subdivisions de tête des autres échelons arrivèrent à hauteur de ce point,

c'est-à-dire jusqu'au 13 ou 14, que de 2 bataillons. Malgré cela, Ravignan n'en avait pas moins ordonné de continuer, sans plus tarder, la marche sur Deggendorf, lorsqu'une rechute de la maladie à laquelle il ne tarda pas du reste à succomber, l'obligea à rappeler d'Harcourt et à remettre le commandement à cet officier qui rejoignit le 11 mai, à Deggendorf, les troupes désormais placées sous ses ordres.

Jamais peut-être on n'a plus multiplié les ordres et les contre-ordres qu'à ce moment. Quelques jours après la mise en route des 15 bataillons que, sur la demande de Charles VII, on avait dirigés sur la Bohême, on avait reçu de Versailles, probablement à l'instigation de Broglie qui se voyait, à ce moment, à la veille de prendre le commandement de l'armée de Bavière, la défense d'envoyer en Bohême aucune des unités dont se composait le corps destiné à opérer sur le Danube. Il était, de toute façon, trop tard pour se conformer cette fois à cette injonction. Les 5 bataillons de Villemeur étaient déjà à Klattau, et les 10 autres bataillons, passés depuis le rappel de d'Harcourt sous les ordres d'Appelgreen, étaient sur le point d'atteindre la frontière de la Bohême. Enfin, Broglie lui-même, loin de regretter leur arrivée, cantonna les 8 bataillons de Villemeur à Sedlitz et Radomischl et laissa momentanément les 10 bataillons d'Appelgreen à Klattau.

Entre temps, Stentsch avait informé Khevenhüller qu'en raison de la présence de grosses colonnes de troupes ennemies à Freising, il avait cru devoir évacuer Munich le 29 avril, à 3 h. 1/2 de l'après-midi. Il s'était replié sur Wasserburg et demandait au feld-maréchal si, comme le portaient ses instructions, il devait continuer sa retraite et se rapprocher du Tyrol.

La nouvelle de l'évacuation de Munich surprit d'autant plus Khevenhüller que les rapports de Menzel, en date du même jour et expédiés de Landshut, ne lui parlaient pas de l'apparition de troupes ennemies du côté de Freising. Stentsch s'était, en tout cas, trop pressé de quitter la capitale de la Bavière. Il fallait porter au plus vite remède à cet acte de faiblesse, et Khevenhüller donna à Bärnklau, à peu près entièrement rétabli, l'ordre de réoccuper cette ville, pendant qu'en prescrivant à Stentsch de laisser son infanterie à Wasserburg, il lui ordonnait en même temps de quitter un commandement qu'il était hors d'état

d'exercer utilement et de retourner de sa personne à Innsbrück.

Parti de Braunau pour Wasserburg le 3 mai, Bärnklau commença par faire rebrousser chemin à l'artillerie que Stentsch avait mise en route sur Braunau et qu'il renvoya à marches forcées à Wasserburg, où il arriva de sa personne le 4 au soir. Le 5 au matin, après avoir laissé à Wasserburg le train, les malades, les éclopés et une petite garnison de 200 hommes, Bärnklau reportait sur Munich toutes les troupes que Stentsch en avait fait sortir. Voulant paraître à l'improviste devant les portes de cette capitale, Bärnklau venait à peine de prendre, à une heure et demie à Ebersberg, ses dernières dispositions pour la continuation de la marche, lorsqu'il y fut rejoint par un cavalier que lui envoyait Menzel. Le colonel, qui s'était de son côté rapproché de Munich, l'informait qu'il se tenait avec son monde à Bogenhausen (en face de Munich, sur la rive droite de l'Isar). Voulant s'entendre avec Menzel et reconnaître en même temps les abords de Munich, Bärnklau se rendit sur-le-champ à Bogenhausen. A 5 heures de l'après-midi, il rejoignait ses troupes à Harthausen après avoir acquis la conviction qu'on se disposait à lui tenir tête à Munich. On y organisait la résistance, on y sonnait le tocsin pour appeler la population aux armes. Bien que ses troupes eussent déjà fait 37 kilomètres, bien qu'Harthausen fût encore à 17 kilomètres de Munich, il crut indispensable de continuer sa marche, « parce qu'il était bien décidé à attaquer la ville dès la pointe du jour ».

Couvert par son avant-garde qui, malgré le feu dont elle avait été saluée, avait réussi à s'établir à l'entrée de l'un des ponts de l'Isar, Bärnklau déploya ses troupes entre les deux ponts qui existaient sur cette rivière. Son avant-garde, protégée par le tir de son artillerie, se mit aussitôt à réparer l'un de ces ponts, en força ensuite le passage et se dirigea vers le Kost-Thörl, suivie de près par le général Palffy avec les Croates et un régiment d'infanterie, pendant qu'une autre colonne passait rapidement le deuxième pont et mettait son artillerie en batterie sur la rive gauche de l'Isar, devant la porte de l'Isar.

La première colonne avait réussi pendant ce temps à pénétrer jusque dans les jardins du palais, à y amener son artillerie et se disposait à ouvrir le feu contre l'une des portes de l'intérieur de la ville (Schwabinger-Thor), lorsqu'une députation de bourgeois

se présenta à la porte de l'Isar pour offrir au général la reddition de la ville. Lorsque le bourguemestre se rendit à son tour auprès du général Bärnklau au Schwabinger-Thor, le général désireux d'épargner le sang de ses soldats crut, bien que la prise de la ville fût certaine, qu'il était, à tous égards, préférable d'imposer au bourguemestre une capitulation d'ailleurs assez douce. Le 6 mai, à 4 heures de l'après-midi, les troupes de Bärnklau rentraient à Munich, dont la reprise ne leur avait coûté que 5 tués et 25 blessés.

Le conseil aulique éprouva, cette fois encore, le besoin de faire connaître son avis et ne manqua pas de blâmer sévèrement une capitulation à laquelle Bärnklau avait eu raison de consentir et que Khevenhüller avait approuvée. Le feld-maréchal défendit du reste si énergiquement la conduite de son subordonné que Marie-Thérèse, toujours plus clairvoyante et plus juste que ses ministres, s'empressa de lui rendre justice en ratifiant, sans y rien changer, les conditions que Bärnklau avait imposées à la capitale de la Bavière.

Dès les premiers jours de mai, Khevenhüller resserra et massa presque les troupes qu'il avait ramenées derrière la Vils. De plus en plus convaincu que ses adversaires opéreraient tout d'abord sur Passau, il y envoya, le 5 mai, de nouveaux régiments, dont les soldats devaient travailler à accélérer la mise en état de défense de cette place qu'il venait de confier au feldzeugmeister Wurmbrand. Toutefois, et bien qu'il eût connaissance de la dispersion et de la dissémination des Franco-Bavarois, d'une situation qui lui aurait permis de remporter sur eux des avantages à la fois faciles et certains, le feld-maréchal persista à croire qu'il n'y avait pas encore lieu pour lui de reprendre l'offensive. Sa cavalerie manquait, il est vrai, de fourrages; les pluies avaient rendu les chemins presque impraticables, et, comme il l'écrivait à la reine, il n'attendait plus « que l'herbe ait poussé pour marcher à l'ennemi et l'attaquer. »

La retraite de Khevenhüller, d'abord derrière l'Isar, puis derrière la Vils, n'avait été acceptée qu'à regret par Marie-Thérèse, tant à cause du déplorable effet produit par ce mouvement rétrograde qu'à cause de l'absence de motifs sérieux obligeant le feld-maréchal à renoncer à l'offensive. Malgré cela elle avait si

bien continué sa confiance à Khevenhüller qu'elle s'empressa et s'efforça de faire droit à ses demandes. Il s'était plaint de l'insuffisance des lieutenants qu'on lui avait donnés. Elle lui envoya les feld-maréchaux lieutenants Damnitz et Wallis, les généraux-majors Helfreich, Platz et Splenyi. Il déclarait qu'il n'avait pas assez de monde, qu'il était trop faible pour reprendre l'offensive. Elle lui fit savoir qu'elle dirigeait vers son armée un renfort de 5 bataillons d'infanterie et 5 compagnies d'un régiment de cuirassiers, ainsi que les barques qu'il n'avait cessé de réclamer. Elle l'informait, de plus, qu'on procédait activement à l'établissement de magasins dans la Haute-Autriche.

Pendant que Marie-Thérèse prenait toutes ces mesures, le feld-maréchal s'était borné à se donner un peu d'air à Passau, à pousser sur la rive gauche du Danube, sur le château d'Hilgartsberg, un détachement, à l'approche duquel les Franco-Bavarois se replièrent sans combat, et à négocier avec Törring un échange de prisonniers.

Vers le 15 mai, le temps s'était remis au beau, et le feld-maréchal, afin de se préparer à la reprise des opérations offensives, concentra son armée dans un camp au nord-ouest de Pleinting, le 18 mai. Après avoir jeté deux ponts sur le Danube, à hauteur du château d'Hilgartsberg, il poussa, le 20, sur la rive gauche de ce fleuve, le général Helfreich avec 5,000 Warasdiner et quelque cavalerie, avec l'ordre de s'établir au nord-est du château d'Hilgartsberg et de s'opposer à un mouvement éventuel des Franco-Bavarois sur Passau. « Il avait, écrivait-il à la reine, l'intention de passer le Danube avec toute son armée, dès qu'il serait parvenu à démêler les projets de ses adversaires. »

Depuis l'occupation de Bogen et de Deggendorf, les Franco-Bavarois étaient restés aussi inactifs que Khevenhüller. Après avoir établi par Grafenau, sa communication avec Broglie, d'Harcourt, se trouvant trop faible pour attaquer seul Passau, avait fait camper ses troupes près de l'abbaye d'Alteich, le 19 mai, et résolu d'y attendre l'arrivée des autres échelons et des troupes de Törring. Bien qu'il n'eût, à ce moment que 7 bataillons avec lui à Alteich, qu'il eût reconnu lui-même les positions que les Autrichiens occupaient à Pleinting, il se contenta de se faire rejoindre par les 3 bataillons qu'il avait détachés à Grafenau

et par 4 des 6 bataillons laissés à Deggendorf, enfin par un régiment de cavalerie. Mais à sa grande surprise, à son grand désappointement, il apprit, le 20 mai, que les Autrichiens avaient achevé de jeter leurs ponts sur le Danube. La consternation et l'émoi causés par cette nouvelle avaient été si grands que l'on insista aussitôt auprès de d'Harcourt pour le décider à donner l'ordre de se replier sur Deggendorf. Le général s'y refusa, d'abord parce qu'il occupait à Alteich une forte position, ensuite parce que Khevenhüller, en admettant qu'il se fut porté vivement et immédiatement en avant, ne pouvait, d'après ses calculs, arriver à sa hauteur que le 22 mai au plus tôt; enfin, parce qu'à cette date il était sûr d'être rejoint à Alteich par 16 bataillons français, par 4 de troupes du Palatin, par 10 escadrons français et 10 de cavalerie bavaroise. A la même époque, du reste (21 mai), Törring, qui avait quitté Bogen, était arrivé avec ses Bavarois à Plattling, sur l'Isar.

Le 22 mai, Khevenhüller avait rassemblé au camp de Pleinting toute la cavalerie de l'armée et 6 régiments d'infanterie. Il avait de plus pris pied sur la rive gauche du Danube en y envoyant une partie des 5,000 Warasdiner que, sous les ordres du général Helfreich, il avait poussé depuis quelques jours jusqu'au château d'Hilgartsberg.

Le feld-maréchal n'avait à ce moment que des renseignements assez incomplets sur ses adversaires. Il savait seulement que le corps de secours français se concentrait au camp d'Hengersberg et que le quartier général s'était établi à Nieder-Alteich.

La reconnaissance du camp français, à laquelle Khevenhüller procéda avec ses généraux, lui permit de constater que ce camp était fortement établi sur une bonne position au nord du Danube, dans un terrain coupé et boisé, d'autant plus difficile à attaquer que l'eau était extrêmement rare dans toute cette région.

Khevenhüller avait naturellement des renseignements moins précis sur la position des Bavarois de Törring. Il savait seulement que le maréchal bavarois méditait d'entreprendre une opération contre Munich.

S'il était, en somme, assez bien renseigné sur la situation en Bavière, Khevenhüller ignorait à peu près complètement ce qui se passait en Bohême. Aussi le feld-maréchal, dans un rapport

en date du 27 mai [1], fit-il connaître à Marie-Thérèse que, sans songer pour cela, comme on lui en attribuait l'intention, à rester sur une défensive passive et même à se replier derrière l'Inn, il croyait sage et prudent d'adopter une attitude absolument expectante. La rentrée de Bärnklau à Munich suffisait, en effet, pour prouver qu'il n'avait jamais songé à évacuer la Bavière; mais la jeunesse et l'inexpérience de la plus grande partie de ses soldats l'empêchaient de reprendre l'offensive. Il faisait enfin remarquer à la reine que la position qu'il avait prise à Pleinting, à cheval sur le Danube, lui permettrait de résister victorieusement à toutes les entreprises de ses adversaires.

Il terminait son rapport en prouvant à la reine que le *Te Deum*, par lequel les Franco-Bavarois avaient fait célébrer la victoire de Czaslau, n'avait pas été d'ailleurs sans augmenter ses inquiétudes au sujet de la Bohême, d'où il ne recevait aucune nouvelle.

Khevenhüller n'avait pas encore expédié ce rapport (27 mai), lorsqu'une dépêche de Lobkowitz lui annonça que « l'ennemi avait obligé de lever le siège de Frauenberg et que lui, Lobkowitz, avait ordre d'évacuer Budweis et de rallier l'armée du prince Charles ». L'évacuation de Budweis pouvait, en effet, avoir pour Khevenhüller des conséquences d'autant plus graves qu'elle l'exposait, en cas de mouvement des Français vers ce point, à perdre sa ligne de retraite. Dévoré d'inquiétude, n'osant prendre une résolution que la reine et le conseil aulique auraient pu désapprouver, le feld-maréchal expédia aussitôt à Vienne un courrier porteur de son rapport et chargé de lui rapporter des ordres positifs et formels.

Sans être aussi sérieuse et aussi critique que le croyait Khevenhüller, la position des Autrichiens en Bohême avait été loin de s'améliorer pendant le cours du mois de mai. Nous croyons toutefois inutile de revenir ici sur la bataille de Czaslau et sur l'affaire, en somme insignifiante, de Zahaj, dont nous avons eu occasion de parler en détail dans un travail précédent [2].

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, camp de Pleinting, 27 mai 1742, V, 22.

[2] *Guerre de la Succession d'Autriche* (1740-1748), Campagne de Silésie (1741-1742). — Paris, Chapelot.

Comme Frédéric II l'écrivait à Belle-Isle (*Correspondance politique*, n° 867,

Si, par des ordres de Vienne, on avait empêché le prince Charles de donner suite à ses projets primitifs et de renouveler son attaque contre l'armée prussienne quelques jours après la perte de la bataille de Czaslau et après sa jonction avec Lobkowitz; si, en raison des inquiétudes que donnait au conseil aulique la situation de Khevenhüller en Bavière, on lui avait envoyé l'ordre de laisser Lobkowitz là où il était, à Budweis, il convient de dire aussi que, loin de continuer son offensive, loin de chercher à tirer parti de son petit succès de Zahaj, loin de passer de suite la Moldau, Broglie était resté immobile en face de Budweis et s'était contenté, afin de s'assurer la possession de quelques points de passage sur la Moldau, d'envoyer d'Aubigné avec une brigade d'infanterie et une de cavalerie à Moldauthein, et Boufflers à Krumau.

L'inaction et la timidité de Broglie, jointes aux dispositions prises par Frédéric à la suite de la bataille de Czaslau, facilitaient au prince Charles l'exécution des instructions qu'il avait reçues de Vienne et lui permettaient « de marcher vers la gauche afin de donner de l'ombrage aux Français ».

Le 29 mai, son armée reprenait sa marche. Elle était le 30 à Humpolec, le 1er juin à Czernowitz, le 2 à Sobieslau. Bien que les Autrichiens eussent dû s'arrêter pendant plus de 24 heures à Sobieslau pour se ravitailler, ils n'en réussirent pas moins, grâce à l'insouciance et à la négligence de d'Aubigné, à forcer, le 5 juin, le passage de la Moldau à Moldauthein. Et Broglie « fort étonné de ce qui lui arrivait », craignant de se voir coupé de sa ligne de retraite, n'eut rien de plus pressé à faire que de se replier sur Protivin le 6, sur Pisek le 8, sur Beraun le 11, et enfin sur Prague le 13, pendant que Lobkowitz qui l'avait suivi, sans le trop presser cependant, opérait à Wodnan sa jonction avec le prince Charles. Celui-ci au lieu de se porter droit sur Prague, avait cru plus utile de pousser d'abord sur Pilsen afin de couper les communications entre les deux groupes formés par les forces françaises de Bohême et de Bavière.

Camp de Brezezy, 27 mai) : « Quoique l'affaire n'ait pas été décisive, c'est toujours un bon commencement », mais c'était, comme il devait le dire un peu plus tard dans l'*Histoire de mon Temps*, en vain qu'on avait essayé « de faire valoir l'affaire de Zahaj comme la plus grande victoire. »

Malgré le peu de cas que Frédéric faisait des talents militaires du maréchal de Broglie, il n'avait jamais pu s'imaginer qu'une affaire aussi peu importante que celle de Moldauthein pourrait avoir de pareilles conséquences.

Dans l'intervalle, le 19 mai, deux jours après la bataille de Czaslau, la conférence militaire que Marie-Thérèse avait réunie à Vienne, tout en décidant de laisser à Khevenhüller, qu'on espérait voir rentrer incessamment en opération, cette liberté d'action qu'il avait si souvent réclamée, se borna à l'inviter lui, le prince Charles et Lobkowitz à s'entendre entre eux et à combiner désormais leurs mouvements, tandis que Marie-Thérèse multipliait les lettres par lesquelles elle priait le feld-maréchal de sortir de son inaction. Il est, par suite, aisé de se faire une idée de l'impression que produisit sur son esprit l'arrivée à Vienne du courrier que le feld-maréchal y envoyait, porteur de son rapport alarmant et pessimiste du 27 mai. Sans perdre une minute, Marie-Thérèse s'empressa de rassurer Khevenhüller, en lui annonçant que Lobkowitz se maintenait et se maintiendrait à Budweis, en lui démontrant que c'était en Bohême qu'allait se décider le sort de la campagne, qu'il fallait par suite empêcher les Franco-Bavarois d'y faire arriver des renforts, et que, plus que tout autre disposition, l'offensive vigoureuse et énergique de son armée lui paraissait de nature à faciliter et à favoriser les opérations du prince Charles[1].

La lettre de Marie-Thérèse venait à peine de partir, lorsqu'un mouvement offensif, exécuté contre le château d'Hilgartsberg par d'Harcourt et Törring, sur l'ordre de l'empereur Charles VII, amena une rencontre qui se termina à l'avantage des armes autrichiennes. Charles VII, il faut le reconnaître, aurait désiré voir l'armée franco-bavaroise prendre en masse l'offensive sur la rive gauche du Danube. Le conseil de guerre, qu'il eut la faiblesse de réunir le 27 mai, se fondant sur l'impossibilité de porter en avant une armée qui, quoiqu'en station, manquait déjà de vivres, se prononça au contraire pour une petite opération, dont l'exécution allait être confiée à un détachement fort de 2,000 à 3,000 hommes. On décida, par suite, qu'une avant-

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), Marie-Thérèse à Khevenhüller, Vienne, 27 mai 1742, V, 25.

garde de 600 fantassins et 100 chevaux se porterait dans la nuit du 27 au 28 mai, avec le maréchal de camp Grandville, contre le village de Schwanenkirchen et se mettrait en route à minuit. Le gros, obligé d'attendre les Bavarois qui arrivèrent bien après l'heure fixée pour le rassemblement, ne put commencer son mouvement que le 28, à 5 heures du matin. Grandville n'ayant trouvé personne à Schwanenkirchen, avait entre temps continué sa marche vers Hilgartsberg après avoir rencontré au point du jour, à hauteur d'Ober-Schöllnach, quelques piquets de hussards qui se replièrent à son approche.

Des trois colonnes, dont se composait le gros du détachement, l'une, celle conduite par Törring, avait été également éventée par les hussards qui se replièrent devant elle.

D'Harcourt, qui avait entre temps déployé ses colonnes, s'engagea vers midi afin de soutenir Törring et essaya d'enlever un bois occupé par les Croates et situé au nord-ouest d'Hilgartsberg. Arrêtée par les feux partant de ce bois, son infanterie fit bonne contenance jusqu'au moment où sa cavalerie, décimée par le tir des Croates, tourna bride et s'enfuit avec une telle précipitation et dans un tel désordre qu'on eut la plus grande peine à l'arrêter et à la rallier à une assez grande distance du lieu du combat. Entraînée par l'exemple des cavaliers, l'infanterie, qui avait presque entièrement épuisé ses munitions, lâcha pied à son tour au moment où les défenseurs du bois et un détachement sorti du château dessinèrent une contre-attaque et se jetèrent sur elle. Ce fut à grand'peine seulement que d'Harcourt parvint à reformer une partie des fuyards et essaya de les faire tenir bon jusqu'au moment où son groupe de gauche, qui courait grand risque d'être coupé[1], aurait réussi à le rejoindre. Pressé vivement par les Croates, mal secondé par ses soldats démoralisés, il dut continuer à reculer jusque sur Schwanenkirchen où il fut recueilli par les 6 bataillons de la colonne d'Héronville. Malgré l'entrée en ligne de ce renfort, d'Harcourt, n'osant pas renouveler la lutte, évacua Schwanenkirchen et rentra au plus vite dans son camp, poursuivi et serré de près par les Croates. Cette déplorable affaire avait coûté aux Franco-Bavarois

[1] Le groupe, sous les ordres de Grillon, parvint à se dérober et à rallier le soir le camp français.

6 officiers et 82 hommes tués, 16 officiers et 166 soldats blessés, un assez grand nombre de prisonniers, parmi lesquels le propre neveu de d'Harcourt, le comte de Lillebonne, enfin les 5 pièces d'artillerie qu'il avait emmenées et qui restèrent entre les mains des Croates.

Malgré la démoralisation manifeste des troupes de d'Harcourt, malgré la débandade complète de son détachement, Khevenhüller, trop sérieusement préoccupé des inquiétudes que lui donnaient les nouvelles peu favorables reçues de l'armée de Bohême, n'osa pas poursuivre ses avantages et se décider à en tirer parti, ainsi que du découragement de son adversaire. Il persista à considérer toute opération offensive comme impossible, comme dangereuse, tant que l'ennemi conserverait la faculté de pousser de la Bohême sur la Haute-Autriche, et à songer bien plus à la retraite derrière l'Inn qu'à un mouvement en avant, à une attaque dirigée contre les corps de d'Harcourt et de Törring[1]. Redoutant toujours encore l'évacuation de Budweis, il alla jusqu'à dire que dans ce cas il ne savait réellement pas ce qu'il aurait à faire. Ses inquiétudes étaient si vives et si grandes que la lettre même qu'il reçut le 1er juin et par laquelle Lobkowitz lui annonçait que, non seulement il avait ordre de tenir à Budweis, mais que l'armée du prince Charles allait opérer sa jonction avec son corps, ne réussirent même pas à le rassurer et à ramener le calme dans son esprit. Il continua à se préoccuper de sa ligne de retraite et persista à croire, d'après le dire des déserteurs, à la marche de 10,000 Franco-Bavarois sur Passau, à ce mouvement qui lui paraissait probable et rationnel parce qu'il l'obligerait à évacuer la Bavière. Il persista à déclarer que le mieux qu'il avait à faire, c'était de se replier derrière l'Inn[2]. Le feld-maréchal avait d'ailleurs tenu conseil avec ses généraux qui partageaient sa manière de voir et étaient comme lui d'avis d'évacuer Munich. Sa situation lui paraissait même si grave qu'il fit partir pour Vienne le général Lucchesi porteur de ses deux dépêches, et le chargea de donner en passant au général

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller au Conseil aulique de la guerre, Pleinting, 31 mai 1742, V, 28.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller au grand-duc François de Toscane, camp de Pleinting, 1er juin 1742, VI, 1, et à Marie-Thérèse, Pleinting, 2 avril 1742, VI, 2.

Andrassy, qui lui amenait un renfort de 4 bataillons et de quelques escadrons, l'ordre de s'arrêter à Linz.

Mais ni les appréhensions, d'ailleurs insuffisamment motivées de Khevenhüller, puisqu'elles reposaient presque entièrement sur des informations dont il n'avait pu contrôler l'exactitude, ni les considérations exposées par le feld-maréchal à l'appui de ses idées, ne parvinrent à modifier les vues de Marie-Thérèse et l'opinion qu'elle s'était faite de l'ensemble de la situation

Quelles qu'aient pu être les conséquences immédiates de la journée de Czaslau, le rôle de l'armée autrichienne n'en restait pas moins toujours le même : empêcher les ennemis de la reine de faire arriver des forces nouvelles en Bohême, sur le théâtre principal de la guerre, sur ce théâtre où la supériorité du nombre n'appartenait déjà plus, et n'avait d'ailleurs jamais appartenu à l'Autriche. En abandonnant Kehlheim, en quittant cette position d'où il couvrait toutes les routes menant du Danube en Bohême, Khevenhüller s'était mis dans l'impossibilité de remplir complètement et pleinement la mission capitale dont la reine l'avait chargé. Son mouvement de retraite derrière l'Inn aurait tout au plus assuré la réalisation partielle de ce programme essentiel au salut de la monarchie, tandis que tant qu'il se maintenait à Pleinting, à cheval sur le Danube, il lui suffisait de reprendre l'offensive pour interdire à son adversaire tout détachement, tout envoi de renforts dirigés sur la Bohême. A partir du moment, au contraire, où il aurait concentré son armée à Passau, il renonçait par le fait à tout moyen de retenir d'Harcourt sur le Danube. D'autres raisons, également invoquées par Marie-Thérèse [1], militaient d'ailleurs en faveur de la reprise immédiate de l'offensive sur le Danube.

La situation de l'armée de Broglie en Bohême s'était sensiblement aggravée depuis que l'armée prussienne restait inactive et depuis que le prince Charles se portait contre elle. Un échec infligé à d'Harcourt, un simple mouvement offensif qui aurait menacé quelque peu l'armée franco-bavaroise, devaient suffire pour achever de jeter le trouble dans l'esprit de Broglie, le découragement dans les rangs de ses soldats. Aussi la reine n'en

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Marie-Thérèse à Khevenhüller. Vienne, 3 juin 1742, VI, 3.

insistait que plus vivement sur l'invraisemblance d'une opération dirigée de la Bohême sur Passau, sur le peu de probabilité de l'envoi vers ce point d'un corps de troupes que Broglie aurait détaché sur un théâtre secondaire au moment où il se croyait à peine en mesure de pouvoir résister au prince Charles sur le théâtre principal des opérations.

La lettre de Marie-Thérèse produisit d'ailleurs l'effet sur lequel elle avait compté. Khevenhüller, renonçant à l'idée de se retirer derrière l'Inn, s'occupa activement de la concentration de toutes ses troupes disponibles au camp de Pleinting, et le 4 juin, l'armée de Khevenhüller était en somme presque également répartie sur les deux rives du Danube[1]. Quelques jours plus tard, le feld-maréchal réduisait les garnisons par trop nombreuses de Munich et de Passau, les détachements trop considérables de Schärding et de Braunau, et se faisait rejoindre par

---

[1] Cf. *Correspondance politique*. — 876. A Podewils, camp de Maleschau, 7 juin 1742 : « Je suis très chagriné de vous mander que par les mauvaises dispositions que les Français font et par la lenteur extraordinaire dont ils usent pour se mettre en état d'agir avec vigueur, le comte Khevenhüller a eu l'occasion de passer le Danube avec son armée, ce que j'apprends par Valory qui vient d'arriver aujourd'hui. J'en crains les suites et que par là les trois armées des Autrichiens ne se joignent pour agir ensemble... »

Ibidem. 885. A Schmettau, camp de Maleschau, 10 juin 1742. Revenant sur les opérations de Broglie et le passage du Danube par Khevenhüller, Frédéric lui dit : « Voilà donc bien du changement dont j'ai bien du dépit, et il faut avouer que jusqu'à présent les Français se sont pris bien de travers de tout coté. »

Frédéric est, du reste, encore bien plus sévère pour les généraux français dans sa correspondance avec Jordan (*Œuvres posthumes*, tomes V et VI). Voici, en effet, ce qu'il lui écrit du camp de Kuttenberg, dès le 17 juin 1742 : « Nos maudits Français gâtent tout pendant que je raccommode tout. Voilà deux oisons que l'empereur et le roi de France avaient choisis avec bien du soin pour commander en Bavière qui laissent passer le Danube à Khevenhüller en leur présence. Qu'en résultera-t-il? Que tout le poids de la guerre retombera sur moi. Belle consolation que de faire des conquêtes pour les autres! Le prince Charles a marché vers la Moldau pour attaquer le maréchal de Broglie qui se tient à Frauenberg. Belle-Isle est à Dresde, et les Saxons sur leurs frontières. Quelle bizarrerie! »

Et, plus tard, pendant que Jordan répond à cette lettre, en lui disant « qu'on voit avec peine les Français au cœur de l'Allemagne pour y porter le désordre et y pêcher ensuite en eau trouble » et critique l'alliance de Fréderic avec la France, le roi de Prusse lui écrit, toujours de Kuttenberg, le 10 juin, pour lui annoncer que « Charles de Lorraine et Lobkowitz se sont joints. Ils ont passé la Moldau et chassent devant eux un troupeau de Français dont Broglie est le berger. Les Prussiens vont marcher à Prague pour remettre les Français dans le droit chemin ou pour faire la paix. »

la presque totalité de ces troupes, ainsi que par la colonne (4 bataillons et 5 compagnies de cuirassiers) d'Andrassy, laissée jusqu'à ce moment à Freistadt. Vers les derniers jours de juin, il ne restait plus à Munich que 10 compagnies et un escadron. et l'armée tout entière de Khevenhüller était réunie au camp de Pleinting.

Seules de toute cette armée, les troupes que Bärnklau avait ramenées de Munich n'avaient cessé, avec les hussards de Menzel, de battre le pays, de faire du mal à l'ennemi, d'assurer la levée et la rentrée des contributions, d'imposer la crainte et le respect aux populations, que la retraite de Khevenhüller encourageait dans leurs idées de révolte et de résistance.

Les hussards de Menzel avaient dispersé les rassemblements des bannières nationales du côté de Landsberg; un autre détachement, passant par Miesbach et Schliersee, avait poussé vers Tölz, où il se rejoignit avec les pandours de Trenck. Mais, lorsque Trenck voulut continuer sa marche, il lui fallut livrer un combat de près de cinq heures à un millier de paysans armés qui s'étaient retranchés dans une bonne position à Länggries.

Bärnklau avait, à peu près à la même époque, conçu le projet de faire enlever à Friedberg un convoi d'artillerie française dont on lui avait signalé la marche de la Souabe vers le Danube. Mais il avait été prévenu trop tard, la distance à parcourir était trop considérable, et, lorsque son détachement arriva à Friedberg, il y apprit que le convoi avait déjà dépassé Giengen.

La pointe hardie faite par Bärnklau sur Friedberg avait du moins servi à jeter l'alarme dans tout le pays. Pendant quatre jours, on tint les portes rigoureusement fermées à Rain; on envoya à marches forcées quatre bataillons de Neuburg à Donauwörth; on se hâta de mettre Landsberg en état de défense, et le Conseil aulique de la guerre bavarois d'Augsburg expédia courriers sur courriers à l'empereur Charles VII à Francfort, et au feld-maréchal Törring.

Entre temps, dès les premiers jours de juin, Frédéric avait donné suite au projet qui, depuis Czaslau, n'avait cessé de hanter son esprit. A partir du jour de son établissement au camp de Kuttenberg, son armée ne bougea plus et le roi ne songea plus qu'à « pouvoir tirer au plus tôt possible son épingle de ce jeu.

parce qu'il n'en augure rien de bon et que cela ira mal »[1]. Comme il le dira à Podewils quarante-huit huit heures plus tard, le 9 juin, « des circonstances imprévues qui viennent d'arriver avec les troupes françaises en Bohême »[2] l'obligent d'ordonner à Podewils de traiter incontinent sur les conditions que, par l'intermédiaire de lord Hyndford, la reine de Hongrie lui offre pour faire la paix avec lui.

Et le 11 juin, en effet, après une discussion aussi longue qu'orageuse, Podewils et lord Hyndford avaient signé les préliminaires de Breslau, dont la gravité et la portée étaient d'autant plus sérieuses pour la France et la Bavière qu'on y avait réservé à la Saxe, qui s'empressa d'en profiter, la possibilité d'adhérer à cette paix momentanée.

Si Marie-Thérèse, pour se débarrasser de son plus redoutable ennemi, avait dû consentir à la cession du comté de Glatz et d'une partie de la Silésie, elle conservait encore, lorsque, le 17 juin, elle pressait une fois de plus Khevenhüller de reprendre l'offensive et d'anéantir le corps de secours français désormais absolument isolé, l'espoir d'arriver à conclure avec Charles VII une paix qui aurait donné à l'Autriche la vallée de l'Inn, le comté de Cham et le Haut-Palatinat. Elle comptait, en effet, faire accepter ces conditions d'autant plus facilement à ce prince, qu'elle se proposait, pour peu qu'il s'engageât à renoncer à l'alliance avec Louis XV, de lui offrir certains dédommage-

---

[1] *Correspondance politique*, n° 876. A Podewils, Camp de Maleschau, 7 juin 1742.

[2] *Correspondance politique*, n° 881. A Podewils, Camp de Maleschau, 9 janvier 1742. Dans une dépêche qu'Eichel écrivit par ordre du Roi à Podewils, (*Correspondance politique*, n° 891), on trouve une appréciation bien triste et bien sévère de l'état de l'armée française de Bohême.

Après avoir annoncé à Podewils que les hussards autrichiens ont enlevé à Broglie son argenterie et 40,000 livres, il lui dit :

« C'est du reste leur faute. Nos officiers, qui ont marché avec eux, sont épouvantés du désordre, de la confusion qui règne dans cette armée qui n'a aucune idée de ce qu'est la discipline, la subordination. Chaque officier marche pour son compte, comme et où bon lui semble. L'officier s'occupe aussi peu de ses soldats que ces derniers de lui. Depuis quelques jours, ils ne savaient pas et ne cherchaient même pas à savoir, où était l'armée autrichienne ; bien qu'il leur aurait été facile de se faire renseigner par les gens du pays, ils se contentaient de les interroger légèrement et en passant, sans faire attention à leurs réponses, sans s'assurer d'eux, et en les laissant ensuite libres d'aller où leur cœur leur en disait ».

ments à ces cessions forcées de territoire et de lui promettre une compensation que la France aurait eu à supporter.

Dans les derniers jours de juin, Khevenhüller semblait, du reste, disposé à sortir enfin de sa torpeur et à marquer la reprise de ses opérations offensives par une attaque contre le camp d'Hengersberg. Il avait, à cet effet, réuni à Pleinting, le 30 juin, 41 bataillons, 17 compagnies de grenadiers, 52 escadrons, les hussards de Menzel et de Palffy, et les pandours de Trenck.

Les dispositions étaient non seulement préparées, mais expédiées. Il ne restait plus à fixer que la date de l'expédition, lorsque les dires des déserteurs, annonçant que d'Harcourt venait de recevoir des renforts assez considérables, rapprochés de bruits d'après lesquels Broglie n'aurait jeté dans Prague que son infanterie et aurait chargé sa cavalerie de tomber, par Eger et le Haut-Palatinat, sur les derrières de son armée, décidèrent Khevenhüller à modifier une fois de plus ses projets.

Au lieu de l'attaque générale qu'il avait médité d'exécuter, il se contenta de montrer les Croates du général Herberstein sur le front de la position et de pousser une colonne aux ordres de Bärnklau, par Aussernzell, contre la gauche de d'Harcourt. Malgré l'alarme que l'apparition de ces troupes jeta dans les camps français, où l'on replia les tentes et où l'on renvoya les bagages en arrière, Khevenhüller s'en tint à cette simple et platonique démonstration qu'il condamna d'ailleurs lui-même (il convient au moins de lui rendre cette justice) dans le rapport qu'il adressa à la Reine[1].

Malgré les critiques qu'il ne s'épargnait pas à lui-même, le feld-maréchal n'en continua pas moins à rester sur la défensive, et, cependant, pendant ce temps, le prince Charles, arrivé le 17 juin à Pilsen, avait de là pris sa direction sur Prague. Le 25, son armée était en vue de cette ville et, le 27, elle était établie tout entière dans un camp situé entre Sliwenetz et la Moldau, face au Nord-Ouest, prête à s'étendre sur la rive droite de la Moldau et à procéder au commencement de l'investissement, aussitôt après l'achèvement du pont qu'on jetait à Königsaal.

L'armée prussienne avait commencé à évacuer la Bohême. Le

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, Camp de Pleinting-Hofkirchen, 7 juillet, n° 1742, VII, 31.

18 juin, les Saxons, qui s'étaient tenus jusque-là derrière l'Eger, se replièrent devant le détachement de Nadasdy et rentrèrent dans leurs pays dans les premiers jours de juillet. Prague, Eger et le château de Frauenberg étaient, par suite, à la fin de juin, les seuls points de la Bohême qui ne fussent pas encore retombés au pouvoir des Autrichiens.

D'Harcourt et Törring étaient restés immobiles pendant tout ce temps dans leurs camps d'Hengersberg et de Plattling. Et ce n'étaient certes pas les nouvelles de plus en plus défavorables venant de Bohême qui les auraient amenés à modifier l'idée qu'ils s'étaient faite de leur situation, même si à ce moment il leur eut été possible de tenter avec certaines chances de succès la réalisation du plan de Belle-Isle.

Il semble, du reste, que l'empereur Charles VII renonça, dès les premiers jours de juin, à la reprise de l'offensive en Bavière. Le coup de main de Bärnklau sur Friedberg l'avait en tout cas inquiété à un tel point qu'il avait résolu de détacher des petites armées de d'Harcourt et de Törring un corps qui, sous les ordres du prince d'Hildeburghausen, allait être chargé de mettre la ligne du Lech à l'abri d'attaques éventuelles partant de Munich.

Ces craintes venaient à peine de se calmer quelque peu à la suite de la rentrée de Bärnklau à Munich, lorsque le mouvement du prince Charles sur Pilsen causa de nouvelles inquiétudes à d'Harcourt et au cabinet de Versailles.

Sans ordres de sa Cour, ne sachant s'il devait attendre une attaque à Alteich ou se reporter plus en avant, d'Harcourt prit une résolution logique et rationnelle parfaitement adaptée aux éventualités qui pouvaient se présenter en repliant son train et ses magasins sur Donauwörth, en renvoyant sa cavalerie de la Naab sur Straubing.

Pendant que d'Harcourt cherchait par ses dispositions à parer une attaque venant du Nord, la mise en route de la plus grosse partie de la garnison de Munich, qui allait rallier le camp de Pleinting, avait fait redouter à Törring une opération dirigée contre lui. Cette fois encore Törring et d'Harcourt ne parvinrent pas à se mettre d'accord. Le Bavarois, après avoir envoyé ses convois à Straubing, voulait tenir bon à Plattling, si on lui adjoignait une brigade de cavalerie, tandis que d'Harcourt, crai-

gnant les conséquences d'un échec essuyé à Plattling, essayait obstinément de le décider à prendre position à Deggendorff. Il n'avait pas encore réussi à convaincre le feld-maréchal lorsqu'il reçut et de sa Cour et de Charles VII des instructions qui, naturellement et comme toujours, se contredisaient complètement.

Charles VII insistait à nouveau sur la reprise de l'offensive au sud du Danube, tandis que la Cour de Versailles, lui défendant formellement de risquer son armée dans une affaire, lui prescrivait de se préparer à la retraite et de tout disposer pour aller rejoindre en Bohême Broglie, qu'on trouvait indispensable de soutenir et de renforcer.

D'Harcourt essaya une fois de plus de satisfaire tout le monde, au moins en apparence. Il poussa, de Straubing à Deggendorf, dix escadrons chargés de recueillir Törring, renvoya ses armes, ses bagages, ses bateaux, son parc de siège, plaça ses hôpitaux à Straubing et se justifia de la prolongation de son séjour à Hengersberg par la nécessité de couvrir ses magasins, le Haut-Palatinat et ses communications avec la Bohême. En somme, d'Harcourt resta, à peu de chose près, immobile sur les positions qu'il occupait depuis la fin de mai.

A la suite de la reconnaissance exécutée le 1er juillet par Bärnklau contre sa gauche et en présence de quelques démonstrations esquissées, le 4 juillet, par les Autrichiens, il ordonna toutefois à sa cavalerie établie à Deggendorf et à quatre bataillons d'infanterie palatine de le rejoindre à Hengersberg, tandis qu'il donnait aux Hessois attendus, le 7, à Bogen l'ordre d'aller opérer, le 10 au plus tard, leur jonction avec les Bavarois de Törring.

Le cardinal de Fleury approuva ces mesures parce qu'elles lui semblaient de nature à donner à Charles VII, comme à la Cour de Vienne, le change sur les véritables intentions de la France.

Renonçant à diriger d'Harcourt vers la Bohême, désespérant d'amener la fin de la guerre par un succès décisif, cessant de se préoccuper de l'Empereur et des traités conclus avec lui, le cardinal songeait aux moyens de faire revenir les armées françaises de Bohême et de Bavière[1].

---

[1] Cf. *Correspondance politique*. — 902. A Podewils, camp de Kuttenberg.

C'était dans cet esprit, dans ce sens qu'était conçue la dépêche que Breteuil adressa le 10 juillet à d'Harcourt. On lui prescrivait, tout en ayant soin de laisser croire à sa marche prochaine sur la Bohême, de rester sur ses positions tant qu'il pourrait le faire sans danger, d'attirer à lui les troupes hessoises et palatines, et de tout disposer dans le plus grand mystère pour ramener sa petite armée en France à une époque qui lui serait indiquée ultérieurement et qui dépendait du sort de l'armée de Broglie et de la tournure que prendraient les négociations qu'on venait d'entamer avec Marie-Thérèse. D'Harcourt devait toutefois se replier sans attendre d'autre ordre, dans le cas où il apprendrait que l'armée de Broglie aurait été obligée à capituler. Enfin, même dans le cas où le feld-maréchal Seckendorff, qui allait prendre le commandement des troupes hessoises et palatines, cédant aux instances de Charles VII, se porterait avec Törring contre l'armée de Khevenhüller, Breteuil ordonnait à d'Harcourt de conserver une attitude expectante, de rester toujours sur la défensive et d'éviter à tout prix de s'engager sérieusement et de s'exposer à un échec.

La marche du prince Charles sur Prague, la sortie inattendue de Frédéric et des Saxons de l'alliance avec la France, avaient en effet décidé le gouvernement français à chercher, lui aussi, le moyen de se tirer d'embarras et à faire des ouvertures à l'Autriche.

Jusque vers la mi-juin, on avait encore pensé qu'il serait possible de rétablir les affaires en envoyant la plus grande partie du

---

20 juin 1742. «.., Borcke (il s'agit ici non pas du ministre de Frédéric, mais du colonel du même nom, aide de camp du roi), envoyé à Paris pour y porter la nouvelle de la victoire de Czaslau, est revenu de Paris. Autant qu'il en peut juger, il lui a paru qu'on était fort las de la guerre en France et que Je n'ai pas tout à fait mal pris mon temps pour me tirer hors de l'embarras où je me suis trouvé.

« La chose est en elle même séante. Je ne crains que pour les sûretés de mes nouvelles conquêtes, pour lesquelles cependant je prendrai les meilleurs arrangements que je pourrai, en faisant fortifier avec promptitude et vigueur, en augmentant l'armée et rangeant les finances et en contractant des alliances, dont les garanties me donnent du relief envers mes voisins...

« Le prince Charles ne pousse point du tout le vieux Broglie qui s'est tapi sous les canons de Prague. Il serait bon que ces gens-là se battissent bien comme il faut... »

corps de d'Harcourt en Bohême et en laissant à Törring le soin d'occuper Khevenhüller.

Mais on avait dû renoncer à cet espoir dès le jour où l'on sut que Broglie était enfermé dans Prague, où l'on constata l'inutilité du mouvement de d'Harcourt sur la Bohême et l'impossibilité de faire arriver encore en temps utile de nouveaux renforts, et se résigner dès lors à avoir recours à l'action de la diplomatie.

On ne perdit du reste pas une minute et les négociations s'ouvrirent presque simultanément, à Versailles entre Fleury et Stainville, le plénipotentiaire du grand-duc de Toscane, au camp de Prague entre Belle-Isle et le feld-maréchal Königsegg. Le cardinal et le maréchal affirmèrent tous deux que la France ne désirait rien plus que de conclure la paix avec la Reine, et le premier alla même jusqu'à faire entendre à Stainville que Louis XV était tout disposé à s'allier avec Marie-Thérèse contre la Prusse[1], « dont le roi ne cherchait qu'à s'agrandir aux dépens de ses alliés ».

Belle-Isle de son côté, lors de l'entrevue qu'il eut au château de Komoran, le 2 juillet avec Königsegg, déclara que la France ne demandait pas mieux que d'évacuer la Bohême.

Marie-Thérèse fit la sourde oreille à toutes ces ouvertures, rejeta toutes les propositions et, pour mieux marquer que sa résolution était formelle et irrévocable, elle fit établir une « réponse à prescrire à M. le comte de Stainville, pour être lue aux ministres de France et communiquée en Angleterre, Hollande, au roi de Sardaigne et en Russie [2]».

Bien que les termes, dans lesquels était conçu ce manifeste, ne dussent laisser aucun doute sur les intentions de la Reine, le cabinet de Versailles ne se décida pas à rompre de suite les négociations. Les efforts qu'il tenta ne lui valurent que de nouvelles humiliations. On commença par refuser à Belle-Isle un second entretien qu'il demandait à Königsegg, et, non contente

---

[1] Cf. *Correspondance politique*. — 905. A Podewils, camp de Kuttenberg, 23 juin 1742. «... Tout ce qui pourrait arriver de plus fâcheux pour nous dans l'avenir serait la ligue de la France et de la reine de Hongrie, mais en ce cas nous aurions l'Angleterre, la Hollande, la Russie et beaucoup d'autres princes pour nous... »

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), VII, *ad*, 3.

de laisser sans réponse une nouvelle lettre de Fleury, Marie-Thérèse ordonna de la communiquer au cabinet de Saint-James.

Le rejet absolu et presque brutal des propositions de paix faites par la France ne pouvait avoir pour conséquence que l'abandon complet de l'armée de Broglie et la retraite du corps de d'Harcourt ou le rassemblement de forces nouvelles à l'aide desquelles le cabinet de Versailles chercherait à rétablir ses affaires.

Aussi, bien qu'elle s'attendit à voir la France s'arrêter au premier de ces deux partis, Marie-Thérèse n'en prit pas moins de suite toutes ses mesures pour parer à la seconde de ces éventualités. Elle ordonna en conséquence à Khevenhüller de poursuivre vigoureusement et de malmener le corps de d'Harcourt, dès qu'il commencerait le mouvement de retraite qui semblait devoir être la conséquence prochaine des préparatifs dont on avait pu constater l'exécution. Dans le cas, peu probable du reste, où d'Harcourt chercherait à se porter sur la Bohême, le feld-maréchal devait s'opposer à l'exécution de ce projet, soit en tombant de suite sur le corps de d'Harcourt, soit en combinant ses opérations avec l'armée du prince Charles, de façon à le prendre entre deux feux.

Khevenhüller, craignant de voir d'Harcourt se dérober et décamper sans bruit, ne se contenta pas de redoubler de vigilance. Il résolut d'occuper certaines positions sur les flancs de son adversaire, de s'assurer d'un côté la possession d'un point de passage de l'Isar en amont de Plattling; de l'autre, de se rendre maître au nord du Danube de certaines localités situées sur la route qui va de Deggendorf en Bohême, et chargea de l'exécution de cette mission le colonel Menzel, qu'il dirigea sur Landau, et les pandours de Trenck, qu'il poussa vers Grafenau.

Le 14 juillet, Menzel arrivait à Landau et s'y établissait dans un camp situé sur la droite de l'Isar, sur une hauteur au nord de la ville. De leur côté, les Franco-Bavarois avaient répondu à cette démonstration en détachant le général Minuzzi, qui vint, avec 5,000 hommes, camper en face de Menzel à Pilsting, mais se borna à observer de là les positions de Menzel. Celui-ci resta presque immobile jusque dans les premiers jours d'août, et de de ce côté tout se borna à des escarmouches, en somme insignifiantes.

Trenck s'était, à la même époque, porté avec ses pandours,

renforcés de 500 fantassins, avec 4 pièces de 12 et 2 mortiers, contre Diessenstein, dont le château servait de point de ralliement aux partisans bavarois et dans lequel se trouvaient en outre les deux principaux chefs de l'insurrection nationale, le lieutenant-colonel Dreseles et le baron Schrenk, tous deux adversaires déclarés et ennemis acharnés de l'Autriche.

Après deux jours de siége et vingt-quatre heures de bombardement, les défenseurs du château, qui avaient vainement essayé de forcer l'investissement, durent se rendre à discrétion. Une explosion de poudre, survenue après la reddition du château, avait failli coûter la vie à Trenck, qui s'en tira avec quelques brûlures, mais dut momentanément quitter son commandement pour aller se faire soigner à Passau.

Ce fait d'armes et la modération inaccoutumée dont il fit preuve lors de la capitulation, valurent à Trenck le grade de lieutenant-colonel, bien que le Conseil aulique de la guerre n'eût pas manqué de critiquer la douceur des conditions accordées à la garnison de Diessenstein, composée exclusivement d'insurgés, de rebelles, qu'on aurait dû, à son avis, traiter avec la dernière rigueur.

Il ne restait plus à Khevenhüller, après la prise de Diessenstein et l'occupation de Landau, qu'à se préparer en vue de la reprise des opérations. Il entreprit, à cet effet, une série de reconnaissances de la position de d'Harcourt, toujours établi à Alteich-Hengersberg. Il donna, en conséquence, l'ordre à Bärnklau d'aller camper sur la ligne Gschwend—Melking, dans l'espoir que d'Harcourt se déciderait à sortir de son camp et à venir l'attaquer; et proposa à la Reine l'exécution d'une manœuvre qui forcerait d'Harcourt à quitter ses positions. Il conseillait, à cet effet, de détacher de l'armée de Bohême Festetics et ses Croates, de les diriger de Prague sur Bischofteinitz (six étapes), de là sur Cham et Donaustauf; pendant que lui-même, à la nouvelle de leur arrivée sur ce dernier point, passerait de son côté l'Isar. Ce nouveau plan (Khevenhüller s'y attendait du reste) n'eut, pas plus que les précédents, le don de convenir à Marie-Thérèse. Presque exclusivement préoccupée du siége de Prague et cessant de demander à Khevenhüller de reprendre l'offensive, la Reine lui recommanda seulement d'avoir l'œil ouvert sur les mouvements de d'Harcourt, auquel le feld-

maréchal s'était pendant ce temps attaché à fermer la route de Bohême.

Après avoir fait sauter les châteaux de Diessenstein et de Bernstein, Khevenhüller, afin de donner des inquiétudes à d'Harcourt, avait résolu de faire exécuter quelques petites démonstrations contre les abords de la position de Deggendorf. Trenck, quoique à peine guéri, n'en prit pas moins le commandement de ce détachement, qui se porta, le 8 août, sur Weissenstein (Au).

Le 11 août, le lieutenant-colonel s'engagea à 3 lieues de distance de Weissenstein, contre des partis appartenant à des compagnies franches françaises, établies au château d'Au; et les malmena à un tel point que la garnison du château entama aussitôt des négociations en vue de l'obtention d'une capitulation acceptable. Les Français seuls firent des difficultés; et l'on n'était pas encore parvenu à se mettre d'accord, lorsque Trenck, informé de l'approche d'une colonne de secours, dont on évaluait la force à 3,000 hommes, se replia sur le château de Weissenstein et donna avis de tout ce qui se passait à Bärnklau. Craignant toutefois d'être cerné et coupé avant l'arrivée de ce renfort, Trenck alla s'établir sur une bonne position en avant du château et parvint à repousser une attaque tentée par les compagnies franches. Rejoint peu après par 300 hommes envoyés par Bärnklau, Trenck, se contentant de la leçon qu'il venait de donner à ses adversaires, crut plus prudent de les laisser se retirer sans les inquiéter.

Pendant qu'il faisait exécuter ces petits coups de main, Khevenhüller avait en vain cherché à découvrir et à démêler les intentions de son adversaire, à s'assurer du degré de créance qu'il convenait d'accorder aux rumeurs d'après lesquelles le comte de Saxe devait succéder à d'Harcourt et le feld-maréchal comte Seckendorff à Törring. La question présentait d'autant plus d'intérêt pour Khevenhüller que les changements dans le commandement ne pouvaient manquer d'exercer une influence considérable sur les opérations des troupes qu'on se disposait, disait-on, à leur confier. Le grand-duc, auquel Khevenhüller s'était adressé à cet effet, se contenta de lui dire, par une lettre en date du 30 juillet, que Maurice de Saxe venait de quitter la Saxe pour se rendre à l'armée de d'Harcourt et de lui conseiller de le faire enlever en route.

En Bohême, le grand-duc François de Toscane, qui, après

avoir fait, dès le 3 juillet, passer le corps de réserve sur la rive droite de la Moldau, avait été rejoint vers le 15 par son parc de siège, puis un peu plus tard par différents renforts, disposait vers la fin de ce mois d'une armée de 35,000 hommes. Dès le 26, il transporta le camp du gros de cette armée de Königsaal sur le Weisse Berg, fit passer les 4,000 hommes que Festetics lui avait amenés des environs de Troppau sur la rive droite de la Moldau, et procéda à partir de ce moment à des attaques en règle contre le front ouest de Prague. L'armée de Broglie, qui commençait déjà à souffrir du manque de vivres et de fourrages, s'établit presque tout entière sur le même front et multiplia ses sorties, qui gênèrent sensiblement, surtout celles des 18 et 22 août, les travaux d'approche des assiégeants.

La petite garnison de Frauenberg avait capitulé dans l'intervalle, le 27 juillet. Mais, tandis que le siège de Prague traînait en longueur, tandis qu'on n'arrivait pas à faire naître en Bavière l'occasion de porter à d'Harcourt un coup décisif, on avait reçu à Vienne et aux quartiers-généraux du grand-duc et de Khevenhüller, la confirmation d'une nouvelle à laquelle on s'était refusé à croire dans le principe, celle de la marche vers la Bohême de l'armée de Westphalie du maréchal de Maillebois.

Le 10 juillet, après l'insuccès définitif des négociations qu'on avait tenté de nouer avec l'Autriche, le cabinet de Versailles avait, nous l'avons dit, commencé par donner l'ordre confidentiel à d'Harcourt de tout disposer pour ramener son corps en France. Quelques jours après, on avait changé d'idée. On avait voulu reprendre l'offensive et ordonné à cet effet à Broglie de sortir de Prague avec sa cavalerie, d'opérer sa jonction avec d'Harcourt et d'attaquer Khevenhüller avec toutes les troupes réunies entre Hengersberg et Plattling. Enfin, quelques jours plus tard, on avait définitivement adopté un autre plan, dont la paternité pourrait bien être attribuée au marquis de Fénelon, le représentant de Louis XV à La Haye. Fénelon, garantissant à ce roi la neutralité complète de la Hollande, suggéra l'idée de pousser sur la Bohême l'armée, désormais disponible, de Maillebois. Désapprouvé par Fleury, ce projet agréa au roi, qui espérait que la nouvelle seule de la marche de cette armée suffirait pour amener l'Autriche à accepter les propositions qu'il lui avait fait faire sans succès.

Le 26 juillet, on expédiait à Maillebois ses ordres de mouvement et, le 2 août, Louis XV écrivait à l'empereur pour lui faire part de la résolution qu'il venait de prendre.

L'objectif donné à Maillebois était Prague, et, pour être plus sûr de la réussite de ce plan, dont l'idée générale avait été fixée par Louis XV lui même, Maillebois devait commencer par se faire rejoindre par le corps en position sur le Danube. Cette jonction devait, pensait-on, s'opérer dans le Haut Palatinat. On ne se dissimulait pas les difficultés de la tâche incombant à l'armée du Danube, et, comme on ne croyait pas à Versailles que d'Harcourt possédât les qualités nécessaires pour exercer le commandement dans des circonstances aussi délicates, on avait décidé de le remplacer par Maurice de Saxe, qui arriva à Nieder-Alteich le 5 août. A peu près à la même époque, le feld-maréchal comte Seckendorff succédait à Törring à la tête des troupes bavaroises et palatines, qu'il rejoignit seulement le 21 août.

Dans les instructions que Louis XV fit adresser à Maillebois, le roi le laissait libre de choisir comme point sur lequel s'opérerait la jonction de son armée et de celle du comte de Saxe, soit Wernberg, soit Pilsen. Envisageant le cas où Prague aurait ouvert ses portes avant l'arrivée de Maillebois en Bohême, le roi ordonnait une retraite générale de ses armées vers le Rhin, le comte de Saxe remontant le Danube et Maillebois marchant par la Haute-Franconie sur Spire.

Le roi prescrivait d'autre part à Maurice de Saxe de rester sur la défensive en Bavière et de procéder, tout en continuant à couvrir le Haut-Palatinat, à l'établissement de dépôts et de magasins de vivres dans les pays qu'il aurait à traverser pour aller se joindre à Maillebois.

Dès son arrivée à Alteich, Maurice de Saxe inspecta minutieusement les camps français, porta remède aux inconvénients qui lui parurent les plus graves et les plus pressants, reconnut une position aux environs de Deggendorf et alla conférer à Plattling avec Törring, en vue surtout d'assurer la protection de sa ligne d'étapes d'Ingolstadt à Amberg. Le maréchal bavarois lui demanda en vain de mettre 3,000 hommes à Ingolstadt, 3 000 à Straubing et 1000 à Nuremberg, Kehlheim et Donauwörth. Maurice de Saxe lui déclara qu'il ne laisserait de troupes françaises qu'à Ingolstadt ; que, du reste, dès que les deux armées

françaises auraient opéré leur jonction; Khevenhüller, loin de rester en Bavière, serait obligé de serrer sur l'armée du grand-duc et que, par suite, l'armée bavaroise serait, à elle seule, assez forte pour couvrir les États héréditaires de Charles VII. Maurice de Saxe fit tenir en même temps à d'Estrées [1], à Eger, les dispositions qu'il importait de prendre pour protéger la future ligne d'étapes. Il lui prescrivit d'envoyer à cet effet quatre bataillons de milice d'Eger à Amberg, point vers lequel il dirigea les isolés et les convalescents, au nombre de près de 4,000, provenant de l'armée de Broglie, ainsi que les conscrits et les chevaux de remonte rassemblés jusque-là dans un camp près de Nuremberg, et qu'on devait encadrer et exercer à Amberg.

Pendant que Maurice de Saxe déployait une activité à laquelle l'armée du Danube n'était pas habituée, l'armée de Maillebois avait quitté les environs de Düsseldorf, le 9 avril, passé le Rhin, le 10, à Cologne, et continué sa marche en quatre échelons se suivant à un jour d'intervalle. Elle arriva sans trop grande perte de temps à Bieberehren, où le maréchal reçut enfin les instructions de sa Cour.

Khevenhüller apprit presque en même temps que l'arrivée de Maurice de Saxe à Altelch, la décision prise par Louis XV à l'égard de l'armée de Maillebois, résolution dont on lui fit donner communication aux environs du 10 août par Gundel, le chargé d'affaires d'Autriche à Paris, et qui lui fut de plus envoyée de Francfort par Cobenzl, de Bruxelles par le comte Harrach.

Ne sachant pas que l'armée de Maillebois avait déjà commencé son mouvement à cette date, il considérait encore cette nouvelle comme un simple moyen d'intimidation à l'adresse de l'Autriche.

L'arrivée de Maurice de Saxe le préoccupait davantage. Et, bien que le général français prît des mesures qui semblaient révéler plutôt la préparation d'un mouvement rétrograde, il n'en renforça pas moins de trois bataillons et de quelques cavaliers ses troupes de la rive gauche du Danube. Enfin, ce qui l'alarmait par-dessus tout, c'était le choix de Seckendorff, et non pas comme il l'écrivait au grand-duc, à cause de ses talents comme général,

[1] D'Estrées refusa d'envoyer à Amberg les quatre bataillons de milices et Maurice de Saxe les remplaça par une compagnie franche tirée du camp de Fürth.

mais surtout à cause de son esprit d'intrigue, du fait qu'il revenait de Berlin et des cours de différents princes de l'Empire, chez lesquels Dieu sait ce qu'il a pu machiner » [1].

Marie-Thérèse, il faut bien le dire, avait accueilli avec le même scepticisme et la même incrédulité que Khevenhüller les premières nouvelles de la destination donnée à l'armée de Maillebois. Elle n'en reconnut pas moins la nécessité d'aviser au moyen de réunir au plus vite une armée dans les Pays-Bas autrichiens.

Aux 25,000 hommes que la Reine y avait depuis longtemps, étaient déjà venus s'ajouter 16,000 Anglais. Un contingent de 6,000 hommes à la solde de l'Angleterre et l'armée hanovrienne, forte de 16,000 hommes, avaient, peu de temps auparavant, reçu l'ordre d'entrer dans les Pays-Bas, où la Reine n'allait pas tarder à disposer, par suite, de 60,000 hommes. Il ne fallait plus, pour pouvoir commencer les hostilités presque immédiatement, que l'Angleterre montrât un peu de bon vouloir à Marie-Thérèse, son alliée.

La Reine s'en ouvrit de suite à Robinson, l'ambassadeur d'Angleterre à la Cour de Vienne, en même temps qu'elle informait de ses démarches Wasner à Paris, le duc d'Arenberg, commandant de l'armée des Pays-Bas, et Ruschach, son ministre à Francfort. Il convient de dire, du reste, que, pour se tirer d'affaire, elle comptait moins sur le concours de l'Angleterre que sur le résultat prochain des opérations de Bohême, sur la capitulation de Prague et enfin sur un échec significatif infligé au comte de Saxe.

Ce fut dans ce sens qu'elle écrivit le 15 août à Khevenhüller et, pour le mettre plus à même de battre complètement Maurice de Saxe, elle le prévint qu'elle avait ordonné au conseil aulique de la guerre de le renforcer à l'aide de ce qui restait encore de troupes disponibles à l'intérieur de la monarchie[2].

Khevenhüller n'avait pendant ce temps cessé de molester son adversaire par une série de petites entreprises dirigées contre ses flancs.

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), F. M. comte Khevenhüller au grand-duc François; Camp de Pleinting; 17 août 1742.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), nº 1742. Marie-Thérèse à Khevenhüller, Vienne, 18 août 1742, VIII. Et Conseil aulique de la guerre, au même; Vienne, 30 avril 1742, VIII, 10

Il avait également obtenu gain de cause, au moins en ce qui avait trait à l'une de ses propositions, et l'on avait fini par se décider à préparer la destruction de certains points de la route allant de Deggendorf en Bohême.

Marie-Thérèse venait à peine d'expédier sa dépêche du 15, par laquelle elle pressait une fois de plus Khevenhüller d'attaquer son adversaire, lorsqu'un changement inattendu se produisit dans la situation des deux armées.

Profitant d'un épais brouillard, Maurice de Saxe avait fait décamper son corps tout entier dans la nuit du 19 au 20 août et réussi à l'amener, sans qu'on eût remarqué son mouvement, sur la position qu'il avait choisie près de Deggendorf. Ce fut le matin seulement qu'on s'aperçut de son départ, lorsqu'on constata qu'il n'y avait plus personne au château de Winzer.

Khevenhüller fit aussitôt prendre les armes à toute son armée et chargea Bärnklau de poursuivre les Français. Malgré toute la diligence qu'il fit, il parvint d'autant moins à inquiéter la retraite de Maurice de Saxe que, non content de couper et de barrer les routes à l'aide d'abatis, le général français avait de plus fait élever de 1000 en 1000 pas des redoutes dont la prise coûta pas mal de temps aux Autrichiens.

Khevenhüller avait entre temps fait occuper l'ancien camp des Français, relevé le pont de Plainting et ordonné d'en jeter un à hauteur du couvent de Nieder-Alteich.

Le 21, son armée remonta le Danube par les deux rives jusqu'à Osterhofen et Winzer; le 22, on s'occupa du piquetage d'un nouveau camp, d'un côté du Danube, entre le couvent de Nieder-Alteich et Hengersberg, de l'autre entre Pleindorf et Aicha qu on relia par deux ponts.

L'armée de Khevenhüller s'y établit le lendemain. Mais dès le 23 au soir, à la nouvelle de l'arrivée de Seckendorff que lui apporta un déserteur bavarois, pendant qu'il reconnaissait la nouvelle position des Français, le feld-maréchal, craignant que le nouveau commandant en chef de l'armée bavaroise ne voulût sans plus tarder tenter quelque opération contre lui, crut plus sage de renoncer pour le moment à son mouvement projeté sur Deggendorf et de recommander à son aile gauche de redoubler de vigilance, et de se tenir prête à tout événement.

De son côté, le comte de Saxe avait pendant ce temps installé

son infanterie dans le camp qu'il avait choisi sur les hauteurs, à l'est de Deggendorf, sur deux lignes, face à l'Est, la droite au Danube, la gauche, à hauteur de la ville, couverte par des postes disposés à peu de distance du camp et regardant vers le Nord-Est; la cavalerie et le parc d'artillerie, plus en arrière. Il voulait attendre sur cette position l'approche de Maillebois[1], qui devait arriver à Amberg le 10 septembre, se mettre en marche, le 26 août, sur Donaustauf et Ratisbonne, puis, le long de la Naab, sur Schwandorf où il comptait être rendu le 10. Comme il est aisé de se le figurer, Maurice de Saxe avait retranché sa position de façon à pouvoir y résister et y tenir en cas d'attaque.

Quelques jours après l'installation de l'armée française à Deggendorf, Maurice de Saxe et Seckendorff furent de nouveau invités par Charles VII à prendre l'offensive contre Khevenhüller. Tous deux s'y refusèrent, Maurice de Saxe, en faisant valoir ses ordres, Seckendorff, en affectant de donner un semblant de satisfaction à l'empereur en jetant un deuxième pont à Plattling.

Presque au même moment, la Cour de France faisait tenir à Maurice de Saxe l'avis, fort désagréable pour lui, d'un léger retard apporté à la marche des colonnes de Maillebois, dont l'arrivée à Amberg se trouvait par le fait reportée au 13 au lieu du 10 septembre. Ce contretemps pouvait avoir des suites d'autant plus fâcheuses pour son corps qu'on venait de répandre le bruit, d'ailleurs absolument controuvé, de l'apparition de 10,000 Autrichiens sous Lobkowitz à Luditz et de leur marche prochaine sur Mies, enfin de l'envoi de Bärnklau sur Munich. Pour parer à ce dernier mouvement, dont on avait exagéré le caractère et la portée, Maurice de Saxe fit garder aussitôt les principaux points de passage du Danube, tira trois bataillons des places fortes, les envoya, le 29 août, à Donaustauf et à Stadt am Hof et ramena ses convois de vivres sur Kehlheim.

---

[1] Ecrivant à Podewils (*Correspondance politique*, n. 961, Potsdam, 19 août 1742), Frédéric s'exprimait à ce propos en ces termes : « Vous pourrez dire à Valory que je suis charmé de l'effort qu'ils font par la marche de Maillebois, que je me flatte que cela pourra encore redresser les affaires de l'Empereur, que je ne leur serai au grand jamais contraire..... Assaisonnez tout cela de tout le miel possible et donnez à cette déclaration l'air le plus galant que vous pourrez..... »

L'apparition d'un parti de 200 à 300 hussards dans le Haut-Palatinat et la nouvelle de leur marche sur Nuremberg avaient jeté l'alarme dans le pays. On avait fait partir d'Eger un bataillon qui se rendit à marches forcées à Amberg, pendant que le commandant du camp de Fürth pliait bagage le 29 au matin pour se porter sur Uffenheim et se rapprocher de Maillebois. Malgré la rapidité avec laquelle il exécuta son mouvement, son arrière-garde, rejointe à une vingtaine de kilomètres de Fürth par les hussards, se débanda, et ce fut avec une poignée d'hommes seulement que Desgranges, après une marche d'autant plus pénible qu'elle avait été ininterrompue, arriva le 2 septembre à Bieberehren, où la tête de colonne de Maillebois venait d'entrer. Lorsque le maréchal y arriva le lendemain avec son premier échelon, on lui annonça la fausse nouvelle accréditée dans tout le pays par la présence de ces quelques hussards. On lui affirma que Lobkowitz se portait avec 10,000 à 12,000 hommes sur Nüremberg. Naturellement alarmé par ces renseignements qui pouvaient être exacts et par la possibilité d'un mouvement qui aurait mis en question sa jonction avec Maurice de Saxe, Maillebois n'en continua pas moins sa marche sur Fürth et de là sur Amberg. Renonçant au mouvement sur Eger qui lui aurait pris trop de temps, il résolut, après avoir opéré sa jonction avec Maurice de Saxe, d'entrer avec lui en Bohême par Waidhaus et Haid.

Après avoir procédé à la reconnaissance de la position choisie par Maurice de Saxe à Deggendorf, Khevenhüller avait rendu compte à la reine du résultat de ses opérations. Il persistait à croire qu'au lieu de risquer une attaque il serait, comme il l'avait déjà proposé, bien plus sage et plus efficace d'obliger par une diversion venant de Bohême et dirigée par Cham sur Straubing le comte de Saxe à se mettre en retraite vers le Haut-Danube. Il conseillait d'exécuter sans retard cette opération aussi simple qu'utile, afin de ne pas laisser à son adversaire le temps de recevoir des renforts, de pousser sur Munich, de déborder sa gauche et de le contraindre à évacuer la Bavière. Enfin le feld-maréchal continuait à penser qu'une partie au moins de l'armée de Maillebois pourrait tout aussi bien se porter vers le Danube que sur la Bohême. Il ignorait encore qu'on était définitivement fixé sur ce point à Vienne, surtout depuis qu'on avait réussi à intercepter et à déchiffrer des dépêches de Breteuil et de Belle-

Isle. Il est vrai que l'attitude de l'Angleterre et de la Hollande était loin d'être nettement dessinée. Tout se bornait de leur part à des paroles, à des promesses, mais rien ne semblait indiquer une action prochaine, ni présager une intervention effective. L'Angleterre paraissait tout au plus disposée à s'en tenir à des déclarations déjà anciennes et à ne vouloir commencer les opérations que lorsqu'elle aurait constaté que la France avait réellement découvert ses frontières du Nord-Est.

Pensant plus que jamais qu' « il était toujours plus sage de prévoir le pire ! », Marie-Thérèse, croyant aussi peu à l'efficacité du plan de Khevenhüller qu'à la sincérité de l'Angleterre, se prépara à tenir tête à l'orage à l'aide de ses propres ressources et réunit à Vienne, le 27 août, une conférence qu'elle présida elle-même et à laquelle prirent part, à côté de ses ministres, ceux de ses généraux qui n'étaient pas employés aux armées.

Cette conférence avait surtout pour objet de se prononcer sur la façon dont on devait conduire le siège de Prague. Fallait-il continuer à y affecter la totalité de l'armée de Bohême afin de forcer Broglie à capituler avant l'arrivée de Maillebois, ou bien lever le siège et se porter à la rencontre du maréchal. La majorité des généraux s'étant prononcée en faveur d'une solution mixte consistant à transformer le siège en un simple investissement et à opposer le gros de l'armée aux troupes de Maillebois, Marie-Thérèse n'osa prendre une décision aussi grave et invita le grand-duc à lui faire connaître son opinion. Trois jours avant la réunion de cette conférence, elle avait d'ailleurs adressé à Khevenhüller une espèce de Mémoire[2] dans lequel elle lui exposait les questions qu'elle allait soumettre à ses conseillers et insistait entre autres sur la nécessité d'une action combinée des deux armées de Bohême et de Bavière, dont les opérations devaient être liées, au moins jusqu'au moment de l'entrée en ligne et en action des armées anglo-hollandaises. Elle informait de plus Khevenhüller qu'il aurait à en référer au grand-duc, qu'il

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière, 1742). Marie-Thérèse à Khevenhüller, Vienne, 24 août 1742, VIII, 15.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière). *Nota*, Vienne, 24 août 1742, VIII, 15, g. ad.

devrait correspondre de façon suivie avec lui et se conformer aux instructions que celui-ci lui ferait tenir.

Bien que Khevenhüller eût entre temps reçu du ministre de la reine à Ratisbonne copie du tableau de marche de l'armée de Maillebois, il persistait à se refuser à croire à la possibilité de l'arrivée de l'armée française aux environs de Prague avant la fin de septembre et ce fut sous l'impression de ces idées fortement ancrées dans son esprit qu'il rédigea sa réponse aux questions posées par la *Nota*[1] et qu'il recommanda une fois de plus l'adoption de son projet. Il est d'ailleurs facile de voir, par la teneur même de cette réponse, que la jonction avec l'armée de Bohême souriait peu au feld-maréchal, désireux de conserver son indépendance et son entière liberté d'action.

Par une singulière coïncidence, le jour même où il faisait partir la dépêche dans laquelle il insistait plus que jamais sur les inconvénients et les dangers de la reprise de l'offensive, Marie-Thérèse lui expédiait une lettre autographe, dans laquelle elle lui donnait l'ordre formel « d'attaquer vigoureusement et sur l'heure l'armée du comte de Saxe[2] ».

Sans se laisser influencer par les avis émis par ses vieux conseillers timorés et incapables de secouer le joug de la routine et de procédés surannés, Marie-Thérèse avait reconnu, avec son bon sens naturel et sa remarquable énergie, que seule l'offensive de Khevenhüller pouvait amener à brève échéance le revirement dont elle avait besoin. Elle avait sainement apprécié la situation en considérant que même un échec essuyé par Khevenhüller ne saurait avoir de graves conséquences, ne pourrait sérieusement compromettre le sort et la destinée de la monarchie.

Au moment où cet ordre atteignit Khevenhüller, son armée se tenait toujours à Alteich, à l'exception d'un bataillon et de quelques hussards envoyés à Munich avec Bärnklau, que le feld-maréchal avait chargé de l'éclairer du côté du Lech.

Le 5 septembre, Khevenhüller répondit à la reine qu'il s'in-

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière, 1742). Khevenhüller à la Reine, camp entre Nieder Alteich et Thundorf, 27 août 1742, VIII, ad. 22 a.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière, 1742). Marie-Thérèse à Khevenhüller, Vienne, 31 août 1742, VIII, 21.

clinait devant sa volonté, mais qu'il lui fallait toutefois attendre pour se conformer à ses ordres le retour du général Lucchesi, qu'il avait envoyé auprès du grand-duc. Il se mit toutefois à préparer la reprise de son mouvement et semblait à ce moment décidé à confier au feld-maréchal-lieutenant Damnitz les troupes destinées à agir sur la rive droite du Danube contre Seckendorff, pendant qu'il marcherait avec le gros de ses forces contre Maurice de Saxe.

C'est, du moins, ce que permettent de supposer les reconnaissances exécutées d'un côté par Damnitz et Kalkreutter, de l'autre par lui-même pendant la journée du 5 septembre.

Mais, cette fois encore, avant même que Khevenhüller ait pu expédier ses ordres de mouvement et arrêter ses dispositions, un événement imprévu vint modifier tout à coup la situation, sans qu'il soit toutefois possible de reprocher au feld-maréchal d'avoir perdu du temps et d'avoir différé une attaque qu'il se proposait d'exécuter le 6 au matin, une attaque que, en admettant même que la dépêche de la reine lui soit parvenue le 3, il lui était matériellement impossible d'exécuter avant cette date.

Dans la nuit du 3 au 4 septembre, les avant-postes autrichiens avaient déjà constaté un mouvement considérable de voitures passant les ponts du Danube, mouvement qui était devenu encore plus intense pendant la nuit du 4 au 5.

S'attendant à une retraite imminente des Français, le feld-maréchal avait donné au général Helfreich l'ordre de se tenir prêt à commencer la poursuite avec 5,000 Croates.

Pendant la journée du 5, tout était resté absolument tranquille dans les camps français. Mais, vers 9 heures du soir, les avant-postes avaient à peine signalé un grand bruit et de nombreux mouvements sur toute la ligne, lorsqu'on aperçut de grandes lueurs tant à Deggendorf que sur l'Isar. Il était désormais certain que les Français et les Bavarois avaient, en les quittant, mis le feu à leurs camps.

Helfreich s'ébranla aussitôt avec ses Croates, tandis que le reste de l'armée prenait sa formation de combat. Mais Helfreich fut presque aussitôt arrêté dans sa marche par l'extrême arrière-garde de Maurice de Saxe, qui occupait et défendit si vigoureusement les retranchements disposés à cet effet, qu'il lui fut

impossible de les enlever malgré les nombreuses attaques qu'il tenta pendant toute la nuit.

A 3 heures du matin, les garnisons de ces redoutes les évacuèrent sans bruit et sans qu'on s'en aperçut. Couvertes par le brouillard et profitant du terrain très défavorable à la cavalerie, elles atteignirent sans encombre le Danube, elles repassèrent sur la rive droite et brulèrent entièrement les ponts qui leur avaient servi. Le gros de l'armée, qui avait commencé son passage dès 8 heures du soir, était déjà depuis quelques heures sur cette rive.

Lorsque Helfreich arriva sur les bords du Danube, lorsque la fumée provenant de l'incendie des ponts se fut dissipée, il aperçut les colonnes d'infanterie française marchant tranquillement sur Straubing et ne put que chasser à coups de canon quelques pelotons de cavalerie laissés en observation près du confluent de l'Isar.

Menzel avait été plus heureux qu'Helfreich. Seckendorff, après avoir employé les premiers jours du mois de septembre à resserrer son armée autour de Plattling, n'avait laissé en face de Menzel qu'un détachement de troupes palatines à Pilsting, qu'un poste hessois à Pöring. Le gros de l'armée bavaroise réussit, comme le corps français de Maurice de Saxe, à se dérober et à brûler le pont de Plattling ; mais les troupes palatines, conduites par le général bavarois Schön, n'avaient pas tardé à être rejointes, à peu de distance de Pilsting, par Menzel et contraintes à s'arrêter pour livrer un combat qui tourna à leur désavantage et coûta la vie au général Schön.

L'arrivée de renforts envoyés par une colonne voisine mit toutefois un terme aux projets de Menzel, qui dut même se décider à revenir lestement sur Landau, d'où il courait risque d'être coupé.

Le 6 septembre, celles des troupes autrichiennes établies jusque-là sur la gauche du Danube quittèrent Alteich et vinrent s'installer à Deggendorf. Celles de la rive droite ne bougèrent pas et apprirent seulement par leurs troupes légères que les Français avaient pris position près de Straubing.

Le 8, l'armée de Khevenhüller prit possession du camp que le feld-maréchal avait la veille décidé d'établir sur les deux rives du Danube, à hauteur du couvent de Metten. Ghilanyi et Menzel,

partis avec les hussards, l'un de Deggendorf, l'autre de Landau, mandèrent ce jour-là que Seckendorff, après avoir jeté 3 bataillons à Straubing, avait continué, ainsi que les Français, sa marche jusqu'à Donaustauf.

Enfin, le 10, lorsqu'il eut appris, par des déserteurs, que les Franco-Bavarois avaient passé le Danube la veille, Khevenhüller remonta le cours du fleuve jusqu'à Ober-Alteich, où il fit camper son armée.

La nouvelle de l'arrivée de Maillebois à Bieberehren avait été pour Maurice de Saxe le signal qu'il attendait pour entamer sa marche sur Schwandorf. Après avoir, grâce à ses habiles et sages dispositions, réussi à passer sans incident sur la droite du Danube, Maurice de Saxe, formant son armée sur deux colonnes, entre lesquelles il plaça son artillerie, s'était porté sur Straubing, couvert par sa cavalerie, qui se déploya dans la plaine de Natternberg et serra un peu plus tard sur l'arrière-garde de d'Harcourt, dont les derniers échelons, établis dans une île près du confluent de l'Isar, avaient seuls essuyé le feu des Autrichiens.

Le 6 au soir, l'armée de Maurice de Saxe arrivait sans encombre et campait à Aiterhofen (au sud-ouest de Straubing), où elle restait, ainsi que les Bavarois, pendant toute la journée du 7. Maurice de Saxe avait tenu non seulement à laisser reposer ses troupes, mais surtout à pénétrer les projets de Khevenhüller. Dans le cas où les Autrichiens l'auraient suivi par la rive droite, il avait en effet résolu de repasser sur la rive gauche à Straubing même, tandis que, dans le cas où ils auraient pris leur direction par la rive gauche, il aurait continué droit d'Aiterhofen sur Donaustauf où il comptait exécuter son passage.

Dès qu'il sut que Khevenhüller se tenait encore le 6 et le 7 aux environs de Deggendorf, il décida, d'accord avec Seckendorff, de se porter le 8 sur Donaustauf, où les deux armées, après avoir campé à Schönach, passèrent le Danube le lendemain 9. Elles avaient été suivies de loin et sans être inquiétées un seul instant par les hussards de Menzel et de Ghilanyi. Le 10, elles étaient à Stadt-am-Hof, où Menzel vint leur envoyer quelques coups de canon le lendemain et où Maurice de Saxe, obligé d'assurer l'évacuation de 600 malades qu'il voulait

diriger sur Etterzhausen, dut à son corps défendant rester pendant toute la journée du 12.

Maillebois, arrivé le 8 à Fürth, près de Nuremberg, ne sachant pas si Maurice de Saxe allait se porter sur Schwandorf ou sur Neumarkt, avait, tant afin de gagner du terrain en avant que de faciliter à tout événement la marche de Maurice de Saxe sur Schwandorf, donné ordre au lieutenant général de Balincourt de pousser avec 2 000 chevaux et 300 fantassins sur Nabburg, que ce général atteignit le 12 au soir.

Le 13, le corps du comte de Saxe reprit sur deux colonnes sa marche de Stadt-am-Hof sur Schwandorf, passa la Regen à Regenstauf et campa près de Burglengenfeld.

Seckendorff s'était séparé de lui le matin pour aller s'établir à Kehlheim, après avoir laissé à Etterzhausen un assez gros détachement chargé de garder le passage de la Naab et de couvrir la ligne d'étapes du corps de Maurice de Saxe, qui arrivait le 14 septembre à Schwandorf.

Comme Balincourt était déjà depuis la veille à Nabburg (à un jour de marche de Schwandorf), comme une des divisions de Maillebois avait le même jour atteint Amberg, on est en droit d'affirmer que la jonction des deux armées était en réalité un fait accompli à partir de ce moment.

Tandis que Marie-Thérèse prenait, dans les derniers jours d'août, la résolution, définitivement et irrévocablement arrêtée dans son esprit, de faire échouer par la force des armes les opérations de Maillebois, le grand-duc avait de son côté essayé de détourner, à l'aide de négociations, le nouveau danger que faisait courir à l'Autriche l'approche de cette armée.

Stainville lui ayant fait savoir que la cour de France serait disposée à arrêter en route l'armée de Maillebois si l'on consentait à laisser sortir de Prague l'armée française qui y était enfermée[1], le grand-duc avait, dans les premiers jours de sep-

---

[1] Répondant, à peu près à la même époque, à une lettre du cardinal de Fleury qui lui avait reproché d'avoir signé le traité de Breslau, Frédéric lui disait (*Correspondance politique*, n° 976. Magdebourg, 12 septembre 1742) :

« ... Tout ce que peut dire contre moi un monde volage, ignorant et peu instruit ne m'embarrassera guère. Il n'y a que la postérité qui juge les rois. Peut-on me rendre responsable de ce que le maréchal de Broglie n'est pas un Turenne ? Je ne puis d'un chat-huant faire un aigle ! Peut-on m'accuser que

tembre, entamé des pourparlers avec le cabinet de Versailles et avec Belle-Isle, pourparlers qu'il dut rompre quelques jours plus tard, dès que la reine lui eût fait connaître la résolution qu'elle avait prise après la conférence du 27 août. Le grand-duc se hâta de réunir, à son tour, dès le 5 septembre, un conseil de guerre qui se prononça pour la continuation du siège et décida d'envoyer Nadasdy avec 1500 hussards du côté de Nuremberg pour observer de là la marche de Maillebois.

Marie-Thérèse refusa de donner son approbation à cette décision du conseil. Elle était d'avis qu'il fallait se contenter d'investir Prague et opérer avec la totalité des forces contre Maillebois. Le grand-duc dut donc convoquer le 9 septembre un nouveau conseil, qui, cette fois, se prononça conformément aux désirs de Marie-Thérèse. On décida de laisser Festetics avec environ 9,000 hommes devant Prague, de porter le gros de l'armée contre Maillebois et de donner l'ordre à Khevenhüller de prendre par le haut Palatinat pour venir rejoindre l'armée de Bohême.

Le 10 septembre, au moment où il mettait son quartier-général à Alteich, Khevenhüller, s'il ne doutait plus du but même du mouvement du corps de Maurice de Saxe, n'avait pas encore acquis la conviction que les deux armées réunies se porteraient sur la Bohême et persistait à admettre la possibilité de leur marche vers le Danube. Toutefois, afin d'être en mesure de parer à chacune de ces deux éventualités, et comme la prise de Cham [1] lui ouvrait la route de Deggendorf à Waldmünchen, tout en restant encore sur le Danube avec le gros de son armée, il résolut de jeter un assez gros détachement sur la frontière de Bohême. Dans l'espoir d'obliger son adversaire à lui dévoiler ses projets, il ordonna dès le 11 septembre à Helfreich de se diriger avec ses Croates, par Cham et Waidhaus, vers le passage de Rosshaupt et poussa Herberstein avec un détachement de 3,000 autres Croates sur Mitterfels afin de se couvrir ainsi du côté de la haute Naab.

---

je me sois battu trente fois pour les Français ? Ç'aurait été l'affaire de Pénélope. Il était réservé à M. de Broglie de détruire tout ce que les autres avaient édifié... »

[1] Trenck et ses Pandours incendièrent la ville de Cham le 9 septembre.

Du reste, avant même de connaître les résolutions arrêtées à Motol lors du conseil de guerre du 9 septembre, Khevenhüller avait, dès le 12, écrit à la reine pour lui dire qu'au lieu des demi-mesures dont le grand-duc lui avait parlé dans ses lettres, il croyait plus utile et plus sage, si réellement l'ennemi opérait sur la Bohême, de se porter à la tête de la plus grosse partie de son armée, par Cham et Pilsen, au-devant du grand-duc. Sans attendre d'autres ordres, il avait prescrit à 4 bataillons en route pour le rejoindre de prendre par Budweis pour aller au plus vite rallier le grand-duc[1]. Enfin, pour perdre moins de temps au moment où l'ordre définitif lui parviendrait, il avait fait venir à son quartier-général Bärnklau, qu'il était, dans ce cas, décidé à laisser en Bavière, et il lui avait d'ores et déjà communiqué ses instructions.

Le 13 septembre, Khevenhüller recevait du grand-duc, qui l'informait que, partant de Prague le 14, il comptait se porter sur Pilsen et essayer de franchir ensuite la frontière à Rosshaupt, l'ordre de se mettre immédiatement en marche pour le rejoindre. Malgré le chagrin qu'il éprouva à la pensée de devoir abandonner cette Bavière qu'il venait de conquérir, Khevenhüller commença dès le 17 septembre son mouvement vers la Bohême. Le 18 au soir, après une marche des plus pénibles dans des chemins défoncés par la pluie, son armée, qu'il dut arrêter deux jours sur ce point pour donner à son parc d'artillerie, à ses convois et à son arrière-garde le temps de le rejoindre, campait à Gutmaning, près des ruines encore fumantes de Cham. Renseigné par Ghilanyi sur les mouvements du corps de Maurice de Saxe, Khevenhüller, informé à Gutmaning, le 19, de l'arrivée du grand-duc à Pilsen, lui expédia aussitôt Lucchesi chargé de lui rendre compte de la position de son armée et de rapporter des ordres.

Le 21, Lucchesi était de retour porteur des dispositions du grand-duc ; les deux armées devaient opérer leur jonction à Haid où le grand-duc comptait voir arriver Khevenhüller le 27.

Le 23, Khevenhüller, quittant un moment son armée campée à Hostau, se rendit à Haid, au quartier général du grand-duc.

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten, 1742). Khevenhüller à la reine, Ober-Alteich, 12 septembre 1742, IX, 7.

Celui-ci lui apprit que les Français ayant trouvé le passage de Rosshaupt gardé et occupé et s'étant portés vers Mähring, il avait résolu de marcher sur Plan et que c'était par suite non plus à Haid, mais sur ce point que leur jonction devait s'opérer. Le 26, l'armée de Khevenhüller arrivait, en effet, à Naketendörflas, à peu de distance de Glasau, où l'armée du grand-duc avait campé dès le 24. Mais, dans l'intervalle, le grand-duc, afin de prendre une bonne position en face des Français établis à Promenhof, avait transporté son camp à Godrisch, où Khevenhüller amena son armée le lendemain. A partir de ce moment, les troupes qui avaient fait partie de son armée furent fondues dans l'ordre de bataille de l'armée du grand-duc et le feld-maréchal cessa d'exercer un commandement indépendant. Le lendemain même du jour où il avait remis son commandement au grand-duc, Khevenhüller, répondant à une lettre de Marie-Thérèse en date du 22 septembre, n'avait pu s'empêcher de laisser libre cours à son dépit, de se plaindre de l'humiliation qu'on lui a fait subir, enfin de critiquer sévèrement la façon dont on conduisait les opérations militaires : « On fait maintenant la guerre avec la main et non plus avec la tête, et on voit la conséquence d'une pareille manière d'opérer. » Peignant la situation sous les couleurs les plus sombres, le feld-maréchal conseillait, en terminant sa lettre à la reine, « d'accepter les propositions de la France, de consentir à l'évacuation de la Bohême par les Français en échange de celle de la Bavière par les Autrichiens qui y conserveraient toutefois Passau [1] ».

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière, 1742). Khevenhüller à Marie-Thérèse, Godrisch, 28 septembre 1742, IX, 22.

X.

LES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DU GRAND-DUC SUR LA FRONTIÈRE OCCIDENTALE DE LA BOHÊME.

Parti de Prague, le 14 septembre, marchant par Horelitz et Beraun, le grand-duc, arrivé le 16 à Czerhovitz, y apprit que 1600 chevaux français étaient entrés à Waidhaus et que Maurice de Saxe s'était porté de Ratisbonne sur Burglengenfeld. Après avoir donné, le 17, un jour de repos à son armée, que venait précisément de rejoindre le corps de réserve du général Batthyany, le grand-duc avait atteint, le 19, Pilsen, où Lucchesi lui remit les dépêches de Khevenhüller et lui annonça que le gros des troupes du feld-maréchal était, depuis la veille, à la hauteur de Cham. Bien décidé à s'opposer à l'entrée de Maillebois en Bohême, il avait, dès ce moment, résolu de s'établir au plus vite à Haid, d'où il pouvait aisément se porter, soit sur Waidhaus, soit vers les routes menant à Eger, selon la direction que son adversaire donnerait à sa tentative d'invasion. Pensant qu'il lui serait facile de se relier à Khevenhüller par les 5,000 Croates qui se tenaient, avec le général Helfreich, à Rosshaupt, il chargea, comme nous l'avons dit, Lucchesi de prescrire à Khevenhüller d'être, le 27 au plus tard, à Haid, où son armée prit position le 22.

Le 23, à la nouvelle que Maillebois se dirigeait par Floss sur Plan, il prescrivit à son armée de s'établir le 24 à Glasau pour barrer la route aux Français. Puis après avoir envoyé à Khevenhüller l'ordre de le rejoindre, il alla s'installer le 26 dans un camp, à hauteur de Godrisch, point sur lequel s'opéra d'ailleurs, dès le lendemain, sa jonction définitive avec le corps de Khevenhüller.

Du côté des Français, Maillebois et Maurice de Saxe, après s'être rejoints sur la ligne Nabburg—Schwandorf, avaient dû, en l'absence d'ordres précis de leur cour, s'entendre avant tout sur la direction à donner à leurs opérations ultérieures, et avaient convoqué à cet effet un conseil de guerre tenu à Wernberg, et auquel assistèrent le lieutenant général de Balincourt et l'intendant général de l'armée, Grandville.

Maillebois avait d'ailleurs réussi à se procurer des renseignements assez exacts sur la position et les mouvements de ses adversaires. Pensant toutefois, bien que la route par Waldmünchen fût déjà occupée par les troupes de Khevenhüller, qu'il lui serait néanmoins possible, en pénétrant en Bohême par Waidhaus et Rosshaupt, d'attaquer et de battre l'armée du grand-duc ou, dans le cas où ce prince refuserait le combat, de s'approcher suffisamment de Prague du côté du Nord-Ouest pour pouvoir tendre la main à Broglie, Maillebois proposa et fit accepter au conseil le projet de marcher sur Waidhaus. Le mouvement de l'armée commença sans plus tarder. Avec 1200 hommes de la division de Balincourt qui le suivait à un jour de marche. M. de Puttanges se porta, dès le 16, vers Waidhaus et Haid, où le maréchal comptait le voir arriver le 18.

Maurice de Saxe, renforcé par toute la gendarmerie, 2 régiments de dragons et les brigades de Champagne et de Poitou, se porta lui aussi vers Waidhaus, où Maillebois espérait concentrer toute son armée du 20 au 23.

Mais entre temps Balincourt, arrêté par les Croates d'Helfreich à hauteur de Rosshaupt, n'avait pu réussir à les déloger. Et Maillebois arrivé le 19 devant cette position avec la colonne de Maurice de Saxe, trouvant que les Autrichiens y étaient trop solidement établis, avait pris aussitôt le parti de se rejeter plus au Nord et d'essayer de passer par la route de Mähring et de Plan. Restant de sa personne à Rosshaupt avec une division pour observer de là l'ennemi, il dirigea, en leur faisant côtoyer le pied des montagnes, Maurice de Saxe et Balincourt par Floss sur Mähring et ordonna aux deux divisions Lutteaux et Montal, attendues le 20 à Wernberg, de se porter droit sur Mähring [1].

---

[1] A ce moment et pendant que d'autre part il autorisait le passage de 16,000 Hanovriens à travers ses terres de Westphalie, pendant qu'il était à la veille de conclure avec l'Angleterre une alliance défensive, Frédéric II écrivait à Charles VII (*Correspondance politique*, n° 971, à Podewils, 4 septembre 1742. et 973, à l'Empereur, Aix-la-Chapelle, 5 septembre 1742) : « Comme mes ministres à Londres et à La Haye sont assez instruits de s'occuper de leur mieux des hauts intérêts de Votre Majesté, je me flatte qu'ils ne travailleront pas sans succès, surtout si le maréchal de Maillebois pouvait réussir dans son entreprise et si le sort des armes voulait se décider en quelque point en faveur de Votre Majesté... »

A la même époque, au moment où Khevenhüller s'était vu, à son grand regret, contraint de prendre le chemin de la Bohême, il n'avait pu laisser à Bärnklau, en fait de troupes susceptibles d'être employées aux opérations actives, que 9 bataillons dont les effectifs étaient loin d'être au complet, 1 escadron de dragons, 200 hussards et 6,000 Croates. La situation faite à Bärnklau était d'autant plus difficile que les 2,000 hommes de renforts, qui lui étaient promis, ne devaient le rejoindre au plus tôt que dans les derniers jours du mois de septembre et que le feld-maréchal avait dû en partant le charger de l'exécution d'une mission aussi ardue que complexe. C'était en effet avec des moyens aussi insuffisants, avec des forces aussi réduites que Bärnklau devait d'une part chercher à conserver ses positions, et de l'autre préparer, sans donner l'éveil à son adversaire, l'évacuation des magasins tout en continuant à lever et à faire rentrer les contributions qu'il avait ordre de diriger sur la Bohême.

Cette dernière opération était à elle seule d'autant plus difficile à exécuter qu'il disposait d'effectifs notoirement insuffisants, et que la rentrée de ces contributions devenait de jour en jour plus aléatoire en présence de l'attitude manifestement hostile des populations encouragées dans leur résistance par les préparatifs et l'annonce du mouvement que Seckendorff se disposait à exécuter sur Munich.

En l'absence d'ordres déterminant la conduite qu'il devait tenir en présence d'une attaque sérieuse dirigée contre Munich par des forces supérieures, Bärnklau prit ses mesures afin de pouvoir à la fois défendre la capitale de la Bavière et l'évacuer sans trop de désavantage en cas de besoin. Il ne mit de garnisons respectables qu'à Passau et à Deggendorf et répartit le reste de ses troupes sur les points les plus importants du cours de l'Isar et de l'Inn. L'exécution de ces différentes dispositions qui commença le 20 septembre, présenta d'autant plus de difficultés que les Hongrois, arrivés à l'expiration du terme de leur engagement, faisaient preuve d'une indiscipline croissante, pillaient et volaient partout, refusaient de continuer à servir et se soulevaient même contre leurs officiers. Il fallut d'ailleurs tant en Bavière qu'en Tyrol, avoir recours à la force, en venir jusqu'à faire sabrer les mutins par les dragons et à les faire escorter par les Croates pour les empêcher de déserter et de rentrer dans leurs foyers.

Comme ni Khevenhüller ni le Conseil aulique de la guerre n'avaient pourvu Bärnklau d'instructions relatives à ses opérations ultérieures, ce général s'était empressé, dès le 20 septembre, de faire savoir au conseil qu'en présence des dangers que pouvait présenter une défense trop prolongée de Munich, il ne s'y maintiendrait, tout au plus pendant quinze jours encore, que s'il avait la certitude d'être soutenu et dégagé avant l'expiration de ce délai et qu'il essayerait ensuite de tenir de son mieux la ligne de l'Inn. Bien qu'il eût à plusieurs reprises insisté sur la gravité de sa situation, bien qu'il eût fait savoir, à Vienne, le 26 septembre que Seckendorff disposait de 14,000 hommes, bien qu'il eût, deux jours plus tard, annoncé que l'armée bavaroise se portait en avant et que son gros (9,000 hommes) opérait déjà sur l'Isar, on négligea de lui répondre et de lui faire tenir des ordres.

Malgré ce silence, et après avoir réuni ses principaux officiers, Bärnklau ne se décida pas moins à essayer de tenir ferme à Munich. Il espérait encore, à ce moment, avoir le temps de renforcer la garnison et pouvoir la porter à 5,000 hommes avant l'apparition des Bavarois. Dès le 2 octobre, il lui fallut toutefois se rendre à l'évidence et reconnaître qu'il lui était désormais aussi impossible d'achever la mise en état de défense de Munich que de conserver le pays situé entre l'Isar et l'Inn.

Seckendorff, arrivé ce jour-là à Pfaffenhofen, avait passé l'Amper le 3 et enlevé Deggendorf. Tandis que Bärnklau donnait à ses troupes l'ordre d'évacuer leurs postes le long du Danube, il recevait enfin du Conseil aulique des instructions, d'ailleurs vagues et conditionnelles, l'autorisant, il est vrai, à évacuer Munich, dès qu'il courrait le danger d'y être coupé, mais lui annonçant d'autre part la mise en route et le transport en voitures jusqu'à Passau de quelques bataillons et de troupes irrégulières. L'avis de l'approche de ces renforts lui avait un moment rendu l'espoir, presqu'aussitôt évanoui, de pouvoir conserver Munich et la ligne de l'Inn.

Mais dès le lendemain, à la nouvelle que les Bavarois avaient passé l'Inn à Plattling, Landau et Landshut, que leur gauche avait atteint Vilshofen, et que leur centre, précédé par un gros corps de cavalerie, poussait sur Passau, en présence des dangers que couraient ses troupes échelonnées sur une longue ligne de près de 120 kilomètres, s'étendant de Munich à Passau, il

reconnut l'impossibilité de tenir à Munich, et la nécessité de se concentrer derrière l'Inn.

Le 7 octobre, au matin, les Autrichiens évacuèrent en conséquence Munich et arrivèrent le 13 à Braunau, où se trouvaient déjà, depuis le 4, 2 bataillons d'infanterie régulière, 12 bataillons de troupes irrégulières et 400 à 500 chevaux.

Seckendorff, qui avait, dès le 22, fait camper son armée aux environs de Kehlheim, avait été forcé par les ordres formels de l'empereur de prendre de suite une offensive qu'il aurait voulu subordonner à la tournure prise par les opérations de Maillebois du côté de la Bohême. Après avoir, comme nous l'avons fait remarquer, occupé, le 2 octobre, Deggendorf, que lesAutrichiens abandonnèrent à son approche, il semble, autant qu'on peut en juger d'après ses instructions, qu'il crût à la présence de forces adverses considérables, à Landshut, et qu'il se soit attendu à devoir enlever de haute lutte le passage de l'Isar.

Ce qu'il y a de certain, en tout cas, c'est que, s'il parvint à s'emparer presque sans lutte de Lanshut, il dût la possession de ce point important non pas à ses ordres, mais à l'initiative des chefs de deux compagnies franches qui, poussant carrément et résolument en avant, surprirent les Autrichiens au moment où ils se préparaient à la retraite et les obligèrent, après une courte escarmouche et grâce à l'appui des bourgeois de la ville, à mettre bas les armes.

Ce fut également avant l'époque qu'il avait fixée, et presque à son insu, qu'un de ses détachements put entrer à Munich quelques heures après le départ des Autrichiens. Continuant lentement sa marche sur Wasserburg, où il croyait trouver le gros des forces de Bärnklau, Seckendorff n'apprit que le 11 au soir que son adversaire, après s'être contenté de mettre des postes à Wasserburg, Reichenhall et Rosenheim, avait établi le gros de ses forces à Trostberg et qu'il se décida à s'emparer, dans la nuit du 12 au 13, de Mühldorf, quoique cette ville appartînt à l'évéché de Salzburg. Dès qu'il fut maître de ce point de passage de l'Inn, Seckendorff poussa le 14 jusqu'à Ampfing, pendant que deux de ses détachements occupaient d'un côté Haag, de l'autre Rosenheim. Enfin, la lecture de lettres interceptées lui ayant appris que les Autrichiens croyaient qu'il avait pris Wasserburg pour objectif de ses opérations, il résolut de les confirmer dans

cette idée et de leur donner le change sur ses véritables projets en chargeant les deux colonnes qu'il avait détachées sur la rive gauche de l'Inn, à Haag et Rosenheim, de faire une démonstration sur Wasserburg, pendant qu'un autre détachement, fort de 1000 cavaliers et 600 fantassins, sous les ordres du prince d'Hildeburghausen, poussant d'Ampfing sur Mühldorf, surprendrait Burghausen le 15 au matin. La négligence des Autrichiens, qui avaient jugé inutile de fermer les portes du château, et qui essayèrent de racheter leur faute en opposant une résistance acharnée, facilita l'exécution de cette entreprise. Les Bavarois, après avoir réussi à pénétrer dans Burghausen, durent en effet enlever une à une les maisons, opiniâtrement défendues par les Croates. Le gros de l'armée de Seckendorff s'était pendant ce temps rapproché de Mühldorf.

Manquant de cavalerie, Bärnklau, mal ou du moins insuffisamment renseigné, avait cru jusqu'à l'affaire de Burghausen que le gros de l'armée bavaroise opérait sur le haut Inn. La prise de Burghausen et la nouvelle de la présence de Seckendorff aux environs de Mühldorf éclairèrent d'un jour nouveau sa situation.

Il n'avait à Braunau que 11 petits bataillons et 400 cavaliers, avec lesquels il pouvait d'autant moins songer à accepter une rencontre en rase campagne qu'il n'avait rien à opposer à la nombreuse cavalerie de Seckendorff, qui pouvait déborder sa droite et le couper de Schärding. Il résolut donc de se replier dès le 18 sur ce point et d'y opérer sa jonction avec le général Serbelloni, qui, venant du camp de Godrisch, était arrivé le 17 à Passau avec 3 bataillons, 1 régiment de dragons, 5 compagnies de cuirassiers et des hussards sous les ordres de Menzel. Grâce à ces renforts, Bärnklau, qui emmenait avec lui la garnison de Braunau, comptait pouvoir tenir à Schärding. Le 20, parvenu depuis la veille à Schärding, il y était en effet rejoint par Serbelloni, qui ne lui amenait, y compris les 300 hussards, qu'environ 2,700 hommes. C'était là un appoint d'autant plus maigre que quelques jours auparavant 300 hommes des confins militaires, arrivés au terme de leur engagement, avaient, malgré les efforts de leurs chefs, quitté Schärding pour rentrer dans leurs foyers, et une raison de plus pour que Bärnklau prît la résolution d'attendre dans un camp retranché, qu'il établit au sud de Schärding, entre l'Inn et le Pram-Bach, l'arrivée de renforts

plus conséquents. Bärnklau avait, par suite, cru de son devoir d'appeler l'attention du Conseil aulique sur les dangers sérieux que pouvait lui faire courir, soit un mouvement fait par Seckendorff par Frankenmarkt et Vöcklabruck droit sur la Haute-Autriche, soit la marche sur Schärding des Bavarois qui, en débordant sa gauche, ne lui auraient laissé d'autre ressource que de retourner à Passau en découvrant le chemin de la Haute-Autriche. Craignant, du reste, que l'ennemi ne fasse investir cette place par sa cavalerie, il avait réuni vingt jours de vivres à Schärding et réclamé l'envoi le plus prompt possible de 10 à 12 bataillons et de 3 à 4 régiments de cavalerie tirés de l'armée de Bohême. Enfin, il persistait à croire que le meilleur, le plus sûr moyen d'obliger Seckendorff à se replier sur Munich et sur le Lech consistait dans une pointe qu'un détachement de l'armée de Bohême ferait par le Haut-Palatinat sur Kehlheim.

Après avoir fait occuper Wasserburg le 18 et Braunau le 19, Seckendorff avait amené le 22 le gros de son armée à Braunau, où il resta immobile pendant plusieurs jours. Si sa présence à Braunau avait pu un moment faire supposer à Bärnklau que le feld-maréchal se proposait d'opérer contre Passau, le général autrichien, sans parler même des événements de Bohême qui devaient une fois de plus modifier la situation du tout au tout, aurait été sans aucun doute encore plus complètement rassuré, s'il avait pu avoir connaissance des lettres que, du 20 au 25, Seckendorff adressa à l'empereur, à Törring et à M. de Maillebois, et dans lesquelles il se prononçait nettement contre la continuation de ses opérations offensives.

L'issue malheureuse de l'entreprise de Maillebois sur Prague, sa retraite sur Eger, l'idée absolument fausse que Seckendorff se faisait de la force du renfort amené par Serbelloni, l'indiscipline croissante et les nombreuses désertions de ses troupes n'étaient pas de nature à modifier sa manière de voir. Aussi, non content de faire part de ses craintes à Charles VII, il avait en même temps demandé à Maillebois de lui envoyer 8,000 hommes et 2,000 chevaux.

Bien qu'il n'eût jamais songé à satisfaire à cette requête du feld-maréchal, Maillebois avait cependant laissé entrevoir à Seckendorff la possibilité d'un semblable détachement. Si bien que, rassuré par les bonnes paroles du maréchal, pressé d'autre

part par l'empereur, Seckendorff se décida d'abord à dessiner dans les derniers jours d'octobre quelques mouvements offensifs sur Mühlheim et Altheim, qu'il fit occuper, pour se rapprocher de Schärding. Tout resta, d'ailleurs, presque absolument tranquille pendant la première quinzaine de novembre, si l'on en excepte toutefois un petit coup de main exécuté le 10 par un détachement de cavalerie bavaroise, qui, venant de Ried, surprit et enleva à Pranat un piquet d'une quarantaine de hussards. Quelques jours plus tard, le 17 novembre, Bärnklau, cessant d'ailleurs d'opérer isolément, allait reprendre à son tour l'offensive contre l'armée bavaroise.

Tandis que, pendant les derniers jours de septembre, le général Bärnklau s'efforçait de conserver les dernières positions occupées par les Autrichiens sur le territoire bavarois et que Seckendorff se disposait à reprendre possession de la région comprise entre l'Isar et l'Inn, les deux principales armées avaient pris contact sur les frontières de la Bohême sans que leur proximité ait amené un choc sérieux, une rencontre décisive.

Depuis le 26 septembre, elles se tenaient, l'une en face de l'autre, entre Mähring et Kuttenplan, l'armée de Maillebois sur une bonne position, dans son camp retranché de Bramm (ou Promen-Hof), celle du grand-duc sur la position non moins forte de Godrisch. Elles restèrent ainsi à s'observer pendant près de quinze jours, jusqu'au moment où, sur les instances de Broglie et les désirs de la cour de Versailles, Maillebois dut se décider à essayer de se porter par Eger et la rive nord de l'Eger sur Leitmeritz, point par lequel il pensait parvenir à communiquer avec Broglie.

Ce dernier avait en effet réussi, dans la deuxième quinzaine de septembre, à chasser de la rive droite de la Moldau le faible corps de Festetics et à s'ouvrir le chemin de Leitmeritz. À la fin de septembre, Festetics avait même dû replier sur Beraun son corps affaibli par la désertion en masse des troupes de l'insurrection hongroise.

Au lieu de se borner à mettre des détachements à Melnik et à Leitmeritz et à attendre l'arme au pied l'arrivée de l'armée de secours, Broglie aurait donc pu sans inconvénient et sans danger, non seulement sortir de Prague, mais se porter, par la rive gauche de l'Eger, au-devant de Maillebois.

Le 7 octobre, l'armée de Maillebois, partie la veille de son camp de Brama-Hof, était en effet à Eger.

Informé des projets de son adversaire, le grand-duc avait poussé sur sa droite, à Laun, le feld-maréchal-lieutenant Saint-Ignon, avec 4 régiments de cavalerie, et établi le 8 son armée dans un camp près de Königswart. A la nouvelle d'un mouvement exécuté le 8 par Maillebois dans la direction de Schlackenwirth, il avait, après avoir couvert sa gauche par un détachement envoyé sur Ellbogen, marché pendant les journées du 9 au 13 vers Kaaden, où il voulait passer l'Eger, afin de barrer ensuite la route à Maillebois.

Entre temps, Maillebois avait également résolu de se porter, lui aussi sur Kaaden, et, comme les deux généraux en chef, également pressés d'atteindre un point de passage aussi important, s'étaient fait précéder par des troupes légères, les hussards et les Croates de Nadasdy et de Ghilanyi s'engagèrent le 14 avec l'avant-garde française et réussirent, non seulement à se rendre maîtres d'un couvent dans lequel elle s'était établie, mais à faire prisonniers tous les hommes qui n'avaient pas succombé pendant le combat.

Cet échec produisit un tel effet sur Maillebois qu'il renonça aussitôt à la marche sur Leitmeritz, se replia sur Eger et résolut de se reporter par le Haut Palatinat vers le Danube.

Le grand-duc arrivé le 15 à Schönhof, à peu de distance de Kaaden, y reçut la nouvelle, d'abord du succès remporté par ses hussards et ses Croates, puis de la retraite de Maillebois sur Eger. Chargeant le général Splenyi du soin de le suivre avec 500 hussards, il ramena son armée sur son ancienne position de Haid qu'elle réoccupa le 24 pendant que Saint-Ignon allait de Saaz s'établir à Libochowitz pour observer de là les mouvements de Broglie.

Maillebois avait entre temps rendu compte à Breteuil des motifs qui l'avaient décidé à revenir sur Eger, et des raisons pour lesquelles il se disposait à établir en cantonnements sur le Danube ses troupes, dont le moral était très éprouvé, et qui souffraient du reste de la rareté des vivres à un point tel qu'il avait déjà dû réduire la ration à un tiers. Il avait d'abord espéré pouvoir laisser ses soldats se refaire à Eger, mais dès qu'il eut vent de l'approche du grand-duc, craignant de se voir

coupé du Danube, il commença, dès le 24 octobre, après avoir laissé 6 bataillons à Eger, sa marche en retraite sur le Haut-Palatinat.

Le grand-duc, croyant au contraire que Maillebois n'était revenu à Eger que pour se porter par une autre voie sur Prague, était venu par une marche parallèle s'établir à Haid, afin de pouvoir s'opposer efficacement à cette nouvelle tentative de son adversaire que Splenyi n'avait cessé de suivre et de surveiller. Il aurait donc parfaitement pu, lors de son arrivée aux environs de Haid et à la nouvelle de la marche de Maillebois sur le Haut-Palatinat, en poussant vigoureusement en avant dans la direction d'Amberg, lui couper le chemin, le rejeter vers le Nord-Ouest et l'obliger à s'éloigner et de la Bohême et de la Bavière. Mais, obsédé par la crainte de voir le maréchal tenter un crochet dans la direction de Prague, le grand-duc ne put se décider à s'éloigner de la frontière de Bohême.

Il résolut par suite, dans le cas où Maillebois se dirigerait réellement vers le Danube, de laisser en Bohême Lobkowitz avec 19 bataillons et 11 régiments de cavalerie[1] et de se tenir prêt à s'ébranler avec son gros parallèlement à la ligne de marche du maréchal. Le grand-duc se croyait de la sorte d'autant plus sûr d'arriver au résultat qu'il recherchait : ruiner l'armée de Broglie, obligée de se renfermer à nouveau dans Prague, dégager Bärnklau et reconquérir les territoires qu'on avait dû évacuer en Bohême, qu'il craignait de voir Maillebois se dérober devant une attaque directe et Seckendorff écraser pendant ce temps Bärnklau.

Sachant par les rapports de Splenyi que Maillebois avait quitté Eger le 26 et se dirigeait sur Falkenberg, le grand-duc, qui avait aussitôt poussé Ghilanyi et deux régiments de hussards dans le Haut-Palatinat, se sépara, le 27, du corps de Lobkowitz, franchit la frontière le même jour et poussa sur Waidhaus, après avoir mis la reine au courant de ses projets[2].

---

[1] 3 régiments de hussards et 3 bataillons compris dans l'effectif du corps de Lobkowitz étaient déjà avec Festetics devant Prague et 4 autres régiments de cavalerie avec Saint-Ignon du côté de Schlau.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière). Le grand-duc François à Marie-Thérèse, Mayerhöfen, 26 octobre 1742, X, 35.

Maillebois avait trouvé le même jour à Neustadt à côté de renseignements, les uns par trop vagues, les autres complètement erronés, une lettre par laquelle Charles VII, l'informant des progrès de Seckendorff, le priait de faire occuper Cham et Fürth pour interdire aux Autrichiens les routes menant au Danube et de rejoindre le corps de Seckendorff avec le gros de son armée.

Loin de se rendre au désir de l'empereur, Maillebois continua purement et simplement, le 28, sa marche jusqu'à Weiden sur la Naab, tandis que le grand-duc atteignait de son côté Pullenried (à l'ouest de Schönsee).

A partir de ce moment, les deux armées allaient continuer à marcher vers le Danube parallèlement l'une à l'autre, Maillebois s'efforçant à prendre de l'avance sur le grand-duc qui cherchait de son côté à rester à hauteur des colonnes de son adversaire. Pendant ce temps, Splenyi continuait à suivre l'arrière-garde de Maillebois, tandis que Ghilanyi côtoyait, en se tenant à peu près à égale distance des deux armées, le gros du maréchal.

Quant à l'armée du grand-duc, elle marchait sur trois colonnes, occupant un front maximum de 7 kilomètres et se tenant à égale hauteur, prête par conséquent à combattre à tout instant. Le train de l'armée suivait en arrière de ces colonnes la meilleure des routes existant sur l'échiquier, tandis que les convois des corps étaient placés à la queue des colonnes auxquelles ils appartenaient. Chaque soir, l'armée tout entière se réunissait pour camper sur deux ou trois lignes.

Comme la tête de l'armée française avait seule été poussée, le 30, jusqu'à Schwandorf et que sa gauche était encore à Pfreimt, comme c'était de ce point, à l'extrémité sud de la vallée de la Naab, que partait une des grandes routes menant droit en Bohême, et comme Maillebois semblait vouloir y masser son armée en faisant serrer ses colonnes de queue, le grand-duc ne dépassa pas Rötz et attendit pour reprendre son mouvement que sa cavalerie l'eût renseigné sur les projets et les mouvements de son adversaire. Le 2 novembre il était définitivement fixé sur ce point[1]. Maillebois se portait le plus rapidement possible sur

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière, 1742). Grand-duc François à Marie-Thérèse, quartier-général de Roding, 2 novembre 1742, XL, 2.

Ratisbonne et le grand-duc remit son armée en marche sur Roding (2 novembre), Michelsneukirchen (3 novembre) et Ascha (4 novembre). Ghilanyi, qui avait poussé sur Frauenzell, l'informait d'ailleurs à ce moment que Maillebois, dont la tête de colonne avait déjà atteint Stadt-am-Hof, se préparait à passer le Danube à Ratisbonne et à Kehlheim, points sur lesquels il disposait peut-être de ponts, en tout cas du matériel nécessaire pour en établir. Maillebois allait donc, malgré l'énorme profondeur des colonnes de son armée, pouvoir jeter en peu de temps des forces assez considérables sur la rive droite du Danube.

Le grand-duc était sous ce raport bien moins favorisé que le maréchal. Il lui fallait en effet passer le Danube dans le secteur Deggendorf—Passau, d'abord afin de se relier aussitôt après le passage avec Bärnklau, ensuite parce qu'il eut été trop dangereux de faire remonter plus haut le matériel de pont réuni à Passau. On décida donc de jeter le pont à Hofkirchen, point dont l'armée du grand-duc était encore séparée par huit journées de marche, pendant que le feld-maréchal-lieutenant Gaisrugg, partant d'Ascha le 5 avec 24 compagnies de grenadiers, un régiment de dragons et tous les Croates, irait enlever Deggendorf, et que Bärnklau chargerait un de ses détachements de s'emparer d'Hilgartsberg. Le 8 dans l'après-midi le château d'Hilgartsberg capitulait. La veille, Gaisrugg avait rejoint devant Deggendorf Trenck, qui surveillait cette place depuis le 3, et décidé le commandant bavarois à lui en ouvrir les portes.

Informé le 8 de la reddition de Deggendorf et d'Hilgartsberg, le grand-duc, qui avait continué le 6 d'Ascha sur Ober-Alteich, avait mis ce jour-là son quartier général à Lohham après avoir ordonné à Gaisrugg de laisser 6 compagnies à Deggendorf et de se rendre aussitôt à Nieder-Alteich pour y couvrir l'établissement des ponts de l'armée.

Le grand-duc, qui croyait que Maillebois continuait à se tenir à Stadt-am-Hof, d'où il lui était par suite encore possible de vouloir manœuvrer sur la gauche du Danube, se borna à porter le 9 la droite et le centre de son armée sur Deggendorf, et maintint sa gauche et toute sa cavalerie au camp qu'elles occupaient depuis la veille à Maria-Posching.

Ce fut à ce moment que le grand-duc, soit parce qu'il avait eu connaissance de l'intention de Maillebois de mettre son armée

en quartiers d'hiver dès son arrivée sur le Danube, soit parce qu'il avait lui-même jugé que le moment était venu de suspendre les opérations, décida, après avoir conféré le 9 avec le prince Charles, Königsegg et Khevenhüller, qu'aussitôt après le passage du Danube on prendrait les dispositions nécessaires pour établir les quartiers d'hiver et qu'on commencerait par disposer sur les lignes Zwiesel—Regen—Deggendorf—Landau—Dingolfing un cordon, dont il confia le commandement au feld-maréchal-lieutenant Damnitz.

Le 12, le pont était achevé et l'armée autrichienne, précédée par le feld-maréchal-lieutenant Gaisrugg, chargé de s'emparer de Landau, passait le Danube et allait camper le soir au sud d'Osterhofen. Il ne restait sur la rive gauche que le gros bagage et le parc d'artillerie, couverts par le détachement du général Brettlach, qui se tenait encore aux environs de Mariaposching, et les hussards du général Ghilanyi.

Le 12 au soir, Landau avait capitulé, et, comme il se trouvait dans la garnison de cette ville (360 hommes et 150 cavaliers) presque autant de Français que de Bavarois, tout porte à penser que le grand-duc en conclut que Maillebois avait, lui aussi, passé le Danube et résolu de s'assurer la ligne de l'Isar. En tout cas, le grand-duc donna dès le lendemain l'ordre de renforcer le détachement de Gaisrugg.

Le 14, pendant que Khevenhüller se portait d'Osterhofen sur Landau avec 6 régiments d'infanterie et autant de cavalerie, qui ne tardèrent pas à y être rejoints par 2 autres régiments de cavalerie et d'infanterie, le gros de l'armée s'était avancé jusqu'à Steinkirchen, où elle fit séjour le 15.

Si la cavalerie autrichienne avait admirablement renseigné le grand-duc pendant toute la durée de sa marche de Waidhaus à Nieder-Alteich, Maillebois avait au contraire complètement ignoré les mouvements de son adversaire jusqu'au moment de son arrivée à Nabburg.

Le 30 octobre, après avoir campé sur deux lignes à hauteur de Luhe, Maillebois avait fait venir son centre et sa droite à Nabburg et poussé le lendemain Balincourt sur Schwandorf. Maurice de Saxe était en même temps arrivé à Pfreimt, tandis que le gros restait à Nabburg, où le maréchal avait eu, le 30 au matin, connaissance de la présence de l'armée du grand-duc à Win-

klarn. Il avait refusé d'ajouter créance à ce renseignement, pensé qu'une partie de l'armée autrichienne pouvait à la rigueur se porter par Fürth sur Passau, et cru qu'il n'y avait tout au plus à Winklarn qu'un rideau et des troupes envoyées à la découverte.

Les nouvelles reçues dans la nuit du 30 au 31 lui enlevèrent ses dernières illusions, dissipèrent ses dernières espérances. A partir de ce moment, le maréchal, qui avait fait la sourde oreille aux instances de Charles VII, songe aussitôt à opérer au plus vite sa jonction avec l'armée bavaroise. Il veut passer le Danube, gagner la ligne de l'Isar, tendre la main à Seckendorff et contraindre l'ennemi à faire refluer toutes ses forces sur les frontières de la Haute-Autriche et de la Bavière, dans l'espoir de dégager Prague et de reconquérir en même temps toute la Bavière. Mais d'autre part il avait, pendant cette journée du 31 octobre, reçu la réponse de Breteuil à sa dépêche du 15. Le roi désapprouvait le projet de ramener l'armée sur le Danube et l'autorisait tout au plus à essayer de la rétablir dans des quartiers temporaires entre Eger et Amberg, afin de la conduire de là en Bohême et de dégager Broglie. Le maréchal se trouvait, il est vrai, dans l'impossibilité de se conformer à ces ordres, puisque son armée était déjà sur la Naab, à 7 marches d'Eger, et que l'armée autrichienne s'était entreposée entre cette rivière et la Bohême. Aussi Maillebois se tira-t-il d'affaire en faisant valoir d'une part l'impossibilité d'opérer sur la Bohême et de l'autre les avantages qui devaient résulter, d'après lui, tant pour Charles VII que pour Broglie, de sa jonction avec Seckendorff. Il affirmait que Broglie pourrait sortir de Prague, que son armée à lui prendrait ses quartiers à cheval sur le Danube, que Seckendorff occuperait le pays à droite de l'Inn et que les opérations se termineraient ainsi à l'avantage des alliés. Il faut croire que ce rapport produisit à Versailles l'effet désiré par le maréchal, puisqu'on se hâta d'accepter son idée.

Pendant les journées du 31 octobre et du 1er novembre, Maillebois avait fait serrer les différents échelons de son armée sur Schwandorf et prescrit au commandant d'Ingolstadt d'envoyer un détachement de 400 à 500 hommes à Donaustauf pour y détruire le pont et de charger Lautrec d'éclairer avec 2,500 hommes de troupes légères du côté de Neuburg, que les Français occupèrent et dont Trenck essaya en vain de les chasser.

La nouvelle que le grand-duc poussait du monde vers Deggendorf, tout en le rassurant d'une part, puisqu'il ne craignait plus de voir le général en chef autrichien lui disputer le passage du Danube, n'en avait pas moins été pour lui l'origine de nouvelles appréhensions. Il redoutait maintenant de voir l'armée autrichienne, après qu'elle aurait passé le Danube, soit à Deggendorf, soit à Hilgartsberg, se jeter vivement entre l'Isar et l'Inn, se placer entre lui et Seckendorff, réduire à néant tout son plan et l'empêcher sans coup férir d'étendre ses quartiers d'hiver au sud du Danube jusqu'à l'Inn.

Plus pressé que jamais de se relier avec Seckendorff et sans attendre les réponses de sa cour, il ordonna le 4 novembre à Balincourt de se porter avec 15 bataillons et 2 régiments de dragons par Regenstauf sur Donaustauf, d'y rétablir le pont et de marcher sur Dingolfing. Il espérait que, réuni à l'armée bavaroise, Balincourt arriverait encore à temps pour interdire le passage du Danube aux Autrichiens. Le 5, Balincourt était à Stadt-am-Hof et le gros de l'armée, qui avait repris son mouvement, s'échelonnait de Burglengenfeld à Regenstauf. Le lendemain 6, Maillebois poussait Maurice de Saxe vers l'Est sur Küm, chargeait Montal, qu'il laissait à Regenstauf, de couvrir avec 2 brigades d'infanterie et 30 escadrons la marche des convois, et atteignait Stadt-am-Hof. Balincourt, qui n'avait pu rétablir le pont que le 8, n'arriva à Dingolfing que le 11, pendant que Maillebois était obligé de rester à Stadt-am-Hof jusqu'à l'achèvement du pont qu'on avait commencé à y jeter le 9 et sur lequel il fit passer, dès qu'il fut praticable, le lieutenant général prince de Conti qu'il poussa à marches forcées vers 'Isar avec 10 bataillons et 20 escadrons.

Mais le 12, lorsque Conti arriva à Pilsting, il y trouva le pont de l'Isar coupé et apprit que les Autrichiens occupaient Landau, que Balincourt n'avait pu secourir à temps.

Voyant que Balincourt ne pouvait parvenir à se rejoindre avec Seckendorff sans livrer un combat qu'à Versailles on lui avait formellement prescrit d'éviter, il résolut de laisser ses avant-gardes sur l'Isar, d'en rapprocher le gros et de pousser sur la rive gauche des détachements le plus loin possible en avant vers l'Est. Laissant à Stadt-am-Hof 5 bataillons pour protéger les ponts et les magasins, Maillebois passa le Danube le 12, s'arrêta

le soir à Pfatter et arriva à Straubing le 13, où Montal, rappelé de Regenstauf, le rejoignit le lendemain.

Maurice de Saxe, que le maréchal avait laissé sur la rive gauche avec ordre de pousser le long du fleuve jusqu'à Bogen, se porta le 12 sur Wörth, le 13 sur Bogen, le 14 sur Ober-Alteich, et obligea les troupes légères de Ghilanyi et de Brettlach à se replier sur Deggendorf.

A peine arrivé à Straubing, Maillebois reçut une longue lettre, dans laquelle Seckendorff, après lui avoir annoncé qu'il était avec son gros à Braunau et que Minuzzi se tenait avec 4,000 hommes à Altheim, proposait au maréchal de combiner leurs opérations et de se porter contre les Autrichiens en poussant l'aile droite en avant. Maillebois répondit aussitôt en conseillant au feld-maréchal de marcher à droite de la Vils par les deux rives de l'Inn, tandis qu'il opérerait lui sur Vilshofen entre l'Isar et la Vils afin de pousser l'armée alliée vers la ligne Vilshofen—Schärding et d'enserrer le grand-duc dans l'angle formé par le Danube et le Bas-Inn.

Comme toujours, du reste, la correspondance échangée entre les deux maréchaux n'amena aucun résultat. Maillebois, en présence des avantages que pouvait lui assurer la soudure de sa sa droite avec la gauche des Bavarois, poussa le 15 le groupe qu'il avait à Straubing jusqu'à Dingolfing, où se tenait la division de Balincourt, et prescrivit à Maurice de Saxe de venir avec son gros jusqu'à Ober-Alteich. Conti resta à Pilsting. Brézé s'avança avec 800 hommes et 700 chevaux jusqu'à Frontenhausen. Mais, bien qu'il eût promis à Seckendorff de pousser Balincourt sur Thann, Maillebois n'en resta pas moins immobile jusqu'au 21. A ce moment, le prince Charles marchait avec l'armée autrichienne de Schönau sur Schärding, et Khevenhüller avait tourné Landau pour aller sur Vilshofen. Seckendorff, qui avait cette fois vu clair dans le jeu de son adversaire, eut beau supplier Maillebois d'avancer vivement entre l'Isar et la Vils, le maréchal se contenta d'une demi-mesure en poussant le 22 Balincourt sur Reissbach.

Ce fut du reste là le dernier acte de commandement de Maillebois. Le maréchal de Broglie venait, en effet, d'arriver au quartier général. Sorti de Prague le 27 octobre, après avoir remis ses troupes à Belle-Isle, il s'était, conformément aux

ordres du roi, rendu à Dresde, où il était chargé de s'acquitter d'une mission diplomatique; puis, passant par Nuremberg, Neumarkt et Stadt-am-Hof, il avait rejoint le quartier général le 21 à Dingolfing et pris le commandement de l'armée, dont Maillebois conservait la direction tactique.

Le maréchal de Broglie devait bien moins encore que Maillebois goûter le projet rationnel proposé par Seckendorff. Il lui répondit par des promesses creuses et se contenta de rédiger le 23 une disposition aux termes de laquelle Montal pousserait de Landau sur Eggenfelden et Maurice de Saxe sur Deggendorf, le jour où l'armée marcherait sur Frontenhausen.

Malgré la situation de plus en plus compromise de Seckendorff, situation d'autant plus grave que le prince Charles de Lorraine se portait sur Braunau avec toutes ses forces, Broglie ne songea pas un instant à donner l'ordre d'exécuter sa disposition et son armée continua à rester dans l'inaction la plus complète.

Ce fut le 15 novembre seulement que des renseignements recueillis par Bärnklau apportèrent au quartier général autrichien la nouvelle qu'une colonne française, forte de 10,000 hommes, était en marche sur Braunau, qu'un deuxième rapport, expédié quelques heures plus tard, annonça même son arrivée à Braunau et que, sur la foi de ces rapports, le grand-duc décida de rapprocher son armée de l'Isar et de la pousser le 16 et le 17 jusqu'à Schönau et Pfarrkirchen.

Rappelé à ce moment à Vienne par la reine, le grand-duc remit, le 15 au soir, le commandement à son frère le prince Charles, qui se porta le lendemain 16 avec l'armée sur Schönau, où il apprit par des rapports ultérieurs de Bärnklau que, loin d'avoir été rejoint par les Français, Seckendorff semblait au contraire se disposer à se mettre en retraite. Il se disposait toutefois à continuer le lendemain sur Pfarrkirchen, lorsqu'un rapport de Khevenhüller l'informa de la marche de Maurice de Saxe vers Straubing et de l'échec essuyé par Brettlach et Ghilanyi que le général français avait rejetés d'Ober-Alteich sur Lohham. Khevenhüller en inférait que le comte de Saxe avait ordre d'opérer sur Deggendorf.

Ces nouvelles produisirent sur le prince Charles une impression d'autant plus vive que depuis le 10 novembre le grand-duc n'avait en aucune façon tenu compte, dans ses dispositions, de la

possibilité d'une manœuvre sérieuse des Français sur la rive gauche du Danube qu'il avait presque entièrement dégarnie.

Dans un conseil de guerre qu'il réunit sur l'heure, le prince Charles, après avoir fait part de ses inquiétudes [1] à ses généraux qui partagèrent sa manière de voir, résolut de renoncer au mouvement commencé sur Braunau, d'abandonner la ligne de l'Isar, de ramener de suite son armée derrière l'Inn, afin d'opérer immédiatement sa jonction avec Bärnklau, de chasser Seckendorff de l'Inn et de couvrir la ligne du Danube de Vilshofen à Passau. Il se proposait à cet effet d'attaquer Seckendorff, d'envoyer Khevenhüller de l'Inn sur Vilshofen, de le charger de tenir Maurice de Saxe en échec, et enfin, après avoir enlevé Braunau, de faire entrer son armée dans des quartiers d'hiver dont elle avait le plus grand besoin.

Reprenant en conséquence l'ordre de mouvement sur Pfarrkirchen, il ramena son armée le 18 sur Altenbach pendant que Khevenhüller, laissant une arrière-garde de Croates à Landau, poussait le 19 sur Altenbach et que Bärnklau éclairait et reconnaissait la route d'Obernberg, où le prince Charles avait l'intention de faire passer l'Inn à son armée. Malgré les renseignements transmis par Bärnklau, qui l'informait du mouvement rétrograde du gros du corps de Seckendorff sur Burghausen, le prince Charles avait dans l'intervalle résolu de se porter, non plus sur Obernberg, mais sur Schärding, peut-être parce que ce point était plus éloigné de Braunau, mais surtout parce qu'en allant sur Obernberg il craignait de voir les Français se jeter entre son armée et le corps de Khevenhüller [2], pendant que le feld-maréchal resterait à Vilshofen et menacerait les derrières du corps de Maurice de Saxe.

---

[1] Voici, en effet, ce que le prince Charles écrivait dans une lettre particulière à son frère le grand-duc : « Si le comte de Saxe avait manœuvré plus habilement et pu parvenir à interdire à l'armée autrichienne les chemins menant de Bavière dans la Haute-Autriche, pendant que Seckendorff se serait porté contre elle par le Sud et Maillebois par l'Ouest, cette armée aurait couru grand risque de devoir mettre bas les armes en rase campagne. » *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière, 1742). Le prince Charles au grand-duc, 17 novembre 1742, XI, 29.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière, 1742). Le prince Charles au grand-duc, 19 novembre 1742.

Le 20 novembre, l'armée du prince Charles passait en effet à Schärding sur la rive droite de l'Inn, et Bärnklau poussait le lendemain sur Altheim qu'il occupait le 23 sans avoir rencontré la moindre résistance et sans presque trouver trace de l'ennemi.

Du reste, comme il allait le dire dans ses lettres particulières au grand-duc, « c'était bien plus que la nécessité d'attendre ses convois, l'état même de son armée épuisée moralement et physiquement qui avait décidé le prince Charles à lui donner trois jours de repos à Schärding et qui l'avait amené à déclarer à son frère que « ses soldats n'en pouvant plus, il serait sage de ménager leurs forces, de les laisser se rétablir pour la prochaine campagne et par conséquent d'arrêter les opérations [1]. »

Le 23 novembre, le prince Charles se porta avec son gros sur Altheim, où à son arrivée le 24 il reçut des renseignements assez exacts sur l'ensemble de la situation. Ses piquets de cavalerie de l'Isar l'informaient de la marche d'une avant-garde ennemie allant sur Reissbach, Damnitz et Brettlach, de la position occupée par Maurice de Saxe qui était encore à Bogen. Bärnklau le prévenait en même temps du départ de Seckendorff de Braunau où il avait laissé le général Minuzzi.

La situation était en somme assez favorable : les Français semblaient vouloir rester inactifs sur les deux rives du Danube : Seckendorff avait quitté Braunau. On devait donc avoir de bonnes chances de s'emparer de cette place vivement et sans trop de peine.

Malgré son désir de se porter le plus vite possible sur Braunau, le prince Charles dut pourtant se résigner à donner à Altheim quelques jours de repos à ses troupes. Il en profita pour faire venir sa grosse artillerie de Schärding, pour confier aux généHelfreich et Königsegg la direction des opérations qu'ils devaient exécuter sur Laufen et Burghausen (vallée de la Salzach). Mais, et c'est là un point qu'il importe de relever, c'est précisément à cette époque que se place l'origine du dissentiment qui ne cessa depuis lors d'exister entre le prince Charles et Khevenhüller. Ce dissentiment prit dès le principe de telles proportions

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière, 1742). Lettre particulière du prince Charles au grand-duc, Schärding, 22 novembre 1742, XI, 42 : « Sans tentes depuis quelques jours, ils grondent un peu... Malgré leur bonne volonté, ils n'en peuvent plus... »

que non seulement Khevenhüller critiqua dans les dépêches qu'il adressa au prince les opérations que ce dernier avait décidé d'entreprendre, mais que, profitant de ce que celui-ci ne lui avait pas donné l'ordre d'aller sur Vilshofen et lui avait seulement exprimé le désir de le voir arriver de là sur le Danube et se trouvant trop faible pour manœuvrer à cheval sur le fleuve, il n'hésita pas à ramener sur la rive droite les quelques troupes qu'il avait de l'autre côté et lui manda le 25 novembre qu'il avait « fait retirer le pont de Passau [1] ».

Malgré cela le prince Charles ne renonça pas à son projet.

Le 26, les hussards et les Croates envoyés d'Altheim à Braunau rejetèrent dans la place même les postes extérieurs bavarois, tandis qu'Helfreich arrivait à Laufen, où il resta jusqu'au 15 décembre, juste à temps pour empêcher les habitants de couper le pont sur la Salzach.

Entre temps le prince Charles, à la nouvelle que Seckendorff campait sur la gauche de l'Inn à Simbach, avait conçu le projet de passer cette rivière et d'attaquer le feld-maréchal en confiant à Königsegg le soin d'observer Braunau. Mais, lorsqu'il arriva le 29 sur l'autre rive de l'Inn, Seckendorff avait déjà décampé depuis la veille, et le prince, ayant par suite atteint le but auquel il tendait, repassa sur la rive droite, le 1er décembre. Les nouvelles qu'il y reçut étaient moins rassurantes. On lui mandait que les Français et les Bavarois étaient à la veille d'opérer leur jonction ; que Maurice de Saxe était sur le point de marcher sur Deggendorf, enfin que des paysans armés tenaient tous les bois entre l'Isar et l'Inn. Le prince Charles, ne pouvant se décider à renoncer à son projet sur Braunau, résolut alors d'en brusquer l'attaque et de la préparer par un bombardement, qu'il comptait commencer dès l'arrivée de sa grosse artillerie et dont la violence devait compenser le peu de durée.

En attendant il rapprochait son armée de Braunau et poussait Königsegg sur Burghausen. Ce général n'osa pas attaquer ce point qu'il trouva trop fortement occupé et se contenta de l'observer afin de couvrir le gros de l'armée du prince contre des attaques venant de Burghausen ou de Neu-Œtting.

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière, 1742). Khevenhüller au prince Charles, 25 novembre 1742, XI, ad. 49.

Seckendorff avait suivi avec une inquiétude croissante les mouvements des Autrichiens. Le 21, il avait pris ses dispositions pour la retraite, évacué Altheim le 22 et ramené toute son infanterie à Braunau. Le 26, en présence du refus que Broglie opposait à ses demandes de secours, il s'était de Ranshofen reporté sur la rive gauche de l'Inn et le 27, il avait été camper entre Simbach et Andersdorf. Il avait, le même jour, fait renforcer la garnison de Burghausen. Le 29, à la nouvelle de l'occupation de Laufen par les Autrichiens, craignant de les voir percer sur Wasserburg, il avait poussé tous ses hussards et 600 chevaux sur Trostberg, passé l'Inn à Marktl avec toute sa cavalerie et 9 bataillons pour aller par Burghausen à Alt-Œtting. De plus en plus préoccupé du sort de Braunau, ce fut en vain qu'il essaya une fois encore d'obtenir de Broglie la mise en mouvement de la division Balincourt, qu'il l'adjurait de pousser sur Mühldorf. Broglie se borna à envoyer un petit parti à Eggenfelden et à charger Maurice de Saxe d'enlever Deggendorf, « espérant, disait-il, contraindre de la sorte le prince Charles à revenir sur Passau ».

Maurice de Saxe avait, au contraire, cru devoir se reporter en arrière à la nouvelle de l'approche de Lobkowitz, venant de Bohême, en marche sur Neukirchen et dont l'avant-garde était, disait-on, déjà à Michelsneukirchen. Sans se donner la peine de contrôler l'exactitude de cette nouvelle, du reste absolument controuvée, Broglie prescrivit au comte de Saxe de revenir en cas de besoin sur Stadt-am-Hof et d'en assurer la défense.

Il faut d'ailleurs ajouter que, lorsque le comte de Saxe le prévint un peu plus tard de la fausseté de cette nouvelle, Broglie continua à demeurer à la fois aussi inquiet et perplexe qu'immobile et passif. Malgré tous les mouvements du prince Charles contre Seckendorff et contre Braunau, le maréchal persista à ne rien vouloir entreprendre de sérieux en faveur des Bavarois. Il se borna à faire exécuter quelques démonstrations platoniques, à redonner à Maurice de Saxe l'ordre de s'emparer de Deggendorf et à envoyer Balincourt le 20, puis Coigny le 30, à Frontenhausen. Il ne se décida à soutenir sérieusement Seckendorff et Braunau que lorsqu'il y fut absolument contraint par la gravité des événements qui se déroulaient devant cette place.

Dès qu'il eut transféré son quartier général à Ranshofen, le prince Charles avait aussitôt, c'est-à-dire le 2 décembre, fait établir les dispositions relatives au bombardement et à l'attaque de vive force de Braunau. Il voulait faire donner l'assaut par 7 bataillons d'infanterie, tous ses grenadiers, 200 volontaires et 100 Croates, à un point qui, situé à proximité de la rive droite de l'Inn, lui paraissait le plus faible.

Des colonnes de force sensiblement égale devaient en même temps essayer d'enlever les portes de Ranshofen et d'Haselbach, pendant qu'on détournerait l'attention des défenseurs à l'aide de fausses attaques dirigées sur les autres parties de l'enceinte.

Enfin, tandis que 3 régiments d'infanterie resteraient en réserve derrière le centre des trois colonnes d'assaut, le général Trips avait ordre d'exécuter sur la rive gauche de l'Inn une démonstration contre la tête de pont..

L'artillerie, établie au sud et au sud-ouest de la place, la droite à Haselbach, devait, dès qu'elle serait en batterie, tenir pendant toute la nuit la ville sous son feu, tandis que les colonnes d'assaut, sortant du camp à minuit, gagneraient en silence vers 3 heures du matin les points d'où elles auraient à s'élancer lorsqu'on donnerait le signal convenu.

La grosse artillerie devant, d'après ses calculs, le rejoindre le 3, le prince Charles croyait si fermement à un changement favorable pour lui, changement qui ne pouvait manquer, d'après lui, d'être la conséquence de l'immobilité de Broglie, qu'écrivant le 2 décembre au grand-duc et à Khevenhüller, il examinait exclusivement la question des quartiers d'hiver dont l'établissement allait, à son avis, être facilité par les suites forcées de la prise de Braunau. Le prince Charles ne s'attendait guère, au moment où il rédigeait ses dépêches, à l'événement qui venait de se produire. Maurice de Saxe s'était rendu maître de Deggendorf et l'occupation de ce point assurait aux Français la possession de toute la rive gauche du Danube jusqu'à Passau.

Dès le 2 décembre au matin, le feld-maréchal-lieutenant Damnitz avait appris et aussitôt mandé à Khevenhüller que Maurice de Saxe avait poussé jusqu'à Maria-Posching, que 27 grands bateaux chargés d'infanterie et de canons descendaient le Da-

nube et que, continuant leur marche de Posching sur Metten, les Français, après avoir rejeté ses hussards sur Deggendorf, avaient pris position dans l'après-midi à Fischerdorf. Le soir même, en présence de la supériorité numérique de Maurice de Saxe et du peu de valeur des défenses de Deggendorf, Damnitz avait évacué la ville et s'était replié sur Nieder-Alteich, où il arriva à 10 heures du soir. Suivi dans sa retraite et serré de près par les troupes légères de Maurice de Saxe, qui lui avaient enlevé 150 hommes, il avait continué le lendemain son mouvement rétrograde jusqu'à Hofkirchen et peu après jusqu'à Passau, où, sur l'ordre de Khevenhüller, il prit le commandement de la place.

Le 3 décembre, Khevenhüller avait averti le prince Charles qu'en raison des derniers événements il venait de se porter avec son corps à Ortenburg, « afin d'être à portée de Schärding et de Passau », et qu'il y attendait des ordres ultérieurs.

La nouvelle de l'occupation de Deggendorf par Maurice de Saxe, loin d'amener le prince Charles à renoncer à ses projets sur Braunau, le décida seulement à inviter Khevenhüller, qui n'avait du reste pas attendu ses instructions pour prendre de lui-même des dispositions rendues nécessaires par les événements, à mettre un régiment à Schärding, un autre à Passau, à couvrir la Haute-Autriche par *un cordon* et à établir entre Vilshofen et Passau une batterie destinée à barrer aux Français la route directe de Passau.

Le jour même de l'occupation de Deggendorf, les Français avaient d'autre part surpris et complètement débandé un parti de 200 hussards établi du côté de Pfarrkirchen.

Le 4 décembre à midi, le prince Charles, après avoir la veille détourné le cours du ruisseau qui fournit de l'eau à Braunau, avait fait commencer un bombardement dont les effets furent d'autant plus considérables que l'artillerie de la place essaya à peine de contrebattre ses batteries et que le manque d'eau empêcha de circonscrire les foyers des incendies allumés par les bombes à l'intérieur de la ville.

Tout semblait marcher au gré et selon les désirs du prince, qui venait vers minuit de donner ses derniers ordres aux généraux Dann et Bärnklau et de fixer à 4 heures du matin l'heure de l'assaut, lorsqu'il reçut du général Trips, posté sur la rive

gauche de l'Inn, l'avis que 12,000 Français[1], entrés à Thann à 2 heures de l'après-midi, semblaient se disposer à pousser sur Braunau. Suspendant l'exécution des ordres qu'il venait de donner, le prince Charles se contenta de reprendre le bombardement, qu'il continua pendant toute la journée du 5.

Le 6, en présence des renseignements transmis par Trips, mis en éveil par le grand nombre de feux de bivouac qu'il avait vus du côté de Thann, le prince chargea Bärnklau de reconnaître avec 200 chevaux la position et la force des troupes françaises, que ce général évalua, fort justement du reste, à 5 brigades de cavalerie, tandis qu'une des patrouilles de découverte envoyées par Khevenhüller vers Marktl relevait la présence sur la rive droite de l'Inn, près du confluent de la Salzach, de 8,000 hommes sous les ordres de Seckendorff. Toutes ces reconnaissances, quoique très habilement conduites, avaient eu cependant l'inconvénient de disséminer à un tel point les détachements déjà très faibles établis par le prince Charles sur la gauche de l'Inn, que, le jour même, le colonel de La Croix réussissait à se porter sans être aperçu, avec 500 chevaux, de Thann sur Simbach et à pénétrer vers le soir dans Braunau.

Le maréchal de Broglie, inquiet des conséquences que pouvait avoir pour son armée la chute de Braunau, avait enfin résolu d'agir avec un peu plus d'énergie. Le 3 décembre, comme nous l'avons dit, le gros de son armée était à hauteur de Frontenhausen, Balincourt à Eggenfelden où Coigny allait le rejoindre, mais où tous deux allaient rester le 4, tandis que le gros venait camper à Ganghofen et que le colonel de La Croix poussait avec son détachement et 400 dragons sur Thann.

Le bombardement de Braunau avait commencé pendant ce temps, et Broglie, cédant enfin aux prières de Seckendorff et de Minuzzi, résolut alors de s'avancer le 5 jusqu'à Eggenfelden, d'envoyer Balincourt à Thann, pendant que Maillebois, en sa qualité de directeur tactique de l'armée, prescrivait à La Croix de se jeter dans Braunau.

---

[1] Dans une dépêche ultérieure, en date du 5 décembre, le général Trips s'excuse de l'erreur qu'il a commise en parlant de la marche d'une colonne de 12,000 Français, alors qu'il voulait signaler le mouvement de 2,100 hommes seulement. (*Kriegs Archiv*, Feld-Acten Bavière, 5 déc. 1742, XII,12.)

Mais de même qu'il avait espéré obtenir de grands résultats rien qu'en portant son armée de Dingolfing vers l'Inn, Broglie crut cette fois encore qu'une simple démonstration exécutée par ses 50 compagnies de grenadiers poussées le 10 décembre sur Thann, suffirait pour amener la retraite du prince Charles et la levée du siège de Braunau. Le 11, l'armée autrichienne n'en resta pas moins sur ses positions, et Broglie n'osa pas, comme il y avait songé un moment, jeter sur la rive droite de l'Inn les troupes de Balincourt et de Coigny.

Ce fut seulement le 12, comme nous le verrons, que le prince Charles, renonçant au siège de Braunau, ramena son armée d'abord sur Altheim, le 13 sur Obernberg pour retourner enfin le 14 à Schärding.

Maurice de Saxe avait été plus heureux sur la rive gauche du Danube et avait progressé plus vivement que Broglie. Mais, bien que cette rive fut presque entièrement dégarnie de troupes, qu'il n'y eut sur le Danube aucun pont entre Deggendorf et Passau, que la route de cette ville s'ouvrit toute grande devant lui, il ne crut cependant pas devoir dépasser Deggendorf, où il cantonna son monde après avoir poussé la prudence jusqu'à faire élever deux redoutes sur les hauteurs à l'est de cette ville.

Le prince Charles avait d'ailleurs pris une résolution définitive dès le 7 décembre. L'entrée de La Croix à Braunau, jointe à la certitude de la présence du gros de l'armée de Broglie à Eggenfelden, lui avait démontré l'impossibilité de donner pour le moment suite à son projet. Bien décidé à ne rester devant la place que pendant le temps dont il avait besoin pour ramener en arrière son parc de siège et ses convois et à faire occuper aussitôt après des cantonnements resserrés à ses troupes de jour en jour plus éprouvées par les maladies, les fatigues et les rigueurs de la saison, il avait chargé Khevenhüller, qu'il avait mandé à cet effet à Ranshofen d'élaborer « un projet d'établissement de l'armée dans les quartiers d'hiver », couverts par un cordon s'étendant sur la rive droite du Danube jusqu'à l'Inn et allant sur la rive gauche jusqu'à la frontière de Bohême.

Si le prince Charles a jusqu'à un certain point essayé par sa correspondance avec le grand-duc, son frère, de donner une explication à peu près plausible des raisons pour lesquelles il renonça à donner l'assaut à une place défendue par 3,000

hommes sur le moral desquels le bombardement n'avait produit aucun effet, il n'a pu trouver aucun argument pour justifier la faute qu'il avait commise en dégarnissant la rive gauche de l'Inn. La seule excuse qu'il invoque à ce propos est absolument sans valeur : « A la guerre comme en toute chose, écrit-il au grand-duc, l'homme propose et Dieu dispose.[1] » Il aurait pu cependant faire valoir un argument qui pesa en réalité d'un grand poids sur l'issue peu brillante de ses opérations : l'état moral et physique de son armée. Ses troupes régulières n'en pouvaient plus et ses troupes irrégulières, de plus en plus indisplinées, quittaient presque en masse leur drapeau pour rentrer dans leurs foyers. Enfin des maladies décimaient depuis longtemps ses régiments.

Le grand-duc s'était si bien rendu compte de cette situation qu'il aurait voulu arrêter les opérations aussitôt après le passage du Danube et que, seuls les mouvements de son adversaire l'avaient empêché de donner suite à ce projet.

Il convient donc de faire valoir à la décharge du prince Charles les circonstances absolument défavorables dans lesquelles il prit possession du commandement et le fait qu'on lui avait adjoint comme conseillers deux hommes, Königsegg et Khevenhüller, qui professaient en toutes choses des opinions diamétralement opposées et dont l'antagonisme absolu n'était plus un secret pour personne.

Leur rivalité, d'abord latente, ne tarda pas à avoir les conséquences fatales qu'elle ne pouvait manquer d'amener et à être la cause d'un dissentiment profond et durable entre le prince et Khevenhüller, convaincu que Königsegg avait seul décidé le général en chef à renoncer au projet d'établissement de l'armée sur l'Isar, et qu'il avait réussi à lui suggérer l'idée d'opérer (dispositions des 9 et 12 novembre) sur Schärding et sur Braunau. Le dissentiment avait pris si rapidement de telles proportions que dès la fin de novembre le prince Charles avait demandé en vain au grand-duc l'autorisation de quitter l'armée et d'en remettre le commandement à Khevenhüller. Il ne fallut rien moins que l'in-

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière). Le prince Charles au grand-duc, Ranshofen, 8 décembre 1742, XII, 20.

tervention de Marie-Thérèse pour lui donner la satisfaction qu'il réclamait. Aussi ne peut-on s'empêcher d'éprouver quelque étonnement, lorsqu'on voit le grand-duc qui n'avait jamais critiqué sérieusement les actes de son frère, s'exprimer en termes, dont la sévérité va presque jusqu'à l'injustice, sur l'issue finale, peu brillante il est vrai, de la campagne de 1742[1], et l'inviter, entre autres, à mettre son armée en quartiers d'hiver sur le territoire bavarois.

Lorsque cette lettre parvint au prince Charles le 14 décembre, il était trop tard pour rien changer aux dispositions adoptées et le prince se borna à répondre à son frère que, dès son arrivée à Vienne, il lui exposerait de vive voix mieux qu'il ne saurait le faire par écrit les causes et les motifs des dernières mesures auxquelles il avait cru devoir se résoudre.

D'après les dispositions arrêtées par le prince Charles à la date des 10 et 11 décembre, l'armée autrichienne, formant quatre grands groupes de cantonnements, devait s'établir à cheval sur le Danube, sur la ligne Zwiesel—Grafenau—Passau (rive gauche du Danube), de là sur la droite de l'Inn depuis son confluent jusqu'à Obernberg en se prolongeant à partir de ce point sur Altheim, Mattighofen, Friedburg jusqu'à la frontière du pays de Salzburg et de l'Autriche. On comptait mettre au nord du Danube 6 régiments d'infanterie et 2 de cavalerie sous les ordres du feld-maréchal-lieutenant Mercy d'Argenteau, attribuer à chacune des deux places de Schärding et de Passau une garnison de 5 régiments, placer au sud du Danube en cantonnements resserrés entre Schärding, Obernberg et Ried 8 régiments de cavalerie, loger 3 régiments d'infanterie sous le feld-maréchal-lieutenant Gaisrugg dans le pays de Salzburg, et répartir le reste de l'armée dans le secteur Ried—Mondsee—Gmunden—Vallée de la Traun—Linz—Peuerbach. Tout cet établissement devait être couvert par un cordon fourni par les hussards de Ghilanyi et Baranyay. Ces dispositions ne devaient devenir exécutoires que lorsque les Franco-Bavarois seraient, eux aussi, entrés en quartiers d'hiver. Jusqu'à ce moment l'armée allait se reporter en masse

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière). Le grand-duc au prince Charles. 12 décembre 1742, XII, 38.

en arrière sur Schärding, couverte pendant son mouvement de recul par les hussards de Baranyay qui avait ordre de se relier avec le petit détachement du général Helfreich laissé encore à Laufen (sur la Salzach), tandis que Khenvenhüller se chargerait de renforcer les postes de Schärding et d'Ober-Simbach par 2 régiments d'infanterie et 4 de cavalerie tirés du groupe qui occupait Obernberg depuis le 4 décembre.

Le 12 au matin, au moment où les colonnes autrichiennes se mettaient en mouvement, un gros détachement conduit par Broglie en personne sortit de Braunau et fit un moment mine de vouloir attaquer les hussards de l'arrière-garde. Mais ces troupes s'arrêtèrent dès que les hussards se disposèrent à leur tenir tête, et l'armée du prince Charles continua dans l'ordre le plus parfait, sans être inquiétée un seul instant, sa marche sur Altheim et, le lendemain 13, sur Ried.

Le 14, à la nouvelle que l'armée française se dirigeait vers l'Isar pour se cantonner à l'ouest de cette rivière, le prince Charles donna à son armée l'ordre de prendre ses quartiers d'hiver et, le lendemain 15, il partit pour Vienne après avoir remis le commandement par intérim à Khevenhüller qui établit le 16 son quartier général à Raab (à l'ouest de Peuerbach).

L'armée autrichienne n'occupait plus, après qu'Helfreich eût été forcé d'évacuer Laufen, qu'une portion insignifiante du territoire bavarois.

Ne pouvant songer à cantonner ses troupes dans une région absolument épuisée, Broglie avait dû de son côté prendre le parti d'établir son infanterie sur l'Isar et sa cavalerie sur le haut Danube aux environs d'Ingolstadt où elle pouvait trouver des fourrages en abondance.

Tandis que les troupes franco-bavaroises s'installaient dans leurs quartiers le 18, Charles VII et Louis XV insistaient tous deux sur la continuation des opérations, sur la nécessité de tenir la ligne de l'Inn afin d'obliger les Autrichiens à rentrer chez eux, sur les avantages que donnerait la prise de Schärding et de Passau, qui devait, d'après eux, forcer la cour de Vienne, non seulement à masser toute son armée, mais à ramener dans la Haute-Autriche les troupes qui étaient encore en Bohême.

C'était là chose peu faite pour plaire au maréchal de Broglie, qui n'avait jamais cessé d'être l'un des adversaires déclarés de

cette guerre dans laquelle Belle-Isle avait jeté la France. Il dut cependant, pour mettre un terme aux doléances de Seckendorff, consentir à établir provisoirement une partie de son armée entre l'Isar et l'Inn, Balincourt avec 3 brigades d'infanterie et 2 de cavalerie entre l'Inn et la Rott, et Conti avec 3 brigades d'infanterie et 1 de cavalerie à Eggenfelden. Mais, en revanche, il refusa catégoriquement de participer à l'opération que Seckendorff jugeait indispensable, de diriger quelques troupes contre Laufen, que le feld-maréchal fit occuper après le départ d'Helfreich par les Hessois du général von Clement, auxquels il dut, à la suite de cette entreprise, faire prendre des quartiers d'hiver sur le territoire de Salzburg.

Malgré tous les efforts faits par Khevenhüller pour améliorer la condition de ses troupes, son armée continuait à se trouver dans un état lamentable. Tout ce qu'il parvint à faire se borna en somme à enrayer quelque peu la marche sans cesse croissante des désertions et à maintenir autour de leur drapeau les hommes des confins militaires, dont les réclamations avaient quelque apparence de légitimité et sur le concours desquels il lui était d'ailleurs impossible de compter en cas de besoin.

Marie-Thérèse, effrayée par la description que Khevenhüller lui faisait de l'état de son armée, frappée par les rapports verbaux du prince Charles qui confirmaient la gravité d'une situation sur laquelle le feld-maréchal ne cessait d'appeler son attention, décida, à la date du 26 décembre, de faire payer aux officiers et aux hommes une indemnité supplémentaire. Elle approuva en bloc toutes les mesures proposées par Khevenhüller et entre autres le licenciement des troupes des confins militaires, qui avaient entre temps promis au maréchal de ne pas quitter l'armée avant le 4 janvier. Enfin, bien que la reine eût été jusqu'à lui permettre d'étendre ses quartiers et d'envoyer du monde à l'intérieur de l'Autriche, Khevenhüller n'en jugea pas moins que l'ensemble de la situation n'était ni assez rassurant, ni assez nettement déterminé pour lui permettre de modifier sans danger en quoi que ce soit l'assiette des cantonnements qu'il avait assignés à son armée.

Pendant tout ce temps, le corps, que le grand-duc avait placé sous les ordres de Lobkowitz et auquel, lorsqu'il se porta vers la fin d'octobre avec le gros de son armée de la Bohême dans le

Haut-Palatinat, il avait donné pour mission d'immobiliser les troupes françaises établies à Prague et à Leitmeritz, avait quitté Mies le 29 octobre et opéré le 7 novembre, à Horelitz, sa jonction avec le détachement de Festetics. Son effectif total s'élevait, à partir de ce moment, à 23 bataillons, 8 régiments de cavalerie allemande et 3 de hussards, soit 17,000 hommes environ. Les Français disposaient à la même époque, à Prague et à Leitmeritz, de forces à peu près égales, qu'on pouvait évaluer à un peu moins de 20,000 hommes.

Afin de fermer la route d'Eger à la garnison de Prague, Lobkowitz, qui songeait à se rendre maître de Melnick et de Leitmeritz, passa la Moldau à Königsaal le 11 novembre, allant sur Alt-Bunzlau, d'où il poussa un fort détachement sur Melnick. Il n'avait laissé sur la rive gauche de la Moldau, à Schlan, que le feld-maréchal-lieutenant Saint-Ignon avec 4 régiments de cavalerie. Le 18, il chargeait le feld-maréchal-lieutenant Wallis d'investir Leitmeritz et allait prendre position avec son gros à Lissa, pendant que Wallis réussissait, après un bombardement de plusieurs jours, à enlever Leitmeritz le 25 novembre.

Pendant ce temps, Lobkowitz n'avait pu que faire observer Prague. Mais s'il reporta, après l'occupation de Leitmeritz, une partie de ses troupes sur la rive gauche de la Moldau, loin de songer à assurer l'investissement de Prague, loin de se mettre en mesure d'interdire aux Français les communications qui pouvaient leur permettre de sortir de la place, il se contenta de cantonner son corps autour de Prague et crut inutile de le disposer de façon à établir le blocus. Il ne devait pas tarder à payer chèrement cette faute inexplicable.

Dans la nuit du 16 au 17 décembre, Belle-Isle sortit de Prague avec 10,000 hommes et 3,000 chevaux, défila presque sans encombre à travers les cantonnements autrichiens et s'engagea tranquillement sur la route d'Eger. Le 18 décembre, son arrière-garde donnait une leçon assez rude aux hussards qui avaient essayé de l'entamer à hauteur de Tuchlowitz. Le 19, il atteignait Jechniz, le 20, Steben; le 21, il dirigeait sa cavalerie sur Karlsbad, pendant qu'avec son infanterie il prenait par Ludiz, Einsiedl et Königswart.

Enfin, le 27, après une série de marches pénibles dans des chemins de montagnes couverts de neige et de verglas, il arri-

vait à Eger avec la presque totalité de ses troupes, qui avaient si cruellement souffert du froid que la moitié de ses soldats était hors d'état de continuer à marcher.

La veille de l'arrivée de Belle-Isle à Eger, Chevert, resté sur son ordre à Prague, avait signé avec Lobkowitz une capitulation aux termes de laquelle il laissait dans la ville son matériel, ses malades et ses blessés (au nombre de 2,000), et sortait librement, le 2 janvier, avec les honneurs de la guerre à la tête de sa petite garnison qu'il emmenait à Eger. Quelques jours plus tard, il rejoignait, avec les 2,400 hommes qui lui restaient, Belle-Isle, qui, après s'être replié sur Amberg, avait cantonné ses troupes à l'ouest de la Vils[1].

Informé le 25 décembre seulement, par un officier que Lobkowitz lui envoya à Raab, de la sortie de Belle-Isle de Prague, Khevenhüller proposa aussitôt à la reine et au grand-duc de faire occuper au corps de Lobkowitz des quartiers dans le Haut-Palatinat, du côté de Furth, afin d'obliger Maurice de Saxe à évacuer Deggendorf, de le priver des ressources qu'il tirait de cette région, mais surtout afin de pouvoir faire passer de la droite vers la gauche des troupes en nombre suffisant pour contraindre Seckendorff à quitter des positions d'où il menaçait la la Haute-Autriche.

On accueillit d'autant plus favorablement à Vienne les propositions de Khevenhüller qu'on ne tarda pas à y apprendre que Belle-Isle n'avait laissé que 500 hommes à Eger[2]. Aussi, le 9 janvier, la reine prescrivit-elle à Lobkowitz de se porter sur le Haut-Palatinat, d'y établir un cordon d'après les indications de Khevenhüller, de ne mettre à Prague qu'une petite garnison et de détacher sur Eger les troupes indispensables pour assurer l'investissement de cette place. Ce ne fut toutefois que vers le 20 janvier seulement que Lobkowitz put commencer son mouvement vers le Haut-Palatinat.

Malgré les éloges prodigués à Belle-Isle, malgré l'enthousiasme

---

[1] Nous aurons lieu de parler en détail de la retraite de Belle-Isle et de Chevert dans le travail qui fera suite à la présente étude.

[2] La garnison française d'Eger se composait non de 500, mais de 1400 à 1500 hommes, d'après les renseignements recueillis par Festetics.

que provoqua parmi ses admirateurs sa sortie de Prague, on commençait à se lasser en France d'une guerre qui avait déjà coûté au pays tant de sacrifices et qui au lieu des conquêtes qu'on s'était promises, de la gloire qu'on espérait recueillir, n'avait amené que de lamentables et pitoyables résultats. Les 10,000 hommes que Belle-Isle et Chevert venaient de ramener de cette Bohême qu'on s'était flatté de conquérir et où l'on ne possédait plus que l'insignifiante place d'Eger étaient tout ce qui restait non seulement des 40,000 hommes appartenant aux plus beaux régiments de France qui avaient passé le Rhin à l'automne de 1741, mais d'une bonne partie d'une deuxième armée et des nombreux renforts qu'on avait envoyés en Allemagne. Sans avoir même livré une bataille, cette belle armée s'était presque dissoute sous l'action destructive des maladies, de la faim et des désertions. L'armée que Maillebois avait conduite de la Westphalie sur le théâtre de la guerre n'avait été ni plus heureuse ni moins éprouvée. On se lamentait tout haut à Versailles, où des voix autorisées ne craignaient plus de plaider la cause de la paix et de demander le rappel des troupes françaises qui hivernaient tristement et misérablement en Bavière et dans le Haut-Palatinat.

XI.

LES PRÉPARATIFS ET LES DÉBUTS DE LA CAMPAGNE DE 1743.

L'horizon politique avait été rarement aussi nébuleux qu'à la fin de 1742, et les négociations entamées en vue de mettre fin à la querelle, qui troublait le repos de toute l'Europe, étaient encore tellement confuses qu'il était à ce moment de toute impossibilité pour Louis XV de prendre la résolution définitive à laquelle on le suppliait de s'arrêter.

L'Angleterre, quoique alliée de l'Autriche, à laquelle elle avait fait tant de belles promesses, s'était gardée de prêter à Marie-Thérèse un concours sur lequel la reine avait cru pouvoir compter. Bien qu'elle disposât d'une armée dans les Pays-Bas, la Grande-Bretagne n'avait rien tenté pour prévenir ou même pour contrarier la marche de Maillebois vers le Danube.

Frédéric II se refusait absolument à toute alliance dirigée contre la France et observait à l'égard de l'Autriche une neutralité qui, sans être ouvertement hostile, n'avait assurément rien de bienveillant.

Louis XV pouvait donc espérer encore que, sans imposer à son royaume de nouveaux sacrifices en hommes et en argent, il arriverait à son but final, l'affaiblissement de la dynastie et de la monarchie des Habsburg, rien qu'en excitant la jalousie des puissances continentales.

Malgré l'intervention de Frédéric II auprès du cabinet de Saint-James, peut-être même à cause de la forme comminatoire que le roi de Prusse avait cru devoir donner à cette intervention en déclarant qu'il s'opposerait par la force des armes au moindre mouvement qu'on voudrait faire exécuter aux troupes anglaises en faveur de Marie-Thérèse, la reine de Hongrie n'en avait pas moins rejeté toutes les ouvertures de Charles VII [1], inacceptables

---

[1] Cf. *Correspondance politique*, n° 1039. A Klinggraefen, Berlin, 21 janvier 1743 : « Dans une audience secrète que Klinggraefen demandera à l'empereur, il lui représentera que comme, après les malheureux succès des armées

à ses yeux, parce qu'elles n'apportaient à l'Autriche aucun dédommagement pour les pertes qu'elle avait subies. L'inaction de Frédéric avait même été défavorable à la cause de l'empereur, puisque, sous le coup de ses menaces, Georges II avait donné le 9 janvier à son armée de Hollande l'ordre d'entrer en Allemagne.

Bien décidé à ne pas rentrer encore dans la lutte, Frédéric avait toutefois essayé de contrarier les plans de l'Autriche et de l'Angleterre en cherchant à faire accepter aux princes neutres de l'Empire l'idée de la création d'une armée de neutralité, qui interposerait sa médiation [1]. Mais, en présence des observations et des réclamations de l'Angleterre, il ne tarda pas à renoncer à cette combinaison, à laquelle il ne tenait pas autrement du reste.

Politiquement isolé, si l'on fait abstraction de l'alliance avec l'Espagne, plus préoccupé que jamais des conséquences que ne pouvait manquer d'avoir le rapprochement de plus en plus intime de l'Angleterre, qui appuyait hautement et ouvertement les revendications de Marie-Thérèse, et plus particulièrement ses prétentions de rentrer en possession des territoires que la France avait enlevés à l'Empire, Louis XV n'en allait pas moins se voir forcé à continuer une lutte dont il augurait mal, à suivre une politique à laquelle il s'était résigné à regret et à laquelle il lui était d'autant plus difficile d'échapper que la mort de Fleury (29 janvier 1743) ne pouvait manquer de rendre le parti de la guerre plus puissant qu'il ne l'avait jamais été.

Quelques semaines avant la mort du cardinal, avant l'époque où l'on se remit à procéder avec une activité fébrile à de nouveaux armements, Belle-Isle n'en avait pas moins reçu, le 28 décembre 1742, l'ordre de revenir sur le Rhin avec les forces que lui et Chevert avaient ramenées de Prague à Eger. Quelques

---

impériales et françaises, il ne serait pas possible de demander à la reine de Hongrie des cessions auxquelles elle ne se verrait pas forcée, je crois concevoir un moyen très propre et selon moi l'unique, dans les circonstances présentes, pour l'acheminement de la paix. Que c'est de séculariser quelques évêchés, abbayes et pareilles choses en faveur de Sa Majesté Impériale pour lui procurer une espèce de dédommagement... »

[1] *Correspondance politique*, n° 1009. Au roi de la Grande-Bretagne, Berlin, 13 novembre 1742. — 1025. A Podewils, 16 décembre 1742.

jours plus tard, Broglie avait dû, de son côté, renvoyer en France 6 bataillons et 12 escadrons. Il y avait donc eu un moment où l'on avait réellement songé à sortir de la lutte, et l'on peut par suite prétendre, non sans quelque apparence de raison, que le changement d'attitude de l'Angleterre, en obligeant la France à faire face de deux côtés à la fois, fut la cause déterminante qui décida Louis XV à organiser une nouvelle armée de 50,000 à 60,000 hommes, destinée à opérer en Allemagne, et à pousser activement les armements maritimes. Mais au lieu de renforcer l'armée de Bavière, on résolut de se borner à compléter ses effectifs sur le pied de guerre et à fournir à Charles VII des subsides qui devaient lui permettre de porter son armée au chiffre respectable de 30,000 à 40,000 hommes. Il ne devait plus rester en Bavière, après le départ des régiments rentrant en France, que 67 bataillons d'infanterie, 2 d'artillerie et 93 escadrons, soit environ 30,000 hommes.

Bien qu'une ordonnance royale du 16 décembre 1742 eût ordonné la formation d'unités destinées à l'armée de Bavière et s'élevant à un total de 19,000 hommes ; bien qu'on eût prévu l'envoi de 16,000 hommes appelés à compléter les effectifs des bataillons et des escadrons de Broglie, l'armée du maréchal n'avait cependant reçu à la reprise des hostilités qu'un renfort de 2 bataillons et de quelques compagnies franches.

Quoiqu'une épidémie de scorbut et de petite vérole ait encore affaibli son armée pendant l'hiver, quoiqu'il y ait eu à un moment jusqu'à 11,000 malades dans les hôpitaux, on peut toutefois, en prenant pour base des évaluations les chiffres mêmes donnés par Broglie à Seckendorff, admettre que l'effectif total de son armée, dans les premiers jours de mai 1743, devait s'élever à un peu plus de 45,000 hommes (500 hommes par bataillon et 150 chevaux par escadron).

En Bavière, on n'avait pas réussi à se procurer les 10,000 à 12,000 hommes que l'empereur avait ordonné de lever pour compléter les 35 bataillons d'infanterie, les 19 compagnies de grenadiers et les 49 escadrons qu'il pouvait mettre en campagne. Cette levée, même si elle avait donné son plein effet, n'aurait d'ailleurs pas suffi pour permettre d'atteindre l'effectif désiré de 30,000 à 35,000 hommes, puisque, et c'est là ce qui résulte d'un rapport de Seckendorff à Charles VII en date du 7 janvier 1743,

aucun des bataillons bavarois en quartier sur l'Inn et sur la Salzach ne comptait plus de 300 hommes au lieu de 700, et que l'effectif des troupes palatines était encore plus faible.

Enfin, l'armée bavaroise, comme celle de Broglie, manquait de tout. Les parcs d'artillerie, les colonnes de munitions étaient vides et pour la plupart incapables de faire un mouvement faute d'attelages. La moitié des chevaux de la cavalerie était hors de service. Les officiers avaient pour la plupart perdu leurs bagages.

L'habillement et l'équipement étaient dans un lamentable état. La discipline n'existait plus. Il aurait fallu une main de fer et beaucoup d'argent pour remédier à tous les maux et pour employer les mois d'hiver au rétablissement des deux armées. Mais le maréchal de Broglie n'avait pas l'énergie et la vigueur indispensables dans de pareilles circonstances. Seckendorff n'avait pas d'argent pour faire le nécessaire, et son découragement l'aurait d'ailleurs empêché de pousser avec l'activité dont il lui aurait fallu faire preuve les préparatifs de la prochaine campagne, en vue de laquelle les Autrichiens travaillaient si fiévreusement. Charles VII seul ne désespérait pas et multipliait ses efforts.

Khevenhüller, au contraire, n'avait pas perdu un instant. Dès le 1er janvier, il avait pris avec les délégués de la Haute-Autriche une série de mesures qui lui permirent d'assurer l'existence de ses soldats et la nourriture de ses chevaux. Dès la mi-janvier, son armée était à l'abri du besoin.

En même temps, il s'occupait non moins activement de la mise en état de défense du Salzkammergut et des frontières de la Haute-Autriche, pendant qu'à Vienne on prenait, avec non moins de zèle, les dispositions qui devaient reporter ses régiments sur le pied normal de guerre (2,000 hommes pour les régiments d'infanterie allemande, 800 hommes pour les régiments de dragons et de cuirassiers, et 1000 pour les hussards).

Au commencement de février, Khevenhüller disposait déjà de 35,005 fantassins, 6,987 cuirassiers (6,369 chevaux), 5,207 dragons (4,958 chevaux) et 4,326 hussards (3,926 chevaux).

Il y avait à la même époque, en Bohême, 17,340 fantassins, 4,517 cuirassiers, 1,453 dragons et 2,014 hussards ; dans la Basse-Bohême, 1,639 fantassins et 499 cavaliers ; enfin en réserve,

en Hongrie, 5,414 fantassins et, en Transylvanie, 3,231 fantassins et 800 hommes appartenant à la cavalerie régulière.

Afin de compléter les régiments allemands employés en Bohême, en Bavière et dans la Haute-Autriche et les régiments (également allemands) laissés en Italie, le Conseil aulique avait fixé à 18,528 le chiffre du contingent que devaient fournir les États héréditaires et décidé d'augmenter l'enrôlement de 3,000 hommes.

Quant aux neuf régiments d'infanterie hongroise et aux hussards employés en Bohême et en Bavière et auxquels il aurait fallu plus de 11,500 hommes pour les reporter à leur effectif normal, non seulement on ne parvint pas à les compléter, mais leur effectif diminua au contraire très sensiblement pendant l'hiver par suite de l'accroissement dès désertions.

Si la remonte de la cavalerie s'était effectuée sans trop de difficultés, il n'en fut pas de même de celle des chevaux de trait qu'on eût une peine extrême à se procurer et qui ne fut guère achevée, et qu'en partie seulement, dans les premiers jours de mai 1743.

Pour ce qui est des troupes des confins militaires on n'avait pris, au commencement de 1743, de dispositions définitives qu'à l'égard de celles de Karlstadt.

A la place des 8,000 hommes qui avaient appartenu, en 1743, aux armées de Bavière et de Bohême, mais qui étaient retournés dans leurs foyers, on avait fini par tirer d'abord 5,000 à 6,000 hommes du même généralat; les 2,000 autres ne rejoignirent qu'en juin. Le généralat de Warasdin ne put fournir en revanche que la moitié de ce qu'il avait donné l'année précédente, 4,000 au lieu de 8,000 hommes. On demanda, du reste, à tous les districts des confins militaires des contingents, qui tous, à l'exception des Liccaner et des Karlstädter, ne rejoignirent qu'après la reprise des opérations.

Le remplacement et la reconstitution du matériel de guerre présentaient d'autant plus de difficultés que le Trésor autrichien était dans une situation déplorable. Aussi, lorsque le général Feuerstein, commandant l'artillerie, reçut l'ordre de rejoindre Khevenhüller, il ne put lui amener en tout que 54 bouches à feu au lieu de 78, et sa colonne de munitions d'infanterie n'emporta, à son départ de Krems, au lieu de 30 cartouches par

homme, qu'un approvisionnement total de 720,000 cartouches, soit 24 cartouches par homme, en admettant un effectif total de 30,000 hommes.

On n'avait pu également satisfaire qu'en partie seulement les demandes présentées par le commandant des équipages de pont de l'armée.

On avait, en revanche, réussi à augmenter sensiblement le nombre des chariots de vivres. Quant au service de la solde, il continuait à laisser énormément à désirer par suite de l'insuffisance et de la lenteur des rentrées. Enfin l'organisation du service de santé, des ambulances et des hôpitaux continuait à être aussi rudimentaire que par le passé.

Dès le milieu de janvier, la reine avait modifié l'ordre de bataille de l'armée et décidé l'envoi immédiat, en Italie, où leur présence était reconnue indispensable, de deux bataillons d'infanterie, deux régiments de dragons et deux de hussards, en même temps qu'elle avait exprimé le désir de voir Khevenhüller étendre ses cantonnements dans la direction de l'Ouest. Bien que Khevenhüller eût fait valoir les difficultés que rencontrerait dans ce cas le service des subsistances, la reine insista à nouveau sur l'utilité politique de cette mesure qui lui paraissait seule de nature à décider l'Angleterre et la Hollande à prendre part à la lutte et à aider l'Autriche à remporter sur la France des succès décisifs qui seuls pouvaient donner à la reine une paix basée sur les conditions qu'elle désirait.

La Hollande lui avait, il est vrai, promis de faire entrer en ligne, au printemps de 1743, une armée de 20,000 à 30,000 hommes, mais l'Angleterre, travaillée, croyait elle, par Frédéric, ne pouvait pas se décider à fournir autre chose que des subsides malgré la pression qu'exerçait sur le gouvernement l'opinion publique unanime à vouloir la guerre contre la France. Afin de forcer l'Angleterre à sortir de sa réserve, Marie-Thérèse avait envoyé au feld-maréchal prince d'Arenberg, commandant l'armée autrichienne des Pays-Bas, l'ordre formel de se porter en avant et de commencer les hostilités, même si les Hollandais se refusaient à le suivre et à l'appuyer. Parlant ensuite à Khevenhüller de l'impression que produirait sur les princes de l'Empire l'attitude résolue et énergique de l'Autriche, Marie-

Thérèse, qui les classait en trois catégories, hostiles, hésitants et fidèles, affirmait au feld-maréchal que « dès qu'ils verraient les puissances maritimes intervenir, tous les princes s'empresseraient de se ranger du côté de l'Autriche et que l'Électeur palatin entre autres serait le premier à retirer de Bavière les troupes qu'il y avait envoyées». Enfin, elle terminait en déclarant à Khevenhüller que « politiquement et militairement il était de toute façon indispensable d'étendre sur le territoire bavarois les cantonnements occupés jusqu'ici par son armée[1] ».

En même temps qu'elle faisait connaître ses désirs à Khevenhüller, la reine avait prescrit à Lobkowitz de concentrer ses troupes éparses dans la partie ouest de la Bohême et de les mener dans le Haut-Palatinat. En exécution de cet ordre, Lobkowitz s'était porté en avant, le 20 janvier, sa droite allant vers Weiden sur la Naab, son centre vers Neuburg, sa gauche vers le cours moyen de la Regen. Trois régiments d'infanterie cantonnés aux environs de Schüttenhofen, Strakonitz et Prachatitz vinrent au même moment s'établir, sur l'ordre de Khevenhüller, du côté de Grafenau, Zwiesel et Regen.

Le 25, lorsque les têtes de colonnes autrichiennes s'approchèrent de la Naab, les troupes françaises, cantonnées à proximité de ce cours d'eau entre Weiden et Schwandorf évacuèrent leurs quartiers et vinrent se concentrer plus en arrière vers Amberg, à droite de la Vils. Ces différents mouvements s'exécutèrent presque sans tirer un coup de fusil, si l'on en excepte quelques escarmouches insignifiantes du côté de Nabburg, le 20 janvier.

Le 31, Lobkowitz mettait son quartier général à Neunburg am Walde et le 2 février, en envoyant à Vienne le tableau des cantonnements qu'il allait occuper, il faisait remarquer que ses troupes allaient être établies de façon à pouvoir se concentrer rapidement et se porter au premier signal soit contre Deggendorf, soit contre les positions de Belle-Isle du côté d'Amberg ; du reste pendant qu'il procédait à l'établissement de ses troupes, les régiments de Belle-Isle commençaient leur mouvement de retraite.

Quant à Khevenhüller qui se proposait de s'entendre, le 8 février,

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bayern und Ober-Rhein, 1743). Marie-Thérèse à Khevenhüller, Vienne, 19 janvier 1743, I, 38.

à Winterberg, avec Lobkowitz sur la nature et le caractère des prochaines opérations, il avait, dans l'intervalle, continué à déclarer à la reine qu'avant d'avoir assuré le ravitaillement de son armée il croyait impossible de la pousser dans un pays absolument épuisé par la dernière campagne.

Loin de renoncer à un mouvement qui lui paraissait militairement et politiquement indispensable et avantageux, Marie-Thérèse, qui avait reconnu la valeur et la justesse des arguments de Khevenhüller, avait pendant les derniers jours de janvier et les premiers de février tout mis en œuvre pour aplanir les difficultés sur lesquelles le feld-maréchal avait appelé son attention.

Le 8 février, Lobkowitz, qui avait confié pour la durée de son absence le commandement de son corps au feld-maréchal-lieutenant comte Wallis, se rencontrait à Winterberg avec Khevenhüller, et le feld-maréchal à la suite de cette conférence adressait, le 13 février, à la reine un long rapport dans lequel il lui exposait son plan d'opérations, dont, en raison même de son importance, on ne saurait se dispenser de reproduire au moins les parties les plus essentielles.

L'armée bavaroise occupait, d'après le feld-maréchal, des positions qui lui permettaient d'ouvrir la campagne par surprise, au moment qui conviendrait à ses chefs et de s'assurer dès le début des avantages considérables soit en poussant sur la Haute-Autriche, soit en prenant possession de l'évêché de Salzburg. Pour peu que les Français se portent en avant et donnent la main aux Bavarois, il semblait impossible à Khevenhüller de songer à concentrer l'armée autrichienne puisque sa droite devait protéger Passau et Schärding et sa gauche couvrir la Haute-Autriche, et que de plus le corps de Lobkowitz aurait été entièrement affecté dans ce cas à la garde des routes menant en Bohême. L'armée autrichienne risquait donc de se trouver dès le début des opérations dans une situation des plus défavorables.

Il n'y avait pour Khevenhüller qu'un seul moyen d'échapper aux dangers qu'aurait présenté un pareil état de choses : il fallait prévenir l'ennemi en commençant les hostilités avant lui ; mais il fallait pour cela que l'on se hâtât de mettre l'armée en mesure de tenir la campagne. Il importait donc de la faire rejoindre au plus tard vers le 15 mars par les jeunes soldats et les chevaux de remonte.

Le feld-maréchal informait en même temps la reine qu'il avait eu soin de faire remettre en état le matériel de l'artillerie, de préparer la mise en route des colonnes de munitions, et qu'il s'était entendu avec le comte Salburg, intendant général de l'armée, sur toutes les questions relatives aux subsistances. Il avait en effet étudié la création dans les principaux cantonnements de petits magasins contenant huit jours de vivres, magasins qu'il s'efforçait de tenir sans cesse au complet, afin que ses troupes fussent à tout moment en état de partir avec leurs convois normalement et entièrement chargés. Quant aux troupes irrégulières (Croates et Confins militaires), il proposait de les diviser en trois groupes dirigés par les voies les plus directes, l'un sur Kufstein, l'autre sur Innsbruck et le troisième sur l'armée.

Cette répartition des troupes irrégulières correspondait d'ailleurs aux opérations projetées par le feld-maréchal. Il voulait ouvrir les hostilités en poussant simultanément de Kufstein et d'Innsbruck sur Reichenhall, par la Scharnitz sur Tölz, afin de menacer les derrières de Seckendorff, de l'obliger à porter une partie de ses forces vers la frontière du Tyrol et de le mettre ainsi dans l'impossibilité de tenter des opérations sérieuses contre la Haute-Autriche.

Il se proposait en même temps de concentrer son aile gauche et de la faire avancer sur Laufen, pendant que du Tyrol on pousserait sur Kufstein et Kitzbühel afin de contraindre les Bavarois à évacuer Salzsburg. Dès qu'on aurait obtenu ce résultat, la gauche de l'armée se trouverait reliée aux troupes qui auraient pénétré dans l'évêché de Salzsburg.

Pendant ce temps, l'aile droite, qui se sera également concentrée, tiendra les Français en échec et les empêchera de prononcer un mouvement en avant par la rive gauche de l'Inn. On jettera en outre des ponts sur le Danube pour correspondre avec Lobkowitz, qui poussera vers ce fleuve toutes les troupes qui ne seront pas employées à l'investissement d'Eger et à la surveillance d'Amberg. Sans pouvoir aller jusqu'à exposer, jusqu'à prévoir le développement des opérations, Khevenhüller croyait toutefois qu'il conviendrait, après avoir obtenu ces premiers résultats, de se placer de façon à couper avant tout la communication des armées française et bavaroise par Braunau.

C'était là, à une époque où l'on se plaisait à discuter, à déter-

miner dans de longs mémoires jusqu'aux moindres détails des opérations, une manière nouvelle, simple et rationnelle de préparer une campagne.

Les propositions de Khevenhüller, qui avait de plus eu le soin d'indiquer les officiers qui lui paraissaient les plus aptes à prendre le commandement des trois groupes de troupes irrégulières (Trenck pour la colonne de Tölz, Lüttwitz pour celle de Reichenhall, Helfreich et Minsky pour le groupe attaché à l'armée), avaient produit une telle impression sur l'esprit de Marie-Thérèse qu'elle appela aussitôt le feld-maréchal à Vienne. Lors de son retour à son quartier général, dans les premiers jours de mars, il avait réussi à faire accepter presque intégralement son plan de campagne, à obtenir la mise en route de 3,000 hommes des confins militaires, dont 1000 cavaliers, sur la Bavière et de 2,000 Carlstädter sur le Tyrol.

Vers le 15 février, Lobkowitz avait poussé une partie de son corps de la Naab jusqu'à la Vils, séparant ainsi les cantonnements français des environs d'Amberg des troupes en quartiers sur le Danube et la basse Naab. Le général Forgach, qu'il chargea de cette opération, occupa Rieden le 15, Schmidtmühlen le 16, après une petite escarmouche dans laquelle il enleva une soixantaine d'hommes aux Français, et le lendemain Egelsee, coupant ainsi la communication entre Amberg et Burglengenfeld. Ce fut le 24 seulement que les Français s'émurent de ce mouvement et poussèrent du Danube vers Schmidtmühlen une assez forte colonne, à l'approche de laquelle Lobkowitz fit revenir le général Forgach sur la Naab et massa quelques troupes aux environs de Schwandorf.

Pendant que Khevenhüller arrêtait ses dispositions, l'indécision la plus complète continuait à régner dans l'esprit des généraux français et bavarois, indécision qui n'était d'ailleurs que la conséquence forcée du courant qui divisait la cour de Versailles, du caractère du maréchal de Broglie, enfin de l'état lamentable dans lequel se trouvait l'administration militaire et civile de la Bavière.

A la cour de France, les résolutions se modifiaient à tout instant, par suite des changements incessants des influences qui exerçaient momentanément leur action sur l'esprit du roi. Pour atténuer au moins en partie les dangers et les inconvénients

d'une pareille situation, il aurait fallu avoir à la tête de l'armée un homme énergique, un caractère ferme, un esprit supérieur, un véritable homme de guerre et non pas le maréchal de Broglie, qui non seulement ne possédait pas cet ensemble si rare de qualités, mais qui, appartenant au parti opposé à la guerre, n'aurait, rien que pour cette raison, jamais dû être appelé aux fonctions dont on l'avait investi.

Seckendorff, s'il avait assurément beaucoup de zèle et de bonne volonté, était paralysé à tout instant par la pénurie des ressources de tout genre et surtout par le manque d'argent. Il faut reconnaître cependant qu'il n'avait cessé de représenter à Broglie la nécessité inéluctable d'une action énergique, d'opérations offensives intelligemment combinées, qui seules pouvaient mettre fin à un état de choses aussi critique. Tous ses efforts avaient été stériles. Ce fut en vain que, comme il l'avait déjà fait en décembre 1742, il supplia en janvier 1743 Broglie de faire occuper par ses troupes les localités situées sur la ligne Schärding—Vilshofen et garder par celles de Maurice de Saxe les défilés de Zwiesel, Regen et Grafenau. Seckendorff et Charles VII craignaient avec juste raison de voir les Autrichiens profiter de la retraite de Belle-Isle pour pousser dans le Haut-Palatinat les forces qu'ils avaient tenues jusque-là devant Prague. Ni l'empereur, ni le feld-maréchal ne parvinrent à triompher des idées préconçues de Broglie, et l'avant-garde de Lobkowitz occupa, comme on l'a vu, sans coup férir les défilés de la frontière de Bohême et put tout à son aise s'établir dans le Haut-Palatinat.

Ce fut seulement, lorsqu'il était déjà trop tard pour s'y opposer que Broglie se décida à pousser par Straubing sur la rive gauche du Danube 12 escadrons sous les ordres du général Chanseron avec l'ordre d'occuper Zwiesel, Grafenau et Regen, et quelques autres points sur le cours de la Haute-Regen. Mais les Autrichiens avaient eu tout le temps de s'établir solidement au débouché des défilés, lorsque cette cavalerie arriva à Straubing. Elle ne tenta même pas de se porter contre eux et resta pendant pas mal de temps immobile et inactive entre Straubing et Stadt am Hof[1].

[1] Il nous a paru curieux de rapprocher de ces mouvements exécutés d'une part par les Autrichiens de Lobkowitz, de l'autre par les restes du corps de

Les quelques escarmouches, amenées par la marche de l'avant-garde du corps de Lobkowitz sur le Haut-Palatinat, n'avaient pas été la cause déterminante du retrait des postes français de la Naab.

L'évacuation de ces points était uniquement due aux mesures prises par Belle-Isle en vue du départ prochain pour la France

---

Belle-Isle et quelques troupes tirées de l'armée de Broglie, la copie d'une pièce que Frédéric II joignait, à peu près à la même époque, à une lettre qu'il chargeait Valory de transmettre à Louis XV. (*Correspondance politique*, nos 1056 et 1057. A Valory, Potsdam, 11 février 1743.) Aussi prudent que rusé, il n'avait naturellement pas manqué de commencer par dire à Valory, en lui annonçant cette communication : « Je le fais sous la condition expresse qu'on ne saura jamais qu'elle est venue de ma part. » Après avoir pris cette précaution et s'être mis en garde contre les conséquences d'indiscrétions qu'il tenait à éviter, il avait fait remettre à Valory cette pièce intitulée :

Projet politique conforme aux véritables intérêts de la France.

« Dans la guerre où la France se trouve engagée, il y a trois chances pour en sortir, savoir :

« Si la France fait le sacrifice aux Anglais de ses établissements de l'Inde ;

« Si la France cède la Lorraine et une partie de la Flandre à la maison d'Autriche ;

« Ou si elle fait les efforts convenables en Allemagne, par mer contre les Anglais, en Flandre contre les Autrichiens, pour contraindre ses fiers ennemis à recevoir d'elle les conditions de la paix.

« Si l'on s'imagine qu'en faisant revenir les troupes françaises d'Allemagne sur le territoire français ce serait finir la guerre, on se trompe beaucoup ; car les Anglais et les Autrichiens, fiers de la supériorité qu'ils gagneraient par-là, pousseraient les Français plus vivement dans leur propre pays.

« Quant au premier des trois points, il semble que le commerce d'Orient est trop important pour la France pour qu'elle puisse le sacrifier aux Anglais en leur faisant des cessions en Amérique.

« Quant au deuxième article, il est si humiliant, qu'il n'est pas à présumer que la France voulût acheter la paix par une pareille bassesse.

« Tout se réduit donc au dernier point, savoir : à faire la guerre avec vigueur.

« Reste à savoir comment et quels moyens choisir pour se procurer une supériorité certaine.

« Le premier est que la France déclare la guerre à la maison d'Autriche et à l'Angleterre par terre et par mer. Qu'elle rassure les Hollandais sur leur barrière en cas qu'ils prissent ombrage. Il faut de plus entrer dans l'Empire et faire assembler à tout prix une armée de neutralité. L'armée française en Flandre doit être composée de 70,000 hommes complets. Il faut qu'elle en ait une dans le Brisgau et les Etats autrichiens de Souabe de 40,000 complets et une de 50,000 en Bavière. Les places garnies par des milices et un corps de 25,000 hommes du côté de Trèves.

De cette façon, il est indubitable que les Français parviendront à leur but

de ses troupes qui, formant 12 échelons se suivant à deux jours d'intervalle commencèrent leur mouvement le 1er février se dirigeant par Nuremberg, Ansbach, Krailsheim vers Wimpfen sur le Neckar et delà sur Lauterburg où elles passèrent le Rhin. Les 6 bataillons et les 12 escadrons retirés de l'armée de Broglie quittèrent à peu près à la même époque Donauwörth, allant par Harburg, Bopfingen, Ellwangen, Halden, Hall, Oehringen, Neuenstadt sur Wimpfen et de là vers le Rhin qu'ils passèrent à hauteur de Spire. Le 9 mars le dernier de ces échelons arrivait sur la rive gauche du fleuve.

A partir du 1er février, Broglie ne disposait plus sur la rive gauche du Danube que de 32 bataillons et de 5 escadrons répartis entre Amberg, Schmidtmühlen, Burglengenfeld, Rieden, Hermsdorf, Stadt am Hof, Regenstauf, Donaustauf, Straubing et Deggendorf, auxquels il faut cependant ajouter 5 escadrons de cavalerie palatine ramenés de Prague à Amberg par Belle-Isle, un squelette de régiment de cavalerie bavaroise et 2 bataillons d'infanterie, enfin les 8 bataillons laissés en garnison à Eger. Ces troupes ne paraissaient pas suffisantes à Broglie pour lui permettre de tenir tête à Lobkowitz et encore moins pour l'attaquer, comme Charles VII ne cessait de le lui demander. Il songeait au contraire à abandonner la ligne de la Vils, dès que Lobkowitz ferait mine de se porter en avant et il avait prescrit aux généraux Talleyrand et Clarisse commandant les troupes postées sur cette

---

avec un ordre à tous les généraux de ne pas marchander à l'ennemi, mais de le combattre toute part avec vigueur et d'agir toute part offensivement.

« Le général Keith, des Russiens, a quitté le service : c'est un habile général. Il est à croire que la France en pourrait tirer de bons services.

« Une armée française en Souabe contiendrait non seulement tout l'Empire dans son devoir vers l'empereur, mais encore empêcherait que les Anglais n'y viennent et, en cas que les Etats des Cercles ne se conduisissent pas bien, les Français et l'empereur y profiteraient des contributions. »

Il suffit de comparer cette pièce avec les instructions du roi de Prusse au département des affaires étrangères (*ibidem*, n° 1059) pour se convaincre qu'il est bien l'auteur de ce projet.

Il ne sera pas inutile non plus de rappeler à ce propos que, cinq jours avant la remise de cette pièce, parlant à Valory (*Correspondance politique*, n° 1052. A Valory, Potsdam, 6 février 1743) de la marche des troupes anglaises, « qu'on assure devoir se diriger vers l'Allemagne », il lui avait écrit : « Au reste, il faut que je l'avoue, monsieur, il n'y a rien qui discrédite plus à présent les Français en Allemagne que la mollesse de leurs opérations et la mine qu'ils font de vouloir retourner en France. »

rivière de se replier dans ce cas sur Stadt am Hof. En même temps afin de mieux couvrir la défense du Danube, il dirigeait vers Straubing Balincourt avec les brigades d'infanterie Lyonnais et Montmorin cantonnées entre l'Inn et la Rott, et la brigade des dragons de la Reine. Enfin, pendant qu'il reportait ses magasins de Straubing et de l'Isar plus en arrière à Donauwörth, il déclarait à d'Argenson que « ne pouvant opposer que 35,000 hommes aux 60,000 de Khevenhüller il se trouvait forcément contraint par la faiblesse même de son armée à rester sur la défensive la plus absolue. »

Si Charles VII ignorait encore au commencement de février les intentions que Broglie avait communiquées au Ministre de la guerre, l'entrée des Autrichiens dans le Haut-Palatinat et la marche des deux brigades d'infanterie française d'Eggenfelden n'avaient pas tardé à lui donner ainsi qu'à Seckendorff de nouvelles inquiétudes. Tous deux en avaient conclu que le maréchal était plus que jamais décidé à ne prêter aucun concours, à ne donner aucun appui aux Bavarois établis sur le Haut-Inn. Aussi, dès que Charles VII sut que Broglie avait soumis à sa cour un projet de plan de campagne, il invita Seckendorff à lui faire tenir au plus vite à Francfort un contre-projet qu'il voulait proposer à Louis XV en le priant, aussitôt après l'avoir approuvé, d'envoyer à Broglie des ordres en conséquence [1].

Seckendorff se mit aussitôt à l'œuvre et adressa dès le 25 février son projet [1] à l'empereur. Évaluant à 52,000 hommes, déduction faite des garnisons des places, l'effectif total des troupes de campagne françaises et bavaroises, il proposait d'ouvrir les opérations dès les premiers jours du mois de mai dans le Haut-Palatinat, de rejeter Lobkowitz en Bohême, de laisser devant lui de Möring jusqu'à Grafenau un corps de 15,000 à 20,000 hommes et d'opérer sur la Haute-Autriche avec le gros de l'armée. Il convient toutefois de noter, sans entrer pour cela plus avant dans le détail du projet de Seckendorff, que le feld-maréchal avait cru devoir prévenir l'empereur, qui approuva cependant ses propositions, que les armées alliées ne sauraient en aucun cas mettre en ligne au début des hostilités des effectifs aussi consi-

[1] *Archives du Grand-État-Major*, XXIII, 29. Törring à Seckendorff, Francfort, 7 février 1743. Projet pour les opérations de la campagne de 1743.

dérables que ceux auxquels il était arrivé dans ses évaluations.

Plus le temps marchait et plus il devenait évident du reste, que sans vouloir le déclarer à l'empereur, Broglie s'entêterait à rester sur la défensive. C'étaient en effet ses ordres seuls et non le mauvais esprit des troupes ou la timidité de ses généraux qui, vers la mi-février, avaient motivé devant la simple apparition d'un régiment de cavalerie autrichienne du côté de Rieden et de Schmidtmühlen le mouvement rétrograde sur Stadt am Hof des fractions établies sur la Vils.

Bien qu'à ce moment les deux brigades Lyonnais et Montmorin fussent déjà arrivées sur le Danube, Broglie avait laissé passer dix jours avant de se décider à faire réoccuper des points aussi importants pour lui, à rétablir sa communication avec Amberg. Il ne s'y décida du reste que sur l'ordre formel de la cour. Le parti de la guerre était plus puissant que jamais à Versailles depuis la mort de Fleury, et Broglie, obligé de s'incliner devant les injonctions de d'Argenson, avait dû se résigner le 24 à pousser Balincourt avec une brigade et douze escadrons sur Schmidtmühlen. Après la retraite volontaire des Autrichiens, Balincourt qui avait mis son quartier-général à Burglengenfeld fit, en conséquence, occuper Ensdorf, Rieden, Schmidtmühlen, Vilshofen, Egelsee et Katzenhüll, pendant que Broglie envoyait vers la fin de février six bataillons tirés de Plattling et de Lindau sur la rive gauche du Danube, où ils allaient servir de réserve au détachement de Balincourt.

Le 28 février, le maréchal avait dû, quoique à contre cœur, accorder à Seckendorff, à Straubing, une entrevue dont le résultat n'était guère de nature à laisser au commandant de l'armée bavaroise le moindre espoir, la plus légère illusion.

Broglie, sans aller jusqu'à déclarer ouvertement qu'il était l'adversaire décidé de toute opération offensive, lui avait répété tout ce qu'il avait déjà exposé par écrit à d'Argenson et lui avait réédité toutes les objections qu'il avait déjà soumises au ministre. Il ne s'en tint pas là du reste. Le prince de Conti, qui assistait à l'entretien, ayant pris parti pour Seckendorff en faisant remarquer au maréchal que le maréchal de Belle-Isle partageait l'avis du feld-maréchal, Broglie, après avoir laissé libre cours à son hostilité avérée contre Belle-Isle, déclara carrément

que les alliés ne pourraient rien risquer en Bavière avant d'avoir acquis la certitude que les Autrichiens s'étaient sensiblement affaiblis en Bohême et sur l'Inn pour renforcer leur armée d'Italie.

Seckendorff ne devait, du reste, pas tarder à être encore plus complètement fixé sur les véritables intentions de Broglie et à apprendre que le maréchal avait profité du départ pour Versailles de Maurice de Saxe pour le charger de conseiller au roi de faire revenir en France la plus grande partie de l'armée de Bavière[1].

Seckendorff était d'ailleurs lui-même tellement découragé, que, trois jours avant son entrevue avec Broglie, il avait écrit à l'empereur pour lui conseiller de faire la paix[2]. Ce n'était pas, il importe de le noter de suite, par esprit d'opposition et parce qu'il cherchait à battre en brèche les projets de son souverain que Seckendorff s'était décidé à lui dire ce qu'il croyait être, ce qui était d'ailleurs la vérité. Malgré tout son désir de l'aider de toutes ses forces à réaliser ses desseins, il avait dû se rendre à l'évidence en présence des résultats lamentables de la levée, de l'apathie des populations, du mauvais vouloir des autorités, de l'augmentation sans cesse croissante des déserteurs, enfin des ravages effrayants causés par les maladies.

Charles VII ne put cependant se résigner à écouter ses sages conseils. Il espérait encore que la cour de Versailles, émue de sa détresse, l'aiderait à triompher des résistances de Broglie. Un moment même, au commencement de mars, il crut avoir obtenu gain de cause. Loin de rappeler la majeure partie de ses troupes de Bavière, comme le maréchal le lui avait demandé, Louis XV avait décidé de lui envoyer un renfort de 12,000 à

---

[1] Ecrivant le 3 mars 1743 à Podewils, et lui parlant d'une lettre de Le Chambrier relative au voyage de Maurice de Saxe à Paris, Frédéric lui en communiquait le passage suivant (art. *Correspondance politique* 1076) : « La cabale qu'il y a ici (à Versailles) contre la guerre d'Allemagne, et qui est composée de tous ceux qui n'aiment pas la guerre hors du royaume, dont le nombre est très grand, des ennemis de l'empereur et de ceux du maréchal de Belle-Isle en particulier et des partisans secrets de la cour de Vienne et de la maison de Lorraine, fait de son mieux pour que le comte de Saxe réussisse dans sa commission..... »

[2] *Arch. du Grand Etat-Major*, Berlin. XXIII, 29. Seckendorff à Charles VII, Landshut, 25 février 1743.

15,000 hommes et prescrit à Broglie de se conformer, dans la limite du possible, aux désirs de l'empereur.

Broglie se tira d'affaire en proposant et en faisant accepter au roi l'envoi sur Eger d'un corps chargé de ravitailler cette place et de relever sa garnison, et en concentrant à cet effet, dans les premiers jours d'avril, 13 bataillons et 54 escadrons sur la haute Vils.

Broglie avait naturellement eu le soin de cacher ses projets à Seckendorff, d'autant plus inquiet à ce moment que, d'après les rapports de ses émissaires, les Autrichiens se disposaient à tenter une opération sur Salzburg. Afin de savoir à quoi s'en tenir sur les intentions du maréchal, il lui envoya au commencement d'avril le général Montléon, auquel Broglie déclara d'abord que, loin de croire à un mouvement des Autrichiens sur Salzburg, il pensait au contraire qu'ils préparaient la mise en route de renforts destinés à leur armée d'Italie, et que, d'autre part, il avait eu vent de la marche de l'armée de la Pragmatique de Cologne sur Francfort et de l'ordre donné à Lobkowitz d'aller se joindre à elle, et que, sans ajouter foi à cette rumeur, il devait pourtant ne pas oublier que l'armée du maréchal de Noailles n'était pas assez forte pour pouvoir à elle seule empêcher cette jonction.

Il ne lui restait, par suite, le choix qu'entre trois partis : ou marcher sur Francfort, ou se porter sur la Bohême, ou pousser sur Passau. Il croyait, quant à lui, que la sagesse commandait, au moins dans les circonstances présentes et jusqu'au moment où il serait possible de prendre l'offensive, de tenir l'armée française concentrée entre Amberg et Dingolfing, et d'établir entre ce dernier point et Braunau l'armée bavaroise, qui ne laisserait sur la Salzach que les garnisons strictement nécessaires.

Seckendorff avait dès ce moment vu tout à fait clair dans le jeu de Broglie. Il avait pu se convaincre que les ordres venus de Versailles n'avaient produit aucun effet sur l'esprit du maréchal, et il ne manqua pas de déclarer à l'empereur qu'il ne lui fallait plus compter désormais sur l'appui et le concours de l'armée française, même dans le cas où il viendrait à être sérieusement attaqué sur l'Inn.

Khevenhüller, encouragé par l'approbation donnée par la

reine à son plan d'opérations, avait, pendant le mois de mars, poussé ses préparatifs avec une activité fébrile.

Malgré tous ses efforts, il ne parvint pourtant pas à étendre, pendant le mois de mars, les cantonnements de ses troupes, et, si l'on en excepte quelques affaires d'avant-postes à Rott-Thalmünster, à Karpfham et du côté de Braunau, le mois de mars se passa sans qu'on ait rien de saillant à signaler.

Ce fut seulement vers la fin de ce mois que Khevenhüller reçut l'importante nouvelle qu'il attendait avec tant d'impatience. La reine lui mandait, en effet, que l'armée de secours, les troupes anglaises et hanovriennes, sorties des Pays-Bas, étaient entrées dans les duchés de Berg et de Juliers et sur les terres de l'électeur de Cologne, suivies dès le 5 mars par les troupes autrichiennes aux ordres du duc d'Arenberg[1].

---

[1] Los mouvements de l'armée de la Pragmatique, qui inquiétaient si fort Charles VII et Broglie, avaient depuis longtemps attiré l'attention de Frédéric et lui avaient, on le sait, suggéré l'idée d'arriver à la constitution d'une armée de neutralité.

Nous emprunterons donc à la *Correspondance politique*, en suivant l'ordre chronologique, les passsages les plus saillants de certaines lettres de Frédéric relatives soit, à l'armée de la Pragmatique, soit au projet d'armée de neutralité.

Ecrivant à l'empereur, de Potsdam, le 8 février 1743 (n° 1053), Frédéric lui disait : « Les insinuations que Votre Majesté me demande de faire à ce sujet (marche de l'armée de la Pragmatique) ont été faites autant qu'il a dépendu de moi. Ausssi, elles ont eu l'effet que la marche des troupes anglaises en Allemagne a été de nouveau suspendue, selon les nouvelles que j'en ai eues. Et comme, selon les apparences, ladite marche pourra rester suspendue jusqu'au printemps prochain, je crois avoir fait tout ce qu'on peut prétendre d'un bon patriote, qui n'a que la seule voie des bons offices et des négociations. »

Ce n'étaient, on peut bien le penser, ni le sentiment du devoir, ni le désir d'être utile à l'empereur qui avaient motivé l'intervention, d'ailleurs assez tiède, de Frédéric.

Tout en cherchant à se rapprocher de l'Angleterre, il n'envisageait pas sans inquiétude, le mouvement des Hanovriens et des Anglais. Et, en effet, trois jours plus tard, le 11 février 1743 (*Correspondance politique*, 1059), il écrivais à ce propos au département des Affaires étrangères : « Vous n'envisagez pas les conséquences de la marche des Anglais en Allemagne. Ils iront en Souabe, attireront à eux tous les princes de l'Empire et les forceront de joindre leurs troupes aux anglaises. Ils forceront les Français à sortir de l'Empire ; ils donneront la loi à l'Allemagne, feront (c'était là une des choses qui convenait le moins au roi de Prusse) le Grand-Duc roi des Romains et se moqueront alors de toutes les déclarations qu'ils nous ont faites. Et ce sera votre faute que tout cela, parce que vous avez une prédilection inconcevable pour ces infâmes Anglais et que vous croyez que je serai perdu si je me fais valoir

Ces forces, il est vrai, n'avaient pas encore passé le Rhin, mais la reine se disposait à donner l'ordre à d'Arenberg de mettre ses troupes en cantonnements sur la rive droite du fleuve, entre Neuwied et Montabaur, à l'est de Coblence, en attendant le moment où il serait possible de pousser toute l'armée des Pays-Bas en avant sur Heilbronn, dès que l'Angleterre aurait donné son consentement à ce mouvement.

---

et que je fais sentir au roi d'Angleterre que je n'approuve pas sa conduite et que je suis d'humeur à m'y opposer..... »

Deux jours après, il revenait encore sur ce sujet : « On voit assez, écrit-il à Podewils, le 13 février (*Correspondance politique*, 1065) par toutes les manœuvres des Anglais que leur intention n'est point de parvenir à la paix, mais plutôt de jeter de l'huile dans le feu..... »

Frédéric était d'autant moins disposé à négliger une question qui l'intéressait si vivement à tant de points de vue qu'une lettre de l'Electeur Palatin avait appelé son attention sur des faits qui pouvaient être le prélude d'événements qu'il redoutait.

Prévenu par une lettre du Palatin que, (*Correspondance politique*, 1085. à Andrié, à Londres, Berlin, 9 mars 1743) « la disposition favorable qui s'est manifestée de la part des généraux hanovriens lors de leur entrée dans le duché de Juliers s'est évanouie tout d'un coup...., que lord Stair a commencé à se comporter tout comme s'il était en pays ennemi..... », le Roi veut bien croire « que lord Stair le fait de son propre chef » et charge Andrié « dans le cas où lord Carteret se refuserait à apporter un prompt remède, de ne pas lui cacher que le roi ne pourra se dispenser de secourir l'Electeur Palatin et de lui prêter l'assistance stipulée par le 6e article du traité d'Union et de Partage, dont copie a été communiquée *in extenso* à la cour d'Angleterre..... »

Et, quelques jours plus tard (*Ibidem*, 1090, à l'empereur des Romains, Potsdam, 15 mars 1743), revenant encore sur ce sujet, il informe cette fois Charles VII que « les menaces inconsidérées que lord Stair a faites sont impardonnables..... Qu'il a fait des représentations très sérieuses tant à la cour de Londres qu'à lord Hyndford, qui l'a fait assurer que, si le lord Stair avait fait de pareilles démarches, il avait absolument outrepassé ses ordres et qu'il aurait à en répondre..... »

Pendant ce temps, le roi de Prusse avait moins que jamais renoncé à son idée de création d'une *armée de neutralité* et chargé Podewils de lui soumettre les lettres destinées à divers princes de l'Empire et relatives à cette armée. Toujours prudent, et toujours préoccupé avant tout de ne pas se compromettre directement, Frédéric (*Correspondance politique*, 1066, à Podewils, 16 février 1743) lui expose en effet en réponse à ce projet la ligne de conduite qu'il lui convenait de suivre : « Il faut, disait-il, donner l'ordre aux ministres de faire toutes ces insinuations de bouche et point par écrit. Mais il faut que l'empereur écrive une lettre-circulaire dans ce sens à tous les princes d'Allemagne, et nos ministres l'appuieront, cependant toujours avec une déclaration que nous ne voulons pas rompre les engagements que nous avons pris avec la reine de Hongrie, mais simplement défendre et protéger l'Empire contre le danger qui le menace..... »

Et cependant, tout en se déclarant décidé à respecter les engagements pris avec Marie-Thérèse, il avait non seulement chargé Podewils (*Ibidem*, 1068, à

Il fallait, en effet, arriver à se mettre d'accord avec l'Angleterre, à lui faire accepter un plan définitif d'opérations. Notons, à ce propos, que, dès la fin de 1742, il y avait dans les Pays-Bas 16,000 Anglais, autant de Hanovriens, 6,000 Hessois et 2,000 Autrichiens, à la tête desquels lord Stair voulait entrer en France, tandis que la reine désirait voir cette armée, l'*armée de la Pragmatique*, se diriger vers l'Allemagne, d'où Marie-Thérèse tenait avant tout à chasser les Français.

Grâce à l'habileté déployée par le feld-maréchal comte de Neipperg, l'Angleterre finit par donner son consentement et par accepter le plan autrichien.

La cour de Versailles ne songea à réunir une armée destinée à combattre l'armée de la Pragmatique que lorsqu'elle fut informée de la marche de cette armée vers le Rhin. L'armée française, placée sous les ordres du maréchal de Noailles, devait prendre position sur le Neckar, y rester sur la défensive, empêcher son adversaire de couper Broglie de sa ligne de retraite sur la France et se porter sur la Bavière dans le cas où l'armée de la Pragmatique chercherait à opérer de ce côté. Il convient toutefois de faire remarquer de suite que le maréchal de Noailles, loin de partager les idées en faveur à Versailles, se proposait au contraire de prendre l'offensive. Il voulait pousser jusqu'au Main, occuper Aschaffenburg et attaquer l'armée ennemie dès

---

Podewils, Berlin, 21 février 1743) de faire tenir au lieutenant général comte de Dohna, à Vienne, des instructions « au sujet du choix du Grand-Duc comme roi des Romains et des projets de conquêtes de l'Autriche aux dépens de la France », projets qu'il traitait, d'ailleurs, *de très chimériques*, mais de plus il avait éprouvé le besoin d'écrire, le 26 février, à Dohna (*Ibidem*, 1072) pour lui recommander de redoubler de vigilance et de lui procurer « les listes exactes et circonstanciées des régiments que la reine a sur pied, soit réguliers, soit irréguliers, de faire de même à l'égard de l'artillerie.....; de l'informer de l'ordre établi pour le payement des troupes et des fonds qu'on y emploiera »; enfin, « de n'oublier rien de tout ce qui pourra donner une idée juste et complète de l'état militaire de la reine..... ».

Enfin, pour épuiser complètement la question de l'*armée de neutralité* et de la marche de l'armée anglaise, il importe de reproduire encore le passage suivant d'une dépêche ultérieure de Frédéric II à Podewils (*Correspondance politique*, 1094, à Podewils, Berlin, 19 mars 1743). « L'empereur, ayant lancé les *réquisitoriales* pour permettre à l'armée française, qui suit l'armée anglaise, de pénétrer sur le territoire de l'Empire, il ne reste plus, soit qu'à autoriser le passage des deux armées, soit à le leur refuser; mais, dans ce cas, il faut une armée de neutralité pour appuyer ce refus. Envoyez une estafette à Dohna pour qu'il sonde à cet effet la cour de Vienne..... ».

qu'elle s'approcherait de cette rivière. Malheureusement, lorsque l'armée de la Pragmatique commença son mouvement, Noailles n'avait encore presque personne autour de lui. Ce fut le 20 avril seulement qu'il put faire passer le Rhin, à Spire, à 12 bataillons et 14 escadrons qu'il envoya sur le Neckar avec le prince de Dombes, et seulement vers la fin de ce mois, qu'il parvint à réunir 30 bataillons et 85 escadrons aux environs de Landau.

Au moment où Marie-Thérèse mettait Khevenhüller au courant des événements et de la situation, il y avait donc tout intérêt pour l'Autriche à brusquer les choses, et, comme la reine l'écrivait au feld-maréchal, c'était un coup heureux, un succès immédiat en Bavière qui, mieux que les négociations les plus habilement conduites, pouvait mettre fin aux hésitations de l'Angleterre, amener la déclaration officielle de la Hollande et modifier l'attitude plutôt hostile de la Prusse. On courait d'autant moins de risques en se décidant à agir de suite qu'on connaissait la faiblesse des adversaires. Mais il fallait, d'autre part, ainsi que le feld-maréchal le fit observer à la reine, ne pas perdre de vue l'état dans lequel se trouvait l'armée autrichienne, considérer que ni les chevaux de remonte, ni les jeunes soldats n'avaient encore rejoint, tenir compte, d'une part du temps nécessaire pour achever les préparatifs de mise en route des parcs d'artillerie et des convois, et, de l'autre, de la saison qui n'était pas encore assez avancée pour que la cavalerie puisse trouver du fourrage. Aussi, en attendant qu'il lui fut possible de reprendre les opérations, Khevenhüller avait, dès ce moment, fait inquiéter l'armée bavaroise par un détachement poussé sur Neumarkt et Strasswalchen. Il ne pouvait prévoir alors que la mort du feldzeugmeister Wallis, qui commandait en Tyrol, et l'arrivée trop tardive des Croates empêcheraient l'exécution des mouvements qu'il avait donné l'ordre de faire exécuter contre Tölz et la frontière bavaroise.

Quoi qu'il en soit, le mouvement sur Strasswalchen et le rassemblement des troupes irrégulières en Tyrol avaient suffi pour appeler l'attention de Seckendorff et pour lui révéler les grandes lignes du plan de Khevenhüller. Afin de se couvrir du côté de Salzburg, il poussa dès le commencement d'avril une partie des troupes cantonnées sur l'Inn sur Traunstein, Trostberg et Reichenhall, et prescrivit à Minuzzi de faire occuper tous les pas-

sages de la Salzach. Malheureusement pour lui, et comme il l'écrivait à l'empereur, il n'avait aucun moyen de couvrir la frontière du côté du Tyrol, de faire garder une ligne qui d'Auerburg (près de Kufstein) à Hohenschwangau ne mesure pas moins de 100 kilomètres.

D'autre part, dès que Khevenhüller eut reconnu, dans les premiers jours d'avril, que les mesures prises pour assurer l'existence de son armée progressaient rapidement, dès qu'il eut rassemblé à Passau des vivres en quantité respectable, il avait, sans plus tarder, poussé ses forces de droite jusque sur Vilshofen (qu'il avait fait occuper quelques jours plus tôt), Ortenburg, Fürstenzell et Kleeberg. Le terrain gagné de la sorte ne suffisant pas encore pour permettre au feld-maréchal de pouvoir concentrer son armée à cheval sur l'Inn, il donna le 7 avril l'ordre d'occuper Griesbach, où les Bavarois venaient d'envoyer quelques compagnies en soutien des 25 Français qui y étaient postés. A l'approche des Autrichiens, les Bavarois s'enfuirent sans tirer un coup de fusil, abandonnant la petite garnison française, qui dut déposer les armes.

Le feld-maréchal avait eu d'autant plus soin de rendre compte à la reine de ces quelques faits, peu importants en eux-mêmes, que non seulement Marie-Thérèse venait de lui faire savoir que le prince Charles allait reprendre le commandement de l'armée, mais que, de plus, on venait de décider à Vienne que la reine se rendrait à Prague dans le courant d'avril pour s'y faire couronner. Absolument rationnelle et utile au point de vue politique, cette résolution n'en avait pas moins fait naître à Vienne des inquiétudes assez sérieuses. On craignait de voir les Français essayer d'empêcher le couronnement en opérant contre la Bohême, et l'on en était venu à penser qu'il serait sage de renforcer Lobkowitz et d'ouvrir les opérations, non plus en Bavière, mais dans le Haut-Palatinat par le siège d'Amberg ou d'Eger.

Khevenhüller, mieux renseigné que sa cour sur la condition dans laquelle se trouvait l'ennemi, était loin de partager ces inquiétudes ; mais redoutant le contre-coup que pouvaient exercer les dépêches et les demandes de Lobkowitz, l'impression qu'elles auraient pu produire sur l'esprit de la reine et plus encore l'intervention de ses conseillers, craignant enfin de voir Marie-Thérèse consentir de guerre lasse à cette modification

néfaste de son plan d'opérations, il crut sage de prévenir l'adoption de mesures qui lui paraissaient dangereuses, en insistant plus vivement que jamais sur les avantages qu'une action énergique en Bavière pouvait seule assurer à l'Autriche.

Malgré les explications et les arguments du feld-maréchal, on continuait néanmoins à Vienne à prêter à Broglie l'intention de se porter d'Amberg sur Eger, et, lorsque Marie-Thérèse reçut, vers le 15 avril, l'avis que les Français concentraient des forces à Amberg, elle finit par donner son consentement à des mesures qui, sans un concours de circonstances exceptionnelles et fortuites, auraient pu sérieusement compromettre l'exécution du plan de Khevenhüller.

D'après les rapports de Lobkowitz (de Wernberg, 18 avril), les Français réunissaient à Amberg 12,000 hommes pour débloquer Eger, et, d'après une dépêche de Gundel (Paris, 18 avril), le prince de Conti serait parti de Paris porteur d'un ordre prescrivant à Broglie de recommencer au plus tôt les opérations. La reine n'avait, du reste, pas attendu l'arrivée de ces renseignements et dès le 16 avril elle avait prescrit à Khevenhüller de soutenir Lobkowitz, qui, à la nouvelle de la marche des Français, avait aussitôt concentré les régiments cantonnés sur la haute Naab à Weiden et demandé des ordres à Vienne.

Le prince Charles, parti de Vienne le 15 et passant par la Bohême, était arrivé le 17 à Pfreimt. Il avait approuvé les dispositions de Lobkowitz et prévenu le grand-duc qu'aussitôt arrivé au quartier général, il comptait envoyer à Lobkowitz 2 régiments d'infanterie, 2 de cavalerie et des hussards. Le lendemain, la situation lui paraissait plus grave encore et il écrivait à son frère qu'évidemment l'ennemi avait conçu le projet de troubler le couronnement.

Heureusement pour les Autrichiens, la rapidité même avec laquelle les Français se portèrent sur Eger ne laissa ni à la cour de Vienne, ni au prince Charles le temps de mettre à exécution les mesures auxquelles ils s'étaient arrêtés.

La colonne française chargée de ravitailler Eger était, en effet, partie d'Amberg deux jours après que Lobkowitz eut reçu la première nouvelle des bruits relatifs à ce mouvement.

Le lieutenant-général marquis du Chayla, qui, en l'absence de Maurice de Saxe, avait pris le commandement de ces 13 batail-

ons et 41 escadrons, se porta en quatre marches sur Eger, s'attendant à tout instant à être attaqué par Lobkowitz, dont la tâche aurait été d'autant plus facile que la colonne française, malgré toutes les mesures prises pour l'alléger, traînait cependant avec elle un nombre considérable de voitures.

Lobkowitz, s'exagérant les forces des Français, ignorant d'ailleurs et le but qu'ils se proposaient et les conditions dans lesquelles ils exécutaient cette marche, n'osa rien entreprendre contre eux.

Le 18 avril, il se porta, avec les 4 régiments d'infanterie et les 4 régiments de cavalerie qu'il avait réunis à Weiden, sur Vohenstraus et se fit rejoindre par Festetics, qui, à l'approche de du Chayla, avait levé le blocus d'Eger, où le général français entra le 19, sans avoir rencontré en route le moindre parti autrichien. Après avoir vivement jeté son convoi de ravitaillement dans la place et et relevé la garnison, il reprit dès le lendemain le chemin d'Amberg.

Lobkowitz se décida alors seulement à le faire suivre par un détachement de cavalerie.

Mis en route trop tardivement, les cavaliers autrichiens, s'ils parvinrent à harceler quelque peu l'extrême arrière-garde, ne donnèrent aucune inquiétude à du Chayla, puisque, sans avoir eu besoin de s'engager, ni même de ralentir ou de modifier la marche de sa colonne, il était, dès le 24, de retour à Amberg.

Lobkowitz, de son côté, était revenu sur la haute Naab. Quelques jours après, il resserra ses troupes sur la ligne Weiden—Luhe—Schwandorf—Nittenau.

Festetics, qui avait repris le blocus d'Eger depuis le 24, lui demanda aussitôt, on ne sait trop pourquoi, des renforts. Il se croyait trop faible pour pouvoir garantir le maintien de l'investissement contre les entreprises d'une garnison qui n'avait encore rien tenté contre lui, mais qui, d'après des rumeurs dont il se faisait l'écho, se composait, disait-il, depuis l'expédition de du Chayla, de plus de 1600 hommes.

XII.

LE DÉPLOIEMENT STRATÉGIQUE DES ARMÉES.

Préoccupé de ce qui se passait dans le Haut-Palatinat, Khevenhüller n'avait attendu que l'arrivée d'une partie des troupes irrégulières pour faire passer, le 16 avril, l'Inn à un millier de Warasdiner sur un pont qu'il venait de faire jeter à Obernberg, et les porter sur le point important pour lui, et jusqu'à ce moment faiblement occupé, de Griesbach.

Le 20 avril, il donnait à 2 régiments et à 1 bataillon l'ordre de se concentrer et de se diriger au plus vite sur Mattighofen, et prescrivait au feld-maréchal-lieutenant baron Gaisrugg de faire occuper par les hommes de la milice la frontière de l'évêché de Salzburg. Il laissait encore momentanément dans leurs cantonnements les troupes régulières, que venaient de rejoindre un certain nombre de jeunes soldats, dont il était nécessaire de compléter l'instruction.

Mais, dès les premiers jours d'avril, il avait eu soin de faire arriver à Engelhartszell son artillerie de campagne, qu'il avait aussitôt répartie entre ses régiments. Son parc de siège achevait à ce moment de s'organiser. Son équipage de ponts était prêt à marcher, et il avait de plus constitué avec les pontons en excédent et des voitures de réquisition un équipage de ponts volants qui devait suivre l'armée au delà de l'Inn et lui permettre de passer sans retard la Vils et la Rott.

En même temps, le colonel baron Lüttwitz, rejoint par 600 hommes des confins militaires, les avait aussitôt poussés sur Kitzbühel. Il n'attendait plus que l'arrivée du reste de ces troupes pour pénétrer à leur tête et avec l'appui de quelque infanterie régulière en Bavière, pour se porter avec 1000 hommes du côté d'Auerburg, en pousser 700 autres par Reit-am-Winkel et en envoyer 500 sur Tölz. Lüttwitz comptait mettre ces trois colonnes en route le 28 avril; mais, informé le 16 de la présence à Tegernsee de paysans armés qui y travaillaient à l'érection de redoutes, il fit partir dès le 23 pour Kreut un détachement, con-

duit par le lieutenant-colonel von Raphaelis, avec l'ordre de les disperser et de pousser si possible jusqu'à Tegernsee.

Le lieutenant-colonel franchit la frontière le 23 dès l'aube et ne tarda pas, dès qu'il s'approcha de Kreut, à être accueilli à coups de fusil. Attaquant immédiatement une redoute encore inachevée, il l'enleva lestement, s'empara du village et dispersa les Bavarois qui se rejetèrent dans la montagne. Mais, n'osant pas continuer sa marche sur Tegernsee, dont le couvent fortifié était, lui affirmait-on, solidement occupé par l'infanterie bavaroise, voyant d'autre part que son mouvement avait été éventé et qu'on donnait partout l'alarme en faisant sonner le tocsin, il revint le soir même sur Achenthal, où son détachement s'établit dans les retranchements qu'on y avait élevés.

Bien que, le jour même, près de 800 Croates fussent arrivés à Schwaz et 1300 autres à Innsbruck, le colonel von Stampach, commandant par intérim en Tyrol, alarmé par des rumeurs inquiétantes, par le bruit d'un invasion imminente des Bavarois en Tyrol, s'opposa à la mise en route des 1300 Carlstädter présents à Innsbruck et obligea Lüttwitz à remettre au 1er mai l'exécution des coups de main projetés.

Seckendorff, auquel n'avaient échappé ni le mouvement en avant des Autrichiens au delà de l'Inn, ni le rassemblement de leurs troupes irrégulières en Tyrol, se trouvait dans une situation d'autant plus embarrassante que son armée ne s'élevait pas tout à fait à 13,000 hommes; que, en la massant du côté de Braunau, il s'exposait, en présence d'une offensive prise par les Autrichiens entre l'Inn et l'Isar, à être coupé de l'armée française et battu à plate couture, et que, d'autre part, en se retirant sur l'Isar, comme Broglie le lui conseillait, il abandonnait de rechef à l'ennemi une vaste portion du territoire bavarois.

De plus, malgré les avis de Seckendorff qui le suppliait de faire la paix à tout prix, Charles VII se proposait vers la mi-avril de quitter Francfort pour rentrer à Munich, où sa présence, croyait-il, contribuerait à relever le moral de ses sujets et déciderait Broglie à agir.

Le retour de l'empereur ne modifia en aucune façon la manière de voir de Broglie, revenu à Straubing le 20 avril et qui, malgré les prières de Seckendorff et les représentations de

Charles VII, s'obstina à rester dans l'inaction la plus complète et la plus inexplicable.

Seckendorff n'en avait pas moins dû songer à couvrir la Bavière du côté du Tyrol. Il n'y avait à ce moment (mi-avril) que 100 hommes de troupes palatines à Auerburg en face de Kufstein, 60 à Rosenheim, 2 bataillons bavarois forts de 500 à 600 hommes à Reichenhall et 400 chevaux à Traunstein et Marquarstein, enfin, plus à l'Ouest, 1 escadron de dragons à Landsberg. De plus, on ne pouvait guère compter sur le concours des populations, découragées et lasses de la guerre. Enfin, pour comble de malheur, les fortifications destinées à barrer les chemins menant en Bavière étaient pour la plupart à moitié détruites. Seckendorff proposa par suite à l'empereur, qui approuva d'autant plus aisément ce projet qu'il venait de recevoir la nouvelle de l'affaire de Kreut, de se borner pour le moment à la surveillance de la frontière et d'organiser au plus vite un corps mobile chargé de la défendre. Mais ces troupes (3 bataillons, quelques compagnies de grenadiers et 1 escadron), qu'on plaça sous les ordres du feld-maréchal-lieutenant comte Preysing, ne furent réunies que vers la mi-mai, et force fut par suite de confier, en attendant, la garde de la frontière à 2 bataillons d'infanterie et à un régiment de cavalerie, commandés par le colonel Saint-Germain.

L'armée autrichienne avait pendant ce temps achevé ses préparatifs. Rejointe par ses chevaux de remonte, par les jeunes soldats et par une bonne partie des troupes de l'insurrection hongroise, elle était en somme prête à marcher. Les régiments de hussards seuls n'avaient pas encore leurs effectifs au complet.

La reine était d'autant plus pressée de voir son armée reprendre ses opérations actives qu'elle redoutait toujours l'entrée en ligne des renforts que Noailles enverrait à Broglie. Les troupes autrichiennes du duc d'Arenberg avaient, il est vrai, commencé à passer le Rhin à Coblence le 2 avril, les Anglais à Andernach le 10, les Hanovriens à Cologne et à Mühlheim. Mais il n'allait pas moins s'écouler encore un temps assez long jusqu'à ce que cette armée ait achevé de prendre pied sur la rive droite, et il importait, par conséquent, de presser la marche des événements en Bavière avant que l'ennemi ait pu y recevoir des renforts.

Du reste, le prince Charles, parti le 17 de Schwandorf et auquel la reine avait, malgré les intrigues de la cour et les réclamations du Conseil aulique de la guerre, tenu à adjoindre Khevenhüller, était arrivé le 22 avril à Schärding et y avait pris le commandement de l'armée, qu'il avait trouvée en parfait état et absolument prête à entrer en campagne. Il était d'autant plus en mesure d'ouvrir les hostilités qu'il approuvait, en somme, l'ensemble du plan d'opérations du feld-maréchal et que, sans désobéir à sa cour, toujours inquiète au sujet de la Bohême et alarmée par les incessantes demandes de renforts de Lobkowitz, il trouva moyen de n'envoyer personne en Bohême, même au moment où la reine se rendit à Prague. Les observations et les arguments de Khevenhüller avaient fini par convaincre le prince, qui, vers la fin d'avril, commença son déployement. En raison de la grande extension des quartiers d'hiver et du temps relativement considérable qu'allait nécessiter l'exécution de ces mouvements, on commença par renforcer l'avant-ligne, par pousser sur la rive gauche de l'Inn 3 régiments de dragons, 1 de hussards et 2 d'infanterie, et par jeter, aussitôt après leur établissement sur la ligne Obernberg—Vilshofen, un pont sur le Danube à hauteur de Windorf.

Ce fut seulement après l'achèvement de ces mouvements préparatoires que le prince Charles crut pouvoir procéder au déployement et déterminer l'ordre de bataille des principales unités de son armée[1], dont le gros devait s'établir à Karpfham-Griesbach, sur la gauche de l'Inn, tandis qu'un autre groupe, dit corps d'observation, sous les ordres du général de cavalerie comte Hohenems, se concentrerait à Altheim, sur la rive droite de cette rivière.

Deux bataillons restaient à Passau, 2 à Schärding, 100 Croates à Vilshofen, 150 au château d'Hengersberg, et 1 régiment de dragons, laissé du côté de Vilshofen avec 2 compagnies de l'insurrection hongroise, était chargé d'éclairer sur Osterhofen et Deggendorf.

Aussitôt après l'achèvement de son déployement, le prince Charles voulait pousser sur un point entre le Danube et l'Inn, se

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bayern und Ober-Rhein, 1743). Le prince Charles au grand-duc, Schärding, 2 mai 1743, V, 3.

jeter sur les Bavarois, les battre, dans le cas où ils tiendraient sur la rive gauche de l'Inn, ou se borner à les observer, s'ils restaient à Braunau, et se porter alors avec son gros contre Broglie. Pour empêcher l'ennemi de rappeler sur la rive droite du Danube les forces qu'il tenait sur la gauche de ce fleuve, il avait prescrit à Lobkowitz, qui lui avait répondu, il est vrai, que sa faiblesse l'empêchait de rien entreprendre, de menacer les cantonnements français entre Deggendorf et la Naab.

Les premiers mouvements des troupes autrichiennes sur le cours inférieur de l'Inn avaient amené Seckendorff à penser que le prince Charles se proposait de commencer la campagne en se portant contre les troupes françaises établies entre l'Isar et l'Inn. Croyant qu'en combinant leur action avec celle de l'armée bavaroise on s'assurerait de bonnes chances de succès, il avait vainement supplié Broglie de renforcer cette partie de ses lignes. L'empereur avait, lui aussi, infructueusement essayé de décider Broglie à agir dans ce sens.

Le maréchal s'entêta, malgré tout, à rester sur la défensive passive sur la ligne Vils—Isar—Danube. Il répondit même à Charles VII, qui se plaignait à lui de se voir notoirement sacrifié et abandonné, que la situation serait tout autre et que les Autrichiens n'auraient pas osé passer l'Inn, si l'armée bavaroise avait présenté un effectif en ligne de 30,000 et non de 15,000 hommes, et surtout si elle avait été moins éparpillée. Dans ces conditions, le maréchal déclarait qu'il lui fallait avant tout songer au salut et à la sûreté de son armée[1].

Si la première de ces critiques était fondée, la deuxième avait cessé d'être juste, puisque Seckendorff avait commencé, dès le 20 avril, à concentrer son armée et qu'il pressa encore ses mouvements pour priver Broglie de ce prétexte derrière lequel il justifiait son inaction.

Dans l'espoir de parvenir cependant en fin de compte à triompher des résistances du maréchal et de l'amener au moins à reprendre l'ordre par lequel il rappelait à lui les généraux postés entre l'Inn et l'Isar, il résolut quand même de concentrer son armée sur l'Inn, de faire camper 13 bataillons, 10 compagnies,

---

[1] *Archives du Grand Etat-Major*, Berlin, Seckendorff à l'empereur Charles VII, 26 avril 1743.

15 escadrons et quelques hussards aux environs de Braunau, 3 régiments d'infanterie et 10 escadrons près de Marktl, 6 bataillons d'infanterie palatine et 2 régiments de cavalerie à Neu-Oetting, et de renforcer la garnison de Braunau de 4 bataillons, d'une compagnie de grenadiers et de 150 dragons. Il établissait en outre un petit poste à Mühldorf et 2 bataillons à Landshut et Wasserburg, ne laissait que 2 bataillons à Munich, n'affectait à la défense de la frontière du Tyrol qu'un régiment d'infanterie et un régiment de cavalerie et ne portait à Traunstein que 2 bataillons, du côté d'Erding 12 compagnies, et enfin 1 escadron à Hohenschwangau.

Le 4 mai, toutes ces troupes occupaient les positions choisies et fixées par Seckendorff.

En raison même des idées dont le maréchal de Broglie refusait de se départir, de son intention bien arrêtée de rester sur ses positions défensives, l'armée française ne pouvait avoir à exécuter un véritable déploiement.

Le 24 avril, Broglie avait fait savoir à Seckendorff qu'obligé de laisser en tout cas 5 bataillons dans chacune des places d'Eger, d'Amberg et de Stadt-am-Hof, 2 bataillons à Straubing, 12 bataillons à Deggendorf et 1 à Kehlheim, il ne pouvait disposer pour la défense du pays au sud du Danube que de 37 bataillons d'infanterie. Mais, au commencement de mai, le maréchal n'avait pas encore fixé la répartition de ces troupes. Il s'était contenté de mettre en route pour le Danube et l'Isar, où elle arriva dans les premiers jours de mai, sa cavalerie cantonnée jusque-là sur le Lech. Il persistait à croire, et il l'écrivait même, le 2 mai, à d'Argenson, que les Autrichiens n'entreprendraient rien au sud du Danube et que tout ce qu'ils feraient peut-être consisterait à prendre l'offensive dans le Haut-Palatinat, lorsque les Anglais et les Hanovriens seraient en mesure de les soutenir. Du côté du Tyrol, il affirmait qu'il n'y avait rien à craindre et que, si les Autrichiens y avaient envoyé des troupes, c'était uniquement pour les diriger de là sur l'Italie.

Aussi, au moment où le déploiement des Autrichiens était sur le point de s'achever, l'armée de Broglie occupait encore les mêmes positions que le 20 avril : 5 bataillons à Eger, 3 à Amberg, 5 sur la moyenne Vils, 9 à Burglengenfeld, 2 à Stadt-am-Hof, 2 à Regenstauf, 1 à Donaustauf, 1 à Wörth, 2 à Straubing,

12 à Deggendorf, 9 à Landau, 9 à Dingolfing, 10 à Eggenfelden. Enfin, 4 autres étaient probablement à Ingolstadt, à Kehlheim et aux environs de Stadt-am-Hof.

Des 2 bataillons d'artillerie, l'un était à Stadt-am-Hof, l'autre à Deggendorf.

La plupart des compagnies franches et 2 bataillons de milice tenaient garnison à Ingolstadt; 44 escadrons étaient établis au nord du Danube, 26 sur la ligne Straubing—Stadt-am-Hof et Eggmühl, 20 entre l'Inn et l'Isar, aux environs d'Eggenfelden.

Les troupes de la rive gauche du Danube étaient sous les ordres de Maurice de Saxe ; celles de l'Isar relevaient du prince de Conti, et le lieutenant-général de Phelippes était placé à la tête des 10 bataillons et 20 escadrons établis à Eggenfelden. Le quartier général de Broglie était à Straubing.

Aucun de ces régiments n'était au complet; l'équipement était en mauvais état. On était loin d'avoir un nombre suffisant de voitures et de chevaux de trait. Enfin, pour des raisons qu'il est impossible de découvrir, on avait cru inutile de s'occuper pendant les mois d'hiver, pendant le temps que les troupes avaient passé dans leurs quartiers d'hiver, de la question si grave et si essentielle des subsistances.

XIII.

CAMPAGNE DE BAVIÈRE (1743).

Au lieu du 1er mai, comme il avait espéré être en mesure de le faire, ce fut le 6 mai seulement que Lüttwitz put amener sa colonne forte de 1800 hommes devant le château d'Auerburg[1] défendu par 160 soldats bavarois et quelques paysans armés. Il ne fallut rien moins qu'un bombardement de deux jours, qu'un combat soutenu contre un petit détachement bavarois accouru au secours d'Auerburg, combat qui, sans l'intervention des Croates du lieutenant-colonel Raphaelis, aurait tourné au désavantage du colonel de Lüttwitz, pour obliger la garnison à se rendre le 8 au soir.

Le détachement parti de Kitzbühel sous les ordres du lieutenant-colonel Schengen avait rencontré moins de résistance du côté de Kössen et avait enlevé sans grand effort un groupe de redoutes et de blockhaus élevés à peu de distance de la frontière.

Pendant ce temps, l'armée autrichienne était arrivée sur les positions choisies par son chef, et, le 6 mai, elle était tout entière réunie d'une part à Karpfham-Griesbach, de l'autre à Altheim. La cavalerie légère avait déjà depuis trois jours commencé son service et essayé de procurer au général en chef des renseignements précis sur la véritable position de ses adversaires et plus particulièrement sur celle de l'armée française sur laquelle les rapports de ses émissaires ne lui avaient fourni que des indications vagues et pour la plupart contradictoires. A la nouvelle reçue par lui, le 3 mai, que 18,000 Français devaient arriver le lendemain à Braunau, le prince Charles avait ordonné à Nadasdy de pousser une reconnaissance sur cette place, à Baranyay de s'éclairer du côté de Burghausen. L'apparition

[1] Château fort situé près d'Ober-Audorf, sur la rive gauche de l'Inn, sur une hauteur qui barre la vallée de l'Inn.

de Nadasdy devant Braunau suffit d'ailleurs pour alarmer les troupes postées sur la rive gauche de l'Inn et que ce général évalua à deux régiments d'infanterie et trois de cavalerie. D'après le dire des éclaireurs de Baranyay qui avaient été accueillis à coups de fusil à hauteur de Burghausen, l'armée bavaroise campait à Tüstling, où l'on attendait sous peu l'arrivée de l'empereur. Le 4 et le 5, les reconnaissances n'avaient pu constater que la présence d'un gros détachement français à Pfarrkirchen. Enfin, le 6 mai, avant de rentrer à Karpfham, Nadasdy avait réussi à enlever un petit parti d'une trentaine d'hommes de la compagnie franche La Croix établis au château de Neudeck.

Malgré le résultat insignifiant et presque négatif de ces reconnaissances, le prince Charles, bien qu'il continuât à ignorer les positions occupées par l'armée française, n'en persista pas moins dans son idée de porter toute son armée en avant dès le 8 mai. Toutefois, afin d'essayer de voir un peu plus clair, il chargea, le 7, Nadasdy avec 300 hussards, Bärnklau avec 500 cavaliers allemands, 6 compagnies de grenadiers et 2 obusiers, d'enlever Pfarrkirchen.

Jusqu'au 6 mai, les Français n'avaient pas bougé entre l'Inn et l'Isar, et Broglie s'était borné à prescrire à ses généraux de se replier dès que les Autrichiens s'avanceraient vers l'Isar. Il avait entre temps trouvé moyen, en prétextant une indisposition subite, d'échapper à l'entrevue qu'il aurait dû avoir avec Charles VII. L'entretien même que l'empereur eut le lendemain, 7 mai, à Munich avec Maurice de Saxe ne servit qu'à lui prouver que Broglie faisait aussi peu de cas de ses volontés que des ordres de Versailles, et cependant, avec l'entêtement qui est le propre du désespoir, le pauvre empereur n'en persista pas moins à croire que Broglie finirait par céder à ses désirs. Les incidents qui se produisirent pendant qu'il conférait avec le comte de Saxe allaient toutefois se charger de le faire revenir de son erreur et dissiper ses dernières illusions.

Le 6 mai, Phélippes, à la nouvelle de la présence de 9,000 Autrichiens à Griesbach, avait envoyé à ses troupes l'ordre de se rapprocher de l'Isar. Kermelec et d'Argouges se replièrent le jour même sur Eggenfelden, d'où ils avaient ordre de rétrograder le lendemain vers Dingolfing, et Kermelec, se conformant à ces instructions, ne laissa à Pfarrkirchen qu'un petit parti de

400 hommes sous les ordres du colonel La Croix. Dans la nuit du 7 au 8, Nadasdy et Bärnklau cernèrent entièrement Pfarrkirchen et après un engagement de peu de durée obligèrent La Croix à se rendre.

Insignifiant en lui-même, le petit combat de Pfarrkirchen eut cependant une portée inattendue, puisqu'il eut pour conséquence la retraite immédiate derrière l'Isar de toutes les troupes françaises établies entre l'Inn et cette rivière. Le 8 au matin, abandonnant ses malades et ses blessés, Phélippes se retira en toute hâte sur Frontenhausen et le lendemain sur Dingolfing.

Seckendorff, auquel l'empereur avait fait connaître l'entretien qu'il avait eu avec le comte de Saxe, avait en conséquence résolu de masser son armée à Marktl et chargé dès le 7 son aide de camp général de porter à Minuzzi l'ordre de faire rentrer tous ses postes avancés aussitôt que les Français se mettraient en retraite; de laisser à Braunau une garnison de 2,500 fusiliers, 5 compagnies de grenadiers, 150 dragons; enfin de ramener sur Marktl toutes les troupes campées autour de Braunau, dès qu'il verrait les Autrichiens s'avancer sur la gauche de l'Inn.

Minuzzi avait à peine eu le temps de prendre connaissance de ces instructions, lorsque, sans même en donner avis à Seckendorff, les Français commencèrent leur retraite. Ne se doutant pas du danger que courait l'armée bavaroise, Minuzzi et Seckendorff restèrent, le 8 mai, l'un sur ses positions de Simbach, l'autre à son quartier général de Landshut, à deux jours de marche du gros de ses troupes.

La retraite volontaire, inexplicable et inattendue des Français facilitait singulièrement la réalisation de la première partie du programme du prince Charles. Contre toute attente, il n'avait même pas eu besoin de livrer un combat pour arriver à séparer les deux armées, et rien ne l'empêchait plus maintenant de jeter le gros de ses forces sur les Bavarois, de les forcer à soutenir à eux seuls tout le poids de ses efforts et à accepter la bataille qu'il voulait leur donner.

N'ayant désormais plus rien à craindre pour sa droite et pour sa communication avec Schärding, le prince Charles résolut de se tourner au plus vite contre le gros des Bavarois, qu'on lui signalait du côté de Braunau, et de les empêcher, par la rapidité même de son mouvement, de se dérober à l'instar des Français.

Changeant immédiatement la direction de sa marche, il se porta le 8 au matin droit sur Simbach après avoir prescrit à Hohenems de pousser sur Braunau en se tenant à hauteur du gros de l'armée.

Le 8 au soir, l'armée du prince Charles s'arrêtait à Malching. et le corps d'observation à Haselbach.

Les Bavarois avaient à ce moment, tant à Braunau qu'à Simbach, 13 bataillons d'infanterie, 10 compagnies de grenadiers et 15 escadrons, sous les ordres de Minuzzi. Le prince d'Hildburghausen commandait la place de Braunau.

Le 9 mai, à 5 heures du matin, l'armée autrichienne, qui avait bivouaqué, reprenait sa marche dans le plus grand silence, se portant sur trois colonnes sur Simbach, longeant l'Inn et passant par Winklham et Erlach, précédée par une avant-garde forte de 2,000 chevaux et de 19 compagnies de grenadiers, sous les ordres du feld-maréchal-lieutenant comte Berlichingen.

Un espion avait, dans la nuit du 8 au 9 mai, prévenu Minuzzi de l'arrivée à Malching d'une colonne autrichienne, dont il évaluait la force à 15 bataillons avec 12 régiments de cavalerie, et, de plus, le 9 de grand matin, on lui avait signalé la marche des Autrichiens se portant contre lui par Winklham.

Aux termes des instructions envoyées par Seckendorff, Minuzzi aurait dû se mettre immédiatement en retraite sur Marktl et ordonner à la garnison du château de Stubenberg de l'évacuer.

On ne saurait donc s'expliquer la résolution prise par Minuzzi, cette résolution en contradiction complète avec les ordres qu'il avait reçus, que par la confiance exagérée qu'il avait dans la force de sa position sur la rive droite du Sim-Bach, position couverte en avant de son front par des prairies marécageuses, dont la droite était protégée par un cours d'eau, l'Altwasser, et dont la gauche s'appuyait à une hauteur boisée. A 2,500 pas en avant de cette position, s'élevaient sur une colline les quelques maisons et l'église du village d'Erlach, occupé par 50 grenadiers bavarois postés derrière des palissades et des abatis.

Vers 7 heures, Berlichingen déploya ses grenadiers des deux côtés du chemin de Winklham à Erlach, sa cavalerie sur leur droite, mit ses 2 pièces en batterie sur sa gauche et se porta contre Erlach, dont Minuzzi renforça l'occupation dès le début de l'engagement.

Le général bavarois envoya au même moment un régiment de dragons au nord-ouest de la colline d'Erlach et déploya un régiment d'infanterie entre Simbach et Erlach. Bien que ces deux régiments ne prirent pas directement part à la lutte, l'infanterie bavaroise se défendit si vigoureusement à Erlach que le prince Charles, à son arrivée sur le terrain, fit avancer 4 pièces qui, tout en canonnant l'église d'Erlach et la position occupée par les dragons, couvrirent le déploiement du gros, auquel il avait donné l'ordre d'entrer en ligne à droite de l'avant-garde et d'obliquer vers les hauteurs boisées au nord d'Erlach.

Obligé d'abord de faire reculer ses dragons, inutilement exposés au feu de l'artillerie autrichienne, le général Minuzzi ne tarda pas à être contraint, en présence du mouvement du gros autrichien vers les hauteurs, de ramener son régiment d'infanterie à Simbach et d'abandonner à leur sort les quelques troupes qui défendaient héroïquement Erlach, mais qui, pressées de toutes parts, ne tenaient plus que l'église et continuèrent une lutte désespérée jusqu'au moment où, cernées de tous côtés, elles durent enfin déposer les armes.

Le gros de l'armée bavaroise avait, pendant ce temps, pris sa formation de combat, la cavalerie à l'aile gauche, l'infanterie en masse à la droite, l'artillerie en batterie en avant du centre. Minuzzi, qui avait fait filer ses convois sur Marktl, avait envoyé dès le matin au régiment d'infanterie hessoise posté sur la gauche de l'Inn, ainsi qu'au régiment de dragons campé à Oetting, l'ordre de le rejoindre de suite à Simbach, où il avait également fait venir quelques groupes d'infanterie et 2 canons tirés de Braunau.

Un peu avant midi, le gros de l'armée autrichienne, qui couronnait les hauteurs boisées au nord de Simbach, y avait achevé son déploiement sur plusieurs lignes, et son artillerie ouvrait le feu contre la position de Minuzzi, que le prince Charles se proposait d'attaquer de front. Reconnaissant bientôt l'extrême difficulté d'une pareille entreprise, rendue encore plus scabreuse par les incendies que les Bavarois avaient allumés à Simbach pour en interdire l'accès aux Autrichiens, le prince résolut d'attendre pour donner le signal de l'attaque que les troupes de Berlichingen eussent débordé la gauche de Minuzzi.

A 1 heure, ce général, débouchant d'Erlach, se porta, sur

l'ordre du prince Charles, d'abord sur Kirchberg et de là, en décrivant un assez grand crochet et en passant par une hauteur boisée, sur Andersdorf. Pendant le temps assez long qu'allait prendre l'exécution de ce mouvement, le prince Charles se contenta d'occuper l'ennemi sur son front et chercha à détourner son attention de ce qui allait se passer sur sa gauche en détachant de sa propre gauche des Croates et deux régiments d'infanterie. En même temps, le gros de l'armée, obliquant de plus en plus vers la gauche et se portant insensiblement en avant, arrivait sur deux lignes jusqu'à 500 pas environ du village de Simbach. L'artillerie continuait à canonner les positions bavaroises, tandis que Nadasdy, arrivé à midi de Pfarrkirchen avec ses hussards, recevait l'ordre de pousser lui aussi vers la gauche des Bavarois.

Minuzzi, rassuré par la quasi-immobilité du centre, n'ayant de craintes que pour sa droite et pour la route de Braunau, avait progressivement fait refluer toute son infanterie vers sa droite, de sorte qu'à 3 heures de l'après-midi son extrême droite s'étendait jusqu'à la lisière sud de Simbach et qu'il avait laissé un vaste espace inoccupé entre son infanterie et sa cavalerie restée sur ses positions primitives.

Jusque-là, l'affaire s'était en somme bornée à un duel d'artillerie dans lequel les Autrichiens, tout en ayant l'avantage, n'avaient pourtant pas réussi à ébranler l'infanterie bavaroise. Minuzzi croyait même que le prince Charles allait rompre le combat et se contenter de la possession des hauteurs de la rive gauche du Sim-Bach, lorsque, entre 3 et 4 heures, la cavalerie de la colonne de Berlichingen déboucha tout à coup près d'Andersdorf, sur la gauche de ses lignes. Minuzzi lui opposa sans plus tarder un régiment de dragons soutenu par 150 fantassins; mais, avant que les dragons aient eu le temps de se déployer, ils étaient déjà chargés sur leur gauche par les cavaliers du général Lucchesi, sur leur droite par les hussards de Nadasdy, rompus et bousculés avant d'avoir pu être soutenus par la cavalerie hessoise et par un escadron bavarois. Leur déroute démoralisa tout le reste de la cavalerie de l'aile gauche, qui tourna bride et s'enfuit dans le plus grand désordre, cherchant un refuge derrière les lignes de l'infanterie. Cette infanterie essaya pendant quelques instants de faire bonne contenance; mais,

ébranlée et rompue par les cavaliers qui essayaient de se dérober à la poursuite des Autrichiens en se frayant un passage à travers ses lignes, elle se débanda à son tour, au moment où trois régiments d'infanterie autrichienne, qui avaient passé le Sim-Bach, puis traversé Simbach en flammes, se disposaient à l'aborder, et s'enfuit, elle aussi, dans le plus grand désordre vers Braunau et Marktl.

L'affaire tout entière n'avait pas duré trois quarts d'heure. En essayant de s'échapper le long du Sim-Bach, une partie des fuyards avait donné contre les troupes autrichiennes du centre, qui n'eurent d'autre peine que de les arrêter et de les ramasser; d'autres, trouvant le pont de l'Altwasser encombré, se jetèrent dans le ruisseau et s'y noyèrent pour la plupart. Un régiment d'infanterie bavaroise et les quelques compagnies de grenadiers postées au pont de l'Altwasser firent seuls bonne contenance et réussirent à arrêter les Autrichiens, jusqu'à ce que la cavalerie et la plus grande partie de l'infanterie aient pu se réfugier dans Braunau.

La journée avait été bonne pour le prince Charles : 867 prisonniers, parmi lesquels le général Minuzzi et les généraux Gabrieli et Preysing, 5 drapeaux et 5 canons étaient tombés entre ses mains. L'avantage signalé qu'il venait de remporter pouvait avoir pour lui des conséquences d'autant plus considérables, que la plus grande partie de l'armée de Minuzzi s'était jetée dans Braunau et que, grâce à la présence du corps d'observation sur la rive droite de l'Inn, il était désormais facile de l'empêcher d'en sortir[1].

Le 9 mai au soir, Hohenems recevait des ordres en conséquence; mais, lorsqu'ils lui parvinrent, la plus grande partie de la cavalerie bavaroise avait déjà quitté Braunau, et les

---

[1] *Correspondance politique* 1127, à Seckendorff, Berlin, 5 juin 1743. Après avoir remercié le feld-maréchal de l'envoi du journal détaillé « de tout ce qui a été fait avant et depuis la fatale journée du 9 », Frédéric ajoutait « qu'il était extrêmement fâché de voir le train que les affaires de l'empereur prenaient par la molle et flasque conduite des Français qui lui paraît incompréhensible ». Il affirme ensuite à Seckendorff « qu'il prend vivement à cœur les intérêts du prince, son maître », mais il lui déclare en même temps « qu'il ne veut pas ressembler à celui qui, à force de vouloir retirer un ami des eaux, s'y noie lui-même..... »

C'était à peu près dans le même sens qu'il s'était exprimé, même avant

800 hussards qu'il expédia de nuit sur ses traces ne parvinrent à ramasser à minuit à Ranshofen que 2 officiers et 80 cavaliers. L'occupation de Ranshofen n'avait cependant pas été inutile. Elle força, en effet, 13 bataillons et 10 compagnies de grenadiers à rester dans Braunau, dans une place dont les approvisionnements n'avaient pas été constitués en prévision d'effectifs aussi nombreux.

Bien que le château de Stubenberg n'eût pour toute garnison que deux faibles compagnies, le général Brettlach n'aurait pas réussi à triompher de leur résistance et à les contraindre à capituler sans l'intervention, fort opportune pour lui, du général Bärnklau qui, en marche sur Simbach, vint le rejoindre au moment même où il était sur le point de renoncer à l'entreprise dont il avait été chargé.

Des deux groupes principaux dont se composait l'armée bavaroise, l'un, celui de Minuzzi, pouvait être considéré comme anéanti ou du moins comme hors d'état de prendre désormais part aux opérations actives, puisqu'il suffisait de quelques troupes d'observation pour empêcher ses débris de sortir de Braunau. Rien n'aurait donc empêché le prince Charles de se porter contre l'armée de Broglie s'il avait eu, le 9 au soir, des données exactes sur l'ensemble de la situation. Mais il ignorait à ce moment quelle avait été la composition, la force du corps qu'il venait de battre si complètement, et il était loin de se douter qu'il ne restait plus guère à Seckendorff que de la cavalerie. On comprend donc jusqu'à un certain point que le prince Charles se soit borné, le 10, à ne pousser sur Thann que la moitié de son armée, sa première ligne, qu'il ait laissé l'autre devant Braunau, envoyé sur l'Isar de gros partis de cavalerie et attendu l'arrivée des renseignements que ces escadrons allaient recueillir pour prendre une résolution définitive. Il essaya toutefois de décider Hildburghausen à lui ouvrir les portes de Braunau et tenta infructueusement en présence de son refus de mettre le feu aux

l'affaire de Braunau, lorsqu'écrivant au feld-maréchal comte de Schmettau (*Ibidem* 1118, Potsdam, 27 avril), qui lui avait communiqué une lettre de Seckendorff, il lui disait : « Je ne sais ce que font les Français, mais ils marchent bien lentement. Vous pouvez écrire à Seckendorff que le roi de Prusse ne se précipite pas et qu'il saurait bien quand il serait temps de paraître, mais que son heure n'est pas encore venue. »

magasins de la place. Son artillerie de campagne ne put parvenir à lui assurer l'avantage considérable qui aurait été la conséquence de cette destruction des dernières ressources de la garnison de Braunau. Il s'en consola en faisant enlever la tête de pont de l'Inn et détruire le pont même dans la nuit du 10 au 11.

Pendant ce temps, les quelques fractions du corps Minuzzi, qui avaient échappé au sort du gros, s'étaient repliées d'abord sur Marktl, puis sur Oetting, et la cavalerie, qui avait réussi à sortir de Braunau, avait campé, le 10, près de Burghausen sur la rive gauche de la Salzach. Seckendorff, resté, comme nous l'avons dit, à Landshut, apprit seulement, le 9 au soir, que Minuzzi s'était engagé contre des forces autrichiennes supérieures en nombre. Désolé de la désobéissance de son lieutenant, s'attendant à quelque événement fâcheux, il voulait se rendre à Braunau pour y prendre personnellement le commandement, lorsqu'un billet du prince d'Hildburghausen l'informa du désastre et le décida à partir immédiatement pour Neu-Oetting, afin d'y rallier les débris de son armée et d'adopter sur place les dispositions commandées par la gravité de la situation. Les nouvelles qui lui parvinrent à ce moment de la frontière du Tyrol, l'état dans lequel il trouva les quelques troupes qui s'étaient repliées sur Neu-Oetting suffirent pour lui démontrer l'impossibilité, absolue pour lui, de tenir sur l'Inn. Il aurait donc dû se reporter immédiatement plus en arrière sur l'Isar; mais espérant encore que Broglie finirait par le soutenir et se déciderait à renforcer les troupes établies sur la Vils, il résolut, après avoir fait couper le pont de Marktl, de ramener tout ce qu'il avait à Marktl, à Burghausen et à Neu-Oetting, sur Wasserburg, point d'où il pensait pouvoir sans danger, soit se souder aux Français s'ils se renforçaient sur la Vils, soit, dans le cas contraire, se replier sur Landshut. Il avait de plus envoyé à Hildburghausen l'ordre de défendre Braunau jusqu'à la dernière extrémité.

Au moment où Seckendorff se mettait, le 11, en marche sur Wasserburg, la première ligne et le quartier général de l'armée autrichienne s'établissaient à Thann. L'exploration avait donné de si maigres résultats, que le prince Charles crut plus sage de ne pas continuer à marcher le 12. Pensant qu'il n'y avait entre l'Inn et l'Isar que des Bavarois, que la ligne de l'Isar était

gardée par les Français, il en avait conclu que Seckendorff devait encore se trouver sur la droite de l'Inn et il avait, en conséquence, dès le 11, conçu le projet de continuer son offensive en se portant sur Dingolfing. Aussi, dès que, grâce aux renseignements recueillis par sa cavalerie, il sut de façon positive que les Français tenaient deux de leurs groupes à Dingolfing et à Landau, et que leur gros était établi à Plattling, il résolut de mettre son idée à exécution et dirigea le 14 sa première ligne sur Eggenfelden et la deuxième sur Thann. Si, en dehors de rumeurs vagues d'après lesquelles Seckendorff se serait replié de Wasserburg sur Haag, il continuait, il est vrai, à être sans nouvelles des mouvements exécutés par les Bavarois, il avait, en revanche, acquis la presque certitude de la présence en avant de Dingolfing de 7,000 à 8,000 Français sous les ordres du prince de Conti et de l'existence du côté de Landshut d'un gros rassemblement de troupes bavaroises, dont on n'avait pu évaluer exactement la force.

Décidé à enlever Dingolfing, le prince Charles fit arriver le 15 mai sa deuxième ligne à hauteur de la première, à Eggenfelden, et poussa le 16 sur Reissbach et Frontenhausen. Sa cavalerie lui ayant fait savoir dans l'après-midi que les Français continuaient à se tenir sur la droite de l'Isar, il chargea le feld-maréchal-lieutenant Daun de se porter à minuit, avec tous les grenadiers à pied et à cheval, tous les carabiniers, 1000 fantassins, 500 chevaux de cavalerie allemande, un régiment de hussards et tous les Warasdiner, 2 obusiers et 4 canons de siège, contre ce point, d'attaquer l'ennemi partout où il le rencontrerait et de faire tous ses efforts pour le couper de la ville. Tout en promettant à Daun de le soutenir en cas de besoin, il lui avait fait remarquer qu'il lui faudrait de huit à dix heures pour pouvoir entrer en ligne avec son armée.

Pendant que Daun se dirigeait sur Dingolfing, on apprit au quartier général que le lieutenant-général de Phélippes avait levé son camp pour se porter par Dingolfing sur la gauche de l'Isar. Ce mouvement était déjà achevé lorsque Daun parut devant Dingolfing, où Phélippes, avant de s'établir sur deux lignes de l'autre côté de la rivière, avait laissé 1400 hommes tirés de différents régiments et 7 compagnies de grenadiers sous les ordres du maréchal de camp marquis du Châtelet.

Bien que Dingolfing fut à cette époque entourée de vieilles murailles, bien que les Français y eussent exécuté quelques travaux à l'intérieur de l'enceinte, cette ville était d'autant plus difficile à défendre qu'elle était absolument commandée de toute part par des hauteurs et que les troupes de l'attaque pouvaient de plus s'en approcher à couvert.

Après avoir canonné Dingolfing jusqu'à 2 heures de l'après-midi, Daun lança ses grenadiers et ses Croates sur les quelques ouvrages extérieurs, que les Français leur abandonnèrent sans lutte, quelques instants après l'arrivée sur le terrain du prince Charles et de Khevenhüller. Deux heures plus tard, Daun, qui avait réussi à démolir les portes avec son canon, poussait deux colonnes d'assaut sur la ville même, que du Châtelet donnait l'ordre d'évacuer. A ce moment, une partie des grenadiers de Daun, contournant l'enceinte, étaient déjà sur le point d'atteindre le pont, pendant que le reste des grenadiers et les Croates pénétraient vivement dans la ville.

Ce fut à grand'peine et seulement grâce à la protection de l'artillerie de la rive gauche que les défenseurs de Dingolfing parvinrent à rejoindre le général de Phélippes, après avoir toutefois perdu près du tiers de leur effectif. 10 de leurs officiers étaient au nombre des morts, et 103 au nombre des blessés. Les Français, quoique vivement poursuivis, avaient cependant eu le temps de détruire complètement le pont de l'Isar.

Avant de rentrer dans son camp, le prince Charles avait donné à Daun l'ordre d'attaquer Landau dès le 18 au matin. De retour à Reissbach, il décida de porter sa deuxième ligne sur Dingolfing, tandis que la première, commençant son mouvement le 18, à 9 heures du matin, se dirigerait sur Laudau. Il avait à ce moment l'intention de se faire rejoindre aussitôt après la prise de Landau par toutes les forces qui ne seraient pas absolument indispensables devant Braunau, d'arriver sur le Danube en longeant l'Isar avec son armée, de passer ce fleuve et de se relier avec Lobkowitz, et de profiter du léger temps d'arrêt imposé par l'obligation d'attendre l'arrivée des troupes qu'Hohenems devait lui amener de Braunau pour ravitailler l'armée et se faire rejoindre par le reste de l'artillerie.

Dès que la colonne de Daun s'approcha de Landau, les Fran-

çais mirent le feu à la ville basse et se renfermèrent derrière les solides remparts de la ville haute.

A midi, la ville basse n'était plus qu'un monceau de ruines fumantes et le prince Charles, qui avait entre temps rejoint Daun avec sa première ligne, ordonna à son artillerie de canonner le front est de l'enceinte. Pendant toute l'après-midi, tandis que le prince faisait entourer la ville par son infanterie, l'artillerie autrichienne ne cessa de bombarder Landau, sans réussir toutefois à faire la moindre brèche dans les remparts. Le soir, en présence de l'épuisement presque absolu des munitions, le prince Charles essaya sans plus de succès de faire jouer la mine. Il croyait même qu'il allait lui falloir un certain temps pour réduire cette place, lorsqu'un peu après minuit plusieurs incendies, qui ne tardèrent pas à prendre une extension considérable, éclatèrent tout à coup. La garnison française, qui les avait allumés, avait d'ailleurs évacué Landau un peu auparavant et réussi à gagner la rive gauche.

Le 20, l'armée autrichienne resta sur ses positions, la première ligne à Landau, la deuxième à Dingolfing, tandis que Seckendorff ramenait sur l'Isar les 12 bataillons et les 34 escadrons qui constituaient désormais toute son armée. Assez mal renseigné sur ce qui se passait, il ne s'était mis en route que le 16 et avait établi le 20 et le 21 son infanterie à Landshut et sa cavalerie entre Freising, Moosburg et Landshut. L'effectif total dont il disposait, après avoir laissé 600 hommes de garnison à Wasserburg et mis 1 bataillon à la disposition du feld-maréchal-lieutenant Preysing, qui commandait à Rosenheim, ne s'élevait pas à plus de 5,000 fantassins et 2,000 cavaliers.

Afin de contrarier les tentatives de Seckendorff, les démonstrations à l'aide desquelles il aurait pu chercher à faciliter la sortie de Braunau des troupes qui avaient dû s'y enfermer après la défaite de Minuzzi, le prince Charles, dès qu'il eut connaissance du mouvement du feld-maréchal sur Landshut, avait immédiatement donné à Nadasdy l'ordre de se rapprocher de ce point et de surveiller de près le nouveau camp des Bavarois.

Renseigné assez exactement par Nadasdy et par le feld-maréchal-lieutenant Bernes sur les mouvements et les positions de ses adversaires, le prince Charles, tout en se rendant compte que ce mouvement allait encore éloigner son aile droite de la gauche,

qu'il laissait momentanément à Dingolfing, n'en poussa pas moins le 23 sa première ligne sur Osterhofen, où Hohenems le rejoignit le lendemain avec 1 régiment d'infanterie, 1 de cavalerie et 2 de hussards.

On avait jeté dès la veille un pont sur le Danube à Nieder-Alteich et établi la communication entre les deux ailes de l'armée à l'aide d'un bataillon établi à Landau et d'un détachement de 300 hommes laissé à Ober-Pöring.

Dans l'intervalle, dans la nuit du 21 au 22, la garnison de Braunau, soit que, ce qui paraît le plus probable, elle eût eu connaissance du départ d'Hohenems, soit qu'elle eût reçu avis de l'arrivée de Seckendorff à Landshut, avait tenté une sortie, passé l'Inn et enlevé après une courte lutte la tête de pont, que le général Helfreich avait vainement tenté de reprendre. Hildburghausen se contenta du reste de ce léger succès et n'essaya même pas de crever les lignes d'investissement.

Dans le Haut-Palatinat, Lobkowitz, qui était jusque-là resté immobile dans ses cantonnements sur la Naab et la Regen, avait commencé le 20 mai à préparer la concentration de ses troupes entre Schwandorf et Nittenau.

Pendant que le prince Charles portait son armée sur Osterhofen, Seckendorff, dont la désastreuse désobéissance de Minuzzi n'avait pu abattre l'énergie, n'avait pas renoncé à l'espoir de communiquer avec Braunau et même de dégager cette place. En présence du mouvement du prince Charles vers le Danube, il avait une fois de plus, le 20 mai, supplié Broglie de mettre à sa disposition 2 brigades d'infanterie et 12 escadrons, à la tête desquels il voulait reprendre l'offensive et pousser de l'Isar vers l'Inn. Charles VII avait de son côté écrit dans ce sens à Versailles. Mais Broglie, bien qu'il eût reçu l'ordre d'obtempérer à ce désir de l'empereur, lui répondit cette fois encore par de belles promesses et fit savoir à Seckendorff que, ne pouvant lui donner les 2 brigades et les 12 escadrons qu'il lui demandait, il était cependant tellement convaincu de l'importance de l'opération proposée par le feld-maréchal, qu'il allait mettre à cet effet à sa disposition..... deux bataillons[1].

---

[1] *Archives du Grand Etat-Major*, Berlin. Seckendorff à Törring, Seligenthal, 26 mai 1743 · « Broglie se moque de moi en m'offrant deux bataillons..... »

Malgré cette mauvaise volonté de plus en plus évidente, l'empereur et Seckendorff ne renoncèrent pas à leur projet sur Braunau et le feld-maréchal, trompé par une fausse nouvelle qui lui annonçait, le 25 mai, que Nadasdy s'était porté avec ses hussards du côté de Wasserburg, poussa le 26 au matin sur Taufkirchen 300 hussards et 300 grenadiers à cheval, posta au pont de la Vils, à Münchsdorf, 200 grenadiers et 100 fusiliers chargés de les recueillir en cas de besoin, et fit prendre position à 400 cuirassiers sur une hauteur qui commande le chemin de Landshut à Münchsdorf.

Partis à 11 heures de Landshut, arrivés à Taufkirchen sans avoir rien trouvé sur leur route, le colonel Poitiers et le lieutenant-colonel Ferrari y apprirent de la bouche des habitants qu'on avait vu la veille à Dorfen une centaine de hussards autrichiens. Sans se donner la peine de contrôler ces renseignements déjà un peu anciens et sans hésiter à enfreindre les ordres qu'ils avaient reçus, ils résolurent de se porter sur Dorfen, que Nadasdy, qui n'avait détaché que peu de monde, occupait avec tout son détachement.

Tandis que les hussards bavarois d'avant-garde se jetaient sur quelques petits postes de Croates et les rejetaient sur les hussards de Nadasdy, le reste du détachement traversait encore en formation de marche un défilé, d'où venait seulement de déboucher un escadron de grenadiers. Cet escadron, qui avait accéléré l'allure afin d'être plus à portée de l'avant-garde, n'avait pas encore eu le temps de se déployer lorsqu'il fut chargé de front et sur le flanc gauche par les hussards de Nadasdy, qui le culbutèrent et le mirent complètement en déroute. Malgré les efforts de leurs officiers, les autres escadrons ne tardèrent pas à faire demi-tour et à s'enfuir à bride abattue, poursuivis vivement pendant plus de 15 kilomètres par les cavaliers autrichiens.

Le colonel Poitiers et le lieutenant-colonel Ferrari, 1 major, 10 officiers et 170 cavaliers bavarois avaient été faits prisonniers pendant cette courte et désastreuse affaire, dans laquelle ce détachement de 600 hommes avait eu, en outre, plus de 300 hommes mis hors de combat.

L'imprudence et la désobéissance des chefs de ce détachement allaient avoir des conséquences autrement graves que la

perte de quelques centaines d'hommes. Leur défaite obligeait Seckendorff à renoncer à son projet, à abandonner tout espoir de dégager Braunau.

Depuis la retraite de Phélippes sur l'Isar, le maréchal de Broglie n'avait guère modifié les positions occupées par ses troupes qu'en étendant sa droite jusqu'à Wörth et en somme il avait continué à tenir son monde en cordon sur l'Isar et le Danube.

Le 17 mai, son armée était en conséquence restée répartie comme suit :

6 bataillons et 6 escadrons à Wörth sur l'Isar, 9 bataillons et 11 escadrons à Dingolfing, 9 bataillons et 2 escadrons en face de Mamming, 7 bataillons et 8 escadrons à Pilsting (en face de Landau), 3 bataillons et 6 escadrons à Mosfurt, 6 bataillons et 17 escadrons à Plattling, et 6 bataillons et 30 escadrons à Deggendorf.

Sur le Danube, son infanterie occupait entre Deggendorf et Stadt-am-Hof, le long de la Vils jusqu'à Amberg, exactement les mêmes positions qu'à la fin d'avril. Seule, la cavalerie avait été dirigée de Straubing vers l'Isar.

Le 26 mai, cependant, Broglie avait semblé vouloir se rendre au désir de Charles VII. Il se disposait à envoyer les brigades d'infanterie Vermandois et Poitou, ainsi qu'une brigade de cavalerie, soutenir Seckendorff à Landshut, lorsque les événements survenus pendant la journée du lendemain, en modifiant du tout au tout sa résolution, le mirent cette fois dans l'obligation de contremander ce mouvement.

Le 24 mai, aussitôt après avoir été rejoint par Hohenems, le prince Charles, accompagné par Khevenhüller, qui avait eu la première idée de cette opération, était allé avec quelques centaines de chevaux reconnaître Deggendorf. Il voulait s'assurer si, malgré les nombreuses redoutes construites pendant l'hiver sur les hauteurs par les Français, il serait possible de tenter un coup de main sur cette position. Le soir même, à son retour à Osterhofen, il chargeait le feld-maréchal-lieutenant Browne d'exécuter cette opération avec un détachement de 17 compagnies de grenadiers, 3 batailllons d'infanterie, 1000 cavaliers allemands, 200 hussards et 500 Liccaner.

Le 26 mai au matin, Browne, après avoir passé le Danube,

poussait d'abord jusqu'à Seebach (à l'ouest d'Hengersberg), où il laissa 3 bataillons d'infanterie et sa cavalerie allemande, pendant que le reste du détachement continuait sa marche et arrivait à la nuit sur les hauteurs à l'est de Deggendorf, sur lesquelles les hussards et les Croates avaient depuis le 24 établi quelques petits postes.

Khevenhüller, qui avait accompagné le petit corps de Browne, ordonna aussitôt aux grenadiers, aux Croates et aux hussards de profiter de la nuit pour investir les retranchements au nord et à l'est de la ville. En même temps, il disposait sur les deux ailes des batteries qui, couvertes par des épaulements, ouvraient le 27 mai, à 4 heures du matin, le feu contre les redoutes les plus avancées. L'infanterie qu'il avait laissée à Seebach avait rejoint le gros vers le matin et vint, sur son ordre, se déployer sur la droite de la position qu'il avait choisie.

Le feu de l'artillerie entretenu pendant deux heures n'avait pas jusque-là produit grand effet, lorsqu'on remarqua tout à coup de nombreux mouvements désordonnés dans la petite redoute voisine du couvent des capucins. On lança aussitôt contre cet ouvrage les grenadiers de l'aile droite et quelques Croates, qui l'enlevèrent sans grand effort, rejetèrent la garnison sur une deuxième redoute plus grande que la première et établie un peu en arrière, dont ils s'emparèrent également et d'où ils poussèrent plus en avant jusque sur les hauteurs qui s'élèvent à proximité du faubourg de Deggendorf.

Au même moment, les Français évacuaient, sans attendre l'attaque des Croates, les redoutes établies devant la gauche autrichienne, traversaient en désordre le faubourg, entraînant dans leur fuite les troupes de deuxième ligne, et se précipitaient vers la tête de pont, tandis que les unités chassées des redoutes par les grenadiers se repliaient en bon ordre, quoique serrées de près, sur la ville même.

Pendant ce temps, les fuyards, après avoir essayé un moment de tenir dans les retranchements élevés en avant de la tête de pont, n'avaient pas tardé à les abandonner et à gagner la rive droite du Danube.

Browne avait, dans l'intervalle, rapproché son artillerie du Danube et fait canonner les ouvrages de la tête de pont ; puis, voyant que les troupes françaises continuaient à passer sur la

rive droite, il avait envoyé l'ordre de donner l'assaut à la ville même. Il aurait peut-être même réussi à couper la retraite à la petite garnison qui y avait tenu bon, si les Croates, au lieu de s'amuser à piller, avaient bien voulu prendre préalablement possession des points qui leur avaient été assignés. Les Français parvinrent de la sorte à détruire le pont fixe du Danube, mais ils échouèrent toutefois dans les tentatives qu'ils firent tant pour ramener sur la rive droite le pont de bateaux que pour empêcher les pontonniers autrichiens d'arrêter et de recueillir les pontons qui descendaient à la dérive le cours du fleuve.

L'affaire de Deggendorf avait coûté aux Français 600 hommes tués ou blessés et 136 prisonniers. Les bagages et les chevaux du prince de Conti, ceux des autres généraux et des approvisionnements considérables étaient restés entre les mains de Browne.

La prise de Deggendorf faisait tomber le dernier obstacle qui aurait pu contrarier la jonction de l'armée du prince Charles avec le corps de Lobkowitz et perdre aux Français une position d'autant plus importante pour eux qu'elle était à la fois un excellent point d'appui et de passage. Ce nouveau succès devait avoir d'ailleurs des conséquences stratégiques considérables. Dans un conseil tenu le 28 mai au quartier général de Nieder-Alteich, conseil auquel assistaient Khevenhüller et Lobkowitz, le prince Charles, décidé à porter le gros de son armée sur la rive droite du Danube, résolut de forcer le passage entre Ober-Alteich et Maria-Posching, et de ne laisser sur l'Isar que deux régiments d'infanterie, les Liccaner et les Carlstadter, avec 300 cavaliers allemands et un régiment de hussards, chargés de faire quelques démonstrations sur la rive gauche de cette rivière. Lobkowitz devait faciliter l'opération du prince Charles en concentrant son corps sur la ligne Schwandorf=Nittenau.

L'affaire du 27 mai avait obligé d'autre part Broglie à modifier la répartition et l'emplacement de ses troupes. Voulant avant tout les établir sur une position où il n'aurait pas à redouter, au moins pendant quelques jours, l'attaque d'un adversaire disposant de forces supérieures en nombre, préoccupé des conséquences que pourrait avoir le passage de l'Isar par les Autrichiens, il s'arrêta à l'idée de ramener le plus tôt possible son armée sur Ingolstadt et éventuellement même sur Donauwörth.

Il ordonna en conséquence, le 28 mai au soir, à Maurice de Saxe de replier de suite sur Stadt-am-Hof toutes les troupes postées sur la Vils et la Naab, à l'exception de la garnison d'Amberg. En même temps, il faisait repasser le Danube à tout ce qu'il y avait encore entre Wörth et Straubing et couper le pont de Donaustauf.

Dans la nuit du 1er au 2 juin, dès que Broglie lui eut fait connaître qu'il n'avait pas l'intention de défendre Stadt-am-Hof, Maurice de Saxe, dont les troupes légères de Lobkowitz commençaient déjà à inquiéter les postes, ramena son petit corps sur la rive droite du Danube.

Ces mouvements étaient à peine achevés que Broglie, afin de montrer enfin son bon vouloir à l'empereur et d'échapper ainsi à des responsabilités qu'il redoutait, renonça momentanément à son projet de retraite immédïate sur Ingolstadt, et consentit à essayer de tenir la ligne du Danube et de l'Isar, à s'établir entre Stadt-am-Hof et Fischersdorf, non pas pour défendre sérieusement la ligne du Danube, puisqu'il s'empressa de retirer presque toutes ses troupes de Straubing et de laisser aux Bavarois seuls le soin de défendre ce point essentiel, mais en réalité pour mieux préparer et régler la retraite de son armée. Il mandait du reste à ses lieutenants, dans des instructions confidentielles, qu'on devait laisser ignorer à Seckendorff, « que si les Autrichiens réussissaient à passer l'Isar ou le Danube, ils devaient aussitôt se replier sur Pfatter ou sur Ratisbonne ».

Le 4 juin, les troupes françaises étaient en conséquence réparties comme suit :

Amberg, 3 bataillons; Kehlheim, 6 escadrons; Stadt-am-Hot (Maurice de Saxe), 13 bataillons d'infanterie, 1 d'artillerie et 35 escadrons ; Donaustauf, 1 bataillon ; Pfutter, 1 bataillon ; Straubing, 2 bataillons, 15 escadrons; de Wischelburg à Fischerdorf, 7 bataillons ; à Plattling, 2 bataillons d'infanterie, 1 d'artillerie, 4 escadrons ; à Mosfurt, 8 bataillons et 7 escadrons; à Landau, 7 bataillons et 3 escadrons ; à Mamming, 1 bataillon et 6 escadrons; à Dingolfing, 9 bataillons et 9 escadrons ; à Wörth, 6 bataillons et 6 escadrons ; à Eger, 5 bataillons ; à Ingoldstadt, 4 bataillons ; à Friedberg, 1 escadron; à Vohburg, 1 escadron ; à Donauwörth, les convalescents des bataillons revenus d'Eger ; et enfin, à Wemding, quelques hussards.

Rassuré par les protestations et les déclarations de Broglie, qui lui promettait de tenir ferme sur ses positions, Charles VII, sourd aux conseils de Törring et de Seckendorff, avait résolu de prolonger son séjour à Munich. Il croyait si peu à la possibilité, à la probabilité d'un passage de l'Isar ou du Danube par les Autrichiens, qu'il songeait plus sérieusement que jamais à dégager Braunau, grâce à une opération exécutée par le petit détachement à la tête duquel Saint-Germain avait remplacé le feld-maréchal-lieutenant Preysing.

XIV.

LES DERNIÈRES OPÉRATIONS DE LA CAMPAGNE DE BAVIÈRE.

Les renseignements parvenus au quartier-général autrichien après la prise de Deggendorf tendaient tous à établir que Broglie se disposait à renoncer à la ligne de la Vils et à concentrer vers Stadt-am-Hof les forces qu'il avait jusque-là tenues de ce côté.

Mais ce fut seulement lorsqu'on y eut connaissance de l'évacuation de Bogen qu'on en inféra que le maréchal allait désormais se borner à défendre la rive droite du Danube et qu'il s'était décidé à abandonner la Vils par suite de la concentration du corps de Lobkowitz sur la ligne Schwandorf—Nittenau.

Ce corps, resté jusque vers le 15 mai immobile dans ses quartiers entre Naab et Regen, avait en réalité commencé son mouvement de concentration le 27 mai, jour de la prise de Deggendorf, où ses régiments de droite étaient venus camper aux environs de Schwarzenfeld, tandis que ceux de gauche avaient été poussés du côté de Reumansfelden.

Revenu le 29 à son quartier général de Fronberg, Lobkowitz y avait trouvé la nouvelle, transmise par sa cavalerie d'exploration, des premiers mouvements de retraite des troupes françaises de la Vils et d'une escarmouche à Fischbach, près de Nittenau, dans laquelle une compagnie franche, forte de 115 hommes, avait été entièrement détruite par les avant-postes du général Starhemberg.

Le 31, après avoir été informé que les Français avaient évacué pendant la journée du 30 Küen, Mitterfels, Regenstauf et même Burglengenfeld, que ses troupes de pointe avaient occupé derrière eux, Lobkowitz poussa jusqu'à Teublitz (à proximité de Burglengenfeld) ceux de ses régiments qui campaient à Schwarzenfeld.

Le lendemain, sachant que son adversaire avait entièrement quitté la rive gauche du Danube, il se porta jusqu'à

Regenstauf, pendant qu'il poussait un détachement sous les ordres du général Harrach sur Stadt-am-Hof, que les Français, se repliant sur la tête de pont de Weichs, évacuaient à son approche. Afin de les décider à quitter cet ouvrage, le dernier point encore en leur pouvoir sur la gauche du Danube, Lobkowitz établit le 2 juin son gros sur les hauteurs voisines de Stadt-am-Hof et procéda à la construction de batteries destinées à démolir cette tête de pont.

Le 3 juin, il avait été rejoint par ses troupes de gauche et se trouvait avoir sous la main près de Stadt-am-Hof la presque totalité de son corps.

Pendant ce temps, le colonel Saint-Germain avait réussi à reprendre Rosenheim et à faire prisonniers les 150 Croates qu'on y avait postés. Le prince Charles, que cet incident ne préoccupa pas plus que de raison, se contenta d'envoyer de ce côté les hussards de Nadasdy et de donner au lieutenant-colonel Herberstein l'ordre de partir d'Innsbruck, d'entrer en Bavière et d'aller renforcer les troupes autrichiennes qui opéraient entre l'Inn et la Salzach.

Marie-Thérèse, qui avait reçu à Prague la nouvelle de la prise de Deggendorf et du mouvement du corps de Lobkowitz sur Donaustauf, profita de cette circonstance pour mettre le prince Charles au courant de la situation générale des affaires et surtout de ce qui se passait sur le théâtre des opérations sur le Rhin, où les choses étaient loin de marcher au gré de ses désirs et où l'armée de la Pragmatique ne faisait que bien peu de besogne.

Après l'arrivée de cette armée sur la rive droite du Rhin, lord Stair avait poussé, le 8 mai, jusqu'à Höchst; le duc d'Arenberg s'était avancé jusqu'à Wiesbaden. Mais ces deux généraux n'avaient plus rien entrepris depuis lors, tandis qu'après avoir sensiblement renforcé le corps du prince de Dombes, qui avait aussitôt occupé Worms, le maréchal de Noailles se disposait à se porter avec toutes ses forces réunies contre l'armée de la Pragmatique. Si Marie-Thérèse s'inquiétait avec raison de la lenteur et de la mollesse des chefs de cette armée, elle se préoccupait plus sérieusement encore de l'avis qu'on lui avait fait tenir de la mise en marche de troupes que Noailles envoyait, lui affirmait-on, en Bavière. C'était là ce qu'elle avait toujours

redouté; c'était pour cela que, dès le mois de mars, elle avait ordonné à d'Arenberg de prendre à tout prix l'offensive contre Noailles; qu'elle n'avait cessé d'insister auprès de l'Angleterre et du Hanovre sur la nécessité de pousser vivement les opérations de l'armée de la Pragmatique. Non seulement elle n'avait pu arriver à ses fins, mais de plus, au moment le plus critique. on l'informait de tous côtés que de graves dissentiments s'étaient élevés entre lord Stair et d'Arenberg, auquel les Anglais reprochaient à bon droit de s'opposer aux projets d'offensive de Stair.

Du reste, pendant que la reine ordonnait à d'Arenberg de se conformer aux dispositions de lord Stair et chargeait de plus le prince Charles de faire connaître au duc ses idées sur les opérations offensives, les Anglais et les Hanovriens avaient passé le Main à Höchst le 3 juin.

Dès ce moment — ses lettres au prince Charles, en date des 9 et 10 juin, et les notes qu'elle fit adresser aux directeurs des cercles de Souabe et de Franconie en fournissent la preuve patente — Marie-Thérèse songeait à la jonction de l'armée du prince Charles avec celle du Main. Pour des raisons qu'il est impossible de découvrir, ses lettres ne parvinrent au prince Charles que le 24 juin et n'exercèrent par suite aucune influence sur les opérations que ce prince avait exécutées dans l'intervalle.

Le 29 mai, à la nouvelle de l'évacuation de Bogen, le prince Charles y avait envoyé un régiment de hussards avec l'ordre de surveiller Straubing, et avait poussé sur Landau l'aile droite de sa deuxième ligne, dont la gauche restait encore près de Dingolfing. Voulant avant tout connaître le résultat et le caractère des mouvements que les Français exécutaient de la Vils et de la Naab vers le Danube, il avait attendu jusqu'au 2 juin pour masser son armée sur Deggendorf et pour prendre définitivement la résolution de forcer le passage du Danube.

Son avant-garde sous Browne avait atteint ce jour-là Lohham; la droite de la première ligne, Deggendorf; la gauche, Seebach; et la droite de la deuxième, Ober-Pöring, tandis que la gauche de cette ligne sous Bernes restait devant Dingolfing. Le prince consacra les journées des 3 et 4 juin à l'exécution des mouvements préparatoires et au rassemblement du matériel de pont dont il avait besoin.

Le 5 au soir, on avait achevé la construction d'un second pont de bateaux à Seebach, et le prince, décidé à passer le Danube dans la nuit du 5 au 6, envoyait à ses généraux ses dernières instructions. Il voulait traverser le Danube sur deux points, à Lohham-Wischelburg et à Deggenau, éventuellement même, si les circonstances le permettaient, sur un troisième point près de Deggendorf, et donner le change à l'ennemi en faisant mine de vouloir jeter des ponts sur l'Isar. L'avant-garde était chargée de forcer le passage du Danube, et Browne devait à cet effet jeter sur la rive droite, à hauteur de Wischelburg, un détachement de grenadiers, dont la mission consistait à s'emparer de l'ancienne redoute des Suédois, puis à protéger les opérations d'établissement d'un pont entre Lohham et Wischelburg.

Pendant ce temps, afin de détourner l'attention de l'ennemi, Daun avait ordre de jeter un pont qui relierait Deggendorf avec une île qu'il ferait occuper par quelques troupes, et de procéder ensuite aux travaux de construction d'une autre section de pont allant de cette île à la rive droite. Le gros de l'armée devait passer le fleuve à Deggenau en se servant du pont qu'on venait de jeter à Seebach, tandis qu'un groupe de cavalerie légère franchirait l'Isar sur un pont volant à Tabertshausen (7 kilomètres en amont de Plattling) et prendrait à revers les troupes ennemies établies à Fischerdorf et à Plattling.

Le 5 juin, à 10 heures du soir, les postes autrichiens de l'Isar ouvrirent le feu contre les avant-postes de la rive gauche et alarmèrent à un tel point les troupes françaises et bavaroises campées entre Landshut et Landau, qu'elles passèrent la nuit sous les armes et que leurs chefs ne songèrent plus qu'à couvrir le secteur confié à leur garde. Le stratagème du prince Charles avait réussi et les troupes françaises postées aux environs de Landau, immobilisées sur leurs positions, se trouvèrent par conséquent dans l'impossibilité de coopérer à la défense du Danube du côté de Fischerdorf et de Lohham.

C'était là un résultat d'autant plus important pour le prince Charles que, bien que le passage eût en effet commencé à minuit, ce fut seulement le 6, à 6 heures du matin, que les Autrichiens réussirent à prendre solidement pied sur la rive opposée.

A minuit, Browne, qui avait amené cinq compagnies de grenadiers en face de Wischelburg, embarquait dans six petits

canots 40 hommes qui, quoique découverts par le poste français et accueillis à coups de fusil, parvinrent à se maintenir jusqu'au moment où ils furent successivement rejoints par les cinq compagnies et par 200 à 300 Croates et à se retrancher dans le petit village de Wischelburg en dépit de tous les efforts faits par l'ennemi pour les enlever et les jeter dans le fleuve. A 6 heures du matin, le pont était achevé et le général Browne le passait avec son avant-garde, précédée par 500 hussards, suivis et soutenus par cinq compagnies de grenadiers à cheval, un régiment et demi de dragons et quelques Croates ; les hussards se dirigèrent aussitôt en trois groupes sur Fischerdorf, Plattling et Straubing, pendant que Browne établissait ses troupes dans les fermes, à proximité de la rive.

A Deggendorf, Daun avait à la même heure (minuit) fait occuper l'île par un détachement de grenadiers, préparé l'établissement d'un pont sur le bras en avant de cette île et obligé par son feu les Français à masser, à hauteur de Fischerdorf, des troupes qui se replièrent vivement dès qu'elles eurent reçu avis du passage des Autrichiens à Wischelburg. Daun, qui avait remarqué leur retraite, jeta aussitôt un détachement sur la rive droite.

Le passage en bateaux des sections de tête du gros de l'armée à Deggenau, protégé par le feu d'une batterie de 28 pièces, avait commencé dès l'aube et s'était effectué avec d'autant moins de difficulté que les Français s'étaient presque aussitôt mis en retraite. Commencé à 7 heures, le pont de Deggenau était achevé à 10 heures et servait à toute l'armée, à l'exception des cavaliers d'Hohenems, qui traversèrent le fleuve sur le pont jeté par Browne.

La nouvelle du passage du Danube par les Autrichiens à Wischelburg, qui s'était d'abord répandue avec une si grande rapidité que les troupes postées au confluent de l'Isar en avaient déjà connaissance à 8 heures du matin, n'arriva guère que vers le soir au quartier général de Seckendorff, à un moment où chacun des différents groupes était déjà en pleine retraite.

Avant 7 heures, les sept bataillons postés entre Wischelburg et Fischerdorf avaient quitté leurs positions et s'étaient repliés dans un assez grand désordre sur Arndorf, suivis une heure après par les troupes établies en face de Plattling. Ces deux

groupes furent du reste assez malmenés par les cavaliers que Browne avait jetés sur la rive droite aussitôt après l'achèvement du pont.

Les troupes qui gardaient l'Isar du côté de Landau, Dingolfing et Wörth purent, par cela même qu'elles étaient couvertes par l'Isar, et bien qu'elles n'eurent connaissance des événements, celles de Landau qu'à 10 heures, celles de Dingolfing à 11 heures et celles de Wörth à 3 heures, se retirer sans être molestées.

Seckendorff, qui avait reçu à 4 heures un billet expédié par Broglie de Straubing l'informant du passage des Autrichiens, mais qui n'avait pas attaché beaucoup d'importance à ce fait, n'en comprit toute la gravité que par le rapport d'un de ses officiers, qu'il avait envoyé à Wörth et qui avait rencontré en chemin les convois français filant sur Landshut.

Après avoir dirigé sur Altheim et Rothenburg les convois qui encombraient sa ligne de retraite et mis ses propres convois en route sur Mainburg, Seckendorff ne commença qu'entre 11 heures et minuit sa retraite sur Neuhausen, où sa petite armée, arrivée à 5 heures du matin, fit halte jusqu'à 11 heures et se porta de là sur Lindhofen, sur la rive gauche de l'Atems.

Charles VII, qui avait quitté Munich le 7 mai sous l'escorte de 2 bataillons et de 150 cuirassiers, s'était dirigé sur Friedberg, dont son escorte allait désormais constituer la garnison, et avait ensuite continué sa route sur Augsburg.

Les troupes françaises du bas Danube et de l'Isar s'étaient arrêtées le 6 au soir à Pfatter et étaient arrivées le 7 à Ratisbonne, où les avaient déjà précédées celles qui, venant de Landau et de Wörth, s'étaient repliées directement sur cette ville.

Du côté des Autrichiens, Bernes avait, dès que les Français eurent commencé leur retraite, envoyé de Vilsteburg sur Landshut 500 Croates et le soir, à 6 heures, il s'était porté sur Landau pour y passer l'Isar et rejoindre le gros de l'armée, tandis que Bärnklau, auquel il laissait les Croates, deux régiments d'infanterie et un de cavalerie, et qui se chargeait de poursuivre les Bavarois, se rendait le 7 à Landshut, où ses troupes devaient le rejoindre le lendemain, et y faisait réparer le pont de l'Isar.

Le 6 juin, dans l'après-midi, l'armée autrichienne campait

près de Fischerdorf et le prince Charles transportait son quartier général à Deggendorf.

Le passage du Danube arrachait du coup aux Franco-Bavarois tout le territoire, désormais intenable pour eux, compris entre l'Isar et le Lech, et mettait en réalité fin aux opérations en Bavière.

Les troupes françaises étaient tout aussi démoralisées et découragées que celles de Seckendorff. L'apparition de quelques hussards suffisait pour jeter partout le désordre et la confusion, pour faire mettre bas les armes à des détachements supérieurs en nombre[1].

Quant à Broglie[2], il était loin de s'attendre et de croire à un passage du Danube à Wischelburg, et, si l'on peut adresser une critique à la façon dont le prince Charles a opéré, on devra, en tenant compte toutefois du fait que la cavalerie de Hohenems et de Berlichingen était échelonnée entre Molsten et Deggenau, lui reprocher de n'avoir pas su imprimer à la poursuite toute l'activité voulue et d'y avoir employé trop peu de monde.

C'était d'ailleurs là, en raison même de l'importance du résultat obtenu par le passage de l'armée sur la rive droite du Danube, une considération tout à fait secondaire. Mais, il faut bien le reconnaître, le prince Charles devait les avantages qu'il venait de remporter moins aux dispositions qu'il avait prises qu'aux fautes commises par Broglie.

Si le maréchal avait eu la prudence de mieux grouper ses troupes, il est plus que probable qu'il aurait réussi à empêcher les petits bateaux qui portaient les grenadiers de les jeter sur la rive droite du Danube; qu'il aurait aisément pu profiter du temps relativement considérable qu'il fallut pour jeter un pont en aval de Deggendorf et qu'il aurait tiré parti de l'insuffisance

---

[1] Cf. Pajol, *Les Guerres sous Louis XV*, p. 319. Voir une lettre de Maurice de Saxe datée des derniers jours de juin 1743.

[2] Cf. *Ibidem*, Broglie à d'Argenson, 7 juin 1743 : « Le 5 juin au soir, il (l'ennemi) a fait une attaque des canons et de mousqueterie depuis Dingolfing jusqu'à Ratisbonne (Broglie fait allusion ici au bombardement de la tête du pont de Weichs par l'artillerie de Lobkowitz), et il y a lieu de croire que l'endroit où ils ont surpris plutôt que forcé le passage qui est à Pörching, entre Bogen et Deggendorf, n'était qu'une fausse attaque, qui est devenue la bonne. »

du matériel de pont mis à la disposition de Browne, insuffisance à laquelle un heureux hasard permit seul de porter remède.

Le lendemain, 7 juin, l'armée autrichienne en marche sur Ratisbonne arriva jusqu'à Irlbach. Les hussards et les Croates de Trips et d'Esterhazy, ainsi que les 1000 chevaux allemands du général von Brettlach qui étaient restés sur les talons des Français, avaient poussé jusque dans les environs de Ratisbonne, où les troupes françaises se ralliaient.

Quant à Lobkowitz, s'il avait fait savoir au prince Charles que les Français semblaient vouloir continuer leur retraite sur Ratisbonne, il n'avait pu, en revanche, les déloger de la tête de pont de Weichs et demandait du gros canon pour le cas où ils voudraient tenir bon à Ratisbonne. Le prince Charles lui avait, dans l'intervalle, envoyé l'ordre de marcher sur Kehlheim, dès que les Français auraient quitté Ratisbonne.

Pendant qu'on envoyait 2,000 chevaux sur Straubing, où il n'y avait plus que des Bavarois, Bernes avait passé, le 7, l'Isar à Landau et rejoint le gros de l'armée. Quant à Bärnklau, qui avait ravitaillé ses troupes à Landshut et poussé ses Croates sur Erding, il se disposait à se porter sur Munich, tandis que Lüttwitz se préparait, en contournant Rosenheim, à aller passer l'Inn à hauteur de Mühldorf et à rejoindre Nadasdy, qui battait le pays du côté d'Ebelsberg.

Le 8, tandis que l'armée autrichienne prenait un jour de repos, les Français évacuaient Stadt-am Hof, et les Bavarois Wasserburg.

Le 9, à 3 heures du matin, le gros de l'armée du prince Charles, dont un détachement poussait jusque sous les murs de Straubing, quittait son camp d'Irlbach et se portait sur Geltolfing (sud-ouest d'Aiterhofen); mais le prince Charles, ayant appris au cours de cette marche que les Bavarois se repliaient sur Ingolstadt et que les Français continuaient leur retraite en longeant la droite du Danube, avait conçu le projet d'essayer d'atteindre Broglie. Dans l'espoir de l'obliger à accepter la lutte en rase campagne, il remit à 10 heures du soir son armée en mouvement sur Sünching (sur la grande Laaber, 7 kilomètres nord-ouest de Geiselhöring) et ne laissa devant Straubing qu'un détachement chargé d'assurer le blocus de cette place.

Bärnklau avait, entre temps, réoccupé Munich qui n'essaya

même pas de résister, et ouvrit ses portes à sa petite avant-garde.

Le gros de l'armée autrichienne ne reprit sa marche sur Schierling que le 11 juin, pendant que le corps Lobkowitz débouchait de Stadt-am-Hof, se dirigeant vers Hillohe sur la Laaber.

Les cavaliers de Trips et de Brettlach avaient, entre temps, atteint l'arrière-garde française aux environs de Neustadt et l'avaient obligée à presser sa marche.

Le 12, Lobkowitz arrivait à Kehlheim, pendant que le gros de l'armée faisait halte et que les rapports de sa cavalerie d'exploration annonçaient au prince Charles qu'il n'y avait plus aucune troupe ennemie sur la droite du Danube jusqu'à la Paar.

Le lendemain 13, Amberg ouvrait ses portes à quelques dragons autrichiens, pendant que, presque sous les yeux de Charles VII, qui s'était réfugié à Augsburg, Nadasdy enlevait Friedberg et y faisait mettre bas les armes à plus de 1300 Bavarois.

Après avoir, le 7 juin, rassemblé toutes ses troupes autour de Ratisbonne, fait filer ses convois sur Ingolstadt et donné au commandant français d'Amberg l'ordre de sortir de cette ville et de se diriger sur Ingolstadt, Broglie avait pris le parti d'accorder un peu de repos à ses troupes avant de reprendre, le 9, la marche sur Ingolstadt. Le 9 au soir, il était à Essing, le 10 à Neustadt, le 11 à Manching, derrière la petite Paar, que son arrière-garde n'atteignit qu'après avoir été harcelée pendant les deux dernières journées.

Seckendorff, qui s'était replié le 9 sur Geisenfeld, le 10 sur Oberstimm sur la Paar, s'était établi le 12 dans un camp près d'Ebenhausen, tandis que le colonel Saint-Germain avait réussi par une habile retraite à revenir de Wasserburg et de Rosenheim sur le Lech. Les deux armées, si l'on en excepte le détachement de Saint-Germain et les garnisons de Braunau, d'Eger et de Straubing, se trouvaient donc assez près l'une de l'autre pour pouvoir, dans le cas où Broglie s'y serait décidé, essayer d'arrêter les progrès et la marche du prince Charles C'était là ce qu'espérait Charles VII, c'était ce qu'il n'avait pas manqué de demander à Broglie dans sa lettre du 9 juin, lettre dans laquelle, à côté des reproches qu'il lui adressait, il avait encore insisté sur la

responsabilité que le maréchal allait encourir, si à toutes les fautes qu'il avait déjà commises il ajoutait encore celle de ne pas tenter un retour offensif pour dégager Straubing.

Seckendorff voyait plus clair que l'empereur. Certain que Broglie chercherait moins que jamais à tenir tête au prince Charles, il supplia vainement, dans son rapport du 9 juin, l'empereur de renoncer à une lutte désormais inutile. Pour obéir à Charles VII, le feld-maréchal dut au contraire se rendre le 12 à Ingolstadt auprès de Broglie afin de le décider à agir. Le maréchal se borna à lui répondre qu'il avait demandé des ordres à sa cour, ordres qui ne pouvaient lui parvenir avant le 17 ou le 18. Il se garda bien de lui dire qu'il avait écrit à d'Argenson et sollicité du ministre l'autorisation d'aller rejoindre l'armée de Noailles, afin d'attaquer de concert avec lui l'armée du Main. Du reste, Broglie avait déclaré à Seckendorff que, redoutant une attaque de Lobkowitz contre le pont de Neuburg (rive gauche du Danube), il songeait à replier sur Neuburg son armée qu'il venait de ramener jusque sous le canon d'Ingolstadt[1]. En présence des réclamations du général von Zastrow, commandant du contingent palatin, force fut cependant au maréchal de renoncer à ce projet et de laisser la garde de ce pont à l'armée bavaroise, qui se porta sur ce point le 14.

Le soir même, à la nouvelle de la prise de Friedberg, Seckendorff, craignant pour le pont du Lech, à Rain, avait immédiatement fait partir deux régiments de dragons et ses grenadiers, et il avait demandé à Ségur, qui venait d'arriver à Donauwörth avec douze bataillons et dix escadrons, d'y envoyer du monde. Le 13 au matin, Seckendorff, que Saint-Germain n'avait pas encore rejoint et qui avait dû jeter les troupes palatines dans Neuburg, se repliait, lui aussi, sur le Lech. Il ne lui restait plus que 5 bataillons bavarois et 3 bataillons hessois, 5 compagnies de grena-

---

[1] *Correspondance politique* 1141, au général comte de Rothenburg, Magdebourg, 22 juin 1743. « ..... Je vous avoue, quelque mauvaise opinion que j'ai eue du vieux Broglie, que sa conduite (le roi de Prusse fait ici allusion à sa retraite sur Ingolstadt) surpasse tout ce que je pouvais imaginer de lâche et d'inepte de lui. Je crois que tous les officiers qui ne sont pas dans leurs troupes peuvent s'en féliciter, car jamais il n'y a eu d'exemple d'une plus grande pusillanimité que dans les Français et les Suédois de nos jours..... »

diers et 44 escadrons, de sorte que, même dans l'hypothèse la plus favorable, dans le cas où Saint-Germain, qui était encore à Landsberg, aurait réussi à opérer sa jonction avec lui, le feld-maréchal n'aurait jamais pu réunir à Rain plus de 6,500 hommes et de 5,400 chevaux.

Le 13 juin, l'armée autrichienne arrivait à Rohr et se trouvait par suite à égale hauteur avec le corps Lobkowitz établi à Kehlheim.

Voulant s'assurer avant tout la possibilité de masser toute son armée sur l'une ou l'autre des rives du Danube, le prince Charles s'occupa de prendre les mesures nécessaires pour préparer l'établissement d'un pont, tout en poussant le 14 son armée sur Siegenburg et le corps Lobkowitz sur Arresting.

Les renseignements et les rapports qu'il reçut pendant la journée du 14 lui firent connaître à ce moment que Broglie campait sur une forte position en face d'Ingolstadt, tout près des bords du Danube ; que les renforts qui lui étaient destinés étaient arrivés à Donauwörth, et, ce qui était plus grave, que, par suite de la mésintelligence existant entre ses chefs, l'armée de la Pragmatique avait repassé sur la droite du Main. Aussi, loin de se ranger à l'avis de lord Stair, qui lui recommandait de redoubler de prudence, le prince Charles, décidé au contraire à continuer vigoureusement l'offensive, poussa le 15 ses hussards au delà de la Paar jusqu'à Rothenthurm, fit marcher Lobkowitz sur Pföring et conduisit son armée à Geisenfeld, où il voulait lui donner un jour de repos, mais où, à la suite de la reconnaissance qu'il fit pendant la journée du 17 de la position des Français, il dut se résigner à la tenir plus longtemps. Obligé de manœuvrer pour essayer de contraindre Broglie à quitter cette position, il résolut d'appeler à lui le corps Lobkowitz, qu'il lui semblait dangereux de laisser sur la rive gauche, et de pousser ensuite sur Rain avec toutes ses forces réunies.

Le 19, Lobkowitz, qui avait jeté un pont à Vohburg, y passait le Danube et, le lendemain 20, l'armée commençait son mouvement sur Rain, pendant que Broglie, dans la crainte de perdre ses communications, repassait aussitôt sur la rive gauche du Danube et allait camper autour d'Ingolstadt.

Le 21, à la nouvelle que Broglie commençait sa retraite sur

Donauwörth, le prince Charles envoya Lobkowitz à Pörnbach et s'avança avec son gros sur Schrobenhausen.

Le 22, le mouvement de retraite des Français s'accentuait; les hussards avaient constaté la marche de fortes colonnes françaises dans la direction de Donauwörth, tandis que, sur la rive droite du Danube, les Bavarois, postés à Rain, passaient sur la rive gauche du Lech.

Obligé de préparer ses opérations ultérieures, qui allaient se dérouler en territoire neutre, le prince Charles avait cru nécessaire, avant de continuer sa marche, de s'y faire autoriser par la reine et d'aviser de ses mouvements les princes dont ses troupes allaient traverser les États. Dès qu'il eût reçu, le 23 juin, à son quartier général de Schrobenhausen, le rescrit de la reine l'autorisant à pénétrer sur le territoire de l'empire et deux *Réquisitionales* adressées par Marie-Thérèse aux directeurs des cercles de Souabe et de Franconie, et bien que la teneur même de la lettre de Marie-Thérèse eût été loin de répondre entièrement à ses désirs, il reprit dès le lendemain ses opérations destinées à chasser les Bavarois des rives du Lech. C'était là l'objectif immédiat du prince, dont les opérations ultérieures étaient subordonnées à des événements d'un tout autre ordre, à la tournure générale que prendraient les affaires de la reine.

Le prince avait cependant envisagé le cas où les armées ennemies réunies chercheraient à tenir ferme à Donauwörth et résolu d'envoyer alors par Burgau sur Günzburg un gros détachement chargé de couper la ligne de communication des Français entre Donauwörth et Ulm, leur principale place de dépôt. Dès ce moment aussi il songeait à jeter de l'autre côté du Rhin les hussards de Nadasdy, à leur faire exécuter une pointe sur le territoire français, complètement ouvert et dégarni de troupes. Les événements allaient, du reste, l'empêcher de réaliser aucun de ces deux projets.

Pendant que le gros de l'armée marchait le 24 sur Pöttmes et Lobkowitz sur Sandizell, les Bavarois se repliaient sur Donauwörth après avoir coupé le pont du Lech et laissé quelques grenadiers seulement dans la tête de pont de la rive droite et la redoute de la rive gauche.

Le 25 au soir, à l'approche de Daun, les Bavarois évacuèrent la tête de pont, puis, dans la nuit, la redoute de la rive gauche et prirent eux aussi le chemin de Donauwörth. Rien, à partir de ce moment, n'empêchait plus le prince Charles de continuer, comme il se l'était proposé, son mouvement offensif dans la direction d'Ulm.

Dans l'intervalle, bien qu'il n'eût pu arriver à temps pour atteindre à Landsberg Saint-Germain, qui s'était replié le 17 sur Augsburg, Bärnklau, rejoint successivement par celles des troupes des confins militaires qu'on lui avait affectées et par sa grosse artillerie qui, venue d'Innsbruck, allait lui permettre de faire le siège en règle de Reichenhall, n'en avait pas moins poussé le gros de ses forces jusque vers le Lech.

A Braunau, la résistance ne pouvait plus durer bien longtemps. Depuis le 10 juin, la garnison n'avait plus pour rations que du pain et de la viande de cheval, et le nombre de ses malades s'élevait, à la date du 26 juin, au chiffre considérable de 1000 à 1200 sur un effectif total d'à peine 4,500 hommes.

Pendant que l'armée autrichienne achevait la conquête de la Bavière en chassant les dernières fractions de l'armée de Seckendorff de la rive droite du Lech, l'armée de la Pragmatique avait infligé à celle du maréchal de Noailles un échec qu'il eût été facile de réparer militairement, mais dont les conséquences politiques devaient être bien autrement graves et considérables.

L'impossibilité presque absolue de faire vivre les armées sur le pays et d'assurer leurs subsistances avait, après le retour de Stair et d'Arenberg sur la rive droite du Main, obligé ces généraux à se porter le 20 juin d'Höchst vers Aschaffenburg. Le roi Georges II d'Angleterre, qui venait précisément d'y arriver, avait aussitôt pris le commandement en chef.

Le maréchal de Noailles, dès qu'il eût constaté le mouvement de ses adversaires, s'était porté lui-même vers Aschaffenburg. Son gros se tenait le 20 juin entre Stockstadt et Gross-Ortheim, tandis qu'une de ses divisions, sous les ordres du duc de Grammont, était établie en face d'Aschaffenburg et qu'une partie de ses troupes occupaient en outre Millenberg en amont, et Seligenstadt en aval de cette ville. Le mouvement sur Aschaffenburg, loin d'améliorer la situation de l'armée de la Pragmatique, n'avait fait que la rendre plus difficile, puisque les Français postés sur le

Main l'empêchaient de se ravitailler. Elle s'aggrava plus encore le 24 et le 25, lorsque Noailles eut amené des forces respectables sur la rive droite du Main, à hauteur de Seligenstadt, et commencé à jeter un pont à Niedernburg,en amont d'Aschaffenburg.

Le 26, afin de mettre un terme à une situation qui ne pouvait plus se prolonger, le roi Georges ordonna à son armée de se mettre en marche vers Hanau, où se trouvaient déjà 6,000 Hessois, et où il s'attendait, de plus, à être incessamment rejoint par 6,500 Hanovriens.

A la nouvelle de ce mouvement, Noailles porta le gros de ses forces sur Seligenstadt, poussa un petit corps sur Aschaffenburg et fit prendre position à un autre groupe à Stockstadt, à proximité d'un gué du Main.

Le 27, Noailles, qui avait marché avec son gros de Seligenstadt sur Dettingen afin de barrer au roi d'Angleterre le chemin de Hanau, s'engagea avec l'armée de la Pragmatique et dut, après avoir échoué dans sa tentative, se mettre en retraite et repasser le Main[1].

---

[1] *Correspondance politique* 1142, à Podewils, Rheinsberg, 3 juillet 1743. « Je suis bien mortifié des nouvelles que je vous envoie. Vous y verrez la bataille que monsieur mon oncle — que le diable veuille emporter — vient de remporter sur les Français. Je ne m'amuse pas à critiquer la conduite pitoyable des Français. Je ne m'arrête qu'aux suites de cette victoire, et, pour prendre toutes les choses au pis, je vais vous marquer ce qu'elles pourront produire : Premièrement, la supériorité complète du roi d'Angleterre et de la reine de Hongrie dans les affaires de l'empire. En second lieu, l'élection du duc de Lorraine comme roi des Romains. En troisième lieu, une ligue qui ne nous sera pas avantageuse entre l'Angleterre, l'Autrichien, le Saxon, le Danois et le Russe..... Je vais envoyer Finck à présent au roi d'Angleterre, pour qu'il soit au guet de tout ce qui se passe en fait de traités..... Les événements de cette année ne nous rient point. Il faut espérer qu'un autre temps viendra où nous aurons notre tour. J'avoue que j'ai ass z prévu ce qui est arrivé jusqu'à présent en Europe; mais je n'étais pas préparé à ce coup-là. Et quand même la paix se ferait avec l'empereur, je ne crois point que la paix avec la France soit si prochaine. Aussi, nous aurons toujours le temps de nous arranger et de nous préparer à tout événement. »

Ecrivant le même jour (*Ibidem* 1143) à Rothenburg, c'est encore de la bataille de Dettingen qu'il se préoccupe presque exclusivement : « Non, je ne veux plus entendre nommer le nom Français. Non, je ne veux plus que l'on me parle de leurs troupes et de leurs généraux. Noailles est battu! Par qui? Par des gens qui ne savent pas faire une disposition et qui n'en ont fait aucune. Je ne vous en dis pas davantage et je ne saurai en dire plus..... »

Il est vrai que dix jours plus tard (*Ibidem* 1148, Potsdam, 13 juillet 1743) ses premières impressions se sont quelque peu modifiées : « Voilà, écrit-il à

Quelques jours auparavant, la jonction du corps Lobkowitz avec l'armée du prince Charles avait fourni à Broglie le prétexte qu'il attendait pour mettre à exécution son projet de retraite sur Donauwörth. Nous avons dit que, non content de repasser le 20 juin sur la rive gauche du Danube, il avait dès ce jour préparé et, pour ainsi dire, commencé son mouvement vers Donauwörth en détachant du monde du côté de Neuburg, où, dès le 21, il envoya toutes les troupes sous les ordres de Maurice de Saxe, qu'il suivit d'ailleurs presque immédiatement.

Le 22, toute l'armée française, qui avait bivouaqué à proximité de Neuburg, se dirigea vers Mörnsheim, où Broglie apprit que Seckendorff avait ramené son gros sur la rive gauche du Lech. C'était là pour lui un nouveau prétexte pour continuer sa retraite sur Donauwörth, où il arriva le 23 et opéra sa jonction avec les troupes de Ségur.

Bien que Ségur eût profité de son séjour sur ce point pour mettre en bon état de défense la belle position de Schellenberg, Broglie, loin de songer à s'y établir afin d'arrêter la marche des Autrichiens, était au contraire plus que jamais résolu à se replier sans plus tarder vers le Rhin et à se rapprocher de l'armée de Noailles. Il n'avait même pas jugé à propos d'informer Seckendorff de son mouvement sur Donauwörth, de ce mouvement qui isolait cependant et découvrait complètement les Bavarois.

Dès le 17 juin, alors que Broglie était encore en avant d'Ingolstadt, Seckendorff avait une fois de plus supplié l'empereur,

---

Rothenburg, bien du bruit pour peu de chose, et bien des gens tués inutilement, comme vous le dites très bien. Cette victoire tant criée du roi d'Angleterre se réduit au seul champ de bataille qu'il a maintenu, et perte égale des deux côtés. »

Il convient, d'ailleurs, de remarquer que, dans l'intervalle, il lui était parvenu de nouveaux renseignements sur l'affaire de Dettingen et, qu'après avoir examiné les considérations de Podewils « sur les suites qui pourraient résulter de la défaite des Français et sur le parti que le roi aurait à prendre dans des conjonctures si épineuses et si difficiles », il lui avait écrit (*Ibidem* 1146. Stettin, 6 juillet 1743) : « Je suis d'accord de tout ce que vous y dites, hormis le seul article où vous croyez qu'en cas qu'on entraînerait l'empire dans une guerre contre la France, je devrais même alors fournir mon contingent comme Electeur et comme Etat de l'empire, article que je ne goûterai jamais et que, par de très bonnes raisons, je ne ferai absolument point. C'est pourquoi vous devez penser de bonne heure à toutes les raisons, défaites et fauxfuyants possibles pour éluder, le cas existant, de pareils propos. »

auquel il conseillait de partir de suite pour Francfort et auprès duquel il demanda à se rendre, de l'autoriser à entamer avec les Autrichiens des négociations que seul il se croyait en situation de conduire à bonne fin. En tout cas, prévoyant l'imminence de l'entrée forcée de ses troupes sur le territoire de l'empire, il insistait sur l'envoi immédiat aux princes de l'empire de lettres réquisitoriales et sur la mise à sa disposition des sommes dont il aurait besoin pour assurer, par des achats, l'existence de son armée sur le territoire impérial.

En même temps et sans attendre la réponse de Charles VII, le feld-maréchal avait adressé au prince Charles une lettre dans laquelle il lui proposait de lui rendre Braunau si le prince consentait à laisser la garnison sortir librement de la place.

Le prince répondit par un refus, mais en offrant alors à Seckendorff les conditions que Hildburghausen n'avait pas acceptées le 8 et en exigeant de plus la reddition simultanée de Straubing.

Quant à Charles VII, loin de donner son approbation aux propositions que Seckendorff venait de faire au commandant de l'armée autrichienne, il lui soumettait au contraire un nouveau plan d'opérations que le désespoir seul avait pu lui inspirer et dont le feld-maréchal n'eut aucune peine à lui démontrer les dangers et l'inanité. Celui-ci n'en dut pas moins, pour se conformer aux désirs de l'empereur, tenter auprès de Broglie une nouvelle démarche aussi infructueuse que les précédentes.

Après avoir répondu au feld-maréchal qu'il n'enverrait pas un seul de ses soldats sur la rive droite du Danube, Broglie déclara même ouvertement, le 23 juin, dans une lettre adressée à l'empereur, qu'il allait quitter Donauwörth le 27 pour opérer sa jonction avec l'armée de Noailles.

Il faut croire que Broglie supposait à Charles VII une rare candeur, puisqu'il alla jusqu'à lui proposer d'emmener avec lui l'armée bavaroise et de la faire coopérer à ses opérations sur le Rhin.

On comprend que l'empereur, qui avait eu plus d'une occasion d'apprécier à leur juste valeur les talents militaires du maréchal, n'accepta pas cette singulière proposition. Peut-être même la lettre de Broglie fut-elle la cause déterminante de l'entrevue que Charles VII eut avec Seckendorff le 24 juin à Augsbourg et

de l'autorisation qu'il lui donna, au cours de cette audience, d'entamer des négociations avec le prince Charles.

Bien qu'il n'ait pas été possible d'établir jusqu'où allaient les pleins pouvoirs donnés au feld-maréchal, tout semble indiquer toutefois que Charles VII le chargea seulement de traiter de la reddition de Straubing et de Braunau. Il importe toutefois de remarquer que, le lendemain 25, il écrivait à Seckendorff qu'il avait « pris la résolution de se séparer des Français et de déclarer la neutralité de son armée [1] ». Il motivait, ou du moins affectait de motiver cette résolution par les devoirs supérieurs à ses propres intérêts que lui imposait vis-à-vis du Saint-Empire romain la couronne impériale qu'on avait placée sur sa tête. Il est vrai que, tout en désirant s'assurer la bienveillance de l'Angleterre [2], qu'il espérait voir intervenir en sa faveur, mais dont

---

[1] *Archives du Grand Etat-Major allemand*, Berlin. Charles VII à Seckendorff, Augsburg, 25 juin 1743. Dans cette même lettre, il informait le feld-maréchal de son intention de faire revenir son armée sur la Franconie et la Souabe.

[2] La *Correspondance politique* est, cette fois encore, intéressante à consulter. Dès le 8 juin, Frédéric écrivant de Berlin (*Ibidem* 1130, à Klingräeffen, à Augsbourg), se préoccupe des conséquences que pourrait avoir pour lui un rapprochement entre Charles VII et Georges II : « Le roi, lui mande-t-il, a su qu'à la suite d'un entretien de l'impératrice avec lord Stair, l'empereur a changé la résolution de se retirer à Augsbourg en celle de se rendre incessamment à Francfort, afin de s'aboucher secrètement dans le voisinage avec Sa Majesté britannique, dès qu'Elle sera arrivée à l'armée combinée. Il est évident pour le roi que la mollesse et la mauvaise conduite des Français ont poussé le prince au désespoir et qu'il a pris le parti de se jeter entièrement dans les bras du roi d'Angleterre. » Comme le roi s'attend à ce que le prince fasse son « accommodement », il donne à Klinggraeffen « l'ordre d'empêcher que dans les négociations il ne se conclue rien qui puisse lui être préjudiciable ».

Cela fait, Frédéric envisage, deux jours plus tard, la question sous un tout autre point de vue, et, le 10 juin 1743 (*Ibidem* 1131), il charge Podewils de faire proposer à l'empereur son intervention. Resté neutre, nul ne peut mieux que lui « s'aboucher en faveur de Charles VII avec l'Angleterre comme avec Vienne ».

Enfin, le 15 juin (*Ibidem* 1137), il croit que le moment est venu de démasquer ses batteries, d'intervenir personnellement et directement, et voici ce qu'il écrit à l'empereur : « ..... Je m'emploierai avec tout l'empressement que Votre Majesté impériale peut désirer pour lui procurer la paix ; mais je suis bien fâché qu'Elle ne se soit pas ouverte envers moi des conditions..... Je prie Votre Majesté de me charger des propositions que l'on puisse faire agréer à la cour de Vienne dans sa prospérité. Je ne dois pas lui cacher non plus que je sais que la cour de Vienne insistera plus fortement auprès d'Elle pour que, après sa paix faite, Elle et tout l'empire se joignent aux Autrichiens pour faire la guerre à la France..... »

le concours ne pouvait lui être assuré que par une rupture avec la France, Charles VII, pour des raisons que les événements ultérieurs devaient se charger de révéler, ne se servit jamais, dans ses lettres à Seckendorff comme dans les autres documents officiels qu'il destinait à la publicité, que de cette déclaration conçue en termes volontairement amphibologiques et se prêtant à toutes sortes d'interprétations : *Se séparer des Français.*

Le jour même où Charles VII faisait part de cette résolution à Seckendorff, le feld-maréchal avait demandé au prince Charles une entrevue « pour lui parler de la reddition de Straubing et de Braunau et d'autres choses importantes ». Le prince, se retranchant derrière sa qualité de commandant en chef d'une armée, répondit par un nouveau refus, mais en offrant toutefois comme dernière concession de laisser sortir librement les garnisons de Braunau et de Straubing, après qu'elles auraient déposé les armes.

Sans se laisser décourager par ces refus successifs, aussitôt après réception de la lettre de l'empereur, Seckendorff sollicita à nouveau une entrevue que le prince Charles ne crut pas devoir lui refuser. Marie-Thérèse lui avait, il est vrai, défendu de trancher de sa propre autorité les questions ayant trait à la politique, mais il croyait avoir le devoir d'écouter et de transmettre les propositions qu'on pourrait avoir à lui faire, sans pour cela, comme il l'écrivait à la reine, se laisser arrêter dans ses opérations [1]. Ne voulant toutefois pas se rencontrer encore avec Seckendorff, qu'il invitait à se présenter le 26 au couvent de Nieder-Schönenfeld, il prétexta une indisposition et chargea Khevenhüller, qu'il avait préalablement muni d'instructions formelles, de le remplacer lors de cette conférence qui ne put d'ailleurs avoir lieu que le 27, dans l'après-midi.

Khevenhüller commença par déclarer à Seckendorff qu'il avait ordre de faire établir un procès-verbal de tout ce qui allait se discuter, procès-verbal qui, après avoir été signé par eux deux et par le prince Charles, devait être ensuite soumis à l'approbation de la reine, en ce moment à Linz. Seckendorff, après avoir déclaré à nouveau que l'armée bavaroise s'abstiendrait de tout

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bayern und Ober-Rhein, 1743). Le prince Charles à la reine, Rain, 26 juin 1743, VI, 59.

acte hostile contre les Autrichiens sur le territoire de l'empire, répondit à la question posée par Khevenhüller et relative aux subsistances de cette armée, que le roi d'Angleterre avait promis à l'empereur de lui fournir des subsides dès qu'il se serait séparé des Français. Après cette importante déclaration, Seckendorff proposa à Khevenhüller de lui rendre : 1° Braunau, dont la garnison serait, sous la condition de s'engager à ne pas porter les armes contre l'Autriche pendant un an, autorisée à se retirer sur le pays plat en Bavière; 2° Straubing, dont la garnison, composée de troupes françaises et bavaroises, sortirait librement et avec les honneurs de la guerre; 3° Reichenhall, sous les mêmes conditions; 4° de faire relever la garnison française d'Ingolstadt, qui se retirerait librement, par une garnison bavaroise de même force; 5° de faire occuper Donauwörth après le départ des Français par 200 Bavarois, mais à la condition d'y laisser libre passage aux Autrichiens; 6° d'établir l'armée bavaroise, qui s'engagerait à rester neutre, hors du théâtre des opérations de l'armée autrichienne, sur la frontière des cercles de Souabe et de Franconie; 7° d'interdire aux officiers et soldats des deux armées l'accès des camps occupés par des troupes de l'autre armée.

Khevenhüller avait fait ajouter à ce protocole un article aux termes duquel les magasins bavarois se trouvant à Straubing leur seraient conservés, mais que les Autrichiens prendraient possession des magasins appartenant aux Français.

Le prince Charles trouva les trois premiers articles si avantageux pour l'Autriche qu'il les accepta immédiatement et qu'en envoyant le 28 le protocole à la reine et en lui rendant compte des motifs qui avaient inspiré sa conduite, il fit valoir que, du reste, un général en chef avait assurément le droit de traiter de sa propre autorité de la reddition des places qu'il assiégeait. En terminant, il demandait à la reine de donner son approbation aux autres articles.

Informé dès le 27 au soir de la réponse favorable du prince, Seckendorff envoya immédiatement à Braunau et à Reichenhall deux officiers qui devaient s'y retrouver avec deux officiers autrichiens et mettre assiégeants et assiégés au courant des décisions de leurs généraux en chef.

Le 1er juillet, les troupes autrichiennes, en attendant la sortie

de la garnison de Braunau fixée au 4 juillet, prenaient possession des postes de Ranshofen et de l'Inn.

A Reichenhall, les officiers arrivèrent trop tard. La petite garnison, composée d'un peu plus de 100 hommes, avait capitulé moins d'une heure auparavant.

On n'avait rien pu faire à Straubing, parce qu'il fallait, pour rendre exécutoire l'article qui concernait cette place, obtenir le consentement de Broglie et que, d'autre part, Marie-Thérèse, ne croyant pas le prince Charles et Khevenhüller de force à lutter sur le terrain politique avec un homme aussi adroit, aussi fin que Seckendorff, et avant même de connaître le résultat de la conférence de Nieder-Schönenfeld, avait mis le ministre d'Angleterre à Vienne au courant des instructions qu'elle avait données précédemment au prince Charles et sur lesquelles elle venait d'insister à nouveau.

Cette communication, par laquelle la reine se proposait d'affirmer et de prouver sa loyauté envers l'Angleterre, avait produit un effet diamétralement opposé et éveillé au contraire les soupçons et la défiance de Robinson. La reine, qui ignorait encore, tout comme ce dernier, les résultats de la journée de Dettingen, avait à peine réussi à dissiper les soupçons du diplomate anglais, lorsqu'elle reçut la dépêche du prince Charles et le procès-verbal de la conférence qui la mettaient vis-à-vis de la Grande-Bretagne dans la plus fausse des situations. Aussi, tout en reconnaissant que les trois premiers articles n'avaient trait qu'à des questions purement militaires que le prince avait qualité pour trancher de son propre chef, la reine lui fit savoir par un rescrit en date du 5 juin que, ne pouvant, pour des motifs qu'elle exposait, accepter aucun des autres articles, il lui était par suite impossible d'approuver ces trois articles. Ignorant forcément à ce moment ce qui s'était passé à Braunau, elle déclarait que, dans le cas où Seckendorff voudrait exiger son adhésion à l'ensemble du procès-verbal, elle se verrait obligée à considérer toute la négociation comme nulle et non avenue. Du reste, afin de mieux établir la loyauté de sa politique et de bien faire connaître ses vues sur la neutralité de l'armée bavaroise, elle adressa le 10 juin à tous ses ministres accrédités auprès des cours étrangères « un rescrit-circulaire » contenant, à côté du procès-verbal de la convention de Nieder-Schönenfeld, sa ré-

ponse à l'article relatif à la neutralité et la déclaration formelle par laquelle elle se refusait à reconnaître dans l'électeur de Bavière le chef du Saint-Empire romain.

Charles VII lui même était tellement peu disposé à rompre son alliance avec la France, qu'il ne prêtait qu'une oreille distraite aux avis de Georges II, qui lui conseillait de faire la paix, et que, dans un projet de traité qui fut communiqué à Marie-Thérèse, il réclamait la restitution de ses États héréditaires, le payement par l'Autriche et les puissances maritimes d'une somme de 8 millions de florins, exigible par trimestre et destinée à lui servir à entourer la dignité impériale de l'éclat qui devait en être inséparable. Enfin, il proposait un double mariage entre des princes appartenant à sa maison et à la maison de Habsburg[1].

Du reste, aussi peu satisfait que Marie-Thérèse elle-même des conditions acceptées et proposées par Seckendorff à Nieder Schönenfeld, il refusa, lui aussi, d'y souscrire.

En somme, et bien que les deux souverains eussent désapprouvé la convention passée par leurs généraux, l'Autriche l'accepta tacitement au début, d'abord parce qu'il n'y avait plus à revenir sur la capitulation de Braunau, ensuite parce que la neutralité des troupes bavaroises était en somme fort avantageuse pour les opérations ultérieures de son armée.

Tenant toutefois à agir loyalement et correctement, la reine ne tarda pas à donner son adhésion officielle à la convention et à autoriser le prince Charles à déclarer à l'Électeur de Bavière qu'elle consentait à étendre aux troupes bavaroises rentrées sur le territoire de l'empire le bénéfice de la neutralité, tant que ces troupes ne se livreraient à aucun acte hostile contre son armée[2].

Pendant ce temps, grâce à la bonne contenance de son extrême arrière-garde au pont du Lech, Seckendorff avait replié sans encombre le 26 juin ses troupes de Ginderkirchen et de Donauwörth sur Tapfheim, petite localité située sur le Danube, à 15 kilomètres environ en amont de Donauwörth. Pendant que ses troupes exécutaient ce mouvement, il avait eu un entretien des plus

---

[1] *Kriegs Archiv* (Bayern und Ober-Rhein, 1743), VII, *ad*, 18 a.
[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bayern und Ober-Rhein, 1743). Marie-Thérèse à Charles de Lorraine, Vienne, 19 juillet 1743, VII, 37.

orageux avec Broglie. Puis, après avoir conféré le lendemain avec Khevenhüller à Nieder-Schönenfeld et jeté les bases de la convention, il avait envoyé le 30 le protocole de la conférence à Charles VII à Francfort et laissé jusqu'au 6 juillet à Tapfheim sa petite armée, qu'il porta par Harburg sur Wemding, où ses régiments arrivèrent le 12 et restèrent dorénavant.

Quant à Broglie, après avoir préalablement détruit les magasins de Donauwörth, il avait, comme il l'avait annoncé à Charles VII, mis dès le 27 son armée, forte de 76 bataillons et 102 escadrons et formant quatre échelons, commandés chacun par un lieutenant-général, en route de Donauwörth vers le Rhin, en la portant par Harburg, Nordlingen, Œttingen, Ellwangen, Bühlerthann, Hall, Ohringen et Neuenstadt sur Wimpffen, où il se réservait de prendre des dispositions définitives.

Forte d'après l'évaluation de Broglie de 25,000 combattants, traînant avec elle quarante pièces de 4 livres, quarante de 8, huit de 24, d'énormes convois, 1400 malades et 700 convalescents, cette armée marcha sans être inquiétée jusqu'au 4 juillet, date à partir de laquelle son arrière-garde fut rejointe et ne cessa plus d'être molestée par les hussards.

A la même époque, Broglie, dont Louis XV désapprouvait la conduite et à la désobéissance duquel il attribuait l'issue lamentable des opérations en Bavière, avait été relevé de son commandement et remplacé à la tête de l'armée par Maurice de Saxe, auquel il remit ses pouvoirs le 8 juillet, aussitôt après l'arrivée de l'armée à Wimpffen Invité par d'Argenson à retourner à Strasbourg, il ne tarda pas à y recevoir l'ordre de se retirer dans ses terres.

Au moment où le prince Charles, maître du cours du Lech, songeait, comme nous l'avons dit, à pousser une partie de son armée sur Ulm, au moment où, comme il l'écrivait à la reine, il avait « jeté les Français dans les bras des Anglais », où il suffisait, croyait-il, d'un mouvement offensif de l'armée de la Pragmatique pour porter en peu de temps, grâce aux opérations combinées des deux armées, le théâtre de la guerre hors de l'Allemagne, Marie-Thérèse qui caressait, elle aussi, depuis longtemps ce projet, avait déjà décidé d'envoyer à cet effet le feld-maréchal-lieutenant comte de Browne au quartier général du roi d'Angleterre.

La mission de Browne ne devait cependant pas aboutir au résultat désiré par la reine et par le prince Charles. Malgré le succès remporté par son armée à Dettingen, Georges II se refusa à prendre vigoureusement l'offensive contre l'armée de Noailles. D'autre part, en présence des difficultés de tout genre qui immobilisèrent l'armée autrichienne pendant un certain temps, de la nécessité de se procurer, avant de pénétrer sur le territoire de l'empire, les fonds nécessaires pour payer les fournitures de vivres, le prince Charles avait dû se contenter de lancer sa cavalerie légère sur les traces des Français. Ses hussards qui, sous les ordres de Nadasdy, Forgasch, Trips et du prince Esterhazy, avaient passé le Danube le 1er juillet, atteignirent l'arrière-garde de Broglie le 4 aux environs d'Eslingen, renouvelèrent leurs attaques pendant la marche du 5 et surprirent même le 10 un camp français établi à Neckar-Ulm, sur les bords mêmes de cette rivière. Mais le mouvement en avant de l'armée n'avait pu être repris que dix jours après le départ de Broglie de Donauwörth. Le général Brettlach, formant l'avant-garde, passa le Lech le 6 juillet à la tête d'un millier de cavaliers. Le 8 juillet, le gros, formé sur trois colonnes, quittait Rain et se portait sur Mertingen. Le 9, une de ces colonnes passait le Danube à Blindheim et campait à Diemantstein, pendant que les deux autres, qui avaient pris par Wertingen, ne traversaient le fleuve que le 10 à Dillingen. Les trois colonnes, qui étaient arrivées le soir à Wittislingen, Hausen et Neresheim, continuèrent de là, en se portant sur Aalen, leur marche sur Wimpffen sur le Neckar.

L'occupation et la garde de la Bavière avaient été confiées à Bärnklàu, qui disposait à cet effet d'environ 20,000 hommes. Il avait pour mission de faire capituler Straubing et Ingolstadt et de surveiller, en outre, l'attitude de l'armée bavaroise.

En même temps Lobkowitz, qui, dès le 28 juin, avait quitté Rain pour se rendre à Linz, était appelé par la reine au commandement en chef de l'armée d'Italie. C'était là un choix peu heureux, un choix contre lequel le prince Charles n'osa faire aucune observation à Marie-Thérèse, mais dont il avait signalé à l'avance les inconvénients à son frère le grand-duc. « Tu t'étonneras certainement, mon cher frère, lui écrivait-il de Rain le 28 juin, de voir Lobkowitz arriver à Linz. Il m'a demandé la permission de s'y rendre sous le prétexte d'y parler des affaires

de Seckendorff. En réalité, ce qu'il veut obtenir, c'est prendre la place de Traun en Italie. Entre nous soit dit, il vaudrait mieux le laisser ici, bien que je n'aie certes aucune raison de me louer de lui[1]. »

La marche de l'armée du prince Charles vers le Rhin marquait du reste le point de départ d'une phase nouvelle de la guerre, d'une série d'opérations que les officiers de la Section historique des archives I. et R. de la guerre se proposent d'étudier prochainement avec le soin, la méthode, la conscience et l'impartialité qui caractérisent si heureusement toutes leurs publications.

Après avoir essayé, comme nous venons de le faire, de donner à nos lecteurs une idée aussi complète que possible du travail des officiers autrichiens, de ce travail que nous nous sommes attaché à suivre pas à pas afin qu'ils puissent le juger et l'apprécier en pleine connaissance de cause, en attendant la publication des volumes suivants que nous espérons pouvoir analyser avant peu, nous n'ajouterons plus que quelques lignes, et cette fois encore, avant de terminer notre exposé, nous laisserons la parole à Frédéric II.

Si l'on veut, en effet, connaître l'idée que le roi de Prusse se faisait de la situation de la France, au moment où Charles VII se réfugiait à Francfort, où Broglie continuait à reculer, où Noailles se cantonnait en Alsace, on la trouvera exposée tout au long dans le projet qu'il chargea Podewils de communiquer à Valory *sub sigillo firmissimi silentii*, avec ordre de le prévenir que, « si sa cour commettait la moindre indiscrétion, le roi n'hésiterait pas à tout désavouer ». Le même jour (2 octobre 1743), Podewils remettait copie à Valory du *Projet que doivent suivre les Français s'ils sont sensés*. (*Correspondance politique*, 1208. Berlin, 2 octobre 1743.)

« La campagne présente est pour ainsi dire passée; il s'agit de penser aux moyens de redresser toutes les fautes qui se sont faites jusqu'à présent.

« Le premier moyen est de mettre du moment présent toute

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bayern und Ober-Rhein, 1743). Le prince Charles au grand-duc, Rain, 28 juin 1743, VI, 63.

son application à assembler à temps tout le monde qu'il est humainement possible de ramasser, pour avoir au mois de janvier 160,000 hommes à mettre en campagne, déduits les garnisons et les miliciens. Il faut distribuer ces forces de la façon suivante : 70,000 hommes sous le commandement du maréchal de Noailles pour faire tête aux Anglais, 60,000 hommes sous les ordres du maréchal de Coigny pour agir contre le prince Charles et 30,000 hommes sous quelque autre chef pour commencer les opérations en Flandre. De plus, on doit former le projet d'entrer le premier en campagne, c'est-à-dire au plus tard à la fin de mars; sortir inopinément des quartiers d'hiver et tomber ou sur la chaîne des Anglais ou sur celle des Autrichiens pour les culbuter; les battre en détail et se revancher sur eux de l'affront dont ils ont flétri les troupes françaises de la Bavière. C'est le moyen de faire échouer tous leurs desseins pour la campagne future et de se procurer de l'avantage avec des troupes qui ne sont pas encore tout à fait guéries de la terreur panique. De plus, les Français ne doivent point ménager les Anglais et, pour les attaquer par leur endroit sensible, ils leur doivent lâcher leurs armateurs ; car la trop grande circonspection des Français les avilit et les rend méprisables.

« Mais comme, dans les circonstances où se trouve la France, il ne suffit point de se défendre et qu'il faut bien plus se procurer des secours étrangers, on ne peut assez penser à les trouver, et cela même le plus promptement possible.

« Ces secours ne peuvent se trouver qu'en Allemagne. Le roi de Prusse ne peut pas, à la vérité, secourir ouvertement la France sans contrevenir à la paix avec la reine de Hongrie; mais il ne saurait se dispenser de donner son contingent à l'empire, quoiqu'il ne puisse le donner sans que d'autres princes s'associent dans l'Allemagne. La France peut faire réussir ce projet, moyennant qu'elle promette au roi de Prusse la garantie de la Silésie et quelque concours à ce qui peut être de ses intérêts. Il faut qu'elle paye 300,000 écus au Palatin, autant à la Hesse, un présent à la duchesse de Wurtemberg et des corruptions à sa cour, de même qu'à Saxe-Gotha.

« Mais, comme il ne convient pas que la France se mêle directement de tout ceci, il faut, pour éviter les dissipations de l'empereur, qu'elle mette le maréchal de Seckendorff en état de faire

toutes ces dépenses au nom de l'empereur. Cette dépense assemblera une armée de 60,000 hommes dans le cœur de l'Allemagne et obligera à coup sûr les fanatiques de la reine de Hongrie à prendre des sentiments plus pacifiques et plus raisonnables.

« Si la France est capable de prendre un parti sensé, elle choisira à coup sûr celui qu'on lui propose, qui est en vérité l'unique à suivre pour elle dans la situation où se trouve ce royaume. »

Dès ce moment, on ne saurait en douter, Frédéric avait prévu la guerre générale, et les événements qui devaient se produire en mars et en avril 1744. Dès ce moment aussi, en même temps qu'il se préparait, avec sa prudence et son habileté ordinaires, en vue de l'alliance dont il avait besoin pour s'assurer la conservation de ses conquêtes, de cette alliance qui ne devait cependant se conclure que huit mois plus tard, il apporta tous ses soins, tous ses efforts, toute son attention à l'élucubration de ce *pacte d'union confédérale,* dont l'idée première et les traits principaux se trouvent, eux aussi, énoncés dans l'avant-dernier paragraphe du projet du 2 octobre 1743.

TABLE DES MATIÈRES

PARIS. — IMPRIMERIE E. CHAPELOT ET Ce, 2, RUE CHRISTINE.

